



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 2347

2005

I. Nos. 42069-42075

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

UNITED NATIONS • NATIONS UNIES



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 2347

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

United Nations • Nations Unies
New York, 2009

Copyright © United Nations 2009
All rights reserved
Manufactured in the United States of America

Copyright © Nations Unies 2009
tous droits réservés
Imprimé aux États-Unis d'Amérique

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered in December 2005
Nos. 42069 to 42075*

No. 42069. Portugal and France:

- Agreement between the Portuguese Republic and the French Republic concerning the protection of classified information and materials (with annex). Paris, 10 January 2005 3

No. 42070. Lithuania and Denmark:

- Convention between the Republic of Lithuania and the Kingdom of Denmark for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Vilnius, 13 October 1993..... 35

No. 42071. Lithuania and Georgia:

- Agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Republic of Georgia regarding cooperation and mutual assistance in customs matters. Tbilisi, 12 April 1996..... 167

No. 42072. Lithuania and Greece:

- Agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Hellenic Republic regarding the readmission of persons whose residence is illegal (with protocol of implementation and annexes). Vilnius, 1 July 1999 221

No. 42073. Lithuania and Philippines:

- Agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Republic of the Philippines on cooperation in the field of science and technology. Manila, 25 September 1995 297

No. 42074. Lithuania and Georgia:

- Air Transport Agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of Georgia (with annex). Tbilisi, 12 April 1996 309

No. 42075. Lithuania and Georgia:

Consular Convention between the Republic of Lithuania and Georgia. Vilnius, 12 July 1999.....	373

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés en décembre 2005
N^{os} 42069 à 42075*

N^o 42069. Portugal et France :

Accord entre la République portugaise et la République française relatif à la protection des informations et matériels classifiés (avec annexe). Paris, 10 janvier 2005	3

N^o 42070. Lituanie et Danemark :

Convention entre la République de Lituanie et le Royaume du Danemark tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Vilnius, 13 octobre 1993	35

N^o 42071. Lituanie et Géorgie :

Accord entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République de Géorgie concernant la coopération et l'assistance mutuelle en matière douanière. Tbilissi, 12 avril 1996.....	167

N^o 42072. Lituanie et Grèce :

Accord entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République hellénique relatif à la réadmission des personnes dont la résidence est illégale (avec protocole d'exécution et annexes). Vilnius, 1 juillet 1999	221

N^o 42073. Lituanie et Philippines :

Accord entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République des Philippines relatif à la coopération dans le domaine de la science et de la technologie. Manille, 25 septembre 1995.....	297

N^o 42074. Lituanie et Géorgie :

Accord relatif au transport aérien entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la Géorgie (avec annexe). Tbilissi, 12 avril 1996	309

N° 42075. Lituanie et Géorgie :

Convention consulaire entre la République de Lituanie et la Géorgie. Vilnius, 12 juillet 1999	373

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p., VIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

*

* *

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this Series have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 859, p. IX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'Etat Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet Etat comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un Etat Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*

* *

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce Recueil ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

***Treaties and international agreements
registered in
December 2005
Nos. 42069 to 42075***

***Traités et accords internationaux
enregistrés en
décembre 2005
N^{os} 42069 à 42075***

No. 42069

**Portugal
and
France**

Agreement between the Portuguese Republic and the French Republic concerning the protection of classified information and materials (with annex). Paris, 10 January 2005

Entry into force: *21 July 2005 by notification, in accordance with article 19*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Portugal, 5 December 2005*

**Portugal
et
France**

Accord entre la République portugaise et la République française relatif à la protection des informations et matériels classifiés (avec annexe). Paris, 10 janvier 2005

Entrée en vigueur : *21 juillet 2005 par notification, conformément à l'article 19*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Portugal, 5 décembre 2005*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ET LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE RELATIF À LA PROTECTION DES INFORMATIONS ET MATÉRIELS CLASSIFIÉS

La République portugaise,

La République française,

Ci-après dénommées les Parties,

Désireuses l'une et l'autre de garantir la protection des Informations et matériels classifiés échangés entre les Parties,

Sont convenus des dispositions suivantes,

Article 1. Définitions

Aux fins du présent Accord, il faut entendre par,

1. "Informations et matériels classifiés", les informations, les documents et les matériels, quels qu'en soient la forme, la nature ou le mode de transmission, qu'ils soient élaborés ou en cours d'élaboration, auquel un degré de classification ou de protection a été attribué et qui, dans l'intérêt de la sécurité nationale et conformément aux lois et réglementations nationales et normes en vigueur au sein des Parties, nécessitent une protection contre toute violation, destruction, détournement, divulgation, perte, accès par une personne non autorisée ou tout autre type de compromission.

2. "Partie émettrice", la Partie qui délivre ou transmet une Information ou un matériel classifié à l'autre Partie.

3. "Partie destinataire", la Partie à laquelle est délivré ou transmis une Information ou un matériel classifié par la Partie émettrice.

4. "Utilisateur", personne physique ou morale habilitée par les Parties à traiter des Informations et matériels classifiés.

5. "ANS", signifie Autorités Nationales de Sécurité, à savoir les autorités chargées du contrôle général et de l'application du présent Accord.

6. "ASD", signifie Autorités de Sécurité Désignées, qui sont les organismes publics ou privés éventuellement désignés conformément aux lois et réglementations nationales et normes en vigueur au sein des Parties et qui sont ainsi chargées de l'application du présent Accord.

7. "Besoin d'en connaître", signifie la nécessité impérative d'avoir accès aux Informations et matériels classifiés dans le cadre d'une fonction déterminée et pour l'exécution d'une mission spécifique.

Article 2. Objet

Les Parties prennent, conformément à leurs lois et réglementations nationales et normes en vigueur en leur sein, toutes les mesures propres à assurer la protection des Informations et matériels classifiés qui sont échangés entre elles.

Article 3. Champ d'application

Le présent Accord présente la réglementation de sécurité commune à tous les engagements et instruments contractuels prévoyant la transmission d'Informations et matériels classifiés, conclus ou à conclure par les autorités nationales compétentes des deux Parties ou par les organismes ou établissements autorisés à cet effet.

Article 4. Autorités responsables

1. Les Autorités Nationales de Sécurité responsables de l'application du présent Accord sont :

Pour la République portugaise:

Autoridade Nacional de Segurança
Presidência do Conselho de Ministros
Av. Ilha da Madeira, 1
1400-204 Lisboa

Pour la République française:

Secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.)
51, bd de Latour-Maubourg
75700 PARIS 07 SP

2. Les Parties s'informent mutuellement, par note diplomatique, de tout changement éventuel affectant leur Autorité Nationale de Sécurité, ainsi que leurs autorités nationales compétentes.

Article 5. Principes de sécurité

La protection et l'utilisation des Informations et matériels classifiés échangés entre les Parties sont régies par les principes suivants:

1. La Partie destinataire donne aux Informations et matériels classifiés qu'elle reçoit de la Partie émettrice, un niveau de protection équivalent à celui expressément attribué à ses propres Informations et matériels classifiés, conformément aux équivalences définies à l'Article 6.

2. L'accès aux Informations et matériels classifiés est limité uniquement aux personnes dont les fonctions nécessitent l'accès à ces Informations et matériels classifiés sur la base du besoin d'en connaître et qui ont été habilitées par une habilitation de sécurité appropriée et autorisée par les autorités nationales compétentes.

3. La Partie destinataire ne transmet pas les Informations et matériels classifiés à un État tiers, à une personne physique ou morale ayant la nationalité d'un État tiers, ou une organisation internationale sans l'autorisation écrite préalable de la Partie émettrice.

4. Les Informations et matériels classifiés transmis ne peuvent être utilisés à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont transmis et prévus par les accords ou tout autre instrument contractuel conclus entre les Parties.

5. La Partie destinataire ne décline ni ne déclassifie une Information ou un matériel classifié transmis sans le consentement écrit préalable de la Partie émettrice.

Article 6. Classifications de sécurité et équivalences

1. Les Parties, ayant pris connaissance des mesures de sécurité prescrites par leurs lois et leurs réglementations nationales et normes en vigueur en leur sein, s'engagent à assurer la protection des Informations et matériels classifiés échangés et adoptent l'équivalence des niveaux de classification de sécurité définis dans le tableau ci-dessous:

PORTUGAL	FRANCE
MUITO SECRETO	TRES SECRET DEFENSE
SECRETO	SECRET DEFENSE
CONFIDENCIAL	CONFIDENTIEL DEFENSE
RESERVADO	(Nota)

(Nota)

La République portugaise traite et protège les Informations et matériels non classifiés mais revêtus d'une mention de protection telles que "DIFFUSION RESTREINTE" transmises par la Partie française selon ses lois et réglementations nationales et normes en vigueur relatives à la protection des Informations et matériels classifiés "RESERVADO". La République française traite et protège les Informations et matériels classifiés portant la mention "RESERVADO" transmises par la Partie portugaise selon ses lois et réglementations nationales et normes en vigueur relatives aux informations et matériels protégés mais non classifiés de défense, telles que "DIFFUSION RESTREINTE".

2. Afin de maintenir des normes de sécurité comparables, chaque Partie doit, sur demande, fournir toutes les informations concernant les règles de sécurité, les procédures et les pratiques nationales appliquées pour assurer la sécurité des Informations et matériels classifiés. Les Parties facilitent les contacts entre les ANS et les autorités nationales compétentes.

Article 7. Procédure d'habilitation de sécurité

1. Pour l'accès aux Informations et matériels classifiés CONFIDENTIEL DEFENSE/ CONFIDENCIAL ou de niveau supérieur, chaque Partie, conformément aux lois et réglementations nationales et normes en vigueur, mène une procédure d'habilitation de sécurité.

Cette procédure doit avoir pour but de déterminer les éventuelles vulnérabilités de l'intéressé et d'apprécier sa fiabilité.

2. S'agissant de l'habilitation de sécurité d'un ressortissant d'une des Parties qui a séjourné ou qui séjourne encore sur le territoire de l'autre Partie, les ANS se prêtent mutuellement assistance conformément à leurs lois et réglementations nationales et normes en vigueur.

Article 8. Classification, réception et modifications

1. Chacune des Parties s'engage dès réception des Informations et matériels classifiés en provenance de l'autre Partie à y apposer ses propres timbres nationaux de classification conformément aux équivalences définies dans l'Article 6.

2. Les Parties s'informent mutuellement de tout changement ultérieur de classification des Informations et matériels classifiés transmis.

Article 9. Déclassement, déclassification et transmission à des tiers

Les Informations et matériels classifiés élaborés conjointement par les deux Parties au titre d'accords, d'instruments contractuels ou de toute autre activité commune ne peuvent être déclassés, déclassifiés ou transmis à un État tiers, à une personne physique ou morale ayant la nationalité d'un État tiers, ou à une organisation internationale sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie.

Article 10. Transmission entre les Parties

1. Les Informations et matériels classifiés sont transmis entre les Parties par la voie diplomatique.

2. Les Parties peuvent convenir, par accord mutuel entre les ANS/ASD, de ce que les Informations et matériels classifiés peuvent être transmis par un autre moyen que la voie diplomatique, dans la mesure où ce mode de transmission s'avérerait inadapté ou difficile.

3. La Partie destinataire confirme la réception des Informations et matériels classifiés et les transmet à l'Utilisateur.

Article 11. Divulgaration, accomplissement et instructions

1. Chaque Partie porte à la connaissance de ses organismes ou établissements l'existence du présent Accord dès lors que des Informations et matériels classifiés sont concernés.

2. Chaque Partie s'assure que tous les organismes ou établissements recevant des Informations et matériels classifiés respectent dûment les obligations du présent Accord.

3. Les ANS/ASD de chacune des Parties élaborent et diffusent des instructions de sécurité relatives à la protection des Informations et matériels classifiés.

Article 12. Mesures de sécurité

1. En cas de transmission d'Informations et matériels classifiés par une Partie au bénéfice des Utilisateurs de l'autre Partie, la Partie destinataire est obligée, vis à vis des Utilisateurs:

a) De s'assurer que leurs installations sont en mesure de protéger comme il convient les Informations et matériels classifiés;

b) D'accorder à ces installations une habilitation de sécurité au niveau approprié;

c) D'accorder une habilitation de sécurité au niveau approprié aux personnes dont les fonctions nécessitent l'accès à ces Informations et matériels classifiés, sur la base du besoin d'en connaître.

d) De s'assurer que toutes les personnes ayant accès à ces Informations et matériels classifiés sont informées de leurs responsabilités en matière de protection des Informations et matériels classifiés, conformément aux lois et réglementations nationales et aux normes en vigueur au sein des Parties;

e) D'effectuer des inspections régulières de sécurité de leurs installations.

2. Lorsque des négociations précontractuelles en vue d'instruments contractuels classifiés sont entamées, pour un organisme ou établissement situé dans une des Parties, avec un autre situé dans l'autre Partie, l'ANS/ASD compétente doit informer l'autre sur la classification de sécurité de l'Information ou du matériel liés à ces négociations précontractuelles.

3. Pour tout instrument contractuel comportant des Informations et matériels classifiés, il est établi une annexe de sécurité. Dans cette annexe, l'ANS/ASD de la Partie émettrice de l'Information ou du matériel précise ce qui doit être protégé par la Partie destinataire ainsi que le niveau de classification correspondant qui est applicable. Seule l'autorité d'origine peut modifier le niveau de classification d'une Information ou d'un matériel défini dans une annexe de sécurité.

4. L'ANS/ASD compétente de la Partie émettrice de l'Information ou du matériel classifié transmet une copie de l'annexe de sécurité à l'ANS/ASD de l'autre Partie.

Article 13. Visites

1. Les visites de ressortissants d'une Partie, impliquant l'accès à un site de l'autre Partie où sont détenus des Informations ou des matériels classifiés et/ou à des zones de l'autre Partie dans lesquelles sont menés des projets classifiés, sont soumises à autorisation de la Partie d'accueil. Les organismes ou établissements qui souhaitent effectuer la visite, en demande l'autorisation à leur ANS/ASD. Celle-ci, après examen de la demande, la transmet à l'ANS/ASD de la Partie d'accueil.

2. L'ANS/ASD de la Partie d'accueil, après examen, statue sur la demande de visite et informe de sa décision l'ANS/ASD de la Partie requérante.

3. En cas d'accès à des Informations et matériels classifiés, l'autorisation de visite n'est délivrée qu'aux visiteurs de la Partie requérante qui sont habilités au niveau approprié conformément à la classification des Informations et matériels classifiés détenus ou traités

dans la zone de la visite et qui sont autorisés à avoir accès à ces Informations et matériels classifiés sur la base du besoin d'en connaître.

4. Les visites de ressortissants d'États tiers impliquant l'accès à des Informations et matériels classifiés ou à des zones dans lesquelles de tels Informations et matériels peuvent être obtenus ne sont autorisées que d'un commun accord entre les Parties.

[5.] Pour les visites dans les organismes ou établissements ne comportant pas accès à des Informations et matériels classifiés ou à des zones dans lesquelles une habilitation de sécurité n'est pas exigée par l'autorité compétente de la Partie d'accueil, les déplacements des visiteurs au sein de ces organismes ou établissements peuvent être contrôlés.

[6.] L'autorité compétente de la Partie requérante transmet à l'autorité compétente de la Partie d'accueil les noms des visiteurs au moins vingt jours avant la date prévue pour la visite. Dans les cas urgents, la Partie d'accueil s'efforce d'accélérer la délivrance de l'autorisation de visite.

[7.] Les demandes de visites sont établies conformément aux procédures de la Partie d'accueil et contiennent les renseignements figurant à l'Annexe du présent Accord.

Article 14. Visites multiples

1. Pour tout projet, programme ou contrat, les Parties peuvent convenir d'établir des listes de personnels autorisés à effectuer des visites multiples conformément aux modalités et conditions convenues mutuellement par les autorités nationales compétentes des Parties. Ces listes sont valables pour une période initiale de douze mois, pouvant être prolongée après entente entre les autorités nationales compétentes des Parties pour des périodes supplémentaires n'excédant pas douze mois.

2. Les listes mentionnées ci-dessus sont établies et arrêtées conformément aux dispositions en vigueur dans la Partie d'accueil. Une fois ces listes approuvées par les Parties, les modalités de visites particulières peuvent être effectuées directement auprès des autorités compétentes des organismes ou établissements qui doivent être visités par les personnes mentionnées sur ces listes selon les termes et conditions agréés.

Article 15. Inspections et visites d'information

1. Conformément à ses lois et réglementations nationales et normes en vigueur, chaque Partie conduit des inspections de sécurité dans ses organismes et établissements qui détiennent des Informations et matériels classifiés afin de s'assurer que les mesures de sécurité sont correctement appliquées.

2. De façon périodique, chaque Partie, à la demande de l'autre et à une date convenue, peut autoriser le personnel de sécurité de l'autre Partie à se rendre sur son territoire afin d'y apprécier, avec les autorités nationales compétentes, les mesures de protection mises en place pour assurer la sécurité des Informations et matériels classifiés qui ont été transmis.

3. Chaque Partie aide le personnel de sécurité autorisé de l'autre Partie dans l'exercice de ses fonctions en référence au paragraphe précédent du présent Article.

Article 16. Compromission de sécurité

1. En cas de compromission, de destruction, de détournement, de soustraction, de reproduction non autorisée, de divulgation, de perte effective ou présumée d'Informations et matériels classifiés, la Partie destinataire, mène une enquête et prend toute mesure appropriée, conformément à ses lois et réglementations nationales et normes en vigueur pour limiter, si possible, les dommages et prévenir tout nouveau cas. La Partie destinataire informe dès que possible la Partie émettrice de ces faits ainsi que des mesures prises et des résultats. Sur demande, les deux Parties se prêtent mutuellement assistance.

2. La notification doit être suffisamment détaillée pour que l'autorité d'origine puisse procéder à une évaluation complète des dommages.

Article 17. Les frais

1. L'application de cet Accord ne génère, en principe, aucun frais spécifique pour les Parties.

2. Tout frais éventuel encouru par une Partie du fait de l'application de cet Accord est supporté par cette seule Partie dans la limite de ses disponibilités budgétaires.

Article 18. Résolution des désaccords

1. Tout désaccord relatif à l'interprétation ou à l'application des mesures prises dans le présent Accord est seulement réglé par consultation entre les représentants des deux Parties.

2. Pendant la durée de ce désaccord, les deux Parties continuent à respecter les obligations qui découlent du présent Accord.

Article 19 Entrée en vigueur

Le présent Accord entre en vigueur le jour de la réception de la seconde des notifications, par la voie diplomatique, par lesquelles les Parties s'informent de l'accomplissement des procédures requises par leur droit interne pour l'entrée en vigueur de l'Accord.

Article 20. Amendement

Le présent Accord peut être amendé à tout moment par les Parties. Les Amendements seront pris dans la même forme qu'à l'Article 19.

Article 21. Durée et Dénonciation

1. Le présent Accord est conclu pour une période indéterminée.

2. Chacune des Parties peut dénoncer le présent Accord, par écrit et par la voie diplomatique, au moins six mois à l'avance.

3. En cas de dénonciation et tant que la Partie émettrice n'a pas notifié leur déclassification à la Partie destinataire, les Informations et matériels classifiés échangés, continuent à être traités conformément aux dispositions du présent Accord, même si leur transmission effective s'effectue après dénonciation par l'une ou l'autre des Parties.

En foi de quoi, les soussignés des deux Parties, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

Fait à Paris le 10 janvier 2005 en deux exemplaires, chacun en langues portugaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour la République portugaise:

ANTONIO MONTEIRO

Pour la République française :

MICHEL BARNIER

ANNEXE

La demande de visite mentionnée à l'Article XIII alinéa [7] doit contenir les informations suivantes :

- a) Le nom et le prénom du visiteur, la date et le lieu de naissance, la nationalité et le numéro du passeport ou de la carte d'identité;
- b) L'emploi et la fonction du visiteur, le nom de l'organisme ou établissement qui l'emploie;
- c) Le niveau d'habilitation de sécurité du visiteur, authentifié par un certificat de sécurité à fournir par la Partie requérante;
- d) La date proposée de la visite et la durée prévue;
- e) L'objet de la visite et toutes les indications utiles sur les sujets à traiter et les niveaux de classification des Informations et matériels classifiés;
- f) Le nom des organismes ou des établissements, des installations et des locaux, objets de la visite;
- g) Les noms et prénoms des personnes qui doivent recevoir le visiteur;
- h) La date, la signature et l'apposition du timbre officiel de l'autorité compétente de sécurité.

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

Acordo

sobre protecção de Informações e matérias classificadas; entre

a República Portuguesa

e

a República Francesa

a República Portuguesa,

a República Francesa,

doravante denominadas "Partes",

Desejando uma e outra garantir a protecção de Informações e matérias classificadas trocadas entre as Partes,

acordam as seguintes disposições,

ARTIGO 1º

Definições

Para os fins do presente Acordo, entende-se por,

- 1. "Informações e matérias classificadas", a informação, os documentos e os materiais, independentemente da sua forma, natureza e meio de transmissão, quer estejam concluídos ou se encontrem em elaboração, aos quais tenha sido atribuído um grau de classificação de segurança ou de protecção e que requerem, no interesse da segurança nacional e em conformidade com as leis e regulamentos nacionais e as normas em vigor em cada uma das Partes, uma protecção contra qualquer violação, destruição, desvio, divulgação,**

perda, acesso por pessoa não autorizada ou qualquer outro tipo de comprometimento.

2. "Parte emissora", a Parte que entrega ou transmite Informações e matérias classificadas à outra Parte.
3. "Parte destinatária", a Parte à qual são entregues ou transmitidas Informações e matérias classificadas, pela Parte emissora.
4. "Utilizador", a pessoa singular ou colectiva habilitada pelas Partes a tratar Informações e matérias classificadas.
5. "ANS", significa Autoridades Nacionais de Segurança, isto é, as autoridades responsáveis pelo controlo geral e pela aplicação do presente Acordo.
6. "ASD", significa Autoridades de Segurança Designadas, isto é, os organismos públicos ou privados eventualmente designados em conformidade com as leis e regulamentos nacionais e as normas em vigor em cada uma das Partes e que são assim responsáveis pela aplicação do presente Acordo.
7. "Necessidade de conhecer", significa a necessidade imperativa de ter acesso às Informações e matérias classificadas no âmbito de uma determinada função e para execução de uma missão específica.

ARTIGO 2º

Objecto

As Partes tomam, em conformidade com as leis e regulamentos nacionais e as normas em vigor em cada uma delas, todas as medidas adequadas para assegurar a protecção das Informações e matérias classificadas trocadas entre elas.

ARTIGO 3º

Âmbito de aplicação

O presente Acordo constitui o regulamento de segurança comum para todos os compromissos e instrumentos contratuais que prevejam a transmissão de Informações e matérias classificadas, celebrados ou a celebrar pelas autoridades nacionais competentes das duas Partes ou pelos organismos ou empresas autorizados para esse efeito.

ARTIGO 4º
Autoridades responsáveis

1. As Autoridades Nacionais de Segurança responsáveis pela aplicação do presente Acordo são:

Pela República Portuguesa:
Autoridade Nacional de Segurança
Presidência do Conselho de Ministros
Av. Ilha da Madeira, 1
1400-204 Lisboa

Pela República Francesa:
Secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.)
51, bd de Latour-Maubourg
75700 Paris 07 SP

2. As Partes informam-se mutuamente, por nota diplomática, de qualquer eventual modificação relativa à sua Autoridade Nacional de Segurança, assim como às suas autoridades nacionais competentes.

ARTIGO 5º
Princípios de segurança

A protecção e utilização das Informações e matérias classificadas trocadas entre as Partes regem-se pelos seguintes princípios:

1. A Parte destinatária atribui às Informações e matérias classificadas que recebe da Parte emissora um grau de protecção equivalente ao que foi expressamente atribuído às suas próprias Informações e matérias classificadas, em conformidade com as equivalências definidas no Artigo 6º.
2. O acesso às Informações e matérias classificadas é limitado unicamente às pessoas que para o desempenho das suas funções necessitem de ter acesso a essas Informações e matérias classificadas na base da necessidade de conhecer e que estejam habilitadas com uma credenciação de segurança apropriada e autorizadas pelas autoridades nacionais competentes.
3. A Parte destinatária não transmite as Informações e matérias classificadas a um terceiro Estado, a uma pessoa singular ou colectiva que tenha

nacionalidade de um terceiro Estado ou a uma organização internacional sem a prévia autorização escrita da Parte emissora.

4. As Informações e matérias classificadas transmitidas não podem ser utilizadas para outros fins senão aqueles para os quais são transmitidas e previstos nos acordos ou em qualquer outro instrumento contratual celebrados pelas Partes.
5. A Parte destinatária não pode diminuir o grau de classificação nem desclassificar Informações e matérias classificadas transmitidas sem o prévio consentimento escrito da Parte emissora.

ARTIGO 6º

Classificações de segurança e equivalências

1. As Partes, tendo conhecimento das medidas de segurança prescritas pelas leis e regulamentos nacionais e as normas em vigor em cada uma delas, comprometem-se a assegurar a protecção das Informações e matérias classificadas trocadas e adoptam a equivalência dos graus de classificação de segurança definidos no quadro abaixo indicado:

Portugal	França
MUITO SECRETO	TRES SECRET DEFENSE
SECRETO	SECRET DEFENSE
CONFIDENCIAL	CONFIDENTIEL DEFENSE
RESERVADO	(Nota)

Nota:

A República Portuguesa trata e protege as Informações e matérias não classificadas, mas ostentando uma menção de protecção tal como "DIFFUSION RESTREINTE" transmitidas pela Parte francesa, segundo as suas leis e regulamentos nacionais e normas em vigor relativas à protecção das Informações e matérias classificadas de "RESERVADO".

A República Francesa trata e protege as Informações e matérias classificadas marcadas com "RESERVADO" transmitidas pela Parte portuguesa segundo as suas leis e regulamentos nacionais e normas em vigor respeitantes às Informações e matérias protegidas, mas não classificadas de defesa, tal como "DIFFUSION RESTREINTE".

2. A fim de manter normas de segurança comparáveis, cada Parte deve, mediante pedido, fornecer todas as informações relativas às regras de segurança, aos procedimentos e às práticas nacionais aplicáveis para garantir a segurança das informações e matérias classificadas. As Partes facilitam os contactos entre as ANS e as autoridades nacionais competentes.

ARTIGO 7º

Procedimento de credenciação de segurança

1. Para o acesso às informações e matérias classificadas de CONFIDENCIAL/CONFIDENTIEL DEFENSE ou de grau superior, cada Parte, em conformidade com as leis e regulamentos nacionais e normas em vigor, conduz o procedimento de credenciação de segurança. Este procedimento deve ter por finalidade determinar as eventuais vulnerabilidades do interessado e apreciar a sua fiabilidade.
2. No caso da credenciação de segurança de um nacional de uma das Partes que tenha residido ou que resida ainda no território da outra Parte, as ANS prestam-se mutuamente assistência em conformidade com as suas leis e regulamentos nacionais e normas em vigor.

ARTIGO 8º

Classificação, recepção e alterações

1. Cada uma das Partes compromete-se na recepção das informações e matérias classificadas provenientes da outra Parte a aplicar-lhes as suas próprias marcas nacionais de classificação em conformidade com as equivalências definidas no Artigo 6º.
2. As Partes informam-se mutuamente sobre todas as alterações ulteriores de classificação das informações ou matérias classificadas transmitidas.

ARTIGO 9º

Diminuição do grau de classificação, desclassificação e transmissão a terceiros

As informações e matérias classificadas elaborados conjuntamente pelas duas Partes no âmbito de acordos, de instrumentos contratuais ou de qualquer outra actividade comum não podem ser sujeitas a diminuição do grau de classificação,

desclassificadas ou transmitidas a um terceiro Estado, a uma pessoa singular ou colectiva que tenha a nacionalidade de um terceiro Estado ou a uma organização internacional, sem o prévio consentimento, escrito, da outra Parte.

ARTIGO 10º

Transmissão entre as Partes

- 1. As Informações e matérias classificadas são transmitidas entre as Partes por via diplomática.**
- 2. As Partes podem estabelecer, por acordo mútuo entre as ANS/ASD, que as Informações e matérias classificadas possam ser transmitidas por outro meio além da via diplomática, na medida em que este modo de transmissão se revele inadequado ou difícil.**
- 3. A Parte destinatária confirma a recepção das Informações e matérias classificadas e transmite-as ao Utilizador.**

ARTIGO 11º

Divulgação, cumprimento e instruções

- 1. Cada Parte dá conhecimento aos seus organismos ou empresas da existência do presente Acordo sempre que estejam envolvidas Informações e matérias classificadas.**
- 2. Cada Parte assegura-se que todos os organismos ou empresas que recebam Informações e matérias classificadas respeitem devidamente as obrigações do presente Acordo.**
- 3. As ANS/ASD de cada uma das Partes elaboram e difundem instruções de segurança relativas à protecção das Informações e matérias classificadas.**

ARTIGO 12º

Medidas de segurança

- 1. No caso de Informações e matérias classificadas transmitidas por uma Parte em benefício de Utilizadores da outra Parte, a Parte destinatária obriga-se, relativamente aos Utilizadores, a:**

- a) Assegurar que as suas instalações estão em condições de proteger devidamente as Informações e matérias classificadas;
 - b) Atribuir a essas instalações uma credenciação de segurança no grau apropriado;
 - c) Atribuir uma credenciação de segurança no grau apropriado às pessoas que desempenhem funções para as quais necessitem de ter acesso a essas Informações e matérias classificadas, na base da necessidade de conhecer;
 - d) Assegurar que todas as pessoas que tenham acesso a essas Informações e matérias classificadas estejam informadas das suas responsabilidades sobre protecção das informações e matérias classificadas, em conformidade com as leis e regulamentos nacionais e normas em vigor em cada Parte;
 - e) Efectuar inspecções de segurança periódicas às suas instalações.
2. Logo que sejam encetadas negociações pré-contratuais entre um organismo ou empresa situado numa das Partes e outro situado na outra Parte, com vista à celebração de instrumentos contratuais classificados, a ANS/ASD competente, deve informar a outra sobre a classificação de segurança das Informações e matérias classificadas relacionadas com essas negociações pré-contratuais.
3. Para qualquer instrumento contratual abrangendo Informações e matérias classificadas, deve ser estabelecido um anexo de segurança. Neste anexo, a ANS/ASD da Parte emissora das informações ou matérias classificadas, especifica o que deve ser protegido pela Parte destinatária, assim como o grau de classificação correspondente que lhe é aplicável. Apenas a autoridade emissora pode modificar o grau de classificação das Informações e matérias classificadas definidos no anexo de segurança.
4. A ANS/ASD competente da Parte emissora das Informações e matérias classificadas transmite uma cópia do anexo de segurança à ANS/ASD da outra Parte.

ARTIGO 13º
Visitas

1. As visitas de pessoas de uma das Partes que impliquem o acesso a um local da outra Parte onde existam Informações e matérias classificadas e/ou a zonas da outra Parte onde sejam desenvolvidos projectos classificados são submetidas à autorização da Parte que recebe a visita. O organismo ou empresa que deseje efectuar a visita pede autorização à sua ANS/ASD. Esta, depois de examinar o pedido, transmite-o à ANS/ASD da Parte que recebe a visita.
2. A ANS/ASD da Parte que recebe a visita, após exame, decide sobre o pedido de visita e informa da sua decisão a ANS/ASD da Parte requerente.
3. Em caso de acesso a Informações e matérias classificadas, a autorização para a visita só é concedida aos visitantes da Parte requerente que estejam credenciados no grau apropriado, em conformidade com o grau de classificação das Informações e matérias classificadas existentes ou tratadas na zona a visitar, e que estejam autorizados a ter acesso a essas Informações e matérias classificadas, na base da necessidade de conhecer.
4. As visitas de pessoas de um Estado terceiro que impliquem acesso a Informações ou matérias classificadas ou a zonas nas quais essas Informações ou matérias classificadas possam ser obtidas, apenas podem ser autorizadas mediante comum acordo entre as Partes.
5. Para as visitas aos organismos ou empresas que não impliquem acesso a Informações ou matérias classificadas ou a zonas nas quais não seja exigida uma credenciação de segurança pela autoridade competente da Parte que recebe a visita, as deslocações dos visitantes nesses organismos ou empresas podem ser controladas.
6. A autoridade competente da Parte requerente transmite à autoridade competente da Parte que recebe a visita os nomes dos visitantes, pelo menos com vinte dias de antecedência relativamente à data prevista para a visita. Em casos urgentes, a Parte que recebe a visita faz o possível por acelerar a comunicação da autorização da visita.
7. Os pedidos de visita são estabelecidos em conformidade com os procedimentos da Parte que a recebe e contém as informações constantes no Anexo ao presente Acordo.

ARTIGO 14º

Visitas múltiplas

1. Para qualquer projecto, programa ou contrato, as Partes podem acordar em estabelecer listas de pessoas autorizadas a efectuar visitas múltiplas em conformidade com as modalidades e condições mutuamente combinadas pelas autoridades nacionais competentes das Partes. Estas listas são válidas por um período inicial de doze meses, podendo ser prorrogado, por períodos suplementares que não excedam doze meses, mediante entendimento entre as autoridades nacionais competentes das Partes.
2. As listas acima mencionadas são preparadas e decididas em conformidade com as disposições em vigor na Parte que recebe a visita. Uma vez aprovadas estas listas pelas Partes, as modalidades das visitas específicas podem ser directamente tratadas junto das autoridades competentes dos organismos ou empresas que devam ser visitados pelas pessoas mencionadas nessas listas, segundo os termos e condições acordados.

ARTIGO 15º

Inspecções e visitas de informação

1. Em conformidade com as leis e regulamentos nacionais e normas em vigor, cada Parte realiza as inspecções de segurança aos seus organismos ou empresas que detenham Informações e matérias classificadas a fim de se assegurar que as medidas de segurança são correctamente aplicadas.
2. Com carácter periódico, cada Parte, a pedido da outra e em data conveniente, pode autorizar o pessoal de segurança da outra Parte a vir ao seu território a fim de aí analisar, com as autoridades nacionais competentes, as medidas de protecção em vigor para garantir a segurança das Informações e matérias classificadas que tenham sido transmitidas.
3. Cada Parte apoia o pessoal de segurança autorizado da outra Parte no exercício das funções referidas no número anterior do presente Artigo.

ARTIGO 16º
Comprometimento de segurança

1. No caso de comprometimento, destruição, desvio, subtracção, reprodução não autorizada, divulgação, perda efectiva ou presumida de Informações e matérias classificadas, a Parte destinatária instaura um inquérito e toma todas as medidas apropriadas, em conformidade com as leis e regulamentos nacionais e normas em vigor, para, se possível, limitar os danos e prevenir outra ocorrência similar. A Parte destinatária, logo que seja possível, informa a Parte emissora sobre esses factos, assim como das medidas tomadas e dos respectivos resultados. A pedido, as duas Partes prestam-se mutuamente assistência.
2. A notificação deve ser suficientemente pormenorizada para que a autoridade de origem possa proceder a uma avaliação completa dos danos.

ARTIGO 17º
Custos

1. A aplicação do presente Acordo não gera, em princípio, qualquer custo específico para as Partes.
2. Qualquer custo eventual gerado em uma das Partes por aplicação do presente Acordo é suportado por essa Parte no limite das suas disponibilidades orçamentais.

ARTIGO 18º
Solução de Controvérsias

1. Qualquer divergência sobre a interpretação ou a aplicação das medidas previstas no presente Acordo é somente resolvida por consulta entre as duas Partes.
2. Enquanto durar o processo de resolução da divergência as duas Partes continuam a respeitar as obrigações que decorrem do presente Acordo.

ARTIGO 19º
Entrada em vigor

O presente Acordo entra em vigor na data da recepção da segunda das notificações, por via diplomática, pelas quais as Partes se informam da conclusão dos seus procedimentos de direito interno necessários para a entrada em vigor do Acordo.

ARTIGO 20º
Revisão

O presente Acordo pode ser objecto de revisão a todo o momento a pedido de qualquer das Partes. As emendas entrarão em vigor nos termos do artigo 19º.

ARTIGO 21º
Vigência e Denúncia

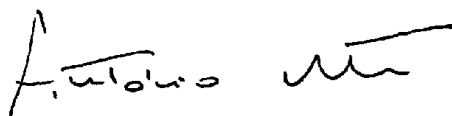
1. O presente Acordo vigorará por um período indeterminado.
2. Cada uma das Partes pode denunciar o presente acordo, por escrito e por via diplomática, com uma antecedência mínima de seis meses.
3. Em caso de denúncia e enquanto a Parte emissora não tiver notificado à Parte destinatária a sua desclassificação, as Informações e matérias classificadas trocadas continuarão a ser tratadas em conformidade com as disposições do presente Acordo, mesmo se a sua transmissão efectiva se efectuar depois de denúncia por qualquer das Partes.

Em fé do que, os abaixo assinados das duas Partes, devidamente autorizados, assinaram o presente Acordo.

Feito em Paris, aos 10 de Janeiro de 2005, em dois exemplares, nas línguas portuguesa e francesa, fazendo os dois textos igualmente fé.

Pela República Portuguesa

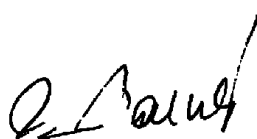
**O Ministro dos Negócios Estrangeiros
e das Comunidades Portuguesas**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'António Monteiro', with a stylized flourish at the end.

António Monteiro

Pela República Francesa

**O Ministro dos Negócios
Estrangeiros**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michel Barnier', with a long, sweeping flourish extending upwards and to the right.

Michel Barnier

ANEXO

O pedido de visita mencionado no artigo 13º, número 7, deve conter os seguintes elementos:

- a) O nome e o apelido do visitante, a data e o local de nascimento, a nacionalidade e o número do passaporte ou do bilhete de identidade;
- b) O cargo e a função do visitante, bem como o nome do organismo ou empresa que o emprega;
- c) O grau de credenciação de segurança do visitante, comprovado por um certificado de segurança a fornecer pela Parte requerente.
- d) A data proposta para a visita e a sua duração;
- e) A finalidade da visita e todas as indicações úteis sobre os assuntos a tratar e os graus de classificação das informações e matérias classificadas;
- f) O nome do organismo ou empresa, das instalações e dos locais, objecto da visita;
- g) Os nomes e os apelidos das pessoas que deverão receber o visitante;
- h) A data, a assinatura e a aposição do selo oficial da autoridade de segurança competente.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE PORTUGUESE REPUBLIC AND THE
FRENCH REPUBLIC CONCERNING THE PROTECTION OF CLASSI-
FIED INFORMATION AND MATERIALS

The Government of the Portuguese Republic

and

the Government of the French Republic,

Hereinafter referred to as the Parties,

Both desiring to ensure the protection of classified information and materials ex-
changed between the Parties,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. "Classified information and materials" means the information, documents and ma-
terials, irrespective of their form, type or means of transmission and irrespective of whether
they have been or are being developed, which have been assigned a level of classification
or protection, and which, in the interests of national security and pursuant to the national
laws and regulations and to the rules in force within the Parties, require protection against
violation, destruction, misappropriation, disclosure, loss, access by an unauthorized person
or any other kind of compromise;
2. "Transmitting Party" means the Party which transmits classified information or
materials to the other Party;
3. "Recipient Party" means the Party to which the transmitting Party transmits clas-
sified information or materials;
4. "User" means any natural person or legal entity cleared by the Parties to handle
classified information and materials;
5. "NSA" means the National Security Authorities, namely the authorities responsi-
ble for the comprehensive monitoring and implementation of this Agreement;
6. "DSA" means "Designated Security Authorities", which are the public or private
bodies that may be designated pursuant to national laws and regulations, and to rules in
force within the Parties, and that are thereby responsible for the implementation of this
Agreement;
7. "Need to know" means the pressing need to gain access to classified information
and materials within the framework of a specific official responsibility and for carrying out
a specific duty.

Article 2. Purpose

The Parties shall, in conformity with their national laws and regulations, and with rules in force within them, take all appropriate measures to ensure the protection of classified information and materials exchanged between them.

Article 3. Scope

This Agreement presents the security regulations applicable to all contractual undertakings and instruments providing for the transmission of classified information and materials, concluded or to be concluded between the competent national authorities of the two Parties or by the bodies or establishments authorized to that end.

Article 4. Responsible authorities

1. The National Security Authorities responsible for the implementation of this Agreement are:

For the Portuguese Republic:

Autoridade Nacional de Segurança
Presidência do Conselho de Ministros
Av. Ilha de Madeira, 1
1400-204 Lisbon

For the French Republic:

Sécrétariat général de la défense nationale (SGDN)
51, bd de Latour-Maubourg
75700 Paris 07 SP

2. The Parties shall notify each other of any change affecting the National Security Authority and their competent security authorities by diplomatic note.

Article 5. Principles of security

The protection and use of classified information and materials exchanged between the Parties shall be regulated by the following principles:

1. The receiving Party shall assign to the classified information and materials that it receives from the transmitting Party a level of protection equivalent to that expressly granted to its own classified information and materials, in accordance with the equivalences defined in article 6.

2. Access to classified information and materials shall be restricted to individuals who have received the appropriate clearance, endorsed by the competent national authority, and whose functions necessitate their access to such classified information and materials on a need-to-know basis.

3. The recipient Party shall not transmit the classified information and materials to a third State, to a natural person or legal entity having the nationality of a third State, or to an international organization, without the prior written authorization of the transmitting Party.

4. The classified information and materials transmitted shall not be used for purposes other than those for which they were transmitted and covered by the agreements or any other contractual instrument concluded between the Parties.

5. The recipient Party shall not reclassify or declassify any classified information or materials without prior written consent from the transmitting Party.

Article 6. Security classifications and equivalences

1 The Parties, having taken cognizance of the security measures stipulated by their national laws and regulations, and by rules in force within them, undertake to take all appropriate measures to ensure the protection of the classified information and materials exchanged, and shall adopt the equivalence of security classification levels as defined in the table below:

PORTUGAL	FRANCE
MUITO SECRETO	TRES SECRET DEFENSE
SECRETO	SECRET DEFENSE
CONFIDENCIAL	CONFIDENTIEL DEFENSE
RESERVADO	(See Note below)

(Note)

The Portuguese Republic shall handle and protect the non-classified information and materials which have been marked "DIFFUSION RESTREINTE" and transmitted to it by the French Party in conformity with its national laws and regulations and with the rules in force governing the protection of classified information and materials marked "RESERVADO". The French Republic shall handle and protect the classified information and materials marked "RESERVADO" and transmitted to it by the Portuguese Party in conformity with its national laws and regulations and with the rules in force governing the protection of information and materials which are protected but not classified as a defence secret, such as the category "DIFFUSION RESTREINTE".

2. In order to maintain comparable security norms, each Party at the request of the other Party shall provide all information concerning the national security rules, practices and procedures applied in order to guarantee the security of classified information and materials. The Parties shall facilitate contacts between their NSA and the competent security authorities.

Article 7. Security clearance procedure

1. For access to information and materials classified as "CONFIDENTIEL DEFENSE/CONFIDENCIAL" or higher, each Party, in accordance with national laws and

regulations, and with rules in force within them, shall undertake a clearance procedure. This procedure must have the purpose of determining the possible vulnerabilities of the person involved and evaluating his reliability.

2. In the case of the security clearance of a national of one of the Parties who has resided or is still residing on the territory of the other Party, the NSAs shall provide mutual assistance in accordance with national laws and regulations, and with rules in force.

Article 8. Classification, receipt and modifications

1. Each of the Parties undertakes, upon receipt of classified information and materials from the other Party, to affix its own national classification stamps in accordance with the equivalences defined in article 6.

2. The Parties shall notify one another of any subsequent change in the classification of the classified information and materials transmitted.

Article 9. Reclassification, declassification and transmission to third Parties

The information and materials developed jointly by the two Parties on the basis of agreements, contractual instruments or any other joint activity shall not be reclassified, declassified or transmitted to a third State, to a natural person or legal entity having the nationality of a third State, or to an international organization, without the prior written approval of the other Party.

Article 10. Transmission between the Parties

1. Classified information and materials shall be transmitted between the Parties through the diplomatic channel.

2. The Parties may agree, by mutual agreement between the NSA/DSA, that the classified information and materials may be transmitted other than through the diplomatic channel, if this mode of transmission should prove to be unsuitable or difficult.

3. The receiving Party shall confirm receipt of the classified information and materials and shall pass them on to the User.

Article 11. Disclosure, implementation and instructions

1. Each Party shall inform its bodies and establishments of the existence of this Agreement whenever classified information and materials are involved.

2. Each Party shall ensure that all bodies and establishments receiving classified information and materials properly respect the obligations entailed by this Agreement.

3. The NSA/DSA of each Party shall draw up and distribute security instructions relating to the protection of classified information and materials.

Article 12. Security measures

1. In the event of transmission of classified information and materials by one Party for the benefit of the Users of the other Party, the receiving Party shall be obliged, with respect to the Users:

(a) To ensure that their installations are capable of properly protecting the classified information and materials;

(b) To grant these installations a security clearance of the appropriate level;

(c) To grant a security clearance of the appropriate level to those persons whose functions necessitate access to such classified information and materials, on a need-to-know basis;

(d) To ensure that all persons having access to classified information and materials are informed of their responsibilities with regard to the protection of the classified information and materials, in accordance with national laws and regulations, and with rules in force within the Parties;

(e) To carry out regular security inspections of their installations.

2. When pre-contractual negotiations leading towards contractual instruments are started, for a body or establishment located in one of the Parties, with another located in the other Party, the competent NSA/DSA shall inform the other about the security classification of the information or materials related to these pre-contractual negotiations.

3. For any contractual instrument containing classified information and materials, a security annex shall be drawn up. In this annex, the NSA/DSA of the Party transmitting the classified information and materials shall stipulate what must be protected by the recipient Party as well as the corresponding level of classification which is applicable. Only the originating authority may modify the classification level of an item of information or material defined in the security annex.

4. The competent NSA/DSA of the Party transmitting the classified information and materials shall transmit a copy of the security annex to the NSA/DSA of the other Party.

Article 13. Visits

1. Visits by nationals of one Party, involving access to a site of the other Party where classified information and materials are held, and/or to sites of the other Party where classified projects are carried out, shall be subject to the authorization of the host Party. Bodies or establishments desiring to make such a visit shall request authorization from their own NSA/DSA. The latter, following examination of the request, shall transmit it to the NSA/DSA of the host Party.

2. The NSA/DSA of the host country, following examination, shall rule upon the request for a visit and shall inform the NSA/DSA of the requesting Party.

3. In the event of access to classified information and materials, the visit authorization shall be issued only to visitors from the requesting Party who are cleared at the appropriate level relative to the classification of the classified information and materials held or pro-

cessed in the zone of the visit and who are authorized to have access to such classified information and materials on a need-to-know basis.

4. The visits of nationals of third States involving access to classified information and materials or to zones in which such information and materials may be obtained shall be authorized only by mutual agreement between the Parties.

5. For visits to bodies or establishments not involving access to classified information and materials, or to zones in which a security clearance is not required by the competent authority of the host Party, the movements of visitors within such bodies or establishments may be monitored.

6. The competent authority of the requesting Party shall transmit the names of the visitors to the competent authority of the host Party at least twenty days before the intended date of the visit. In urgent circumstances, the host Party shall endeavour to accelerate the issue of the visit authorization.

7. The requests for visits shall be drawn up in accordance with the procedures of the host Party and shall contain the information listed in the Annex to this Agreement.

Article 14. Multiple visits

1. For any project, program or contract, the Parties may agree to draw up lists of persons authorized to make multiple visits in accordance with the procedures and conditions mutually agreed by the authorities. These lists shall be valid for an initial period of twelve months, and may be extended following agreement between the competent national authorities of the Parties for additional periods not exceeding twelve months.

2. The lists referred to above shall be drawn up and agreed in accordance with the provisions in force in the host Party. Once these lists have been approved by the Parties, the specific details for particular visits may be resolved directly with the competent authorities of the bodies or establishments which are to be visited by the persons referred to in the lists, in accordance with the terms and conditions that have been approved.

Article 15. Inspections and information visits

1. In accordance with its national rules and regulations and with rules in force, each Party shall carry out security inspections in its bodies and establishments holding classified information and materials, in order to ensure that the security measures are being correctly applied.

2. From time to time each Party, at the request of the other and on an agreed date, may authorize the security personnel of the other Party to enter its territory in order to evaluate, with the competent national authorities, the protective measures put in place to ensure the security of the classified information and materials that have been transmitted.

3. Each Party shall assist the authorized security personnel of the other Party in the exercise of their functions with reference to the preceding paragraph of the present article.

Article 16. Security compromise

1. In the event of compromise, destruction, misappropriation, theft, unauthorized reproduction, disclosure, or actual or presumed loss of classified information and materials, the recipient Party shall carry out an inquiry and shall take all appropriate measures, in conformity with its national laws and regulations and with the rules in force, in order to limit, if possible, the damage and prevent any repetition. The recipient Party shall inform the transmitting Party as soon as possible of these events and of the measures taken and the results thereof. On request, the two Parties shall mutually assist one another.

2. Notification must be sufficiently detailed for the originating authority to be able to undertake a complete evaluation of the damage.

Article 17. Costs

1. The implementation of this Agreement shall in principle not generate any specific costs for the Parties.

2. Any cost incurred by a Party as a result of the implementation of this Agreement shall be borne solely by that Party, within its budgetary resources.

Article 18. Settlement of disputes

1. Any dispute concerning the interpretation or implementation of the measures taken under this Agreement shall be settled exclusively by consultation between the representatives of the two Parties.

2. During any such period of dispute, the two Parties shall continue to respect the obligations arising out of the Agreement.

Article 19. Entry into force

This Agreement shall enter into force on the day of receipt of the second of the notifications, through the diplomatic channel, by which the Parties have informed one another of the completion of the procedures required by their domestic law for its entry into force.

Article 20. Amendment

This Agreement may be amended at any moment by the Parties. Amendments shall be communicated in the same form as in article 19.

Article 21. Validity and denunciation

1. This Agreement is concluded for an indefinite period.

2. Each of the Parties may denounce this Agreement in writing through the diplomatic channel, with at least six months' advance notice.

3. In the event of denunciation, if the transmitting Party has not notified the recipient Party of declassification, the classified information and materials exchanged shall continue to be handled in conformity with the provisions of this Agreement, even if the actual transmission should take place after denunciation by one or other of the Parties.

In witness whereof, the two Parties, duly authorized, have signed this Agreement.

Done at Paris on 10 January 2005 in duplicate in the Portuguese and French languages, both texts being equally authentic.

For the Portuguese Republic:

ANTONIO MONTEIRO

For the French Republic:

MICHEL BARNIER

ANNEX

Requests for visits, as provided for in article 13, paragraph 6, shall include the following information:

- (a) The visitor's surname and given names, place and date of birth, nationality and passport or identity card number;
- (b) The position and duties of the visitor and the name of the body or institution where he or she is employed;
- (c) The visitor's level of security clearance, authenticated by a security certificate to be supplied by the requesting Party;
- (d) The date proposed for the visit and its intended duration;
- (e) The purpose of the visit and all pertinent information concerning the subjects to be dealt with and the classification levels of the classified information and materials involved;
- (f) The names of the bodies or establishments, installations and facilities to be visited;
- (g) The surnames and given names of the persons who are to receive the visitor;
- (h) The date, signature and official stamp of the competent security authority.

No. 42070

**Lithuania
and
Denmark**

Convention between the Republic of Lithuania and the Kingdom of Denmark for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Vilnius, 13 October 1993

Entry into force: *1 January 1994 by notification, in accordance with article 31*

Authentic texts: *Danish, English and Lithuanian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Lithuania, 1 December 2005*

**Lituanie
et
Danemark**

Convention entre la République de Lituanie et le Royaume du Danemark tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Vilnius, 13 octobre 1993

Entrée en vigueur : *1er janvier 1994 par notification, conformément à l'article 31*

Textes authentiques : *danois, anglais et lituanien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Lituanie, 1er décembre 2005*

[DANISH TEXT — TEXTE DANOIS]
OVERENSKOMST
MELLEM REPUBLIKKEN LITAUEN
OG KONGERIGET DANMARK
TIL UNDGAÆLSE AF DOBBELTBESKATNING OG FORHINDRING AF
SKATTEUNDDRAGELSE FOR SÅ VIDT ANGÅR
INDKOMST- OG FORMUESKATTER

Regeringen i Republikken Litauen og Regeringen i Kongeriget Danmark, der ønsker at indgå en overenskomst til undgåelse af dobbeltbeskatning og forhindring af skatteunddragelse for så vidt angår indkomst- og formueskatter, er blevet enige om følgende:

Artikel 1

De af overenskomsten omfattede personer

Denne overenskomst skal finde anvendelse på personer, der er hjemmehørende i en af eller begge de kontraherende stater.

Artikel 2

De af overenskomsten omfattede skatter

1. De gældende skatter, på hvilke overenskomsten skal finde anvendelse, er:

a) i Litauen:

- (i) Juridiske personers skat på fortjeneste (juridiniu asmenu pelno mokestis);
- (ii) indkomstskat af fysiske personer (fiziniu asmenu pajamu mokestis); og
- (iii) skat af foretagender, der anvender statsejede kapitalgoder (palukanos uz valstybinio kapitalo naudojima);

(herefter omtalt som "litauisk skat");

b) i Danmark:

- (i) indkomstskatten til staten;
- (ii) den kommunale indkomstskat;
- (iii) den amtskommunale indkomstskat;
- (iv) den særlige indkomstskat;

- (v) kirkeskatten;
- (vi) udbytteskatten;
- (vii) renteskatten;
- (viii) royaltyskatten;
- (ix) skatter i henhold til kulbrinteskatteloven; og
- (x) formueskatten til staten;

(herefter omtalt som "dansk skat").

2. I tilfælde, hvor en ny indkomst- eller formueskat bliver indført i en kontraherende stat efter undertegnelsen af denne overenskomst, skal overenskomsten også finde anvendelse på denne skat. De kompetente myndigheder i de kontraherende stater skal ved gensidig aftale beslutte, hvorvidt en skat, der er indført i en af de kontraherende stater, er af en sådan karakter, at den skal være omfattet af overenskomsten i overensstemmelse med den forudgående sætning.

3. Overenskomsten skal også finde anvendelse på alle skatter af samme eller væsentlig samme art som de, der er nævnt eller sigtet til i stykkerne 1 og 2, og som pålignes efter datoen for undertegnelsen af denne overenskomst i tillæg til, eller i stedet for, de skatter, på hvilke overenskomsten finder anvendelse i henhold til de nævnte stykker. De kompetente myndigheder i de kontraherende stater skal give hinanden underretning om alle væsentlige ændringer, som er blevet foretaget i deres respektive skattelove.

Artikel 3

Almindelige definitioner

1. Medmindre andet fremgår af sammenhængen, har i denne

overenskomst følgende udtryk den nedenfor angivne betydning:

- a) udtrykket "Litauen" betyder Republikken Litauen, og betyder - når benyttet i geografisk forstand - Republikken Litauens territorium og ethvert område, der grænser op til Republikken Litauens territoriale farvande, og inden for hvilket Litauer, ifølge litauisk lovgivning og i overensstemmelse med international ret, kan udøve rettigheder for så vidt angår havbunden, dens undergrund og deres naturforekomster;
- b) udtrykket "Danmark" betyder Kongeriget Danmark, herunder ethvert område uden for Danmarks territorialfarvand, som ifølge dansk lovgivning og i overensstemmelse med international ret er eller senere måtte blive betegnet som et område inden for hvilket Danmark kan udøve suverænitetsrettigheder med hensyn til efterforskning og udnyttelse af naturforekomster på havbunden eller i dens undergrund og de overliggende vande og med hensyn til anden virksomhed med henblik på økonomiske udnyttelse og efterforskning af det nævnte område; udtrykket omfatter ikke Færøerne og Grønland;
- c) udtrykket "person" omfatter en fysisk person, et selskab og enhver anden sammenslutning af personer;
- d) udtrykket "selskab" betyder enhver juridisk person eller enhver sammenslutning, der i skattemæssig henseende behandles som en juridisk person;
- e) udtrykkene "foretagende i en kontraherende stat" og "foretagende i den anden kontraherende stat" betyder henholdsvis et foretagende, som drives af en person, der er

hjemmehørende i en kontraherende stat, og et foretagende, som drives af en person, der er hjemmehørende i den anden kontraherende stat;

f) udtrykket "statsborger" betyder:

- (i) enhver fysisk person, der er i besiddelse af statsborgerskab i en kontraherende stat;
- (ii) enhver juridisk person, ethvert interessentskab eller enhver sammenslutning, der består i kraft af den gældende lovgivning i en kontraherende stat;

g) udtrykket "international trafik" betyder enhver transport med skib eller luftfartøj, der udøves af et foretagende i en kontraherende stat, bortset fra tilfælde, hvor skibet eller luftfartøjet udelukkende anvendes mellem pladser i den anden kontraherende stat;

h) udtrykket "kompetent myndighed" betyder:

- (i) i Litauen: Finansministeren eller han befuld mægtigede stedfortræder;
- (ii) i Danmark: Skatteministeren eller hans befuld mægtigede stedfortræder.

2. Ved anvendelsen af denne overenskomst i en kontraherende stat skal, medmindre andet følger af sammenhængen, ethvert udtryk, som ikke er defineret deri, tillægges den betydning, som det har i denne stats lovgivning om de skatter, hvorpå overenskomsten finder anvendelse.

Artikel 4

Skattemæssigt hjemsted

1. I denne overenskomst betyder udtrykket "en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat" enhver person, som i henhold til lovgivningen i denne stat er skattepligtig der på grund af hjemsted, bopæl, ledelsens sæde, registrering eller ethvert andet lignende kriterium. Udtrykket omfatter også en kontraherende stat i sig selv, en politisk underafdeling, en lokal myndighed eller et herunder hørende offentligt organ. Udtrykket omfatter ikke en person, som er skattepligtig til den pågældende stat udelukkende af indkomst fra kilder i denne stat, eller formue, der befinder sig der.

2. I tilfælde, hvor en fysisk person efter bestemmelserne i stykke 1 er hjemmehørende i begge de kontraherende stater, bestemmes hans status efter følgende regler:

- a) han skal anses for at være hjemmehørende i den stat, i hvilken han har fast bolig til sin rådighed; hvis han har en fast bolig til sin rådighed i begge stater, skal han anses for at være hjemmehørende i den stat, med hvilken han har de stærkeste personlige og økonomiske forbindelser (midtpunkt for sine livsinteresser);
- b) hvis det ikke kan afgøres, i hvilken stat han har midt punkt for sine livsinteresser, eller hvis han ikke har en fast bolig til sin rådighed i nogen af staterne, skal han anses for at være hjemmehørende i den stat, i hvilken han sædvanligvis har ophold;

- c) hvis han sædvanligvis har ophold i begge stater, eller hvis han ikke har sådant ophold i nogen af dem, skal han anses for at være hjemmehørende i den stat, i hvilken han er statsborger;
- d) hvis han er statsborger i begge stater, eller hvis han ikke er statsborger i nogen af dem, skal de kompetente myndigheder i de kontraherende stater afgøre spørgsmålet ved gensidig aftale.

3. I tilfælde, hvor en ikke-fysisk person efter bestemmelserne i stykke 1 er hjemmehørende i begge de kontraherende stater, skal de kompetente myndigheder i de kontraherende stater bestræbe sig på at afgøre spørgsmålet ved gensidig aftale og fastsætte de nærmere regler for overenskomstens anvendelse på en sådan person. Hvor der ikke foreligger en sådan aftale, skal personen, ved anvendelsen af denne overenskomst, i hver af de kontraherende stater ikke anses for at være hjemmehørende i den anden kontraherende stat.

Artikel 5

Fast driftssted

1. I denne overenskomst betyder udtrykket "fast driftssted" et fast forretningssted, gennem hvilket et foretagendes virksomhed helt eller delvis udøves.
2. Udtrykket "fast driftssted" omfatter navnlig:
 - a) et sted, hvorfra et foretagende ledes;
 - b) en filial;

- c) et kontor;
- d) en fabrik;
- e) et værksted; og
- f) en mine, en olie- eller gaskilde, et stenbrud eller et hvert andet sted, hvor naturforekomster udvindes.

3. Et bygnings-, anlægs-, montage eller installationsarbejde eller en tilsynsførende eller rådgivende aktivitet i forbindelse dermed udgør kun et fast driftssted, hvis arbejdet, projektet eller aktiviteten varer mere end 6 måneder.

4. Uanset de foranstående bestemmelser i denne artikel skal udtrykket "fast driftssted" anses for ikke at omfatte:

- a) anvendelsen af indretninger udelukkende til oplagring, udstilling eller udlevering af varer tilhørende foretagendet;
- b) opretholdelsen af et varelager, tilhørende foretagendet, udelukkende til oplagring, udstilling eller udlevering;
- c) opretholdelsen af et varelager, tilhørende foretagendet, udelukkende til bearbejdelse hos et andet foretagende;
- d) opretholdelsen af et fast forretningssted udelukkende for at foretage indkøb af varer eller indsamle oplysninger til foretagendet;

- e) opretholdelsen af et fast forretningssted udelukkende for at udøve enhver anden virksomhed af forberedende eller hjælpende karakter for foretagendet;
- f) opretholdelsen af et fast forretningssted udelukkende til samtidig udøvelse af flere af de i litra a)-e) nævnte virksomheder, forudsat at det faste forretningssteds samlede virksomhed, der er et resultat heraf, er af forberedende eller hjælpende karakter.

5. Uanset bestemmelserne i stykke 1 og 2 skal et foretagende - i tilfælde, hvor en person, der ikke er en sådan uafhængig repræsentant, som omhandles i stykke 6, handler på foretagendets vegne og har og sædvanligvis udøver i en kontraherende stat en fuldmagt til at indgå aftaler i foretagendets navn - anses for at have fast driftssted i denne stat med hensyn til hele den virksomhed, som denne person påtager sig for foretagendet, medmindre denne persons virksomhed er begrænset til sådanne forhold, som er nævnt i stykke 4, og som, hvis de var udøvet gennem et fast forretningssted, ikke ville gøre dette faste forretningssted til et fast driftssted efter bestemmelserne i nævnte stykke.

6. Et foretagende skal ikke anses for at have et fast driftssted i en kontraherende stat, blot fordi det driver erhvervsvirksomhed i denne stat gennem en mægler, kommissionær eller en anden uafhængig repræsentant, forudsat at disse personer handler inden for rammerne af deres sædvanlige erhvervsvirksomhed. Hvor imidlertid en repræsentant udelukkende eller næsten udelukkende udøver virksomhed på dette foretagendes vegne, skal han ikke anses for en uafhængig repræsentant i dette stykkes betydning.

7. Den omstændighed, at et selskab, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, behersker eller beherskes af et selskab, der er hjemmehørende i den anden kontraherende stat, eller som (enten gennem et fast driftssted eller på anden måde) udøver erhvervsvirksomhed i denne anden stat, skal ikke i sig selv medføre, at nogen af de to selskaber anses for et fast driftssted for det andet.

Artikel 6

Indkomst af fast ejendom

1. Indkomst, som en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, oppebærer af fast ejendom (herunder indkomst af land- eller skovbrug), der er beliggende i den anden kontraherende stat, kan beskattes i denne anden stat.

2. Udtrykket "fast ejendom" skal tillægges den betydning, som det har i lovgivningen i den kontraherende stat, hvori den pågældende ejendom er beliggende. Udtrykket skal i alle tilfælde omfatte tilbehør til fast ejendom, husdyrbesætning og redskaber, der anvendes i land- og skovbrug, rettigheder på hvilke civilretten om fast ejendom finder anvendelse, bygninger, enhver option eller lignende rettighed med hensyn til fast ejendom, brugsrettigheder til fast ejendom, samt rettigheder til varierende eller faste ydelser, der betales for udnyttelsen af eller retten til at udnytte mineralforekomster, kilder og andre naturforekomster. Skibe, både og luftfartøjer skal ikke anses for fast ejendom.

3. Bestemmelserne i stykke 1 skal finde anvendelse på indkomst, der hidrører fra direkte brug, udlejning eller enhver anden form for benyttelse af fast ejendom, såvel som på indkomst fra afhændelse af fast ejendom.

4. Såfremt besiddelse af aktier eller andre andele i et selskab berettiger indehaveren af aktierne eller andelene til at benytte fast ejendom, der ejes af selskabet, kan indkomst, som oppebæres ved direkte brug, ved udleje, eller enhver anden anvendelse af sådan brugsret, beskattes i den kontraherende stat, hvori den faste ejendom er beliggende.

5. Bestemmelserne i stykke 1 og 3 skal også finde anvendelse på indkomst af fast ejendom, der tilhører et foretagende, og på indkomst af fast ejendom, der anvendes ved udøvelsen af frit erhverv.

Artikel 7

Fortjeneste ved erhvervsvirksomhed

1. Fortjeneste, som oppebæres af et foretagende i en kontraherende stat, kan kun beskattes i denne stat, medmindre foretagendet driver erhvervsvirksomhed i den anden kontraherende stat gennem et der beliggende fast driftssted. Såfremt foretagendet driver en sådan virksomhed, kan dets fortjeneste beskattes i den anden stat, men kun for så vidt angår den del deraf, som kan henføres til:

- a) dette faste driftssted; eller
- b) salg i denne anden stat af varer af samme eller lignende art som dem, der sælges gennem dette faste driftssted; eller

- c) anden erhvervsvirksomhed, der udøves i denne anden stat af samme eller lignende art som den, der udøves gennem dette faste driftssted.

Bestemmelserne i litra b) og c) finder ikke anvendelse, hvis foretagendet godtgør, at et sådant salg eller en sådan virksomhed ikke med rimelighed kunne være foretaget af dette faste driftssted.

2. Under iagttagelse af bestemmelserne i stykke 3 skal der i tilfælde, hvor et foretagende i en kontraherende stat driver erhvervsvirksomhed i den anden kontraherende stat gennem et der beliggende fast driftssted, i hver kontraherende stat til dette faste driftssted henføres den fortjeneste, som det kunne forventes at ville have opnået, hvis det havde været et frit og uafhængigt foretagende, som udøvede den samme eller lignende virksomhed på samme eller lignende vilkår, og som under fuldstændig frie forhold afsluttede forretninger med det foretagende, hvis faste driftssted det er.

3. Ved fastsættelse af et fast driftssteds fortjeneste skal det være tilladt at fradrage omkostninger, som er afholdt for det faste driftssted, herunder generalomkostninger til ledelse og administration, hvad enten de er afholdt i den stat, hvori det faste driftssted er beliggende, eller andre steder.

4. Såfremt det har været sædvane i en kontraherende stat at fastsætte den fortjeneste, der kan henføres til et fast driftssted, på grundlag af en fordeling af foretagendets samlede fortjeneste mellem dets forskellige afdelinger, skal intet i stykke 2 hindre denne kontraherende stat i at fastsætte den skattepligtige fortjeneste på grundlag af en sådan sædvanemæssig fordeling. Den

valgte fordelingsmetode skal imidlertid være sådan, at resultatet bliver i overensstemmelse med de principper, der er fastlagt i denne artikel.

5. Ingen fortjeneste skal kunne henføres til et fast driftssted, blot fordi dette faste driftssted har foretaget vareindkøb for foretagendet.

6. Ved anvendelsen af de foregående stykker skal den fortjeneste, der henføres til det faste driftssted, fastsættes efter samme metode år for år, medmindre der er god og fyldestgørende grund til at anvende en anden fremgangsmåde.

7. I tilfælde, hvor fortjeneste omfatter indkomster, som er omhandlet særskilt i andre artikler i denne overenskomst, skal bestemmelserne i disse artikler ikke berøres af bestemmelserne i denne artikel.

Artikel 8

Skibs- og luftfart

1. Fortjeneste, som et foretagende i en kontraherende stat oppebærer ved skibs- eller luftfartsvirksomhed i international trafik, kan kun beskattes i denne stat.

2. Bestemmelserne i stykke 1 skal også finde anvendelse på fortjeneste, som oppebæres ved deltagelse i en pool, et konsortium eller i en international driftsorganisation.

3. Såfremt selskaber fra forskellige lande har besluttet at drive luftfartsvirksomhed sammen i form af et konsortium, skal bestemmelserne i stykke 1 og 2 kun finde anvendelse på den del af

konsortiets fortjeneste, som svarer til den andel, som et selskab, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, har i det pågældende konsortium.

Artikel 9

Indbyrdes forbundne foretagender

1. I tilfælde, hvor

- a) et foretagende i en kontraherende stat direkte eller indirekte har del i ledelsen af, kontrollen eller kapitalen i et foretagende i den anden kontraherende stat, eller
- b) samme personer direkte eller indirekte har del i ledelsen af, kontrollen eller kapitalen i såvel et foretagende i en kontraherende stat som et foretagende i den anden kontraherende stat,

og der i noget af disse tilfælde mellem de to foretagender er aftalt eller fastsat vilkår vedrørende deres kommercielle eller finansielle forbindelser, der afviger fra de vilkår, som ville være blevet aftalt mellem uafhængige foretagender, kan enhver fortjeneste, som, hvis disse vilkår ikke havde foreligget, ville være tilfaldet et af disse foretagender, men som på grund af disse vilkår ikke er tilfaldet dette, medregnes til dette foretagendes fortjeneste og beskattes i overensstemmelse hermed.

2. I tilfælde, hvor en kontraherende stat til fortjenesten for et foretagende i denne stat medregner - og i overensstemmelse hermed beskatter - fortjeneste, som et foretagende i den anden kontraherende stat er blevet beskattet af i denne anden stat, og

den således medregnede fortjeneste af den førstnævnte stat er anset som fortjeneste, som ville være tilfaldet foretagendet i den førstnævnte stat, hvis vilkårene mellem de to foretagender havde været de samme, som ville være blevet aftalt mellem uafhængige foretagender, skal denne anden stat foretage en dertil svarende regulering af det skattebeløb, som er beregnet der af fortjenesten, hvis denne anden stat anser reguleringen for berettiget. Ved reguleringen skal der tages hensyn til de øvrige bestemmelser i denne overenskomst, og de kontraherende staters kompetente myndigheder skal om nødvendigt rådføre sig med hinanden.

Artikel 10

Udbytte

1. Udbytte, som betales af et selskab, der er hjemmehørende i en af de kontraherende stater, til en person, der er hjemmehørende i den anden kontraherende stat, kan beskattes i denne anden stat.

2. Sådant udbytte kan imidlertid også beskattes i den kontraherende stat, hvori det udbyttebetalende selskab er hjemmehørende, og i henhold til lovgivningen i denne stat, men den skat der pålignes må, såfremt modtageren er udbyttets retmæssige ejer, ikke overstige:

- a) 5 pct. af bruttobeløbet af udbyttet, hvis den retmæssige ejer er et selskab (bortset fra et interessentskab), der direkte ejer mindst 25 pct. af aktiekapitalen i det udbyttebetalende selskab;
- b) 15 pct. af bruttobeløbet af udbyttet i alle andre tilfælde.

De kompetente myndigheder i de kontraherende stater kan ved gensidig aftale fastsætte de nærmere regler for gennemførelsen af disse begrænsninger.

Bestemmelserne i dette stykke berører ikke adgangen til at beskatte selskabet af den fortjeneste, hvorefter udbyttet er udbetalt.

3. Udtrykket "udbytte" betyder i denne artikel indkomst af aktier eller andre rettigheder, der ikke er gældsfordringer, og som giver ret til andel i fortjeneste såvel som indkomst af andre selskabsrettigheder, der er undergivet samme skattemæssige behandling som indkomst af aktier i henhold til lovgivningen i den stat, i hvilken det selskab, der foretager udlodningen, er hjemmehørende.

4. Bestemmelserne i stykke 1 og 2 skal ikke finde anvendelse, såfremt udbyttets retmæssige ejer, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, i den anden kontraherende stat, i hvilken det selskab, der udbetaler udbyttet, er hjemmehørende, driver erhvervsvirksomhed gennem et der beliggende fast driftssted eller udøver frit erhverv i denne anden stat fra et der beliggende fast sted, og den aktiebesiddelse, som ligger til grund for udlodningen af udbyttet, har direkte forbindelse med et sådant fast driftssted eller fast sted. I så fald skal bestemmelserne i henholdsvis artikel 7 eller artikel 14 finde anvendelse.

5. I tilfælde, hvor et selskab, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, oppebærer fortjeneste eller indkomst fra den anden kontraherende stat, må denne anden stat ikke påligne nogen skat på udbytte, som udbetales af selskabet, medmindre udbyttet udbetales til en person, der er hjemmehørende i denne anden stat, eller den aktiebesiddelse, der ligger til grund for udlodningen af

udbyttet, har direkte forbindelse med et fast driftssted eller fast sted, der er beliggende i denne anden stat, eller undergive selskabets ikke-udloddede fortjeneste nogen skat på ikke-udloddet fortjeneste, selv om det udbetalte udbytte eller den ikke-udloddede fortjeneste helt eller delvis består af fortjeneste eller indkomst hidrørende fra denne anden stat.

Artikel 11

Renter

1. Renter, der hidrører fra en kontraherende stat og betales til en person, der er hjemmehørende i den anden kontraherende stat, kan beskattes i denne anden stat.

2. Sådanne renter kan imidlertid også beskattes i den kontraherende stat, hvorfra de hidrører, og i henhold til lovgivningen i denne stat, men den skat der pålignes må, såfremt modtageren er rentebeløbets retmæssige ejer, ikke overstige 10 pct. af bruttobeløbet af renten.

De kompetente myndigheder i de kontraherende stater kan ved gensidig aftale fastsætte de nærmere regler for gennemførelsen af denne begrænsning.

3. Uanset bestemmelserne i stykke 1 og 2, skal

a) rente, der hidrører fra Danmark, skal være fritaget for dansk beskatning, når renten betales til:

(i) den litauiske stat, en politisk underafdeling, en lokal myndighed eller et dertil hørende offentligt organ;

- (ii) Nationalbanken i Litauen
 - (iii) enhver organisation, der oprettes i staten Litauen efter undertegnelsen af denne overenskomst, og somer af tilsvarende karakter som de i litra a) (iii) - (v) nævnte, der er oprettet i Danmark, (de kompetente myndigheder i de kontraherende stater skal ved gensidig aftale afgøre, om en sådan organisation er af tilsvarende karakter); eller
 - (iv) enhver institution, svarende til de under litra a) (vi) nævnte, og som fra gang til gang måtte blive aftalt mellem de kompetente myndigheder i de kontraherende stater;
- b) rente, der hidrører fra Litauen være fritaget for litauisk beskatning, når renten betales til:
- (i) den danske stat, en politisk underafdeling, en lokal myndighed eller et dertil hørende offentligt organ;
 - (ii) Danmarks Nationalbank;
 - (iii) Industrialiseringsfonden for Udviklingslandene og Investeringsfonden for Østlandene;
 - (iv) Dansk Eksportfinansieringsfond;
 - (v) Danmarks Skibskreditfond; eller
 - (vi) Enhver anden institution, svarende til de under punkt (iii) - (v) nævnte, som der fra gang til gang måtte blive truffet aftale om mellem de kompetente myndigheder i de kontraherende stater;
- c) rente, der hidrører fra en kontraherende stat vedrørende et lån, som en af de institutioner som er nævnt eller henvist til i litra a) eller litra b) har garanteret for

- og som betales til en person, som er hjemmehørende i den anden kontraherende stat - kan kun beskattes i denne anden stat;

d) rente, der hidrører fra en kontraherende stat, kan kun beskattes i den anden kontraherende stat i tilfælde, hvor:

- (i) modtageren er hjemmehørende i denne anden stat, og
- (ii) denne modtager er et foretagende i denne anden stat, og er den retmæssige ejer af renten, og
- (iii) renten er betalt i henhold til en gæld, der hidrører fra dette foretagendes salg på kredit af enhver handelsvare eller ethvert udstyr af industriel, kommerciel eller videnskabelig art til et foretagende i den førstnævnte stat, undtagen i tilfælde, hvor salget har fundet sted mellem, eller gælden består mellem forbundne personer.

4. Udtrykket "renter" betyder i denne artikel indkomst af gældsfordringer af enhver art, hvad enten de er sikrede ved pant i fast ejendom eller ikke, og især indkomst af statsgældsbeviser og indkomst af obligationer eller forskrivninger, herunder agiobeløb og gevinster, der knytter sig til sådanne gældsbeviser, obligationer eller forskrivninger. Straftillæg som følge af for sen betaling skal ikke anses for renter i henhold til denne artikel.

5. Bestemmelserne i stykke 1 og 2 skal ikke finde anvendelse, såfremt renternes retmæssige ejer, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, i den anden kontraherende stat, hvorfra renterne hidrører, driver erhvervsvirksomhed gennem et der

beliggende fast driftssted eller udøver frit erhverv i denne anden stat fra et der beliggende fast sted, og den fordring, som ligger til grund for de udbetalte renter, har direkte forbindelse med et sådant fast driftssted eller fast sted. I så fald skal bestemmelserne i henholdsvis artikel 7 eller artikel 14 finde anvendelse.

6. Renter skal anses for at hidrøre fra en kontraherende stat, hvis de betales af en person, der er hjemmehørende i denne stat. I tilfælde, hvor den person, der betaler renterne, hvad enten han er hjemmehørende i en kontraherende stat eller ej, imidlertid har et fast driftssted eller et fast sted i en kontraherende stat, i forbindelse med hvilket den gæld, hvoraf renterne betales, er stiftet, og sådanne renter afholdes af dette faste driftssted eller faste sted, skal sådanne renter anses for at hidrøre fra den stat, hvori det faste driftssted eller det faste sted er beliggende.

7. I tilfælde, hvor en særlig forbindelse mellem den, der betaler, og den retmæssige ejer, eller mellem disse og en tredje person, har bevirket, at renterne, når hensyn tages til den gældsfordring, for hvilken de er betalt, overstiger det beløb, som ville være blevet aftalt mellem skyldneren og den retmæssige ejer, såfremt den nævnte forbindelse ikke havde foreligget, skal bestemmelserne i denne artikel alene finde anvendelse på det sidstnævnte beløb. I så fald skal det overskydende beløb kunne beskattes i overensstemmelse med lovgivningen i hver kontraherende stat under hensyntagen til de øvrige bestemmelser i denne overens-

komst.

Artikel 12

Royalties

1. Royalties, der hidrører fra en kontraherende stat og betales til en person, der er hjemmehørende i den anden kontraherende stat, kan beskattes i denne anden stat.

2. Sådanne royalties kan imidlertid også beskattes i den kontraherende stat, hvorfra de hidrører, og i overensstemmelse med lovgivningen i denne stat, men den skat der pålignes må, såfremt modtageren er den retmæssige ejer af royaltybeløbet, ikke overstige:

- a) 5 pct. af bruttobeløbet af royalty, som betales for anvendelsen af industrielt, kommercielt eller videnskabeligt udstyr;
- b) 10 pct. af bruttobeløbet af royalty der betales i alle andre tilfælde.

De kompetente myndigheder i de kontraherende stater kan ved gensidig aftale fastsætte de nærmere regler for gennemførelsen af disse begrænsninger.

3. Udtrykket "royalty" betyder i denne artikel betalinger af enhver art, der modtages som vederlag for anvendelsen af eller retten til at anvende enhver ophavsret til et litterært, kunstnerisk eller videnskabeligt arbejde, herunder spillefilm og film eller bånd til brug for fjernsyns- eller radioudsendelser, ethvert patent, varemærke, mønster eller model, tegning, hemmelig formel eller fremstillingsmetode, eller for anvendelsen af, eller retten til at anvende, industrielt, kommercielt eller videnskabe-

ligt udstyr, eller for oplysninger om industrielle, kommercielle eller videnskabelige erfaringer.

4. Bestemmelserne i stykke 1 og 2 skal ikke finde anvendelse, såfremt royaltybeløbets retmæssige ejer, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, i den anden kontraherende stat, hvorfra royaltybeløbet hidrører, driver erhvervsvirksomhed gennem et der beliggende fast driftssted eller udøver frit erhverv i denne anden stat fra et der beliggende fast sted, og den rettighed eller det formuegode, der ligger til grund for de betalte royalties, har direkte forbindelse med et sådant fast driftssted eller fast sted. I så fald skal bestemmelserne i henholdsvis artikel 7 eller artikel 14 finde anvendelse.

5. Royalties skal anses for at hidrøre fra en kontraherende stat, hvis de betales af en person, der er hjemmehørende i denne stat. I tilfælde, hvor den person, der betaler royalties, hvad enten han er hjemmehørende i en kontraherende stat eller ej, imidlertid har et fast driftssted eller et fast sted i en kontraherende stat, i forbindelse med hvilket forpligtelsen til at betale royalty er påtaget, og sådan royalty afholdes af dette faste driftssted eller faste sted, skal sådan royalty anses for at hidrøre fra den stat, hvori det faste driftssted eller det faste sted er beliggende.

6. I tilfælde, hvor en særlig forbindelse mellem den, der betaler royalties, og den retmæssige ejer, eller mellem disse og en tredje person, har bevirket, at de betalte royalties, når hensyn tages til den anvendelse, rettighed eller oplysning, for hvilken de er betalt, overstiger det beløb, som ville være blevet aftalt mellem skyldneren og den retmæssige ejer, såfremt den nævnte forbindelse ikke havde foreligget, skal bestemmelserne i denne artikel alene finde anvendelse på det sidstnævnte beløb. I så fald

skal det overskydende beløb kunne beskattes i overensstemmelse med lovgivningen i hver af de kontraherende stater under hensyntagen til de øvrige bestemmelser i denne overenskomst.

7. Såfremt Litauen - i nogen overenskomst til undgåelse af dobbeltbeskatning, som Lithauen har indgået med en tredje stat, som på datoen for undertegnelsen af denne overenskomst er medlem af Organisationen for Økonomisk Samarbejde og Udvikling (OECD) - aftaler at udelukke nogen art af rettigheder eller formuegode i forhold til den definition, der er indeholdt i stykke 3 i denne artikel, eller fritage royalties, som hidrører fra Litauen, fra litauisk beskatning af royalties eller at nedsætte de skattesatser, der er fastsat i stykke 2, skal en sådan definition, fritagelse eller nedsat sats automatisk finde anvendelse, som om den havde været angivet i henholdsvis stykke 3 eller stykke 2.

Artikel 13

Kapitalgevinster

1. Fortjeneste, som en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, erhverver ved afhændelse af fast ejendom, som omhandlet i artikel 6, stykke 2, som er beliggende i den anden kontraherende stat, eller aktier i et selskab, hvis aktiver hovedsagelig består af sådan fast ejendom, kan beskattes i denne anden stat.

2. Fortjeneste ved afhændelse af rørlig formue, der udgør en del af erhvervsformuen i et fast driftssted, som et foretagende i en kontraherende stat har i den anden kontraherende stat, eller af rørlig formue, der hører til et fast sted, som en person, der er hjemmehørende i en af de kontraherende stater, har til rådighed til udøvelse af frit erhverv i den anden kontraherende stat, herunder

også fortjeneste ved afhændelse af et sådant fast driftssted (særskilt eller sammen med hele foretagendet), eller af et sådant fast sted, kan beskattes i denne anden stat.

3. Fortjeneste, der erhverves af et foretagende i en kontraherende stat ved afhændelse af skibe eller luftfartøjer, der anvendes i international trafik, eller af rørlig formue, der er knyttet til driften af sådanne skibe eller luftfartøjer, kan kun beskattes i denne stat.

4. Fortjeneste ved afhændelse af alle andre aktiver end de, der er omhandlet i de foregående stykker i denne artikel, kan kun beskattes i den kontraherende stat, hvori afhænderen er hjemmehørende.

5. For så vidt angår fortjeneste, der oppebæres af et luftfartskonsortium, som er dannet af selskaber fra forskellige lande, skal bestemmelserne i stykke 3 kun finde anvendelse på den del af fortjenesten, der vedrører den andel af dette konsortium, der ejes af et selskab, der er hjemmehørende i en kontraherende stat.

6. Hvor en fysisk person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, og som umiddelbart derefter bliver hjemmehørende i den anden kontraherende stat, af den førstnævnte stat bliver anset for at have afhændet aktier og bliver beskattet i denne stat af fortjenesten på disse aktier på tidspunktet for ændringen af det skattemæssige hjemsted, kan en sådan fysisk person, i den anden kontraherende stat, vælge i sin selvangivelse for det år hvor afhændelsen finder sted at blive beskattet som om han havde erhvervet aktierne for et beløb svarende til det beløb, der af den førstnævnte stat blev anset som salgspris ved denne stats endelige skatteansættelse af kapitalgevinsten.

7. Uanset bestemmelserne i stykke 4, kan en kontraherende stat beskatte fortjeneste, der af en fysisk person, der er hjemmehørende i den anden kontraherende stat, erhverves ved afhændelse af aktier eller andre selskabsrettigheder i en juridisk person, der er hjemmehørende i den førstnævnte stat, og fortjeneste ved afhændelse af andre værdipapirer, der i denne stat er underlagt den samme beskatning som fortjeneste ved afhændelse af sådanne aktier eller rettigheder, men kun hvis afhænderen på noget tidspunkt inden for de sidste 10 år, der umiddelbart går forud for afhændelsen af aktierne, rettighederne eller værdipapirerne, har været hjemmehørende i den førstnævnte stat.

Artikel 14

Frit erhverv

1. Indkomst ved frit erhverv eller andet arbejde af selvstændig karakter, oppebåret af en fysisk person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, kan kun beskattes i denne stat, medmindre han har et fast sted, som til stadighed står til rådighed for ham i den anden kontraherende stat med henblik på udøvelsen af hans virksomhed. Såfremt han har et sådant fast sted, kan indkomsten beskattes i denne anden stat, men kun i det omfang, den kan henføres til dette faste sted. I den henseende skal en fysisk person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat og som opholder sig i den anden kontraherende stat i en periode eller perioder, der sammenlagt overstiger 183 dage i nogen måneders periode, der begynder eller slutter i det pågældende skatteår anses for at have et fast sted, der til stadighed står til rådighed for ham i denne, anden kontraherende stat, og den indkomst, der er erhvervet ved den ovenfor nævnte virksomhed, udøvet i denne anden stat, skal henføres til dette faste sted.

2. Udtrykket "frit erhverv" omfatter især selvstændig videnskabelig, litterær, kunstnerisk, uddannende eller undervisende virksomhed samt selvstændig virksomhed som læge, advokat, ingeniør, arkitekt, tandlæge og revisor.

Artikel 15

Personligt arbejde i tjenesteforhold

1. Såfremt bestemmelserne i artiklerne 16, 18 og 19 ikke medfører andet, kan gage, løn og andet lignende vederlag for personligt arbejde i tjenesteforhold oppebåret af en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, kun beskattes i denne stat, medmindre arbejdet er udført i den anden kontraherende stat. Er arbejdet udført der, kan det vederlag, som oppebæres herfor, beskattes i denne anden stat.

2. Uanset bestemmelserne i stykke 1 kan vederlag, som en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, oppebærer for personligt arbejde i tjenesteforhold, udført i den anden kontraherende stat, kun beskattes i den førstnævnte stat, såfremt:

- a) modtageren opholder sig i den anden stat i en periode eller i perioder, der tilsammen ikke overstiger en periode på 183 dage i nogen måneders periode, der begynder eller slutter i det pågældende skatteår, og
- b) vederlaget betales af eller for en arbejdsgiver, der ikke er hjemmehørende i den anden stat, og
- c) vederlaget ikke udredes af et fast driftssted eller et fast sted, som arbejdsgiveren har i den anden stat.

3. Uanset de foranstående bestemmelser i denne artikel kan vederlag for personligt arbejde i tjenesteforhold, som udføres om bord på et skib eller luftfartøj, der anvendes i international trafik af en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, beskattes i denne stat.

4. I tilfælde, hvor en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, oppebærer indkomst for personligt arbejde i tjenesteforhold udført om bord på et luftfartøj, der anvendes i international trafik af et luftfartskonsortium, der er dannet af selskaber fra forskellige lande, herunder et selskab, der er hjemmehørende i denne stat, kan sådant vederlag kun beskattes i denne stat.

Artikel 16

Bestyrelseshonorarer

1. Bestyrelseshonorarer og andre lignende vederlag, som oppebæres af en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, i hans egenskab af medlem af bestyrelsen eller ethvert andet lignende organ i et selskab, der er hjemmehørende i den anden kontraherende stat, kan beskattes i denne anden stat.

Artikel 17

Kunstnere og sportsfolk

1. Uanset bestemmelserne i artiklerne 14 og 15 kan indkomst, som en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, oppebærer som optrædende kunstner, såsom teater-, film-, radio- eller fjernsynskunstner, eller musiker, eller som sportsmand, ved

hans virksomhed udøvet i denne egenskab i den anden kontraherende stat, beskattes i denne anden stat.

2. I tilfælde, hvor indkomst ved den virksomhed, som udøves af en optrædende kunstner eller en sportsmand i hans egenskab som sådan, ikke tilfalder kunstneren eller sportsmanden selv, men en anden person, kan denne indkomst, uanset bestemmelserne i artiklerne 7, 14 og 15, beskattes i den kontraherende stat, i hvilken kunstneren eller sportsmanden udøver sin virksomhed.

3. Bestemmelserne i stykke 1 og 2 skal ikke finde anvendelse på indkomst, der oppebæres ved virksomhed udøvet i en kontraherende stat af en optrædende kunstner eller sportsmand, hvis opholdet i denne stat udelukkende eller i væsentligt omfang er støttet af offentlige midler fra den anden kontraherende stat, en politisk underafdeling eller en lokal myndighed. I dette tilfælde kan indkomsten beskattes i overensstemmelse med bestemmelserne i henholdsvis artikel 7, 14 eller 15.

Artikel 18

Pensioner, livrenter og lignende betalinger

1. Såfremt bestemmelserne i artikel 19, stykke 2, ikke finder anvendelse, kan pensioner og andre lignende vederlag for tidligere tjenesteydelser samt livrenter, der betales til en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, kun beskattes i denne stat.

2. Uanset bestemmelserne i stykkerne 1 og 3, og såfremt bestemmelserne i artikel 19, stykke 2, ikke finder anvendelse, kan pensioner og lignende ydelser, der enten som en periodisk eller som en sumudbetaling, ydes i henhold til sociallovgivningen i en

kontraherende stat eller en ordning med socialt sigte oprettet af en kontraherende stat, kun beskattes i denne stat.

3. Uanset bestemmelserne i stykke 1, kan, i det tilfælde, hvor en fysisk person, der var hjemmehørende i en kontraherende stat og er blevet hjemmehørende i den anden kontraherende stat, pensioner, livrenter og andre lignende vederlag, som betales til en sådan fysisk person og som hidrører fra den førstnævnte stat beskattes i denne stat i henhold til denne stats lovgivning, men den således pålignede skat må ikke overstige 15 pct. af bruttobeløbet af betalingerne. Bestemmelserne i dette stykke skal ikke finde anvendelse på en sådan fysisk person, hvis han er statsløs eller er statsborger i den anden kontraherende stat uden også at være statsborger i den førstnævnte kontraherende stat.

4. Udtrykket "livrente" betyder i denne artikel en fastsat sum, der er periodisk betalbar til fastsatte tidspunkter, enten for livstid eller for et bestemt angivet eller forud beregneligt tidsrum i henhold til en forpligtelse til at præstere disse betalinger mod rimeligt og fuldt vederlag i penge eller penges værdi (der ikke er tjenesteydelser).

Artikel 19

Offentlige hverv

1. a) Vederlag, undtagen pensioner, der udbetales af en kontraherende stat, dens politiske underafdelinger, lokale myndigheder eller herunder hørende offentlige organer, til en fysisk person for udførelse af personlige tjenesteydelser for denne stat, dens underafdelinger, myndigheder, eller offentlige organer kan kun beskattes i denne stat.

- b) Sådant vederlag kan imidlertid kun beskattes i den kontraherende stat, hvori den fysiske person er hjemmehørende, hvis tjensteforholdet er udført i denne stat, og den fysiske person:
 - i) er statsborger i denne stat; eller
 - ii) ikke blev hjemmehørende i denne stat alene med det formål at udføre hvervet.
2. a) Enhver pension, som udbetales af en kontraherende stat, dens politiske underafdelinger, lokale myndigheder eller et herunder hørende offentligt organ - eller af midler tilvejebragt af disse - til en fysisk person for udførelse af personlige tjensteydelser for denne stat, dens underafdelinger, myndigheder eller offentlige organer, kan kun beskattes i denne stat.
- b) En sådan pension kan imidlertid kun beskattes i den kontraherende stat, i hvilken den fysiske person er hjemmehørende, såfremt han er statsborger i denne stat.
3. Bestemmelserne i artiklerne 15, 16 og 18 skal finde anvendelse på vederlag og pensioner, der udbetales for tjensteydelser i forbindelse med virksomhed, der drives af en kontraherende stat, dens politiske underafdelinger, lokale myndigheder eller et herunder hørende offentligt organ.

Artikel 20

Studerende

Beløb, som en studerende eller en lærling eller praktikant, der er, eller som, umiddelbart før han besøger en kontraherende stat, var hjemmehørende i den anden kontraherende stat, og som opholder sig i den førstnævnte stat udelukkende i studie- eller uddannelsesøjemed, modtager til sit underhold, sit studium eller sin uddannelse, skal ikke beskattes i denne stat under forudsætning af, at sådanne beløb hidrører fra kilder uden for denne stat.

Artikel 21

Virksomhed i forbindelse med forundersøgelser, efterforskning eller indvinding af kulbrinter

1. Uanset bestemmelserne i artiklerne 5 og 14 skal en person, der er hjemmehørende i en af de kontraherende stater og udøver virksomhed i forbindelse med forundersøgelser, efterforskning eller indvinding af kulbrinter i den anden kontraherende stat, med hensyn til denne virksomhed anses for at udøve virksomhed i denne anden kontraherende stat gennem et der beliggende fast driftssted eller fast sted.

2. Uanset bestemmelserne i stykke 1, skal boreplatform-virksomhed, udøvet uden for kysten, kun udgøre et fast driftssted, hvis virksomheden udøves i en periode eller perioder, der sammenlagt overstiger 30 dage inden for en 12-måneders periode. Ved anvendelsen af denne bestemmelse skal imidlertid virksomhed, udøvet af et foretagende, der er forbundet med et andet foretagende som omhandlet i artikel 9, anses som udøvet af det foretagende, med

hvilket det er forbundet, hvis den pågældende virksomhed er af væsentlig samme art som den, der udøves af det sidstnævnte foretagende.

3. Uanset bestemmelserne i stykke 1, skal fortjeneste, der oppebæres af en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, ved transport med skib eller luftfartøj af forsyninger eller mandskab til et sted, hvor der i den anden kontraherende stat drives virksomhed uden for kysten i forbindelse med forundersøgelser, efterforskning eller indvinding af kulbrinter, eller ved drift af bugserbåde og lignende fartøjer i forbindelse med sådan virksomhed, kun beskattes i den førstnævnte stat.

4. Gage, løn og andre lignende vederlag, som en fysisk person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, oppebærer for arbejde eller personlige tjenesteydelser, udført om bord på et skib eller luftfartøj, som omhandlet i stykke 3, skal beskattes i overensstemmelse med artikel 15, stykke 3.

5. Uanset bestemmelserne i artikel 13, skal fortjeneste på boreplatforme, anvendt i forbindelse med den i stykke 2 nævnte virksomhed og som anses for oppebåret af en i en kontraherende stat hjemmehørende person på det tidspunkt, hvor boreplatformvirksomheden ophører med at være skattepligtig i den anden kontraherende stat, være fritaget for beskatning i denne anden stat. Ved anvendelsen af dette stykke betyder udtrykket "fortjeneste" det beløb, hvormed handelsværdien på tidspunktet for overflytningen overstiger restværdien på dette tidspunkt, forhøjet med enhver foretagen afskrivning.

Artikel 22

Andre indkomster

1. Indkomster, der oppebæres af en i en kontraherende stat hjemmehørende person, og som ikke er behandlet i de foranstående artikler i denne overenskomst, kan kun beskattes i denne stat. Imidlertid kan sådanne indkomster, der hidrører fra den anden kontraherende stat også beskattes i denne anden stat.

2. Bestemmelserne i stykke 1 skal ikke finde anvendelse på anden indkomst end indkomst af fast ejendom som defineret i artikel 6, stykke 2, såfremt den i en kontraherende stat hjemmehørende modtager af sådan indkomst driver erhvervsvirksomhed i den anden kontraherende stat gennem et der beliggende fast driftssted, eller udøver frit erhverv i denne anden stat fra et der beliggende fast sted, og den rettighed eller ejendom, som ligger til grund for den udbetalte indkomst, har direkte forbindelse med et sådant fast driftssted eller fast sted. I så fald skal bestemmelserne i henholdsvis artikel 7 eller artikel 14 finde anvendelse.

Artikel 23

Formue

1. Formue, bestående af fast ejendom, som omhandlet i artikel 6, stykke 2, og ejet af en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, og som er beliggende i den anden kontraherende stat, eller af aktier i et selskab, hvis aktiver hovedsageligt består af sådan ejendom, kan beskattes i denne anden stat.

2. Rørlig formue, der udgør en del af erhvervsformuen i et fast driftssted, som et foretagende i en kontraherende stat har i

den anden kontraherende stat, eller rørlig formue, der hører til et fast sted, som en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, har til rådighed til udøvelse af frit erhverv i den anden kontraherende stat, kan beskattes i denne anden stat.

3. Formue, bestående af skibe og luftfartøjer, der anvendes i international trafik af et foretagende i en kontraherende stat, og rørlig formue, som er knyttet til driften af sådanne skibe eller luftfartøjer, kan kun beskattes i denne stat.

4. Al anden formue, tilhørende en person, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, kan kun beskattes i denne stat.

5. For så vidt angår formue, der ejes af et luftfartskon-sortium dannet af selskaber fra forskellige lande, finder bestemmelserne i stykkerne 3 og 4 kun anvendelse på den del af formuen, som svarer til den andel, som et selskab, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, har i det pågældende konsortium.

Artikel 24

Ophævelse af dobbeltbeskatning

1. I Litauen skal dobbeltbeskatning undgås således:
 - a) I tilfælde, hvor en person, der er hjemmehørende i Litauen, oppebærer indkomst eller ejer formue, som ifølge bestemmelserne i denne overenskomst kan beskattes i Danmark, skal Litauen, medmindre en gunstigere skattemæssig behandling er foreskrevet i intern lovgivning,

- (i) indrømme fradrag i den pågældende persons indkomst skat med et beløb svarende til den indkomstskat, som er betalt i Danmark;
- (ii) indrømme fradrag i den pågældende persons formueskat med et beløb svarende til den formueskat, som er betalt i Danmark.

Fradragsbeløbet skal imidlertid ikke i noget tilfælde kunne overstige den del af indkomstskatten eller for mueskatten i Litauen, beregnet uden sådant fradrag, der kan henføres til den indkomst henholdsvis formue, som kan beskattes i Danmark.

- b) For så vidt angår litra a), hvor et selskab, der er hjemmehørende i Litauen, ejer mindst 10 pct. af de stemmeberettigede aktier i et selskab, der er hjemmehørende i Danmark, og modtager udbytte fra dette selskab, skal den skat, der er betalt i Danmark, ikke alene omfatte skat på udbytter, men også skat, der er betalt af selskabets underliggende fortjeneste, der ligger til grund for udbetalingen af udbyttet.

2. I Danmark skal dobbeltbeskatning undgås således:

- a) I tilfælde, hvor en person, der er hjemmehørende i Danmark, oppebærer indkomst eller ejer formue, som ifølge bestemmelserne i denne overenskomst kan beskattes i Litauen, skal Danmark, medmindre bestemmelserne i litra c) medfører andet,

- (i) indrømme fradrag i den pågældende persons indkomstskat med et beløb svarende til den indkomst skat, som er betalt i Litauen;
 - (ii) indrømme fradrag i den pågældende persons formueskat med et beløb svarende til den formueskat, som er betalt i Litauen.
- b) Et sådant fradrag skal imidlertid ikke i noget tilfælde kunne overstige den del af indkomstskatten eller formueskatten, beregnet uden sådant fradrag, der kan henføres til den indkomst henholdsvis formue, som kan beskattes i Litauen.
- c) I tilfælde, hvor en person, der er hjemmehørende i Danmark, oppebærer indkomst eller ejer formue, som ifølge bestemmelserne i denne overenskomst kun kan beskattes i Litauen, kan Danmark medregne denne indkomst eller formue i beskatningsgrundlaget, men skal i skatten af indkomsten eller formuen fradrage den del af indkomstskatten, henholdsvis formueskatten, som svarer til den indkomst, der hidrører fra Litauen, eller den formue, der ejes i Litauen.
- d) Hvor der i medfør af lovgivningen i Litauen er indrømmet fritagelse for eller nedsættelse af litauisk skat, der, i overensstemmelse med bestemmelserne i artikel 7 i denne overenskomst, skal betales af fortjeneste, som et dansk foretagende har oppebåret fra et fast driftssted beliggende i Litauen, skal der i henhold til litra a) (i) og litra b) indrømmes fradrag i dansk skat for litauisk skat, som om en sådan fritagelse eller nedsættelse ikke var blevet indrømmet. Det er en forudsætning herfor, at det faste driftssted driver erhvervsmæssig virksomhed

(bortset fra virksomhed inden for den finansielle sektor), og at ikke mere end 25 pct. af sådan fortjeneste består af renter og fortjeneste fra afhændelse af aktier og obligationer eller består af fortjeneste, der hidrører fra tredje stater.

- e) I tilfælde, hvor udbytte er betalt af et selskab, der er hjemmehørende i Litauen, til en person, som er et selskab, der er hjemmehørende i Danmark, og som direkte eller indirekte ejer 25 pct. eller mere af aktiekapitalen i det førstnævnte selskab, skal sådant udbytte være fritaget for skat i Danmark, forudsat at det udbyttebetalende selskab driver erhvervsmæssig virksomhed (bortset fra virksomhed inden for den finansielle sektor), og at ikke over 25 pct. af selskabets indkomst består af renter og fortjeneste fra afhændelse af aktier og obligationer eller består af fortjeneste, der hidrører fra tredje stater.
- f) Bestemmelserne i litra d) og e) skal finde anvendelse i de første 10 år, hvori overenskomsten er gældende. De kompetente myndigheder skal rådføre sig med hinanden for at afgøre, om denne periode skal forlænges. En sådan forlængelse skal være gældende fra den dato og under iagttagelse af sådanne ændringer og betingelser, herunder betingelser vedrørende ophør, som fastsættes ved forhandling mellem de kontraherende stater gennem udveksling af noter ad diplomatisk vej eller på enhver anden måde, der er i overensstemmelse med deres forfatningsmæssige procedurer.

Artikel 25

Ikke-diskriminering

1. Statsborgere i en kontraherende stat skal ikke i den anden kontraherende stat kunne undergives nogen beskatning eller dermed forbundne krav, som er anderledes eller mere byrdefulde end den beskatning og dermed forbundne krav, som statsborgere i denne anden stat under samme forhold, især med hensyn til hjemsted, er eller måtte blive undergivet. Uanset bestemmelserne i artikel 1, skal denne bestemmelse også finde anvendelse på personer, der ikke er hjemmehørende i den ene af eller i begge de kontraherende stater.

2. Statsløse personer, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, skal ikke i nogen af de kontraherende stater kunne undergives nogen beskatning eller dermed forbundne krav, som er anderledes, eller mere byrdefulde end den beskatning og dermed forbundne krav, som statsborgere i den pågældende stat under samme forhold, især med hensyn til hjemsted, er eller måtte blive undergivet.

3. Beskatningen af et fast driftssted, som et foretagende i en kontraherende stat har i den anden kontraherende stat, må ikke være mindre fordelagtig i denne anden stat end beskatningen af foretagender i denne anden stat, der driver samme virksomhed. Denne bestemmelse skal ikke kunne fortolkes som forpligtende en kontraherende stat til at indrømme personer, der er hjemmehørende i den anden kontraherende stat, de personlige skattemæssige be-
gunstigelser, lempelser og nedsættelser, som den som følge af ægteskabelig stilling eller forsørgerpligt over for familie indrømmer personer, der er hjemmehørende inden for dens eget område.

4. Medmindre bestemmelserne i artikel 9, stykke 1, artikel 11, stykke 7, eller artikel 12, stykke 6, finder anvendelse, skal renter, royalties og andre betalinger, der udredes af et foretagende i en kontraherende stat til en person, der er hjemmehørende i den anden kontraherende stat, kunne fratrækkes ved opgørelsen af et sådant foretagendes skattepligtige indkomst under samme betingelser, som hvis betalingerne var sket til en person, hjemmehørende i den førstnævnte stat. På samme måde skal enhver gæld, som et foretagende i en kontraherende stat har til en person, hjemmehørende i den anden kontraherende stat, kunne fratrækkes ved opgørelsen af et sådant foretagendes skattepligtige formue under samme betingelser, som hvis gælden var blevet stiftet over for en person, hjemmehørende i den førstnævnte stat.

5. Foretagender i en kontraherende stat, hvis formue helt eller delvis ejes eller kontrolleres, direkte eller indirekte, af en eller flere personer, der er hjemmehørende i den anden kontraherende stat, skal ikke i den førstnævnte stat kunne undergives nogen beskatning eller dermed forbundne krav, som er anderledes eller mere byrdefulde end den beskatning og dermed forbundne krav, som andre tilsvarende foretagender i den førstnævnte stat er eller måtte blive undergivet.

6. Uanset bestemmelserne i artikel 2, skal bestemmelserne i denne artikel finde anvendelse på skatter af enhver art og betegnelse.

Artikel 26

Fremgangsmåden ved indgåelse af gensidige aftaler

1. I tilfælde, hvor en person mener, at foranstaltninger, truffet af en af eller begge de kontraherende stater, for ham medfører eller vil medføre en beskatning, som ikke er i overensstemmelse med bestemmelserne i denne overenskomst, kan han, uanset hvilke retsmidler der måtte være fastsat i disse staters interne lovgivning, indbringe sin sag for den kompetente myndighed i den kontraherende stat, i hvilken han er hjemmehørende eller, såfremt tilfældet er omfattet af artikel 25, stykke 1, til den af de kontraherende stater, i hvilken han er statsborger. Sagen skal forelægges inden tre år fra den dag, hvor der er givet ham den første underretning om den foranstaltning, der medfører beskatning, som ikke er i overensstemmelse med bestemmelserne i overenskomsten.

2. Den kompetente myndighed skal, hvis indsigelsen synes at være begrundet, og hvis den ikke selv kan nå til en tilfredsstillende løsning, søge at løse sagen ved gensidig aftale med den kompetente myndighed i den anden kontraherende stat med henblik på at undgå en beskatning, der ikke er i overensstemmelse med overenskomsten. Hvis de kompetente myndigheder indgår en aftale, skal tilbagebetaling eller godskrivning af skatter tillades af de kontraherende stater i overensstemmelse med en sådan aftale. Enhver indgået aftale skal gennemføres uden hensyn til frister, der måtte gælde ifølge de kontraherende staters interne lovgivning.

3. De kompetente myndigheder i de kontraherende stater skal søge ved gensidig aftale at løse vanskeligheder eller tvivlsspørgsmål, der måtte opstå med hensyn til fortolkningen eller anvendelsen af overenskomsten. De kan også forhandle om undgåelse

af dobbeltbeskatning i tilfælde, som ikke er omhandlet i overenskomsten.

4. De kontraherende staters kompetente myndigheder kan træde i direkte forbindelse med hinanden med henblik på indgåelse af en aftale i overensstemmelse med de foranstående stykker. Når det for tilvejebringelse af en aftale skønnes ønskeligt, at der finder en mundlig forhandling sted, kan en sådan finde sted i et udvalg bestående af repræsentanter for de kompetente myndigheder i de kontraherende stater.

Artikel 27

Udveksling af oplysninger

1. De kontraherende staters kompetente myndigheder skal udveksle sådanne oplysninger, som er nødvendige for at gennemføre bestemmelserne i denne overenskomst eller i de kontraherende staters interne lovgivning vedrørende skatter, der omfattes af overenskomsten, i det omfang denne beskatning ikke strider mod overenskomsten. Udvekslingen af oplysninger er ikke begrænset af artikel 1. Alle oplysninger, der modtages af en kontraherende stat, skal behandles som hemmelige på samme måde som oplysninger, der modtages i henhold til denne stats interne lovgivning, og må kun meddeles til personer eller myndigheder (herunder domstole og forvaltningsmyndigheder), der er beskæftiget med påligning, opkrævning, inddrivelse, retsforfølgelse eller klagebehandling i forbindelse med de skatter, der er omfattet af denne overenskomst. Sådanne personer eller myndigheder må kun benytte oplysningerne til sådanne formål. De kan meddele oplysningerne under offentlige retshandlinger eller i retsafgørelser.

2. Bestemmelserne i stykke 1 skal i intet tilfælde kunne fortolkes således, at der pålægges en kontraherende stat pligt til:

- a) at udføre forvaltningsakter, der strider mod denne stats eller den anden kontraherende stats lovgivning og forvaltningspraksis;
- b) at meddele oplysninger, som ikke kan opnås ifølge denne stats eller den anden kontraherende stats lovgivning eller normale forvaltningspraksis;
- c) at meddele oplysninger, som ville røbe nogen erhvervs mæssig, forretningsmæssig, industriel, kommerciel eller faglig hemmelighed eller nogen fremstillingsmetode, eller oplysninger, hvis offentliggørelse ville stride mod almene interesser (ordre public).

Artikel 28

Administrativ bistand

1. De kontraherende stater påtager sig at yde hinanden bistand ved opkrævningen af de af skatteyder skyldige en skatter i det omfang, skatterne er blevet endelig fastsat i henhold til lovgivningen i den kontraherende stat, der fremsætter anmodningen om bistand.

2. I tilfælde af henvendelse fra en kontraherende stat om opkrævning af skatter, som er blevet godkendt til opkrævning af den anden kontraherende stat, skal sådanne skatter opkræves i denne anden stat i overensstemmelse med de lovregler, der finder anvendelse ved opkrævningen af dens egne skatter, og som om de skatter, der skal opkræves, var dens egne skatter.

3. Enhver henvendelse fra en kontraherende stat om opkrævning skal indeholde sådan attestation, som er påkrævet i henhold til lovgivningen i denne stat for at bevise, at skattekravet, der skyldes, er endelig fastsat.

4. I de tilfælde, hvor en kontraherende stats skattekrav ikke er blevet endeligt fastsat, fordi det er genstand for appel eller andre former for retsskridt, kan denne stat for at sikre dets skattekrav anmode den anden kontraherende stat om på dens vegne at træffe sådanne foreløbige foranstaltninger til sikring af kravet, som der er hjemmel til i denne anden stats lovgivning. Hvis en sådan anmodning bliver godkendt af den anden stat, skal sådanne foreløbige foranstaltninger træffes af denne anden stat, som om de skatter, der skyldes i den førstnævnte stat, var denne anden stats egne skatter.

5. En anmodning i henhold til stykkerne 3 og 4 må kun fremsættes af en kontraherende stat i det omfang, den skatteyder, der skylder skat, ikke har tilstrækkelige aktiver i denne stat til inddrivelse af de skyldige skatter.

6. Den kontraherende stat, som har opkrævet skat i overensstemmelse med bestemmelserne i denne artikel, skal straks overføre det således opkrævede beløb til den kontraherende stat, på hvis vegne skatten er opkrævet fratrukket, hvor det er behørigt, summen af de under stykke 7, litra b, nævnte ekstraordinære omkostninger.

7. Medmindre de kompetente myndigheder i begge kontraherende stater har aftalt andet, skal

- a) almindelige omkostninger, som en kontraherende stat pådrager sig ved ydelsen af bistand, afholdes af denne stat,
- b) ekstraordinære omkostninger, som en stat pådrager sig ved ydelsen af bistand, afholdes af den anden stat og skal betales af denne anden stat uanset størrelsen af det opkrævede beløb.

Så snart en kontraherende stat forudser, at ekstraordinære omkostninger kan påregnes, skal den underrette den anden kontraherende stat derom med angivelse af det forventede beløb for sådanne omkostninger.

8. I denne artikel betyder udtrykket "skatter" de skatter, som omfattes af denne overenskomst, og omfatter enhver rente og bøde i forbindelse hermed.

Artikel 29

Medlemmer af diplomatiske og konsulære repræsentationer

Intet i denne overenskomst berører de skattemæssige begunstigelser, som medlemmer af ved diplomatiske eller konsulære repræsentationer måtte nyde i kraft af folkerettens almindelige regler eller særlige aftaler.

Artikel 30

Territorial udvidelse

1. Denne overenskomst kan enten i sin helhed eller med de nødvendige ændringer udvides til enhver del af Danmarks ter-

ritorium, som specielt er holdt uden for denne overenskomsts anvendelsesområde, og som påligner skatter af væsentlig samme art som de skatter, overenskomsten finder anvendelse på. Enhver sådan udvidelse skal have virkning fra det tidspunkt og være undergivet sådanne ændringer og betingelser, herunder betingelser vedrørende opsigelse, som måtte blive fastsat mellem de kontraherende stater i noter, der skal udveksles ad diplomatisk vej, eller på enhver anden måde, der er i overensstemmelse med deres forfatningsmæssige regler.

2. Medmindre de kontraherende stater har aftalt andet, skal opsigelsen af overenskomsten af en af dem i henhold til artikel 32 også - på den måde, som er angivet i nævnte artikel - bringe anvendelsen af overenskomsten til ophør på enhver del af Danmarks territorium, til hvilken den er blevet udvidet i henhold til denne artikel.

Artikel 31

Ikrafttræden

1. De kontraherende staters regeringer skal give hinanden underretning om, at de forfatningsmæssige betingelser for denne overenskomsts ikrafttræden er opfyldt.

2. Overenskomsten skal træde i kraft 30 dage efter datoen for den sidste af de i stykke 1 omhandlede underretninger, og dens bestemmelser skal have virkning i begge kontraherende stater:

- a) for så vidt angår skatter indeholdt ved kilden på indkomst som oppebæres den 1. januar eller senere i det kalenderår, der følger umiddelbart efter det år, i hvil

ket overenskomsten træder i kraft, og følgende indkomstår;

- b) for så vidt angår andre skatter på indkomst og formue, på skatter, der kan pålignes for ethvert skatteår, der begynder den 1. januar eller senere i det kalenderår, der følger umiddelbart efter det kalenderår, i hvilket overenskomsten træder i kraft.

Artikel 32

Opsigelse

Denne overenskomst skal forblive i kraft, indtil den opsiges af en af de kontraherende stater. Hver af de kontraherende stater kan opsiges overenskomsten ved ad diplomatisk vej at give skriftlig underretning om opsigelsen mindst seks måneder før udgangen af ethvert kalenderår. I så fald skal overenskomsten i begge de kontraherende stater ophøre at have virkning:

- a) for så vidt angår skatter indeholdt ved kilden på indkomst som oppebæres den 1. januar eller senere i det kalenderår, der følger umiddelbart efter det år, i hvilket underretningen er givet;
- b) for så vidt angår andre skatter på indkomst og formue, på skatter, der kan pålignes for ethvert skatteår, der begynder den 1. januar eller senere i det kalenderår, der følger umiddelbart efter det kalenderår, i hvilket underretningen er givet.

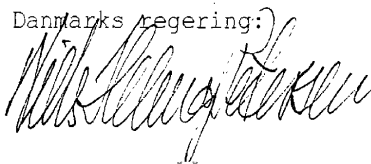
Til bekræftelse heraf har de undertegnede, dertil behørigt befuldmægtigede, underskrevet denne overenskomst.

Udfærdiget i *Vilnius*..... den *13. oktober*..... 1993,
på litauisk, dansk og engelsk, således at alle tekster har samme
gyldighed. I tilfælde af uoverensstemmelse om fortolkningen, skal
den engelske tekst være afgørende.

For Republikken
Litauens regering:



For Kongeriget
Danmarks regering:



PROTOKOL

Ved undertegnelsen i dag af overenskomsten mellem Republikken Litauen og Kongeriget Danmark til undgåelse af dobbeltbeskatning og forhindring af skatteunddragelse for så vidt angår indkomst- og formueskatter (herefter omtalt som "overenskomsten") er de undertegnede blevet enige om følgende bestemmelser, som skal udgøre en integrerende del af overenskomsten:

1. For så vidt angår bestemmelserne i denne overenskomst

Der er enighed om, at udtrykket "offentligt organ", hvor det måtte forekomme, betyder enhver juridisk enhed af offentlig karakter, som er oprettet i henhold til lovgivningen i en kontraherende stat, og hvori ingen anden person end staten selv, en af dens politiske underafdelinger eller en af dens lokale myndigheder har interesse.

2. For så vidt angår artikel 7, stykke 3

Der er enighed om, at udgifter, som kan fradrages i en kontraherende stat, kun omfatter udgifter, som er fradragsberettigede i henhold til den interne lovgivning i denne stat.

3. For så vidt angår artikel 8

Der er enighed om, at "fortjeneste, som et foretagende, der er hjemmehørende i en kontraherende stat, oppebærer ved

skibsfartsvirksomhed i international trafik" skal fortolkes i overensstemmelse med punkterne 7 til 14 i kommentarerne til artikel 8, i OECD's dobbeltbeskatningsmodeloverenskomst vedrørende indkomst og formue (1992), og omfatter ikke i noget tilfælde fortjeneste ved drift af eller ejendomsret til dokker, pakhuse, terminalfaciliteter, stevedoreudstyr eller anden lignende ejendom, der er beliggende på land, undtagen hvor denne fortjeneste er direkte forbundet med foretagendets drift af sådanne skibe.

4. For så vidt angår artikel 11, stykke 3, d)

Der er enighed om, at en person er forbundet med en anden person, når en person - alene eller sammen med flere forbundne personer - direkte eller indirekte ejer mere end 50 pct. af den anden person, eller hvor en eller flere personer, alene eller sammen med en eller flere forbundne personer, direkte eller indirekte ejer mere end 50 pct. af de to personer.

5. For så vidt angår artikel 12, stykke 2

Der er enighed om, at udtrykket "royalties" ikke skal omfatte betalinger for brugen af boreplatforme eller lignende udstyr, der anvendes i forbindelse med efter forskning eller indvinding af kulbrinter.

6. For så vidt angår artikel 12, stykke 3

Der er enighed om, at indkomst fra leasing af industrielt, kommercielt eller videnskabeligt udstyr skal være omfattet af udtrykket "royalties", som defineret i artikel 12, stykke 3.

7. For så vidt angår artikel 15, stykke 2

Bestemmelserne i artikel 15, stykke 2, finder ikke anvendelse på en arbejdstager, der er udlejet. Med henblik på den foregående sætning skal en arbejdstager der er hjemmehørende i en kontraherende stat, anses for udlejet, når han af en person (udlejer) stilles til rådighed for at udføre arbejde i en anden persons (hvervgivers) virksomhed i den anden kontraherende stat, forudsat at

hvervgiveren er hjemmehørende i eller har et fast drifts sted i denne anden stat, og at udlejerens hverken har ansvar for eller bærer risikoen for arbejdsresultatet.

Ved afgørelsen af, hvorvidt en arbejdstager skal anses for udlejet, skal der foretages en samlet bedømmelse, hvor der især skal lægges vægt på, om:

- a) den overordnede ledelse af arbejdet påhviler hvervgiveren;
- b) arbejdet udføres på en arbejdsplads, som hvervgiveren disponerer over, og for hvilken han bærer ansvaret;
- c) vederlaget til udlejerens beregnes efter den tid, der er medgået, eller under hensyntagen til enhver anden sammenhæng mellem vederlaget og den løn, som arbejdstageren modtager;
- d) hovedparten af arbejdsredskaber og materiel stilles til rådighed af hvervgiveren; og

- e) udlejeren ikke ensidigt fastsætter antallet af ar
bejdstagere eller deres kvalifikationer.

Til bekræftelse heraf har de undertegnede, dertil behørigt
befuldmægtigede, underskrevet denne overenskomst.

Udfærdiget i *Vilnius*..... den *13. oktober*..... 1993,
på litauisk, dansk og engelsk, således at alle tekster har samme
gyldighed. I tilfælde af uoverensstemmelse om fortolkningen, skal
den engelske tekst være afgørende.

For Republikken
Litauens regering:



For Kongeriget
Danmarks regering:



[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE
KINGDOM OF DENMARK FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXA-
TION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT
TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Kingdom of Denmark,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital,

Have agreed as follows:

Article 1. Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2. Taxes covered

1. The existing taxes to which this Convention shall apply are:

a) in Lithuania:

- (i) the tax on profits of legal persons (juridiniu asmenu pelno mokestis);
- (ii) the tax on income of natural persons (fiziniu asmenu pajamu mokestis); and
- (iii) the tax on enterprises using state-owned capital (palukanos uz valstybinio kapitalo naudojima);

(hereinafter referred to as "Lithuanian tax");

b) in Denmark:

- (i) the income tax to the State (indkomstskatten til staten);
- (ii) the municipal income tax (den kommunale indkomstskat);
- (iii) the income tax to the county municipalities (den amtskommunale indkomstskat);
- (iv) the special income tax (den sarlige indkomstskat);
- (v) the church tax (kirkeskatten);
- (vi) the tax on dividends (udbytteskatten);
- (vii) the tax on interest (renteskatten);
- (viii) the tax on royalties (royaltyskatten);
- (ix) taxes imposed under the Hydrocarbon Tax Act (skatter i henhold til kulbrinteskatteloven); and

- (x) the capital tax to the State (formueskatten til staten);
(hereinafter referred to as "Danish tax").

2. Where a new tax on income or on capital is introduced in a Contracting State after the date of signature of the Convention, the Convention shall apply also to such tax. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement determine whether a tax which is introduced in either Contracting State is one to which the Convention shall apply according to the preceding sentence.

3. The Convention shall apply also to any taxes, being identical with or substantially similar to those mentioned or referred to in paragraphs 1 and 2, which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the taxes to which the Convention applies by virtue of those paragraphs. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

Article 3. General Definitions

- 1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

- a) the term "Lithuania" means the Republic of Lithuania and, when used in a geographical sense, means the territory of the Republic of Lithuania and any other area adjacent to the territorial waters of the Republic of Lithuania within which under the laws of Lithuania and in accordance with international law, the rights of Lithuania may be exercised with respect to the sea bed and its subsoil and their natural resources;

- b) the term "Denmark" means the Kingdom of Denmark, including any area outside the territorial sea of Denmark which in accordance with international law has been or may hereafter be designated under Danish laws as an area within which Denmark may exercise sovereign rights with respect to the exploration and exploitation of the natural resources of the sea bed or its subsoil and the superjacent waters and with regard to other activities for the economic exploitation and exploration of the said area; the term does not comprise the Faroe Islands and Greenland;

- c) the term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;

- d) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

- e) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

- f) the term "national" means:

- (i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;
- (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State;

g) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

h) the term "competent authority " means:

(i) in Lithuania, the Minister of Finance or his authorized representative;

(ii) in Denmark, the Minister for Taxation or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of that State concerning the taxes to which the Convention applies.

Article 4. Residence

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature. The term also includes a Contracting State itself, a political subdivision, a local authority and a statutory body thereof. The term does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

a) he shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to settle the question by mutual agreement and determine the mode of application of the Convention to such person. In the absence of such agreement, for the purposes of the Convention, the person shall in each Contracting State be deemed not to be a resident of the other Contracting State.

Article 5. Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory,
- e) a workshop; and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A building site, a construction, assembly or installation project or a supervisory or consultancy activity connected therewith constitutes a permanent establishment only if such site, project or activity lasts for a period of more than six months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery,
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general

commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business. However, when the activities of such an agent are devoted wholly or almost wholly on behalf of that enterprise, he will not be considered an agent of an independent status within the meaning of this paragraph.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6. Income from Immovable Property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, buildings, any option or similar right in respect of immovable property, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources. Ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property, as well as income from the alienation of immovable property.

4. Where the ownership of shares or other corporate rights in a company entitles the owner of such shares or corporate rights to the enjoyment of immovable property held by the company, the income from the direct use, letting, or use in any other form of such right to enjoyment may be taxed in the Contracting State in which the immovable property is situated.

5. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7. Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to:

- a) that permanent establishment; or
- b) sales in that other State of goods or merchandise of the same or similar kind as those sold through that permanent establishment; or

c) other business activities carried on in that other State of the same or similar kind as those effected through that permanent establishment.

The provisions of sub-paragraphs b) and c) shall not apply if the enterprise shows that such sales or activities could not reasonably have been undertaken by that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary. The method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8. Shipping and Air Transport

1. Profits of an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business, or an international operating agency.

3. Whenever companies from different countries have agreed to carry on an air transportation business together in the form of a consortium, the provisions of paragraphs 1 and 2 shall apply only to such part of the profits of the consortium as relates to the participation held in that consortium by a company that is a resident of a Contracting State.

Article 9. Associated Enterprises

1. Where

a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State -and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are by the first-mentioned State claimed to be profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of tax charged therein on those profits, where that other State considers the adjustment justified. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10. Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 25 per cent of the capital of the company paying the dividends;

b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The competent authorities of the Contracting States may by mutual agreement settle the mode of application of these limitations.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, or other rights, not being debt claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11. Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest. The competent authorities of the Contracting States may by mutual agreement settle the mode of application of this limitation.

3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2,

a) interest arising in Denmark shall be exempt from Danish tax if the interest is paid to:

- (i) the State of Lithuania, a political subdivision, a local authority or a statutory body thereof;
- (ii) the Bank of Lithuania;
- (iii) any organisation established in the State of Lithuania after the date of signature of this Convention and which is of a similar nature as any organisation established in Denmark and referred to in sub-paragraph b) (iii)-(v) (the competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement determine whether such organisations are of a similar nature); or
- (iv) any institution similar to any of those referred to in sub-paragraph b)(vi) as may be agreed from time to time between the competent authorities of the Contracting States;

b) interest arising in Lithuania shall be exempt from Lithuanian tax if the interest is paid to:

- (i) the State of Denmark, a political subdivision, a local authority or a statutory body thereof;

- (ii) the National Bank of Denmark;
 - (iii) the Industrialization Fund for Developing Countries and the Investment Fund for Central and Eastern Europe;
 - (iv) the Danish Export Finance Corporation;
 - (v) the Ship Credit Fund of Denmark; or
 - (vi) any other institution, similar to those mentioned in subdivision (iii)-(v), as may be agreed from time to time between the competent authorities of the Contracting States;
- c) interest arising in a Contracting State on a loan guaranteed by any of the bodies mentioned or referred to in sub-paragraph a) or sub-paragraph b) and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State;
- d) interest arising in a Contracting State shall be taxable only in the other Contracting State if:
- (i) the recipient is a resident of that other State, and
 - (ii) such recipient is an enterprise of that other State and is the beneficial owner of the interest, and
 - (iii) the interest is paid with respect to indebtedness arising on the sale on credit, by that enterprise, of any merchandise or industrial, commercial or scientific equipment to an enterprise of the first-mentioned State, except where the sale or indebtedness is between related persons.
4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.
5. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.
6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.
7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been

agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12. Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties, the tax so charged shall not exceed:

a) 5 per cent of the gross amount of royalties paid for the use of industrial, commercial or scientific equipment;

b) 10 per cent of the gross amount of the royalties in all other cases.

The competent authorities of the Contracting States may by mutual agreement settle the mode of application of these limitations.

3. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, and films or tapes for television or radio broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount.

In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

7. If in any convention for the avoidance of double taxation concluded by Lithuania with a third State, being a member of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) at the date of signature of this Convention, Lithuania after that date would agree to exclude any kind of rights or property from the definition contained in paragraph 3 of this Article or exempt royalties arising in Lithuania from Lithuanian tax on royalties or to limit the rates of tax provided in paragraph 2, such definition or exemption or lower rate shall automatically apply as if it had been specified in paragraph 3 or paragraph 2, respectively.

Article 13. Capital gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in paragraph 2 of Article 6 and situated in the other Contracting State or shares in a company the assets of which consist mainly of such property may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

3. Gains derived by an enterprise of a Contracting State from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that State.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in the preceding paragraphs of this Article, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

5. With respect to gains derived by an air transport consortium formed by companies from different countries, the provisions of paragraph 3 shall apply only to such part of the gains as relates to the participation held in that consortium by a company that is a resident of a Contracting State.

6. Where an individual who is a resident of a Contracting State and immediately thereafter becomes a resident of the other Contracting State, is treated by the first-mentioned Contracting State as having alienated shares and is taxed by that State in respect of gains on such shares as of the date of change of residence, such individual may elect in the other Contracting State in his annual return of income for the year of alienation to be liable to tax as if he had purchased the shares for an amount equal to the amount used as sales price in the first-mentioned State when it made the final assessment of its gains tax.

7. Notwithstanding the provisions of paragraph 4, a Contracting State may tax gains derived by an individual of the other Contracting State from the alienation of shares or other corporate rights in an entity which is a resident of the first-mentioned State, and gains from

the alienation of any other security which are subjected in that State to the same taxation treatment as gains from the alienation of such share or other right, but only if the alienator has been a resident of the first-mentioned State at any time during the ten years immediately preceding the alienation of the shares, rights or securities.

Article 14. Independent Personal Services

1. Income derived by an individual who is a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in that other State, but only so much of the income as is attributable to that fixed base. For this purpose, where an individual who is a resident of a Contracting State stays in the other Contracting State for a period or periods exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period commencing or ending in the tax year concerned, he shall be deemed to have a fixed base regularly available to him in that other State and the income that is derived from his activities referred to above that are performed in that other State shall be attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers/engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15. Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period commencing or ending in the tax year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
- c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by a resident of a Contracting State, may be taxed in that State.

4. Where a resident of a Contracting State derives remuneration in respect of an employment exercised aboard an aircraft operated in international traffic by an air transport

consortium formed by companies from different countries including a company that is a resident of that State, such remuneration shall be taxable only in that State.

Article 16. Directors' Fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors or any other similar organ of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 17. Artistes and Sportsmen

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsman, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsman in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsman himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsman are exercised.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to income derived from activities exercised in a Contracting State by an entertainer or a sportsman if the visit to that State is wholly or mainly supported by public funds of the other Contracting State, or a political subdivision, or a local authority thereof. In such case, the income shall be taxable in accordance with the provisions of Articles 7, 14 or 15, as the case may be.

Article 18. Pensions, Annuities and Similar Payments

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, pensions and other similar remuneration in respect of past employment and annuities paid to a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 3 and subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, pensions paid and other benefits, whether periodic or lump-sum compensation, granted under the social security legislation of a Contracting State or under any public scheme organised by a Contracting State for social welfare purposes shall be taxable only in that State.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, in the case of an individual who was a resident of a Contracting State and has become a resident of the other Contracting State, pensions, annuities and other similar remuneration paid to such individual and arising in the first-mentioned State may be taxed in that State according to the laws of that State, but the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the payment. The provisions of this paragraph shall not apply to such individual if he is a stateless person or a national of the other Contracting State without also being a national of the first-mentioned Contracting State.

4. The term "annuity" as used in this Article means a stated sum payable periodically at stated times during life, or during a specified or ascertainable period of time, under an obligation to make the payments in return for adequate and full consideration in money or money's worth (other than services rendered).

Article 19. Government Service

1. a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State, or a political subdivision, or a local authority, or a statutory body thereof, to an individual in respect of dependent personal services rendered to that State, subdivision, authority or body shall be taxable only in that State.

b) However, such remuneration shall be taxable only in the Contracting State of which the individual is a resident if the services are rendered in that State and the individual:

(i) is a national of that State; or

(ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. a) Any pension paid by, or out of funds created by, a Contracting State, or a political subdivision, or a local authority, or a statutory body thereof, to an individual in respect of dependent personal services rendered to that State, subdivision, authority or body shall be taxable only in that State.

b) However, such pension shall be taxable only in the Contracting State of which the individual is a resident if he is a national of that State.

3. The provisions of Articles 15, 16 and 18 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State, or a political subdivision, or a local authority, or a statutory body thereof.

Article 20. Students

Payments which a student, or an apprentice or trainee, who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 21. Activities in Connection with Preliminary Surveys Exploration Or Extraction of Hydrocarbons

1. Notwithstanding the provisions of Article 5 and Article 14, a person who is a resident of one of the Contracting States and carries on activities in connection with preliminary surveys, exploration or extraction of hydrocarbons situated in the other Contracting State shall be deemed to be carrying on in respect of those activities a business in that other Contracting State through a permanent establishment or fixed base situated therein.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, drilling rig activities carried on off-shore shall constitute a permanent establishment only if the activities are carried on for a

period or periods exceeding in the aggregate 30 days in the any twelve-month period. However, for the purpose of this paragraph, activities carried on by an enterprise associated with another enterprise within the meaning of Article 9 shall be regarded as carried on by the enterprise to which it is associated if the activities in question are substantially the same as those carried on by the last-mentioned enterprise.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, profits derived by a resident of a Contracting State from the transportation by ship or aircraft of supplies or personnel to a location where offshore activities in connection with preliminary surveys, exploration or extraction of hydrocarbons are being carried on in the other Contracting State or from the operation of tugboats and similar vessels in connection with such activities, shall be taxable only in the first-mentioned State.

4. Salaries, wages and other similar remuneration derived by an individual who is a resident of a Contracting State in respect of labour or personal services rendered aboard a ship or aircraft covered by paragraph 3 shall be taxed in accordance with paragraph 3 of Article 15.

5. Notwithstanding the provisions of Article 13, a capital gain on drilling rigs used for activities mentioned in paragraph 2 which is deemed to be derived by a resident of a Contracting State when the rig activities cease to be subject to tax in the other Contracting State shall be exempt from tax in that other State. For the purpose of this paragraph, the term "capital gain" means the amount by which the market value at the moment of transfer exceeds the residual value at that moment, as increased by any depreciation taken.

Article 22. Other Income

1. Items of income of a resident of a Contracting State not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State. However, such items of income, arising in the other Contracting State, may also be taxed in that other State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

Article 23. Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in paragraph 2 of Article 6 owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, or by shares in a company the assets of which consist mainly of such property may be taxed in that other State.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Con-

tracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State, and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in that State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

5. With respect to capital owned by an air transport consortium formed by companies from different countries, the provisions of paragraphs 3 and 4 shall apply only to such part of the capital as relates to the participation held in that consortium by a company that is a resident of a Contracting State.

Article 24. Elimination of Double Taxation

1. In Lithuania double taxation shall be eliminated as follows:

a) Where a resident of Lithuania derives income or owns capital, which in accordance with this Convention, may be taxed in Denmark, unless a more favourable treatment is provided in its domestic law, Lithuania shall allow:

- (i) as a deduction from the tax on the income of that resident, an amount equal to the income tax paid thereon in Denmark;
- (ii) as a deduction from the tax on the capital of that resident, an amount equal to the capital tax paid thereon in Denmark.

Such deduction in either case shall not, however, exceed that part of the income or capital tax in Lithuania as computed before the deduction is given, which is attributable, as the case may be, to the income or the capital which may be taxed in Denmark.

b) For the purpose of sub-paragraph a), where a company that is a resident of Lithuania receives a dividend from a company that is a resident of Denmark in which it owns at least 10 per cent of its shares having full voting rights, the tax paid in Denmark shall include not only the tax paid on the dividend but also the tax paid on the underlying profits of the company out of which the dividend was paid.

2. In Denmark double taxation shall be eliminated as follows:

a) Subject to the provisions of sub-paragraph c), where a resident of Denmark derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Lithuania, Denmark shall allow:

- (i) as a deduction from the tax on the income of that resident, an amount equal to the income tax paid in Lithuania;
- (ii) as a deduction from the tax on the capital of that resident, an amount equal to the capital tax paid in Lithuania.

b) Such deduction in either case shall not, however, exceed that part of the income tax or capital tax, as computed before the deduction is given, which is attributable, as the case may be, to the income or the capital which may be taxed in Lithuania.

c) Where a resident of Denmark derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of the Convention, shall be taxable only in Lithuania, Denmark may include this income or capital in the tax base, but shall allow as a deduction from the income tax or capital tax that part of the income tax or capital tax, which is attributable, as the case may be, to the income derived from or the capital owned in Lithuania.

d) Where exemption from or reduction of Lithuanian tax, payable in accordance with the provisions of Article 7 in respect of profits derived by a Danish enterprise from a permanent establishment situated in Lithuania, has been granted under Lithuanian law, then, for the purposes of sub-paragraph a) (i) and subparagraph b), deduction from Danish tax for Lithuanian tax shall be allowed as if no such exemption or reduction had been granted, provided the permanent establishment is engaged in business activities (other than business activities in the financial sector) and that no more than 25 per cent of such profits consist of interest and gains from the alienation of shares and bonds or consist of profits derived from third States.

e) Where dividends are paid by a company which is a resident of Lithuania to a person (being a company) which is a resident of Denmark, and which owns directly or indirectly not less than 25 per cent of the share capital of the first-mentioned company, then such dividends shall be exempt from tax in Denmark, providing that the company paying the dividends is engaged in business activities (other than business activities in the financial sector) and that no more than 25 per cent of the company's profits consist of interest and gains from the alienation of shares and bonds or consist of profits derived from third States.

f) The provisions in sub-paragraphs d) and e) shall apply for the first ten years for which the Convention is effective. The competent authorities shall consult each other in order to determine whether this period shall be extended. Any such extension shall take effect from such date and subject to such modifications and conditions, including conditions as to termination, as may be specified and agreed between the Contracting States in notes to be exchanged through diplomatic channels or in any other manner in accordance with their constitutional procedures.

Article 25. Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. Stateless persons who are residents of a Contracting State shall not be subjected in either Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of the State concerned in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected.

3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State

than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

6. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 26. Mutual Agreement Procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 25, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. In the event the competent authorities reach an agreement, refund or credit of taxes shall be allowed by the Contracting States in accordance with such agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or ap-

plication of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a Commission consisting of representatives of the competent authorities of the Contracting States.

Article 27. Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes covered by the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

Article 28. Assistance in Collection

1. The Contracting States undertake to lend assistance to each other in the collection of the taxes owed by a taxpayer to the extent that the amount thereof has been finally determined according to the laws of the Contracting State making the request for assistance.

2. In the case of a request by a Contracting State for the collection of taxes which has been accepted for collection by the other Contracting State, such taxes shall be collected by that other State in accordance with the laws applicable to the collection of its own taxes and as if the taxes to be so collected were its own taxes.

3. Any request for collection by a Contracting State shall be accompanied by such certificate as is required by the laws of that State to establish that the taxes owed by the taxpayer have been finally determined.

4. Where the tax claim of a Contracting State has not been finally determined by reason of it being subject to appeal or other proceedings, that State may, in order to protect its revenues, request the other Contracting State to take such interim measures for conservancy on its behalf as are available to the other State under the laws of that other State. If such request is accepted by the other State, such interim measures shall be taken by that other State as if the taxes owed to the first-mentioned State were the own taxes of that other State.

5. A request under paragraphs 3 or 4 shall only be made by a Contracting State to the extent that sufficient property of the taxpayer owing the taxes is not available in that State for recovery of the taxes owed.

6. The Contracting State in which tax is recovered in accordance with the provisions of this Article shall forthwith remit to the Contracting State on behalf of which the tax was collected the amount so recovered minus, where appropriate, the amount of extraordinary costs referred to in sub-paragraph 7 b).

7. It is understood that unless otherwise agreed by the competent authorities of both Contracting States,

a) ordinary costs incurred by a Contracting State in providing assistance shall be borne by that State;

b) extraordinary costs incurred by a Contracting State in providing assistance shall be borne by the other State and shall be payable regardless of the amount collected on its behalf by that other State.

As soon as a Contracting State anticipates that extraordinary costs may be incurred, it shall so advise the other Contracting State and indicate the estimated amount of such costs.

8. In this Article, the term "taxes" means the taxes to which the Convention applies and includes any interest and penalties relating thereto.

Article 29. Members of Diplomatic Missions and Consular Posts

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 30. Territorial Extension

1. This Convention may be extended, either in its entirety or with any necessary modifications to any part of the territory of Denmark which is specifically excluded from the application of the Convention and which imposes taxes substantially similar in character to those to which the Convention applies. Any such extension shall take effect from such date and subject to such modifications and conditions, including conditions as to termination, as may be specified and agreed between the Contracting States in notes to be exchanged through diplomatic channels or in any other manner in accordance with their constitutional procedures.

2. Unless otherwise agreed by both Contracting States, the termination of the Convention by one of them under Article 32 shall also terminate, in the manner provided for in

that Article, the application of the Convention to any part of the territory of Denmark to which it has been extended under this Article.

Article 31. Entry into Force

1. The Governments of the Contracting States shall notify each other that the constitutional requirements for the entry into force of this Convention have been complied with.

2. The Convention shall enter into force thirty days after the date of the later of the notifications referred to in paragraph 1 and its provisions shall have effect in both Contracting States:

a) in respect of taxes withheld at source, on income derived on or after 1 January in the calendar year next following the year in which the Convention enters into force;

b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, for taxes chargeable for any tax year beginning on or after 1 January in the calendar year next following the year in which the Convention enters into force.

Article 32. Termination

This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, by giving notice of termination in writing at least six months before the end of any calendar year. In such event, the Convention shall cease to have effect in both Contracting States:

a) in respect of taxes withheld at source, on income derived on or after 1 January in the calendar year next following the year in which the notice is given;

b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, for taxes chargeable for any tax year beginning on or after 1 January in the calendar year next following the year in which the notice is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

Done in duplicate at Vilnius this 13 day of October 1993 in the Lithuanian, Danish and English languages, all three texts being equally authentic. In the case of divergence of interpretation the English text shall prevail.

For the Government of the Republic of Lithuania:

For the Government of the Kingdom of Denmark:

PROTOCOL

At the signing today of the Convention between the Republic of Lithuania and the Kingdom of Denmark for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital (hereinafter referred to as "the Convention"), the undersigned have agreed upon the following provisions which shall form an integral part of the Convention:

1. With reference to the provisions of the Convention

Where the term "statutory body" appears, it is understood that this term means any legal entity of a public character created by the laws of a Contracting State in which no person other than the State itself, a political subdivision or a local authority thereof, has an interest.

2. With reference to Article 7, paragraph 3

It is understood that expenses to be allowed as deductions by a Contracting State include only expenses that are deductible under the domestic laws of that State.

3. With reference to Article 8

It is understood that "profits of an enterprise of a Contracting State from the operation of ships in international traffic" shall be interpreted according to paragraphs 7 to 14 of the Commentary on Article 8 of the OECD Model Tax Convention on Income and on Capital (1992) and does not, in any event, include the profits from the operation or ownership of docks, warehouses, terminal facilities, stevedoring equipment or other similar property located on land, except where these profits are directly related to the operation, by the enterprise, of such ships.

4. With reference to Article 11, paragraph 3 d)

It is understood that a person is related to another person, where one person, alone or together with one or more related persons, has, directly or indirectly, an interest of more than 50 per cent in the other person, or where one or more persons, alone or together with one or more related persons, have, directly or indirectly, an interest of more than 50 per cent in the two persons.

5. With reference to Article 12, paragraph 2

It is understood that the term "royalties" shall be deemed not to include payments for the use of drilling rigs, or similar purpose equipment, used for the exploration for or the extraction of hydrocarbons.

6. With reference to Article 12, paragraph 3

It is agreed that the income from leasing of industrial, commercial or scientific equipment shall be included in term "royalties" as defined in Article 12, paragraph 3.

7. With reference to Article 15, paragraph 2

The provisions of Article 15, paragraph 2, shall not apply to an employee who is hired out. For the purposes of the preceding sentence, an employee who is a resident of a Contracting State shall be deemed to be hired out if he is placed at another person's disposal by a person (the hirer-out) to carry out work in the business of such other person (the principal) in the other Contracting State, provided that the principal is a resident of, or has a perma-

nent establishment in, that other State, and that the hirer-out neither has any responsibility nor bears any risk in respect of the result of the work.

In determining whether an employee shall be deemed to be hired out, a comprehensive review shall be carried out, with particular reference to whether:

- a) the overall supervision of the work rests with the principal;
- b) the work is carried out in a place of work which is at the disposal of the principal and for which he has responsibility;
- c) the remuneration to the hirer-out is computed according to the time spent or with reference to any other relationship between the remuneration and the wages received by the employee;
- d) the main part of the tools and materials are supplied by the principal; and
- e) the hirer-out does not decide unilaterally on the number of employees or their qualifications.

In witness whereof the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate at Vilnius of this 13 day of October 1993, in the Lithuanian, Danish and English languages, all three texts being equally authentic. In the case of divergence of interpretation the English text shall prevail.

For the Government of the Republic of Lithuania:

For the Government of the Kingdom of Denmark:

[LITHUANIAN TEXT — TEXTE LITUANIEN]

LIETUVOS RESPUBLIKOS

IR

DANIJOS KARALYSTĖS

SUTARTIS

**DĖL PAJAMŲ IR KAPITALO DVIGUBO APMOKESTINIMO
IR FISKALINIŲ PAŽEIDIMŲ IŠVENGIMO**

Lietuvos Respublikos Vyriausybė ir Danijos Karalystės Vyriausybė,

siekdamos sudaryti sutartį dėl pajamų ir kapitalo dvigubo apmokestinimo ir fiskalinių
pažeidimų išvengimo,

susitarė:

1 straipsnis

ASMENYS, KURIEMS TAIKOMA SUTARTIS

Ši sutartis taikoma asmenims, kurie yra vienos arba abiejų sutartį sudarančių šalių rezidentai.

2 straipsnis

MOKESČIAI, KURIEMS TAIKOMA SUTARTIS

1. Dabar egzistuojantys mokesčiai, kuriems taikoma sutartis:

a) Lietuvoje:

- (i) juridinių asmenų pelno mokestis,
- (ii) fizinių asmenų pajamų mokestis ir
- (iii) palūkanos už valstybinio kapitalo naudojimą

(toliau vadinami "Lietuvos mokesčiais");

b) Danijoje:

- (i) valstybinis pajamų mokestis (indkomstskatten til staten),
- (ii) municipalinis pajamų mokestis (den kommunale indkomstskat),
- (iii) amtų municipalinis pajamų mokestis (den amtskommunale indkomstskat),
- (iv) specialus pajamų mokestis (der sarlige indkomstskat),
- (v) bažnyčios mokestis (kirkeskatten),
- (vi) dividendų mokestis (udbytteskatten),
- (vii) palūkanų mokestis (renteskatten),
- (viii) atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą mokestis (royaltyskatten),
- (ix) mokesčiai, imami pagal angliavandenilio mokesčio įstatymą (skatter i henhold til kulbrinteskatteloven) ir
- (x) valstybinis kapitalo mokestis (formueskatten til staten)

(toliau vadinami "Danijos mokesčiais").

2. Jeigu po sutarties pasirašymo dienos sutartį sudarančioje šalyje įvedamas naujas pajamų ar kapitalo mokestis, tokiam mokesčiui sutartis taip pat taikoma. Sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys abipusiu susitarimu nusprendžia, ar vienoje iš sutartį sudarančių šalių įvestas mokestis yra toks, kuriam, remiantis ankstesniu sakiniu, taikoma sutartis.

3. Sutartis taip pat taikoma bet kokiems mokesčiams, identiškiems arba iš esmės panašioms į 1 ir 2 paragrafuose paminėtus ar nurodytus, pradėtus imti po sutarties pasirašymo dienos ir imamus kartu su tais mokesčiais arba vietoje tų mokesčių, kuriems, remiantis šiais paragrafais, taikoma sutartis. Sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys praneša vieni kitiems apie bet kokius žymius pakeitimus, padarytus atitinkamuose jų mokesčių įstatymuose.

3 straipsnis

BENDROS DEFINICIJOS

1. Šioje sutartyje, jeigu iš konteksto negalima suprasti kitaip:

- a) sąvoka "Lietuva" reiškia Lietuvos Respubliką, o ją vartojant geografinė prasme - Lietuvos Respublikos teritoriją ir Lietuvos Respublikos kontinentinį šelfą, kuriame Lietuva pagal savo įstatymus ir tarptautinę teisę gali naudotis teisėmis į jūros dugną, jos nuogulus ir jų gamtinius išteklius;
- b) sąvoka "Danija" reiškia Danijos Karalystę, įskaitant bet kokią sritį, esančią už Danijos teritorinės jūros, kuri pagal tarptautinę teisę yra arba gali ateityje pagal Danijos įstatymus būti sritimi, kurioje Danija gali naudotis suverenėmis teisėmis tirdama ir eksploatuodama jūros dugno ar jos nuogulų ir vandenų gamtinius išteklius ir minėtoje srityje vykdyti kitokią ekonominio tyrimo ir eksploatavimo veiklą; sąvoka neapima Farerų salų ir Grenlandijos;
- c) sąvoka "asmuo" apima individą, bendrovę arba bet kokią kitą asmenų organizaciją;
- d) sąvoka "bendrovė" reiškia bet kokią korporaciją arba bet koki kitą struktūrinį vienetą, kuris mokesčių atžvilgiu laikomas korporacija;
- e) sąvokos "sutartį sudarančios šalies įmonė" ir "kitos sutartį sudarančios šalies įmonė" atitinkamai reiškia įmonę, priklausančią sutartį sudarančios šalies rezidentui, ir įmonę, priklausančią kitos sutartį sudarančios šalies rezidentui;

- f) sąvoka "piliietis" reiškia:
 - (i) bet kokį individą, turintį sutartį sudarančios šalies pilietybę,
 - (ii) bet kokį juridinį asmenį, bendriją arba asociaciją, tokį savo statusą įgijusius pagal sutartį sudarančioje šalyje veikiančius įstatymus;
- g) sąvoka "tarptautiniai pervežimai" reiškia bet kokius pervežimus laivu arba oro transportu, kuriuos vykdo sutartį sudarančios šalies įmonė, išskyrus atvejus, kai laivas arba oro transporto priemonė kursuoja tikrai tarp kitos sutartį sudarančios šalies vietovių;
- h) sąvoka "kompetentingas asmuo" reiškia:
 - (i) Lietuvoje - finansų ministrą arba jo įgaliotą atstovą,
 - (ii) Danijoje - mokesčių ministrą arba jo įgaliotą atstovą.

2. Sutartį sudarančiai šaliai taikant sutartį, bet kokia joje neapibrėžta sąvoka, jeigu iš konteksto negalima suprasti kitaip, turi tokią reikšmę, kokią ji turi pagal tos šalies mokesčių, kuriems taikoma sutartis, įstatymus.

4 straipsnis

REZIDENTAS

1. Šioje sutartyje sąvoka "sutartį sudarančios šalies rezidentas" reiškia bet kokį asmenį, kuris pagal tos šalies įstatymus apmokestinamas joje jo nuolatinės gyvenamosios vietos, buvimo vietos, vadovybės buvimo vietos, registracijos (inkorporacijos) vietos arba bet kokio kito panašaus požymio pagrindu. Sąvoka taip pat apima pačią sutartį sudarančią valstybę, administracinį-teritorinį padalinį, vietos valdžią ir jų statutinę instituciją. Sąvoka neapima kokio nors asmens, kuris toje šalyje apmokestinamas tik todėl, kad toje šalyje turi pajamų šaltinį arba kapitalo.

2. Jeigu pagal 1 paragrafo nuostatas individas yra abiejų sutartį sudarančių šalių rezidentas, tada jo statusas apibrėžiamas taip:

- a) jis laikomas rezidentu tos šalies, kurioje turi pastovią gyvenamąją vietą; jeigu jis turi pastovią gyvenamąją vietą abiejose šalyse, tai laikomas rezidentu tos šalies, su kuria turi glaudesnius asmeninius ir ekonominius ryšius (gyvybinių interesų centras);

- b) jeigu negalima nustatyti šalies, kurioje yra jo gyvybinių interesų centras, arba jeigu jis nei vienoje iš šalių neturi pastovios gyvenamosios vietos, tai laikomas rezidentu tos šalies, kurioje jis paprastai gyvena;
- c) jeigu jis paprastai gyvena abiejose šalyse arba negyvena nei vienoje iš jų, tai laikomas rezidentu tos šalies, kurios pilietybę turi;
- d) jeigu jis yra abiejų šalių arba nėra nei vienos iš jų pilietis, tai sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys išsprendžia šį klausimą abipusiu susitarimu.

3. Jeigu pagal 1 paragrafo nuostatas asmuo, bet ne individas, yra abiejų sutartį sudarančių šalių rezidentas, tai sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys siekia išspręsti šį klausimą abipusiu susitarimu ir nustatyti sutarties taikymo būdą tokiam asmeniui. Jeigu tokio susitarimo nėra, tai taikant sutartį toks asmuo kiekvienoje sutartį sudarančioje šalyje nelaikomas kitos sutartį sudarančios šalies rezidentu.

5 straipsnis

NUOLATINĖ BUVEINĖ

1. Šioje sutartyje sąvoka "nuolatinė buveinė" reiškia pastovią komercinės-ūkinės veiklos vietą, per kurią įmonė visiškai arba iš dalies užsiima komercine-ūkine veikla.
2. Sąvoka "nuolatinė buveinė" visų pirma apima:
 - a) vadovybės buvimo vietą,
 - b) filialą,
 - c) įstaigą,
 - d) gamyklą,
 - e) dirbtuvę ir
 - f) kasyklą, naftos ar dujų telkinį, akmenų skaldyklą ar bet kokią kitą gamtinių išteklių gavybos vietą.
3. Statybos aikštelė, statybos, surinkimo ar montavimo objektas arba su jais susijusi priežiūros ar konsultacinė veikla tik tada yra nuolatinė buveinė, jeigu tokia aikštelė, objektas ar veikla egzistuoja ilgiau negu šešis mėnesius.

4. Neatsižvelgiant į ankstesnes šio straipsnio nuostatas, laikoma, kad sąvoka "nuolatinė buveinė" neapima:

- a) įrangos naudojimo tikslai įmonei priklausantiems gaminiams ar prekėms saugoti, eksponuoti ar pristatyti,
- b) įmonei priklausančių gaminių ar prekių atsargų, skirtų tikslai saugoti, eksponuoti ar pristatyti, laikymo,
- c) įmonei priklausančių gaminių ar prekių atsargų, skirtų tikslai apdoroti kitoje įmonėje, laikymo,
- d) pastovios komercinės-ūkinės veiklos vietos, naudojamos tikslai įmonei skirtiems gaminiams ar prekėms įsigyti arba informacijai rinkti, laikymo,
- e) pastovios komercinės-ūkinės veiklos vietos, naudojamos tikslai bet kokiai kitai pagalbinio ar paruošiamojo pobūdžio įmonės veiklai vykdyti, laikymo,
- f) pastovios komercinės-ūkinės veiklos vietos, naudojamos tikslai bet kokiam a)-e) punktuose išvardintos veiklos deriniui, laikymo, su sąlyga, kad visa pastovios komercinės-ūkinės veiklos vietos veikla, kurią sąlygoja toks derinys, yra pagalbinio ar paruošiamojo pobūdžio.

5. Neatsižvelgiant į 1 ir 2 paragrafų nuostatas, jeigu asmuo - bet ne toks, kuris turi nepriklausomo atstovo statusą ir kuriam taikomas 6 paragrafas - dirba įmonės vardu ir turi įgaliojimą sutartį sudarančioje šalyje įmonės vardu sudaryti sutartis ir tuo įgaliojimu nuolatos naudojasi, tai ta įmonė, laikoma turinčia toje šalyje nuolatinę buveinę bet kokiai veiklai, kurią tas asmuo atlieka šiai įmonei, išskyrus atvejus, kai tokio asmens veikla apsiriboja 4 paragrafe nurodyta veikla, kuri gali būti net atliekama per pastovią komercinės-ūkinės veiklos vietą, bet dėl to ši pastovi komercinės-ūkinės veiklos vieta, remiantis to paragrafo nuostatomis, netampa nuolatinė buveinė.

6. Įmonė laikoma neturinčia sutartį sudarančioje šalyje nuolatinės buveinės, kai ji šioje šalyje tik užsiima komercine-ūkine veikla per brokerį, vyriausiąjį įgaliotinį arba bet koki kitą nepriklausomo atstovo statusą turintį asmenį, jeigu tokie asmenys veikia savo įprastinės komercinės-ūkinės veiklos ribose. Tačiau jeigu tokio atstovo visa arba beveik visa veikla atliekama tos įmonės vardu, jis šiame paragrafe nelaikomas nepriklausomo atstovo statusą turinčiu asmeniu.

7. Tas faktas, kad bendrovė, sutartį sudarančios šalies rezidentė, kontroliuoja arba yra kontroliuojama bendrovės, kuri yra kitos sutartį sudarančios šalies rezidentė arba kuri užsiima toje kitoje šalyje komercine-ūkine veikla (per nuolatinę buveinę ar koku kitu būdu), savaime dar nereiškia, kad viena iš šių bendrovių yra kitos nuolatinė buveinė.

6 straipsnis

PAJAMOS IŠ NEKILNOJAMOJO TURTO

1. Pajamos, kurias sutartį sudarančios šalies rezidentas gauna iš kitoje sutartį sudarančioje šalyje esančio nekilnojamojo turto (įskaitant pajamas iš žemės ar miškų ūkio), gali būti apmokestinamos toje kitoje šalyje.
2. Sąvoka "nekilnojamasis turtas" vartojama ta prasme, kurią ji turi pagal tos sutartį sudarančios šalies, kurioje šis turtas yra, įstatymus. Bet kokių atveju sąvoka apima turtą, papildantį nekilnojamąjį turtą, gyvulius ir įrenginius, naudojamus žemės ir miškų ūkyje, teises, numatytas bendrojo žemės nuosavybės įstatymo nuostatose, pastatus, bet kokią opcioną ar panašią teisę į nekilnojamąjį turtą, nekilnojamojo turto užufruktą bei teises į kintamus ar pastovius mokėjimus, kaip kompensaciją už mineralinių telkinių, saltinių ir kitų gamtinių išteklių naudojimą arba už teisę juos naudoti. Jūrų ir upių laivai bei oro transporto priemonės nekilnojamuoju turtu nelaikomi.
3. 1 paragrafo nuostatos taip pat taikomos pajamoms, gaunamoms tiesiogiai naudojant, nuomojant arba bet kokių kitu būdu naudojant nekilnojamąjį turtą, taip pat pajamoms iš nekilnojamojo turto perleidimo.
4. Kai bendrovės akcijų nuosavybė ar kitos korporacinės teisės leidžia tokių akcijų ar korporacinių teisių savininkui naudotis bendrovės turimu nekilnojamuoju turtu, pajamos, gaunamos tiesiogiai naudojant, nuomojant ar bet kokių kitu būdu naudojantis tokiomis teisėmis, gali būti apmokestinamos toje sutartį sudarančioje šalyje, kurioje tas nekilnojamasis turtas yra.
5. 1 ir 3 paragrafų nuostatos taip pat taikomos pajamoms, gaunamoms iš įmonės nekilnojamojo turto, ir pajamoms, gaunamoms iš nekilnojamojo turto, naudojamo teikiant individualias paslaugas.

7 straipsnis

KOMERCINĖS-ŪKINĖS VEIKLOS PELNAS

1. Sutartį sudarančios šalies įmonės pelnas apmokestinamas tik toje šalyje, išskyrus atvejus, kai įmonė užsiima komercinė-ūkine veikla kitoje sutartį sudarančioje šalyje per ten esančią nuolatinę buveinę. Jeigu įmonė užsiima komercinė-ūkine veikla aukščiau minėtu būdu, tai įmonės pelnas kitoje sutartį sudarančioje šalyje gali būti apmokestinamas, tačiau tik ta jo dalis, kuri priskiriama:

- a) tai nuolatinei buveinei arba
- b) pardavimui toje kitoje šalyje tapatių ar panašių gaminių arba prekių, kaip ir tie, kurie parduodami per tą nuolatinę buveinę, arba
- c) kitai komercinei-ūkinei veiklai, kuria užsiimama toje kitoje šalyje, tokiai pačiai ar panašiai į tą, kuri vykdoma per tą nuolatinę buveinę.

b) ir c) punktų nuostatos netaikomos, jeigu įmonė įrodo, kad toks pardavimas ar veikla negali būti atliekami per tą nuolatinę buveinę.

2. Atsižvelgiant į 3 paragrafo nuostatas, jeigu sutartį sudarančios šalies įmonė užsiima komercinė-ūkine veikla kitoje sutartį sudarančioje šalyje per ten esančią nuolatinę buveinę, tai kiekvienoje sutartį sudarančioje šalyje tai nuolatinei buveinei priskiriamas pelnas, kurį ji galėtų gauti, jeigu būtų atskira ir savarankiška įmonė, vykdanči tokia pačią ar panašią veiklą tokiais pačiomis arba panašiomis sąlygomis ir veikianti visiškai nepriklausomai nuo tos įmonės, kurios nuolatinė buveinė ji yra.

3. Nustatant nuolatinės buveinės pelną, leidžiama atimti išlaidas, padarytas šios nuolatinės buveinės, įskaitant vadovavimo ir bendras valdymo išlaidas, neatsižvelgiant į tai, ar jos buvo padarytos toje šalyje, kur yra nuolatinė buveinė, ar kitur.

4. 2 paragrafo reikalavimai nedraudžia sutartį sudarančiai šaliai nustatant apmokestinamąjį pelną taikyti įprastą proporcingo padalinimo metodą taip, kaip kiekvienoje sutartį sudarančioje šalyje įprasta nustatyti nuolatinei buveinei priskiriamą pelną, proporcingai dalinant bendrą įmonės pelną tarp įvairių jos padalinių. Tačiau proporcingo padalinimo metodas turi būti toks, kad jo rezultatas atitiktų šio straipsnio principus.

5. Nuolatinei buveinei nepriskiriamas joks pelnas, jeigu ta nuolatinė buveinė tik perka įmonei gaminius arba prekes.

Taikant ankstesnius paragrafus, nuolatinei buveinei priskiriamas pelnas kasmet atimamas tuo pačiu būdu, nebent atsirastų sviri ir pakankama priežastis daryti kitaip.

Kai pelnas apima pajamų rūšis, kurios aptariamose atskirai kituose šios sutarties straipsniuose, tai tų straipsnių nuostatomis šio straipsnio nuostatos netaikomos.

8 straipsnis

LAIVININKYSTĖ IR ORO TRANSPORTAS

Sutartį sudarančios šalies įmonės pelnas, gaunamas naudojant laivus ar oroporto priemones tarptautiniuose pervežimuose, apmokestinamas tik toje šalyje.

1 paragrafo nuostatos taip pat taikomos pelnui, gaunamam dalyvaujant pule, roje įmonėje ar tarptautinėse agentūrose.

Kai skirtingų šalių bendrovės susitaria kartu užsiimti pervežimų oro transportu konsorciumo forma, 1 ir 2 paragrafų nuostatos taikomos tik tai konsorciumo pelno daliai, kuri yra susijusi su bendrovės, sutartį sudarančios šalies rezidentės, dalyvavimu tame konsorciume.

9 straipsnis

ASOCIJUOTOS ĮMONĖS

Tuo atveju,

- a) kai sutartį sudarančios šalies įmonė tiesiogiai ar netiesiogiai dalyvauja kitos sutartį sudarančios šalies įmonės valdyme, kontrolėje arba kapitale arba
- b) kai tie patys asmenys tiesiogiai ar netiesiogiai dalyvauja sutartį sudarančios šalies įmonės ir kitos sutartį sudarančios įmonės valdyme, kontrolėje arba kapitale

Į kiekvienu tokiu atveju tarp tų dviejų įmonių jų komerciniuose ar finansiniuose santykiuose sukuriama arba nusistovi kitokios sąlygos negu būtų tarp nepriklausomų įmonių, tada bet koks pelnas, kuris dėl tokių sąlygų būtų priskiriamas vienai iš tų įmonių, dėl nusistovėjusių sąlygų jai nepriskiriamas, gali būti įskaitomas į tokios įmonės pelną ir šiam pelnui apmokestinamas.

2. Jeigu sutartį sudaranti šalis įskaito į tos šalies įmonės pelną - ir atitinkamai apmokestina - pelną, kuris buvo apmokestintas kitoje sutartį sudarančioje šalyje, kaip tos kitos šalies įmonės pelnas, ir taip įskaitytą pelną pirma paminėta šalis laiko pelnu, kuris būtų priskirtas pirma paminėtos šalies įmonei, jeigu tarp tų dviejų įmonių būtų sukurtos tokios sąlygos kaip tarp nepriklausomų įmonių, tada ta kita šalis atitinkamai koreguoja ten mokamo pelno mokesčio sumą, jeigu ta kita šalis laiko tokią pataisą pagrįsta. Nustatant tokią pataisą reikia atsižvelgti į kitas šios sutarties nuostatas, o sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys, reikalui esant, šiuo klausimu vieni su kitais konsultuojasi.

10 straipsnis

DIVIDENDAI

1. Dividendai, kuriuos bendrovė, sutartį sudarančios šalies rezidentė, moka kitos sutartį sudarančios šalies rezidentui, gali būti apmokestinami toje kitoje šalyje.

2. Tačiau tokie dividendai taip pat gali būti apmokestinami toje sutartį sudarančioje šalyje, kurios rezidentė yra dividendus mokanti bendrovė, ir pagal tos šalies įstatymus, bet jeigu gavėjas yra tikrasis dividendų savininkas, toks mokestis negali viršyti:

- a) 5 procentų bendros dividendų sumos, jeigu tikrasis savininkas yra bendrovė (bet ne bendrija), kuriai tiesiogiai priklauso ne mažiau kaip 25 procentai dividendus mokančios bendrovės kapitalo,
- b) 15 procentų bendros dividendų sumos visais kitais atvejais.

Sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys abipusiu susitarimu gali nustatyti šių apribojimų taikymo būdą.

Šio paragrafo nuostatos nekeičia bendrovės pelno, iš kurio mokami dividendai, apmokestinimo.

3. Šiame straipsnyje vartojama sąvoka "dividendai" reiškia pajamas iš akcijų arba kitų dalyvavimo pelne teisių, kurios nėra skoliniai reikalavimai, taip pat pajamas iš kitų korporacinių teisių, kurios apmokestinamos taip pat, kaip ir pajamos iš akcijų pagal įstatymus tos šalies, kurios rezidentė yra pelną skirstančioji bendrovė.

4. 1 ir 2 paragrafų nuostatos netaikomos, jeigu tikrasis dividendų savininkas, sutartį sudarančios šalies rezidentas, užsiima komercinė-ūkinė veikla kitoje sutartį sudarančioje šalyje, kurios rezidentė yra dividendus mokanti bendrovė, per ten esančią nuolatinę buveinę arba teikia toje kitoje šalyje individualias paslaugas per ten esančią nuolatinę veiklavietę, o investicijos, už kurias mokami dividendai, yra faktiškai susijusios su tokia nuolatinė buveine arba nuolatinė veiklaviete. Tokiu atveju, priklausomai nuo aplinkybių, taikomos 7 straipsnio arba 14 straipsnio nuostatos.

5. Jeigu bendrovė, sutartį sudarančios šalies rezidentė, gauna pelną arba pajamas iš kitos sutartį sudarančios šalies, ta kita šalis gali visiškai neapmokestinti bendrovės mokamų dividendų, išskyrus atvejus, kai tokie dividendai mokami tos kitos šalies rezidentui arba kai investicijos, už kurias mokami dividendai, faktiškai susijusios su toje kitoje šalyje esančia nuolatinė buveine arba nuolatinė veiklaviete, taip pat gali iš bendrovės nepaskirstyto pelno neimti bendrovės nepaskirstyto pelno mokesčio, net jeigu mokami dividendai ar nepaskirstytas pelnas, visas arba jo dalis, susideda iš pelno ar pajamų, gaunamų toje kitoje šalyje.

11 straipsnis

PALŪKANOS

1. Palūkanos, susidarancios sutartį sudarančioje šalyje ir mokamos kitos sutartį sudarančios šalies rezidentui, gali būti apmokestinamos toje kitoje šalyje.

2. Tačiau tokios palūkanos taip pat gali būti apmokestinamos toje sutartį sudarančioje šalyje, kurioje jos susidaro, ir pagal tos šalies įstatymus, bet jeigu gavėjas yra tikrasis palūkanų savininkas, toks mokestis negali viršyti 10 procentų bendros palūkanų sumos. Sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys abipusiu susitarimu gali nustatyti šio apribojimo taikymo būdą.

3. Neatsižvelgiant į 1 ir 2 paragrafų nuostatas:

- a) Danijoje susidarancios palūkanos atleidžiamos nuo Danijos mokesčio, jeigu palūkanos mokamos:
 - (i) Lietuvos valstybei, administraciniam-teritoriniam padaliniui, vietos valdžiai arba jų statutinei institucijai,
 - (ii) Lietuvos bankui,

- (iii) bet kokiai po šios sutarties pasirašymo dienos Lietuvos valstybėje įsteigtai organizacijai, panašiai į kokią nors Danijoje įsteigtą ir b) (iii)-(v) punkte minimą organizaciją (sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys abipusiu susitarimu nusprendžia, ar tokios organizacijos panašios), arba
 - (iv) bet kokiai institucijai, panašiai į kokias nors iš tų, kurios minimos b) (vi) punkte, dėl ko laikas nuo laiko gali susitarti sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys;
- b) Lietuvoje susidarancios palūkanos atleidžiamos nuo Lietuvos mokesčio, jeigu palūkanos mokamos:
 - (i) Danijos valstybei, administraciniam-teritoriniam padaliniui, vietos valdžiai arba jų statutinei institucijai,
 - (ii) Danijos Nacionaliniam bankui,
 - (iii) Besivystančių šalių industrializacijos fondui bei Centrinės ir Rytų Europos investicijų fondui,
 - (iv) Danijos Eksporto finansavimo korporacijai,
 - (v) Danijos Laivininkystės kreditavimo fondui arba
 - (vi) bet kokiai kitai institucijai, panašiai į tas, kurios minimos (iii)-(v) papunktyje, dėl ko laikas nuo laiko gali susitarti sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys;
- c) palūkanos, susidarancios sutartį sudarančioje šalyje nuo paskolos, už kurią laidavo bet kokia a) arba b) punkte minima ar nurodyta organizacija, ir mokamos kitos sutartį sudarancios šalies rezidentui, apmokestinamos tik toje kitoje šalyje;
- d) palūkanos, susidarancios sutartį sudarančioje šalyje, apmokestinamos tik kitoje sutartį sudarančioje šalyje, jeigu:
 - (i) gavėjas yra tos kitos šalies rezidentas ir
 - (ii) toks gavėjas yra tos kitos šalies įmonė ir tikrasis palūkanų savininkas, ir
 - (iii) palūkanos yra mokamos tai įmonei už išiskolinimą, atsiradusį pardavus kreditan pirma paminėtos šalies įmonei bet kokias prekes arba gamybinius, prekybinius ar mokslinius įrenginius, išskyrus atvejus, kai prekyba vyksta arba išiskolinimas atsiranda tarp susijusių asmenų.

4. Siame straipsnyje vartojama sąvoka "palūkanos" reiškia pajamas iš visų rūšių skolinių reikalavimų, nepriklausomai nuo to, ar jie užtikrinti įkeitimu ar ne, o visų pirma pajamas iš valstybės vertybinių popierių ir pajamas iš obligacijų arba skolinių įsipareigojimų, įskaitant priemokas ir laimėjimus, gaunamus už tuos vertybinius popierius, obligacijas arba skolinius įsipareigojimus. Baudos už pavėluotus mokėjimus šiame straipsnyje palūkanomis nelaikomos.

5. 1 ir 2 paragrafų nuostatos netaikomos, jeigu tikrasis palūkanų savininkas, sutartį sudarančios šalies rezidentas, užsiima komercinė-ūkine veikla kitoje sutartį sudarančioje šalyje, kurioje susidaro palūkanos, per ten esančią nuolatinę buveinę arba teikia toje kitoje šalyje individualias paslaugas per ten esančią nuolatinę veiklavietę, o skolinis reikalavimas, kurio pagrindu mokamos palūkanos, yra faktiškai susijęs su tokia nuolatinė buveine arba nuolatinė veiklaviete. Tokiu atveju, priklausomai nuo aplinkybių, taikomos 7 straipsnio arba 14 straipsnio nuostatos.

6. Laikoma, kad palūkanos susidaro sutartį sudarančioje šalyje, kai jų mokėtojas yra tos šalies rezidentas. Tačiau jeigu palūkanas mokantis asmuo, nepriklausomai nuo to, ar jis yra ar nėra sutartį sudarančios šalies rezidentas, turi sutartį sudarančioje šalyje nuolatinę buveinę arba nuolatinę veiklavietę, dėl kurių atsirado įsiskolinimas, už kurį mokamos palūkanos, ir tas palūkanas moka ta nuolatinė buveinė arba nuolatinė veiklavietė, tada tokios palūkanos laikomos susidarantiomis toje šalyje, kurioje nuolatinė buveinė arba nuolatinė veiklavietė yra.

7. Jeigu tarp mokėtojo ir tikrojo palūkanų savininko arba tarp jų abiejų ir kokio kito asmens susiformuoja ypatingi santykiai ir dėl to palūkanų suma, mokama pagal skolinį reikalavimą, viršija sumą, kuri būtų sutarta tarp mokėtojo ir tikrojo palūkanų savininko, jeigu tokių santykių nebūtų, tai šio straipsnio nuostatos taikomos tik tai paskutinei paminėtai sumai. Tokiu atveju mokėjimų perteklius apmokestinamas pagal kiekvienos sutartį sudarančios šalies įstatymus, atsižvelgiant į kitas šios sutarties nuostatas.

12 straipsnis

ATLYGINIMAI UŽ NUOSAVYBĖS TEISIŲ PERLEIDIMĄ

1. Atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą, susidarantys sutartį sudarančioje šalyje ir mokami kitos sutartį sudarančios šalies rezidentui, gali būti apmokestinami toje kitoje šalyje.

2. Tačiau tokie atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą taip pat gali būti apmokestinami toje sutartį sudarančioje šalyje, kurioje jie susidaro, ir pagal tos šalies įstatymus, bet jeigu gavėjas yra tikrasis atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą savininkas, toks mokestis negali viršyti:

- a) 5 procentų bendros atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą, mokamų už naudojimąsi gamybiniais, prekybiniais ar moksliniais įrenginiais, sumos,
- b) 10 procentų bendros atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą sumos visais kitais atvejais.

Sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys abipusiu susitarimu gali nustatyti šių apribojimų taikymo būdą.

3. Šiame straipsnyje vartojama sąvoka "atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą" reiškia bet kokios rūšies mokėjimus, gaunamus kaip kompensaciją už naudojimąsi ar už teisę naudotis bet kokiomis autorinėmis teisėmis literatūros, meno ar mokslo darbų srityje, įskaitant kino filmus bei filmus ar įrašus televizijai ar radijui, bet koki patentą, prekybos ženklą, dizainą ar modelį, planą, slaptą formulę ar metodą, arba už naudojimąsi ar už teisę naudotis gamybiniais, prekybiniais ar moksliniais įrenginiais arba už informaciją apie gamybę, prekybą ar mokslinę patirtį.

4. 1 ir 2 paragrafų nuostatos netaikomos, jeigu tikrasis atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą savininkas, sutartį sudarančios šalies rezidentas, užsiima komercine-ūkiine veikla kitoje sutartį sudarančioje šalyje, kurioje susidaro atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą, per ten esančią nuolatinę buveinę arba teikia toje kitoje šalyje individualias paslaugas per ten esančią nuolatinę veiklavietę, o teisės arba nuosavybė, už kurias mokami atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą, yra faktiškai susijusios su tokia nuolatinė buveine arba nuolatinė veiklaviete. Tokiu atveju, priklausomai nuo aplinkybių, taikomos 7 straipsnio arba 14 straipsnio nuostatos.

5. Laikoma, kad atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą susidaro sutartį sudarančioje šalyje, kai jų mokėtojas yra tos šalies rezidentas. Tačiau jeigu atlyginimus už nuosavybės teisių perleidimą mokantis asmuo, nepriklausomai nuo to, ar jis yra ar nėra sutartį sudarančios šalies rezidentas, turi sutartį sudarančioje šalyje nuolatinę buveinę arba nuolatinę veiklavietę, dėl kurių susidarė atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą, ir tokius atlyginimus už nuosavybės teisių perleidimą moka tokia nuolatinė buveinė arba nuolatinė veiklavietė, tada tokie atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą laikomi susidarančiais toje šalyje, kurioje nuolatinė buveinė arba nuolatinė veiklavietė yra.

6. Jeigu tarp mokėtojo ir tikrojo atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą savininko arba tarp jų abiejų ir kokio kito asmens susiformuoja ypatingi santykiai ir dėl to atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą suma, mokama už naudojimąsi, teisę naudotis arba informaciją, viršija sumą, kuri būtų sutarta tarp mokėtojo ir tikrojo atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą savininko, jeigu tokių santykių nebūtų, tai šio straipsnio nuostatos taikomos tik tai paskutinei paminėtai sumai. Tokiu atveju mokėjamų perteklius apmokestinamas pagal kiekvienos sutartį sudarančios šalies įstatymus, atsižvelgiant į kitas šios sutarties sąlygas.

7. Jeigu po šios sutarties pasirašymo dienos Lietuva bet kioje kitoje sutartyje dėl dvigubo apmokestinimo išvengimo, sudarytoje tarp Lietuvos ir trečiosios šalies, kuri yra Ekonominio bendradarbiavimo ir vystymosi organizacijos (OECD) narė šios sutarties pasirašymo metu, sutiktų iš šio straipsnio 3 paragrafe esančio apibrėžimo išbraukti kokias nors teises ar nuosavybės rūšis arba atleisti Lietuvoje susidarancius atlyginimus už nuosavybės teisių perleidimą nuo atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą mokesčio Lietuvoje, arba sumažinti 2 paragrafe nurodytus mokesčio tarifus, toks apibrėžimas arba atleidimas, arba mažesnis tarifas automatiškai taikomi taip, lyg jie būtų apibūdinti atitinkamai 3 arba 2 paragrafuose.

13 straipsnis

KAPITALO APYVARTOS PAJAMOS

1. Pajamos, kurias sutartį sudarančios šalies rezidentas gauna iš nekilnojamojo turto, apibrėžto 6 straipsnio 2 paragrafe ir esančio kitoje sutartį sudarančioje šalyje, perleidimo arba iš bendrovės, kurios aktyvų didžioji dalis susideda iš tokio turto, akcijų perleidimo, gali būti apmokestinamos toje kitoje šalyje.

2. Pajamos iš kilnojamojo turto, kuris yra sutartį sudarančios šalies įmonės kitoje sutartį sudarančioje šalyje turimos nuolatinės buveinės komercinėje-ūkinėje veikloje naudojamo turto dalis, perleidimo arba pajamos iš kilnojamojo turto, kuris priklauso sutartį sudarančios šalies rezidento kitoje sutartį sudarančioje šalyje turimai nuolatinei veiklavietei, naudojamai individualioms paslaugoms teikti, įskaitant pajamas iš tokios nuolatinės buveinės (atskirai arba kartu su visa įmone) ar iš tokios nuolatinės veiklavietės perleidimo, gali būti apmokestinamos toje kitoje šalyje.

3. Pajamos, kurias gauna sutartį sudarančios šalies įmonė iš tarptautiniuose pervežimuose naudojamų laivų ar oro transporto priemonių arba iš su tokių laivų ar oro transporto priemonių naudojimu susijusio kilnojamojo turto perleidimo, apmokestinamos tik toje šalyje.

4. Pajamos, gaunamos iš bet kokio kito turto, neapibrėžto šio straipsnio ankstesniuose paragrafuose, perleidimo, apmokestinamos tik toje sutartį sudarančioje šalyje, kurios rezidentas yra turta perleidęs asmuo.

5. Kai pajamas gauna oro transporto konsorciumas, sudarytas iš skirtingų šalių bendrovių, tai 3 paragrafo nuostatos taikomos tik tai pajamų daliai, kuri susijusi su bendrovės, sutartį sudarančios šalies rezidentės, dalyvavimu tame konsorciame.

6. Kai individas, kuris yra sutartį sudarančios šalies rezidentas ir tuoj pat po to tampa kitos sutartį sudarančios šalies rezidentu, pirma paminėtoje sutartį sudarančioje šalyje laikomas perleidžiančiu akcijas ir toje šalyje apmokestinamos pajamos, kurios būtų gautos už tokių akcijų perleidimą iki rezidencijos pakeitimo dienos, tai toks individas gali kitoje sutartį sudarančioje šalyje pagal jo metinę pajamų deklaraciją už tuos metus, kuriais perleistos akcijos, būti apmokestintas, lyg būtų pirkęs akcijų už sumą, lygią pardavimo kainai pirma paminėtoje šalyje, kai ši galutinai nustato savo pajamų mokestį.

7. Neatsizvelgiant į 4 paragrafo nuostatas, sutartį sudaranti šalis gali apmokestinti pajamas, kurias kitos sutartį sudarančios šalies individas gauna perleisdamas struktūrinio vieneto, pirma paminėtos šalies rezidento, akcijas arba kitas korporacines teises, bei pajamas, kurios gaunamos perleidžiant bet kokius kitus vertybinius popierius, jeigu jie toje šalyje apmokestinami taip pat, kaip pajamos, gaunamos perleidžiant tokią akciją arba kitą teisę, bet tik tada, kai perleidžiantis asmuo buvo pirma paminėtos šalies rezidentas bet kuriuo metu dešimties metų laikotarpyje iki akcijų, teisių ar vertybinių popierių perleidimo.

14 straipsnis

INDIVIDUALIOS PASLAUGOS

1. Pajamos, kurias individas, sutartį sudarančios šalies rezidentas, gauna už profesines paslaugas arba kitą individualią veiklą, apmokestinamos tik toje šalyje, išskyrus atvejus, kai jis savo dispozicijoje turi jo veiklai reikalingą nuolatinę veiklavietę kitoje sutartį sudarančioje šalyje. Jeigu jis turi tokią nuolatinę veiklavietę, tai jo pajamos gali būti apmokestinamos toje kitoje šalyje, tačiau tik ta pajamų dalis, kuri priskiriama tai nuolatinei veiklavietei. Šiuo tikslu individas, sutartį sudarančios šalies rezidentas, kitoje sutartį sudarančioje šalyje bet kuriuo dvylikos mėnesių laikotarpiu, prasidedančiu arba pasibaigiančiu tais pačiais finansiniais metais, ištiesai arba su pertraukomis išbūnantis ilgiau kaip 183 dienas, laikomas savo dispozicijoje turinčiu nuolatinę veiklavietę toje kitoje šalyje, o pajamos, gaunamos iš aukščiau nurodytos jo veiklos toje kitoje šalyje, priskiriamos tai nuolatinei veiklavietei.

2. Sąvoka "profesinės paslaugos" apima visų pirma individualią mokslinę, literatūrinę, meno, auklėjamąją arba dėstyimo veiklą, taip pat individualią gydytojų, advokatų, inžinierių, architektų, stomatologų ir buhalterių veiklą.

15 straipsnis

SAMDOMASIS DARBAS

1. Remiantis 16, 18 ir 19 straipsnių nuostatomis, algos, darbo užmokestis ir kitokie panašūs atlyginimai, kuriuos sutartį sudarančios šalies rezidentas gauna už darbą, apmokestinami tik toje šalyje, išskyrus atvejus, kai darbas atliekamas kitoje sutartį sudarančioje šalyje. Jeigu darbas atliekamas kitoje šalyje, tai už jį gaunamas atlyginimas gali būti apmokestinamas toje kitoje šalyje.

2. Neatsižvelgiant į 1 paragrafo nuostatas, atlyginimas, kurį sutartį sudarančios šalies rezidentas gauna už darbą, atliekamą kitoje sutartį sudarančioje šalyje, apmokestinamas tik pirma paminėtoje šalyje, jeigu:

- a) gavėjas toje kitoje šalyje bet kuriuo dvylikos mėnesių laikotarpiu, prasidedančiu arba pasibaigiančiu tais pačiais finansiniais metais, ištiesai arba su pertraukomis išbūna ne ilgiau kaip 183 dienas ir
- b) atlyginimą moka darbdavys, kuris nėra tos kitos šalies rezidentas, arba atlyginimas mokamas jo vardu ir
- c) atlyginimą moka ne nuolatinė buveinė ar nuolatinė veiklavietė, kurią darbdavys turi toje kitoje šalyje.

3. Neatsižvelgiant į ankstesnes šio straipsnio nuostatas, atlyginimas už darbą laive arba oro transporto priemonėje, kuriuos tarptautiniuose pervežimuose naudoja sutartį sudarančios šalies rezidentas, gali būti apmokestinamas toje šalyje.

4. Kai sutartį sudarančios šalies rezidentas gauna atlyginimą už darbą oro transporto priemonėje, kurią tarptautiniuose pervežimuose naudoja oro transporto konsorciumas, sudarytas iš skirtingų šalių bendrovių, įskaitant bendrovę, tos šalies rezidentę, tai toks atlyginimas apmokestinamas tik toje šalyje.

16 straipsnis

DIREKTORIŲ ATLYGINIMAI

Direktorių atlyginimai ir kiti panašūs mokėjimai, kuriuos sutartį sudarančios šalies rezidentas gauna kaip bendrovės, kitos sutartį sudarančios šalies rezidentės, direktorių valdybos ar kokio nors kito panašaus jos organo narys, gali būti apmokestinami toje kitoje šalyje.

17 straipsnis

MENININKAI IR SPORTININKAI

1. Neatsizvelgiant į 14 ir 15 straipsnių nuostatas, pajamos, kurias sutartį sudarančios šalies rezidentas gauna kaip atlikėjas, t.y. teatro, kino, radijo ar televizijos artistas arba muzikantas, arba kaip sportininkas už savo individualią veiklą kitoje sutartį sudarančioje šalyje, gali būti apmokestinamos toje kitoje šalyje.

2. Jeigu pajamos iš individualios atlikėjo ar sportininko veiklos, kurias jis gauna kaip atlikėjas ar sportininkas, atitenka ne pačiam atlikėjui ar sportininkui, bet kitam asmeniui, tai šios pajamos, neatsizvelgiant į 7, 14 ir 15 straipsnių nuostatas, gali būti apmokestinamos toje sutartį sudarančioje šalyje, kurioje atlikėjas ar sportininkas atlieka savo veiklą.

3. 1 ir 2 paragrafų nuostatos netaikomos pajamoms, gaunamoms už sportininko ar atlikėjo veiklą sutartį sudarančioje šalyje, jeigu jo vizitas į tą šalį visiškai arba didžioji jo dalis finansuojama iš kitos sutartį sudarančios šalies arba administracinio-teritorinio padalinio, arba vietos valdžios visuomeninių fondų. Tokiu atveju pajamos, priklausomai nuo aplinkybių, apmokestinamos remiantis 7, 14 arba 15 straipsnio nuostatomis.

18 straipsnis

PENSIJOS, RENTOS IR PANAŠŲ MOKĖJIMAI

1. Remiantis 19 straipsnio 2 paragrafo nuostatomis, sutartį sudarančios šalies rezidentui mokamos pensijos ir kiti panašūs atlyginimai už praeityje dirbtą darbą bei rentos apmokestinami tik toje šalyje.

2. Neatsizvelgiant į 1 ir 3 paragrafų nuostatas ir remiantis 19 straipsnio 2 paragrafo nuostatomis, mokamos pensijos ir kitos pašalpos, mokamos periodiškai ar kaip vienkartinės kompensacijos, kurias užtikrina sutartį sudarančios šalies socialinės apsaugos įstatymai ar kokia nors sutartį sudarančioje šalyje sudaryta visuomeninė socialinės rūpybos programa, apmokestinamos tik toje šalyje.

3. Neatsizvelgiant į 1 paragrafo nuostatas, jeigu individas, kuris buvo sutartį sudarančios šalies rezidentas, tapo kitos sutartį sudarančios šalies rezidentu, pensijos, rentos ir kiti panašūs atlyginimai, mokami tokiam individui ir susidarę pirma paminėtoje šalyje, gali būti toje šalyje apmokestinami pagal tos šalies įstatymus, bet toks mokestis negali viršyti 15 procentų bendros mokėjimų sumos. Šio paragrafo nuostatos tokiam individui netaikomos, jeigu jis yra asmuo be pilietybės arba yra kitos sutartį sudarančios šalies pilietis, nebūdamas tuo pačiu metu pirma paminėtos šalies piliečiu.

4. Šiame straipsnyje vartojama sąvoka "renta" reiškia visą gyvenimą arba konkrečiu ar nustatytu laikotarpiu periodiškai mokamą nustatyto dydžio sumą, kurią buvo įsipareigota adekvaciai ir visiškai kompensuoti pinigais ar kita vertine forma (bet ne teikiamomis paslaugomis).

19 straipsnis

VALSTYBINĖ TARNYBA

1. a) Atlyginimas, bet ne pensija, kurią individui moka sutartį sudaranti šalis arba administracinis-teritorinis padalinys, arba vietos valdžia, arba jų statutinė institucija už samdomąjį darbą tai šaliai, padaliniui, vietos valdžiai arba institucijai, apmokestinamas tik toje šalyje.

b) Tačiau toks atlyginimas apmokestinamas tik toje sutartį sudarančioje šalyje, kurios rezidentas yra individas, jeigu tarnyba atliekama toje šalyje ir individas:
 - (i) yra tos šalies pilietis arba
 - (ii) netapo tos šalies rezidentu tiksliai dėl atliekamos tarnybos.
2. a) Bet kokia pensija, kurią individui moka sutartį sudaranti šalis arba administracinis-teritorinis padalinys, arba vietos valdžia, arba jų statutinė institucija arba kuri mokama iš jų sukurtų fondų už samdomąjį darbą tai šaliai, padaliniui, vietos valdžiai arba institucijai, apmokestinama tik toje šalyje.

- b) Tačiau tokia pensija apmokestinama tik toje sutartį sudarančioje šalyje, kurios rezidentas yra individas, jeigu jis yra tos šalies pilietis.

3. 15, 16 ir 18 straipsnių nuostatos taikomos atlyginimams ir pensijoms už tarnybą, susijusią su komercine-ūkiine veikla, kuria užsiima sutartį sudaranti šalis arba administracinis-teritorinis padalinys, arba vietos valdžia, arba jų statutinė institucija.

20 straipsnis

STUDENTAI

Pragyvenimui, mokslui ar stažuotei skirti mokėjimai, kuriuos gauna studentas arba mokinys, arba praktikantas, kuris yra arba prieš pat atvykdamas į sutartį sudarančią šalį buvo kitos sutartį sudarančios šalies rezidentas ir kuris pirma paminėtoje šalyje tiksliai mokosi ar stažuojasi, neapmokestinami toje šalyje su sąlyga, kad tokie mokėjimai gaunami iš šaltinių, esančių už tos šalies ribų.

21 straipsnis

VEIKLA, SUSIJUSI SU ANGLIAVANDENILIŲ PRELIMINARINE ŽVALGYBA, TYRIMU ARBA GAVYBA

1. Neatsižvelgiant į 5 straipsnio ir 14 straipsnio nuostatas, asmuo, vienos iš sutartį sudarančių šalių rezidentas, kuris užsiima veikla, susijusia su angliavandenilių, esančių kitoje sutartį sudarančioje šalyje, preliminarine žvalgyba, tyrimu arba gavyba, dėl šios veiklos laikomas užsiimančiu komercine-ūkiine veikla toje kitoje sutartį sudarančioje šalyje per ten esančią nuolatinę buveinę arba nuolatinę veiklavietę.

2. Neatsižvelgiant į 1 paragrafo nuostatas, gręžimo bokšto veikla, kuria užsiimama kontinentiniame šelfe, tampa nuolatine buveine tik tada, kai tokia veikla užsiimama ištiesai arba su pertraukomis bet koku dvylikos mėnesių laikotarpiu ilgiau kaip 30 dienų. Tačiau, jeigu tokia veikla užsiima įmonė, asocijuota su kita įmone ta prasme, kokia vartojama 9 straipsnyje, tai šiame paragrafe laikoma, kad ja užsiima ta įmonė, su kuria ji asocijuota, jeigu minėta veikla iš esmės yra panaši į tą, kurią vykdo vėliau paminėta įmonė.

3. Neatsizvelgiant į 1 paragrafo nuostatas, pelnas, kurį sutartį sudarančios šalies rezidentas gauna perveždamas reikmenis arba personalą laivu arba oro transporto priemone į kitoje sutartį sudarančioje šalyje esančią vietą, kurioje užsiimama veikla, susijusia su angliavandenilių preliminarine žvalgyba, tyrimu arba gavyba, kontinentiniame šelfe arba naudodamas tokiai veiklai reikalingus buksyrus ir panašius laivus, apmokestinamas tik pirma paminėtoje šalyje.

4. Algos, darbo užmokestis ir kiti panašūs atlyginimai, kuriuos individas, sutartį sudarančios šalies rezidentas, gauna už 3 paragrafe aprašytą darbą arba individualias paslaugas laive arba oro transporto priemoneje, apmokestinami remiantis 15 straipsnio 3 paragrafu.

5. Neatsizvelgiant į 13 straipsnio nuostatas, kapitalo apyvartos pajamos, kurios gaunamos iš 2 paragrafe minimai veiklai naudojamo gręžimo bokšto ir kurios laikomos gaunamomis sutartį sudarančios šalies rezidento, kai bokšto veikla nustoja būti apmokestinimo objektu kitoje sutartį sudarančioje šalyje, atleidžiamos nuo mokesčio toje kitoje šalyje. Šiame paragrafe sąvoka "kapitalo apyvartos pajamos" reiškia sumą, kuria perleidimo momentu esanti rinkos kaina viršija tuo momentu esančią likutinę vertę, pridėjus bet kokią amortizaciją.

22 straipsnis

KITOS PAJAMOS

1. Sutartį sudarančios šalies rezidento pajamų rūšys, neaprašytos ankstesniuose šios sutarties straipsniuose, apmokestinamos tik toje šalyje. Tačiau tokios pajamų rūšys, gaunamos kitoje sutartį sudarančioje šalyje, taip pat gali būti apmokestinamos toje kitoje šalyje.

2. 1 paragrafo nuostatos netaikomos pajamoms, kitokioms nei pajamos iš 6 straipsnio 2 paragrafe apibrėžto nekilnojamojo turto, jeigu tokių pajamų gavėjas, sutartį sudarančios šalies rezidentas, užsiima komercine-ūkine veikla kitoje sutartį sudarančioje šalyje per ten esančią nuolatinę buveinę arba teikia toje kitoje šalyje individualias paslaugas per ten esančią nuolatinę veiklavietę, o teisės arba turtas, už kuriuos gaunamos pajamos, yra tikrai susiję su tokia nuolatinė buveine arba nuolatinė veiklaviete. Tuo atveju, priklausomai nuo aplinkybių, taikomos 7 straipsnio arba 14 straipsnio nuostatos.

23 straipsnis

KAPITALAS

1. Kapitalas, sudarytas iš 6 straipsnio 2 paragrafe apibrėžto nekilnojamojo turto, priklausancio sutartį sudarančios šalies rezidentui ir esančio kitoje sutartį sudarančioje šalyje, arba iš bendrovės, kurios aktyvų didžioji dalis susideda iš tokio turto, akcijų, gali būti apmokestinamas toje kitoje šalyje.
2. Kapitalas, sudarytas iš kilnojamojo turto, kuris yra sutartį sudarančios šalies įmonės kitoje sutartį sudarančioje šalyje turimos nuolatinės buveinės komercinėje-ūkinėje veikloje naudojamo turto dalis, arba iš kilnojamojo turto, kuris priklauso sutartį sudarančios šalies rezidento kitoje sutartį sudarančioje šalyje turimai nuolatinei veiklavietei, naudojamai individualioms paslaugoms teikti, gali būti apmokestinamas toje kitoje šalyje.
3. Kapitalas, sudarytas iš sutartį sudarančios šalies įmonės tarptautiniuose pervežimuose naudojamų laivų ir oro transporto priemonių ir iš su tokių laivų ir oro transporto priemonių naudojimu susijusio kilnojamojo turto, apmokestinamas tik toje šalyje.
4. Visos kitos sutartį sudarančios šalies rezidentui priklausancio kapitalo rūšys apmokestinamos tik toje šalyje.
5. Kai kapitalas priklauso oro transporto konsorciui, sudarytam iš skirtingų šalių bendrovių, tai 3 ir 4 paragrafų nuostatos taikomos tik tai kapitalo daliai, kuri susijusi su bendrovės, sutartį sudarančios šalies rezidentės, dalyvavimu tame konsorciame.

24 straipsnis

DVIGUBO APMOKESTINIMO PANAIKINIMAS

1. Lietuvoje dvigubas apmokestinimas panaikinamas tokiu būdu:
 - a) Kai Lietuvos rezidentas gauna pajamas arba turi kapitalo, kurie, remiantis šia sutartimi, gali būti apmokestinami Danijoje, o jos vidaus įstatymai nenumato palankesnio apmokestinimo, Lietuva leidžia:
 - (i) iš tokio rezidento pajamų mokesčio atimti sumą, lygią Danijoje sumokėtam pajamų mokesčiui,
 - (ii) iš tokio rezidento kapitalo mokesčio atimti sumą, lygią Danijoje sumokėtam kapitalo mokesčiui.

Tačiau tokia suma bet koku atveju neturi viršyti tos prieš atėmimą apskaičiuotos Lietuvos pajamų arba kapitalo mokesčio dalies, kuri, priklausomai nuo aplinkybių, priskiriama pajamoms arba kapitalui, kurie gali būti apmokestinami Danijoje.

- b) Taikant a) punktą, kai bendrovė, Lietuvos rezidentė, gauna dividendus iš bendrovės, Danijos rezidentės, kurioje jai priklauso ne mažiau kaip 10 procentų pilną balsavimo teisę turinčių akcijų, į Danijoje mokamą mokestį įskaitomas ne tik dividendų mokesčiai, bet taip pat ir bendrovės paskirstyto pelno, iš kurio mokami dividendai, mokesčio dalis.
2. Danijoje dvigubas apmokestinimas panaikinamas tokiu būdu:
- a) Remiantis c) punkto nuostatomis, kai Danijos rezidentas gauna pajamas arba turi kapitalo, kurie, remiantis šios sutarties nuostatomis, gali būti apmokestinami Lietuvoje, Danija leidžia:
 - (i) iš tokio rezidento pajamų mokesčio atimti sumą, lygią Lietuvoje sumokėtam pajamų mokesčiui;
 - (ii) iš tokio rezidento kapitalo mokesčio atimti sumą, lygią Lietuvoje sumokėtam kapitalo mokesčiui.
 - b) Tačiau tokia suma bet koku atveju neturi viršyti tos prieš atėmimą apskaičiuotos pajamų arba kapitalo mokesčio dalies, kuri, priklausomai nuo aplinkybių, priskiriama pajamoms arba kapitalui, kurie gali būti apmokestinami Lietuvoje.
 - c) Kai Danijos rezidentas gauna pajamas arba turi kapitalo, kurie, remiantis sutarties nuostatomis, apmokestinami tik Lietuvoje, Danija gali įtraukti tokias pajamas arba kapitalą į mokesčio bazę, bet leidžia iš pajamų mokesčio arba kapitalo mokesčio atimti tą pajamų mokesčio arba kapitalo mokesčio dalį, kuri, priklausomai nuo aplinkybių, priskiriama Lietuvoje gaunamoms pajamoms arba turimam joje kapitalui.

- d) Kai Danijos įmonės nuolatinės buveinės, esančios Lietuvoje, gaunamas pelnas, kuris apmokestinamas remiantis 7 straipsnio nuostatomis, pagal Lietuvos įstatymą atleidžiamas nuo Lietuvos mokesčio arba jis sumažinamas, tada a) (i) punkte ir b) punkte iš Danijos mokesčio leidžiama atimti Lietuvos mokestį, lyg tokio atleidimo arba sumažinimo nebūtų, su sąlyga, kad nuolatinė buveinė užsiima komercine-ūkiine veikla (kitokia nei komercinė-ūkinė veikla finansiniame sektoriuje) ir kad ne daugiau kaip 25 procentus tokio pelno sudaro palūkanos ir pajamos, gaunamos perleidžiant akcijas ir obligacijas, arba pelnas, gaunamas iš trečiųjų šalių.
- e) Kai dividendus moka bendrovė, Lietuvos rezidentė asmeniui (bendrovei), kuri yra Danijos rezidentė ir kuriai tiesiogiai arba netiesiogiai priklauso ne mažiau kaip 25 procentai pirma paminėtos bendrovės akcinio kapitalo, tada tokie dividendai atleidžiami nuo mokesčio Danijoje, su sąlyga, kad dividendus mokanti bendrovė užsiima komercine-ūkiine veikla (kitokia nei komercinė-ūkinė veikla finansiniame sektoriuje) ir kad ne daugiau kaip 25 procentus bendrovės pelno sudaro palūkanos ir pajamos, gaunamos perleidžiant akcijas ir obligacijas, arba pelnas, gaunamas iš trečiųjų šalių.
- f) d) ir e) punktų nuostatos taikomos pirmus dešimt sutarties galiojimo metų. Kompetentingi asmenys konsultuojasi vieni su kitais dėl šio laikotarpio pratęsimo. Bet koks pratęsimas įsigalioja nuo tokios dienos ir su tokiais pakeitimais ir sąlygomis, įskaitant sutarties nutraukimo sąlygas, kokias sutartį sudarančios šalys gali apibūdinti ir dėl kurių gali susitarti diplomatiniais kanalais pasikeisdamos notomis arba bet koku kitu būdu, atitinkančiu jų konstitucinę procedūrą.

25 straipsnis

NEDISKRIMINACIJA

1. Sutartį sudarančios šalies piliečių bet koks apmokestinimas arba bet kokie su juo susiję reikalavimai kitoje sutartį sudarančioje šalyje neturi būti kitokie arba didesni negu tos kitos šalies piliečių esamas arba galimas apmokestinimas ir su juo susiję reikalavimai, esant tokioms pat aplinkybėms, ypač atsižvelgiant į rezidenciją. Neatsižvelgiant į 1 straipsnio nuostatas, ši nuostata taip pat taikoma asmenims, kurie nėra nei vienos, nei abiejų sutartį sudarančių šalių rezidentai.
2. Asmenų be pilietybės, sutartį sudarančios šalies rezidentų, bet koks apmokestinimas arba bet kokie su juo susiję reikalavimai kiekvienoje sutartį sudarančioje šalyje neturi būti kitokie arba didesni negu tos šalies piliečių esamas arba galimas apmokestinimas ir su juo susiję reikalavimai, esant tokioms pat aplinkybėms, ypač atsižvelgiant į rezidenciją.

3. Nuolatinės buveinės, kurią sutartį sudarančios šalies įmonė turi kitoje sutartį sudarančioje šalyje, apmokestinimas toje kitoje šalyje neturi būti mažiau palankus negu tos kitos šalies tokia pačia veikla užsiimančių įmonių. Ši nuostata negali būti aiškinama kaip sutartį sudarančios šalies įsipareigojimas kitos sutartį sudarančios šalies rezidentams dėl jų socialinės ar šeimininės padėties teikti bet kokias asmenines nuolaidas, lengvatas ir atleidimą nuo mokesčių, kokie teikiami jos rezidentams.

4. Išskyrus atvejus, kai taikomos 9 straipsnio 1 paragrafo, 11 straipsnio 7 paragrafo arba 12 straipsnio 6 paragrafo nuostatos, nustatant sutartį sudarančios šalies įmonės apmokestinamąjį pelną palūkanos, atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą ir kitokios išmokos, kurias ši įmonė moka kitos sutartį sudarančios šalies rezidentui, atimamos tokiomis pat sąlygomis, lyg jos būtų mokamos pirma paminėtos šalies rezidentui. Taip pat ir nustatant sutartį sudarančios šalies įmonės apmokestinamąjį kapitalą, bet kokios šios įmonės skolos kitos sutartį sudarančios šalies rezidentui atimamos tokiomis pat sąlygomis, lyg jos būtų pirma paminėtos šalies rezidento skolos.

5. Sutartį sudarančios šalies įmonių, kurių visas ar dalis kapitalo priklauso vienam ar keliems kitos sutartį sudarančios šalies rezidentams arba yra jų tiesiogiai ar netiesiogiai kontroliuojamas, bet koks apmokestinimas arba bet kokie su juo susiję reikalavimai pirma paminėtoje šalyje neturi būti kitokie arba didesni negu pirma paminėtos šalies kitų panašių įmonių esamas arba galimas apmokestinimas ir su juo susiję reikalavimai.

6. Neatsižvelgiant į 2 straipsnio nuostatas, šio straipsnio nuostatos taikomos visų rūšių ir tipų mokesčiams.

26 straipsnis

ABIPUSIO SUSITARIMO PROCEDŪRA

1. Jeigu asmuo mano, kad vienos arba abiejų sutartį sudarančių šalių veiksmai baigiasi arba baigsis jo apmokestinimu, neatitinkančiu šios sutarties nuostatų, jis gali, nepriklausomai nuo priemonių, kurias numato tų šalių vidaus įstatymai, šiuo klausimu kreiptis į sutartį sudarančios šalies, kurios rezidentas jis yra, arba jeigu jo atvejis numatytas 25 straipsnio 1 paragrafe, - į tos sutartį sudarančios šalies, kurios pilietybę jis turi, kompetentingą asmenį. Pareiškimas turi būti paduotas per trejus metus nuo pirmo pranešimo apie veiksmus, vedančius prie šios sutarties nuostatų neatitinkančio apmokestinimo.

2. Jeigu kompetentingas asmuo mano, kad protestas yra pagrįstas, ir jeigu pats negali rasti priimtino sprendimo, tai jis stengiasi išspręsti šį klausimą abipusiu susitarimu su kitos sutartį sudarančios šalies kompetentingu asmeniu, kad būtų išvengta sutarties neatitinkancio apmokestinimo. Tuo atveju, kai kompetentingi asmenys susitaria, sutartį sudarančios šalys remdamosios šiuo susitarimu leidžia grąžinti arba kredituoti mokesčius. Bet koks pasiektas susitarimas vykdomas neatsižvelgiant į bet kokius sutartį sudarančių šalių vidaus įstatymuose nustatytus laiko apribojimus.

3. Sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys abipusiu susitarimu stengiasi šalinti bet kokius sunkumus ar abejones, kylančias aiškinant ar taikant sutartį. Jie taip pat gali kartu konsultuotis, kaip išvengti dvigubo apmokestinimo sutartyje nenumatytais atvejais.

4. Sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys, siekdami susitarimo pagal ankstesnius paragrafus, gali palaikyti vieni su kitais tiesioginį ryšį. Jeigu atrodo tikslinga, kad norint susitarti, reikia pasikeisti nuomonėmis žodžiu, toks pasikeitimas galimas komisijoje, sudarytoje iš sutartį sudarančių šalių kompetentingų asmenų atstovų.

27 straipsnis

KEITIMASIS INFORMACIJA

1. Sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys keičiasi informacija, reikalinga įgyvendinant šios sutarties arba sutartį sudarančių šalių vidaus įstatymų, susijusių su mokesčiais, kuriems taikoma ši sutartis, tiek, kiek toks apmokestinimas neprieštarauja sutarčiai, nuostatos. Keitimasis informacija neapsiriboja 1 straipsniu. Bet kokia sutartį sudarančios šalies gaunama informacija laikoma paslapyje taip pat, kaip ir informacija, gaunama pagal tos šalies vidaus įstatymus, ir suteikiama tik tiems asmenims arba valdymo organams (įskaitant teismus ir administracines institucijas), kurie, nagrinėdami apeliacijas dėl šioje sutartyje numatytų mokesčių ar priimdamai sprendimus, užsiima šių mokesčių paskaičiavimu ar surinkimu, priverstiniu išieškojimu ar teisiniu persekiojimu arba pareiškimų nagrinėjimu. Tokie asmenys ar valdymo organai šią informaciją naudoja tik tokiems tikslams. Informaciją jie gali paskelbti viešo teismo proceso metu arba esant teisminiam sprendimui.

2. Bet kokių atveju 1 paragrafo nuostatos negali būti aiškinamos kaip įpareigojančios sutartį sudarančią šalį:

- a) imtis administracinių priemonių, kurios neatitinka tos arba kitos sutartį sudarančios šalies įstatymų ir valdymo praktikos,
- b) teikti informaciją, kurios negalima gauti pagal tos arba kitos sutartį sudarančios šalies įstatymus arba įprastinę valdymo praktiką,

- c) teikti informaciją, kuri atskleistų kokią nors prekybos, komercinės-ūkinės veiklos, gamybinę, komercinę ar profesinę paslaptį arba prekybos procesą, arba informaciją, kurios atskleidimas prieštarautų valstybės politikai (viešajai tvarkai).

28 straipsnis

PAGALBA RENKANT MOKESČIUS

1. Sutartį sudarančios šalys įsipareigoja teikti viena kitai pagalbą renkant nesumokėtus mokesčių mokėtojo mokesčius, kurių dydį galutinai nustato pagalbos prašymą pateikusios sutartį sudarančios šalies įstatymai.
2. Tuo atveju, kai sutartį sudaranti šalis prašo surinkti mokesčius, kurių surinkimui pritarė kita sutartį sudaranti šalis, tai ta kita sutartį sudaranti šalis tokius mokesčius renka remdamasi savo mokesčių rinkimo įstatymais, lyg taip renkami mokesčiai būtų jos mokesčiai.
3. Bet koks sutartį sudarančios šalies prašymas rinkti mokesčius turi būti pateiktas kartu su tokiu pažymėjimu, kokio reikalauja tos šalies įstatymai, kad būtų galima galutinai nustatyti mokesčio mokėtojo nesumokėtų mokesčių dydį.
4. Kai sutartį sudarančios šalies mokestinė pretenzija nėra galutinai nustatyta dėl tos priežasties, kad ją galima apskusti ar kitaip paveikti, tai ta šalis, norėdama apsaugoti savo pajamas, gali prašyti kitos sutartį sudarančios šalies imtis tokių laikinų apsaugos priemonių, kurias gali panaudoti ta kita šalis pagal tos kitos šalies įstatymus. Jeigu kita šalis tokį prašymą pripažįsta, tai ta kita šalis imasi tokių laikinų priemonių, kurios būtų panaudotos, jeigu pirma paminėti šaliai nesumokėti mokesčiai būtų tos kitos šalies mokesčiai.
5. 3 arba 4 paragrafuose aprašytą prašymą sutartį sudaranti šalis pateikia tik tada, kai mokesčių mokėtojas, kuris nesumokėjo mokesčių, neturi toje šalyje pakankamai turto, galinčio padengti nesumokėtus mokesčius.
6. Sutartį sudaranti šalis, kurioje, remiantis šio straipsnio nuostatomis, buvo išieškoti mokesčiai, nedelsiant grąžina tai sutartį sudarančiai šaliai, kurios naudai buvo išieškoti mokesčiai, taip išieškotų mokesčių sumą, kur reikia minusuodama 7 b) punkte nurodytų neįprastų išlaidų sumą.
7. Suprantama, kad jeigu abiejų sutartį sudarančių šalių kompetentingi asmenys nesusitaria kitaip, tai:

- a) įprastas išlaidas, kurias teikdama pagalbą turėjo sutartį sudaranti šalis, padengia ta pati šalis,
- b) neįprastas išlaidas, kurias teikdama pagalbą turėjo sutartį sudaranti šalis, padengia kita šalis ir išmoka nepriklausomai nuo sumos, kurią jos naudai išieškojo ta kita šalis.

Kai tik sutartį sudaranti šalis numato, kad gali turėti neįprastų išlaidų, ji apie tai informuoja kitą sutartį sudarančią šalį ir nurodo apytikrę tokių išlaidų sumą.

8. Šiame straipsnyje sąvoka "mokesčiai" reiškia mokesčius, kuriems taikoma sutartis, ir apima bet kokias su jais susijusias palūkanas bei baudas.

29 straipsnis

DIPLOMATINIŲ ATSTOVYBIŲ IR KONSULINIŲ ĮSTAIGŲ DARBUOTOJAI

Ši sutartis neliečia jokių diplomatinų atstovybių arba konsulinių įstaigų darbuotojų mokesčių privilegijų, nustatomų remiantis bendraisiais tarptautinės teisės principais arba specialių sutarčių nuostatomis.

30 straipsnis

SUTARTIES TAIKymo SRITIES IŠPLĖTĖMAS

1. Šios sutarties, visos ar su bet kokiais būtinais pakeitimais, taikymo sritis gali būti išplėsta bet kokioje Danijos teritorijos dalyje, kuri yra specialiai neįtraukta į sutarties taikymo sritį ir kurioje imami mokesčiai iš esmės savo pobūdžiu panašūs į tuos, kuriems sutartis taikoma. Bet koks toks išplėtimas galioja nuo tos dienos ir su tokiais pakeitimais ir sąlygomis, įskaitant sutarties nutraukimo sąlygas, kokias sutartį sudarančios šalys gali apibūdinti ir dėl kurių gali susitarti diplomatiniais kanalais pasikeisdamos notomis arba bet koku kitu būdu, atitinkančiu jų konstitucinę procedūrą.

2. Jeigu abi sutartį sudarančios šalys nesusitaria kitaip, tai vienai iš jų nutraukus šią sutartį pagal 32 straipsnį, taip pat nutraukiamas tame straipsnyje nurodytu būdu šios sutarties taikymas bet kokioje Danijos teritorijos dalyje, kurioje ji buvo taikoma pagal šį straipsnį.

31 straipsnis

ISIGALIOJIMAS

1. Sutartį sudarančių šalių vyriausybės praneša viena kitai, kad konstituciniai reikalavimai šios sutarties įsigaliojimui yra įvykdyti.

2. Sutartis įsigalioja praėjus trisdešimčiai dienų po paskutinio 1 paragrafe minimo pranešimo, ir joje numatytos nuostatos galioja abiejose sutartį sudarančiose šalyse:

- a) mokesčiams, kurie apskaičiuojami šaltinio pagrindu - apmokestinant pajamas, gaunamas nuo sausio 1 dienos kalendorinių metų, einančių po sutarties įsigaliojimo.
- b) kitiems pajamų mokesčiams ir kapitalo mokesčiams - imant mokesčius nuo finansinių metų, prasidedančių nuo arba po sausio 1 dienos kalendorinių metų, einančių po sutarties įsigaliojimo.

32 straipsnis

SUTARTIES NUTRAUKIMAS

Ši sutartis galioja, kol sutartį sudaranti šalis ją nutraukia. Kiekviena sutartį sudaranti šalis gali nutraukti sutartį diplomatiniais kanalais raštu pranešdama apie nutraukimą mažiausiai prieš šešis mėnesius iki bet kokių kalendorinių metų pabaigos. Tokiu atveju sutartis nustoja galioti abiejose sutartį sudarančiose šalyse:

- a) mokesčiams, kurie apskaičiuojami šaltinio pagrindu - imamiems nuo pajamų, gaunamų nuo sausio 1 dienos kalendorinių metų, einančių po pranešimo,
- b) kitiems pajamų mokesčiams ir kapitalo mokesčiams - imamiems nuo gaunamų pajamų ar turimo kapitalo tais finansiniais metais, kurie prasideda nuo arba po sausio 1 dienos kalendorinių metų, einančių po pranešimo.

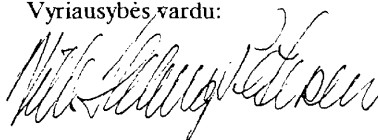
Visą tai liudydami šią sutartį pasirašo atitinkamai įgalioti žemiau pasirašę asmenys.

Sutartis sudaryta dviem egzemplioriais *Vilniuje*
..... *1993* m. *spalio* mėn. *13* d.
lietuvių, danų ir anglų kalbomis, visi trys tekstai vienodai autentiški. Skirtingos
interpretacijos atveju pirmenybę turi tekstas anglų kalba.

Lietuvos Respublikos
Vyriausybės vardu:



Danijos Karalystės
Vyriausybės vardu:



PROTOKOLAS

Šiandien, pasirašydami Lietuvos Respublikos ir Danijos Karalystės sutartį dėl pajamų ir kapitalo dvigubo apmokestinimo ir fiskalinių pažeidimų išvengimo (toliau vadinamą "sutartimi"), žemiau pasirašę asmenys susitarė dėl tokių nuostatų, kurios sudaro neatskiriamą sutarties dalį:

1. Dėl sutarties nuostatų

Pasirodžius sąvokai "statutinė institucija", suprantama, kad ši sąvoka reiškia bet kokią pagal sutartį sudarančios šalies įstatymus sukurtą visuomeninio pobūdžio juridinį asmenį, kurio dalininku negali būti joks asmuo, išskyrus pačią valstybę, administracinį-teritorinį padalinį ar vietos valdžią.

2. Dėl 7 straipsnio 3 paragrafo

Suprantama, kad išlaidos, kurias sutartį sudaranti šalis leidžia atimti, apima tik išlaidas, kurios atimamos, remiantis tos šalies vidaus įstatymais.

3. Dėl 8 straipsnio

Suprantama, kad "sutartį sudarančios šalies įmonės pelnas, gaunamas naudojant laivus tarptautiniuose pervežimuose," yra apibrėžiamas Ekonominio bendradarbiavimo ir vystymosi organizacijos (OECD) Pajamų ir kapitalo mokesčių sutarties modelio (1992) Komentaro 8 straipsnio 7-14 paragrafuose ir bet kokių atveju neapima pelno, gaunamo naudojant ar turint nuosavybėje dokus, sandėlius, terminalus, uosto krovimo įrenginius ar kitą panašų turtą sausumoje, išskyrus ten, kur šis pelnas tiesiogiai susijęs operacijomis, kurias atlieka įmonės naudodamos laivus.

4. Dėl 11 straipsnio 3 d) paragrafo

Suprantama, kad asmuo yra susijęs su kitu asmeniu, jei jis vienas pats arba kartu su vienu ar daugiau susijusių asmenų tiesiogiai ar netiesiogiai turi didesnę kaip 50 procentų dalį kito asmens komercinėje-ūkinėje veikloje, arba kai vienas ar daugiau asmenų, vienas pats ar kartu su vienu ar daugiau susijusių asmenų, tiesiogiai ar netiesiogiai turi didesnę kaip 50 procentų dalį tų dviejų asmenų komercinėje-ūkinėje veikloje.

5. Dėl 12 straipsnio 2 paragrafo

Suprantama, kad sąvoka "atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą" nelaikoma apimančia mokėjimų už naudojunąsi gręžimo bokštais ar panašios paskirties įrenginiais, naudojamais angliavandenilio tyrimui ar gavybai.

6. Dėl 12 straipsnio 3 paragrafo

Susitarta, kad sąvoka "atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą", apibrėžta 12 straipsnio 3 paragrafe, apima pajamas, gaunamas iš gamybinių, prekybinių ar mokslinių įrenginių ilgalaikės nuomos.

7. Dėl 15 straipsnio 2 paragrafo

15 straipsnio 2 paragrafo nuostatos netaikomos užverbuotam darbuotojui. Šiuo tikslu darbuotojas, sutartį sudarančios šalies rezidentas, laikomas užverbuotu, jeigu jis buvo asmens (verbuotojo) perleistas kito asmens dispozicijon, kad užsiimtų to kito asmens (viršininko) komercinė-ūkinė veikla kitoje sutartį sudarančioje šalyje, su sąlyga, kad viršininkas yra tos kitos šalies rezidentas arba turi joje nuolatinę buveinę ir kad verbuotojas nėra nei kiek nors atsakingas už darbo rezultatus, nei kiek nors rizikuoja dėl jų.

Apibūrinant, ar darbuotojas laikomas užverbuotu, atliekamas išsamus patikrinimas, ypač atsižvelgiant į tai, ar:

- a) visam darbui vadovauja viršininkas,
- b) darbas atliekamas tokioje darbo vietoje, kuri yra viršininko dispozicijoje ir už kurią jis atsakingas,
- c) verbuotojo atlyginimas skaičiuojamas pagal išdirbtą laiką arba pagal bet kokią kitą santykį tarp atlyginimo ir darbuotojo gaunamo darbo užmokesčio,
- d) pagrindinė įrankių ir medžiagų dalimi aprūpina viršininkas ir
- e) verbuotojas vienas pats nesprenžia apie darbuotojų skaičių ir jų kvalifikaciją.

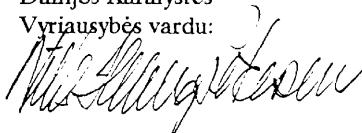
Visą tai liudydami šį protokolą pasirašo atitinkamai įgalioti žemiau pasirašę asmenys.

Protokolas parasytas dviem egzemplioriais *Wilniuje*
..... *1993* m. *spalio* mėn. *13* d.
lietuvių, danų ir anglų kalbomis, visi trys tekstai vienodai autentiški. Skirtingos
interpretacijos atveju pirmenybę turi tekstas anglų kalba.

Lietuvos Respublikos
Vyriausybės vardu:



Danijos Karalystės
Vyriausybės vardu:



[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE ET LE ROYAUME
DU DANEMARK TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET À
PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE RE-
VENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement du Royaume du Danemark,

Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion fiscale,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes résidentes d'un État contractant ou des deux États contractants.

Article 2. Impôts visés

1. Les impôts actuels auxquels s'applique la présente Convention sont :

a. en Lituanie :

- i. l'impôt sur les bénéfices des personnes morales (juridiniu asmenu pelno mokestis);
- ii. l'impôt sur le revenu des personnes physiques (fiziniu asmenu pajamu mokestis);
- iii. l'impôt sur les entreprises financées des fonds publics (palukamos uz valstybinio kapitalo naudojima);

(ci-après dénommés " l'impôt lituanien ");

b. au Danemark :

- 1. l'impôt d'État sur le revenu (indkomstskatten til staten);
- ii. l'impôt communal sur le revenu (den kommunale indkomstskat);
- iii. l'impôt de comté sur le revenu (den amtskommunale indkomstskat);
- iv. l'impôt spécial sur le revenu (den soerlige indkomstskat);
- v. la contribution au titre du culte (kirkeskatten);
- vi. l'impôt sur les dividendes (udbytteskatten);
- vii. l'impôt sur les intérêts (royaltyskatten);
- viii. l'impôt sur les redevances (renteskat);
- ix. les impôts au titre de la Loi sur les hydrocarbures (skatter i henhold til kulbrinteskatteloven); et

x. l'impôt d'État sur la fortune (formueskatten til staten);
(ci-après dénommés " impôts danois ").

2. La Convention s'appliquera également à tout nouvel impôt sur le revenu ou sur la fortune institué dans un État contractant après la date de sa signature. Les autorités compétentes des États contractants détermineront d'un commun accord s'il y a lieu ou non d'appliquer, aux termes de la phrase qui précède, la Convention à un impôt institué dans l'un ou l'autre État.

3. La Convention s'appliquera aussi à tous les impôts identiques ou à peu près semblables à ceux mentionnés ou visés aux paragraphes 1 et 2, qui seraient institués après la date de sa signature et qui s'ajouteraient à ceux visés par elle en vertu de ces mêmes paragraphes, ou les remplaceraient. Les autorités compétentes des États contractants se communiqueront les modifications significatives éventuellement apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3. Définitions générales

1. Aux fins de la présente Convention, et à moins que le contexte n'appelle une interprétation différente :

a. le terme "Lituanie" s'entend de la République de Lituanie et, lorsqu'il est employé au sens géographique, du territoire de la République lituanienne et de toute autre zone adjacente aux eaux territoriales de la République de Lituanie où, en application de la législation lituanienne et conformément au droit international, la Lituanie peut exercer ses droits sur les fonds marins, leur sous-sol et leurs ressources naturelles;

b. le terme "Danemark" désigne le Royaume du Danemark, y compris toute région située en dehors des eaux territoriales du Danemark qui, conformément au droit international, a été ou peut être désignée, en application de la législation danoise, comme constituant une région à l'intérieur de laquelle le Danemark peut exercer sa souveraineté en ce qui concerne la prospection et l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins ou de leur sous-sol ainsi que de leurs eaux sus-jacentes, de même que d'autres activités en vue de l'exploitation et de la prospection de ladite région; ce terme ne s'applique pas aux îles Féroé ni au Groenland;

c. le terme " personne " s'entend des personnes physiques, des sociétés et de toutes autres associations de personnes;

d. le terme " société " s'entend de toute personne morale et de toute entité considérée comme une personne morale aux fins de la fiscalité;

e. les expressions "entreprises d'un État contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" s'entendent respectivement d'une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et d'une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;

f. le terme "ressortissant s'entend :

i. de toute personne physique possédant la nationalité d'un État contractant;

ii. de toute personne morale, association de personnes ou autre association dont le statut est régi par la législation en vigueur dans un État contractant;

g. l'expression " trafic international " s'entend de tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un État contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre État contractant;

h. l'expression " autorité compétente " s'entend :

- i. en Lituanie, le Ministre des finances ou son représentant autorisé;
- ii. au Danemark, le Ministre des impôts ou son représentant autorisé.

2. Aux fins de l'application de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'y est pas autrement définie a le sens que lui attribue la législation dudit État contractant régissant les impôts visés par la Convention, à moins que le contexte n'appelle une interprétation différente.

Article 4. Résidence

1. Aux fins de la présente Convention, l'expression " résident d'un État contractant " s'entend de toute personne qui, en vertu de la législation dudit État, y est assujettie à l'impôt du fait de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, du lieu de sa constitution en société ou de tout autre critère similaire. Cette expression s'applique également à l'État contractant lui-même et à toute subdivision politique, collectivité locale ou institution publique de cet État. Elle ne s'entend pas des personnes qui ne sont imposables dans cet État contractant qu'au titre d'une fortune ou des revenus de sources situées dans ledit État.

2. Si, du fait des dispositions du paragraphe 1, une personne physique est résidente des deux États contractants, sa situation sera réglée de la manière suivante :

a. cette personne sera considérée comme résidente de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle sera considérée comme résidente de l'État avec lequel ses intérêts personnels et économiques sont le plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b. si l'État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation dans aucun des États, elle sera considérée comme résidente de l'État où elle séjourne de façon habituelle;

c. si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux États ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle sera considérée comme résidente de l'État dont elle possède la nationalité;

d. si elle possède la nationalité des deux États ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants trancheront la question d'un commun accord.

3. Si, du fait des dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est résidente des deux États contractants, les autorités compétentes des États contractants s'efforceront de régler la question d'un commun accord et de déterminer le mode d'application de la Convention à ladite personne. À défaut d'accord à cet effet, la personne sera considérée dans chaque État contractant comme n'étant pas résidente de l'autre État contractant.

Article 5. Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" s'entend d'un lieu fixe d'affaires par l'intermédiaire duquel une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" s'entend notamment :

- a. d'un siège de direction;
- b. d'une succursale;
- c. d'un bureau;
- d. d'une usine;
- e. d'un atelier; et
- f. d'une mine, d'un puits de pétrole ou de gaz, d'une carrière et de tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un emplacement de chantier, un chantier de construction, de montage ou d'installation de matériel, de même que des activités de surveillance ou de conseil qui y sont liées, ne constituent un établissement stable que si leur durée dépasse six mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent Article, on considère qu'il n'y a pas établissement stable :

- a. s'il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b. si des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c. si des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de leur transformation par une autre entreprise;
- d. si le lieu fixe d'affaires est utilisé aux seules fins d'acheter des biens ou des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e. si le lieu fixe d'affaires est utilisé à seule fin d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
- f. si le lieu fixe d'affaires ne sert qu'à une combinaison d'activités visées aux alinéas a à e, à condition que les activités exercées conservent au total un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, si une personne - autre qu'un agent indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 - agit au nom d'une entreprise et dispose dans un État contractant du pouvoir, qu'elle exerce habituellement, de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise sera réputée avoir un établissement stable dans cet État pour toute activité que cette personne exercera pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne restent limitées à celles visées au paragraphe 4 et qui, exercées dans un lieu fixe d'affaires, n'en feraient pas un établissement stable au sens dudit paragraphe.

6. Une entreprise ne sera pas réputée avoir un établissement stable dans un État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un agent gé-

néral à la commission ou de tout autre intermédiaire indépendant, si cette personne agit dans le cadre ordinaire de son activité. Toutefois, si les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de l'entreprise, il ne sera pas considéré comme un agent indépendant au sens du présent paragraphe.

7. Le fait qu'une société résidente d'un État contractant contrôle, ou est contrôlée par une société résidente de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6. Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. L'expression " biens immobiliers " a le sens que lui attribue le droit de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression s'entend en tout cas des accessoires aux biens immobiliers, du cheptel vif des exploitations agricoles et forestières, des droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit commun concernant la propriété foncière, des bâtiments, de toute option ou droit similaire sur des biens immobiliers, de l'usufruit des biens immobiliers et des droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus de l'exploitation directe, de la location ainsi que de toute autre forme d'usage de biens immobiliers, et aux revenus tirés de l'aliénation de tels biens.

4. Si la possession d'actions ou d'autres titres d'une société en autorise le possesseur à jouir des biens immobiliers de la société, le revenu tiré de l'usage direct, de la location ou de l'utilisation sous toute autre forme de ce droit de jouissance pourra être imposé dans l'État contractant où est situé le bien immobilier.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7. Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité de cette façon, ses bénéfices sont imposables dans l'autre État, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables :

- a. audit établissement stable;
- b. à la vente, dans cet autre État, de marchandises identiques ou semblables à celles que vend l'établissement stable; ou

c. à d'autres activités industrielles ou commerciales, exercées dans cet autre État, qui sont identiques ou semblables à celles exercées par l'établissement stable.

Les dispositions des alinéas b et c ne s'appliqueront pas si l'entreprise prouve que lesdites ventes ou activités n'auraient pu raisonnablement être effectuées par l'établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, si une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il sera imputé dans chaque État contractant à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou similaires dans des conditions identiques ou similaires et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses effectuées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration encourus, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un État contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêchera cet État contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la formule de répartition adoptée devra cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes énoncés dans le présent Article.

5. Aucun bénéfice ne sera imputé à un établissement stable du fait qu'il aura simplement acheté des biens ou des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable seront déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsqu'il entre dans les bénéfices des éléments de revenu qui font séparément l'objet d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par celles du présent Article.

Article 8. Transports maritimes et aériens

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un État contractant tire de l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international ne sont imposables que dans cet État.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices tirés de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme d'exploitation international.

3. Lorsque des sociétés de pays différents sont convenues d'exploiter en commun une entreprise de transport aérien sous la forme d'un consortium, les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent qu'à la fraction des bénéfices du consortium qui est liée à la participation détenue dans ce consortium par une société résidente d'un État contractant.

Article 9. Entreprises associées

1. Lorsque :

a. Si une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant; ou

b. si les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et si, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Si un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposée dans cet autre État, et si les bénéfices ainsi inclus sont, selon le premier État mentionné, des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procédera, lorsqu'il l'estimera justifié, à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y frappe lesdits bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il sera tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consulteront.

Article 10. Dividendes

1. Les dividendes payés par une société résidente d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société distributrice est résidente, et selon la législation de cet État; mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne pourra excéder :

a. 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement au moins 25 pour cent du capital de la société distributrice.

b. 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les autorités compétentes des États contractants pourront arrêter d'un commun accord les modalités d'application de ces limitations.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société à raison des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme "dividendes" employé dans le présent Article s'entend des revenus d'actions ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que des revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'État dont la société distributrice est résidente.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société distributrice est résidente, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante à partir d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Les dispositions de l'Article 7 ou de l'Article 14, suivant le cas, sont alors applicables.

5. Si une société résidente d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ils sont payés à un résident de cet autre État, ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou une base fixe situés dans cet autre État, ni prélever aucun impôt au titre de l'imposition des bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués sont en tout ou en partie des bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

Article 11. Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État; mais si la personne qui les reçoit en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent de leur montant brut. Les autorités compétentes des États contractants régleront d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2,

a. les intérêts en provenance du Danemark seront exonérés de l'impôt danois s'ils sont payés :

i. à l'État de la Lituanie, à l'une de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou institutions publiques;

ii. à la Banque centrale de la Lituanie;

iii. à toute organisation établie dans l'État de la Lituanie après la date de signature de la présente Convention et semblable à toute institution établie au Danemark visée aux alinéas iii à v du paragraphe b (les autorités compétentes des États contractants détermineront d'un commun accord si lesdites institutions sont ou non semblables; ou

iv. à toute institution semblable à l'une de celles visées à l'alinéa vi du paragraphe b, comme convenu de temps à autre entre les autorités compétentes des États contractants;

b. les intérêts en provenance de la Lituanie seront exonérés de l'impôt lituanien s'ils sont payés :

i. à l'État du Danemark, à l'une de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou institutions publiques;

- ii. à la Banque centrale du Danemark;
 - iii. au Fond d'industrialisation pour les pays en développement et au Fond d'investissement pour l'Europe centrale et l'Europe de l'Est;
 - iv. à la Société danoise de financement des exportations;
 - v. au Fond danois de crédit à la navigation; ou
 - vi. à toute autre institution semblable à celles mentionnées aux alinéas iii à v comme convenu de temps à autre entre les autorités compétentes des États contractants;
- c. les intérêts en provenance d'un État contractant sur des prêts garantis par l'une des institutions mentionnées ou visées aux alinéas a ou b et payés à un résident de l'autre État contractant ne seront imposables que dans cet autre État;
- d. les intérêts en provenance d'un État contractant ne seront imposables que dans l'autre État contractant :
- i. si la personne qui les reçoit est résidente de cet autre État;
 - ii. si la personne qui les reçoit est une entreprise de cet autre État et en est le bénéficiaire effectif; et
 - iii. si les intérêts sont versés au titre d'une dette résultant de la vente à crédit, par ladite entreprise, de marchandises ou d'équipement industriel, commercial ou scientifique à une entreprise du premier État, sauf si la vente ou la dette intervient entre personnes apparentées.
4. Le terme "intérêts" employé dans le présent Article s'entend des revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires, et notamment des revenus rapportés par des titres publics ou des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalités appliquées pour retard de paiement ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent Article.
5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas si le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce, dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante à partir d'une base fixe qui y est située, et si la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. Les dispositions de l'Article 7 ou de l'Article 14, suivant le cas, sont alors applicables.
6. Les intérêts seront considérés comme en provenance d'un État contractant lorsque le débiteur en sera résident. Toutefois, si le débiteur des intérêts, résident ou non d'un État contractant, a, dans un État contractant, un établissement stable ou une base fixe pour lesquels la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supportent la charge de ces intérêts, ceux-ci seront considérés comme provenant de l'État où se trouve l'établissement stable ou la base fixe en question.
7. Si, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif, ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du

présent Article ne s'appliquent qu'au second montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte dûment tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12. Redevances

1. Les redevances en provenance d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances seront aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État; mais si la personne qui les reçoit en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne pourra excéder :

a. 5 pour cent du montant brut des redevances payées pour l'utilisation d'un matériel industriel, commercial ou scientifique;

b. 10 pour cent du montant brut des redevances dans tous les autres cas.

Les autorités compétentes des États contractants pourront arrêter d'un commun accord les modalités d'application de ces limitations.

3. Le terme " redevances " employé dans le présent Article s'entend des rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les films ou bandes utilisés pour des émissions télévisées ou radiophoniques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un matériel industriel, commercial ou scientifique, ou encore pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas si le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce, dans l'autre État contractant d'où elles proviennent, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante à partir d'une base fixe qui y est située, et si le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. Les dispositions de l'Article 7 ou de l'Article 14, suivant le cas, sont alors applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur en est résident. Toutefois, si le débiteur des redevances, résident ou non d'un État contractant, a, dans un État contractant, un établissement stable ou une base fixe pour lesquels l'engagement donnant lieu aux redevances a été contracté et qui en supportent la charge, celles-ci seront considérées comme provenant de l'État où se trouve l'établissement stable ou la base fixe en question.

6. Si, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif, ou que l'un et l'autre entretiennent avec des tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent Article ne s'appliquent qu'au second montant. Dans ce cas, la

fraction excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte dûment tenu des autres dispositions de la présente Convention.

7. Si, dans une convention tendant à éviter la double imposition, passée entre la Lituanie et un État tiers membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à la date de la signature de la présente Convention, la Lituanie souhaite, après cette date, exclure tels ou tels droits ou biens de la définition donnée au paragraphe 3 du présent Article, ou exempter des redevances en provenance de la Lituanie de l'impôt lituanien en vigueur, ou encore réduire les taux de fiscalité définis au paragraphe 2, la définition, l'exemption ou le taux inférieur s'appliqueront automatiquement comme s'ils avaient été prévus aux paragraphes 3 ou 2 respectivement.

Article 13. Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés au paragraphe 2 de l'Article 6 et situés dans l'autre État contractant, ou d'actions d'une société dont l'actif consiste essentiellement en biens de cette nature, sont imposables dans cet autre État.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers appartenant à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris ceux provenant de l'aliénation de l'établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de la base fixe en question, sont imposables dans cet autre État.

3. Les gains qu'une entreprise d'un État contractant tire de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans cet État.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes précédents du présent Article ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est résident.

5. S'agissant des gains obtenus par un consortium de transport aérien formé de sociétés de plusieurs pays, les dispositions du paragraphe 3 ne s'appliquent qu'à la fraction des gains liée à la participation détenue dans ce consortium par une société résidente d'un État contractant.

6. Une personne physique qui était résidente d'un État contractant immédiatement avant de devenir résidente de l'autre État contractant et qui, dans le premier État, était considérée comme responsable de l'aliénation d'actions et de ce fait y était imposée sur les gains tirés de ces actions à compter du jour du changement de résidence, pourra choisir d'être imposable dans l'autre État contractant pour l'année pendant laquelle l'aliénation s'est produite, comme si elle avait acheté les actions à raison d'un montant égal à celui fixé comme prix de vente dans le premier État, quand celui-ci a procédé à l'évaluation définitive de l'imposition sur les gains.

7. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4, un État contractant peut imposer les gains qu'une personne physique de l'autre État contractant tire de l'aliénation d'actions ou d'autres parts sociales d'une entité qui est un résident du premier État, ainsi que les gains

provenant de l'aliénation de tous autres titres soumis dans cet État à la même imposition que les gains tirés de l'aliénation desdites actions ou autres parts, mais seulement à condition que le cédant ait été à un moment quelconque un résident du premier État au cours des dix années précédant immédiatement l'aliénation des actions, parts ou titres en question.

Article 14. Professions indépendantes

1. Les revenus qu'une personne physique, résidente d'un État contractant, tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes ne sont imposables que dans cet État, sauf si cette personne dispose de façon habituelle, dans l'autre État contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. Si tel est le cas, les revenus sont imposables dans cet autre État, mais uniquement sur la fraction imputable à ladite base fixe. À cet effet, si une personne physique résidente d'un État contractant séjourne dans l'autre État contractant durant plus de 183 jours au total dans une période de douze mois entamée ou échue dans l'exercice fiscal considéré, elle sera réputée disposer de façon habituelle d'une base fixe dans cet autre État et les revenus tirés de ses activités susmentionnées exercées dans cet autre État seront imposables à cette base fixe.

2. L'expression " profession libérale " s'entend notamment des activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que des activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15. Professions salariées

1. Sous réserve des dispositions des Articles 16, 18 et 19, les salaires et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Dans ce dernier cas, les rémunérations ainsi reçues sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État :

a. si le bénéficiaire ne séjourne dans l'autre État que 183 jours au total au cours d'une période de douze mois entamée ou échue au cours de l'exercice fiscal considéré;

b. si les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas résident de l'autre État; et

c. si la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent Article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par un résident d'un État contractant sont imposables dans cet État.

4. Si un résident d'un État contractant reçoit une rémunération au titre d'un emploi exercé à bord d'un aéronef exploité en trafic international par un consortium de transport aérien constitué de sociétés de plusieurs pays, y compris une qui soit résidente de cet État, ladite rémunération ne sera imposable que dans cet État.

Article 16. Tantièmes

Les tantièmes et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou d'un organe similaire d'une société résidente de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

Article 17. Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des Articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, par exemple artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou en tant que musicien ou sportif, sont imposables dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués, non pas à l'artiste ou au sportif lui-même, mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des Articles 7, 14 et 15, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne sont pas applicables aux revenus d'activités exercées dans un État contractant par un artiste ou un sportif si sa venue dans cet État est financée en totalité ou en partie par des fonds publics de l'autre État contractant ou par l'une de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales. Ces revenus sont alors imposables conformément aux dispositions des Articles 7, 14 ou 15, suivant le cas.

Article 18. Pensions, rentes et rémunérations similaires

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'Article 19, les pensions et autres rémunérations similaires versées au titre d'un emploi antérieur et les rentes payées à un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 3 et sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'Article 19, les pensions et autres allocations payées périodiquement ou à forfait au titre de la législation sur la sécurité sociale d'un État contractant ou au titre d'un régime mis en place par un État contractant dans le cadre de sa politique sociale ne sont imposables que dans cet État.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, dans le cas où une personne physique qui était un résident d'un État contractant est devenue un résident de l'autre État contractant, les pensions, rentes et autres rémunérations similaires versées à ladite personne et provenant de l'État mentionné en premier sont imposables dans cet État là conformément aux lois dudit État, mais l'impôt ainsi imputé n'excède pas 15 pour cent du montant brut du paiement. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas à une personne physique qui est apatride ou qui est un ressortissant de l'autre État contractant sans être également un ressortissant de l'État contractant mentionné en premier.

4. Le terme " rente " tel qu'il est utilisé dans le présent Article s'entend d'une somme payable périodiquement à des dates déterminées, la vie durant ou pendant une période spécifiée ou qui peut être établie, en vertu de l'obligation d'effectuer lesdits versements en con-

trepartie d'un capital suffisant intégralement versé en espèces ou en valeurs appréciables en espèces (et non sous la forme de services).

Article 19. Fonctions publiques

1. a. Les rémunérations autres que les pensions, payées par un État contractant, l'une de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales ou l'une de ses institutions publiques à une personne physique au titre de services rendus à cet État ou à cette subdivision, collectivité ou institution ne sont imposables que dans cet État;

b. Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'État contractant dont la personne physique est résidente si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique :

- i. possède la nationalité de cet État; ou
- ii. en est devenue résidente à seule fin de rendre ces services.

2. a. Les pensions payées par un État contractant ou par l'une de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales ou l'une de ses institutions publiques à une personne physique au titre de services rendus à cet État ou à cette subdivision, collectivité ou institution ne sont imposables que dans cet État.

b. Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'État contractant dont la personne physique est résidente si elle en possède la nationalité.

3. Les dispositions des Articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un État contractant, l'une de ses subdivisions politiques, de ses collectivités locales ou de ses institutions publiques.

Article 20. Étudiants

Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un État contractant, résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans ledit État à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet État, à condition qu'elles proviennent de sources situées hors de cet État.

Article 21. Activités exercées à l'occasion d'investigations préliminaires et de la prospection ou de l'extraction d'hydrocarbures

1. Nonobstant les dispositions de l'Article 5 et de l'Article 14, une personne qui est résidente d'un État contractant et qui mène des activités liées à des investigations préliminaires, à la prospection ou à l'extraction d'hydrocarbures situés dans l'autre État contractant est réputée exercer dans cet autre État, par l'intermédiaire d'un établissement stable ou d'une base fixe qui y sont situés, une activité industrielle ou commerciale en rapport avec lesdites activités.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les activités de forage menées au large à l'aide d'une plate-forme ne sont celles d'un établissement stable que si elles sont exer-

cées pendant une ou plusieurs périodes excédant 30 jours au total au cours d'une période de 12 mois. Toutefois, aux fins du présent paragraphe, les activités menées par une entreprise associée à une autre entreprise au sens de l'Article 9 sont réputées être celles de l'entreprise avec laquelle elle est associée si ces activités sont pour l'essentiel les mêmes que celles de cette dernière entreprise.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les bénéfices tirés par un résident d'un État contractant du transport par navire ou aéronef de fournitures ou de personnel à un lieu où des activités en mer liées à des investigations préliminaires, à la prospection ou à l'extraction d'hydrocarbures sont menées dans l'autre État contractant ou qui sont tirées de l'exploitation de remorqueurs et autres bateaux similaires utilisés dans le cadre de ces activités ne sont imposables que dans le premier État.

4. Les salaires, traitements ou rémunérations analogues perçus par une personne physique qui est un résident d'un État contractant au titre d'un emploi salarié ou d'une activité indépendante exercés à bord d'un navire ou d'un aéronef visés au paragraphe 3 sont imposés conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'Article 15.

5. Nonobstant les dispositions de l'Article 13, les gains en capital provenant de l'utilisation de plates-formes de forage dans le cadre des activités mentionnées au paragraphe 2 qu'un résident d'un État contractant est censé obtenir lorsque les activités de forage cessent d'être imposables dans l'autre État contractant sont exonérés d'impôt dans cet autre État. Aux fins du présent paragraphe, l'expression " gains en capital " s'entend de la différence entre la valeur marchande et la valeur résiduelle au moment du transfert telle que majorée pour tenir compte de l'amortissement.

Article 22. Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant qui ne font pas l'objet des articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État. Cependant, s'ils proviennent de l'autre État contractant, ces éléments de revenu peuvent également y être imposés.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que ceux provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'Article 6, lorsque leur bénéficiaire, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante à partir d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Les dispositions de l'Article 7 ou de l'Article 14, suivant le cas, sont alors applicables.

Article 23. Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés au paragraphe 2 de l'Article 6 que possède un résident d'un État contractant et qui sont situés dans l'autre État contractant, ou par des actions d'une société dont les avoirs consistent essentiellement en biens de cette nature, est imposable dans cet autre État.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre État.

3. La fortune constituée par des navires ou des aéronefs exploités en trafic international par une entreprise d'un État contractant, ou encore par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, n'est imposable que dans cet État.

4. Les autres éléments de la fortune d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

5. Concernant la fortune appartenant à un consortium de transport aérien constitué de sociétés de différents pays, les dispositions des paragraphes 3 et 4 ne s'appliquent qu'à la fraction de cette fortune liée à la participation détenue dans le consortium par une société résidente d'un État contractant.

Article 24. Élimination de la double imposition

1. En Lituanie, la double imposition sera évitée de la façon suivante :

a. Si un résident en Lituanie perçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Danemark, la Lituanie accordera, sans préjudice d'une mesure plus favorable prévue par son droit interne :

- i. en déduction de l'impôt sur le revenu de ce résident, un montant égal à l'impôt sur le revenu acquitté à ce titre au Danemark;
- ii. en déduction de l'impôt sur le revenu de ce résident, un montant égal à l'impôt sur la fortune acquitté à ce titre au Danemark;

Toutefois, ces réductions ne pourront en aucun cas dépasser la part de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculés avant déduction, qui correspond aux revenus ou à la fortune imposables au Danemark.

b. Aux fins de l'alinéa a si une société résidente en Lituanie perçoit un dividende d'une société résidente au Danemark dont elle détient au moins 10 pour cent d'actions avec droit de vote, il sera compté dans l'impôt acquitté au Danemark non seulement l'impôt sur ce dividende, mais également l'impôt sur les bénéfices générateurs des dividendes de la société distributrice.

2. Au Danemark, la double imposition sera évitée de la façon suivante :

a. Sous réserve des dispositions de l'alinéa c, si un résident du Danemark perçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Lituanie, le Danemark admettra :

- i. en déduction de l'impôt sur le revenu de ce résident, un montant égal à l'impôt sur le revenu acquitté en Lituanie;
- ii. en déduction de l'impôt sur la fortune de ce résident, un montant égal à l'impôt sur la fortune acquitté en Lituanie;

b. Cette déduction ne peut toutefois dans les deux cas excéder la part des impôts sur le revenu ou sur la fortune, calculés avant déduction, qui correspond, selon le cas, aux revenus ou à la fortune imposables en Lituanie;

c. Si un résident du Danemark perçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, ne sont imposables qu'en Lituanie, le Danemark pourra inclure ces revenus ou cette fortune dans l'assiette de l'impôt mais accordera, en déduction de l'impôt sur le revenu ou sur la fortune de ce résident, la fraction de l'impôt sur le revenu ou sur la fortune correspondant, selon le cas, au revenu provenant de la Lituanie ou à la fortune que ce résident possède dans ce pays;

d. Lorsque, conformément aux dispositions de l'Article 7, une exonération ou une réduction de l'impôt lituanien au titre des bénéfices qu'une entreprise danoise tire d'un établissement stable situé en Lituanie a été accordée en vertu de la législation lituanienne, aux fins de l'alinéa a, i et de l'alinéa b, une réduction de l'impôt danois au titre de l'impôt lituanien sera alors admise, pour autant qu'aucune exonération ou réduction n'ait été accordée et, dans la mesure où l'établissement stable mène des activités dans un secteur autre que le secteur financier et où 25 pour cent au plus desdits bénéfices consistent en intérêts et gains provenant de l'aliénation d'actions et d'obligations ou sont composés de bénéfices en provenance d'États tiers;

e. Si des dividendes sont payés par une société résidente de la Lituanie à une personne (une société) résidente du Danemark qui possède directement ou indirectement au minimum 25 pour cent du capital-actions de la première société, ces dividendes seront alors exonérés d'impôt au Danemark, à condition que la société débitrice exerce des activités industrielles ou commerciales dans des secteurs autres que le secteur financier et que 25 pour cent au maximum des bénéfices de la société consistent en intérêts et gains provenant de l'aliénation d'actions et d'obligations ou consistent en bénéfices en provenance d'États tiers;

f. Les dispositions des alinéas d et e resteront en vigueur pendant les dix premières années d'application de la Convention. Les autorités compétentes se consulteront afin de déterminer s'il y a lieu d'en prolonger ensuite l'application. La prolongation, quelle qu'elle soit, prendra effet à compter de cette date et sous réserve des modifications et des conditions, y compris des conditions relatives à la dénonciation, qui pourraient être spécifiées et convenues d'un commun accord par les États contractants au moyen d'un échange de notes effectué par la voie diplomatique ou de toute autre manière conformément à leurs procédures constitutionnelles.

Article 25. Non-discrimination

1. Les ressortissants d'un État contractant ne seront soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ni obligation y relative qui soit autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les ressortissants de cet autre État qui se trouvent dans la même situation, notamment en ce qui concerne la résidence. Cette disposition s'applique aussi, nonobstant celles de l'Article premier, aux personnes qui ne sont pas résidentes de l'un des États contractants ou des deux.

2. Les apatrides résidents d'un État contractant ne seront soumis, ni dans l'un ni dans l'autre État contractant, à aucune imposition ni obligation y relative qui soit autre ou plus

lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les ressortissants de l'État concerné qui se trouvent dans la même situation, notamment en ce qui concerne la résidence.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant ne sera pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que celle des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité. Cette disposition ne pourra être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements ou réductions d'impôt qu'il accorde à ses propres résidents en fonction de leur état civil ou de leurs charges de famille.

4. À moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'Article 9, du paragraphe 7 de l'Article 11 ou du paragraphe 6 de l'Article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres montants dûs, versés par une entreprise d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant seront déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été versés à un résident du premier État. De même, les dettes d'une entreprise d'un État contractant envers un résident de l'autre État contractant seront déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier État.

5. Les entreprises d'un État contractant dont la fortune est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenue ou contrôlée par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant ne seront assujetties dans le premier État à aucune imposition ni obligation y relative qui soit autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties d'autres entreprises similaires du premier État.

6. Les dispositions du présent Article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'Article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 26. Procédure amiable

1. Si une personne estime que les mesures prises par l'un des États contractants ou par les deux entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle pourra, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'État contractant dont elle est résidente ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'Article 25, à celle de l'État contractant dont elle est ressortissante. Le dossier devra être déposé dans un délai de trois ans à partir de la première notification des mesures qui entraîneront une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforcera, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant afin d'éviter une imposition non conforme à la présente Convention. Si les autorités compétentes parviennent à un accord, un remboursement ou un crédit d'impôt sera accordé par les États contractants conformément audit accord. L'accord sera appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants.

3. Les autorités compétentes des États contractants s'efforceront de résoudre à l'amiable les difficultés et de dissiper de même les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles pourront aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des États contractants pourront communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord au sens des paragraphes précédents. Si un échange oral d'opinions paraît souhaitable pour parvenir à un accord, il pourra y être procédé au sein d'une Commission composée de représentants des autorités compétentes des États contractants.

Article 27. Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangeront entre elles les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles du droit interne des États contractants relatives aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'il prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'y est pas limité par l'Article premier. Les renseignements reçus par un État contractant seront confidentiels au même titre que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne seront communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et les organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts ou par les décisions sur les recours y relatifs. Ces personnes ou autorités n'utiliseront ces renseignements qu'à ces seules fins. Elles pourront en faire état au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans les jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a. de prendre des mesures administratives qui dérogeraient à sa législation ou à sa pratique administrative, ou encore à celles de l'autre État contractant;
- b. de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale, ou encore de celles de l'autre État contractant;
- c. de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial, ou bien des renseignements dont la diffusion serait contraire à l'ordre public.

Article 28. Assistance en matière de recouvrement

1. Les États contractants s'engagent à se prêter mutuellement assistance pour recouvrer les impôts dus par un contribuable dès lors que le montant en aura été définitivement fixé conformément à la législation de l'État contractant à l'origine de la demande d'assistance.

2. Si la demande de recouvrement d'impôts formulée par un État contractant est acceptée par l'autre État contractant, lesdits impôts seront recouvrés par cet autre État confor-

mément à la législation applicable au recouvrement de ses propres impôts et comme s'il s'agissait de ces derniers.

3. Toute demande de recouvrement formulée par un État contractant devra être accompagnée des attestations prescrites par sa législation pour établir que les impôts dus par le contribuable ont été définitivement fixés.

4. Si la créance fiscale d'un État contractant n'a pas été fixée définitivement en raison d'une procédure de recours ou autre, cet État pourra, afin de protéger ses intérêts, demander à l'autre État contractant de prendre en son nom les mesures conservatoires prévues par la législation de cet autre État. S'il accède à cette demande, l'autre État prendra lesdites mesures de la même façon que si les impôts dus au premier État étaient les siens propres.

5. La demande visée aux paragraphes 3 ou 4 ne sera faite par un État contractant que si le contribuable débiteur n'y possède pas suffisamment de biens pour permettre le recouvrement des impôts dus.

6. L'État contractant où l'impôt sera recouvré conformément aux dispositions du présent Article remettra immédiatement à l'État contractant pour le compte duquel l'impôt a été recouvré le montant ainsi recouvré diminué, le cas échéant, de celui des frais exceptionnels visés à l'alinéa b du paragraphe 7.

7. Il est convenu que, sauf accord contraire entre les autorités compétentes des deux États contractants :

a. les frais ordinaires engagés par un État contractant au titre de l'aide au recouvrement seront pris en charge par cet État;

b. les frais exceptionnels engagés par un État contractant au titre de l'aide au recouvrement seront pris en charge par l'autre État et acquittés par lui indépendamment du montant recouvré pour son compte.

Dès qu'un État contractant prévoira que des frais extraordinaires risquent de devoir être engagés, il en informera l'autre État contractant en lui indiquant le montant estimé.

8. Dans le présent Article, le terme " impôts " s'entend des impôts qui font l'objet de la présente Convention ainsi que de tous les intérêts et pénalités y afférents.

Article 29. Membres des missions diplomatiques et fonctionnaires consulaires

Les dispositions de la présente Convention n'ont aucune incidence sur les privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 30. Extension territoriale

1. La présente Convention peut être étendue, telle qu'elle ou avec les modifications voulues, à une partie quelconque du territoire du Danemark à laquelle il est spécifié que la Convention ne s'applique pas et qui perçoit des impôts de caractère sensiblement analogue à ceux auxquels s'applique la présente Convention. Une telle extension prend effet à partir de la date et sous réserve des modifications et des conditions (y compris des conditions re-

latives à la cessation d'application) qui sont fixées d'un commun accord entre les États contractants au moyen d'un échange de notes par la voie diplomatique ou selon toute autre procédure conforme à leurs procédures constitutionnelles.

2. À moins que les deux États contractants n'en conviennent autrement, lorsque la Convention sera dénoncée par l'un d'eux en vertu de l'Article 32, elle cessera également de s'appliquer, dans les conditions prévues dans cet article, à tout territoire du Danemark auquel elle aura été étendue conformément au présent Article.

Article 31. Entrée en vigueur

1. Les Gouvernements des États contractants se notifieront l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. La Convention entrera en vigueur trente jours après la date de la dernière des notifications visées au paragraphe 1, et ses dispositions prendront effet dans les deux États contractants :

a. en ce qui concerne l'impôt retenu à la source, pour les revenus dégagés à partir du 1er janvier de la première année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention;

b. en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et l'impôt sur la fortune, pour les impôts dus pour tout exercice fiscal commencé à partir du 1er janvier de la première année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 32. Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur jusqu'à sa dénonciation par l'un ou l'autre État contractant. Chacun des États pourra la dénoncer en adressant par la voie diplomatique une notification écrite à cet effet six mois au moins avant la fin de l'année civile en cours. La Convention cessera alors de prendre effet dans les deux États contractants :

a. en ce qui concerne l'impôt retenu à la source, pour les revenus dégagés à partir du 1er janvier de la première année civile suivant celle de la notification;

b. en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et l'impôt sur la fortune, pour les impôts dus pour tout exercice fiscal commencé à partir du 1er janvier de la première année civile suivant celle de la notification.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait en double exemplaire à Vilnius le 13 octobre 1993 dans les langues danoise, lituanienne et anglaise, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark :

PROTOCOLE

Lors de la signature, ce jour, de la Convention entre la République de Lituanie et le Royaume du Danemark, tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ci-après dénommée " la Convention "), les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention :

1. S'agissant des dispositions de la Convention

L'expression " institution publique " s'entend de toute personne morale de droit public créée par la législation d'un État contractant et dans laquelle seuls l'État lui-même ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ont un intérêt.

2. S'agissant du paragraphe 3 de l'Article 7

Il est entendu que les frais et dépenses admis en déduction par un État contractant ne sont que ceux déductibles en vertu de sa législation.

3. S'agissant de l'Article 8

Il est entendu que les " bénéfices qu'une entreprise d'un État contractant tire de l'exploitation de navires en trafic international " doivent s'entendre au sens des paragraphes 7 à 14 du Commentaire sur l'Article 8 du Modèle OCDE de Convention de double imposition concernant le revenu et la fortune (1992), et qu'il n'y entre en aucun cas les bénéfices provenant de l'exploitation ou de la possession de docks, d'entrepôts, de terminaux, de matériels de chargement et de déchargement ou d'autres biens similaires situés à terre, sauf si ces bénéfices sont directement liés à l'exploitation des navires en question par l'entreprise.

4. S'agissant du paragraphe 3 d de l'Article 11

Il est entendu qu'une personne est apparentée à une autre lorsque, seule ou avec une ou plusieurs personnes apparentées, elle détient, directement ou indirectement, un intérêt supérieur à 50 pour cent dans l'autre personne, ou lorsqu'une ou plusieurs personnes, seules ou avec une ou plusieurs personnes apparentées, détiennent, directement ou indirectement, un intérêt supérieur à 50 pour cent dans les deux personnes.

5. S'agissant du paragraphe 2 de l'Article 12

Il est entendu que le terme " redevances " est réputé ne pas s'étendre aux montants payés pour l'usage de plates-formes ou d'autres matériels similaires utilisés pour la prospection ou l'extraction d'hydrocarbures.

6. S'agissant du paragraphe 3 de l'article 12

Il est entendu que les revenus de la location de matériel industriel, commercial ou scientifique seront inclus dans le terme " redevances " tel que défini au paragraphe 3 de l'article 12.

7. S'agissant du paragraphe 2 de l'article 15

Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 15 ne s'appliquent pas aux salariés à l'extérieur. Aux fins de la phrase précédente, un salarié résident d'un État contractant sera censé avoir été prêté s'il est mis à la disposition d'une autre personne (le client) dant l'autre État contractant, à condition que le client soit réident de l'autre État ou possède un établisse-

ment stable dans l'autre État et que le fournisseur ne soit nullement tenu responsable du résultat du travail et ne supporte aucun risque inhérent à celui-ci.

Pour déterminer si un salarié est censé avoir été prêté, une analyse approfondie sera effectuée en cherchant plus particulièrement à déterminer si :

- a) La supervision générale du travail incombe au fournisseur;
- b) Le travail est effectué dans un lieu mis à la disposition du prêteur et pour lequel ce dernier n'assume aucune responsabilité;
- c) La rémunération versée au fournisseur est calculée en fonction des heures passées ou selon toute autre relation existante entre la rémunération et le salaire perçu par le salarié;
- d) La majeure partie de l'outillage et des matériaux est fournie par le client; et
- e) Le fournisseur ne détermine pas unilatéralement le nombre de salariés à pourvoir ni leurs qualifications

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait en double exemplaire à Vilnius le 13 octobre 1993, dans les langues danoise, lituanienne et anglaise, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark :

No. 42071

**Lithuania
and
Georgia**

Agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Republic of Georgia regarding cooperation and mutual assistance in customs matters. Tbilisi, 12 April 1996

Entry into force: *12 November 2000 by notification, in accordance with article 19*

Authentic texts: *Georgian, Lithuanian and Russian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Lithuania, 1 December 2005*

**Lituanie
et
Géorgie**

Accord entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République de Géorgie concernant la coopération et l'assistance mutuelle en matière douanière. Tbilissi, 12 avril 1996

Entrée en vigueur : *12 novembre 2000 par notification, conformément à l'article 19*

Textes authentiques : *géorgien, lituanien et russe*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Lituanie, 1er décembre 2005*

[GEORGIAN TEXT — TEXTE GÉORGIEN]

შეთანხმება

ლიტვის რესპუბლიკის მთავრობასა და საქართველოს მთავრობას შორის საბაჟო
საქმის სფეროში თანამშრომლობისა და ურთიერთდახმარების შესახებ

ლიტვის რესპუბლიკის მთავრობა და საქართველოს მთავრობა,
შემდგომში მხარეები,

გამომდინარეობენ რა იქიდან, რომ საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევა
ზიანს აყენებს ორი ქვეყნის ეკონომიკურ, საგადასახადო და სოციალურ
ინტერესებს, აგრეთვე, ვაჭრობის კანონიერ ინტერესებს;

მხედველობაში იღებენ, რომ ნარკოტიკული საშუალებებისა და
ფსიქოტროპული ნივთიერებების უკანონო ბრუნვა წარმოადგენს საფრთხეს
მოქალაქეთა ჯანმრთელობისათვის და საზოგადოებისათვის;

ითვალისწინებენ რა საქონლის იმპორტის ან ექსპორტისას ასაკრეფი
საბაჟო გადასახადების, გადასახადების და სხვა მოსაკრებლების ზუსტი
გამოთვლის უზრუნველყოფის, აგრეთვე აკრძალვის, შეზღუდვისა და კონტროლის
პირობების სათანადო შესრულების მნიშვნელობას;

თვლიან, რომ საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევების თავიდან
აცილებისაკენ და შემოსატანი და გასატანი საბაჟო გადასახადების და
გადასახადების სწორი აკრეფისაკენ მიმართული ძალისხმევა შეიძლება უფრო
ეფექტური გახდეს მხარეების საბაჟო ადმინისტრაციებს შორის თანამშრომლობის
შედეგად;

მხედველობაში იღებენ რა, აგრეთვე ნარკოტიკული საშუალებების
შესახებ 1961 წლის ერთიან კონვენციას, ფსიქოტროპული ნივთიერებების შესახებ
1971 წლის კონვენციისა და ნარკოტიკული საშუალებებისა და ფსიქოტროპული
ნივთიერებების უკანონო ბრუნვის შესახებ 1988 წლის კონვენციის დებულებებს,
რომლებიც შემუშავებულია გაერთიანებული ერების ორგანიზაციის ეგიდით,

შეთანხმდნენ შემდეგზე

მუხლი 1
ცნებების განსაზღვრა

ამ შეთანხმებაში:

1) „საბაჟო კანონმდებლობა“, ნიშნავს იმ კანონებისა და წესების
ერთობლიობას, რომლებსაც იყენებენ საბაჟო ადმინისტრაციები და რომლებიც
ეხმარება საქონლის შემოტანას, გატანასა და ტრანზიტს, აგრეთვე საგადასახადო
საშუალებებს, რომლებიც მიეკუთვნებიან ან საბაჟო ადმინისტრაციების მიერ
ასაკრეფ საბაჟო გადასახადებს და სხვა გადასახადებსა და მოსაკრებლებს ან
აკრძალვის, შეზღუდვისა ან კონტროლის ზომებს;

2) „დარღვევა“, ნიშნავს საბაჟო კანონმდებლობის ნებისმიერ დარღვევას,
აგრეთვე ამ კანონმდებლობის დარღვევის ნებისმიერ მცდელობას;

3) „საბაჟო ადმინისტრაციები“, ნიშნავს ლიტვის რესპუბლიკაში ლიტვის
რესპუბლიკის ფინანსთა სამინისტროსთან არსებულ საბაჟო დეპარტამენტს,
საქართველოში საქართველოს ფინანსთა სამინისტროს საბაჟო დეპარტამენტს;

4) „კონტროლირებადი მიწოდება“, ნიშნავს მეთოდს, რომლის
გამოყენებისას დაშვებულია მხარეების ტერიტორიებიდან უკანონო ან ეჭვქვეშ
მყოფი ნარკოტიკული საშუალებებისა და ფსიქოტროპული ნივთიერებების
პარტიების გატანა, მხარეების ტერიტორიებზე მათი ტრანზიტი ან შემოტანა
კომპეტენტური სახელმწიფო ინსტიტუტების ზედამხედველობის ქვეშ ამ
საშუალებებისა და ნივთიერებების უკანონო ბრუნვაში მონაწილე პირების
გამოვლენის მიზნით;

5) „საბაჟო უზრუნველყოფები“, ნიშნავს სატრანსპორტო საშუალებებსა და
ტვირთებზე დადებულ ლუქებს, ბეჭდების ტვიფრებს, შტამპებს.

მუხლი 2

შეთანხმების მოქმედების სფერო

1. თავიანთი საბაჟო ადმინისტრაციების მეშვეობით და ამ შეთანხმების პირობების შესაბამისად მხარეები ურთიერთთანამშრომლობენ და უზენეეს ერთმანეთს დახმარებას:

a) საქონლის გადაადგილების გაიოლებისა და დაჩქარების მიზნით;
b) საბაჟო კანონმდებლობის მოთხოვნათა სათანადო უზრუნველყოფის მიზნით;

c) საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევების თავიდან აცილების, გამოძიებისა და აღკვეთის მიზნით.

2. ამ შეთანხმების ფარგლებში დახმარება ხორციელდება იმ მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი კანონმდებლობის შესაბამისად, რომელსაც ეთხოვა დახმარება და ამ მხარის საბაჟო ადმინისტრაციის კომპეტენციისა და შესაძლებლობების ფარგლებში. აუცილებლობის შემთხვევაში საბაჟო ადმინისტრაციებს შეუძლიათ ორგანიზება გაუკეთონ სხვა კომპეტენტური ორგანოების დახმარებას იმ მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი კანონმდებლობის შესაბამისად, რომელსაც ეთხოვა დახმარება.

3. ეს შეთანხმება არ ვრცელდება გადაუხდეელი საბაჟო გადასახადების, გადასახადების ან ნებისმიერი სხვა მოსაკრებლების ანაზღაურებაზე.

მუხლი 3

საბაჟო ფორმალობების გაიოლება

1. საბაჟო ადმინისტრაციები ურთიერთშეთანხმებით იღებენ აუცილებელ ზომებს საბაჟო გაფორმების გამარტივებისათვის ორი ქვეყნის ტერიტორიებს შორის საქონლის გადაადგილების გაიოლებისა და დაჩქარების მიზნით.

2. საბაჟო ადმინისტრაციები, როგორც ზოგადი წესი, სცნობენ ერთმანეთის საბაჟო უზრუნველყოფას, მაგრამ საბაჟო ადმინისტრაციებს შეუძლიათ მოხსნან პირველადი საბაჟო უზრუნველყოფა და დაადონ ან დაამატონ თავისი საკუთარი საბაჟო უზრუნველყოფა, თუ საბაჟო კონტროლის მიზნებისათვის არის ამის აუცილებლობა.

3. საბაჟო ადმინისტრაციები გაცვლიან საბაჟო დოკუმენტებისა და საბაჟო უზრუნველყოფების ნიმუშებს, რომლებიც მოხსენებულია ამ მუხლის მე-2 პუნქტში, აგრეთვე, იმ საქონლის სიებს, რომელთა შემოტანა, გატანა ან ტრანზიტი მათი სახელმწიფოების ტერიტორიებზე შეზღუდული ან აკრძალულია.

4. ტრანზიტით მიმავალი საქონელი და სატრანსპორტო საშუალებები ექვემდებარებიან, როგორც წესი, მხოლოდ გარეგან საბაჟო დათვალიერებას, თუ საზოგადოებრივი წესრიგის, უსაფრთხოების, მორალისა და ჯანმრთელობის დაცვის მოსაზრებებით ან სტრატეგიული საქონლისა და განსაკუთრებული მნიშვნელობის მქონე საქონლის ექსპორტზე კონტროლის, გარემოს დაცვის, კულტურული მემკვიდრეობის შენარჩუნების, ინტელექტუალური საკუთრების დაცვის მიზნით ან სხვა მნიშვნელოვანი მიზეზებით არ წარმოიშვა მათი მთლიანი ან ნაწილობრივი დათვალიერების აუცილებლობა.

5. საბაჟო ადმინისტრაციებს შეუძლიათ ურთიერთშეთანხმებით ცნონ ლიტერატურა ან ქართულ ენებზე შესრულებული საბაჟო დოკუმენტების მოქმედი ბლანკები.

მუხლი 4

თანამშრომლობა და ურთიერთდახმარების ფორმები

1. საბაჟო ადმინისტრაციები საკუთარი ინიციატივით ან მოთხოვნის საფუძველზე ერთმანეთს გადასცემენ მთელ აუცილებელ ინფორმაციას ამ შეთანხმების მე 7, 8 და მე 9 მუხლების შესაბამისად.

2. საბაჟო ადმინისტრაციები:

a) უზიარებენ ერთმანეთს მოღვაწეობის გამოცდილებას და ინფორმაციას საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევების ჩადენის ახალი საშუალებებისა და მეთოდების შესახებ;

b) ინფორმაციას აწვდიან ერთმანეთს თავიანთი საბაჟო კანონმდებლობის და მისი ცვლილებების, მათ მიერ გამოყენებული კონტროლის ტექნიკური საშუალებებისა და მათი გამოყენების მეთოდების შესახებ, აგრეთვე განიხილავენ სხვა საკითხებს, რომლებიც ორმხრივ ინტერესს იწვევენ

მუხლი 5

დაკვირვება პირებზე, საქონელზე და სატრანსპორტო საშუალებებზე

ერთი მხარის საბაჟო ადმინისტრაცია საკუთარი ინიციატივით ან მეორე მხარის საბაჟო ადმინისტრაციის თხოვნით აწარმოებს სპეციალურ დაკვირვებას:

a) იმ პირების გადაადგილებაზე, განსაკუთრებით მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე მათ შემოსვლაზე და გასვლაზე, რომელთა შესახებაც ცნობილია, რომ მათ დაარღვიეს მეორე მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი საბაჟო კანონმდებლობა ან რომელთა შესახებაც არსებობს ეჭვი ასეთი დარღვევის ჩადენაში;

b) იმ საქონლისა და საგადასახადო საშუალებების გადაადგილებაზე, რომელთა შესახებაც ერთი მხარის საბაჟო ადმინისტრაციას მიღებული აქვს შეტყობინება მეორე მხარის საბაჟო ადმინისტრაციის მხრიდან, რომ ეს საქონელი და საგადასახადო საშუალებები უკანონო ბრუნვაში არიან ჩართული შემტყობინებელი სახელმწიფოს ტერიტორიაზე;

c) ნებისმიერ სატრანსპორტო საშუალებებზე, რომელთა შესახებაც ცნობილია, რომ მათ იყენებენ მეორე მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევის მიზნით, ან რომლებიც ეჭვს იწვევენ ამაში;

d) საქონლის დასაწყობად გამოყენებულ იმ ადგილებზე, რომლებიც შეიძლება გამოყენებულ იქნას მეორე მხარის ტერიტორიაზე არსებითი არაკანონიერი გადაადგილებისათვის.

მუხლი 6

კონტროლირებადი მიწოდება

1. თუ ეს არ ეწინააღმდეგება მხარეების ეროვნული კანონმდებლობის ძირითად პრინციპებს, საბაჟო ადმინისტრაციებს ურთიერთთანხმობით შეუძლიათ გამოიყენონ ნარკოტიკული საშუალებებისა და ფსიქოტროპული ნივთიერებების კონტროლირებადი მიწოდების მეთოდი საერთაშორისო დონეზე იმ პირების გამოვლენის მიზნით, რომლებიც ჩართულნი არიან ასეთი საშუალებებისა და ნივთიერებების უკანონო ბრუნვაში.

2. უკანონო პარტიები, რომელთა კონტროლირებადი მიწოდებები ხორციელდება მიღწეული შეთანხმებების შესაბამისად, ორივე საბაჟო ადმინისტრაციის თანხმობით შეიძლება დაკავებული და დატოვებული იქნეს შემდგომი გადაზიდვებისათვის ნარკოტიკული საშუალებებისა და ფსიქოტროპული ნივთიერებების უკანონო პარტიების შენარჩუნებით ან ამოღებით, მთლიანი ან ნაწილობრივი შეცვლით.

3. გადანაცვტილებები, კონტროლირებადი მიწოდების გამოყენების შესახებ, მიიღება ყოველ ცალკეულ შემთხვევაში და აუცილებლობის შემთხვევაში შეიძლება გათვალისწინებულ იქნეს ორივე საბაჟო ადმინისტრაციებს შორის მიღწეული ფინანსური შეთანხმებები და ურთიერთგაგება.

მუხლი 7

ბრძოლა საქონლის უკანონო ბრუნვის წინააღმდეგ

საბაჟო ადმინისტრაციები საკუთარი ინიციატივით ან თხოვნის საფუძველზე დაუყოვნებლივ გადასცემენ ერთმანეთს მთელ აუცილებელ ინფორმაციას დადგენილი მოქმედებების შესახებ, რომლებიც არღვევენ ან შეუძლიათ დაარღვიონ ერთ ერთი მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი საბაჟო კანონმდებლობა შემდეგ სფეროებში:

a) იარაღის, საბრძოლო მასალის, ასაფეთქებელი ნივთიერებების და ასაფეთქებელი მოწყობილობების გადაადგილებები;

b) სიძველისა და ხელოვნების საგნების გადაადგილებები, რომლებიც წარმოადგენენ მნიშვნელოვან ისტორიულ, კულტურულ ან არქეოლოგიურ ფასეულობებს რომელიმე მხარისათვის;

c) შხამიანი ნივთიერებების, აგრეთვე იმ ნივთიერებების გადაზიდვები, რომლებიც წარმოადგენენ საფრთხეს გარემოსათვის და ადამიანის ჯანმრთელობისათვის;

d) მხარეების ტერიტორიებზე მოქმედი სიების (რომლებსაც ერთმანეთს უცვლიან საბაჟო ადმინისტრაციები) შესაბამისად არასატარიფო შეზღუდვებს დაქვემდებარებული განსაკუთრებული მნიშვნელობის მქონე და სტრატეგიული საქონლის გადაადგილებები;

e) სხვა საქონლის გადაადგილებები, რომელთა შესახებაც არსებობს საკმაო საფუძველი იმის ფიქრისა, რომ მათ მიეყვართ მნიშვნელოვან არაკანონიერ გადაადგილებამდე მეორე მხარის ტერიტორიაზე.

მუხლი 8

ინფორმაციის მიწოდება

1. საბაჟო ადმინისტრაციები საკუთარი ინიციატივით ან მოთხოვნის საფუძველზე ერთმანეთს აწვდიან მთელ ინფორმაციას, რომელმაც შეიძლება ხელი შეუწყოს:

a) საბაჟო ადმინისტრაციების მიერ საბაჟო გადასახადების, გადასახადების და სხვა მოსაკრებლების აკრეფას, და კერძოდ, ინფორმაციას, რომელიც შეიძლება გამოდგეს საქონლის საბაჟო ღირებულების შეფასებისას და მის სატარიფო კლასიფიკაციის დადგენაში;

b) შემოტანის, გატანისა და ტრანზიტის აკრძალვებისა და შეზღუდვების ან საბაჟო გადასახადების, გადასახადების და სხვა მოსაკრებლებისაგან გათავისუფლების შესრულებას;

c) იმ საქონლის წარმოშობის ეროვნული წესების გამოყენებას, რომელზედაც არ ვრცელდება ერთი ან ორივე მხარის მიერ დადებული სხვა შეთანხმებები.

2. იმ შემთხვევაში, თუ ის საბაჟო ადმინისტრაცია, რომელსაც ეთხოვა ინფორმაცია, არ ფლობს ამ ინფორმაციას, იგი თავის ტერიტორიაზე მოქმედი კანონმდებლობის შესაბამისად ღებულობს ზომებს ამ ინფორმაციის მოსაპოვებლად.

3. ყოველი საბაჟო ადმინისტრაცია მეორე საბაჟო ადმინისტრაციის თხოვნით იძლევა ინფორმაციას :

a) იყო თუ არა ის საქონელი, რომელიც შეტანილია მთხოვნელი მხარის ტერიტორიაზე, კანონიერად გატანილი მეორე მხარის ტერიტორიიდან;

b) იყო თუ არა ის საქონელი, რომელიც გამოტანილია მთხოვნელი მხარის ტერიტორიიდან, კანონიერად შეტანილი მეორე მხარის ტერიტორიაზე და რომელ საბაჟო პროცედურას, თუ ის ჩატარდა, დაექვემდებარა ეს საქონელი.

4. ყოველი საბაჟო ადმინისტრაცია საკუთარი ინიციატივით ან თხოვნის საფუძველზე აწოდებს მეორე საბაჟო ადმინისტრაციას მთელ ინფორმაციას,

რომელიც შეიძლება გამოყენებული იქნას მის მიერ მეორე მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევებთან დაკავშირებით, კერძოდ:

a) ფიზიკურ და იურიდიულ პირებზე, რომლებმაც დაარღვიეს მეორე მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი საბაჟო კანონმდებლობა ან არსებობს ეჭვი ასეთი დარღვევის შესახებ;

b) საქონელზე, რომელიც ცნობილია როგორც მნიშვნელოვანი არაკანონიერი გადაადგილების საგნები ან იწვევს ეჭვს ამაში;

c) სატრანსპორტო საშუალებებზე, რომელთა შესახებაც ცნობილია, რომ მათ იყენებენ მეორე მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევებისას, ან არსებობს ეჭვი ამის შესახებ;

d) საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევების ახალ გზებზე და საშუალებებზე.

მუხლი 9

დოკუმენტების მიწოდება

1. ყოველი საბაჟო ადმინისტრაცია საკუთარი ინიციატივით ან თხოვნის საფუძველზე აწვდის მეორე საბაჟო ადმინისტრაციას აქტებს, მონმეთა ჩვენებებს, ან დოკუმენტების დამონმებული ასლებს, რომლებიც შეიცავენ მთელ არსებულ ინფორმაციას იმ მოსამზადებელ ან ჩადენილ მოქმედებებზე, რომლებიც იწვევენ ან შეუძლიათ გამოიწვიონ მეორე მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევა.

ამ შეთანხმებით გათვალისწინებული დოკუმენტების ნაცვლად იმავე მიზნებისათვის შეიძლება გადაცემული იქნას კომპიუტერიზირებული ინფორმაცია ნებისმიერი სახით გადაცემული უნდა იქნას, აგრეთვე, მთელი თანმხლები ინფორმაცია ამ მასალების განმარტების ან გამოყენებისათვის.

საქმეებისა და დოკუმენტების დედნები გამოითხოვება მხოლოდ იმ შემთხვევებში, როცა დამონმებული ასლების წარდგენა არ არის საკმარისი.

2. საქმეებისა და დოკუმენტების დედნები, რომლებიც მიღებულია მეორე საბაჟო ადმინისტრაციისაგან დაბრუნებულ უნდა იქნან პირველივე შესაძლებლობისთანავე.

მუხლი 10

გამოძიება

1. თხოვნის მიღების შემდეგ საბაჟო ადმინისტრაცია ჩაატარებს ოფიციალურ გამოძიებას იმ მოქმედებებზე, რომლებიც ეწინააღმდეგებიან ან შეიძლება ეწინააღმდეგებოდნენ მთხოვნილი მხარის ტერიტორიაზე მოქმედ საბაჟო კანონმდებლობას. ასეთი გამოძიების შედეგები გადაეცემა მთხოვნელ საბაჟო ადმინისტრაციას.

2. ასეთი გამოძიებები ტარდება იმ კანონებისა და წესების შესაბამისად, რომლებიც მოქმედებენ თხოვნის მიმღები მხარის ტერიტორიაზე. თხოვნის მიმღები საბაჟო ადმინისტრაცია გამოძიებას ატარებს თავისი საკუთარი სახელით.

3. ერთი მხარის საბაჟო ადმინისტრაციის თანამდებობის პირებს მეორე მხარის საბაჟო ადმინისტრაციის თანხმობით, ცალკეულ შემთხვევებში შეუძლიათ იმყოფებოდნენ ამ უკანასკნელის ტერიტორიაზე მთხოვნილი მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევების გამოსაძიებლად.

მუხლი 11

თანამდებობის პირების მეორე მხარის ტერიტორიაზე ყოფნა

ამ შეთანხმებით გათვალისწინებულ შემთხვევებში, როცა ერთი მხარის საბაჟო ადმინისტრაციის თანამდებობის პირები იმყოფებიან მეორე მხარის ტერიტორიაზე, ამ თანამდებობის პირებს ნებისმიერ დროს უნდა შეეძლოს თავისი ოფიციალური უფლებამოსილების მტკიცებულების წარდგენა. ეს თანამდებობის პირები არ უნდა იყვნენ გამოხყობილინი ფორმის ტანსაცმელში და არ უნდა ჰქონდეთ იარაღი.

მუხლი 12
ექსპერტები და მოწმეები

- ერთი მხარის სასამართლო ან ადმინისტრაციული ორგანოების თხოვნით, იმასთან დაკავშირებით რომ ისინი იხილავენ საბაჟო კანონმდებლობის დარღვევებს, მეორე მხარის საბაჟო ადმინისტრაციას შეუძლია უფლებამოსილება მისცეს თავის მოსამსახურეებს, რათა ისინი გამოვიდნენ ექსპერტების ან მოწმეების სახით ასეთ სასამართლო ან ადმინისტრაციულ გამოძიებებზე. ეს მოსამსახურეები იძლევიან ჩვენებას იმ ფაქტებთან დაკავშირებით, რომლებიც დადგენილი იქნა მათ მიერ თავიანთი სამსახურებრივი მოვალეობის შესრულებისას. სასამართლო ან ადმინისტრაციულ გარჩევაში მონაწილეობის მისაღებად წარდგენილ თხოვნაში ნათლად უნდა იყოს ნაჩვენები, თუ რომელ საქმეზე და რა სტატუსით წარდგება მოსამსახურე.
- ამ მოსამსახურეებს უფლება აქვთ უარი განაცხადონ ჩვენების მიცემაზე ან განცხადების გაკეთებაზე, თუ მათ ეს უფლება აქვთ ან მოვალეობა არიან ასეთ მოქმედებებზე თავისი ქვეყნის ან მთხოვნელი მხარის კანონმდებლობის შესაბამისად.

მუხლი 13
ინფორმაციის და დოკუმენტების გამოძენება

- ამ შეთანხმების შესაბამისად მიღებული ინფორმაცია, დოკუმენტები და სხვა ცნობები გამოიყენება მხოლოდ ამ შეთანხმებით მითითებული მიზნებისათვის. მათი გადაცემა ან გამოყენება სხვა ნებისმიერი მიზნებისათვის დაშვებულია მხოლოდ ამ ინფორმაციის, დოკუმენტებისა და სხვა ცნობების გადამცემი საბაჟო ადმინისტრაციის აშკარად გამოხატული თანხმობის შემთხვევაში.
- ამ მუხლის 1-ლი პუნქტის დებულებები არ გამოიყენება იმ ინფორმაციის მიმართ, რომლებიც ეხება დარღვევებს დაკავშირებულს ნარკოტიკულ საშუალებებთან და ფსიქოტროპულ ნივთიერებებთან. ასეთი ინფორმაცია შეიძლება გადაეცეს სხვა უწყებებს, რომლებიც უშუალოდ არიან დაკავებული ნარკოტიკების არაკანონიერი ბრუნვის წინააღმდეგ ბრძოლასთან.
- ამ შეთანხმების შესაბამისად ერთი მხარის საბაჟო ადმინისტრაციის მიერ მეორე მხარისათვის ნებისმიერ ფორმაში გადაცემულ თხოვნებს, ინფორმაციებს, ექსპერტიზის აქტებს და სხვა ცნობებს მიმღები მხარე გახმაურებისაგან იცავს იმავე ხარისხით რა ხარისხითაც მსგავსი შინაარსის საკუთარ დოკუმენტებსა და ცნობებს, მისი კანონმდებლობის შესაბამისად. ინფორმაციის მიმღები საბაჟო ადმინისტრაცია უზრუნველყოფს მის კონფიდენციალობას მეორე საბაჟო ადმინისტრაციის ასეთი თხოვნის შემთხვევაში.
- ამ შეთანხმების მიზნებისა და მოცულობის შესაბამისად საბაჟო ადმინისტრაციებს ინფორმაცია და დოკუმენტები, მიღებული ამ შეთანხმების საფუძველზე, შეუძლიათ გამოიყენონ მტკიცების სახით თავის ოქმებში, აქტებში, მოწმეთა ჩვენებებში, აგრეთვე სასამართლო და ადმინისტრაციული გარჩევების მიმდინარეობისას.
- ასეთი ინფორმაციისა და დოკუმენტების გამოყენება მტკიცებულებებად სასამართლო ორგანოებში და მათი მტკიცებულებითი ძალა განისაზღვრება ეროვნული კანონმდებლობის შესაბამისად.

მუხლი 14

გამონაკლისები დახმარების გაწევის ვალდებულებებში

1. იმ შემთხვევაში, თუ ერთი მხარის თხოვნის მიმღები საბაჟო ადმინისტრაცია თვლის, რომ თხოვნის შესრულებას შეუძლია ზიანი მიაყენოს ამ მხარის სუვერენიტეტს, უსაფრთხოებას, საზოგადოებრივ წესრიგს ან ამ მხარის ნებისმიერ სხვა არსებით ინტერესებს, ან დაარღვიოს ამ მხარის სანარმოო, კომერციული ან პროფესიული საიდუმლო, მას შეუძლია მთლიანად ან ნაწილობრივ თქვას უარი ამ შეთანხმებით გათვალისწინებულ დახმარებაზე, ან გაუწიოს ეს დახმარება განსაზღვრული პირობებისა და მოთხოვნების შესრულების შემთხვევაში.

2. თუ დახმარებაზე უარი ითქვა, მაშინ გადაწყვეტილება უარზე მიზეზის ჩვენებით და წერილობითი ფორმით დაუყოვნებლივ მიენოდება მოსოვნელ საბაჟო ადმინისტრაციას.

3. თუ საბაჟო ადმინისტრაცია მიმართავს მეორე მხარეს თხოვნით ისეთი დახმარების განცეის შესახებ, რომელსაც თვითონ ვერ გაუწევდა მეორე მხარეს, თავის მიმართვაში ის ამ ფაქტს აღნიშნავს ასეთი დახმარების განცეა დამოკიდებულია თხოვნის მიმღები საბაჟო ადმინისტრაციის ნება-სურვილზე

მუხლი 15

შეტყობინება

1. ერთი მხარის საბაჟო ადმინისტრაციის თხოვნით, მეორე მხარის ადმინისტრაცია ატყობინებს მისი სახელმწიფოს ტერიტორიაზე მცხოვრებ ან დაფუძნებულ დაინტერესებულ ფიზიკურ ან იურიდიულ პირებს იმ დოკუმენტების შესახებ, რომლებიც ეხებათ ადმინისტრაციული ორგანოების მიერ საბაჟო კანონმდებლობის აღსრულებისათვის მიღებულ ზომებსა და გადაწყვეტილებებს.

2. შეტყობინება ზოგადილდება თხოვნის მიმღები მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი კანონმდებლობის შესაბამისად. შეტყობინება შეიძლება განხორციელდეს განსაკუთრებული ფორმითაც ან მეთოდებითაც, რომლებიც თხოვნაშია მითითებული, იმ პირობით, რომ ეს არ ითვლება თხოვნის მიმღები მხარის ტერიტორიაზე მოქმედი კანონმდებლობის შეუსაბამობად.

მუხლი 16

თხოვნის ფორმა და შინაარსი

1. ამ შეთანხმების საფუძველზე შედგენილი თხოვნები წარმოიდგინება წერილობითი ფორმით. თხოვნას თან უნდა ახლდეს მისი შესრულებისათვის აუცილებელი დოკუმენტები. განსაკუთრებული სიტუაციების პირობებში შეიძლება მიღებული იქნას ზეპირი თხოვნაც, მაგრამ ის დაუყოვნებლივ უნდა დადასტურდეს წერილობითი სახით.

2. თხოვნა შესრულებული ამ მუხლის 1-ლი პუნქტის საფუძველზე, შეიცავს შემდეგ ინფორმაციას:

- ა) საბაჟო ადმინისტრაცია, ვინც თხოულობს;
- ბ) მოქმედება, რომლის შესრულებას ითხოვენ;
- გ) თხოვნის მიზანი და მიზეზი;

დ) კანონები, წესები და სხვა საკანონმდებლო აქტები, რომლებსაცკავშირი აქვთ საქმესთან;

ე) შეძლებისდაგვარად ზუსტი და ამომწურავი ცნობები იმ ფიზიკურ და იურიდიულ პირებზე, რომლებიც წარმოადგენენ გამოძიების ობიექტებს;

1) იმ გარემოებების მოკლე მიმოხილვა, რომლებსაც კავშირი აქვთ საქმესთან, გარდა შემთხვევებისა, რომლებიც გათვალისწინებულია ამ შეთანხმების მე-15 მუხლით.

3. თხოვნა სრულდება თხოვნის მიმღები მხარის ოფიციალურ, რუსულ ან თხოვნის მიმღები საბაჟო ადმინისტრაციისთვის მისაღებ სხვა ენაზე.

4. იმ შემთხვევაში, თუ თხოვნა არ პასუხობს ოფიციალურ მოთხოვნებს, შეიძლება მოთხოვნილი იქნას მისი კორექტირება ან დამატება, მაგრამ ეს ხელს არ უშლის უსაფრთხოების ზომების მიღებას.

მუხლი 17
ხარჯები

საბაჟო ადმინისტრაციები უარყოფენ ამ შეთანხმების შესრულებასთან დაკავშირებული ხარჯების ანაზღაურების ნებისმიერ მოთხოვნას, გარდა ამ შეთანხმების მე-12 მუხლით გათვალისწინებული ხარჯებისა ექსპერტზე და მონმეებზე.

მუხლი 18
შეთანხმების რეალიზაცია

1. დახმარებას ამ შეთანხმების დებულებების შესაბამისად გასწევენ უშუალოდ საბაჟო ადმინისტრაციები.

2. საბაჟო ადმინისტრაციებმა შეიძლება გაითვალისწინონ დახმარების განცემის ღონისძიებები, კავშირის პირდაპირი არხების დანესება მათ ცენტრალურ ქვეგანყოფილებებს შორის და უფლებამოსლება მიაწოდონ ადგილობრივ ქვეგანყოფილებებს განახორციელონ კონტაქტები ურთიერთშორის ისე, როგორც იქნება განსაზღვრული საბაჟო ადმინისტრაციებს შორის მათი კომპეტენციის შესაბამისად მიღწეულ ცალკე შეთანხმებაში.

მუხლი 19
ძალაში შესვლა და მოქმედების შეწყვეტა

1. ეს შეთანხმება ძალაში შედის 30 დღის შემდეგ იმ დროიდან, როდესაც დიპლომატიური არხებით მიღებული იქნება ბოლო შეტყობინება მხარეების მიერ შეთანხმების ძალაში შესასვლელად აუცილებელი შიდასახელმწიფოებრივი იურიდიული პროცედურების შესრულების შესახებ.

2. ეს შეთანხმება იდება განუსაზღვრელი ვადით. შეთანხმების მოქმედება შეიძლება შეწყვეტილ იქნას დიპლომატიური არხებით გაგზავნილი წერილობითი შეტყობინების გზით. შეთანხმება დაკარგავს თავის ძალას ასეთი შეტყობინების შემდეგ ექვსი თვის ვადაში.

შესრულებულია ქ. თბილისში, 1996 წლის „ „ აპრილს, ორ პირად, თითოეული ლიტვურ, ქართულ და რუსულ ენებზე, ამასთან, ყველა ტექსტს თანაბარი ძალა აქვს. ამ შეთანხმების განმარტებისას აზრთა სხვადასხვაობის შემთხვევაში გამოიყენება ტექსტი რუსულ ენაზე.

ლიტვის რესპუბლიკის
სახელით



საქართველოს
მთავრობის სახელით



[LITHUANIAN TEXT — TEXTE LITUANIEN]

**LIETUVOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS IR
GRUZIJOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS**

S U S I T A R I M A S

**DĖL BENDRADARBIAVIMO KOVOJANT SU MUITINĖS
ĮSTATYMŲ PAŽEIDIMAIS**

Lietuvos Respublikos Vyriausybė ir Gruzijos Respublikos Vyriausybė, toliau vadinamos Šalimis,

pripažindamos, kad muitinės įstatymų pažeidimai daro žalą jų valstybių ekonominiams, mokestiniams ir socialiniams interesams bei teisėtiems prekybiniams interesams;

atsižvelgdamos į tai, kad neteisėta narkotinių priemonių ir psichotropinių medžiagų apyvarta kelia pavojų piliečių ir visuomenės sveikatai;

atsižvelgdamos į tikslaus muitų, rinkliavų ir kitų mokesčių, renkamų įvežant, išvežant prekes, apskaičiavimo svarbą, taip pat tikslų draudimų, apribojimų ir kontrolės sąlygų laikymąsi;

būdamos įsitikinusios, kad pastangos siekiant užkirsti kelią muitinės įstatymų pažeidimams ir užtikrinant teisingą muitų, rinkliavų ir kitų mokesčių surinkimą bus efektyvesnės bendradarbiaujant jų muitinės administracijoms;

atsižvelgdamos į 1961 m. Vieningos JTO narkotinių priemonių konvencijos, 1971 m. Psichotropinių medžiagų konvencijos ir 1988m. Kovos su neteisėta narkotinių priemonių ir psichotropinių medžiagų apyvarta konvencijos nuostatas, parengtas globojant Jungtinių Tautų Organizacijai,

s u s i t a r ė:

1 straipsnis

APIBRĖŽIMAI

Šiame Susitarime:

1) "muitinės įstatymai" - įstatymų ir teisės aktų nuostatos, reglamentuojančios prekių įvežimo, išvežimo bei tranzito ir muitų, rinkliavų bei kitų mokesčių, renkamų muitinės administracijų, arba draudimų, apribojimų ir kontrolės priemonės;

2) "pažeidimas" - kiekvienas muitinės įstatymų pažeidimas, taip pat kiekvienas kėsinimasis pažeisti šiuos įstatymus;

3) "muitinės administracija": Lietuvos Respublikoje - Muitinės departamentas prie Lietuvos Respublikos finansų ministerijos, Gruzijos Respublikoje - Muitinės departamentas;

4) "kontroliuojamas pristatymas" - metodas, kurį taikant leidžiama neteisėtas arba įtariamas narkotinių priemonių, psichotropinių medžiagų arba jas pakeičiančių medžiagų siuntas išvežti iš Šalių teritorijų, pervežti per jas tranzitu arba į jas įvežti, Šalių kompetentingoms valstybinėms institucijoms žinant ir prižiūrint, siekiant nustatyti asmenis, susijusius su neteisėta narkotinių priemonių ir psichotropinių medžiagų apyvarta;

5) "muitinio įforminimo ženklai" - plombos, spaudų atspaudai dedami ant transporto priemonių ir krovinių.

2 straipsnis

SUSITARIMO TAIKYMO SRITIS

1. Šalys, remdamosi šio Susitarimo sąlygomis, per jų muitinių administracijas bendradarbiauja ir teikia viena kitai pagalbą:

a) siekdamas palengvinti ir pagreitinti prekių judėjimą;

b) siekdamas užtikrinti tinkamą muitinės įstatymų laikymąsi;

c) siekdamas užkirsti kelią muitinės įstatymų pažeidimams, vykdyti pažeidimų tyrimą ir jų pašalinimą.

2. Šiuo Susitarimu numatyta pagalba teikiama remiantis prašymą gavusios Šalies teritorijoje galiojančiais įstatymais ir teisės aktais ir pagal prašymą gavusios muitinės administracijos kompetenciją ir galimybes. Muitinės administracijos prireikus gali prašyti kitų kompetentingų institucijų paramos, remdamosi įstatymais ir kitais teisės aktais, galiojančiais prašymą gavusios Šalies teritorijoje.

3. Šis Susitarimas nenumato muitų, rinkliavų ir kitų mokesčių grąžinimo.

3 straipsnis

MUITINĖS FORMALUMŲ SUPAPRASTINIMAS

1. Susitarusios muitinės administracijos imasi priemonių muitinės formalumams supaprastinti, kad būtų palengvintas ir pagreitintas prekių judėjimas tarp abiejų valstybių teritorijų.

2. Muitinės administracijos, kaip įprasta, pripažins viena kitos muitinio įforminimo ženklus. Muitinės administracijos gali, jei to reikalauja muitinis tikrinimas, panaikinti buvusius muitinio įforminimo ženklus ir naudoti arba papildyti savo muitinio įforminimo ženklus.

3. Muitinės administracijos pasikeis muitinės dokumentų ir muitinio įforminimo ženklų, paminėtų šio straipsnio 2 punkte, pavyzdžiais, taip pat sąrašais prekių, kurių įvežimas, išvežimas ar gabenimas tranzitu per jų valstybių teritoriją yra ribojamas ar draudžiamas.

4. Prekės ir transporto priemonės, vykstančios tranzitu, paprastai tikrinamos muitinėje tik išoriškai, nebent dėl viešosios tvarkos, saugumo, moralės ir sveikatos apsaugos arba kontroliuojant strateginių ir turinčių ypatingą reikšmę prekių eksportą, saugant aplinką, kultūrinį paveldą, intelektualinę nuosavybę ar dėl kitų svarbių priežasčių iškyla būtinybė atlikti pilnutinį ar dalinį muitinį tikrinimą.

5. Muitinės administracijos, pagal abipusį susitarimą gali pripažinti naudojamus muitinės dokumentų blankus lietuvių arba gruzinių kalbomis.

4 straipsnis

BENDRADARBIAVIMO IR TARPUSAVIO PAGALBOS FORMOS

1. Muitinės administracijos, savo iniciatyva arba gavusios prašymą, pateikia visą reikiamą informaciją pagal šio Susitarimo 7, 8 ir 9 straipsnius.

2. Muitinės administracijos:

a) keičiasi savo veiklos patirtimi ir informacija apie naujas priemones ir metodus, susijusius su muitinės įstatymų pažeidimais;

b) informuoja viena kitą apie savo muitinės įstatymus ir atitinkamus jų pakeitimus, taip pat apie taikomas technines kontrolės priemones ir jų naudojimo metodus bei svarsto kitus abipusį susidomėjimą keliančius klausimus.

5 straipsnis

ASMENŲ, PREKIŲ IR TRANSPORTO PRIEMONIŲ PRIEŽIŪRA

Vienos Šalies muitinės administracija, savo iniciatyva arba gavusi kitos Šalies muitinės administracijos prašymą, ypač prižiūrės:

a) judėjimą, ypač įvažiavimą į Šalies teritoriją ir išvažiavimą iš jos asmenų, apie kuriuos yra žinoma, kad jie pažeidė kitos Šalies teritorijoje galiojančius muitinės įstatymus, ar įtariami juos pažeidę;

b) prekių arba mokėjimo priemonių judėjimą, apie kurį vienos Šalies muitinės administracija yra pranešusi kitos Šalies muitinės administracijai kaip apie susijusį su neteisėta apyvarta tos Šalies teritorijoje;

c) visas transporto priemones, apie kurias žinoma, kad jos yra naudojamos pažeidžiant kitos Šalies muitinės įstatymus, arba tuo įtariama;

d) vietas, naudojamas saugoti prekėms, kurios gali būti stambiu mastu neteisėtai išvežtos į kitos Šalies teritoriją.

6 straipsnis

KONTROLIUOJAMAS PRISTATYMAS

1. Jeigu tai neprieštarauja Šalių nacionalinių įstatymų ir kitų teisės aktų pagrindiniams principams, muitinės administracijos gali, remdamosi tarpusavyje suderintais susitarimais, naudoti kontroliuojamo pristatymo metodą tarptautiniu lygiu, siekdamas išaiškinti asmenis, susijusius su narkotinių priemonių ir psichotropinių medžiagų neteisėta apyvarta.

2. Neteisėtos siuntos, kurių pristatymas kontroliuojamas pagal muitinės administracijų susitarimus, gali būti sulaikytos arba leidžiamos gabenti toliau, išėmus arba neišėmus iš jų narkotines priemones ar psichotropines medžiagas, taip pat visai ar tik iš dalies jas pakeitus.

3. Kiekvienu konkrečiu atveju priimami atskiri sprendimai dėl kontroliuojamo pristatymo metodo panaudojimo. Juo galima pasinaudoti, jei reikia, atsižvelgiant į tarpusavyje suderintus muitinės administracijų finansinius susitarimus bei savitarpio supratimą.

7 straipsnis

KOVA SU NETEISĖTA PREKIŲ APYVARTA

Muitinės administracijos, savo iniciatyva ar gavusios prašymą, nedelsdamos pateikia visą reikalingą informaciją apie nustatytus veiksmus, pažeidžiančius arba galinčius pažeisti muitinės įstatymus ir kitus teisės aktus, galiojančius vienos Šalies teritorijoje ir reglamentuojančius:

- a) ginklų, šaudmenų, sprogstamųjų medžiagų ir sprogstamųjų užtaisų gabenimą;
- b) daiktų, turinčių svarbią istorinę, meninę, kultūrinę ar archeologinę vertę vienai iš Šalių, gabenimą;
- c) nuodingųjų medžiagų bei medžiagų, keliančių pavojų gamtai ir žmonių sveikatai, pervežimą;
- d) prekių, turinčių ypač svarbią reikšmę, ir strateginių prekių, įtrauktų į sąrašus prekių, kurioms taikomi netarifiniai apribojimai, pervežimą. Šalių muitinės administracijos keisis tokių prekių sąrašais;

e) gabenimą kitų prekių, kurios kelia pakankamą įtarimą, kad jos neteisėtai, dideliais kiekiais bus įvežtos į kitos Šalies teritoriją.

8 straipsnis

INFORMACIJOS SUTEIKIMAS

1. Šalių muitinės administracijos, savo iniciatyva arba gavusios prašymą, pateiks visą informaciją, galinčią būti naudinga užtikrinant teislingą:

a) muitų bei kitų importo ir eksporto mokesčių surinkimą, ir ypač informaciją, galinčią būti naudinga nustatant prekių muitinę vertę ir jų tarifinę klasifikaciją;

b) įvežimo, išvežimo ir tranzito draudimų bei apribojimų arba atleidimo nuo muitų, mokesčių ir kitų rinkliavų taikymą;

c) nacionalinių prekių kilmės nustatymo taisyklių taikymą, jeigu tai nenustatyta kituose susitarimuose, pasirašytuose vienos ar abiejų Šalių.

2. Jei prašymą gavusi muitinės administracija neturi pageidaujamos informacijos, ji ims priemonių šiai informacijai gauti, vadovaudamasi įstatymais ir kitais teisės aktais, galiojančiais prašymą gavusios Šalies teritorijoje.

3. Muitinės administracija, gavusi kitos muitinės administracijos prašymą, pateiks informaciją:

a) ar prekės, įvežtos į prašymą pateikusios Šalies teritoriją, buvo teisėtai išvežtos iš kitos Šalies;

b) ar prekės, išvežtos iš prašymą pateikusios Šalies teritorijos, buvo teisėtai įvežtos į kitos Šalies teritoriją ir kokia muitinės procedūra, jei ji buvo taikoma, buvo pritaikyta šioms prekėms.

4. Muitinės administracija, savo iniciatyva ar gavusi prašymą, pateikia kitai muitinės administracijai visą informaciją, kuri gali būti panaudota muitinės įstatymų, galiojančių kitos Šalies teritorijoje, pažeidimų atvejais, ypač jei tai susiję:

a) su fiziniais ar juridiniais asmenimis, apie kuriuos žinoma, jog jie pažeidė kitos Šalies teritorijoje galiojančius muitinės įstatymus, ar tuo įtariamai;

b) su prekėmis, esančiomis ar įtariamomis esant neteisėto gabenimo stambiu mastu objektu;

c) su transporto priemonėmis, naudotomis pažeidžiant kitos Šalies teritorijoje galiojančius muitinės įstatymus ar įtariamomis esant naudotomis juos pažeidžiant;

d) su naujais muitinės įstatymų pažeidimų būdais ir priemonėmis.

9 straipsnis

DOKUMENTŲ PATEIKIMAS

1. Muitinės administracija, savo iniciatyva arba gavusi prašymą, pateikia kitai muitinės administracijai aktus, liudytojų parodymus ar patvirtintas kopijas dokumentų, kuriuose yra visa informacija apie įvykdytus ar planuojamus veiksmus, kuriais pažeidžiami ar gali būti pažeisti kitos Šalies teritorijoje galiojantys muitinės įstatymai.

Dokumentai, numatyti šiame Susitarime, gali būti pakeisti bet kuriuo pavidalu pateikiama kompiuterine informacija, skirta tam pačiam tikslui. Visa šiai medžiagai interpretuoti ir panaudoti būtina informacija turi būti pateikiama vienu metu.

Dokumentų originalus gali būti prašoma pateikti tik tais atvejais, kai patvirtintų kopijų nepakanka.

2. Dokumentų originalai, gauti iš kitos muitinės administracijos, turi būti grąžinami esant artimiausiai galimybei.

10 straipsnis

TYRIMAI

1. Prašymą gavusi muitinės administracija pradeda oficialius tyrimus, susijusius su veiksmais, prieštaraujančiais ar galinčiais prieštarauti prašymą pateikusiai Šalies teritorijoje galiojantiems muitinės įstatymams. Tokių tyrimų rezultatai pranešami prašymą pateikusiai muitinės administracijai.

2. Tokie tyrimai atliekami remiantis prašymą gavusios Šalies įstatymais ir kitais teisės aktais. Prašymą gavusi muitinės administracija tyrimus atlieka savo vardu.

3. Ypatingais atvejais vienos Šalies muitinės administracijos pareigūnai gali, sutikus kitos Šalies muitinės administracijai, dalyvauti pastarosios teritorijoje atliekant prašymą pateikusiai Šalies muitinės įstatymų pažeidimų tyrimus.

11 straipsnis

PAREIGŪNŲ DALYVAVIMO TVARKA

Vienos Šalies pareigūnai, lankydami kitos Šalies teritorijoje šiame Susitarime numatytais atvejais, turi būti visuomet pasirengę pateikti jų oficialių įgaliojimų liudijimus, jie privalo būti neuniformuoti ir neturėti ginklų.

12 straipsnis

EKSPERTAI IR LIUDYTOJAI

1. Vienos Šalies teismams arba administracinėms institucijoms pateikus prašymą, susijusį su jų nagrinėjamu muitinės įstatymų pažeidimu, kitos Šalies muitinės administracija gali įgalioti savo pareigūnus atvykti į šiuos teismus arba administracines institucijas kaip liudytojus arba ekspertus. Šie pareigūnai pateikia parodymus dėl faktų, nustatytų jiems einant savo pareigas. Prašyme dalyvauti teisme ar administraciniame nagrinėjime turi būti pateikti tikslūs duomenys apie bylos esmę ir pareigūno dalyvavimo sąlygas.

2. Šie pareigūnai turi teisę atsisakyti pateikti parodymus ar daryti pareiškimą, jei jiems suteikta teisė ar jie yra įpareigoti taip elgtis pagal savo valstybės ar prašymą pateikusių Šalies įstatymus ir kitus teisės aktus.

13 straipsnis

INFORMACIJOS IR DOKUMENTŲ NAUDOJIMAS

1. Informacija, dokumentai ir kiti duomenys, gauti pagal šį Susitarimą, naudojami tikslai šiame Susitarime numatytais tikslais. Jie gali būti perduoti ar naudojami kitiems tikslams tik gavus muitinės administracijos, pateikusių šiuos dokumentus, sutikimą.

2. Šio straipsnio 1 punkto nuostatos netaikomos informacijos atžvilgiu apie pažeidimus, susijusius su narkotinėmis priemonėmis ir psichotropinėmis medžiagomis. Tokia informacija gali būti perduota kitoms institucijoms, tiesiogiai dalyvaujančioms kovoje su neteisėta narkotikų apyvarta.

3. Vienos šalies muitinės administracijai pagal šį Susitarimą pateikus bet kokia forma prašymus, informaciją, ekspertizės aktus ir kitus duomenis, juos gavusi Šalis taikys tokią pačią apsaugą, kokią taiko tos Šalies panašaus pobūdžio dokumentams ir duomenims pagal jos įstatymus ir teisės aktus. Informaciją gaunanti muitinės administracija garantuoja jos konfidencialumą, jei to bus paprašiusi kita muitinės administracija.

4. Muitinės administracijos, remdamosi šiuo Susitarimu, gali savo protokoluose, aktuose, liudytojų parodymuose panaudoti gautą pagal šio Susitarimo nuostatas informaciją ir dokumentus, atliekant teisminį bei administracinį nagrinėjimą.

5. Šios informacijos ir dokumentų įrodomoji galia, taip pat jų naudojimas teismuose nustatomi nacionalinių įstatymų.

14 straipsnis

ĮSIPAREIGOJIMŲ TEIKTI TARPUSAVIO PAGALBĄ ĮSİMTYS

1. Jei prašymą gavusi muitinės administracija laiko, kad prašymo patenkinimas gali padaryti žalą jos valstybės suverenitetui, saugumui, viešajai tvarkai arba kitiems esminiems šios Šalies interesams arba atskleisti valstybinę, pramoninę ar komercinę šios Šalies paslaptį, ji gali

visiškai ar iš dalies atsisakyti teikti pagalbą, numatytą šiame Susitarime, arba nustatyti prašymui patenkinti tam tikras sąlygas.

2. Atsisakius teikti pagalbą, apie sprendimą ir atsisakymo priežastis nedelsiant raštu pranešama prašymą pateikusiai muitinės administracijai.

3. Jeigu pateikiamas pagalbos prašymas, kurio prašymą pateikianti muitinės administracija, gavusi analogišką prašymą, negalėtų patenkinti, apie tai būtina nurodyti prašyme. Sprendimą dėl tokio prašymo tenkinimo priima ji gavusi muitinės administracija.

15 straipsnis

INFORMAVIMAS APIE DOKUMENTUS

1. Vienos šalies muitinės administracijos prašymu kitos Šalies muitinės administracija informuoja suinteresuotus juridinius arba fizinius asmenis, esančius jos valstybės teritorijoje, apie dokumentus, apibūdinančius priemones ir sprendimus, valstybinių institucijų priimtus taikant muitinės įstatymus.

2. Apie dokumentus informuojama vadovaujantis prašymą gavusios Šalies teritorijoje galiojančiais įstatymais ir teisės aktais. Informuoti apie dokumentus galima ir kita forma bei būdu su sąlyga, jei tai neprieštaruja prašymą gavusios Šalies teritorijoje galiojantiems įstatymams ir teisės aktams.

16 straipsnis

PRAŠYMŲ SUTEIKTI PAGALBĄ FORMA IR TURINYS

1. Prašymai, pateikti pagal šį Susitarimą, pateikiami raštu. Prie prašymo pridedami dokumentai, būtini prašymui realizuoti. Ypatingais atvejais gali pakakti žodinio prašymo, kuris nedelsiant turi būti patvirtinamas raštu.

2. Prašymuose pagal šio straipsnio 1 punktą turi būti nurodyta ši informacija:

a) prašymą pateikianti muitinės administracija;

b) veiksmai, kurių prašoma imtis;

- c) prašymo tikslas ir priežastis;
 - d) įstatymai, taisyklės ir kiti teisės aktai, susiję su prašymu;
 - e) kiek įmanoma tikslesni ir išsamesni duomenys apie fizinius ir juridinius asmenis, kurių atžvilgiu bus atliekami tyrimai;
 - f) trumpas aplinkybių, susijusių su reikalu išdėstymas, išskyrus šio Susitarimo 15 straipsnyje numatytus atvejus.
3. Prašymai pateikiami oficialia prašymą gaunančios Šalies, rusų ar kita, prašymą gaunančiai muitinės administracijai priimtina kalba.
4. Jei prašymas neatitinka oficialių reikalavimų, gali būti pareikalauta jį pataisyti ar papildyti, tačiau tai netrukdo imtis atsargumo priemonių.

17 straipsnis

IŠLAIDOS

Muitinės administracijos atmes pretenzijas padengti išlaidas, susijusias su šio Susitarimo vykdymu, išskyrus ekspertų ir liudytojų iškviatimo pagal šio Susitarimo 12 straipsnį išlaidas.

18 straipsnis

VYKDYMAS

1. Pagalbą pagal šio Susitarimo nuostatas tiesiogiai teiks muitinės administracijos.
2. Muitinės administracijos gali numatyti pagalbos teikimo priemones, susitarti dėl tiesioginių ryšių tarp jų centrinių padalinių nustatymo ir įpareigoti jų vietinius padalinius palaikyti tarpusavio ryšius taip, kaip dėl to tarpusavyje susitars muitinių administracijos, remdamosi atskiru susitarimu kiek leidžia jų kompetencija.

19 straipsnis

ĮSIGALIOJIMAS IR GALIOJIMO PABAIGA

1. Šis Susitarimas įsigalioja praėjus 30 dienų nuo paskutiniojo pranešimo diplomatiniais kanalais apie tai, kad visos teisinės Šalių procedūros, būtinos Susitarimui įsigalioti pagal jų nacionalinius įstatymus, atliktos, gavimo dienos.

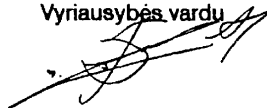
2. Šis Susitarimas sudarytas neapibrėžtam laikui. Susitarimo galiojimas gali būti nutrauktas pranešus raštu diplomatiniais kanalais. Jis nustos galioti praėjus 6 mėnesiams po tokio pranešimo gavimo dienos.

Sudaryta 1996 m. d. dviem egzemplioriais lietuvių, gruzinų ir rusų kalbomis, be to, visi tekstai turi vienodą galią. Esant nesutarimams dėl šio Susitarimo nuostatų interpretavimo, bus vadovaujamasi tekstu rusų kalba.

Lietuvos Respublikos
Vyriausybės vardu



Gruzijos Respublikos
Vyriausybės vardu



[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

СОГЛАШЕНИЕ

**МЕЖДУ
ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ЛИТОВСКОЙ РЕСПУБЛИКИ И
ПРАВИТЕЛЬСТВОМ РЕСПУБЛИКИ ГРУЗИЯ
О СОТРУДНИЧЕСТВЕ И ВЗАИМНОЙ ПОМОЩИ
В ТАМОЖЕННЫХ ДЕЛАХ**

Правительство Литовской Республики и Правительство Республики Грузия, именуемые в дальнейшем Сторонами,

исходя из того, что нарушения таможенного законодательства наносят ущерб экономическим, налоговым и социальным интересам их государств, а также законным интересам торговли;

принимая во внимание, что незаконный оборот наркотических средств и психотропных веществ представляет опасность для здоровья граждан и общества;

учитывая важность обеспечения точного исчисления таможенных пошлин, налогов и других сборов, взимаемых при импорте или экспорте товаров, а также надлежащего выполнения условий запрета, ограничения и контроля;

считая, что усилия по предотвращению нарушений таможенного законодательства и по обеспечению правильного взимания ввозных и вывозных пошлин и налогов могут стать более эффективными благодаря сотрудничеству между их таможенными администрациями;

принимая во внимание также положения Единой Конвенции 1961 года о наркотических средствах, Конвенции 1971 года о психотропных веществах и Конвенции 1988 года о незаконном обороте наркотических средств и психотропных веществ, разработанных под эгидой Организации Объединенных Наций,

д о г о в о р и л и с ь о н и ж е с л е д у ю щ е м :

Статья 1

ОПРЕДЕЛЕНИЕ ТЕРМИНОВ

В целях настоящего Соглашения:

1) "таможенное законодательство" означает совокупность законов и правил, применяемых таможенными администрациями, касающихся ввоза, вывоза и транзита товаров, а также средств платежа, которые относятся либо к таможенным пошлинам и другим налогам и сборам, взимаемым таможенными администрациями, либо к мерам по запрету, ограничению или контролю;

2) "нарушение" означает любое нарушение таможенного законодательства, а также любую попытку нарушения этого законодательства;

3) "таможенные администрации" означают: в Литовской Республике - Таможенный департамент при Министерстве финансов Литовской Республики, в Республике Грузия - Таможенный департамент;

4) "контролируемая поставка" - метод, при использовании которого разрешается вывоз из территорий Сторон, транзит через них или ввоз в них незаконных или подозреваемых партий наркотических средств и психотропных веществ при ведении и под надзором компетентных государственных институций, в целях выявления лиц, вовлеченных в незаконный оборот этих средств и веществ;

5) "таможенные обеспечения" означает пломбы, оттиски печатей, штампов, накладываемые на транспортные средства и грузы.

Статья 2

СФЕРА ДЕЙСТВИЯ СОГЛАШЕНИЯ

1. Стороны через свои таможенные администрации и в соответствии с условиями настоящего Соглашения сотрудничают и оказывают друг другу взаимное содействие:

а) в целях облегчения и ускорения перемещения товаров;

б) в целях обеспечения надлежащего соблюдения таможенного законодательства;

в) в целях предотвращения, расследования и пресечения нарушений таможенного законодательства.

2. Содействие в рамках настоящего Соглашения осуществляется в соответствии с законодательством, действующим на территории запрашиваемой Стороны, и в пределах компетенции и возможностей запрашиваемой таможенной администрации. В случае необходимости таможенные администрации могут организовать содействие других компетентных органов в соответствии с законодательством, действующим на территории запрашиваемой Стороны.

3. Настоящее Соглашение не распространяется на возмещение неуплаченных таможенных пошлин, налогов или любых других сборов.

Статья 3

ОБЛЕГЧЕНИЕ ТАМОЖЕННЫХ ФОРМАЛЬНОСТЕЙ

1. Таможенные администрации принимают по взаимному согласованию необходимые меры по упрощению таможенного оформления в целях облегчения и ускорения перемещения товаров между территориями обеих государств.

2. Таможенные администрации будут, как общее правило, признавать таможенное обеспечение друг друга. Таможенные администрации могут, однако, снять первоначальное таможенное обеспечение и поставить или добавить свое собственное таможенное обеспечение, если это необходимо для целей таможенного контроля.

3. Таможенные администрации будут обмениваться образцами таможенных документов и таможенных обеспечений, упомянутых в пункте 2 настоящей статьи, а также списками товаров, ввоз, вывоз или транзит которых через территории их государств ограничен или запрещен.

4. Товары и транспортные средства, следующие транзитом, подлежат, как правило, только внешнему таможенному осмотру, если по соображениям общественного порядка, безопасности, морали и здравоохранения или в целях контроля за экспортом стратегических товаров и товаров, имеющих особо важное значение, охраны окружающей среды, сохранения культурного наследия, интеллектуальной собственности или по другим важным причинам не возникает необходимости проведения их полного или частичного досмотра.

5. Таможенные администрации могут по взаимному согласованию признавать применяемые бланки таможенных документов на литовском или грузинском языках.

Статья 4

ФОРМЫ СОТРУДНИЧЕСТВА И ВЗАИМОПОМОЩИ

1. Таможенные администрации передают друг другу по собственной инициативе или по запросу всю необходимую информацию согласно статьям 7, 8 и 9 настоящего Соглашения.

2. Таможенные администрации:

а) обмениваются опытом, касающимся их деятельности, и информацией о новых средствах и методах совершения нарушений таможенного законодательства;

б) информируют друг друга о своем таможенном законодательстве и его соответствующих изменениях, а также о применяемых ими технических средствах контроля и методах их использования, а также обсуждают другие вопросы, представляющие взаимный интерес.

Статья 5

НАБЛЮДЕНИЕ ЗА ЛИЦАМИ, ТОВАРАМИ И СРЕДСТВАМИ ТРАНСПОРТА

Таможенная администрация одной Стороны, по собственной инициативе или по запросу таможенной администрации другой Стороны, проводит специальное наблюдение за:

а) перемещениями, в особенности, въездом на ее территорию и выездом с нее лиц, о которых известно, что они нарушили таможенное законодательство, действующее на территории другой Стороны, или которые подозреваются в таком нарушении;

б) перемещениями товаров и средств платежа, о которых таможенной администрацией одной из Сторон сообщено таможенной администрации другой Стороны, что они задействованы в незаконном обороте на территории этого государства;

в) любыми средствами транспорта, о которых известно, что они используются с целью нарушения таможенного законодательства, действующего на территории другой Стороны, или которые вызывают подозрение в этом;

г) местами, используемыми для складирования товаров, которые могут стать предметом существенного незаконного перемещения на территорию другой Стороны.

Статья 6

КОНТРОЛИРУЕМАЯ ПОСТАВКА

1. Если это не противоречит основным принципам национального законодательства Сторон, таможенные администрации могут, по взаимному согласию и договоренности, использовать метод контролируемой поставки наркотических средств и психотропных веществ на международном уровне в целях выявления лиц, вовлеченных в незаконный оборот этих средств и веществ.

2. Незаконные партии, контролируемые поставки которых осуществляются в соответствии с достигнутыми договоренностями, с согласия обеих таможенных администраций могут быть перехвачены и оставлены для дальнейшей перевозки с сохранением или изъятием, полной или частичной заменой незаконной партии наркотических средств или психотропных веществ.

3. Решения об использовании контролируемых поставок принимаются в каждом отдельном случае и могут при необходимости учитывать финансовые договоренности и взаимопонимание, достигнутые обеими таможенными администрациями.

Статья 7

БОРЬБА С НЕЗАКОННЫМ ОБОРОТОМ ТОВАРОВ

Таможенные администрации незамедлительно передают друг другу по собственной инициативе или по запросу всю необходимую информацию об установленных действиях, которые нарушают или могут нарушить таможенное законодательство, действующее на территории одной из Сторон в области:

а) перемещения оружия, боеприпасов, взрывчатых веществ и взрывных устройств;

б) перемещения предметов старины и искусства, представляющих значительную историческую, культурную или археологическую ценность для одной из Сторон;

в) перевозки ядовитых веществ, а также веществ, представляющих опасность для окружающей среды и здоровья людей;

г) перемещения товаров, имеющих особо важное значение, и стратегических товаров, которые подвергаются нетарифным ограничениям в соответствии с перечнями, действующими на территориях Сторон, которыми обмениваются таможенные администрации;

д) перемещения иных товаров, в отношении которых имеется достаточно оснований полагать, что они приводят к значительному незаконному перемещению на территорию другой Стороны.

Статья 8

ПРЕДОСТАВЛЕНИЕ ИНФОРМАЦИИ

1. Таможенные администрации предоставляют друг другу по собственной инициативе или по запросу всю информацию, которая может помочь в обеспечении правильности при:

а) взимании таможенными администрациями таможенных пошлин, налогов и других сборов, и, в частности, информацию, могущую помочь в оценке таможенной стоимости товаров и установлении их тарифной классификации;

б) соблюдении запретов и ограничений по ввозу, вывозу и транзиту или освобождении от таможенных пошлин, налогов и других сборов;

в) применении национальных правил происхождения товаров, на которые не распространяются другие соглашения, заключенные одной или обеими Сторонами.

2. В случае, если запрашиваемая таможенная администрация не располагает запрошенной информацией, она примет меры к получению этой информации в соответствии с законодательством, действующим на территории запрашиваемой Стороны.

3. Каждая таможенная администрация предоставляет по запросу другой таможенной администрации следующую информацию:

а) были ли товары, ввезенные на территорию запрашивающей Стороны, законно вывезены с территории другой Стороны;

б) были ли товары, вывезенные с территории запрашивающей Стороны, законно ввезены на территорию другой Стороны, и какой таможенной процедуре, если она имела место, эти товары были подвергнуты.

4. Каждая таможенная администрация по собственной инициативе или по запросу предоставляет другой таможенной администрации всю информацию, которая может быть использована ею в связи с нарушениями таможенного законодательства, действующего на территории другой Стороны, в частности, касающуюся:

а) физических и юридических лиц, известных или подозреваемых в нарушении таможенного законодательства, действующего на территории другой Стороны;

б) товаров, которые известны как предметы значительного незаконного перемещения или вызывают подозрение в этом;

в) средств транспорта, о которых известно, что они используются при нарушениях таможенного законодательства, действующего на территории другой Стороны, или которые вызывают подозрение в этом;

г) новых путей и средств нарушения таможенного законодательства.

Статья 9

ПРЕДОСТАВЛЕНИЕ ДОКУМЕНТОВ

1. Каждая таможенная администрация по собственной инициативе или по запросу предоставляет другой таможенной администрации акты, свидетельские показания или заверенные копии документов, содержащие всю имеющуюся информацию, касающуюся действий, готовящихся или совершенных, которые приводят или могут привести к нарушению таможенного законодательства, действующего на территории другой Стороны.

Вместо документов, предусмотренных настоящим Соглашением, для тех же целей может быть передана в любом виде компьютеризованная информация. Одновременно должна быть передана вся сопутствующая информация, необходимая для толкования или использования этих материалов.

Подлинники дел и документов могут быть запрошены лишь в случаях, когда предоставления заверенных копий недостаточно.

2. Подлинники дел и документов, полученные от другой таможенной администрации, должны быть возвращены при первой же возможности.

Статья 10

РАССЛЕДОВАНИЯ

1. По получении запроса запрашиваемая таможенная администрация проводит официальные расследования в отношении действий, которые противоречат или могут противоречить таможенному законодательству, действующему на территории запрашивающей Стороны. Результаты такого расследования передаются запрашивающей таможенной администрации.

2. Такие расследования проводятся в соответствии с законами и правилами, действующими на территории запрашиваемой Стороны. Запрашиваемая таможенная администрация проводит расследование, действуя от своего собственного имени.

3. Должностные лица таможенной администрации одной Стороны могут в отдельных случаях с согласия таможенной администрации другой Стороны находиться на территории последней при расследовании нарушений таможенного законодательства, действующего на территории запрашивающей Стороны.

Статья 11

ПОРЯДОК ПРИСУТСТВИЯ ДОЛЖНОСТНЫХ ЛИЦ

Когда в случаях, предусмотренных настоящим Соглашением, должностные лица таможенной администрации одной Стороны находятся на территории другой Стороны, они должны быть способны представить в любое время доказательство своих официальных полномочий. Они не должны быть одеты в ~~форменную одежду и иметь при себе оружие.~~

Статья 12

ЭКСПЕРТЫ И СВИДЕТЕЛИ

1. По запросу судебных или административных органов одной Стороны в связи с рассмотрением ими нарушений таможенного законодательства, таможенная администрация другой Стороны может уполномочить своих служащих выступить в качестве экспертов или свидетелей при таких судебных или административных разбирательствах. Эти служащие дают показания по фактам, установленным ими во время исполнения своих служебных обязанностей. В запросе об участии в судебном или административном разбирательстве должно быть ясно указано, по какому делу и в каком качестве должен предстать служащий.

2. Эти служащие имеют право отказаться давать показания или делать заявления, если они имеют право или обязаны на такие действия в соответствии с законодательством своего государства или законодательства запрашивающей Стороны.

Статья 13

ИСПОЛЬЗОВАНИЕ ИНФОРМАЦИИ И ДОКУМЕНТОВ

1. Информация, документы и другие сведения, полученные в соответствии с настоящим Соглашением, используются только для целей, указанных в настоящем Соглашении. Они могут быть переданы или использованы для любых других целей только с явно выраженного согласия таможенной администрации, передавшей эти документы.

2. Положения пункта 1 настоящей статьи не применяются в отношении информации о нарушениях, касающихся наркотических средств и психотропных веществ. Такая информация может быть передана другим ведомствам, непосредственно занимающимся борьбой с незаконным оборотом наркотиков.

3. Запросам, информации, актам экспертизы и другим сведениям, переданным в соответствии с настоящим Соглашением таможенной администрации одной из Сторон в какой бы то ни было форме, предоставляется получившей их Стороной такая же степень защиты от огласки, как и подобным документам и сведениям этой Стороны в соответствии с ее законодательством. Получающая информацию таможенная администрация обеспечивает ее конфиденциальность в случае такой просьбы со стороны другой таможенной администрации.

4. Таможенные администрации могут в соответствии с целями и в объеме настоящего Соглашения использовать информацию и документы, полученные на основании настоящего Соглашения, в качестве доказательства в своих протоколах, актах, записях свидетельских показаний, а также в ходе судебных и административных разбирательств.

5. Использование такой информации и документов в качестве доказательства в судебных органах и их доказательная сила определяются в соответствии с национальным законодательством.

Статья 14

ИСКЛЮЧЕНИЯ ИЗ ОБЯЗАТЕЛЬСТВА ПО ОКАЗАНИЮ СОДЕЙСТВИЯ

1. В случае, если запрашиваемая таможенная администрация одной Стороны считает, что выполнение запроса может нанести ущерб суверенитету, безопасности, общественному порядку или любым другим существенным интересам этой Стороны или нарушить промышленную, коммерческую или профессиональную тайну этой Стороны, она может полностью или частично отказать в содействии, предусмотренном настоящим Соглашением, либо оказать его при соблюдении определенных условий или требований.

2. Если в содействии отказано, то решение об отказе с указанием причины должно быть в письменной форме незамедлительно доведено до сведения запрашивающей таможенной администрации.

3. Если таможенная администрация обращается за содействием, которое не могла бы оказать сама, в своем запросе она отмечает этот факт. Выполнение такого запроса передается на усмотрение запрашиваемой таможенной администрации.

Статья 15

УВЕДОМЛЕНИЯ

1. По запросу таможенной администрации одной Стороны, таможенная администрация другой Стороны уведомляет заинтересованных физических или юридических лиц, проживающих или учрежденных на территории государства этой Стороны, о документах, относящихся к мерам и решениям, принятым административными органами во исполнение таможенного законодательства.

2. Уведомление осуществляется в соответствии с законодательством, действующим на территории запрашиваемой Стороны. Уведомление может, однако, также осуществляться в особой форме или методом, оговоренным в запросе, при условии, что это не считается противоречащим законодательству, действующему на территории запрашиваемой Стороны.

Статья 16

ФОРМА И СОДЕРЖАНИЕ ЗАПРОСОВ О ПОМОЩИ

1. Запросы, сделанные на основании настоящего Соглашения, должны представляться в письменной форме. К запросу должны быть приложены документы, необходимые для осуществления запроса. В условиях чрезвычайной ситуации может быть принят устный запрос, однако он должен быть незамедлительно подтвержден в письменной форме.

2. Запросы, сделанные на основании пункта 1 настоящей статьи, включают в себя следующую информацию:

- а) таможенная администрация, делающая запрос;
- б) запрашиваемое действие;

- в) цель и причина запроса;
 - г) законы, правила и другие законодательные акты, имеющие отношение к делу;
 - д) возможно более точные и исчерпывающие сведения о физических или юридических лицах, являющихся объектом расследования;
 - е) краткое описание обстоятельств, имеющих отношение к делу, за исключением случаев, предусмотренных в статье 15 настоящего Соглашения.
3. Запросы должны быть сделаны на официальном языке запрашиваемой Стороны, на русском или другом языке, приемлемом для запрашиваемой таможенной администрации.
4. В случае, если запрос не отвечает официальным требованиям, может быть затребована его корректировка или дополнение, однако это не препятствует принятию мер предосторожности.

Статья 17

РАСХОДЫ

Таможенные администрации отклоняют любые требования возмещения расходов, связанных с выполнением настоящего Соглашения, за исключением расходов на экспертов и свидетелей, предусмотренных статьей 12 настоящего Соглашения.

Статья 18

РЕАЛИЗАЦИЯ СОГЛАШЕНИЯ

1. Помощь в соответствии с положениями настоящего Соглашения будет оказываться непосредственно таможенными администрациями.

2. Таможенные администрации могут предусмотреть мероприятия по оказанию помощи, установление прямых каналов связи между их центральными подразделениями и уполномочить их местные подразделения осуществлять контакты между собой, как это будет согласовано таможенными администрациями в отдельной договоренности в пределах их компетенции.

Статья 19

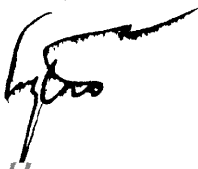
ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ И ПРЕКРАЩЕНИЕ ДЕЙСТВИЯ

1. Настоящее Соглашение вступает в силу через 30 дней с даты получения последнего уведомления по дипломатическим каналам о выполнении Сторонами внутригосударственных юридических процедур, необходимых для вступления Соглашения в силу.

2. Настоящее Соглашение заключено на неограниченный срок. Действие Соглашения может быть прекращено путем письменного уведомления по дипломатическим каналам. Оно утратит свою силу через шесть месяцев с даты такого уведомления.

Совершено в г. "....." 1996 г. в двух экземплярах, каждый на литовском, грузинском и русском языках, причем все тексты имеют одинаковую силу. В случае разногласий при интерпретации настоящего Соглашения применяется текст на русском языке.

За Правительство
Литовской Республики



За Правительство
Республики Грузия



[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
LITHUANIA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF GEOR-
GIA REGARDING COOPERATION AND MUTUAL ASSISTANCE IN
CUSTOMS MATTERS

The Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Republic of Georgia, hereinafter referred to as the Parties,

Considering that offences against customs laws are prejudicial to the economic, fiscal and social interests of their States as well as to the legitimate interests of trade,

Bearing in mind that illicit trafficking in narcotic drugs and psychotropic substances constitutes a danger to public health and to society,

Taking into account the importance of ensuring the accurate assessment of customs duties, taxes and other charges collected on the importation and exportation of goods and the proper implementation of the provisions of prohibition, restriction and control,

Considering that efforts to prevent offences against customs laws and efforts to ensure accurate collection of import and export duties and taxes can be made more effective through cooperation between their Customs Administrations,

Having regard also to the provisions of the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961, the Convention on Psychotropic Substances of 1971 and the Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of 1988, drawn up under the auspices of the United Nations,

Have agreed as follows:

Article 1. Définitions

For the purposes of this Agreement:

1. "Customs law" means all laws and regulations concerning the importation, exportation and transit of goods and means of payment applied by the Customs Administrations, whether relating to customs duties or other taxes or charges levied by the Customs Administrations, or to measures of prohibition, restriction or control.
2. "Offence" means any violation or any attempted violation of customs laws.
3. "Customs Administration" means, in the Republic of Lithuania, the Customs Department of the Ministry of Finance, and, in the Republic of Georgia, the Customs Department.
4. "Controlled delivery" means the method of authorizing consignments of narcotic drugs or psychotropic substances which are or are suspected to be illicit, to be exported from, imported into or carried in transit through the territories of the Parties, under the control and surveillance of the competent government institutions, with a view to identifying the persons involved in the illicit traffic in such drugs and substances.

5. "Customs protection" means seals and impressions of seals and stamps placed on means of transport and cargos.

Article 2. Scope of the Agreement

1. The Parties shall, through their Customs Administrations and in accordance with the provisions set out in this Agreement, cooperate and afford each other mutual assistance:

- (a) in order to facilitate and expedite movement of goods;
- (b) in order to ensure that customs laws are properly observed;
- (c) in order to prevent, investigate and suppress offences against customs laws.

2. Mutual assistance within the framework of this Agreement shall be rendered in accordance with the law in force in the territory of the requested Party and within the competence and resources of the requested Customs Administration. If necessary, a Customs Administration can arrange for assistance to be provided by other competent authorities in accordance with the law in force in the territory of the requested Party.

3. This Agreement shall not cover reimbursement of unpaid customs duties, taxes or any other charges.

Article 3. Facilitation of customs formalities

1. The Customs Administrations shall, by mutual consent, undertake necessary measures to simplify customs procedures in order to facilitate and expedite movement of goods between the territories of the two States.

2. Each Customs Administration shall, as a general rule, accept the customs seals of the other. The Customs Administrations may, however, remove the original customs seals and affix or add their own seals, if necessary for purposes of customs control.

3. The Customs Administrations shall exchange samples of the customs documents and customs seals mentioned in paragraph 2 of this Article, as well as lists of goods whose import, export or transit through the territory of their State is restricted or prohibited.

4. Goods and means of transport in transit shall normally be subject to a superficial customs examination only, unless for reasons of public order, security, morality and health, or with the aim of controlling export of sensitive and strategic goods, to protect the environment, to safeguard cultural heritage and intellectual property or for other essential reasons it is necessary to subject them to complete or partial examination.

5. The Customs Administrations may, upon mutual arrangement, recognize applicable forms of customs documents in the Lithuanian or Georgian language.

Article 4. Forms of cooperation and mutual assistance

1. The Customs Administrations shall provide each other, on their own initiative or upon request, with all necessary information in accordance with Articles 7, 8 and 9 of this Agreement.

2. The Customs Administrations shall:

(a) Exchange experience concerning their activities and information on new means and methods used to commit offences against customs laws;

(b) Inform each other of their customs laws, including relevant amendments thereto, as well as of technical means of control and the methods for using them, and discuss other matters of mutual interest.

Article 5. Surveillance of persons, goods and means of transport

The Customs Administration of one Party shall, on its own initiative or upon request by the Customs Administration of the other Party, maintain special surveillance over:

(a) Movements, particularly entry into and exit from its territory, of persons known to have committed or suspected of committing offences against customs laws in force in the territory of the other Party;

(b) Movements of goods and means of payment, about which the Customs Administration of one of the Parties has informed the Customs Administration of the other Party that they are involved in illicit trafficking in the territory of that State;

(c) Any means of transport known to be or suspected of being used for committing offences against the customs laws in force in the territory of the other Party;

(d) Places used for storing goods which may be the object of substantial illicit traffic into the territory of the other Party.

Article 6. Controlled delivery

1. If it is not contrary to the basic principles of the domestic legislation of the Parties, the Customs Administrations may, by mutual agreement and arrangement, apply the method of controlled delivery of narcotic drugs and psychotropic substances at the international level, with a view to identifying persons involved in the illicit trafficking of those drugs and substances.

2. Illicit consignments whose controlled delivery is conducted in accordance with arrangements reached, may, with the consent of both Customs Administrations, be intercepted and allowed to continue with the narcotic drugs or psychotropic substances intact or removed or replaced in whole or in part.

3. Decisions to use controlled delivery shall be made on a case-by-case basis and may, if necessary, take into account financial arrangements and understandings reached between both Customs Administrations.

Article 7. Action against illicit traffic of goods

The Customs Administrations shall, on their own initiative or upon request, supply to each other without delay all necessary information on activities which constitute or appear to constitute an offence against the customs laws in force in the territory of one of the Parties in the field of:

(a) Movement of arms, ammunition, explosives and explosive devices;

(b) Movement of objects of art and antiquity which are of significant historical, cultural or archaeological value for one of the Parties;

(c) Transport of toxic substances as well as substances dangerous to the environment or to health;

(d) Movement of essential and strategic goods subject to non-tariff limitations in accordance with the lists in force in the territories of the Parties to be exchanged between the Customs Administrations;

(e) Movement of other goods in respect of which there are sufficient grounds to suspect that they are giving rise to substantial illicit traffic into the territory of the other Party.

Article 8. Communication of information

1. The Customs Administrations shall, on their own initiative or upon request, supply to each other all information which may help to ensure accuracy in:

(a) The collection of customs duties, taxes and other charges levied by the Customs Administrations and, in particular, information which may help to assess the value of goods for customs purposes and to establish their tariff classification;

(b) The implementation of import, export and transit prohibitions and restrictions or exemptions from customs duties, taxes and other charges;

(c) The application of national rules of origin not covered by other agreements concluded by one or both of the Parties.

2. If the requested Customs Administration does not have the information asked for, it will seek that information in accordance with the laws in force in the territory of the requested Party.

3. Each Customs Administration shall, upon request, supply to the other Customs Administration the following information:

(a) Whether goods imported into the territory of the requesting Party have been lawfully exported from the territory of the other Party;

(b) Whether goods exported from the territory of the requesting Party have been lawfully imported into the territory of the other Party and the nature of the customs procedure, if any, to which the goods have been subjected.

4. Each Customs Administration shall, on its own initiative or upon request, supply to the other Customs Administration all information that may be of use to it relating to offences against customs laws in force in the territory of the other Party and, in particular, regarding:

(a) Natural and legal persons known to be or suspected of committing offences against the customs laws in force in the territory of the other Party;

(b) Goods known to be or suspected of being the object of substantial illicit traffic;

(c) Means of transport known to be or suspected of being used in committing offences against the customs laws in force in the territory of the other Party;

(d) New ways and means employed in committing offences against customs laws.

Article 9. Providing documents

1. Each Customs Administration shall, on its own initiative or upon request, provide the other Customs Administration with reports, records of evidence or certified copies of documents giving all available information on activities completed or planned, which constitute or appear to constitute an offence against the customs laws in force in the territory of the other Party.

The documents provided for in this Agreement may be replaced by computerized information produced in any form for the same purpose. All relevant information necessary for the interpretation or utilization of the material must be supplied at the same time.

Original files and documents may be requested only in cases where certified copies would be insufficient.

2. Original files and documents received from the other Customs Administration shall be returned at the earliest opportunity.

Article 10. Investigations

1. Upon request, the requested Customs Administration shall conduct official investigations concerning operations which are or may be contrary to the customs laws in force in the territory of the requesting Party. The results of such investigations shall be communicated to the requesting Customs Administration.

2. These investigations shall be conducted under the laws and regulations in force in the territory of the requested Party. The requested Customs Administration shall proceed with the investigation acting in its own capacity.

3. The officials of the Customs Administration of one Party may, in particular cases, with the agreement of the Customs Administration of the other Party, be present in the territory of the latter when offences against customs laws in force in the territory of the requesting Party are investigated.

Article 11. Arrangements for visiting officials

When, in the cases provided for under this Agreement, officials of the Customs Administration of one Party are present in the territory of the other Party, they must at all times be able to furnish proof of their official capacity. They must not wear uniforms or carry arms.

Article 12. Experts and witnesses

1. If the courts or the administrative authorities of one Party so request in connection with offences against customs laws brought before them, the Customs Administration of the other Party may authorize its officials to appear as experts or witnesses at such court or administrative proceedings. Such officials shall give evidence regarding facts established by them in the course of their duties. The request for the appearance must clearly indicate in what case and in what capacity the official is to appear.

2. Officials requested to appear shall have the right to refuse to give evidence or a statement, if they are entitled or obliged to do so by virtue of the laws of their own State or those of the requesting Party.

Article 13. Use of information and documents

1. Information, documents and other data received under this Agreement shall be used solely for the purposes of this Agreement. They may not be transmitted or used for any other purposes unless the Customs Administration transmitting them expressly so approves.

2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not apply to information concerning offences relating to narcotic drugs and psychotropic substances. Such information may be transmitted to other authorities directly involved in combating illicit drug trafficking.

3. Requests, information, experts' reports and other data transmitted by the Customs Administration of one of the Parties in whatever form pursuant to this Agreement shall be afforded the same protection from disclosure by the receiving Party as is afforded to similar documents and information of that Party under its national law. The receiving Customs Administration shall ensure the confidentiality of the information provided, if so requested by the other Customs Administration.

4. The Customs Administrations may, in accordance with the purposes and within the scope of this Agreement, use information and documents received in accordance with this Agreement as evidence in their records, reports and records of testimony, and also in court of administrative proceedings.

5. The use made of such information and documents as evidence in courts and their evidential value shall be determined in accordance with national law.

Article 14. Exceptions from the obligations to render assistance

1. If the requested Customs Administration of one Party considers that compliance with the request may be prejudicial to the sovereignty, security, public order or any other essential interest of that Party, or involve a violation of an industrial, commercial or professional secret of that Party, it may refuse to provide the assistance requested under this Agreement, wholly or partially, or provide it subject to certain conditions or requirements.

2. If assistance is refused, the requesting Customs Administration shall be notified without delay of the decision and the reasons for the refusal.

3. If a Customs Administration requests assistance which it would not itself be able to provide, it shall draw attention to that fact in the request. Compliance with such a request shall be at the discretion of the requested Customs Administration.

Article 15. Notification

1. Upon request by the Customs Administration of one Party, the requested Customs Administration of the other Party shall notify the natural or legal persons concerned, resid-

ing or established in the territory of that Party, of documents relating to measures and decisions taken by the administrative authorities in application of customs laws.

2. Notification shall be made in accordance with the laws in force in the territory of the requested Party. Notification may, however, also be made in a particular form or method specified in the request, provided that this is not considered contrary to the laws in force in the territory of the requested Party.

Article 16. Form and substance of requests for assistance

1. Requests pursuant to this Agreement shall be made in writing. Documents necessary for the execution of such requests shall accompany the request. When required because of the urgency of the situation, oral requests may be accepted, but must be confirmed in writing immediately.

2. Requests pursuant to paragraph 1 of this Article shall include the following information:

- (a) The Customs Administration making the request;
- (b) The measure requested;
- (c) The object of and the reason for the request;
- (d) The laws, regulations or other legislative acts involved;
- (e) Information as exact and comprehensive as possible on the natural or legal persons who are the target of the investigations;
- (f) A summary of the relevant facts, except in cases provided for in Article 15 of this Agreement.

3. Requests shall be submitted in an official language of the requested Party, in Russian or in another language acceptable to the requested Administration.

4. If a request does not meet official requirements, correction or completion may be required; the adoption of precautionary measures shall not be affected thereby.

Article 17. Costs

The Customs Administrations shall waive all claims for reimbursement of costs incurred in the execution of this Agreement, with the exception of those incurred in respect of experts and witnesses referred to in Article 12 of this Agreement.

Article 18. Implementation

1. Assistance under the provisions of this Agreement shall be rendered directly by the Customs Administrations.

2. The Customs Administrations may provide for measures to render assistance and for the establishment of direct channels of communication between their central departments and may authorize their local departments to contact each other, as shall be agreed by the Customs Administrations in a separate arrangement within their competence.

Article 19. Entry into force and termination

1. This Agreement shall enter into force thirty days from the date of receipt of the last notification through the diplomatic channel of the completion by the Parties of the domestic legal procedures for its entry into force.

2. This Agreement shall be concluded for an indefinite period. It may be terminated by written notice through the diplomatic channel. It shall cease to be in force after six months from the date of such notice.

Done in _____ on _____, 1996 in duplicate, in the Lithuanian, Georgian and Russian languages, all texts being equally authentic. In case of any disagreement in the interpretation of this Agreement, the Russian text shall prevail.

For the Government of the Republic of Lithuania:

For the Government of the Republic of Georgia:

[TRANSLATION - TRADUCTION]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
LITUANIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
GÉORGIE CONCERNANT LA COOPÉRATION ET L'ASSISTANCE
MUTUELLE EN MATIÈRE DOUANIÈRE

Le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République de Géorgie, ci-après dénommés les Parties,

Considérant que des infractions à la législation douanière sont préjudiciables aux intérêts économiques, fiscaux et sociaux de leurs États ainsi qu'aux intérêts légitimes du commerce,

Ayant présent à l'esprit le fait que le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes constitue un danger pour la santé publique et pour la société,

Tenant compte du fait qu'il importe d'assurer une évaluation correcte des droits de douane et autres charges perçues à l'importation et à l'exportation de marchandises ainsi que la bonne application des dispositions relatives à l'interdiction, à la restriction et au contrôle,

Considérant que les efforts pour prévenir les infractions à la législation douanière et pour assurer un recouvrement exact des droits et taxes à l'importation et à l'exportation peuvent être rendus plus efficace par une coopération entre leurs administrations douanières,

Compte tenu également des dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, de la Convention sur les substances psychotropes de 1971 et de la Convention de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, établies sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. L'expression "législation douanière" s'entend des lois et règlements relatifs à l'importation, à l'exportation et au transit de marchandises et des moyens de paiement appliqués par les administrations douanières, qu'il s'agisse de droits de douane ou autres taxes ou charges perçues par les administrations douanières, ou des mesures d'interdiction, de restriction ou de contrôle.

2. Le terme "infraction" désigne toute violation ou toute tentative de violation de la législation douanière.

3. L'expression "administration douanière" désigne, en République de Lituanie, le Département des douanes du Ministère des finances et, en République de Géorgie, le Département des douanes.

4. L'expression "livraisons contrôlées" désigne la méthode qui consiste à permettre à des lots illicites ou suspects de stupéfiants ou de substances psychotropes d'être exportés des territoires des Parties, d'y être importés ou d'y transiter sous le contrôle et la surveillance

ce des institutions publiques compétentes en vue d'identifier les personnes impliquées dans le trafic illicite desdits stupéfiants et substances.

5. L'expression "protection douanière" désigne les plombs, cachets et estampilles apposés sur les moyens de transport et les cargaisons.

Article 2. Champ d'application de l'Accord

1. Les Parties, par l'intermédiaire de leurs administrations douanières et conformément aux dispositions du présent Accord, coopèrent et se prêtent assistance mutuelle, pour :

- a) faciliter et accélérer le mouvement des marchandises;
- b) assurer le respect de la législation douanière;
- c) prévenir les infractions contre la législation douanière, les rechercher et les réprimer.

2. L'assistance mutuelle dans le cadre du présent Accord est fournie conformément à la législation en vigueur sur le territoire de la Partie requise et dans les limites de la compétence et des ressources de l'administration douanière requise. Le cas échéant, il est loisible à une administration douanière de prendre des dispositions pour que l'assistance soit fournie par d'autres autorités compétentes conformément à la législation en vigueur sur le territoire de la Partie requise.

3. Le présent Accord ne couvre pas le remboursement des droits de douane, taxes ou autres charges impayées.

Article 3. Facilitation des formalités douanières

1. Les administrations douanières prennent, de concert, les mesures nécessaires pour simplifier les procédures douanières, afin de faciliter et d'accélérer le mouvement des marchandises entre les territoires des deux États.

2. Chaque administration douanière accepte en règle générale les plombs de l'administration de l'autre Partie. Les administrations douanières peuvent toutefois enlever les plombs originaux et apposer ou ajouter leurs propres plombs si besoin est aux fins du contrôle douanier.

3. Les administrations douanières échangent des échantillons des documents douaniers et des plombs visés au paragraphe 2 du présent article, ainsi que des listes des marchandises dont l'importation, l'exportation ou le transit par le territoire de leur État est assujéti à des limites ou interdit.

4. Les marchandises et moyens de transport en transit sont habituellement soumis à un examen douanier superficiel, à moins que pour des raisons tenant à l'ordre public, à la sécurité, à la moralité et à la santé, ou ayant pour but de contrôler l'exportation de marchandises sensibles et stratégiques, de protéger l'environnement, de sauvegarder le patrimoine culturel et la propriété intellectuelle, ou pour d'autres raisons essentielles, il ne s'avère nécessaire de les soumettre à un examen complet ou partiel.

5. Les administrations douanières peuvent par arrangement mutuel, admettre les formes pertinentes de documents douaniers en langues lituanienne ou géorgienne.

Article 4. Formes de coopération et assistance mutuelle

1. Les administrations douanières se communiquent, de leur propre initiative ou sur demande, tous les renseignements nécessaires, conformément aux articles 7, 8 et 9 du présent Accord.

2. Les administrations douanières :

a) échangent des données d'expérience concernant leurs activités et des informations sur les moyens et méthodes nouvelles utilisés pour commettre des infractions contre la législation douanière;

b) se communiquent leurs lois et règlements douaniers, y compris les modifications pertinentes qui y auraient été apportées, ainsi que les moyens techniques de contrôle et leurs modes d'utilisation, et procèdent à des échanges de vues sur les questions d'intérêt mutuel.

Article 5. Surveillance des personnes, des marchandises et des moyens de transport

L'administration douanière d'une des Parties, de sa propre initiative ou à la demande de l'administration douanière de l'autre Partie, exerce une surveillance spéciale sur :

a) les déplacements, notamment les entrées sur son territoire et les sorties de son territoire, des personnes dont on sait qu'elles ont commis ou que l'on soupçonne avoir commis des infractions à la législation douanière en vigueur sur le territoire de l'autre Partie;

b) les mouvements de marchandises et de moyens de paiement qui ont conduit l'administration douanière d'une des Parties à informer l'administration douanière de l'autre Partie qu'ils sont impliqués dans un trafic illicite sur le territoire de cet État;

c) tout moyen de transport connu pour être utilisé ou soupçonné d'être utilisé pour commettre une infraction à la législation douanière en vigueur sur le territoire de l'autre Partie;

d) les lieux utilisés pour l'entreposage de marchandises pouvant faire l'objet d'un trafic illicite important sur le territoire de l'autre Partie.

Article 6. Livraison contrôlées

1. Si cela ne contrevient pas aux principes de base de la législation interne des Parties, les administrations douanières peuvent, par voie d'accords et d'arrangement mutuels, appliquer la méthode des livraisons contrôlées de stupéfiants et de substances psychotropes au niveau international, afin d'identifier les personnes participant au trafic illicite de ces stupéfiants et substances.

2. Les lots illicites dont la livraison contrôlée est effectuée conformément aux arrangements conclus peuvent, avec le consentement des deux administrations douanières, être interceptés et autorisés à poursuivre leur chemin que les stupéfiants ou substances psychotropes aient été laissés intacts, enlevés ou remplacés en tout ou en partie.

3. Les décisions de recourir à des livraisons contrôlées se prennent au cas par cas et peuvent, le cas échéant, tenir compte des arrangements et accords financiers conclus entre les deux administrations douanières.

Article 7. Mesures contre le trafic illicite de marchandises

Les administrations douanières, de leur propre initiative ou sur demande, se communiquent sans délai tous les renseignements nécessaires sur les activités qui constituent ou semblent constituer une infraction contre la législation douanière en vigueur sur le territoire de l'une des Parties dans les domaines suivants :

- a) les mouvements d'armes, de munitions, d'explosifs et d'engins explosifs;
- b) les mouvements d'objets d'art et d'antiquités qui ont une valeur historique, culturelle ou archéologique pour l'une des Parties;
- c) le transport de substances toxiques et de substances dangereuses pour l'environnement ou la santé;
- d) les mouvements de marchandises essentielles et stratégiques soumises à des limitations de caractère non tarifaire conformément aux listes en vigueur sur les territoires des Parties à échanger entre les administrations douanières;
- e) les mouvements d'autres marchandises au sujet desquelles il existe des raisons suffisantes de soupçonner qu'elles donnent lieu à un trafic illicite important sur le territoire de l'autre Partie.

Article 8. Communication de renseignements

1. Les administrations douanières, de leur propre initiative ou sur demande, se communiquent tous les renseignements susceptibles d'assurer une précision en ce qui concerne :

- a) la perception des droits de douane, taxes et autres charges prélevés par les administrations douanières et, en particulier, les renseignements pouvant aider à déterminer la valeur des marchandises à des fins douanières et à établir leur classification tarifaire;
- b) l'application des interdictions et restrictions à l'importation, à l'exportation et au transit ou des exemptions des droits de douane, taxes et autres charges;
- c) l'application des règles nationales d'origine qui ne font pas l'objet d'autres accords conclus par l'une des Parties ou par les deux.

2. Si l'administration douanière requise ne dispose pas des renseignements demandés, elle s'efforce de les obtenir conformément aux lois en vigueur sur le territoire de la Partie requise.

3. Chaque administration douanière, sur demande, fournit à l'autre administration douanière les renseignements suivants :

- a) si les marchandises importées sur le territoire de la Partie requérante ont été légalement exportées du territoire de l'autre Partie;
- b) si les marchandises exportées du territoire de la Partie requérante ont été légalement importées sur le territoire de l'autre Partie et la nature de la procédure douanière, le cas échéant, à laquelle les marchandises ont été soumises.

4. Chaque administration douanière, de sa propre initiative ou sur demande, fournit à l'autre administration douanière tous les renseignements qui peuvent lui être utiles au sujet

des infractions contre la législation douanière en vigueur sur le territoire de l'autre Partie et notamment ceux concernant :

a) les personnes physiques et morales connues pour avoir commis ou soupçonnées avoir commis des infractions contre la législation douanière en vigueur sur le territoire de l'autre Partie;

b) les marchandises connues ou soupçonnées avoir fait l'objet d'un trafic illicite important;

c) les moyens de transport connus ou soupçonnés avoir été utilisés pour commettre des infractions contre la législation douanière en vigueur sur le territoire de l'autre Partie;

d) les nouveaux moyens employés pour commettre des infractions à la législation douanière.

Article 9. Communication de documents

1. Chaque administration douanière, de sa propre initiative ou sur demande, fournit à l'autre administration douanière des rapports, des pièces à conviction ou des copies certifiées conformes de documents donnant tous les renseignements disponibles sur les activités menées à bien ou projetées qui constituent ou semblent constituer une infraction contre la législation douanière en vigueur sur le territoire de l'autre Partie.

Les documents prévus dans le présent Accord peuvent être remplacés par des renseignements informatisés produits sous une forme quelconque aux mêmes fins. Tous les éléments nécessaires à l'interprétation ou à l'utilisation de ce matériel doivent être fournis en même temps.

Les originaux des dossiers et des documents ne peuvent être demandés que dans les cas où des copies certifiées conformes s'avéreraient insuffisantes.

2. Les originaux des dossiers et des documents reçus de l'autre administration douanière sont restitués dès que possible.

Article 10. Enquêtes

1. Sur demande, l'administration douanière requise entreprend des enquêtes officielles au sujet des opérations qui contreviennent ou qui semblent contrevénir à la législation douanière en vigueur sur le territoire de la Partie requérante. Les résultats de ces enquêtes sont communiqués à l'administration douanière requérante.

2. Ces enquêtes sont menées conformément aux lois et règlements en vigueur sur le territoire de la Partie requise. L'administration douanière requise procède à l'enquête comme elle le ferait pour son propre compte.

3. Les fonctionnaires de l'administration douanière d'une Partie peuvent, dans des cas particuliers, avec l'accord de l'administration douanière de l'autre Partie, être présents sur le territoire de cette dernière quand des infractions contre la législation douanière en vigueur sur le territoire de la Partie requérante font l'objet d'une enquête.

Article 11. Arrangements pour la visite de fonctionnaires

Lorsque, dans les cas prévus dans le présent Accord, les fonctionnaires de l'administration douanière d'une des Parties sont présents sur le territoire de l'autre Partie, ils doivent en tout temps être en mesure de fournir la preuve de leur mandat officiel. Ils ne doivent pas porter d'uniforme ou d'armes.

Article 12. Experts et témoins

1. Si les tribunaux ou les autorités administratives d'une Partie le demandent en relation avec des infractions à la législation douanière dont ils sont saisis, l'administration douanière de l'autre Partie peut autoriser ses fonctionnaires à comparaître en qualité d'experts ou de témoins devant lesdits tribunaux ou autorités. Ces fonctionnaires témoignent des faits établis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. La demande de comparution doit indiquer clairement dans quelle affaire et en quelle qualité le fonctionnaire sera entendu.

2. Les fonctionnaires invités à comparaître peuvent refuser de témoigner ou de fournir des preuves, si la législation de leur propre État ou celle de la Partie requérante leur en donne le droit ou leur en fait une obligation.

Article 13. Utilisation des renseignements et des documents

1. Les renseignements, documents et autres données reçus en vertu du présent Accord ne sont utilisés qu'aux fins de ce dernier. Ils ne peuvent être communiqués ou utilisés à toutes autres fins, à moins que l'administration douanière qui les communique n'y consente expressément.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux renseignements concernant des infractions relatives aux stupéfiants et aux substances psychotropes. Ces informations peuvent être communiquées à d'autres autorités directement intéressées à la lutte contre le trafic illicite des drogues.

3. Les demandes, informations, rapports d'experts et autres données communiqués par l'administration douanière de l'une des Parties sous quelque forme que ce soit en application du présent Accord bénéficient de la même protection en matière de divulgation de la part qui les reçoit que celle qu'elle accorde à des documents et à des renseignements similaires en vertu de sa législation nationale. L'administration douanière qui reçoit les renseignements veille à en assurer la confidentialité si cela lui est demandé par l'autre administration douanière.

4. Les administrations douanières peuvent, conformément aux buts et à la portée du présent Accord, utiliser des informations et des documents reçus au titre du présent Accord comme élément de preuve dans leurs dossiers, rapports et dossiers de témoignages, ainsi que devant les tribunaux et dans des procédures administratives.

5. L'utilisation faite de ces renseignements et de ces documents en tant que preuves devant les tribunaux et le poids devant leur être accordé sont régis par la législation nationale.

Article 14. Dérogation à l'obligation d'assistance

1. Si l'administration douanière requise d'une Partie considère qu'accéder à la demande d'assistance peut porter atteinte à sa souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à tout autre intérêt essentiel de cette Partie, ou entraîner une violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel de ladite Partie, elle peut refuser de fournir l'assistance requise en vertu du présent Accord, en totalité ou en partie, ou ne la fournir que sous réserve de certaines conditions ou exigences.

2. Si l'assistance est refusée, l'administration douanière requérante est informée sans délai de la décision et des motifs du refus.

3. Si une administration douanière demande une assistance qu'elle ne serait pas à même d'accorder, ce fait doit être mentionné dans la demande. L'administration douanière requise peut satisfaire ladite demande à sa discrétion.

Article 15. Notification

1. Sur demande de l'administration douanière d'une Partie, l'administration douanière requise de l'autre Partie notifie aux personnes physiques ou morales concernées qui résident ou qui sont établies sur le territoire de cette Partie les documents relatifs aux mesures et décisions prises par les autorités administratives en application de la législation douanière.

2. Notification est faite conformément aux lois en vigueur sur le territoire de la Partie requise. La notification peut toutefois être faite sous une forme ou suivant une méthode particulière stipulée dans la demande, à condition que cela ne soit pas considéré contrevenir aux lois en vigueur sur le territoire de la Partie requise.

Article 16. Forme et substance des demandes d'assistance

1. Les demandes présentées en vertu du présent Accord le sont par écrit. Les documents nécessaires pour y faire droit doivent être joints à la demande. Lorsque l'urgence de la situation le justifie, des demandes verbales peuvent être acceptées, mais elles doivent être immédiatement confirmées par écrit.

2. Les demandes présentées conformément au paragraphe 1 du présent article comportent les renseignements suivants :

- a) la désignation de l'administration douanière de qui émane la demande;
- b) la nature des mesures réclamées;
- c) l'objet et le motif de la demande;
- d) les lois, règlements et autres éléments juridiques sur lesquels se fonde la demande;
- e) des informations aussi exactes et complètes que possibles concernant les personnes physiques ou morales qui font l'objet des enquêtes;
- f) un résumé des faits pertinents, sauf dans les cas prévus à l'article 15 du présent Accord.

3. Les demandes sont présentées dans une langue officielle de la Partie requise, en russe, ou en toute autre langue acceptable à l'administration requise.

4. Lorsqu'une demande ne satisfait pas aux exigences officielles, des corrections ou des compléments d'information peuvent être demandés; l'adoption de mesures conservatoires n'en n'est pas pour autant affectée.

Article 17. Coûts

L'administration douanière renonce à toute prétention au remboursement des dépenses résultant de l'application du présent Accord, à l'exception de celles encourues du fait des experts et témoins visés à l'article 12 du présent Accord.

Article 18. Application

1. L'assistance fournie en vertu des dispositions du présent Accord est rendue directement par les administrations douanières.

2. Les administrations douanières peuvent prendre des mesures pour prêter assistance et pour établir des canaux directs de communication entre leurs départements centraux; elles peuvent autoriser leurs départements locaux prendre contact dans les conditions dont elles seront convenues dans un arrangement distinct conclu dans les limites de leur compétence.

Article 19. Entrée en vigueur et dénonciation

1. Le présent Accord entrera en vigueur trente jours après la date à laquelle aura été reçue par la voie diplomatique la dernière des notifications informant les Parties de l'accomplissement des procédures juridiques internes requises pour son entrée en vigueur.

2. Le présent Accord est conclu pour une période indéfinie. Il peut être dénoncé moyennant un avis écrit par la voie diplomatique. Il cessera de produire ses effets six mois après la date de cet avis.

Fait à _____, le _____ 1996, en deux exemplaires, en langues lituanienne, géorgienne et russe, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence sur l'interprétation du présent Accord, le texte russe prévaut.

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

Pour le Gouvernement de la République de la Géorgie :

No. 42072

**Lithuania
and
Greece**

Agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Hellenic Republic regarding the readmission of persons whose residence is illegal (with protocol of implementation and annexes). Vilnius, 1 July 1999

Entry into force: *1 May 2004 by notification, in accordance with article 11*

Authentic texts: *English, Greek and Lithuanian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Lithuania, 1 December 2005*

**Lituanie
et
Grèce**

Accord entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République hellénique relatif à la réadmission des personnes dont la résidence est illégale (avec protocole d'exécution et annexes). Vilnius, 1 juillet 1999

Entrée en vigueur : *1er mai 2004 par notification, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *anglais, grec et lituanien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Lituanie, 1er décembre 2005*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
LITHUANIA AND THE GOVERNMENT OF THE HELLENIC REPUBLIC
REGARDING THE READMISSION OF PERSONS WHOSE RESIDENCE
IS ILLEGAL

The Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Hellenic Republic, called hereinafter Contracting Parties, desirous to facilitate the co-operation between the two Contracting Parties in order to ensure a better application of the provisions relevant to the transfer of persons who do not or who no longer fulfil the conditions in force for entry or residence, within the framework of respect of the rights and guarantees provided by the laws and regulations in force as well as within the framework of respect of the international conventions and agreements and for the purpose of combatting illegal immigration,

Have agreed, on the basis of reciprocity, as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement the following terms are defined as:

1. Alien - a person who is neither a Lithuanian nor a Greek national;
2. Visa - a valid permission issued by a competent authority of the Contracting Party, entitling the alien to enter the country and to reside there for a period not exceeding three months;
3. Residence permit - a valid permission issued by a competent authority of the Contracting Party, entitling the person to enter or reside in the territory of that Contracting Party. The residence permit does not mean a visa nor a possibility to stay in the territory of the state of the Contracting Party during the treating of an application for asylum or for a residence permit or during expulsion procedure.

Article 2. Readmission of the Nationals of the Contracting Parties

1. Each Contracting Party shall readmit in its territory, at the request of the other Contracting Party and without any formality, nationals who do not, or who no longer, fulfil the conditions in force for entry or residence in the territory of the requesting Contracting Party, provided that it is certified, or may be validly assumed that they possess the nationality of the requested Contracting Party.
2. Upon application by the requesting Contracting Party, the requested Contracting Party shall, without any delay, issue the travel documents required for the repatriation of the nationals to be readmitted.
3. The requesting Contracting Party shall readmit such persons under the same conditions, if subsequent checks reveal that they were not nationals of the requested Contracting Party when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

Article 3. Readmission of Aliens

1. The Contracting Party via whose frontier an alien can be proved, or validly assumed, to have entered the territory of the other Contracting Party, without meeting, or no longer meeting the conditions in force for entry or residence in the territory of the requesting Contracting Party, shall without any formality readmit the alien at the request of that Contracting Party.

2. The readmission obligation, pursuant to paragraph 1, shall not apply to an alien who was in possession of an entry visa or a valid residence permit issued by the requesting Contracting Party, when the alien entered the territory of that Contracting Party or who was issued a residence permit by that Contracting Party after entering its territory.

3. The Contracting Party shall make every effort to give priority to deporting nationals of an adjacent State to their countries of origin.

4. If an alien, who has arrived in the territory of the requesting Contracting Party from the territory of the other Contracting Party, does not fulfil the conditions in force for entry or residence and if that alien is in possession of a valid visa issued by the other Contracting Party, that Contracting Party shall readmit the alien without any formality upon application by the requesting Contracting Party.

5. The Contracting Party shall, at the request of the other Contracting Party, readmit a stateless alien who has entered the territory of the other Contracting Party by means of a travel document issued by the Contracting Party, entitling - even after its expiration - the return to the territory of the Contracting Party which issued the document.

6. If both Contracting Parties have issued a visa or a residence permit, responsibility will reside with the Contracting Party whose visa or residence permit expires last.

Article 4. Time Limits

1. The requested Contracting Party shall reply to readmission requests addressed to it, without any delay and in any event within a maximum term of fifteen (15) days from the date of their receipt.

2. The requested Contracting Party shall accept the persons whose readmission has been agreed to, without any delay and in any event within a maximum term of one month. Upon application by the requesting Contracting Party, this time limit may be extended as required to deal with legal or practical obstacles.

Article 5. Time Limit of the Readmission Obligation

The request for the readmission of persons mentioned in Article 2 shall be submitted within a maximum term of six months from the date the requesting Contracting Party discovered the illegal entry and the presence of a national of a third country in its territory.

Article 6. Transit Passage for the Purpose of Readmission

1. The Contracting Parties shall allow aliens to pass through their territory in transit for readmission purposes, if the other Contracting Party has so requested and if admission to other possible countries of transit and to the country of destination is assured.
2. The issue of a transit visa by the requested Contracting Party is not necessary.
3. Regardless of any previous authorisation, aliens who have been allowed a transit passage may be returned to the other Contracting Party on any one of the conditions of Article 10. Similarly, these aliens may be returned to the other Contracting Party in case no proof can be provided for either their transit passage through a third country or their readmission by their country of origin, or when the expelled alien on his responsibility has not reached the next transit or host country.
4. The Contracting Parties shall endeavour to restrict transit operations to aliens who cannot be returned to their country of origin directly.

Article 7. Data Protection

If personal data have to be communicated for the purpose of the implementation of the present Agreement, such data may concern only the following:

1. The particulars of the person to be transferred and, where necessary, of the members of that person's family (surname, given name, any previous names, nicknames or pseudonyms, date and place of birth, sex, current and any previous nationality);
2. Passport, identity card and other identity and travel documents and laissez-passer (number, period of validity, date of issue, issuing authority, place of issue etc.);
3. Other details required for the identification of the persons to be transferred;
4. Stopping places and itineraries;
5. Residence permits or visas issued by one of the Contracting Parties.

Article 8. Expenses

1. The expenses of transporting persons, accepted pursuant to Articles 2 and 3, shall be borne by the requesting Contracting Party up to the border of the requested Contracting Party.
2. The expenses of transit up to the border of the country of destination, and where necessary, the expenses of an eventual return shall be borne by the requesting Contracting Party in accordance with Article 6.

Article 9. Executive Provisions

1. The Contracting Parties shall resolve by mutual consent and in a spirit of cooperation all problems associated with the implementation of this Agreement.

2. The Contracting Parties shall specify in a separate Protocol, being an integral part of this Agreement, the conditions, procedures and documents for the implementation of the present Agreement.

Article 10. Clause Stipulating That International Agreements/Conventions Shall Not Be Affected

This Agreement shall not affect obligations of the Contracting Parties arising from:

1. The Convention on the Status of Refugees signed in Geneva, 28 July 1951, as amended by the Protocol signed in New York on 31 January 1967.
2. The Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms signed in Rome on 4 November 1950.

Article 11. Entry into Force

This Agreement shall enter into force the first day of the second month after the date on which the Contracting Parties notify each other in writing that the necessary internal procedures for its entry into force have been completed.

Article 12. Suspension - Termination

1. The present Agreement is concluded for an indefinite period.
2. Any Contracting Party may, after notifying the other Contracting Party, suspend this Agreement, with the exception of the provisions regulating the readmission of the citizens of the Contracting Parties, on important ground, in particular on the grounds of the protection of state security, public order or public health. The Contracting Parties shall notify each other of the cancellation of the suspension, without any delay, via diplomatic channels.
3. After notifying the other Contracting Party, each Contracting Party may terminate this Agreement by giving a relevant notification.
4. The suspension or termination of the present Agreement shall become effective on the first day of the month in which notification was received by the other Contracting Party.

Done at Vilnius on 1st July 1999 in two originals, both in the Lithuanian, Greek and English language, all three texts being equally authentic. In case of discrepancies between the texts, the English version shall prevail.

For the Government of the Republic of Lithuania:

For the Government of the Hellenic Republic:

PROTOCOL FOR THE IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT OF JULY
1ST 1999 BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
LITHUANIA AND THE GOVERNMENT OF THE HELLENIC REPUBLIC
REGARDING THE READMISSION OF PERSONS WHOSE RESIDENCE
IS ILLEGAL

Pursuant to Article 9 of the Agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Hellenic Republic concerning the readmission of persons whose residence is illegal, the Minister Interior of the Republic of Lithuania and the Minister of Public Order of the Hellenic Republic, hereinafter referred to as "Parties", have agreed as follows:

Article 1. Actual Proof of Nationality

1. The nationality of the persons to be readmitted under Article 2 of the Readmission Agreement, is proved by the following documents:

- Certificate of nationality, which may be definitely attributed to a particular person.
- Any type of passport (common, diplomatic, service, document with picture issued by the authorities in replacement of the passport) or any other kind of travel document.
- Certification of identity by a consular authority.
- National identity document (even of temporary validity or special type).
- Identity document of a minor considered as a passport.
- Provisional identity documents.
- Military record book or military passes.

2. The actual proof of nationality in the above cases shall be effective for the Parties without proceeding to further investigations.

Article 2. Presumption of Nationality

1. The nationality of the persons to be readmitted of the Parties mentioned in Article 2 of the Readmission Agreement, may be presumed in particular on the basis of:

- Possession of one of the above-mentioned in Article 1 documents, the validity of which has expired.
- Document issued by the competent authorities of the requested Party certifying the identity of the person to be readmitted (service pass of an official, company pass, driving licence, extract from the registry office, seamen's book, certificate of navigation, etc).
- Permit and titles of residence which have expired.

- A photocopy of one of the above mentioned documents.
- Statements of the person in question, legally taken by the requesting Party.
- Statements by witnesses.
- Language of the person concerned.
- Accurate information provided by official authorities.

2. The above evidence for the presumption of the nationality shall be bindingly recognized by the Parties, unless the opposite is proven by the requested Party.

3. In case that there are no doubts regarding the nationality, the consular authorities of the requested Party shall issue to the person to be readmitted a document permitting his/her departure, pursuant to the National Legislation of the requested Party.

4. In case of doubt regarding the nationality of the person to be readmitted, the requesting Party may request the consular authorities of the requested Party to proceed to the examination of the person concerned. The examination shall take place at a location proposed by the requesting Party, in agreement with the concerned consular authorities. The Parties shall make arrangements for the examination of the person concerned, as soon as possible.

5. If after the examination, or during the period of verification of the particulars obtained at the examination, it is proven that the person to be readmitted has the nationality of the requested Party, the consular authorities of the Party in question shall grant him/her the document mentioned in paragraph 3 of this Article.

Article 3. Proof and Presumption of Entry

1. The entry into the territory of the Parties of nationals of third countries, mentioned in Article 3 of the Readmission Agreement, is proven on the basis of the following documents:

- An entry stamp or an equivalent corresponding indication in the travel document.
- An exit stamp of a state which borders on one of the Parties, taking into account the itinerary and the date of the border crossing.
- An entry stamp on a false or falsified passport.
- The travel documents which can formally establish entry through the borders of the requested Party.

2. The entry of third country nationals into the territory of the Parties mentioned in the same Article of the Readmission Agreement, may be presumed on the basis of:

- Statements by the person to be transferred.
- Statements by officials of official services or other persons.
- Travel documents.
- Receipts of rendered services (hotels, hospitals, etc).
- Passes permitting access to public or private premises in the Parties.
- Forms indicating visits to doctors, dentists, etc.

- Data indicating that the person to be transferred has used the services of a travel agency or a transporter of illegal immigrants.

Article 4. Readmission Procedure

1. For the return - readmission of persons mentioned in Articles 2 and 3 of the Readmission Agreement, one of the following procedures is followed, using one of the forms set forth for each one.

a. Return - Readmission under a simplified procedure.

When a person is arrested in a frontier zone, his return -readmission shall take place under the following simplified procedure:

- The requesting Party, if the conditions set forth for readmission are met, notifies the authorities of the requested Party, mentioned in Article 6 of the present Protocol, orally, by phone or by fax, of the alien's arrest, requesting his/her readmission.
- The requested Party shall, within a period not exceeding 48 hours from the notification of the arrest, readmit the person concerned.
- The return - readmission of the person shall be effected by the personnel of the border posts of the Parties, mentioned in Article 7 of this Protocol, and an official report shall be drawn up, pursuant to Annex 1 of the present document.

b. Return - Readmission under normal procedures.

In case that the conditions for the application of a simplified procedure are not met, or in case that this procedure is not accepted, the following normal procedure shall be applied:

- The requesting Party, if the conditions for readmission are met, submits a request for the return of the person, pursuant to Annex 2 of this Protocol, to the competent authorities referred to in Article 6 of the present, of the requested Party.
- The receipt of the request is certified in writing.
- The reply is compulsory within the period provided for in Article 4 par. 1 of the Readmission Agreement.
- The return - readmission of the person shall take place within the period defined in Article 4, par.2 of the Readmission Agreement, through the frontier stations of Article 7 of the present Protocol, and shall be certified by the drawing up of a common official report, pursuant to Annex 3 of this Protocol.

2. In any case of implementation of the readmission procedure, the Parties commit themselves not to proceed to the readmission of an especially large number of persons. This commitment is not valid in case the readmission concerns a group of persons entering at the same time the territory of the requesting Party.

Article 5. Transit Passage for Readmission Purposes

The Parties, in the cases of Article 6 of the Readmission Agreement, shall permit nationals of third countries the transit passage through their territory for readmission purposes.

In this case, the competent authorities of the requested Party referred to in Article 7 of this Protocol, shall be informed in advance by the respective authorities of the requesting Party.

The requested Party reserves the right not to permit the transit passage for the purpose of the readmission of a third country national, on the grounds of the protection of state security, public order and public health.

Article 6. Competent Authorities

The authorities of the Parties which are authorized to submit and accept requests concerning readmission or free transit, are the following:

For the Republic of Lithuania:

The Migration Department of the Ministry of Interior for both readmission and transit passage requests.

Mailing Address:

Saltoniskiu 19

2600 Vilnius - Lithuania

Tel. 00370 2 725350

Fax 00370 2 725364

For the Hellenic Republic:

The Directorate of State Security of the Ministry of Public Order for both readmission and transit passage requests.

Mailing Address:

4 P. Kanellopoulou str.

10177- Athens-GREECE

Tel. 00301 - 6917326, 6929210

Fax 00301 - 6921675, 6912661

Article 7. Frontier Stations for the Return- Readmission of Persons to Be Readmitted

The return - readmission of the above persons takes place through the following frontier stations of the Parties.

For the Republic of Lithuania:

Vilnius International Airport.

For the Hellenic Republic:

1. State Airport of Athens "Hellinikon".
2. State Airport of Salonica "Macedonia".

Article 8. Validity and Implementation of the Protocol

During the period of implementation of the Readmission Agreement and this Protocol, the representatives of the competent authorities of the Parties shall use the English language.

The experience obtained from the implementation of this Protocol shall be assessed by experts of the Parties. If necessary, extraordinary meetings shall also take place.

This Protocol shall enter into force simultaneously with the Readmission Agreement and shall be terminated simultaneously with the termination of the Agreement.

Done at Vilnius on 1st July 1999 in two originals, both in the Lithuanian, Greek and English languages, all three texts being equally authentic. In case of discrepancies between the texts, the English version shall prevail.

For the Government of the Republic of Lithuania:

For the Government of the Hellenic Republic:

ANNEX 1

RECORD

For the return-readmission of person under the simplified procedure

1. On, at (hour), at (location).....
 transferred to

 (full name of person)

 Citizenship His/her identity was
 verified based on:

2. Time, place and motive of illegal entry:

3. Evidences or circumstances substantiating presumption of entry:

4. Objects, documents and money to be transferred with the transferee:

5. Minors (.....) transferred together with the persons referred to under point 1
 (forename, surname, date of birth):

6. Attached:

- 1)
.....
.....
- 2)
.....
.....
- 3)
.....
.....
- 4)
.....
.....
- 5)
.....
.....

The protocol was drawn up in copies
in language(s).

Full Name and Service of the
Transferring Official

Full Name and Service of the
Receiving Official

ANNEX 2

FROM:

TO:

NUMBER:

**APPLICATION
RETURN - ADMISSION OF PERSON**

1. PERSONAL DATA

1.1. Surname:

1.2. Forename:

1.3. Nickname:

1.4. Citizenship:

Language:

1.5. Date of Birth:

1.6. Place of Birth:

1.7. Residence in the country of departure:

.....

.....

.....

1.8. Title and number of the document certifying the crossing of the borders,
issuing authority, date of expiration:

.....

.....

.....

.....

.....

2. CIRCUMSTANCES OF THE ILLEGAL ENTRY IN THE TRANSFERRING STATE

2.1. Date and time of entry:

2.2. Place:.....

2.3. Entry circumstances (detailed particulars):.....

.....

.....

.....

3. STAY IN THE RECEIVING STATE

- 3.1. Time of entry:
- 3.2. Place of entry:
- 3.3. Duration of stay:
- 3.4. Place of stay:
- 3.5. Route to frontiers:
-
-
-
-
-
- 3.6. Proof or grounds of presumption that a person not meeting entry or residence requirements, entered via the frontiers.....
-
-
-
-
-

4. SPECIAL CIRCUMSTANCES RELATED TO THE PERSON

- 4.1. Need of interpreter for:
-
- 4.2. Personal belongings (documents, cash etc):
-
-
-
-
- 4.3. Indications of particularly dangerous person (e.g. suspected for serious punishable acts, aggressive person, etc.):
-
-
-
-
- 4.4. State of health (possible reference to special medical care):
-
-
-
-
- 4.5. Minors (.....) transferred together with the person mentioned in the above points (forename, surname, date of birth):
-
-
-
-

4.6. Applications submitted to the competent authorities of the requesting state by the transferee and position of the competent authorities, including any application for recognition of refugee or right of asylum:

.....
.....
.....
.....
.....

5. TRANSFER

5.1. State of destination:

.....

5.2. Possible additional transit states:

.....

5.3. Is the admission guaranteed in any transit state and the state of destination?

YES/NO

5.4. Is the direct repatriation of the person to the origin country possible?

YES/NO

6. PROPOSED PLACE AND TIME OF TRANSFER

.....
.....
.....
.....
.....
.....

7. ATTACHED

.....
.....
.....

REMARKS (A picture/photo can be required by the requesting Party in case that the person concerned does not possess any document with picture)

The Chief of the Service

CONFIRMATION OF RECEIPT OF THE REQUEST

ANNEX 3

RECORD OF THE RETURN - ADMISSION OF A PERSON

Place of transfer:

Date and time of transfer:

Returning authority:

Admitting authority:

In response to the request:, dated

The persons listed below were admitted by

1.
2.
3.
4.
5.

The following attached documents are handed over:

1.
2.
3.
4.
5.

Remarks:
.....
.....

Forename, surname and position
of returning official

Forename, surname and position
of admitting official

[GREEK TEXT — TEXTE GREC]

**ΣΥΜΦΩΝΙΑ
ΜΕΤΑΞΥ
ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΛΙΘΟΥΑΝΙΑΣ
ΚΑΙ
ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΣΧΕΤΙΚΑ
ΜΕ ΤΗΝ ΕΠΑΝΕΙΣΔΟΧΗ ΠΡΟΣΩΠΩΝ
ΤΩΝ ΟΠΟΙΩΝ Η ΔΙΑΜΟΝΗ ΕΙΝΑΙ ΠΑΡΑΝΟΜΗ**

Η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Λιθουανίας και η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας, καλούμενες εφ' εξής Μέρη, επιθυμούν να αναπτύξουν τη συνεργασία μεταξύ των δύο Μερών προκειμένου να εξασφαλίσουν καλύτερη εφαρμογή των διατάξεων των σχετικών με την διακίνηση των προσώπων εντός των πλαισίων του σεβασμού των δικαιωμάτων και των εγγυήσεων που προβλέπονται από τους ισχύοντες νόμους και κανονισμούς.

Σεβόμενες τις διεθνείς συνθήκες και συμβάσεις και μεριμνώντας για την καταπολέμηση της παράνομης μετανάστευσης,

Συνομολογούν, επί τη βάσει της αμοιβαιότητας, τα ακόλουθα:

**ΑΡΘΡΟ 1
ΟΡΙΣΜΟΙ**

Για τους σκοπούς της παρούσας Συμφωνίας οι ακόλουθοι όροι ορίζονται ως εξής:

1. Αλλοδαπός - πρόσωπο που δεν είναι ούτε Λιθουανός ούτε Έλληνας υπήκοος.
2. Θεώρηση - έγκυρη άδεια εκδιδόμενη από αρμόδια Αρχή του Συμβαλλομένου Μέρους, που παρέχει το δικαίωμα στον Αλλοδαπό να εισέλθει στη χώρα και να παραμείνει εκεί για περίοδο που δεν θα υπερβαίνει τους τρεις μήνες.
3. Άδεια παραμονής - έγκυρη άδεια εκδιδόμενη από μια αρμόδια Αρχή του Συμβαλλομένου Μέρους που παρέχει το δικαίωμα στο άτομο να εισέλθει ή να παραμείνει στο έδαφος αυτού του Συμβαλλομένου Μέρους. Η άδεια παραμονής δεν σημαίνει θεώρηση ή δυνατότητα παραμονής στο έδαφος της επικράτειας του Συμβαλλομένου Μέρους, κατά την διάρκεια της

εξέτασης μιας αίτησης για άσυλο ή για άδεια παραμονής ή κατά τη διάρκεια της διαδικασίας απέλασης.

ΑΡΘΡΟ 2

ΕΠΑΝΕΙΣΔΟΧΗ ΤΩΝ ΥΠΗΚΟΩΝ ΤΩΝ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΩΝ ΜΕΡΩΝ

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος επαναδέχεται στο έδαφός του, μετά από αίτηση του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους και χωρίς διατυπώσεις, πρόσωπα που δεν πληρούν ή δεν πληρούν πλέον τις ισχύουσες προϋποθέσεις εισόδου ή διαμονής στο έδαφος του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους, υπό τον όρο ότι αποδεικνύεται ή εγκύρως πιθανολογείται ότι κατέχουν την υπηκοότητα του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.
2. Κατόπιν αιτήματος του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους, το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, εκδίδει χωρίς καθυστέρηση, τα ταξιδιωτικά έγγραφα που είναι απαραίτητα για τον επαναπατρισμό των προσώπων που πρέπει να γίνουν αποδεκτά.
3. Το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος επαναδέχεται τα εν λόγω πρόσωπα με τις ίδιες προϋποθέσεις, εφ' όσον μεταγενέστεροι έλεγχοι αποδείξουν ότι δεν ήταν υπήκοοι του Συμβαλλομένου Μέρους, προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, κατά το χρόνο εξόδου από το έδαφος του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους.

ΑΡΘΡΟ 3

ΕΠΑΝΕΙΣΔΟΧΗ ΥΠΗΚΟΩΝ ΤΡΙΤΩΝ ΧΩΡΩΝ

1. Το Συμβαλλόμενο Μέρος, από τα σύνορα του οποίου αποδεικνύεται ή εγκύρως πιθανολογείται ότι εισήλθε στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, αλλοδαπός, ο οποίος δεν πληρεί ή δεν πληρεί πλέον τις προϋποθέσεις εισόδου ή διαμονής, που ισχύουν στο έδαφος του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους, επαναδέχεται τον αλλοδαπό άνευ διατυπώσεων, μετά από αίτηση αυτού του Συμβαλλομένου Μέρους.
2. Η υποχρέωση επανεισδοχής σύμφωνα με την παρ. 1 δεν υφίσταται έναντι αλλοδαπού, ο οποίος κατά την είσοδό του στο έδαφος του αιτούμενου Συμβαλλομένου Μέρους, κατείχε έγκυρη άδεια διαμονής, εκδοθείσα από αυτό το Μέρος, ή του αλλοδαπού που εφοδιάστηκε με άδεια παραμονής από αυτό το Συμβαλλόμενο Μέρος, μετά την είσοδό του στην επικράτειά του.
3. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα καταβάλουν κάθε προσπάθεια για να οδηγούν

τους υπηκόους των γειτονικών κρατών πρωτίστως στις χώρες καταγωγής τους.

4. Εάν ένας αλλοδαπός, ο οποίος φθάνει στο έδαφος του αιτουμένου Συμβαλλόμενου Μέρους από την επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, δεν πληροί τις προϋποθέσεις εισόδου ή διαμονής που ισχύουν σ^α αυτό, ή εάν ένας αλλοδαπός κατέχει έγκυρη θεώρηση ή έγκυρη άδεια διαμονής που του έχει χορηγηθεί από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος επαναιποδέχεται άνευ διατυπώσεων το πρόσωπο αυτό όταν το ζητήσει το αιτούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος.
5. Το Συμβαλλόμενο Μέρος, ύστερα από αίτημα του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους θα επαναδέχεται έναν άνευ υπηκοότητας αλλοδαπό ο οποίος εισήλθε στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους μέσω ταξιδιωτικού εγγράφου που εκδόθηκε από το Συμβαλλόμενο Μέρος, παρέχοντας το δικαίωμα – ακόμη και μετά την εκπνοή του – της επιστροφής στο έδαφος του Συμβαλλόμενου Μέρους που εξέδωσε το έγγραφο.
6. Εάν και τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη έχουν εκδώσει θεώρηση ή άδεια διαμονής, αρμόδιο είναι το μέρος του οποίου η άδεια διαμονής ή η θεώρηση λήγει αργότερα.

ΑΡΘΡΟ 4 **ΠΡΟΘΕΣΜΙΕΣ**

1. Το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση απαντά πάραυτα στις αιτήσεις επανεισδοχής που του απευθύνονται και σε κάθε περίπτωση, το πολύ εντός προθεσμίας δεκαπέντε ημερών.
2. Το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση αποδέχεται πάραυτα τα πρόσωπα η επανεισδοχή των οποίων έχει συμφωνηθεί και σε κάθε περίπτωση εντός μίας ανώτατης προθεσμίας ενός μηνός. Η προθεσμία αυτή μπορεί να παραταθεί εάν το ζητήσει το αιτούμενο Μέρος επί όσο διάστημα ισχύουν νομικά ή ουσιαστικά εμπόδια.

ΑΡΘΡΟ 5 **ΑΠΟΚΛΕΙΣΤΙΚΗ ΠΡΟΘΕΣΜΙΑ ΤΗΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΗΣ ΕΠΑΝΕΙΣΔΟΧΗΣ**

Η αίτηση επανεισδοχής των προσώπων που αναφέρονται στο Άρθρο 2, πρέπει να υποβάλλεται εντός έξι μηνών κατά ανώτατο όριο από την ημερομηνία που το αιτούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος διαπίστωσε την παράνομη είσοδο και παρουσία του συγκεκριμένου υπηκόου τρίτης χώρας στο έδαφος του.

ΑΡΘΡΟ 6
ΔΙΕΛΕΥΣΗ ΜΕ ΣΚΟΠΟ ΤΗΝ ΕΠΑΝΕΙΣΔΟΧΗ

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα επιτρέπουν σε αλλοδαπούς να διέρχονται από το έδαφός τους προς τον σκοπό επανεισδοχής, εάν αυτό ζητηθεί από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος και εάν είναι εξασφαλισμένη η αποδοχή από τα διάφορα κράτη διέλευσης και από το κράτος προορισμού.
2. Δεν απαιτείται η έκδοση θεώρησης διέλευσης από το Συμβαλλόμενο Μέρος, προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.
3. Ανεξάρτητα από οποιαδήποτε χορηγηθείσα έγκριση, πρόσωπα των οποίων η διέλευση έγινε αποδεκτή μπορούν να επαναοδηγηθούν στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος εάν συντρέχει μία από τις προϋποθέσεις του άρθρου 10. Ωσαύτως μπορούν να επαναοδηγηθούν τους αλλοδαπούς στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος στην περίπτωση που δεν είναι εξασφαλισμένη είτε η διέλευση από τρίτο κράτος είτε η αποδοχή από το κράτος προορισμού, καθώς και στην περίπτωση κατά την οποία ο αλλοδαπός που απομακρύνεται δεν έφθασε με υπαιτιότητά του στην επόμενη χώρα διέλευσης ή στην αποδεχόμενη χώρα.
4. Τα Συμβαλλόμενο Μέρη θα προσπαθούν να περιορίζουν τη διέλευση στους αλλοδαπούς εκείνους, οι οποίοι δεν μπορούν να οδηγηθούν κατ' ευθείαν στο κράτος καταγωγής τους.

ΑΡΘΡΟ 7
ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΔΕΔΟΜΕΝΩΝ

Εάν για την εκτέλεση της παρούσας Συμφωνίας πρέπει να διαβιβάζονται προσωπικά δεδομένα, τα στοιχεία αυτά επιτρέπεται να αφορούν αποκλειστικά και μόνο τα ακόλουθα:

- (1) τα στοιχεία ταυτότητας του προς παράδοση προσώπου και ενδεχομένως των μελών της οικογενείας του (επώνυμο, κύριο όνομα, ενδεχομένως προηγούμενο όνομα, δευτερεύοντα ονόματα, ψευδώνυμο, ημερομηνία και τόπος γεννήσεως, φύλλο, σημερινή ή πρότερη ενδεχομένως ιθαγένεια),
- (2) το διαβατήριο, το δελτίο ταυτότητας και τα άλλα έγγραφα ταυτότητας ή τα ταξιδιωτικά έγγραφα και τις άδειες διέλευσης (αριθμό, διάρκεια ισχύος, ημερομηνία έκδοσης, εκδούσα αρχή, τόπο έκδοσης κ.λ.π.),
- (3) άλλες λεπτομέρειες που απαιτούνται για την εξακρίβωση της ταυτότητας του προς παράδοση προσώπου,

- (4) τους τόπους διαμονής και τα δρομολόγια,
- (5) τις άδειες διαμονής ή τις θεωρήσεις που χορηγήθηκαν από ένα από τα Μέρη.

ΑΡΘΡΟ 8

ΔΑΠΑΝΕΣ

- 1. Οι δαπάνες για την μεταφορά των προσώπων τα οποία γίνονται αποδεκτά σύμφωνα με τα άρθρα 1, 2 θα βαρύνουν το αιτούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος μέχρι τα σύνορα του Συμβαλλόμενου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.
- 2. Οι δαπάνες για την διέλευση μέχρι τα σύνορα του κράτους προορισμού, καθώς και οι δαπάνες της ενδεχόμενης επιστροφής βαρύνουν το αιτούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος σύμφωνα με το άρθρο 6.

ΑΡΘΡΟ 9

ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

- 1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα επιλύσουν με αμοιβαία συναίνεση και σε πνεύμα συνεργασίας όλα τα προβλήματα που σχετίζονται με τη εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας.
- 2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα ορίζουν με ξεχωριστό πρωτόκολλο, το οποίο θα αποτελεί αναπόσπαστο μέρος της παρούσας Συμφωνίας, τους όρους, τις διαδικασίες και τα έγγραφα για την εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας.

ΑΡΘΡΟ 10

ΡΗΤΡΑ ΣΥΜΦΩΝΑ ΜΕ ΤΗΝ ΟΠΟΙΑ ΔΕΝ ΘΙΓΟΝΤΑΙ ΟΙ ΔΙΕΘΝΕΙΣ

ΣΥΜΦΩΝΙΕΣ/ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

Αυτή η Συμφωνία δεν θίγει τις υποχρεώσεις των Συμβαλλομένων Μερών που απορρέουν από:

- 1. Τη Συνθήκη της 28ης Ιουλίου 1951 "περί του Καθεστώτος των Προσφύγων" και από το Πρωτόκολλο της 31ης Ιανουαρίου 1967 "περί του Καθεστώτος των Προσφύγων".
- 2. Τη Συνθήκη της 4ης Νοεμβρίου 1950 για την Προστασία των Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων και των Θεμελιωδών Ελευθεριών.

ΑΡΘΡΟ 11
ΕΝΑΡΞΗ ΙΣΧΥΟΣ

Η παρούσα συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μήνα υπό την ημερομηνία κατά την οποία τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα νωστοποιήσουν το ένα προς το άλλο ότι έχουν ολοκληρωθεί οι εθνικές διαδικασίες για την έγκρισή της.

ΑΡΘΡΟ 12
ΑΝΑΣΤΟΛΗ - ΚΑΤΑΓΓΕΛΙΑ

1. Η παρούσα Συμφωνία συνάπτεται επ' αόριστον.
2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, αφού ενημερώσει το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, να αναστείλει δια κοινοποιήσεως την παρούσα Συμφωνία, εξαιρουμένου του άρθρου 1, για σοβαρούς λόγους και ειδικότερα για λόγους προστασίας της ασφάλειας του κράτους, της δημόσιας τάξης ή της υγείας των πολιτών. Τα Μέρη αλληλοενημερώνονται πάραυτα για την άρση του μέτρου αυτού δια της διπλωματικής οδού.
3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος δύναται να καταγγείλει για σοβαρό λόγο την παρούσα Συμφωνία δια κοινοποιήσεως, αφού ενημερώσει σχετικά το έτερο μέρος.
4. Η αναστολή ή η καταγγελία της παρούσας Συμφωνίας αρχίζει να ισχύει από την πρώτη ημέρα μετά το μήνα κατά τον οποίο παρελήφθη η κοινοποίηση από το έτερο Μέρος.

Έγινε στο Βίλνιους την 1^η Ιουλίου 1999 σε δύο πρωτότυπα στην Λιθουανική, Ελληνική και Αγγλική γλώσσα, ώστε και τα τρία κείμενα να είναι εξ' ίσου αυθεντικά. Σε περίπτωση δισερμηνιών μεταξύ των κειμένων, θα υπερισχύει το Αγγλικό κείμενο.



ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ
ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΛΙΘΟΥΑΝΙΑΣ



ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

**ΓΙΑ ΤΗΝ ΥΛΟΠΟΙΗΣΗ ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ
ΤΗΣ 1^{ης} ΙΟΥΛΙΟΥ 1999**

**ΜΕΤΑΞΥ
ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΛΙΘΟΥΑΝΙΑΣ
ΚΑΙ
ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

**ΣΧΕΤΙΚΑ
ΜΕ ΤΗΝ ΕΠΑΝΕΙΣΔΟΧΗ ΠΡΟΣΩΠΩΝ
ΤΩΝ ΟΠΟΙΩΝ Η ΔΙΑΜΟΝΗ ΕΙΝΑΙ ΠΑΡΑΝΟΜΗ**

Σύμφωνα με το άρθρο 9 της Συμφωνίας μεταξύ της Κυβερνήσεως της Δημοκρατίας της Λιθουανίας και της Κυβερνήσεως της Δημοκρατίας της Ελλάδας για την επανεισδοχή προσώπων των οποίων η διαμονή είναι παράνομη, ο Υπουργός Εσωτερικών της Δημοκρατίας της Λιθουανίας και ο Υπουργός Δημόσιας Τάξης της Δημοκρατίας της Ελλάδος, καλούμενοι στο εξής "Μέρη", συμφώνησαν τα ακόλουθα:

ΑΡΘΡΟ 1 ΠΡΑΓΜΑΤΙΚΗ ΑΠΟΔΕΙΞΗ ΤΗΣ ΥΠΗΚΟΟΤΗΤΑΣ

1. Η υπηκοότητα των προς επανεισδοχή υπηκόων των Μερών που αναφέρονται στο άρθρο 1 της Συμφωνίας Επανεισδοχής αποδεικνύεται με βάση τα παρακάτω έγγραφα:

Πιστοποιητικό ιθαγένειας που μπορεί να αποδοθεί ακριβώς σε ένα συγκεκριμένο πρόσωπο.

Διαβατήριο πάσης φύσεως (κοινό, διπλωματικό, υπηρεσιακό, έγγραφο με φωτογραφία εκδοθέν από τις αρχές προς αντικατάσταση διαβατηρίου) ή οποιοδήποτε άλλο ταξιδιωτικό έγγραφο.

Βεβαίωση ταυτότητας προξενικής αρχής.

Εθνικό δελτίο ταυτότητας (ακόμη και προσωρινής ισχύος ή ειδικής φύσεως).

Ταυτότητα ανηλίκου υπέχουσα θέση διαβατηρίου.

Προσωρινή βεβαίωση ταυτότητας.

Στρατιωτικό βιβλιário ή στρατιωτικό δελτίο ταυτότητας.

2. Η πραγματική απόδειξη της υπηκοότητας στις ανωτέρω περιπτώσεις θα ισχύει για τα Μέρη χωρίς να προβαίνουν σε ευρύτερες έρευνες.

ΑΡΘΡΟ 2

ΠΙΘΑΝΟΛΟΓΗΣΗ ΤΗΣ ΥΠΗΚΟΟΤΗΤΑΣ

1. Η υπηκοότητα των προς επανεισδοχή υπηκόων των Μερών που αναφέρονται στο άρθρο 1 της Συμφωνίας Επανεισδοχής πιθανολογείται με βάση τα παρακάτω στοιχεία:

Κατοχή ενός από τα αναφερόμενα στο άρθρο 1 έγγραφα του οποίου η ισχύς έχει λήξει.

Έγγραφο που χορηγήθηκε από τις αρμόδιες αρχές του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση και το οποίο βεβαιώνει την ταυτότητα του προς επανεισδοχή προσώπου (υπηρεσιακή ταυτότητα υπαλλήλου, ταυτότητα επιχειρήσεως, άδεια οδήγησεως, απόσπασμα ληξιαρχικών στοιχείων, ναυτικό φυλλάδιο, πιστοποιητικό ναυσιπλοΐας κ.λ.π.).

Άδεια και τίτλοι παραμονής που έχουν λήξει.

Φωτοτυπία ενός από τα έγγραφα που αναφέρονται πιο πάνω.

Δηλώσεις του ενδιαφερομένου που έχουν ληφθεί νομίμως από το Μέρος που υποβάλλει την αίτηση.

Καταθέσεις μαρτύρων.

Γλώσσα του ενδιαφερομένου.

Ακριβείς πληροφορίες που παρέχονται από επίσημες Αρχές.

2. Τα ανωτέρω τεκμήρια πιθανολόγησης της υπηκοότητας θα πρέπει να θεωρούνται ως δεδομένα από τα Μέρη, πλήν αποδείξεως του αντιθέτου, από το Μέρος προς το οποίο υποβάλλεται η αίτηση.
3. Σε περίπτωση που δεν υπάρχουν αμφιβολίες ως προς την υπηκοότητα, οι

προξενικές Αρχές του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, χορηγούν στο προς επανεισδοχή πρόσωπο ένα έγγραφο που επιτρέπει την αναχώρησή του σύμφωνα με την Εθνική του νομοθεσία.

4. Σε περίπτωση αμφιβολίας σχετικά με την υπηκοότητα του προς επανεισδοχή προσώπου, το Μέρος που υποβάλλει την αίτηση μπορεί να ζητήσει από τις προξενικές αρχές του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, να προβούν στην εξέταση του ενδιαφερομένου προσώπου. Η εξέταση θα πραγματοποιηθεί στον τόπο που θα καθορίσει το Μέρος που υποβάλλει την αίτηση, σε συμφωνία με τις συγκεκριμένες προξενικές αρχές. Τα Μέρη θα επιμεληθούν να πραγματοποιήσουν την εξέταση του ενδιαφερομένου προσώπου το συντομότερο δυνατό.
5. Όταν, μετά την εξέταση ή στη διάρκεια της επαλήθευσης των στοιχείων που ελήφθησαν κατά την εξέταση, αποδειχθεί ότι το προς επανεισδοχή πρόσωπο έχει την υπηκοότητα του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, οι προξενικές αρχές του εν λόγω Μέρους, θα του χορηγήσουν το έγγραφο που αναφέρεται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου.

ΑΡΘΡΟ 3

ΑΠΟΔΕΙΞΗ ΚΑΙ ΠΙΘΑΝΟΛΟΓΗΣΗ ΤΗΣ ΕΙΣΟΔΟΥ

1. Η είσοδος στο έδαφος των Μερών των υπηκόων τρίτων χωρών που αναφέρονται στο άρθρο 2 της Συμφωνίας Επανεισδοχής αποδεικνύεται με βάση τα παρακάτω έγγραφα:

Τη σφραγίδα εισόδου ή αντίστοιχη ένδειξη στο ταξιδιωτικό έγγραφο.

Τη σφραγίδα εξόδου κράτους όμορου προς ένα από τα Μέρη, λαμβανομένων υπόψη του δρομολογίου καθώς και της ημερομηνίας διάβασης των συνόρων.

Τη σφραγίδα εισόδου σε πλαστό ή παραποιημένο διαβατήριο.

Τα ταξιδιωτικά έγγραφα με τη βοήθεια των οποίων μπορεί να διαπιστωθεί τυπικά η είσοδος μέσω των συνόρων του Μέρους, προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

2. Η είσοδος στο έδαφος των Μερών των υπηκόων τρίτων χωρών, που αναφέρονται στο ίδιο άρθρο της Συμφωνίας Επανεισδοχής, μπορεί να συνάγεται από:

Δηλώσεις του προς μεταγωγή προσώπου.

Δηλώσεις υπαλλήλων επίσημων υπηρεσιών ή άλλων προσώπων.

Ταξιδιωτικά έγγραφα.

Αποδείξεις παροχής υπηρεσιών (ξενοδοχείων, νοσοκομείων, κ.λ.π.)

Ταυτότητες που επιτρέπουν την είσοδο σε δημόσια ή ιδιωτικά καταστήματα των Συμβαλλομένων Μερών.

Δελτία ιατρικών οδοντιατρικών κλπ επισκέψεων.

Δεδομένα από τα οποία προκύπτει ότι το προς μεταγωγή πρόσωπο κατέφυγε στις υπηρεσίες γραφείου ταξιδίων ή μεταφερέα λαθρομεταναστών.

ΑΡΘΡΟ 4

ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ ΕΠΑΝΕΙΣΔΟΧΗΣ

1. Για την παράδοση -επανεισδοχή προσώπων που αναφέρονται στα άρθρα 1 και 2 της Συμφωνίας Επανεισδοχής ακολουθείται μια από τις παρακάτω διαδικασίες με χρήση των αναφερομένων για κάθε μία από αυτές, εντύπων.

α. Παράδοση - Επανεισδοχή με απλουστευμένη διαδικασία.

Όταν ένα πρόσωπο συλλαμβάνεται σε μεθοριακή ζώνη, η παράδοση-επανεισδοχή του, γίνεται με την εξής απλουστευμένη διαδικασία:

Το αιτούν Μέρος, εφ' όσον συντρέχουν οι αναφερόμενες προϋποθέσεις επανεισδοχής, γνωστοποιεί προς τις Αρχές του προς ό η αίτηση Μέρος, που μνημονεύονται στο άρθρο 6 του παρόντος, προφορικά, τηλεφωνικά ή με fax τη σύλληψη του αλλοδαπού ζητώντας την παραλαβή του.

Το προς ό η αίτηση Μέρος υποχρεούται, εντός προθεσμίας που δεν θα υπερβαίνει τις 48 ώρες από τη γνωστοποίηση της σύλληψης, , να παραλάβει το εν λόγω πρόσωπο.

Η παράδοση-παραλαβή του προσώπου πραγματοποιείται απο το προσωπικό των συνοριακών σταθμών των Μερών, που μνημονεύονται στο άρθρο 7 του παρόντος Πρωτοκόλλου και

συντάσσεται πρακτικό σύμφωνα με το Παράρτημα 1 του παρόντος.

β. Παράδοση - Επανεισδοχή με κανονική διαδικασία

Σε περίπτωση που δεν συντρέχουν οι προϋποθέσεις εφαρμογής της απλουστευμένης διαδικασίας, καθώς και στις περιπτώσεις που αυτή δεν γίνεται δεκτή, ακολουθείται η παρακάτω κανονική διαδικασία:

Το αιτούν Μέρος εφ' όσον συντρέχουν οι προϋποθέσεις επανεισδοχής, υποβάλλει αίτηση για την παραλαβή του προσώπου, σύμφωνα με το Παράρτημα 2 του παρόντος Πρωτοκόλλου στις μνημονευόμενες το άρθρο 6 αρμόδιες Αρχές, του προς ό η αίτηση Μέρους.

Η παραλαβή της αίτησης πιστοποιείται γραπτώς.

Η απάντηση είναι υποχρεωτική μέσα στις προθεσμίες που προβλέπονται στο άρθρο 4 παρ. 1 της Συμφωνίας Επανεισδοχής.

Η παράδοση-παραλαβή του προσώπου θα πραγματοποιείται εντός της προθεσμίας που αναφέρεται στο άρθρο 4 παρ. 2 της Συμφωνίας Επανεισδοχής δια των συννοριακών Σταθμών του άρθρου 7 του παρόντος και θα πιστοποιείται με τη σύνταξη κοινού πρακτικού, σύμφωνα με το Παράρτημα 3 του παρόντος Πρωτοκόλλου.

2. Σε κάθε περίπτωση εφαρμογής της διαδικασίας της Επανεισδοχής, τα Μέρη δεσμεύονται να μη προβαίνουν στην παράδοση ιδιαίτερα μεγάλου αριθμού προσώπων. Η δέσμευση αυτή δεν ισχύει σε περίπτωση που η επανεισδοχή αφορά ομάδα προσώπων εισελθόντων ταυτόχρονα στην επικράτεια του αιτούμενου Μέρους.

ΑΡΘΡΟ 5

ΔΙΕΛΕΥΣΗ ΜΕ ΣΚΟΠΟ ΤΗΝ ΕΠΑΝΕΙΣΔΟΧΗ

Τα Μέρη, στις περιπτώσεις του άρθρου 6 της Συμφωνίας Επανεισδοχής, θα επιτρέπουν τη διέλευση από το έδαφός τους υπηκόων τρίτων χωρών με σκοπό την Επανεισδοχή.

Στην περίπτωση αυτή θα προηγείται σχετική ενημέρωση των αρμοδίων αρχών του προς ό η αίτηση Μέρους, που αναφέρονται στο άρθρο 7 του παρόντος Πρωτοκόλλου, από τις αντίστοιχες αρχές του αιτούντος Μέρους.

Το πρός ό η αίτηση Μέρος, διατηρεί το δικαίωμα να μην επιτρέψει τη διέλευση με σκοπό την επανεισδοχή υπηκόου τρίτης χώρας, για λόγους προστασίας της κρατικής ασφάλειας, της δημόσιας τάξης και της δημόσιας υγείας.

ΑΡΘΡΟ 6

ΟΡΙΣΜΟΣ ΤΩΝ ΑΡΜΟΔΙΩΝ ΑΡΧΩΝ

Οι αρχές των Μερών οι οποίες εξουσιοδοτούνται να υποβάλουν και να αποδέχονται τις αιτήσεις επανεισδοχής ή της ελεύθερης διέλευσης, είναι οι ακόλουθες:

ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΛΙΘΟΥΑΝΙΑΣ

Η Διευθυνση Μετανάστευσης του Υπουργείου Εσωτερικών, τόσο για τις περιπτώσεις αιτήσεων επανεισδοχής όσο και ελεύθερης διέλευσης,

Ταχυδρομική Διεύθυνση

Saltoniskiu 19
2600 Vilnius - LITHUANIA
Tel. 00370 2 725350
Fax 00370 2 725364

ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ

Η Διευθυνση Κρατικής Ασφάλειας του Υπουργείου Δημόσιας Τάξης, τόσο για τις περιπτώσεις αιτήσεων επανεισδοχής όσο και ελεύθερης διέλευσης.

Ταχυδρομική Διεύθυνση

Π. Κανελλοπούλου 4
101 77 - ΑΘΗΝΑ
Τηλ. 00301 - 6917326, 6929210
Fax 00301 - 6921675, 6912661

ΑΡΘΡΟ 7

ΣΥΝΟΡΙΑΚΟΙ ΣΤΑΘΜΟΙ ΠΑΡΑΛΑΒΗΣ - ΠΑΡΑΔΟΣΗΣ ΤΩΝ ΠΡΟΣ ΕΠΑΝΕΙΣΔΟΧΗ ΠΡΟΣΩΠΩΝ

Η παράδοση-παραλαβή των ανωτέρω προσώπων πραγματοποιείται μέσω των παρακάτω συνοριακών σταθμών των Μερών.

ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΛΙΘΟΥΑΝΙΑΣ

Διεθνές Αεροδρόμιο Vilnius.

ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ

1. Κρατικός Αερολιμένας Αθηνών "ΕΛΛΗΝΙΚΟ"

2. Κρατικός Αερολιμένας Θεσσαλονίκης "ΜΑΚΕΔΟΝΙΑ"

ΑΡΘΡΟ 8

ΙΣΧΥΣ ΚΑΙ ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΥ

Κατά τη διάρκεια υλοποίησης της Συμφωνίας Επανεισδοχής και του παρόντος Πρωτοκόλλου, οι εκπρόσωποι των αρμοδίων Αρχών των Μερών, θα χρησιμοποιούν την Αγγλική γλώσσα.

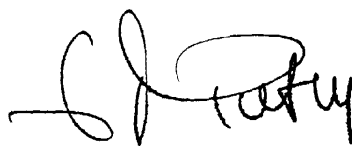
Οι εμπειρίες που θα αποκομίζονται από την υλοποίηση του παρόντος, θα εκτιμώνται από διορισμένους εμπειρογνώμονες των Μερών. Εφ' όσον προκύπτει ανάγκη, θα γίνονται επίσης έκτακτες συσκέψεις.

Το παρόν Πρωτόκολλο ισχύει ταυτόχρονα με τη Συμφωνία Επανεισδοχής και παύει να ισχύει με τη λήξη αυτής.

Έγινε στο Βίλνιους την 1^η Ιουλίου 1999 σε δύο ταυτόσημα αντίτυπα στην Λιθουανική, Ελληνική και Αγγλική γλώσσα, αμφότερα εξ' ίσου αυθεντικά. Σε περίπτωση ασυμφωνίας μεταξύ των κειμένων, θα υπερισχύει το Αγγλικό.



ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ
ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΛΙΘΟΥΑΝΙΑΣ



ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

Για την παράδοση - παραλαβή προσώπου με απλουστευμένη διαδικασία.

1. Την , ώρα ,
 στ
 παραδόθηκε στ
 ο/η

..... Υπηκοότητα

Η ταυτότητα διαπιστώθηκε βάσει

2. Χρόνος, τόπος και σκοπός της παράνομης εισόδου

3. Πιστοποιούσες αποδείξεις ή περιστάσεις βάσει των οποίων πιθανολογείται
 η είσοδος

4. Αντικείμενα, έγγραφα και χρήματα που παραδίδονται μαζί με το προς
 μεταγωγή πρόσωπο

5. Ανήλικοι (.....) που μετάγονται μαζί με τα πρόσωπα που αναφέρονται στο σημείο 1 (ονοματεπώνυμο, ημερομηνία γεννήσεως):

.....
.....
.....
.....
.....

6. Συνημμένα:

α)

.....

β)

.....

γ)

.....

δ)

.....

ε)

.....

Το πρωτόκολλο έγινε σε αντίτυπα
στην..... γλώσσα.

Ονοματεπώνυμο και υπηρεσία
του παραδίδοντος

Ονοματεπώνυμο και υπηρεσία
του παραλαμβάνοντος

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

ΑΠΟ:

ΠΡΟΣ:

ΑΡΙΘ.:

**ΑΙΤΗΣΗ
ΠΑΡΑΛΑΒΗΣ - ΜΕΤΑΓΩΓΗΣ ΠΡΟΣΩΠΟΥ**

1. ΑΤΟΜΙΚΑ ΣΤΟΙΧΕΙΑ

1.1. Επώνυμο:

1.2. Όνομα:

1.3. Ψευδώνυμο:

1.4. Υπηκοότητα:
Γλώσσα:

1.5. Ημ. γεννήσεως:

1.6. Τόπος γεννήσεως:

1.7. Τόπος κατοικίας στη χώρα αφετηρίας:
.....
.....

1.8. Τίτλος και αριθμός του εγγράφου το οποίο πιστοποιεί την διέλευση των
συνόρων, εκδούσα αρχή, ημερομηνία ισχύος:
.....
.....

**2. ΠΕΡΙΣΤΑΣΕΙΣ ΤΗΣ ΠΑΡΑΝΟΜΗΣ ΕΙΣΟΔΟΥ ΣΤΟ ΠΑΡΑΔΙΔΩΝ
ΚΡΑΤΟΣ**

2.1. Ημερομηνία και ώρα εισόδου
.....

2.2. Τόπος:

2.3. Περιστάσεις εισόδου (λεπτομερή στοιχεία):

.....
.....
.....

3. ΔΙΑΜΟΝΗ ΣΤΟ ΠΑΡΑΛΑΜΒΑΝΩΝ ΚΡΑΤΟΣ

3.1. Χρονικό σημείο εισόδου

3.2. Τόπος εισόδου:

3.3. Διάρκεια διαμονής:

3.4. Τόπος διαμονής:

3.5. Δρομολόγιο κίνησης προς τα σύνορα

.....
.....
.....
.....
.....
.....

3.6. Αποδεικτικό μέσο ή μέσο πιθανολόγησης της δια μέσου των συνόρων εισόδου προσώπου το οποίο, δεν πληροί τις ισχύουσες προϋποθέσεις εισόδου ή διαμονής (παράνομης εισόδου)

.....
.....
.....
.....
.....

4. ΙΔΙΑΙΤΕΡΕΣ ΠΕΡΙΣΤΑΣΕΙΣ ΣΕ ΣΧΕΣΗ ΜΕ ΤΟ ΠΡΟΣΩΠΟ

4.1. Ανάγκη διερμηνέως για:

.....

4.2. Προσωπικά αντικείμενα (έγγραφα, ρευστά κ.λ.π)
.....
.....
.....

4.3. Ενδείξεις ιδιαίτερης επικινδυνότητας του προσώπου (π.χ. υποψίες
σοβαρών αξιόποινων πράξεων, επίθετικό πρόσωπο κ.λ.π.)
.....
.....
.....

4.4. Κατάσταση υγείας (ενδεχ. ιδιαίτερη ιατρική θεραπεία):
.....
.....
.....

4.5. Ανήλικοι (.....) που παραδίδονται μαζί με το πρόσωπο που ανέφερεται
στα ανωτέρω σημεία (ονοματεπώνυμο, ημερομηνία γεννήσεως):
.....
.....
.....
.....
.....

4.6. Αιτήσεις του παραδοτέου προς τις αρμόδιες αρχές του αιτούντος κράτους
και άποψη της αρμόδιας αρχής, ενδεχόμενες αιτήσεις αναγνώρισης ιδιότητας
του πρόσφυγα ή δικαιώματος Ασύλου:
.....
.....
.....
.....

5. ΜΕΤΑΓΩΓΗ

5.1. Κράτος προορισμού:
.....

5.2. Πιθανά περαιτέρω ενδιάμεσα κράτη:
.....

5.3. Η παραλαβή σε ενδιάμεσα κράτη και στο κράτος προορισμού είναι
βέβαια ΝΑΙ/ΟΧΙ

5.4. Δεν είναι δυνατή η απευθείας επιστροφή του προσώπου στο κράτος καταγωγής ΝΑΙ/ΟΧΙ

6. ΠΡΟΤΕΙΝΟΜΕΝΟΣ ΤΟΠΟΣ ΚΑΙ ΧΡΟΝΟΣ ΠΑΡΑΔΟΣΕΩΣ

.....

.....

.....

.....

.....

.....

7. ΣΥΝΗΜΜΕΝΑ

.....

.....

.....

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ

ΒΕΒΑΙΩΣΗ ΠΑΡΑΛΑΒΗΣ ΤΗΣ ΑΙΤΗΣΗΣ

(Βεβαίωση παραλαβής της Αίτησης)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΑΡΑΔΟΣΗΣ - ΠΑΡΑΛΑΒΗΣ ΠΡΟΣΩΠΟΥ

Τόπος παραδόσεως:
.....

Ημερομηνία και ώρα:
.....

Παραδίδων:
.....

Παραλαμβάνων:
.....

Αναφερόμενος στην απο:
....., αίτηση.....
.....
.....

Παρελήφθησαν τα κατωτέρω πρόσωπα από.....
.....
.....
.....

1.
.....

2.
.....

3.
.....

4.
.....

5.
.....

Παραδίδονται τα ακόλουθα συνημμένα έγγραφα:

1.
.....
2.
.....
3.
.....
4.
.....
5.
.....

Παρατηρήσεις

.....
.....
.....
.....

Όνομα, επώνυμο και ιδιότητα
του παραδίδοντος_

Όνομα, επώνυμο και ιδιότητα
του παραλαμβάνοντος_

[LITHUANIAN TEXT — TEXTE LITUANIEN]

**LIETUVOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS
IR GRAIKIJOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS**

SUSITARIMAS

DĖL NELEGALIAI GYVENANČIŲ ASMENŲ GRAŽINIMO

Lietuvos Respublikos Vyriausybė ir Graikijos Respublikos Vyriausybė, toliau vadinamos Susitariančiosiomis Šalimis,

siekdamos palengvinti bendradarbiavimą tarp abiejų Susitariančiųjų Šalių, užtikrinant geresnį nuostatų, susijusių su asmenų, kurie neatitinka ar nebeatitinka galiojančių atvykimo ar gyvenimo sąlygų, perdavimu taikymą,

gerbdamos galiojančių įstatymų ir taisyklių nustatytas teises ir garantijas,

siekdamos kovoti su nelegalia imigracija,

gerbdamos tarptautines konvencijas ir susitarimus,

abipusiškumo pagrindais susitarė:

**1 Straipsnis
SĄVOKOS**

Šiame Susitarime vartojamos sąvokos turi tokią reikšmę:

1. Užsienietis - asmuo, kuris nėra nei Lietuvos, nei Graikijos pilietis;
2. Viza - Susitariančiosios Šalies kompetentingos tarnybos išduotas galiojantis leidimas, suteikiantis teisę užsieniečiui atvykti į valstybę ir gyventi ne ilgesnį kaip trijų mėnesių laikotarpį;
3. Leidimas gyventi - galiojantis leidimas, išduotas Susitariančiosios Šalies kompetentingos tarnybos, suteikiantis teisę asmeniui atvykti į šios Susitariančiosios Šalies teritoriją ar gyventi joje. Leidimas gyventi nėra nei viza, nei galimybė likti Susitariančiosios Šalies valstybės teritorijoje, kol svarstomas pareiškimas dėl prieglobsčio suteikimo ar leidimo gyventi ar išsiuntimo procedūros metu;

2 Straipsnis

SUSITARIANČIŲJŲ ŠALIŲ PILIEČIŲ GRAŽINIMAS

1. Kiekviena Susitariančioji Šalis priima atgal į savo teritoriją, kitai Susitariančiajai Šaliai pareikalavus, ir be jokių formalumų piliečius, kurie neatitinka ar nebeatitinka galiojančių atvykimo į prašančiosios Susitariančiosios Šalies teritoriją ar gyvenimo joje sąlygų, jei yra patvirtinta arba galima pagrįstai manyti, kad jie turi prašomosios Susitariančiosios Šalies pilietybę.
2. Prašančiajai Susitariančiajai Šaliai paprašius, prašomoji Susitariančioji Šalis nedelsiant išduoda kelionės dokumentus, reikalingus grąžinamų piliečių repatriacijai.
3. Prašančioji Susitariančioji Šalis priima atgal tokius asmenis tomis pačiomis sąlygomis, jei vėliau patikrinus paaiškėja, kad jie nebuvo prašomosios Susitariančiosios Šalies piliečiai, kai išvyko iš prašančiosios Susitariančiosios Šalies teritorijos.

3 Straipsnis

UŽSIENIEČIŲ GRAŽINIMAS

1. Susitariančioji Šalis, jei gali būti įrodyta ar pagrįstai manoma, kad per jos sieną užsienietis atvyko į kitos Susitariančiosios Šalies teritoriją, neatitikdamas ar nebeatitikdamas galiojančių atvykimo į prašančiosios Susitariančiosios Šalies teritoriją ar gyvenimo joje sąlygų, be jokių formalumų priima užsienietį, šios Susitariančiosios Šalies prašymu.
2. Pagal 1 punktą neprivaloma priimti atgal užsieniečio, kuris turėjo prašančiosios Susitariančiosios Šalies išduotą atvykimo vizą ar galiojančią leidimą gyventi, kai užsienietis atvyko į šios Susitariančiosios Šalies teritoriją, ar, kuriam ši Susitariančioji Šalis išdavė leidimą gyventi po atvykimo į jos teritoriją.
3. Susitariančioji Šalis pirmiausiai stengiasi deportuoti gretimos Valstybės piliečius į jų kilmės valstybę.
4. Jei užsienietis, kuris atvyko į prašančiosios Susitariančiosios Šalies teritoriją iš kitos Susitariančiosios Šalies teritorijos, neatitinka galiojančių atvykimo ar buvimo sąlygų, ir jei užsienietis turi kitos Susitariančiosios Šalies išduotą galiojančią vizą, ši Susitariančioji Šalis prašančiosios Susitariančiosios Šalies prašymu priima atgal užsienietį be jokių formalumų.

5. Susitariančioji Šalis, kitai Susitariančiajai Šaliai pareikalavus, priima asmenį be pilietybės, kuris atvyko į kitos Susitariančiosios Šalies teritoriją, pasinaudodamas Susitariančiosios Šalies išduotu kelionės dokumentu, suteikiančiu teisę net po jo galiojimo pasibaigimo grįžti į šį dokumentą išdavusios Susitariančiosios Šalies teritoriją.
6. Jei vizą ar leidimą gyventi išdavė abi Susitariančiosios Šalys, atsakys ta Susitariančioji Šalis, kurios išduotos vizos ar leidimo gyventi galiojimas baigiasi vėliau.

4 Straipsnis **TERMINAI**

1. Prašomoji Susitariančioji Šalis atsako į jai adresuotus susigrąžinimo prašymus nedelsdama ir, bet kuriuo atveju, ilgiausiai per penkiolikos (15) dienų terminą nuo jų gavimo datos.
2. Prašomoji Susitariančioji Šalis priima asmenis, dėl kurių grąžinimo buvo susitarta, nedelsdama ir, bet kuriuo atveju, ilgiausiai per vieno mėnesio terminą. Prašančiajai Susitariančiajai Šaliai paprašius, šis terminas gali būti pratęstas tiek, kiek reikia teisinių ar praktinių kliūčių pašalinimui.

5 Straipsnis **SUSIGRĄŽINIMO PRIEVOLĖS TERMINAS**

Asmenų, nurodytų 2 Straipsnyje, susigrąžinimo reikalavimas pateikiamas ilgiausiai per šešių mėnesių terminą nuo datos, kai prašančioji Susitariančioji Šalis nustatė neteisėtą trečiosios valstybės piliečio atvykimą ir buvimą jos teritorijoje.

6 Straipsnis **VYKIMAS TRANZITU GRĄŽINIMO TIKSLU**

1. Susitariančiosios Šalys leidžia užsieniečiams vyksti tranzitu per jų teritoriją grąžinimo tikslais, jei kita Susitariančioji Šalis to paprašė, ir jei yra užtikrintas priėmimas į kitas galimas tranzito valstybes ir į paskirties valstybę.
2. Nėra būtina, kad prašomoji Susitariančioji Šalis išduotų tranzitinę vizą.

3. Nepriklausomai nuo jokio ankstesnio leidimo, užsienietis, kuriam buvo leista vykti tranzitu, gali būti gražintas į kitą Susitariančiąją Šalį, esant bet kuriai sąlygai, nurodytai 10 Straipsnyje. Taip pat šie užsieniečiai gali būti gražinti į kitą Susitariančiąją Šalį, jei negalima įrodyti, kad bus užtikrintas jų vykimas tranzitu per trečiąją valstybę ar gražinimas į jų kilmės valstybę, ar, kai išsiųstas užsienietis pats nepasiekė sekančios tranzito ar priimančiosios valstybės.
4. Susitariančiosios Šalys siekia apriboti užsieniečių, kurie negali būti tiesiogiai gražinti į jų kilmės valstybę, tranzito operacijas.

7 Straipsnis

DUOMENŲ APSAUGA

Jei asmens duomenys turi būti perduoti įgyvendinant šį Susitarimą, tokie duomenys gali būti tik:

1. konkrečios žinios apie asmenį, kuris turi būti perduotas, ir, kai būtina, apie to asmens šeimos narius (pavardė, vardas, visi ankstesni vardai, pravardės ar pseudonimai, gimimo data ir vieta, lytis, esama ir bet kuri buvusi pilietybė);
2. apie pasą, tapatybės kortelę ir kitus tapatybės ir kelionės dokumentus ir kelionės pažymėjimą (numeris, galiojimo laikas, išdavimo data, išdavusi tarnyba, išdavimo vieta ir t.t.);
3. kitos žinios, reikalingos asmens, kuris turi būti perduotas, tapatybės nustatymui;
4. apie sustojimo vietas ir maršrutus;
5. vienos iš Susitariančiųjų Šalių išduotus leidimus gyventi ar vizas.

8 straipsnis

IŠLAIDOS

1. Asmenų transportavimo iki prašomosios Susitariančiosios Šalies sienos išlaidas, patirtas pagal 2 ir 3 Straipsnius, apmoka prašančioji Susitariančioji Šalis.
2. Tranzito išlaidas iki paskirties valstybės sienos, ir, kai būtina, galimo gražinimo atgal išlaidas apmoka prašančioji Susitariančioji Šalis pagal 6 Straipsnį.

9 Straipsnis
VYKDYMO NUOSTATOS

1. Susitariančiosios Šalys abipusiu sutikimu ir bendradarbiavimo dvasia sprendžia visas su šio Susitarimo įgyvendinimu susijusias problemas.
2. Susitariančiosios Šalys atskirame Protokole, kuris yra neatskiriama šio Susitarimo dalis, nurodo sąlygas, procedūras ir dokumentus, reikalingus šio Susitarimo įgyvendinimui.

10 straipsnis
IŠLYGA, SĄLYGOJANTI, KAD TARPTAUTINIAI
SUSITARIMAI/KONVENCIJOS NEGALI BŪTI ĮTAKOJAMI

Šis Susitarimas neįtakoja Susitariančiųjų Šalių įsipareigojimų, kylančių iš:

1. Konvencijos dėl pabėgėlių statuso, pasirašytos 1951 m. liepos 28 d. Ženevoje, papildytos Protokolu, pasirašytu 1967 m. sausio 31 d. Niujorke.
2. Žmogaus teisių ir pagrindinių laisvių apsaugos konvencijos, pasirašytos 1950 m. lapkričio 4 d. Romoje.

11 Straipsnis
ĮSIGALIOJIMAS

Šis Susitarimas įsigalioja pirmą antro mėnesio dieną po datos, kai Susitariančios Šalys raštu informuoja viena kitą apie tai, kad nacionalinės teisės reikalavimai, būtini jo įsigaliojimui, yra įvykdyti.

12 Straipsnis
SUSTABDYMAS - NUTRAUKIMAS

1. Šis Susitarimas yra sudarytas neapibrėžtam laikotarpiui.
2. Bet kuri Susitariančioji Šalis gali, pranešusi kitai Susitariančiajai Šaliai, dėl rimtos priežasties, ypatingai dėl valstybės saugumo apsaugos, viešosios tvarkos ar visuomenės sveikatos priežasčių, sustabdyti šį Susitarimą, išskyrus nuostatas, reguliuojančias Susitariančiųjų Šalių piliečių grąžinimą. Susitariančiosios Šalys nedelsdamos praneša viena kitai diplomatiniais kanalais apie sustabdymo atšaukimą.

3. Pranešusi kitai Susitariančiajai Šaliai, kiekviena Susitariančioji Šalis gali atitinkamai informuodama nutraukti šį Susitarimą.
4. Šio Susitarimo sustabdymas ar nutraukimas įsigalioja pirmąją dieną mėnesio, kurį kita Susitariančioji Šalis gavo pranešimą.

Sudarytas *Vilnyje*..... 1999 m. *lapio*.....*1*..... d. dviem egzemplioriais lietuvių, graikų ir anglų kalbomis, ir visi trys tekstai turi vienodą galią. Esant neatitikimams tarp tekstų, bus remiamasi anglų kalba.



Lietuvos Respublikos
Vyriausybės vardu



Graikijos Respublikos
Vyriausybės vardu

PROTOKOLAS

DĖL LIETUVOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS IR GRAIKIJOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS SUSITARIMO DĖL NELEGALIAI GYVENANČIŲ ASMENŲ GRAŽINIMO ĮGYVENDINIMO

Pagal Lietuvos Respublikos Vyriausybės ir Graikijos Respublikos Vyriausybės Susitarimo dėl nelegaliai gyvenančių asmenų grąžinimo 9 Straipsnį, Lietuvos Respublikos Vidaus reikalų ministerija ir Graikijos Respublikos Viešosios tvarkos ministerija, toliau vadinamos "Šalimis", susitarė:

1 STRAIPSNIS FAKTINIS PILIETYBĖS ĮRODYMAS

1. Asmens, kuris turi būti grąžintas pagal Grąžinimo Susitarimo 2 Straipsnį, pilietybė įrodoma šiais dokumentais:

pilietybės pažymėjimu, kuris tikrai gali būti priskirtas konkrečiam asmeniui;

bet kokio tipo pasu (paprastu, diplomatinio, tarnybiniu, dokumentu su nuotrauka, išduotu tarnybų vietoje paso) ar bet kuria kita kelionės dokumento rūšimi;

konsulinės tarnybos išduotu tapatybės pažymėjimu;

nacionaliniu tapatybės dokumentu (net laikino galiojimo ar specialaus tipo);

nepilnamečio tapatybės dokumentu, laikomu pasu;

laikinais tapatybės dokumentais;

karinės įskaitos pažymėjimu ar kario pažymėjimais.

2. Faktinis pilietybės įrodymas aukščiau nurodytais atvejais galioja Šalims be tolimesnio ištyrimo.

2 STRAIPSNIS PILIETYBĖS NUMANYMAS

1. Asmenų, nurodytų Gražinimo Susitarimo 2 Straipsnyje, kurie Šalių turi būti gražinti, pilietybė gali būti numanoma remiantis:

vieno iš aukščiau 1 Straipsnyje nurodytų dokumentų, kurio galiojimas baigėsi, turėjimu;

prašomosios Šalies kompetentingų tarnybų išduotu dokumentu, patvirtinančiu asmens, kuris turi būti gražintas, tapatybę (tarnybiniu pasu, bendrovės leidimu, vairuotojo pažymėjimu, registracijos biuro ištrauka, jūrininko knygele, navigacijos pažymėjimu ir t.t.);

leidimu ir teisėmis gyventi, kurių galiojimas pasibaigė;

vieno iš aukščiau paminėtų dokumentų fotokopija;

prašančiosios Šalies teisėtai gautu asmens, dėl kurio pilietybės abejojama, pareiškimu;

liudininkų pareiškimais;

šio asmens kalba;

oficialių tarnybų pateikta faktinė informacija.

2. Aukščiau nurodytas įrodymas pilietybės numanymui yra privalomai Šalių pripažįstamas, jei prašomoji Šalis neįrodė priešingai.
3. Jei nėra abejonių dėl pilietybės, prašomosios Šalies konsulinės tarnybos asmeniui, kuris turi būti gražintas, išduoda dokumentą, leidžiantį jam/jai išvykti, pagal prašomosios Šalies nacionalinius įstatymus.
4. Abejojant dėl asmens, kuris turi būti gražintas, pilietybės, prašančioji Šalis gali prašyti prašomosios Šalies konsulinės tarnybas apklausti asmenį. Apklausą vyksta prašančiosios Šalies pasiūlytoje vietoje, susitarus su suinteresuotomis konsulinėmis tarnybomis. Šalys kuo greičiau pasiruošia asmens apklausai.
5. Jei po apklausos ar duomenų, gautų apklausus, patikrinimo metu, yra įrodyta, kad asmuo, kuris turi būti gražintas turi prašomosios Šalies pilietybę, Šalies konsulinės tarnybos išduoda jam/jai dokumentą, nurodytą šio Straipsnio 3 punkte.

3 STRAIPSNIS

ATVYKIMO ĮRODYMAS IR NUMANYMAS

1. Trečiųjų Šalių piliečių atvykimas į Šalių teritoriją, nurodytas Gražinimo Susitarimo 3 Straipsnyje, yra įrodomas šiais dokumentais:

atvykimo spaudu ar ekvivalentišku atitinkamu ženklų kelionės dokumente;

valstybės, turinčios sieną su viena iš Šalių, išvykimo spaudu, atsižvelgiant į maršrutą ir sienos kirtimo datą;

atvykimo spaudu netikrame ar suklastotame pase;

kelionės dokumentais, kurie gali formaliai įrodyti atvykimą per prašomosios Šalies sienas.

2. Trečiosios valstybės piliečių atvykimas į Šalių teritoriją, nurodytas tame pačiame Gražinimo Susitarimo Straipsnyje, gali būti numanomas remiantis:

pervežamų asmenų pareiškimais;

oficialių tarnybų pareigūnų ar kitų asmenų pareiškimais;

kelionės dokumentais;

paslaugas teikiančių tarnybų kvitais (viešbučių, ligoninių ir t.t.);

leidimais, suteikiančiais teisę patekti į viešas ar privačias Šalių patalpas;

blankais, parodančiais apsilankymus pas gydytojus, dantistus, ir t.t.;

duomenimis, parodančiais, kad asmuo, kuris turi būti pervežtas, pasinaudojo kelionės agentūros tarnybomis ar nelegalių imigrantų transporteriu.

4 STRAIPSNIS

GRAŽINIMO PROCEDŪRA

Asmenų, nurodytų 2 ir 3 Gražinimo Susitarimo Straipsniuose, gražinimui yra taikoma viena iš šių procedūrų, naudojant vieną iš toliau kiekvienam nurodytų blankų.

a. Gražinimas supaprastinta procedūra

Kai asmuo yra sulaikomas pasienio zonoje, jo gražinimas vyksta šia supaprastinta procedūra:

Prašančioji Šalis, jei toliau nurodytos grąžinimo sąlygos yra patenkinamos, žodžiu, telefonu ar faksu informuoja prašomosios Šalies tarnybas, nurodytas šio Protokolo 6 Straipsnyje, apie užsieniečio sulaikymą, prašydama jį priimti.

Prašomoji Šalis priima asmenį per ne ilgesnį kaip 48 valandos laikotarpį nuo pranešimo apie sulaikymą.

Gražinimą vykdo Šalių pasienio postų, nurodytų šio Protokolo 7 Straipsnyje, tarnautojai ir pateikiamas oficialus pranešimas pagal šio dokumento 1 Priedą.

b. Gražinimas paprasta procedūra

Jei sąlygos supaprastintos procedūros prašymo pateikimui nėra patenkinamos, ar jei ši procedūra nėra priimtina, taikoma normali procedūra:

Jei grąžinimo sąlygos nėra patenkinamos, prašančioji Šalis pagal šio Protokolo 2 Priedą pateikia asmens susigrąžinimo prašymą prašomosios Šalies kompetentingoms tarnyboms, nurodytoms šio 6 Straipsnyje.

Prašymo gavimas patvirtinamas raštu.

Atsakyti yra privaloma per laikotarpį, nurodytą Gražinimo Susitarimo 4 Straipsnio 1 punkte.

Asmuo grąžinamas per laikotarpį, nurodytą Gražinimo Susitarimo 4 Straipsnio 2 punkte, per šio Protokolo 7 Straipsnyje nurodytus pasienio punktus, ir patvirtinama, surašant bendrą oficialų pranešimą, pagal šio Protokolo 3 Priedą.

2. Bet kuriuo atveju, įgyvendinant šią grąžinimo procedūrą, Šalys įsipareigoja negrąžinti ypatingai daug asmenų. Šis įsipareigojimas negalioja, jei grąžinama grupė asmenų, atvykusių į prašančiosios Šalies teritoriją tuo pačiu metu.

5 STRAIPSNIS

TRANZITINIS VYKIMAS GRAŽINIMO TIKSLAIS

Šalys Gražinimo Susitarimo 6 Straipsnyje nurodytais atvejais leidžia trečiųjų Šalių piliečiams vykti tranzitu per jų teritoriją grąžinimo tikslais.

Tokiu atveju prašomosios Šalies kompetentingos tarnybos, nurodytos šio Protokolo 7 Straipsnyje, iš anksto informuojamos prašančiosios Šalies atitinkamų tarnybų.

Prašomoji Šalis pasilieka sau teisę neleisti vykti tranzitu grąžinimo tikslu trečiosios šalies piliečiui, dėl valstybės saugumo, viešosios tvarkos ir visuomenės sveikatos apsaugos.

6 STRAIPSNIS

KOMPETENTINGOS TARNYBOS

Šalių tarnybos, kurios yra įgaliotos pateikti ir priimti prašymus dėl grąžinimo ar laisvo tranzito, yra šios:

LIETUVOS RESPUBLIKA

Migracijos departamentas prie Vidaus reikalų ministerijos ir grąžinimo ir tranzitinio vykimo prašymams.

Pašto adresas

SALTONIŠKIŲ 19
2600 VILNIUS - LITHUANIA
Tel. 00370 2 725350
Fax 00370 2 725364

GRAIKIJOS RESPUBLIKA

Viešosios tvarkos ministerijos Valstybės Saugumo Valdyba ir grąžinimo ir tranzitinio vykimo prašymams.

Pašto adresas

4 P. Kanellopoulou str.
10177 - Athens - GREECE
Tel. 00301 - 6917326, 6929210
Fax 00301 - 6921675, 6912661

7 STRAIPSNIS

SIENŲ PERĖJIMO PUNKTAI GRĄŽINTINŲ ASMENŲ GRĄŽINIMUI

Aukščiau paminėtų asmenų grąžinimas vyksta per šiuos Šalių sienų perėjimo punktus.

LIETUVOS RESPUBLIKA

Vilniaus tarptautinis oro uostas.

GRAIKIJOS RESPUBLIKA

1. Atėnų valstybinis oro uostas "HELLINIKON"
2. Salonikų valstybinis oro uostas "MACEDONIA".

8 STRAIPSNIS
PROTOKOLO GALIOJIMAS IR ĮGYVENDINIMAS

Gražinimo Susitarimo ir šio Protokolo įgyvendinimo laikotarpiu Šalių kompetentingų tarnybų atstovai vartoja anglų kalbą.

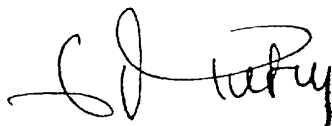
Patirtį, įgytą, įgyvendinant šį Protokolą, įvertina Šalių ekspertai. Jei reikia, taip pat vyksta ypatingi susitikimai.

Šis Protokolas įsigalioja kartu su Gražinimo Susitarimu ir nutraukiamas kartu su Susitarimo nutraukimu.

Sudarytas Vilniuje 1999 m. liepos 1 d. dviem egzemplioriais, lietuvių, graikų ir anglų kalbomis ir visi trys tekstai turi vienodą galią. Esant neatitikimams tarp tekstų, bus remiamasi anglų kalba.



Lietuvos Respublikos
Vyriausybės vardu



Graikijos Respublikos
Vyriausybės vardu

1 Priedas

PROTOKOLAS

Asmens gražinimui supaprastinta procedūra

1., (valanda)....., (vieta)
.....p e r d u o t a s
.....(asmens vardas, pavardė).....
.....

Pilietybė.....Jo/jos
tapatybė buvo nustatyta remiantis:.....
.....
.....
.....
.....
.....

2. Neteisėto atvykimo laikas, vieta ir priežastis:
.....
.....
.....
.....

3. Įrodymai ir aplinkybės, patvirtinančios atvykimo numanymą:
.....
.....
.....
.....
.....

4. Daiktai, dokumentai ir pinigai, kurie turi būti perduoti su perduodamu asmeniu:
.....
.....
.....
.....
.....
.....

5. Nepilnamečiai (.....), perduodami kartu su asmenimis, nurodytais 1 punkte (vardas, pavardė, gimimo data):

.....
.....
.....
.....
.....
.....

6. Priedai:

a).....

.....

b).....

.....

c).....

.....

d).....

.....

e).....

.....

.....

Protokolas buvo sudarytas.....egzemplioriais
.....kalbomis.

Perduodančiojo pareigūno
vardas, pavardė ir pareigos

Priimančiojo pareigūno
vardas, pavardė ir pareigos

2 Priedas

Iš:

Kam:

Numeris:.....

**PRAŠYMAS
ASMENS PRIĖMIMUI**

1. ASMENS DUOMENYS

1.1. Pavardė:

1.2. Vardas:

1.3. Pravardė:

1.4. Pilietybė:

Kalba:

1.5. Gimimo data:

1.6. Gimimo vieta :.....

1.7. Gyvenamoji vieta išvykimo valstybėje:.....

.....

.....

1.8. Dokumento, patvirtinančio sienų kirtimą, pavadinimas ir numeris,
išdavusi tarnyba, galiojimo data:

.....

.....

.....

.....

.....

**2. NELEGALAUS ATVYKIMO Į PERDUODANČIAJĄ VALSTYBĘ
APLINKYBĖS**

2.1. Atvykimo data ir laikas:.....

2.2. Vieta:

.....

[illegible]

3.1. Atvykimo laikas:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

uol patiriamyti, kad asmuo, neatlikantis atvykimu at

...atvyras per sienas.

.....

.....

.....

.....

.....

4. YPATINGOS APLINKYBĖS, SUSIJUSIOS SU ASMENIU

- 4.1. Reikalingas vertėjas:.....
.....
- 4.2. Asmeninė nuosavybė (dokumentai, pinigai ir t.t.):.....
.....
.....
.....
.....
- 4.3. Ypatingai pavojingo asmens nurodymas (pvz., įtariamas dėl sunkių, baustinių veikų, agresyvus asmuo ir t.t.):
.....
.....
.....
.....
.....
- 4.4. Sveikatos būklė (jeigu reikia nurodyti specialią medicininę pagalbą):
.....
.....
.....
.....
- 4.5. Nepilnamečiai (.....), perduodami kartu su asmeniu, nurodytu ankstesniuose punktuose (vardas, pavardė, gimimo data):
.....
.....
.....
.....
.....
.....
- 4.6. Prašymai, perduodamojo pateikti prašančiosios valstybės kompetentingoms tarnyboms, ir kompetentingų tarnybų pozicija, įskaitant bet kokią prašymą pripažinti pabėgėliu ar prieglobsčio teisę:
.....
.....
.....
.....
.....
.....

5. PERDAVIMAS

5.1. Paskirties valstybė:.....

.....
.....

5.2. Galimos papildomos tranzito valstybės:

.....
.....

5.3. Ar garantuotas tranzitas bet kurioje tranzito valstybėje ir paskirties valstybėje?

TAIP/NE

5.4. Ar galima asmens tiesioginė repatriacija į kilmės valstybę?

TAIP/NE

6. PASIŪLYTI PERDAVIMO VIETA IR LAIKAS

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

7. PRIEDAĖ

.....
.....
.....

PASTABOS (prašančioji Šalis gali reikalauti atvaizdo\nuotraukos, jei asmuo neturi jokio dokumento su nuotrauka)

Tarnybos vadovas

PATVIRTINIMAS APIE PRAŠYMO GAVIMĄ

3 PRIEDAS

ASMENS PRIĖMIMO PROTOKOLAS

Perdavimo vieta:
.....
.....

Perdavimo data ir laikas:.....
.....
.....

Grąžinančioji tarnyba:
.....
.....

Priimančioji tarnyba:
.....
.....

Atsakant į prašymą:.....
....., kurio data.....

Žemiau nurodyti asmenys buvo priimti.....
.....
.....

1.
.....

2.
.....

3.
.....

4.
.....

5.
.....

Perduodami šie pridedami dokumentai:

1.
.....

2.
.....
3.
.....
4.
.....
5.
.....

Pastabos:
.....
.....

Gražinančiojo pareigūno
vardas, pavardė ir pareigos

Priimančiojo pareigūno
vardas, pavardė ir pareigos

[TRANSLATION - TRADUCTION]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES DONT LA RÉSIDENCE EST ILLÉGALE

Le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République hellénique, ci-après dénommés " les Parties contractantes ", désireux de faciliter la coopération entre les deux Parties contractantes afin de mieux assurer l'application des dispositions relatives au transfert de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour en vigueur, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur ainsi que des conventions et accords internationaux visant à prévenir l'immigration clandestine,

Sont convenus, sur la base de réciprocité, de ce qui suit :

Article premier. Définitions

Aux fins du présent Accord, les définitions suivantes s'appliquent :

1. Le terme "étranger" s'entend d'une personne qui n'est ni citoyenne lituanienne ni citoyenne grecque;
2. Le terme "visa" s'entend d'un acte valable délivré par l'autorité compétente d'une Partie contractante, autorisant un étranger à entrer dans le pays et à y séjourner pendant une période ne dépassant pas trois mois;
3. L'expression "autorisation de séjour" s'entend d'un document valable délivré par l'autorité compétente d'une Partie contractante, autorisant l'intéressé à entrer ou résider dans le territoire de cette Partie contractante. L'autorisation de séjour n'emporte pas visa et n'autorise pas le séjour sur le territoire de l'État de la Partie contractante au cours de l'examen d'une demande d'asile ou d'une autorisation de séjour ni au cours d'une procédure d'expulsion.

Article 2. Réadmission de nationaux des Parties contractantes

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie et sans formalités, les personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour en vigueur sur le territoire de la Partie contractante requérante, à condition de fournir la preuve formelle ou d'autres éléments admis comme preuve que ces personnes possèdent la nationalité de la Partie contractante requise.
2. Sur la demande de la Partie contractante requérante, la Partie contractante requise délivre sans retard les documents de voyage nécessaires au rapatriement des personnes dont la réadmission est demandée.

3. La Partie requérante réadmet ces personnes aux mêmes conditions si des contrôles ultérieurs montrent qu'elles ne possédaient pas la nationalité de la Partie requise au moment où elles ont quitté le territoire de la Partie requérante.

Article 3. Réadmission de personnes étrangères

1. La Partie contractante, dont la frontière a été franchie ou qu'il est établi sur la base d'éléments suffisamment probants qu'elle a été franchie par une personne étrangère pour entrer sur le territoire de l'autre Partie contractante, sans remplir ou ne remplissant plus les conditions d'entrée ou de séjour en vigueur sur le territoire de la Partie requérante, réadmet la personne étrangère sans formalités à la demande de cette Partie contractante.

2. L'obligation de réadmission prévue au paragraphe 1 ci-dessus, ne s'applique pas à un étranger titulaire d'un visa d'entrée ou d'un permis de séjour délivré par la Partie contractante requérante si l'étranger est entré sur le territoire de ladite Partie contractante ou si cette même Partie contractante lui a délivré un permis de séjour après l'entrée sur son territoire.

3. La Partie contractante donne priorité à l'expulsion vers leur pays d'origine des nationaux d'États qui leur sont contigus.

4. Lorsqu'un étranger arrive sur le territoire de la Partie contractante requérante en provenance de l'autre Partie contractante et qu'il ne remplit pas les conditions en vigueur d'entrée ou de séjour et lorsqu'il est titulaire d'un visa valide délivré par l'autre Partie contractante, celle-ci réadmet l'étranger sans formalités sur la demande de la Partie requérante.

5. À la demande de l'autre Partie contractante, une Partie contractante réadmet une personne apatride qui est entrée sur le territoire de cette autre Partie contractante en produisant un titre de voyage délivré par la Partie contractante et lui donnant le droit - même après expiration du délai de validité - de retourner sur le territoire de la Partie contractante qui a délivré le titre de voyage.

6. Lorsque les deux Parties contractantes ont délivré un visa ou un permis de séjour, la responsabilité incombe à la Partie contractante dont le visa ou le permis de séjour sont les derniers à venir à expiration.

Article 4. Délais

1. La Partie contractante requise répond sans retard aux demandes de réadmission qui lui sont adressées et, en tout état de cause, dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de réception.

2. La Partie contractante requise accueille sans retard les personnes dont la réadmission a été acceptée et, en tout état de cause, dans un délai maximum de un (1) mois. Sur la demande de la Partie contractante requérante, ce délai peut être prolongé jusqu'au moment où les obstacles légaux ou pratiques auront été levés.

Article 5. Délai applicable aux demandes de réadmission

Les demandes de réadmission des personnes visées à l'article 2 du présent Accord doivent être présentées dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la date à laquelle la Partie contractante requérante a découvert l'entrée et la présence illégales d'un national d'un pays tiers sur son territoire.

Article 6. Transit aux fins de réadmission

1. Chaque Partie contractante autorise le transit par son territoire des étrangers faisant l'objet d'une mesure de réadmission si l'autre Partie en a fait la demande et si l'État de destination et, le cas échéant, d'autres États de transit garantissent leur admission.

2. La Partie contractante requise n'est pas tenue de délivrer un visa de transit.

3. Même si une autorisation a été accordée, les personnes étrangères admises à transiter peuvent être renvoyées à l'autre Partie contractante dans les cas visés par l'article 10 du présent Accord. Il en est de même si la preuve ne peut être faite qu'elles pourront transiter par un État tiers ou être réadmis dans leur pays d'origine ou lorsque la personne étrangère expulsée a volontairement interrompu le transit et n'a pas regagné le pays de destination.

4. Les Parties contractantes s'efforcent de limiter les opérations de transit aux cas dans lesquels les personnes étrangères ne peuvent pas être directement acheminées vers leur pays d'origine.

Article 7. Protection des informations

Lorsque des données personnelles doivent être communiquées aux fins de l'application du présent Accord, ces renseignements ne peuvent concerner que :

1) L'identité de la personne à transférer et, le cas échéant, celle de membres de sa famille (nom patronymique, prénom, nom précédent, surnom ou pseudonyme, date et lieu de naissance, sexe et nationalité présente ou antérieure);

2) Le passeport, la carte d'identité ou autre document d'identité et de voyage, et laissez-passer (numéro, durée de validité, date de délivrance, autorité émettrice et lieu de l'émission);

3) D'autres précisions nécessaires pour identifier les personnes à transférer;

4) Les étapes et les itinéraires;

5) Les permis de séjour et visas délivrés par l'une des Parties contractantes.

Article 8. Coûts

1. Les frais de transport pour les personnes à transférer acceptés au titre des articles 2 et 3 du présent Accord, sont à la charge de la Partie contractante requérante jusqu'à la frontière avec le territoire de la Partie requise.

2. Les frais de transport jusqu'à la frontière du pays de destination et, le cas échéant, les dépenses liées à une éventuelle reconduite sont la charge de la Partie contractante requérante dans les cas visés à l'article 6 du présent Accord.

Article 9. Dispositions générales

1. Les Parties contractantes règlent d'un commun accord et dans un esprit de coopération les différends concernant l'application du présent Accord.

2. Les Parties contractantes définissent dans un protocole séparé, qui fait partie intégrante du présent Accord, les conditions, procédures et documents relatifs à l'application dudit Accord.

Article 10. Clause stipulant que les Accords et conventions internationaux ne seront pas modifiés

Le présent Accord ne modifie en rien les obligations contractées par les Parties contractantes au titre de :

1) La Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle que modifiée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967;

2) La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950.

Article 11. Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle les Parties contractantes se donnent mutuellement notification de l'accomplissement des formalités qu'exige leur législation nationale pour son entrée en vigueur.

Article 12. Suspension et dénonciation

1. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée.

2. Chaque Partie contractante peut, après en avoir informé l'autre Partie, suspendre l'application du présent Accord, à l'exception des dispositions relatives à la réadmission de citoyens des Parties contractantes, pour des motifs importants touchant notamment la sûreté de l'État, l'ordre public ou la santé publique. Les Parties contractantes se notifient mutuellement, sans aucun retard et par la voie diplomatique, la levée de la suspension.

3. Après en avoir informé l'autre Partie contractante, chaque Partie peut dénoncer le présent Accord, moyennant la notification pertinente.

4. La suspension ou la dénonciation du présent Accord prendra effet le premier jour du mois au cours duquel l'autre Partie en a reçu notification.

Fait à Vilnius, le 1er juillet 1999, en deux exemplaires originaux, en langues lituanienne, grecque et anglaise, chaque texte faisant également foi. En cas d'interprétation divergente, le texte anglais prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

Pour le Gouvernement de la République hellénique :

PROTOCOLE RELATIF À L'APPLICATION DE L'ACCORD DU 1^{ER} JUILLET 1999
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE ET LE
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE RELATIF À LA
RÉADMISSION DES PERSONNES DONT LA RÉSIDENCE EST ILLÉGALE

En application de l'article 9 de l'Accord entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de République de Lituanie, relatif à la réadmission des personnes dont la résidence est illégale, le Ministre de l'intérieur de la République de Lituanie et le Ministre de l'ordre public de la République hellénique, ci-après dénommés les "Parties", sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Preuve formelle de la nationalité

1. La preuve formelle de la nationalité des personnes visées par l'article 2 de l'Accord de réadmission est établie sur la foi des documents suivants :

- Certificat attestant la nationalité décernée à titre définitif à une personne particulière;
- Passeport de toute nature (national, diplomatique, de service, document avec photographie délivré par les autorités en remplacement du passeport) ou tout autre titre de voyage;
- Attestation d'identité délivrée par l'autorité consulaire;
- Document d'identité nationale (même de caractère spécial ou d'une validité temporaire);
- Document d'identité tenant lieu de passeport pour les mineurs;
- Pièces d'identité provisoires;
- Livret militaire ou laissez-passer militaire.

2. Dans les cas susmentionnés, la preuve de la citoyenneté est établie à l'égard des Parties sans qu'il ne soit procédé à d'autres vérifications.

Article 2. Moyens admis comme preuve de la nationalité

1. La nationalité des personnes visées par l'article 2 de l'Accord de réadmission qui doivent être réadmisées par les Parties est réputée plausible sur la foi des documents ci-après, notamment :

- Documents mentionnés à l'article premier du présent Protocole dont la validité est expirée;
- Documents établis par les autorités compétentes de la Partie requise, attestant l'identité de la personne à réadmettre (laissez-passer de service délivré à un fonctionnaire ou à un responsable d'entreprise, permis de conduire, extraits d'actes d'état civil, carnet de gens de mer, certificat de navigation, etc.);
- Permis et certificats de domicile arrivés à expiration;

- Photocopie de l'un des documents susmentionnés;
- Déclarations de l'intéressé recueillies dans les formes légales par la Partie requérante;
- Déclarations de témoins;
- Langue parlée par l'intéressé;
- Renseignements précis fournis par des autorités compétentes.

2. Les Parties sont tenues de reconnaître les preuves ou autres moyens de preuve susmentionnés de la nationalité, à moins que la Partie requise ne fournisse la preuve contraire.

3. Lorsque la nationalité ne fait aucun doute, les autorités consulaires de la Partie requise délivrent sans retard à la personne à réadmettre un document autorisant son départ, conformément à la législation nationale de la Partie requise.

4. En cas de doute concernant la nationalité de la personne à réadmettre, la Partie requérante peut demander aux autorités consulaires de la Partie requise de procéder à un interrogatoire de l'intéressé qui aura lieu dans un endroit proposé par la Partie requérante, en accord avec les autorités consulaires compétentes. Les Parties organisent cet interrogatoire dans les meilleurs délais.

5. Si, à l'issue de l'interrogatoire ou au cours des vérifications portant sur les renseignements obtenus, il est prouvé que la personne à réadmettre possède bien la nationalité de la Partie requise, les autorités consulaires de cette Partie délivrent à l'intéressé le document mentionné au paragraphe 3 du présent article.

Article 3. Preuve formelle de l'entrée et autres moyens de preuve

1. La preuve de l'entrée, sur le territoire des Parties, de nationaux de pays tiers visés par l'article 3 de l'Accord de réadmission est établie sur la foi des documents suivants :

- Un timbre d'entrée ou autre indication du même ordre, apposé sur le document de voyage;
- Un timbre de sortie d'un État ayant une frontière commune avec le territoire de l'une des Parties, compte tenu de l'itinéraire et de la date du passage de la frontière;
- Un timbre d'entrée apposé sur un passeport faux ou falsifié;
- Tout document de voyage pouvant établir formellement l'entrée par les frontières de la Partie requise.

2. L'entrée sur le territoire des Parties de nationaux de pays tiers visés par l'article 3 de l'Accord de réadmission est réputée plausible sur la foi des documents suivants :

- Déclarations de la personne à prendre en charge;
- Déclarations de membres des services compétents de l'une des Parties, ou de toute autre personne;
- Documents de voyage;
- Reçus/quittance pour des services fournis (hôtels, hôpitaux, etc.);

- Laissez-passer autorisant l'accès à des locaux publics ou privés sur le territoire des Parties;
- Imprimés/formulaires indiquant des visites à des médecins, dentistes, etc.;
- Données indiquant que la personne à prendre en charge a fait appel à une agence de voyage ou à un transporteur d'immigrés clandestins.

Article 4. Procédure de réadmission

1. Pour la remise et la réadmission des personnes visées par les articles 2 et 3 de l'Accord de réadmission, il conviendra de suivre l'une des procédures décrites ci-après en utilisant le formulaire correspondant à chacune d'entre elles :

a) Procédure simplifiée

Lorsqu'une personne est appréhendée dans une zone frontière, la remise et la réadmission s'effectuent selon la procédure simplifiée ci-après :

- Si les conditions requises pour la réadmission sont remplies, la Partie requérante notifie verbalement, par téléphone ou par télécopie, aux autorités compétentes de la Partie requise l'arrestation de l'étranger, et demande sa réadmission.
- La Partie requise est tenue de réadmettre l'intéressé dans un délai maximum de 48 heures à compter de la notification de l'arrestation.
- Le personnel des postes frontières spécifiés à l'article 7 du présent Protocole exécute les opérations de remise et de réadmission et établit un rapport officiel sur le modèle qui figure à l'annexe 1 du présent Protocole.

b) Procédure normale

Si les conditions requises pour appliquer la procédure simplifiée ne sont pas remplies ou si cette procédure n'est pas acceptée, la procédure normale ci-après sera appliquée :

- Si les conditions requises pour la réadmission sont remplies, la Partie requérante adresse aux autorités compétentes de la Partie requise mentionnées à l'article 6 du présent Protocole une demande sur le modèle qui figure à l'annexe 2 du présent Protocole.
- La réception de cette demande est confirmée par écrit.
- La réponse doit obligatoirement être donnée dans le délai fixé au paragraphe 1 de l'article 4 de l'Accord de réadmission.
- La remise/réadmission de l'intéressé doit avoir lieu dans le délai prescrit au paragraphe 2 de l'article 4 de l'Accord de réadmission en passant par l'un des postes frontières spécifiés à l'article 7 du présent Protocole, et être confirmée dans un rapport officiel conjoint établi sur le modèle qui figure à l'annexe 3 du présent Protocole.

2. Quelle que soit la procédure de réadmission, les Parties évitent de présenter des demandes concernant un nombre trop élevé de personnes, excepté s'il s'agit d'un groupe de personnes entrées ensemble sur le territoire de la Partie requérante.

Article 5. Passage en transit aux fins de la réadmission

Dans les cas prévus à l'article 6 de l'Accord de réadmission, les Parties autorisent les nationaux de pays tiers à transiter par leur territoire aux fins de leur réadmission.

Dans ce cas, les autorités compétentes de la Partie requise désignée à l'article 7 du présent Protocole sont informées à l'avance par leurs homologues de la Partie requérante.

La Partie requise se réserve le droit de refuser le passage en transit d'un national d'un pays tiers, pour des motifs touchant la sûreté de l'État, l'ordre public ou la santé publique.

Article 6. Autorités compétentes

Les autorités des Parties habilitées à présenter et à recevoir les demandes concernant la réadmission ou la liberté de transit sont :

Pour la République de Lituanie :

Le Département des migrations du Ministère de l'intérieur, tant pour les demandes de réadmission que pour les demandes de passage en transit

Adresse :

Saltoniskiu 19

2600 Vilnius, Lituanie

Tél. : 00370 2 725350

Télec. : 00370 2 725364

Pour la République hellénique :

Direction de la sûreté de l'État

Ministère de l'ordre public, tant pour les demandes de réadmission que pour les demandes de passage en transit

Adresse :

4 P. Kanellopoulou str.

10177 - Athènes

Tél. : 00 301 6917326/6929210

Télec. : 00 301 6921675/6912661

Article 7. Postes frontières chargés des reconduites et réadmissions

Les reconduites/réadmissions des personnes visées par les dispositions ci-dessus s'effectuent par les postes frontières ci-après :

Pour la République de Lituanie :

L'aéroport international de Vilnius

Pour la République hellénique :

1. L'aéroport national d'Athènes "Hellinikon"

2. L'aéroport national de Salonique "Macedonia"

Article 8. Conditions de validité et d'application du Protocole

Aux fins de l'application de l'Accord de réadmission et du présent Protocole, les représentants des autorités compétentes des Parties utiliseront en priorité la langue anglaise.

Les résultats obtenus dans le cadre de l'application du présent Protocole seront évalués par des spécialistes des Parties. Des réunions extraordinaires seront organisées, si nécessaire.

Le présent Protocole entrera en vigueur et prendra fin en même temps que l'Accord de réadmission.

Fait à Vilnius, le 1er juillet 1999, en deux exemplaires originaux, en langues lituanienne, grecque et anglaise, chaque texte faisant également foi. En cas d'interprétation divergente, le texte anglais prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

Pour le Gouvernement de la République hellénique :

MODÈLE DE RAPPORT

Procédure simplifiée pour la reconduite/réadmission de personnes

1. Le, à (heures), à (lieu)
.....
transfert à destination de Nom et
prénoms de la (des) personne(s)
concernée(s).....Nationalité
..... .Identité vérifiée d'après les pièces suivantes :
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
2. Date, lieu et motif de l'entrée illégale :
.....
.....
.....
.....
.....
.....
3. Preuves de l'entrée, et autres moyens de preuve :
.....
.....
.....
.....
.....
.....
4. Objets, documents et sommes d'argent à transférer avec l'intéressé :
.....
.....
.....
.....
.....
.....

5. Mineurs (.....) transférés avec la (les) personne(s) identifiée(s) au paragraphe 1 (nom patronymique, prénom et date de naissance) :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

.

6. Pièces jointes :

- 1).....
.....
.....
- 2).....
.....
.....
- 3).....
.....
.....
- 4).....
.....
.....
- 5).....
.....
.....

Rapport établi en..... exemplaires,
en langue(s)

Nom et fonction du responsable
de la remise de la (des) personne(s)

Nom et fonction du responsable
de la réception de la (des) personne(s)

ANNEXE 2

DE
À
NUMÉRO

DEMANDE DE RECONDUITE/RÉADMISSION DE PERSONNES

1. DONNÉES PERSONNELLES

1.1. Nom patronymique :
1.2. Prénoms :
1.3. Surnom :
1.4 . Nationalité :
Langue :
1.5. Date de naissance :
1.6. Lieu de naissance :
1.7. Domicile dans le pays de provenance :
.....
.....
.....
.....
.....
1.8. Désignation et numéro du document attestant le passage des frontières, autorité émettrice, date d'expiration :
.....
.....
.....
.....

2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ENTRÉE ILLÉGALE DANS LE PAYS DE DÉPART

2.1. Date et heure de l'entrée :
2.2. Lieu de l'entrée
.....
.....
.....
.....
.....
2.3. Circonstances dans lesquelles s'est effectuée l'entrée (exposé détaillé)
.....

.....
.....
.....
.....

3. SÉJOUR DANS L'ÉTAT DE RÉCEPTION

3.1. Date de l'entrée :

3.2. Lieu d'entrée

3.3. Durée du séjour

3.4. Lieu du séjour :

3.5. Itinéraire jusqu'aux frontières :

.....
.....
.....
.....

3.6. Preuve formelle ou autres éléments prouvant qu'une personne ne remplissant pas les conditions légales d'entrée et de séjour est passée par une frontière :

.....
.....
.....
.....
.....

4. OBSERVATIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LA PERSONNE

4.1. Nécessité de recourir à un interprète :

.....
.....

4.2. Affaires personnelles (documents, numéraire, etc.) :

.....
.....
.....
.....
.....

4.3. Signes indiquant une personne particulièrement dangereuse (soupçons de délit grave, signes d'agressivité, etc.)

.....
.....
.....

4.4. État de santé (recours éventuel à une assistance médicale).....

.....
.....
.....
.....

- 4.5. Mineurs () transférés avec la personne ci-dessus - Nom, prénoms, date de naissance
.....
.....
.....
.....
.....
- 4.6. Demandes adressées aux autorités compétentes de l'État requérant par l'intéressé et décision de ces autorités, notamment s'il s'agit d'une demande de reconnaissance du statut de réfugié ou du droit d'asile
.....
.....
.....
.....

5. TRANSFERT

- 5.1 État de destination :
.....
.....
- 5.2. État de transit (éventuel) :
.....
.....
- 5.3 L'admission est-elle garantie par l'État ou les États de transit et par l'État de destination?
OUI/NON
- 5.4 Est-il possible d'acheminer directement l'intéressé dans le pays d'origine?
OUI/ NON

6. PROPOSITIONS RELATIVES AUX DATE ET LIEU DU TRANSFERT

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

7. PIÈCES JOINTES

.....
.....
.....

OBSERVATIONS (Une photographie peut être exigée par la Partie requérante si l'intéressé ne possède pas de document avec photo)

Le chef du Service

CONFIRMATION DE LA RÉCEPTION DE LA DEMANDE

ANNEXE 3

MODÈLE DE RAPPORT SUR LA REMISE/RÉADMISSION DE PERSONNES

Lieu du transfert :
.....

Date et heure du transfert :
.....

.

Autorité chargée de la remise de la (des) personne(s) :
.....

Autorité chargée de l'admission :
.....

En réponse à la demande
....., datée du.....

Les personnes dont la liste figure ci-dessous ont été admises par :
.....
.....

1.
2.
3.
4.
5.

Les pièces et documents ci-après sont remis avec le dossier :

1.
.....
2.
.....
3.
.....
4.
.....
5.
.....

Observations :
.....
.....

Nom, prénom et fonction du responsable de la remise	Nom, prénom et fonction du responsable de la réception

No. 42073

**Lithuania
and
Philippines**

Agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Republic of the Philippines on cooperation in the field of science and technology. Manila, 25 September 1995

Entry into force: *4 February 2005 by notification, in accordance with article 11*

Authentic texts: *English and Lithuanian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Lithuania, 1 December 2005*

**Lituanie
et
Philippines**

Accord entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République des Philippines relatif à la coopération dans le domaine de la science et de la technologie. Manille, 25 septembre 1995

Entrée en vigueur : *4 février 2005 par notification, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *anglais et lituanien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Lituanie, 1er décembre 2005*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE PHILIPPINES ON COOPERATION IN THE FIELD OF SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Government of the Republic of Lithuania and the Government of the Republic of the Philippines (hereinafter referred to as "the Contracting Parties"),

Desiring to strengthen friendly relations existing between the two countries and their peoples;

Recognizing the benefits to be derived from the enhanced cooperation in the fields of science and technology;

Have agreed as follows:

Article 1

The Contracting Parties shall promote, in accordance with their respective laws and regulations, cooperation between the two countries in the fields of science and technology on the basis of equality and mutual benefit.

Article 2

The cooperation will cover in particular the following forms:

- a) Joint research projects, including the exchange of their results as well as the exchange of scientists, specialists and technical personnel related to them;
- b) Joint scientific conferences, symposia, workshops, exhibitions and other meetings;
- c) Exchange of scientific and technological information and data;
- d) Other forms of scientific and technological cooperation as may be mutually agreed upon.

Article 3

1. The Contracting Parties shall encourage direct links and conclusion of the long-term arrangements between the governmental agencies, science and studies institutions, research centres and enterprises of the two countries.

2. Implementing arrangements setting forth the details and procedures of specific co-operative activities under this Agreement may be concluded between the Contracting Parties or between the governmental agencies, whichever is appropriate.

3. Specific agreements of mutual interest in the field of scientific and technological research may be concluded between the science and studies institutions, research centres and enterprises of the two countries within the framework of this Agreement.

Article 4

The arrangements mentioned above determine in particular:

- a) the objects and the scope of the cooperation;
- b) the use of joint research and development project results;
- c) financing of the cooperation.

Article 5

The Contracting Parties shall provide, according to their possibilities, places for university studies as well as places and scholarships for postgraduate specialization and doctorate studies, in the fields mutually agreed upon.

Article 6

The costs of the exchange of experts, scientists and other specialists will be covered on the basis of arrangements between the Parties concerned.

Article 7

The Contracting Parties shall make their best efforts so that the results of the scientific and technological cooperation be used in their mutual economic and trade cooperation.

Article 8

Each Contracting Party shall exert their best efforts to facilitate prompt and efficient entry into and exit from its territory of personnel and equipment and instrumentation, participating in the implementation of this Agreement.

Article 9

1. For the implementation of this Agreement a Joint Committee comprising representatives of both Contracting Parties shall be established. The Joint Committee shall convene alternately in Vilnius and in Manila.

2. The tasks of the Joint Commission shall be as follows:

- a) creation of favourable conditions for the implementation of this Agreement;
- b) facilitation the implementation of joint programmes and projects;
- c) exchange of views on the prospects of the scientific and technological cooperation and the examination of the proposals concerning its development.

Article 10

Nothing in this Agreement shall be construed to prejudice other agreements signed between the Contracting Parties, as well as other international agreements to which they are Party.

Article 11

1. This Agreement shall enter into force upon notification by the Contracting Parties to each other that all the legal procedures for the entry into force of this Agreement have been fulfilled.

2. This Agreement shall remain in force for a period of five years and shall be automatically renewed for the successive periods of five years, unless either Contracting Party notifies in writing the other Contracting Party of its intention to terminate this Agreement six months before its expiration.

3. This Agreement may be revised by mutual consent of the Contracting Parties.

4. The termination or expiration of this Agreement shall not affect the carrying out of these projects or programmes which are under realization.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Manila, on September 25, 1995, in duplicate in the Lithuanian and English languages, all texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Lithuania:

For the Government of the Republic of the Philippines:

[LITHUANIAN TEXT — TEXTE LITUANIEN]

**LIETUVOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS
IR
FILIPINŲ RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS**

S U T A R T I S

DĖL BENDRADARBIAVIMO MOKSLO IR TECHNOLOGIJŲ SRITYJE

Lietuvos Respublikos Vyriausybė ir Filipinų Respublikos Vyriausybė (toliau vadinamos "Susitariančiomis šalimis"),

siekdamos stiprinti abiejų šalių ir jų tautų draugiškus santykius,

pripažindamos glaudaus bendradarbiavimo mokslo ir technologijų srityje naudą,

susitarė:

1 STRAIPSNIS

Susitariančios šalys remis ir plėtos abiejų šalių lygiateisišką ir naudingą bendradarbiavimą mokslo ir technologijų srityje pagal veikiančius abiejų Susitariančių šalių įstatymus ir tvarką.

2 STRAIPSNIS

Siūlomos šios bendradarbiavimo formos:

- a) bendri mokslinių tyrimų projektai, įskaitant keitimąsi jų rezultatais, taip pat vykdančiais tuos projektus mokslininkais, specialistais ir techniniu personalu;
- b) bendros mokslinės konferencijos, simpoziumai, seminarai, parodos ir kiti susitikimai;
- c) mokslinės bei technologinės informacijos ir duomenų mainai;
- d) kitos mokslinio ir technologinio bendradarbiavimo formos pagal susitarimą.

3 STRAIPSNIS

1. Susitariančios šalys skatins plėtoti tiesioginius abiejų šalių valstybinių organizacijų, mokslo ir studijų institucijų, mokslo centrų bei įmonių ryšius ir pasirašyti ilgalaikius susitarimus.

2. Susitariančios šalys arba jų valstybinės organizacijos gali pasirašyti ilgalaikius susitarimus, kuriuose bus išdėstytos specifinės bendradarbiavimo detalės bei procedūros, reikalingos šiai Sutarčiai įgyvendinti.

3. Abiejų šalių mokslo ir studijų institucijos, mokslo centrai bei įmonės gali pasirašyti abipusiškai naudingus susitarimus bendradarbiauti pagal šią Sutartį mokslo ir technologijų srityje.

4 STRAIPSNIS

Anksčiau minėtais susitarimais yra nustatoma:

- a) bendradarbiavimo objektai ir tikslai;
- b) bendro tyrimo ir tobulinimo projektų rezultatų panaudojimas;
- c) bendradarbiavimo finansavimas.

5 STRAIPSNIS

Susitariančios šalys pagal savo galimybes skirs vietas studijuoti savo aukštosiose mokyklose, taip pat vietas ir stipendijas abipusiškai susitartų sričių stažuotėms bei doktorantūros studijoms.

6 STRAIPSNIS

Keitimosi ekspertais, mokslininkais ir kitais specialistais išlaidos apmokamos Susitariančių šalių susitarimų pagrindu.

7 STRAIPSNIS

Susitariančios šalys sieks, kad mokslinio ir technologinio bendradarbiavimo rezultatai būtų panaudojami ekonomikos ir prekybos srityse.

8 STRAIPSNIS

Susitariančios šalys labai stengsis palengvinti asmenims, prisidedantiems prie šios Sutarties įgyvendinimo greitai ir be kliūčių įvažiuoti ir išvažiuoti iš šalies teritorijos bei įvežti ir išvežti reikiamus įrengimus ir instrumentus.

9 STRAIPSNIS

1. Šiai Sutarčiai įgyvendinti įsteigiama Mokslinio ir technologinio bendradarbiavimo jungtinė komisija, sudaryta iš Susitariančių šalių atstovų. Jungtinė komisija rinksis pakaitomis Vilniuje ir Maniloje.

2. Jungtinės komisijos uždaviniai yra šie:

- a) sukurti palankias šios Sutarties įgyvendinimo sąlygas;
- b) padėti įgyvendinti bendras programas ir projektus;
- c) keistis nuomonėmis apie mokslinio ir technologinio bendradarbiavimo perspektyvas ir nagrinėti siūlymus dėl jo tobulinimo.

10 STRAIPSNIS

Ši Sutartis neprieštarauja kitoms Susitariančių šalių savitarpio sutartims ir tarptautiniams susitarimams, kurių signatarės jos yra.

11 STRAIPSNIS

1. Ši Sutartis įsigalios nuo tos dienos, kai abi Susitariančios šalys pasikeis raštiškais pranešimais apie atliktas pagal jų įstatymus teisinės procedūras, būtinas šiai Sutarčiai įsigaliooti.

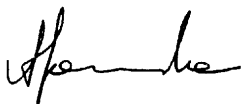
2. Sutartis galioja penkerius metus. Paskui ji bus automatiškai pratęsiama dar kiekvienam tolesniam penkerių metų laikotarpiui, kol viena iš Susitariančių šalių prieš šešis mėnesius raštu praneš kitai Susitariančiai šaliai nutraukianti sutartį.

3. Sutartis gali būti pakeista tik abiem Susitariančioms šalims sutikus.

4. Sutarties pakeitimai arba jos nutraukimas negali sutrukdyti visiškai baigti jau pradėtus projektus ar programas.

Tai patvirtindami, toliau, savo Vyriausybių įgaliojimi, pasirašė šią Sutartį.

Sutartis pasirašyta MANTA..... 1995 metų rugsėjo 25 d.
lietuvių ir anglų kalbomis, dviem egzemplioriais. Kiekvienas tekstas turi vienodą teisinę galią.



Lietuvos Respublikos
Vyriausybės vardu



Filipinų Respublikos
Vyriausybės vardu

[TRANSLATION - TRADUCTION]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
LITUANIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DES
PHILIPPINES RELATIF À LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE
LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

Le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la République des Philippines, ci-après dénommés les " Parties contractantes ",

Désireux de renforcer les relations d'amitié existant entre les deux pays et leurs peuples respectifs,

Reconnaissant les avantages qui découleront du renforcement de la coopération dans le domaine de la science et de la technologie,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

En conformité avec leurs lois et règlements respectifs, les Parties contractantes encouragent la coopération dans le domaine de la science et de la technologie sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel.

Article 2

La coopération revêt principalement les formes suivantes :

- a) Projets communs de recherche, y compris l'échange des résultats de la recherche, échange de scientifiques, de spécialistes et de personnels techniques attachés à ces projets;
- b) Organisation commune de conférences scientifiques, colloques, ateliers, expositions et autres rencontres;
- c) Échanges d'informations et de données scientifiques et techniques;
- d) Autres formes de coopération scientifique et technique dont les Parties conviennent.

Article 3

1. Les Parties contractantes encouragent les relations directes et la conclusion d'arrangements à long terme entre les organismes gouvernementaux, les institutions scientifiques et d'études, les centres de recherche et les entreprises des deux pays.

2. Des arrangements d'exécution, exposant les modalités et procédures applicables à des activités de coopération spécifiques menées en vertu du présent Accord peuvent être conclus entre les Parties contractantes ou entre organismes gouvernementaux, selon les circonstances.

3. Des accords portant sur des objets précis d'intérêt mutuel dans le domaine de la recherche scientifique et technique peuvent être conclus entre les institutions scientifiques et

d'études, les centres de recherche et les entreprises des deux pays dans le cadre du présent Accord.

Article 4

Les arrangements visés à l'article 3 ci-dessus établissent en particulier :

- a) Les objets et la portée de la coopération;
- b) L'utilisation des résultats de projets communs de recherche-développement;
- c) Le financement de la coopération.

Article 5

Dans des domaines mutuellement convenus, conformément à leurs moyens, les Parties contractantes prévoient l'ouverture de places pour les études universitaires. Elles prévoient également l'ouverture de places pour les études postuniversitaires et de doctorat et l'octroi de bourses en conséquence.

Article 6

Les coûts de l'échange d'experts, de scientifiques et autres spécialistes sont répartis sur la base d'arrangements conclus entre les organismes intéressés.

Article 7

Les Parties contractantes prennent toutes les dispositions voulues pour que les résultats de la coopération scientifique et technique soient utilisés dans leurs activités réciproques de coopération dans le domaine économique et commercial.

Article 8

Chaque Partie contractante déploie tous ses efforts pour faciliter l'entrée sur son territoire et la sortie de ce territoire, sans retard ni complications, des personnels, du matériel et de l'équipement requis du fait de la mise en oeuvre du présent Accord.

Article 9

1. Aux fins de l'exécution du présent Accord, il est créé un comité mixte composé de représentants des deux Parties contractantes. Le Comité se réunit alternativement à Vilnius et à Manille.

2. Le Comité mixte est chargé de :

- a) Créer les conditions favorables à la mise en oeuvre du présent Accord;
- b) Faciliter l'exécution des programmes et projets communs;
- c) Servir de cadre des échanges de vues sur les perspectives de la coopération scientifique et technique et l'examen de propositions touchant le développement de celle-ci.

Article 10

Aucune disposition du présent Accord n'est interprétée comme portant atteinte aux autres accords conclus entre les Parties contractantes ou à d'autres accords internationaux auxquels ils sont Parties.

Article 11

1. Le présent Accord entrera en vigueur dès que les Parties contractantes se seront mutuellement notifiées l'accomplissement des formalités juridiques prévues.

2. Le présent Accord demeurera en vigueur pendant une période de cinq ans. Il sera automatiquement renouvelé pour des périodes successives de cinq ans, à moins que l'une ou l'autre Partie contractante ne notifie par écrit à l'autre Partie contractante son intention de le dénoncer six mois avant l'expiration de l'Accord.

3. Le présent Accord peut être révisé par consentement mutuel des Parties contractantes.

4. La dénonciation ou l'expiration du présent Accord n'affecte pas la poursuite des projets et programmes en cours de réalisation.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés par les Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Manille, le 25 septembre 1995, en double exemplaire, dans les langues lituanienne et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

Pour le Gouvernement de la République des Philippines :

No. 42074

**Lithuania
and
Georgia**

Air Transport Agreement between the Government of the Republic of Lithuania and the Government of Georgia (with annex). Tbilisi, 12 April 1996

Entry into force: *12 January 1999 by notification, in accordance with article 23*

Authentic texts: *Georgian, Lithuanian and Russian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Lithuania, 1 December 2005*

**Lituanie
et
Géorgie**

Accord relatif au transport aérien entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la Géorgie (avec annexe). Tbilissi, 12 avril 1996

Entrée en vigueur : *12 janvier 1999 par notification, conformément à l'article 23*

Textes authentiques : *géorgien, lituanien et russe*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Lituanie, 1er décembre 2005*

[GEORGIAN TEXT — TEXTE GÉORGIEN]

**შეთანხმება
ლიტვის რესპუბლიკის მთავრობასა და
საქართველოს მთავრობას
შორის
საჰაერო მიმოსვლის შესახებ**

ლიტვის რესპუბლიკის მთავრობა და საქართველოს მთავრობა, შემდგომში "მონაწილე მხარეები",

არიან რა "საერთაშორისო სამოქალაქო ავიაციის შესახებ" 1944 წლის 7 დეკემბერს ქ. ჩიკაგოში ხელმოსაწერად გახსნილი კონვენციის მონაწილენი,

აქვთ რა სურვილი განავითარონ და განამტკიცონ ურთიერთთანამშრომლობა საჰაერო ტრანსპორტის სფეროში, და

აქვთ რა სურვილი დადონ შეთანხმება საჰაერო მიმოსვლის დაწყების მიზნით თავიანთ შესაბამის ტერიტორიებს შორის და მათ ფარგლებს გარეთ,

შეთანხმდნენ შემდეგ ზე:

პარი 1

განმარტებები

1. ამ შეთანხმების მიზნებისათვის ქვემოთ ჩამოთვლილი ტერმინები ნიშნავს:

a) "სავაიაციო ხელისუფლება" საქართველოსთან მიმართებაში - საჰაერო ტრანსპორტის დეპარტამენტი; ლიტვის რესპუბლიკასთან მიმართებაში - გზათა სამინისტროს, ან ორივე შემთხვევაში ნებისმიერ პიროვნებას ან ორგანიზაციას, აღჭურვილს უფლებამოსილებით შეახსრულონ ფუნქციები, რომელსაც ხსენებული ხელისუფალნი ასრულებენ ამჟამად;

b) "კონვენცია" - 1944 წლის 7 დეკემბერს ქ. ჩიკაგოში ხელმოსაწერად გახსნილი კონვენციას "საერთაშორისო სამოქალაქო ავიაციის შესახებ" და კონვენციის 90-ე კარის თანახმად მიღებულ მის ნებისმიერ დანართებს, აგრეთვე კონვენციის 90-ე და 94-ე კარის შესაბამისად და ამ კონვენციის დანართების ცვლილებებს იმდენად, რამდენადაც ისინი მიღებულია ორივე მონაწილე მხარისათვის და გამოიყენება მათ მიმართ;

c) "დანიშნული ავიასაწარმო" - ავიასაწარმოს, რომელიც დანიშნულია და აღჭურვილია უფლებამოსილებით ამ შეთანხმების მე-3 კარის თანახმად;

d) ტერმინებს: "ტერიტორია", "საჰაერო მიმოსვლა", "საერთაშორისო საჰაერო მიმოსვლა", "ავიასაწარმო", "გაჩერება არაკომერციული მიზნებით" აქვთ კონვენციის მე-2 და 96-ე კარში განსაზღვრული მნიშვნელობები;

e) ტერმინი "ტარიფი" ნიშნავს მგზავრების, ბარგის, ტვირთის, ფოსტის გადაყვანა-გადატანისათვის დაწესებულ ღირებულებას და იმ პირობებს, რომელთა

შესაბამისადაც ეს ღირებულება მოქმედებს, სააგენტო და სხვა დამატებითი მომსახურების ღირებულების და პირობების ჩათვლით;

f) "ტევადობა" :

ტევადობა საპაერო ხომალდის მიმართებაში - სვლაგეზზე ან მის მონაკვეთზე ამ საპაერო ხომალდის კომერციულ დატვირთვას;

გ) ტევადობა შეთანხმებულ ხაზთან მიმართებაში - იმ საპაერო ხომალდის ტევადობას, რომელიც გამოიყენება ამ ხაზზე, გამრავლებულის ამ საპაერო ხომალდის ფრენის სიხშირეზე განსაზღვრული დროის პერიოდში, მთელ სვლაგეზზე ან მის მონაკვეთზე.

2. ამ შეთანხმების დანართი წარმოადგენს მის განუყოფელ ნაწილს.

პარო 2

გადაყვანა-გადაზიდვის უფლებების მინიჭება

1. მონაწილე მხარეები ერთმანეთს ანიჭებენ ამ შეთანხმებით გათვალისწინებულ უფლებებს შეთანხმების დანართში მოცემულ სვლაგეზზე საერთაშორისო მიმოსვლის განხორციელების მიზნით. (შემდგომში შესაბამისად მოხსენებულ იქნება, როგორც "შეთანხმებული ხაზები" და "დაწესებული სვლაგეზი").

2. მონაწილე მხარეების მიერ დანიშნულ ავიასაწარმოებს სვლაგეზის შესაბამისად შეთანხმებული ხაზების ექსპლუატაციისას ექნებათ შემდეგი უფლებები:

a) განახორციელონ მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე გადაღრენა დაჯდომის გარეშე;

b) დაჯდნენ მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე არაკომერციული მიზნებით;

c) ამ შეთანხმების დანართით განსაზღვრული მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიის ფარგლებში განლაგებულ პუნქტებში განახორციელონ დაჯდომა იმ მგზავრების, ტვირთისა და ფოსტის ჩასხდომა-გადმოსხდომის, ჩატვირთვა-გადმოტვირთვის მიზნით, რომლებიც მონაწილე მხარეების ტერიტორიებს შორის ახორციელებენ მგზავრობას,

d) ამ შეთანხმების დანართით განსაზღვრული მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიის ფარგლებში განლაგებულ პუნქტებში განახორციელონ დაჯდომა იმ მგზავრების, ტვირთისა და ფოსტის ჩასხდომა-გადმოსხდომის, ჩატვირთვა-გადმოტვირთვის მიზნით, რომლებიც მესამე ქვეყნის ტერიტორიისაკენ მიემგზავრებიან ან აქიდან მოემგზავრებიან. ეს უფლება მინიჭებული იქნება მონაწილე მხარეთა საავიაციო ხელისუფალთა შორის შეთანხმების შედეგად.

3. არაფერი ამ კარში არ იქნება განხილული, ისე როგორც ერთი მონაწილე მხარის დანიშნულ ავიასაწარმოსათვის უფლებების მინიჭება მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე გახამრჯელის საფასურად ან ქირით საპაერო ხომალდის ბორტზე აიყვანოს მგზავრები, აიტანოს ტვირთი ან ფოსტა ამავე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე არსებულ სხვა პუნქტში გადაყვანა-გადატანის მიზნით.

პარო 3

დანიშვნა და ფრენის ნებართვის მიცემა

1. თითოეულ მონაწილე მხარეს ექნება უფლება დაწესებული სვლაგეზის შესაბამისად შეთანხმებული ხაზების ექსპლუატაციის მიზნით დანიშნოს ერთი ავიასაწარმო და წერილობით შეატყობინოს მეორე მონაწილე მხარეს.

2. ერთი მონაწილე მხარე მეორე მონაწილე მხარის საავიაციო ხელისუფლების ასეთი შეტყობინების მიღებისთანავე ამ კარის მე-3 და მე-4 პუნქტების დებულებათა შესაბამისად დაუყოვნებლივ მისცემს დანიშნულ ავიასაწარმოს ფრენის სათანადო ნებართვას.

3. ერთი მონაწილე მხარის საავიაციო ხელისუფლებამ შეიძლება მოსთხოვოს მეორე მონაწილე მხარის მიერ დანიშნულ ავიასაწარმოს მტკიცებულება იმის თაობაზე, რომ მას შეუძლია შეასრულოს იმ კანონებისა და წესების პირობები, რომლებიც ამ საავიაციო ხელისუფლების მიერ ჩვეულებრივ გამოიყენება ხაერთაშორისო საჰაერო მიმოსვლის განხორციელებისას კონვენციის დებულებათა შესაბამისად და რომლებიც არ აღემატება კონვენციის მოთხოვნებს.

4. თითოეულ მონაწილე მხარეს ექნება უფლება უარი თქვას ამ კარის მე-2 პუნქტით განსაზღვრული ფრენის ნებართვის მინიჭებაზე, ან, ამ შეთანხმების მე-2 კარით განსაზღვრული უფლებებით სარგებლობისას, დანიშნულ ავიასაწარმოს მოსთხოვოს ისეთი პირობების შესრულება, როგორსაც ჩათვლის საჭიროდ ნებისმიერ შემთხვევაში, როდესაც ამ მონაწილე მხარეს არ აქვს მტკიცება იმისა, რომ ავიასაწარმოს უპირატესი მფლობელობა და მასზე რეალური კონტროლი ამ ავიასაწარმოს დანიშნულ მონაწილე მხარეს ან მის მოქალაქეებს ეკუთვნის.

5. დანიშნულ ავიასაწარმოს, რომელმაც ამ კარში აღნიშნული ნებართვა მიიღო, შეუძლია შეთანხმებული ხაზების ექსპლუატაციის დაწყება იმ პირობით, რომ ტარიფები შესულია ძალაში ამ შეთანხმების მე-9 კარის თანახმად.

6. თითოეულ მონაწილე მხარეს უფლება აქვს უკან გამოიხმოს ადრე დანიშნული ავიასაწარმო და დანიშნოს სხვა, თავისი გადაწყვეტილების შესახებ მეორე მონაწილე მხარისათვის წერილობითი შეტყობინების გზით.

პარო 4

ნებართვის გაუქმება ან უფლებების მოქმედების შეჩერება

1. თითოეულ მონაწილე მხარეს ექნება უფლება მეორე მონაწილე მხარის მიერ დანიშნულ ავიასაწარმოს გაუქმოს ფრენის ნებართვა, ან, შეუჩეროს ამ შეთანხმების მე-2 კარის შესაბამისად მინიჭებული უფლებები, ან, მოსთხოვოს მას ისეთი პირობების შესრულება, როგორსაც ჩათვლის საჭიროდ:

ა) ნებისმიერ შემთხვევაში, თუ ეს მონაწილე მხარე არ არის დარწმუნებული, რომ ამ ავთსაწარმოს უპირატესი მფლობელობა და მასზე რეალური კონტროლი ამ ავთსაწარმოს დამნიშნელ მონაწილე მხარეს ან მისი მოქალაქეებს ეკუთვნის;

ბ) იმ შემთხვევაში, თუ ეს ავთსაწარმო არ ასრულებს იმ მონაწილე მხარის ქვეყნის კანონებსა და წესებს, რომელმაც მიანიჭა მას ეს უფლებები; ან

ც) იმ შემთხვევაში, თუ ეს ავთსაწარმო შეთანხმებული ხაზების ექსპლუატაციისას სხვაგვარი სახით არღვევს ამ შეთანხმების დებულებებს.

2. თუ დაუყოვნებლივ არ არის საჭირო ამ კარის 1-ლ პუნქტში აღნიშნული ნებართვის გაუქმება, უფლებების შეჩერება ან პირობების შესრულების მოთხოვნის წაყენება, რათა კანონებისა და წესების შემდგომი დარღვევები თავიდან იქნეს აცილებული, მაშინ ამ კარში მოცემული უფლებით სარგებლობა მოხდება მხოლოდ მონაწილე მხარეთა შორის კონსულტაციების ჩატარების შემდეგ. ასეთი კონსულტაციები უნდა დაიწყოს მათი მოთხოვნის მიღების თარიღიდან სამოცი (60) დღის განმავლობაში.

პარო 5

ეროვნული კანონებისა და წესების გამოყენება

1. ერთი მონაწილე მხარის კანონები და წესები, რომლებიც აწესრიგებენ ამ საჰაერო ხომალდების მის ტერიტორიაზე მოფრენასა და გაფრენას, რომლებიც ასრულებენ საერთაშორისო ფრენებს, ან ასეთი საჰაერო ხომალდების ექსპლუატაციას ან ნავიგაციას, მისი ტერიტორიის ფარგლებში ყოფნისას, გამოყენებულ იქნება მეორე მონაწილე მხარის მიერ დანიშნული ავთსაწარმოს საჰაერო ხომალდების მიმართ.

2. ერთი მონაწილე მხარის კანონები და წესები, რომლებიც აწესრიგებენ მის ტერიტორიაზე ტვირთისა და ფოსტის ჩამოტანას, მგზავრების, ეკიპაჟების ჩამოსვლას, ყოფნასა და გამგზავრებას, კერძოდ კი, ფორმადობები, რომლებიც ეხება საპასპორტო, საბაჟო, საგალუტო და სანიტარულ წესებს, გამოყენებულ იქნება მეორე მონაწილე მხარის მიერ დანიშნული ავთსაწარმოს საჰაერო ხომალდების მგზავრების, ეკიპაჟის, ტვირთისა და ფოსტის მიმართ, აღნიშნული ტერიტორიის ფარგლებში მათი ყოფნისას.

პარო 6

აეროპორტის მოსაკრებლები

ერთი მონაწილე მხარე გადაახდევინებს მეორე მონაწილე მხარეს ყოველი აეროპორტით (მისი ნაგებობების) ტექნიკური და სხვა საშუალებების ჩათვლით სარგებლობისა და მომსახურების მოსაკრებლებსა და სხვა გადასახადებს, აგრეთვე, სააერონავიგაციო, კავშირგაბმულობის საშუალებებით სარგებლობისა და მომსახურების ნებისმიერ გადასახადს მის მიერ საკუთარ ტერიტორიაზე დადგენილი მონაკვეთებისა და ტარიფების შესაბამისად იმ პირობით, რომ ეს მოსაკრებლები და

და გადასახადები არ უნდა აღემატებოდნენ სხვა სახელმწიფოს საპაერო ხომალდისათვის დაწესებულ მსგავს მოსაკრებლებსა და გადასახადებს.

პარო 7

პირდაპირი ტრანზიტი

მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე მყოფი მგზავრები, რომლებიც პირდაპირი ტრანზიტით მიემგზავრებიან და არ ტოვებენ აეროპორტის ამ მიზნისათვის გამოყოფილ ტერიტორიას, გაივლიან გამართივებულ შემოწმებას, თუ სხვაგვარი ქმედება არ გახდა საჭირო ავიაციის უშიშროების უზრუნველყოფისათვის საჭირო ღონისძიებების განხორციელების გამო. ბარგი და ტვირთი, რომელიც პირდაპირი ტრანზიტით გადის ტერიტორიას, თავისუფლდება საბაჟო და სხვა მსგავსი გადასახადისა და მოსაკრებლებისაგან.

პარო 8

შეთანხმებული ხაზების ექსპლუატაციის პრინციპები

1. თითოეული მონაწილე მხარე ორივე მონაწილე მხარის დანიშნულ ავიასაწარმოს მიაწვდის მათ ტერიტორიებს შორის დაწესებული სვლაგეზის შეთანხმებული ხაზების ექსპლუატაციის სამართლიან და თანაბარ პირობებს.

2. მონაწილე მხარის მიერ დანიშნულმა ავიასაწარმომ შეთანხმებული ხაზების ექსპლუატაციისას უნდა მხედველობაში მიიღოს მეორე მონაწილე მხარის მიერ დანიშნული ავიასაწარმოს ინტერესები, რომ ზიანი არ მიაყენონ ამ უკანასკნელის მიერ განხორციელებული გადაყვანა-გადაზიდვებს მთლიან სვლაგეზზე, ან მის მონაკვეთზე.

3. მონაწილე მხარეების დანიშნული ავიასაწარმოების მიერ შეთანხმებულ ხაზებზე უზრუნველყოფილი ტევადობა უნდა შეესაბამებოდეს გადაყვანა-გადაზიდვების საფარადლო მოთხოვნებს და დატვირთვის გონივრული კოეფიციენტის არსებობის შემთხვევაში იგი საკმარისი უნდა იყოს მონაწილე მხარეების ტერიტორიებს შორის გადაყვანა-გადაზიდვის მოთხოვნების დასაკმაყოფილებლად.

4. დანიშნული ავიასაწარმოების მიერ ამ შეთანხმების შესაბამისად განხორციელებული გადაყვანა-გადაზიდვები უნდა პასუხობდნენ ზოგად პრინციპს, რომლის თანახმადაც ტევადობა დამოკიდებული იქნება:

ა) იმ ქვეყნებს შორის გადაყვანა-გადაზიდვის მოთხოვნილებაზე, სადაც იწყება და მთავრდება გადაყვანა-გადაზიდვები;

ბ) იმ რეგიონის გადაყვანა-გადაზიდვის მოთხოვნილებაზე, რომელზედაც ავიახაზები გადის;

ც) ტრანზიტული გადაყვანა-გადაზიდვების მოთხოვნილებაზე.

ბარმი 9

ტარიფები

1. ნებისმიერი შეთანხმებული ხაზის ტარიფი დაწესებული უნდა იქნეს გონივრულობის ფარგლებში გათვალისწინებული იქნება ყველა მნიშვნელოვანი ფაქტორი, მათ შორის ექსპლუატაციის ღირებულება, რეალური მოგება, გადაყვანა-გადაზიდვების თავისებურებები (მაგ. სინქარეთა მოხერხებულობა) და სხვა ავიასაწარმოთა ტარიფები დაწესებულ ხაზების ნებისმიერ მონაკვეთზე.

2. ამ კარის 1-ლ პუნქტში აღნიშნული ტარიფები შეძლებისდაგვარად შეთანხმებულ უნდა იქნეს ორივე მონაწილე მხარეების ავიასაწარმოებს შორის თითოეული დაწესებული სვლაგეზისათვის; ასეთი ურთიერთშეთანხმება მიღწეულ იქნება ტარიფების დადგენის საერთაშორისო მექანიზმის გამოყენებით.

3. ამ კარის მე-2 პუნქტის თანახმად შეთანხმებული ტარიფები დასამტკიცებლად წარედგინება ორივე მონაწილე მხარის საავიაციო ხელისუფლებას ტარიფების ძალაში შესვლის საგარეულო თარიღამდე არანაკლებ სამოცი (60) დღით ადრე. განსაკუთრებულ შემთხვევებში ეს ვადა შეიძლება შემცირებულ იქნეს აღნიშნულ ხელისუფალთა შორის შეთანხმების საფუძველზე.

4. ტარიფების დასამტკიცებლად წარდგენის დღიდან ოცდაათი (30) დღის განმავლობაში თუ მონაწილე მხარეების არც ერთმა საავიაციო ხელისუფლებამ არ განაცხადა, რომ არ ეთანხმება შეთავაზებულ ტარიფს, მაშინ, ასეთი ტარიფები დამტკიცებულად ჩაითვლება. ამ კარის მე-3 პუნქტის საფუძველზე ტარიფების წარდგენის ვადის შემცირებისას, საავიაციო ხელისუფალნი შეიძლება აგრეთვე შეთანხმდნენ ტარიფების უარყოფის შეტყობინების წარდგენის ვადის შემცირებაზეც.

5. თუ ვერ მოხერხდა დასამტკიცებლად წარდგენილი ტარიფების შეთანხმება ამ კარის მე-2 პუნქტის თანახმად, ან, თუ ოცეუ კარის მე-4 პუნქტით დადგენილი პერიოდის განმავლობაში გაგზავნილ იქნა ტარიფის უარყოფის შეტყობინება, მაშინ, მონაწილე მხარის საავიაციო ხელისუფალნი უნდა შეეცადონ ტარიფების დადგენას ურთიერთშეთანხმების გზით.

6. თუ საავიაციო ხელისუფალნი ვერ შეთანხმდნენ ამ კარის მე-3 პუნქტის თანახმად მათთვის წარდგენილი ნებისმიერი ტარიფის დამტკიცებაზე, ან, ამავე კარის მე-5 პუნქტის შესაბამისად ვერ დაადგინეს ტარიფი, უთანხმოება გადაიჭრება ამ შეთანხმების მე-19 კარის ბირობების შესაბამისად.

7. ტარიფები, რომლებიც დადგენილია ამ კარის დებულებათა შესაბამისად, ძალაშია მანამდე, სანამ არ დადგინდება ახალი ტარიფები ამ კარის ბირობების შესაბამისად. ნებისმიერ შემთხვევაში ტარიფის მოქმედების გრძელდება არა უმეტეს 12 თვისა, მისი მოქმედების ვადის გახვლის თარიღამდე.

პარო 10

ფრენის განრიგი

1. ერთი მონაწილე მხარის მიერ დანიშნულმა ავიასაწარმომ უნდა წარუდგინოს მეორე მონაწილე მხარის სააგიაციო ხელისუფლებას საფარაუდო განრიგი ექსპლუატაციის დაწყებამდე არაუგვიანეს ოცდაათი (30) დღით ადრე. ამ გეგმებში მითითებულ ინდა იყოს ფრენის სიხშირე, საჰაერო ხომალდის ტიპი, მისი განლაგება და გასაყიდად შეთავაზებული ადგილების რაოდენობა.

2. დანიშნული ავიასაწარმოების უკვე დამტკიცებული განრიგის ნებისმიერი შემდგომი ცვლილება წარდგენილ უნდა იქნეს მეორე მონაწილე მხარის სააგიაციო ხელისუფლებისათვის დასამტკიცებლად.

პარო 11

საბაჟო და სხვა გადასახადებისაგან გათავისუფლება

1. მონაწილე მხარის მიერ დანიშნული ავიასაწარმოს საჰაერო ხომალდები, რომელიც საერთაშორისო საჰაერო მიმოსვლას ანხორციელებს, ასევე, მათი სატაბელო ქონება, საწვავის მარაგი, საწვავ-საცხები მასალები, საჰაერო ხომალდის ბორტზე არსებული მარაგი (მათ შორის სურსათი, სასმელი, თამბაქო) გათავისუფლებული იქნება ყველანაირი საბაჟო და სხვა მსგავსი გადასახადებისა და მოსაკრებლებისაგან. მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე შესვლისას იმ პირობით, რომ ეს ქონება, მასალები და მარაგი დარჩება საჰაერო ხომალდის ბორტზე მათი უკან გატანის მომენტამდე.

2. ასევე გათავისუფლებულ იქნება ამგვარი გადასახადებისა და მოსაკრებლებისაგან, მომსახურებისათვის დაწესებული გადასახადების გამოკლებით;

ა) ბორტზე არსებული მარაგი, რომელიც აღებულია ერთი მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე, აღნიშნული მონაწილე მხარის შესაბამისი ხელისუფლების მიერ დადგენილი დამატების ფარგლებში, და რომელიც განკუთვნილია მეორე მონაწილე მხარის მიერ დანიშნული ავიასაწარმოს სახელშეკრულებით ხაზებზე ექსპლუატირებული საჰაერო ხომალდის ბორტზე გამოყენებისათვის;

ბ) სათადარიგო ნაწილები, რომელიც შეტანილია ერთი მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე მეორე მონაწილე მხარის დანიშნული ავიასაწარმოს მიერ საერთაშორისო საჰაერო ხაზზე ექსპლუატირებული საჰაერო ხომალდის ტექნიკური მომსახურებისა და რემონტისათვის;

ც) საწვავ-საცხები მასალა, რომელიც განკუთვნილია ერთი მონაწილე მხარის მიერ დანიშნული ავიასაწარმოს სახელშეკრულებით ხაზებზე ექსპლუატირებული საჰაერო ხომალდის მიერ მოხმარებისათვის, იმ შემთხვევაშიც, თუ ეს მარაგი გამოყენებულ იქნება მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიის ფარგლებში მდებარე სვლაგეზის მონაკვეთზე, სადაც იგი ატანს ბორტზე.

3. მასალები, რომლებიც ამ კარის მე-2 პუნქტშია ჩამოთვლილი, მოთხოვნის საფუძველზე შეიძლება მოთავსებულ იქნეს საბაჟო ზედამხედველობის ან კონტროლის ქვეშ.

4. ერთი მონაწილე მხარის მიერ დანიშნული ექსპლუატირებული ავიასაწარმოს საბაჟო ხომალდზე არსებული სატაბელო ქონება, სათადარიგო ნაწილები და საბორტო მარაგი შეიძლება გადმოტვირთული იქნეს მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე მხოლოდ ამ ქვეყნის საბაჟო ხელისუფლების თანხმობით. ამ შემთხვევაში ისინი შეიძლება განთავსებულ იქნან აღნიშნული ხელისუფლების ზედამხედველობის ქვეშ მანამდე, სანამ არ იქნებიან გატანილნი უკან, ან, სხვაგვარად იქნებიან განწესებული საბაჟო წესების თანახმად.

5. მასალები, რომლებიც აუცილებელია ერთი მონაწილე მხარის დანიშნული ავიასაწარმოს მიერ სახელშეკრულებო ხაზების ექსპლუატაციისათვის, მათ შორის, სარეკლამო მასალები, სუვენირები და გადაყვანა-გადაზიდვის დოკუმენტაცია, რომელთაც აქვთ დანიშნული ავიასაწარმოს სიმბოლიკა და განკუთვნილნი არიან მხოლოდ წარმომადგენლობათა საჭიროებისათვის, გათავისუფლებულ იქნებიან მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე ყველა საბაჟო გადასახადისა და მოსაკრებლებისაგან.

6. ავტოტრანსპორტი, ჯავშნისა და კავშირგაბმულობის ელექტრომოწყობილობა და მისი სათადარიგო ნაწილები, ავეჯი და წარმომადგენლობათა საქმიანობისათვის და მოწყობისათვის საჭირო ნივთები, რომლებიც ჩამოტანილია, ან, ჩამოტანილ იქნება ერთი მონაწილე მხარის დანიშნულ ავიასაწარმოს საკუთარი საექსპლუატაციო საჭიროებისამებრ, გათავისუფლებულ იქნება ყველა საბაჟო გადასახადისა და სხვა მოსაკრებლისაგან მათი მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე ჩამოტანისას, გატანისას და ყოფნის დროს.

პარო 12

შემოსავლების გადარიცხვა

1. დანიშნულ ავიასაწარმოებს შორის ანგარიშსწორება განხორციელდება მონაწილე მხარეთა შორის მოქმედი ანგარიშსწორებისა და საგადასახადო შეთანხმების შესაბამისად.

2. ერთი მონაწილე მხარე მეორე მონაწილე მხარის მიერ დანიშნულ ავიასაწარმოს ანიჭებს უფლებას თავისუფლად გადარიცხოს ამ ავიასაწარმოს მიერ პირველი მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე შეთანხმებული ხაზების ექსპლუატაციის შედეგად მიღებულ გასაფალზე შემოსავლის ნაშატი თანხა.

3. ეს გადარიცხვები უნდა განხორციელდეს იმ შეთანხმების დებულებათა თანახმად, რომელიც არეგულირებს ფინანსურ ურთიერთობებს მონაწილე მხარეთა შორის. ასეთი შეთანხმების ან მასში შესაბამისი დებულების არ არსებობის შემთხვევაში, გადარიცხვა შეიძლება განხორციელდეს თავისუფლად კონვენტირებად ვალუტაში, გადარიცხვის დღეს არსებული ოფიციალური გადაცვლის კურსით მონაწილე მხარეთა სავალუტო გაცვლის წესების შესაბამისად.

პარო 13

ორმაგი გადასახადისაგან გათავისუფლება

ერთი მონაწილე მხარის დანიშნული ავიასაწარმოს მიერ მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე შეთანხმებული ხაზების ექსპლუატაციის შედეგად მიღებული

შემოსავალი ამ უკანასკნელის მიერ თავისუფლდება გადასახადისაგან, რაც ამ მონაწილე მხარის წესების შესაბამისად, უნდა, ან, შესაძლებელია დაწესებულ ყოფილიყო.

პარი 14

კომერციული საქმიანობა

1. ერთი მონაწილე მხარის მიერ დანიშნულ ავთსაწარმოს, შეთანხმებული ხაზების ექსპლუატაციის უზრუნველყოფის მიზნით, ეძლევა უფლება მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე გახსნას წარმომადგენლობა აუცილებელი ადმინისტრაციული, კომერციული და ტექნიკური პერსონალით.

2. ერთი მონაწილე მხარის მიერ დანიშნულ ავთსაწარმოს მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე ექნება უფლება საკუთარი გადაყვანა-გადაზიდვის საბუთებით გაყიდონ ავთგადაზიდვები დამოუკიდებლად და/ან გაყიდვის აგენტების მეშვეობით მეორე მონაწილე მხარის კანონებისა და წესების შესაბამისად.

3. თუ ერთი მონაწილე მხარის მიერ დანიშნული ავთსაწარმოს კომერციული საქმიანობის საკითხები, გადაყვანა-გადაზიდვების გაყიდვის ჩათვლით, მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე რეგულირებულ იქნება მონაწილე მხარეთა სპეციალური შეთანხმებით, მაშინ, გამოყენებულ იქნება ეს შეთანხმება.

პარი 15

მოწოდების აღიარება

1. ფრენის ვარგისიანობისა და კვალიფიკაციის მოწოდებები, აგრეთვე მოწოდებები გაცემული ან ქმედითად აღიარებულნი ერთი მონაწილე მხარის მიერ და რომელთაც ვადა არ გასვლიათ, აღიარებულნი იქნებიან ქმედითად მეორე მონაწილე მხარის ტერიტორიაზე იმ პირობით, რომ მოთხოვნები, რომელთა თანახმადაც ასეთი მოწოდებები გაცემულნი ან აღიარებულნი არიან ქმედითად, შეესაბამება ან აღემატება კონვენციის მოთხოვნათა შესაბამისად დადგენილ მინიმალურ სტანდარტებს.

2. თითოეული მონაწილე მხარე იტოვებს უფლებას უარი განაცხადოს მის საკუთარ მოქალაქეებზე გაცემული მოწოდებების აღიარებაზე, ან მეორე მონაწილე მხარის მიერ მათთვის ქმედითად აღიარებული მოწოდებების ცნობაზე.

პარი 16

საავიაციო უშიშროება

1. საერთაშორისო სამართლიდან გამომდინარე უფლებებისა და ვალდებულებების შესაბამისად, მონაწილე მხარეები ადასტურებენ, რომ მათ მიერ ერთმანეთისადმი ნაკისრი ვალდებულებები, დაიცვან სამოქალაქო ავიაციის უშიშროება უკანონო ხელყოფისაგან, წარმოადგენს ამ შეთანხმების განუყოფელ ნაწილს.

საერთაშორისო სამართლის მიხედვით განსაზღვრული უფლებებისა და ვალდებულებების შეზღუდვის გარეშე, მონაწილე მხარეები იმოქმედებენ 1963 წლის 14 სექტემბერს ქ. ტოკიოში ხელმოწერილი კონვენციის "საპაერო ხომალდის ბორტზე მოწყობილი თავდასხმები და სხვა ზოგიერთი ქმედებები"; 1970 წლის 16 დეკემბერს პააგაში ხელმოწერილი კონვენციის "საპაერო ხომალდის უკანონოდ ხელში ჩაგდების წინააღმდეგ ბრძოლის შესახებ"; 1971 წლის 23 სექტემბერს მონრეალში ხელმოწერილი კონვენციის "სამოქალაქო ავიაციის უსაფრთხოების წინააღმდეგ მიმართულ უკანონო ქმედებებთან ბრძოლის შესახებ"; 1988 წლის 24 თებერვალს მონრეალში ხელმოწერილი ოქმის "ოქმი საერთაშორისო სამოქალაქო ავიაციის აერობორტებში ძალადობის უკანონო აქტებთან ბრძოლის შესახებ" დებულებების თანახმად, აგრეთვე მონაწილე მხარეთა შორის არსებული ორმხრივი ხელშეკრულებებისა და ასევე იმ შეთანხმებათა დებულებების შესაბამისად, რომელთააღაც დაიდება მათ შორის მომავალში.

2. მოთხოვნის შემთხვევაში, მონაწილე მხარეები აუცილებელ დახმარებას გაუწევენ ერთმანეთს, რათა თავიდან აიცილონ სამოქალაქო საპაერო ხომალდის უკანონოდ ხელში ჩაგდება და სხვა კანონსაწინააღმდეგო ქმედებები, მიმართული საპაერო ხომალდის, მათი მგზავრებისა და ეკიპაჟის, აერობორტების და აერონავიგაციური მოწყობილობების უსაფრთხოების წინააღმდეგ და ნებისმიერი სხვა საშიშროება, რომელიც დაემუქრება სამოქალაქო ავიაციის უშიშროებას.

3. მონაწილე მხარეები იმოქმედებენ თანახმად ავიაციის უშიშროების იმ დებულებების და ტექნიკური მოთხოვნებისა; რომლებიც დადგენილია სამოქალაქო ავიაციის საერთაშორისო ორგანიზაციის მიერ და გათვალისწინებულია საერთაშორისო სამოქალაქო ავიაციის დანართებით, იმდენად, რამდენადაც, უშიშროების ასეთი დებულებები და მოთხოვნები გამოიყენება მონაწილე მხარეთა მიმართ; ისინი მოსთხოვენ მათი რეგისტრაციის საპაერო ხომალდის ექსპლუატანტებს, რომელთა საქმიანობის ძირითადი ადგილი ან მუდმივი ადგილსამყოფელი არის მათ ტერიტორიაზე და მათ ტერიტორიაზე არსებული აერობორტების ექსპლუატანტებს, იმოქმედონ ავიაციის უშიშროების ამ დებულებების შესაბამისად.

4. თითოეული მონაწილე მხარე თანახმაა, რომ მეორე მონაწილე მხარეს შეუძლია მოსთხოვოს საპაერო ხომალდის ასეთ ექსპლუატანტებს დაიცვან ამ კარის 3 პუნქტში განსაზღვრული ავიაციის უშიშროების დებულებები და მოთხოვნები, რომლებიც განსაზღვრულია ამ მეორე მონაწილე მხარის მიერ მის ტერიტორიაზე შესვლის, გასვლისა და ამ ტერიტორიაზე ყოფნის პერიოდში. თითოეული ხელმოწერი მხარე უზრუნველყოფს თავისი ტერიტორიის ფარგლებში ქმედითი ღონისძიებების გატარებას, რათა დაიცვას საპაერო ხომალდები და შეამოწმოს მგზავრები, ეკიპაჟი, ხელბარგი, ბარგი, ტვირთი და საპაერო ხომალდის მარაგი ჩაჯდომა-ჩატვირთვამდე და ჩაჯდომა-ჩატვირთვისას, თითოეული მონაწილე მხარე დადებითად განიხილავს მეორე მონაწილე მხარის თხოვნას სპეციალური უშიშროების ღონისძიებათა გატარების თაობაზე კონკრეტულ მუქარასთან დაკავშირებით.

5. როცა ადგილი აქვს ინციდენტს, ან, ინციდენტის მექარას, რაც დაკავშირებულია სამოქალაქო საპაეო ზომადის უკანონოდ ხელში ჩაგდებისთან, ან, სხვა კანონსაწინააღმდეგო აქტებთან, რომლებიც მიმართულია საპაეო ზომადების, მათი მგზავრებისა და ეკიპაჟის, აეროპორტებისა და აერონავიგაციური საშუალებების წინააღმდეგ, მონაწილე მხარეები დაეხმარებიან ერთმანეთს კავშირგაბმულობის გაადვილებით და შესაბამისი ღონისძიებების განხორციელებით, ამ ინციდენტის, ან, მექარის სწრაფი და უსაფრთხო აღკვეთის მიზნით.

6. თუ რომელიმე მონაწილე მხარეს აქვს საკმარისი საფუძველი ჩათვალოს, რომ მეორე მონაწილე მხარე თავს არიდებს ამ კარის საავიაციო უშიშროების დებულებების შესრულებას, ამ მონაწილე მხარის საავიაციო ხელისუფლებას შეუძლია მოითხოვოს გადადებული კონსულტაციების ჩატარება მეორე მონაწილე მხარის საავიაციო ხელისუფლებასთან. იმ შემთხვევაში, თუ, კონსულტაციების ჩატარების შესახებ თხოვნით მიმართვის შემდეგ თხუთმეტი (15) დღის განმავლობაში, არ იქნა მიღწეული მისაღები შეთანხმება, ან, წარმოიქმნება სამოქალაქო ავიაციის უშიშროებისათვის უშუალო საფრთხე, წარმოიშვება ამ შეთანხმების მე-4 კარის 1-ლი პუნქტის გამოყენების საფუძველი.

პარი 17

კონსულტაციების ჩატარება

1. ამ შეთანხმების შესრულებასთან დაკავშირებულ ყველა საკითხში მჭიდრო თანამშრომლობის უზრუნველყოფის მიზნით მონაწილე მხარეების საავიაციო ხელისუფლებათა შორის პერიოდულად ჩატარდება კონსულტაციები.

პარი 18

სტატისტიკური მონაცემების მოწოდება

მოთხოვნის საფუძველზე, ერთი მონაწილე მხარის საავიაციო ხელისუფლება მეორე მონაწილე მხარის საავიაციო ხელისუფლებას მიაწვდის ისეთ სტატისტიკურ მონაცემებს, რომლებიც შეიძლება გონივრულად იქნას მოთხოვნილი პირველი მონაწილე მხარის დანიშნული ავიასაწარმოს მიერ შეთანხმებულ ხაზებზე განხორციელებული გადაყვანა-გადაზიდვის მოცულობის დადგენის მიზნით.

პარი 19

დაგათა რეგულირება

1. ამ შეთანხმების ან მისი დანართის განმარტებისა და გამოყენების საკითხებში ნებისმიერი დავის წარმოშობის შემთხვევაში, ორივე მონაწილე მხარეთა საავიაციო ხელისუფალნი პირველ რიგში შეეცდებიან გადაჭრან დავა პირდაპირი მოლაპარაკების გზით.

2. თუ მონაწილე მხარეები ვერ შეთანხმდებიან პოლიპარაკების გზით, მაშინ, რომელიმე მონაწილე მხარის მოთხოვნის შემთხვევაში დავა გადაეცემა საარბიტრაჟო სასამართლოს, რომელიც სამი არბიტრისაგან შედგება, რომელთაგან თითოეული მონაწილე მხარე ნიშნავს შესაბამისად თითო არბიტრს, ხოლო მესამეს – ორ ზემოაღნიშნულ არბიტრთან შეთანხმებით. თორივე მონაწილე მხარემ უნდა დანიშნოს არბიტრი სამოცი (60) დღის განმავლობაში იმ დღიდან, როდესაც ერთ-ერთი მონაწილე მხარე მიიღებს მეორე მონაწილე მხარისაგან მოთხოვნას დავის საარბიტრაჟო სასამართლოში გადაცემის შესახებ, მესამე არბიტრი უნდა დანიშნოს შემდგომი სამოცი (60) დღის განმავლობაში. იმ შემთხვევაში, თუ, რომელიმე მონაწილე მხარე აღნიშნულ პერიოდში ვერ დანიშნავს არბიტრს, ან, თუ მესამე არბიტრი არ იქნება დანიშნული განსაზღვრულ პერიოდში, მონაწილე მხარეებს შეუძლიათ მიმართონ საერთაშორისო სამოქალაქო ავიაციის ორგანიზაციის საბჭოს პრეზიდენტს თხოვნით, დანიშნოს არბიტრი ან არბიტრები საჭიროებისამებრ ჩიკაგოს კონვენციის 35 მუხლის შესაბამისად. ნებისმიერ შემთხვევაში, მესამე არბიტრი უნდა იყოს მესამე ქვეყნის მოქალაქე და შეასრულოს საარბიტრაჟო სასამართლოს თავმჯდომარის მოვალეობა.

3. არბიტრაჟს გამოაქვს თავისი გადაწყვეტილება ხმათა უმრავლესობით და მონაწილე მხარეები ვალდებული არიან შეასრულონ გადაწყვეტილება, რომელიც ამ კარის მე-2 პუნქტის შესაბამისად იქნა მიღებული.

4. თუ ერთი მონაწილე მხარე არ ასრულებს არბიტრაჟის გადაწყვეტილებას ამ კარის მე-3 პუნქტის თანახმად, მეორე მონაწილე მხარეს შეუძლია მონაწილე მხარეს, რომელიც არ ასრულებს ვალდებულებებს, შეუზღუდოს, შეუწყეროს ან გაუუქმოს უფლებების ან პრივილეგიების მოქმედება.

5. თითოეული მონაწილე მხარე გადაიხდის საკუთარი არბიტრების ყველა ხარჯებს და გასამრჯელოს. მონაწილე მხარეები სანახევროდ გადაიხდიან მესამე არბიტრის ხელფასს და არბიტრაჟის წარმოების ხარჯებს.

პარი 20

ცვლილებები და დამატებები

თუ ერთი მონაწილე მხარე შესთავაზებს მეორე მონაწილე მხარეს ამ შეთანხმების, ან მისი დანართის, პირობების შეცვლას, მაშინ, მონაწილე მხარეების საავიაციო ხელისუფალთ შორის ჩატარდება კონსულტაციები საგარაუდო ცვლილებებთან დაკავშირებით, კონსულტაციები უნდა დაიწყოს მათი ჩატარების მოთხოვნის დღიდან სამოცი (60) დღის განმავლობაში, თუ მონაწილე მხარეების საავიაციო ხელისუფალნი არ შეთანხმდებიან ამ ვადის გაგრძელებაზე. ამ შეთანხმების ნებისმიერი ცვლილება შევა ძალაში მათი დადასტურების შემდეგ დიპლომატიური არხებით ნოტების გაცვლის გზით. ცვლილებები დანართში შეიძლება შეტანილ იქნეს მონაწილე მხარეთა საავიაციო ხელისუფალთ შორის ურთიერთშეთანხმებით.

პარმი 21

სამოქალაქო ავიაციის საერთაშორისო
ორგანიზაციაში რეგისტრაცია

ეს შეთანხმება და მისი ნებისმიერი შესწორება რეგისტრირებულ იქნება
სამოქალაქო ავიაციის საერთაშორისო ორგანიზაციაში (ICAO).

პარმი 22

შეთანხმების მოქმედების შეწყვეტა

1. ერთ მონაწილე მხარეს შეუძლია ნებისმიერ დროს დიპლომატიური არსების
მეშვეობით შეატყობინოს მეორე მონაწილე მხარეს თავისი განზრახვა შეთანხმების
მოქმედების შეწყვეტის შესახებ. იმავედროულად, ასეთივე შეტყობინება უნდა
გაეგზავნოს სამოქალაქო ავიაციის საერთაშორისო ორგანიზაციას. ამ შემთხვევაში
შეთანხმება მოქმედებას წყვეტს მეორე მონაწილე მხარის მიერ ამ შეტყობინების
მიღებიდან თორმეტი (12) თვის შემდეგ, თუ, ამ ვადის გასვლამდე, ორმხრივი თანხმობის
საფუძველზე, აღნიშნული შეტყობინება შეთანხმების მოქმედების შეწყვეტის შესახებ
არ იქნება გამოთხოვილი უკან. მეორე მონაწილე მხარის მიერ შეტყობინების მიღების
დასტურის არარსებობის შემთხვევაში, იგი მიღებულად ჩაითვლება სამოქალაქო
ავიაციის საერთაშორისო ორგანიზაციის მიერ შეტყობინების მიღებიდან თოთხმეტი (14)
დღის შემდეგ.

პარმი 24

მოქმედების გადა და ძალაში შესვლა

1. ეს შეთანხმება ძალაშია ხუთი (5) წლის განმავლობაში. თუ მონაწილე
მხარეები აღნიშნული ხუთი წლის გასვლამდე არანაკლებ ექვსი (6) თვით ადრე არ
შეატყობინებს მეორე მონაწილე მხარეს თავისი განზრახვას შეწყვეტოს ამ შეთანხმების
მოქმედება, ეს შეთანხმება გაგრძელდება ნაითვლება განუსაზღვრელი ვადით.

2. ეს შეთანხმება ძალაში შევა შეთანხმების ძალაში შესვლისათვის მონაწილე
მხარეების ერთგული კანონმდებლობის თანახმად საჭირო პროცედურების
შესრულების შესახებ დიპლომატიური ნოტების გაცვლის მომენტიდან.

შესრულებულია ქ. თბილისში, 1996 წლის " " აპრილის, ორ ნამდვილ პირად,
თითოეული ლიტვურ, ქართულ და რუსულ ენებზე, ამასთან, ყველა ტექსტს თანაბარი
ძალა აქვს, განსხვავებული განმარტებისას საფუძველად რუსული ტექსტი იქნება
მიღებული.

ლიტვის მთავრობის
სახელით



საქართველოს მთავრობის
სახელით



ღ ა ნ ა რ თ ი

1. ლიტვის რესპუბლიკის მთავრობის მიერ დანიშნულ ავთოსაწარმოს აქვს უფლება შეთანხმებული ხაზების რეგულარული ექსპლუატაციისა შემდეგი სვლაგეზით:

გამგზავრების პუნქტები	შუალედური პუნქტები	დანიშნულობის პუნქტები	საქართველოს ფარგლებს გარეთ მდებარე პუნქტები
პუნქტები ლიტვაში		პუნქტები საქართველოში	

2. საქართველოს მთავრობის მიერ დანიშნულ ავთოსაწარმოს აქვს უფლება შეთანხმებული ხაზების რეგულარული ექსპლუატაციისას შემდეგი სვლაგეზით:

გამგზავრების პუნქტები	შუალედური პუნქტები	დანიშნულობის პუნქტები	ლიტვის ფარგლებს გარეთ მდებარე პუნქტები
პუნქტები საქართველოში		პუნქტები ლიტვაში	

3. მონაწილე მხარეთა ტერიტორიებზე კონკრეტული პუნქტები განისაზღვრება მონაწილე მხარეთა საავიაციო ხელისუფალთ შორის შეთანხმების გზით.

4. შუალედური პუნქტები ლიტვისა და საქართველოს ფარგლებს გარეთ მდებარე პუნქტები განისაზღვრება მონაწილე მხარეთა საავიაციო ხელისუფალთ შორის შეთანხმების გზით.

[LITHUANIAN TEXT — TEXTE LITUANIEN]

**LIETUVOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS
IR
GRUZIJOS VYRIAUSYBĖS
SUSITARIMAS
DĖL ORO SUSISIEKIMO**

Lietuvos Respublikos Vyriausybė ir Gruzijos Vyriausybė, toliau vadinamos "Susitariančiomis Šalimis",

būdamos Tarptautinės Civilinės Aviacijos Konvencijos, pasirašytos 1944 m. gruodžio 7 d. Čikagoje, dalyvėmis,

siekdamos stiprinti ir plėtoti tarpusavio bendradarbiavimą oro transporto srityje, ir

siekdamos sudaryti Susitarimą oro susisiekimui tarp atitinkamų jų teritorijų ir už jų ribų pradėti,

s u s i t a r ė:

**1 straipsnis
SĄVOKŲ APIBŪDINIMAS**

1. Šiame Susitarime minimi terminai reiškia:

- a) "aeronautikos vadovybė" - Lietuvos Respublikos atžvilgiu - Susisiekimo ministeriją, Gruzijos atžvilgiu - Transporto ministeriją arba abiem atvejais - bet kurį asmenį ar organizaciją, įgaliotą vykdyti funkcijas, kurias šiuo metu atlieka minėtos vadovybės;
- b) "Konvencija" - Tarptautinę Civilinės Aviacijos Konvenciją, pasirašytą 1944 m. gruodžio 7 d. Čikagoje ir visus jos priedus, priimtus pagal šios Konvencijos 90 straipsnį, taip pat visus Konvencijos arba jos Priedų pakeitimus, priimtus pagal 90 ir 94 straipsnius, kiek jie yra priimti Susitariančių Šalių ir yra taikytini joms;
- c) "paskirtoji aviakompanija" - aviakompaniją, paskirtą ir įgaliotą pagal šio Susitarimo 3 straipsnį;
- d) terminai "teritorija", "oro susisiekimas", "tarptautinis oro susisiekimas", "aviakompanija" ir "nutūpimas nekomerciniais tikslais" - turi reikšmes, nurodytas Konvencijos 2 ir 96 straipsniuose;

- e) "tarifas" - atlygį, mokamą už keleivių, bagažo, krovinio ir pašto vežimą, bei sąlygas, kuriomis šis atlygis yra taikomas, įskaitant ir agentų bei kitų pagalbinių paslaugų sąlygas ir atlygį;
- f) "talpa" orlaiviui - komercinį šio orlaivio apkrovimą visame maršrute arba jo dalyje;
- g) "talpa" sutartam susisiekimui - šiam susisiekimui naudojamo orlaivio talpą, padaugintą iš skrydžių, kuriuos šis orlaivis atlieka per tam tikrą laiką visame arba dalyje maršruto, dažnio.

2. Šio Susitarimo Priedas yra sudėtinė jo dalis.

2 straipsnis

Vežimo teisių suteikimas

1. Kiekviena Susitarianči Šalis suteikia kitai Susitariančiai Šaliai šiame Susitarime numatytas teises tarptautiniam oro susisiekimui šio Susitarimo Priede nurodytais maršrutais vykdyti (toliau atitinkamai vadinama "sutartas susisiekimas" ir "apibrėžti maršrutai").

2. Kiekvienos Susitariančios Šalies paskirtoji aviakompanija, vykdydama sutartą susisiekimą apibrėžtais maršrutais, naudosis šiomis teisėmis:

- a) nenutupiant perskristi kitos Susitariančios Šalies teritoriją;
- b) nutūpti nekomerciniais tikslais kitos Susitariančios Šalies teritorijoje;
- c) nutūpti kitos Susitariančios Šalies teritorijos punktuose, nurodytuose šio Susitarimo Priede, įlaipinti ir/arba išlaipinti keleivius, pakrauti ir/arba iškrauti krovinį bei paštą, gabenamus tarp Susitariančių Šalių teritorijų;
- d) nutūpti kitos Susitariančios Šalies teritorijos punktuose, nurodytuose šio Susitarimo Priede, įlaipinti ir/arba išlaipinti keleivius, pakrauti ir/arba iškrauti krovinį bei paštą, gabenamus į/iš trečiųjų šalių punktų. Tokia teisė bus suteikiama Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybių susitarimu.

3. Niekas šiame straipsnyje nesuteikia teisės vienos Susitariančios Šalies paskirtajai aviakompanijai paimti kitos Susitariančios Šalies teritorijoje keleivius, paštą ir krovinį bei vežti juos už užmokestį arba nuomą į kitą jos teritorijos punktą.

3 straipsnis

Paskyrimas ir leidimo skrydžiams suteikimas

1. Sutartam susisiekimui apibrėžtais maršrutais vykdyti kiekviena Susitarianči Šalis turės teisę paskirti vieną aviakompaniją, raštiškai pranešdama apie tai kitai Susitariančiai Šaliai.

2. Gavusi tokį pranešimą, kita Susitarianči Šalis pagal šio straipsnio 3 ir 4 punktų sąlygas nedelsdama suteiks paskirtajai aviakompanijai atitinkamą leidimą skrydžiams vykdyti.

3. Vienos Susitariančios Šalies aeronautikos vadovybė, prieš suteikdama leidimą skrydžiams vykdyti, gali reikalauti iš kitos Susitariančios Šalies paskirtosios aviakompanijos įrodymų, kad ji gali vykdyti sąlygas, numatytas įstatymuose ir teisės aktuose, kuriuos ši vadovybė paprastai taiko tarptautiniam oro susisiekimui, ir kurios neviršija Konvencijos reikalavimų.

4. Kiekviena Susitarianči Šalis turės teisę nesuteikti šio straipsnio 2 punkte minimą leidimą skrydžiams vykdyti arba reikalauti vykdyti tokias sąlygas, kurios jos manymu reikalingos paskirtajai aviakompanijai naudojantis teisėmis, minimomis šio Susitarimo 2 straipsnyje, bet kuriuo atveju, jei minėtai Susitariančiai Šaliai neįrodoma, kad didžioji šios aviakompanijos nuosavybės dalis ir veiksminga kontrolė priklauso ją paskyrusiai Susitariančiai Šaliai arba jos piliečiams.

5. Paskirtoji aviakompanija, gavusi šiame straipsnyje minimą leidimą, gali pradėti vykdyti sutartą susisiekimą su sąlyga, kad pagal Susitarimo 9 straipsnį šiam susisiekimui įsigaliojo tarifai.

6. Kiekviena Susitarianči Šalis, raštu pranešdama apie savo sprendimą kitai Susitariančiai Šaliai, turi teisę atšaukti paskirtąją aviakompaniją ir paskirti kitą.

4 straipsnis

Leidimo panaikinimas arba teisių sustabdymas

1. Kiekviena Susitarianči Šalis turės teisę panaikinti leidimą skrydžiams vykdyti arba laikinai neleisti kitos Susitariančios Šalies paskirtajai aviakompanijai naudotis teisėmis, nurodytomis šio Susitarimo 2 straipsnyje, arba reikalauti įvykdyti tokias sąlygas, kurių jos manymu reikia naudojantis šiomis teisėmis:

a) bet kuriuo atveju, jei ji neišitikinusi, kad didžioji šios aviakompanijos nuosavybės dalis arba veiksminga kontrolė priklauso šią aviakompaniją paskyrusiai Susitariančiai Šaliai arba jos piliečiams;

b) kai ši aviakompanija nesilaiko šias teises suteikiančios Susitariančios Šalies įstatymų ir teisės aktų;

c) kai aviakompanija kaip nors kitaip nesilaiko šiuo Susitarimu nustatytų sąlygų.

2. Jei, siekiant užkirsti kelią tolesniam įstatymų ir teisės aktų pažeidinėjimui, nebūtina nedelsiant panaikinti leidimą, sustabdyti teises arba reikalauti vykdyti sąlygas, numatytas šio straipsnio 1 punkte, tai teise, apie kurią kalbama šiame punkte, pasinaudojama tik po Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybių konsultacijų. Tokios konsultacijos turi prasidėti per šešiasdešimt (60) dienų nuo užklauso gavimo dienos.

5 straipsnis

Nacionalinių įstatymų ir teisės aktų taikymas

1. Vienos Susitariančios Šalies įstatymai ir teisės aktai, reglamentuojantys tarptautinį susisiekimą vykdančių orlaivių atvykimą ir išvykimą iš jos teritorijos, arba šių orlaivių eksploatavimą bei navigaciją jos teritorijoje, bus taikomi kitos Susitariančios Šalies paskirtosios aviakompanijos orlaiviams.

2. Vienos Susitariančios Šalies įstatymai ir teisės aktai, reglamentuojantys keleivių, įgulų, krovinių ir pašto atvykimą, buvimą ir išvykimą iš jos teritorijos, o būtent, formalumai, susiję su pasų, muitų, valiutos ir sanitarijos taisyklėmis, bus taikomi kitos Susitariančios Šalies paskirtosios aviakompanijos orlaivių keleiviams, įguloms, kroviniui ir paštui, jiems būnant minėtoje teritorijoje.

6 straipsnis

Oro uostų rinkliavos

Rinkliavos ir kiti mokėjimai už naudojimąsi kiekvienu oro uostu, taip pat jo statiniais, techninėmis bei kitomis priemonėmis bei paslaugomis, o taip pat kiti mokėjimai už naudojimąsi oro navigacijos ir ryšių priemonėmis bei paslaugomis, bus imami pagal kiekvienos Susitariančios Šalies savo teritorijoje nustatytus tarifus ir dydį, bet su sąlyga, kad tokios rinkliavos ir mokėjimai neturi būti didesni už analogiškas rinkliavas, imamas iš kitų valstybių orlaivių.

7 straipsnis

Tiesioginis tranzitas

Keleiviai, bagažas ir kroviny, gabenami tiesioginiu tranzitu per vienos Susitariančios Šalies teritoriją ir nepalikantys šiam tikslui skirtu oro uosto rajono, praeis tik supaprastintą kontrolę, jei kitko nereikalaus aviacinio saugumo garantavimo priemonės. Bagažas ir kroviny, gabenami tiesioginiu tranzitu, neapdedami muitais ir kitais panašiais mokesčiais ir rinkliavomis.

8 straipsnis

Sutarto susisiekimo vykdymo principai

1. Kiekviena Susitarianči Šalis suteiks abiejų Susitariančių Šalių paskirtosioms aviakompanijoms teisingas ir lygias galimybes vykdyti sutartą susisiekimą apibrėžtais maršrutais tarp jų atitinkamų teritorijų.

2. Vykdydama sutartą susisiekimą, vienos Susitariančios Šalies paskirtoji aviakompanija turi atsižvelgti į kitos Susitariančios Šalies paskirtosios aviakompanijos interesus, kad nebūtų padaryta žala pastarosios vykdomiems vežimams visame maršrute arba jo dalyje.

3. Talpa, kurią Susitariančių Šalių paskirtosios aviakompanijos teikia sutartame susisiekime, turi atitikti numatomus poreikius vežimams ir, esant pagrįstam apkrovimo

koeficientui, turi būti pakankamos poreikiams vežimams tarp Susitariančių Šalių teritorijų patenkinti.

4. Vežimai, kuriuos pagal šį Susitarimą vykdo paskirtosios aviakompanijos, turi atitikti bendrą principą, pagal kurį talpa priklausys nuo:

- a) poreikio vežimams tarp šalių, kuriose jie prasideda ir baigiasi;
- c) rajono, per kurį vyksta susisieikimas, poreikio vežimams;
- b) poreikio tranzitiniam vežimams.

9 straipsnis

Tarifai

1. Kiekvieno sutarto susisieikimo tarifai turi būti nustatomi pagrįsto dydžio, atsižvelgiant į visus atitinkamus faktorius, tokius kaip eksploatavimo išlaidos, pagrįstas pelnas, vežimo ypatumai (pavyzdžiui, greitis ir patogumai) ir kitų aviakompanijų tarifai bet kuriai apibrėžto maršruto daliai.

2. Kiekvienam apibrėžtam maršrutui šio straipsnio 1 punkte nurodytus tarifus turi, esant galimybei, suderinti abiejų Susitariančių Šalių paskirtosios aviakompanijos. Šis suderinimas bus atliekamas pasinaudojant atitinkamą tarptautinį tarifų nustatymo mechanizmą.

3. Tarifai, suderinti pagal šio straipsnio 2 punktą, bus pateikti tvirtinti abiejų Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybėms ne vėliau kaip prieš šešiasdešimt (60) dienų iki numatomos jų įsigaliojimo dienos. Ypatingais atvejais šis terminas gali būti sutrumpintas minėtų vadovybių susitarimu.

4. Jei nė vienos Susitariančios Šalies aeronautikos vadovybė per trisdešimt (30) dienų nuo pateikimo dienos nepareiškia apie savo nepritarimą siūlomiesiems tarifams, šie tarifai laikomi patvirtintais. Jei pagal šio straipsnio 3 punktą pateikimo terminas sutrumpinamas, aeronautikos vadovybės taip pat gali sutikti sutrumpinti pranešimo apie nepritarimą pateikimo terminą.

5. Jei tarifas nesuderinamas pagal šio straipsnio 2 punktą arba jei per terminą, numatytą šio straipsnio 4 punkte, buvo pasiūstas pranešimas apie nepritarimą, Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybės turi stengtis tarifą nustatyti tarpusavio susitarimu.

6. Jei aeronautikos vadovybės nesusitars dėl bet kurio tarifo, pateikto joms pagal šio straipsnio 3 punktą, arba dėl bet kurio tarifo nustatymo pagal šio straipsnio 5 punktą, ginčas turi būti sprendžiamas pagal šio Susitarimo 19 straipsnio reikalavimus.

7. Tarifai, nustatytas pagal šio straipsnio reikalavimus, turi galioti, kol, pagal šio straipsnio reikalavimus nustatomi nauji. Bet kuriuo atveju tarifo galiojimas pratęsiamas ne daugiau kaip dvylikai (12) mėnesių nuo jo galiojimo termino pabaigos.

10 straipsnis **Skrydžių tvarkaraštis**

1. Kiekvienos Susitariančios Šalies paskirtoji aviakompanija ne vėliau kaip prieš trisdešimt (30) dienų iki skrydžių pradžios turi pateikti kitos Susitariančios Šalies aeronautikos vadovybei tvirtinti numatomą tvarkaraštį, nurodžius jame skrydžių dažnį, orlaivio tipą, komponuotę ir numatomų parduoti vietų skaičių.

2. Bet kokie vėlesni paskirtosios aviakompanijos patvirtinto tvarkaraščio pakeitimai turi būti pateikiami tvirtinti kitos Susitariančios Šalies aeronautikos vadovybei.

11 straipsnis **Atleidimas nuo muitų ir kitų rinkliavų**

1. Vienos Susitariančios Šalies paskirtosios aviakompanijos orlaiviai, vykdantys sutartą susisiekimą, taip pat jų nuolatinė įranga, kuro atsargos, tepalai ir orlaivio atsargos (įskaitant maisto produktus, gėrimus ir rūkalus), esančios tokiuose orlaiviuose, atleidžiamos nuo visų muitų ir kitų mokesčių bei rinkliavų jiems atvykus į kitos Susitariančios Šalies teritoriją su sąlyga, kad ši įranga, medžiagos ir atsargos lieka orlaivyje iki jų išgabenimo atgal.

2. Taip pat nuo tokių muitų, mokesčių ir rinkliavų, išskyrus rinkliavas už suteiktas paslaugas, bus atleidžiamos:

a) orlaivio atsargos, paimitos vienos Susitariančios Šalies teritorijoje tokiais kiekiais, kuriuos nustato atitinkama šios Susitariančios Šalies vadovybė, ir skirtos naudoti orlaivyje, kurį kitos Susitariančios Šalies paskirtoji aviakompanija naudoja sutartame susisiekiame;

b) atsarginės dalys, įvežtos į vienos Susitariančios Šalies teritoriją ir naudojamos orlaivio, kurį kitos Susitariančios Šalies paskirtoji aviakompanija naudoja sutartame susisiekiame, techniniam aptarnavimui arba remontui;

c) kuras ir tepalai, skirti naudoti orlaivyje, kurį vienos Susitariančios Šalies paskirtoji aviakompanija naudoja sutartame susisiekiame, net jei šios atsargos bus naudojamos dalyje maršruto einančio per kitos Susitariančios Šalies, kurioje jos buvo paimitos, teritoriją;

3. Šio straipsnio 2 punkte nurodytas medžiagas ir daiktus gali būti pareikalauta pateikti muitinės kontrolei arba priežiūrai.

4. Nuolatinė orlaivio įranga, atsarginės dalys ir orlaivio atsargos, esančios orlaivyje, kuri vienos Susitariančios Šalies paskirtoji aviakompanija naudoja sutartam susisiekimui, gali būti iškrautos kitos Susitariančios Šalies teritorijoje tik pastarosios Susitariančios Šalies muitinei leidus. Šiuo atveju jos gali būti pateiktos nurodytos muitinės priežiūrai iki jų išvežimo atgal arba kitokio panaudojimo pagal muitinės taisykles.

5. Medžiagos, kurių reikia vienos Susitariančios Šalies paskirtajai aviakompanijai sutartam susisiekimui eksploatuoti, taip pat reklaminė medžiaga, suvenyrai ir vežimo dokumentai, turintys paskirtosios aviakompanijos simboliką ir skirti vien tik atstovybių reikmėms, kitos Susitariančios Šalies teritorijoje bus atleisti nuo visų muitų, rinkliavų ir mokesčių.

6. Autotransportas, elektroninė rezervavimo ir ryšių įranga, jos atsarginės dalys, baldai ir daiktai, skirti bet kurios Susitariančios Šalies paskirtosios aviakompanijos atstovybių įrengimui ir veiklai, įvežti arba įvežami į kitos Susitariančios Šalies teritoriją savo eksploatacinėms reikmėms, bus atleidžiami nuo visų muitų ir kitų mokesčių bei rinkliavų juos įvežant, išvežant ir būnant kitos Susitariančios Šalies teritorijoje.

12 straipsnis

Pajamų pervedimas

1. Atsiskaitymai tarp paskirtųjų aviakompanijų bus atliekami pagal galiojanti Susitariančių Šalių susitarimą dėl atsiskaitymų ir mokėjimų.

2. Kiekviena Susitarianči Šalis suteikia teisę kitos Susitariančios Šalies paskirtajai aviakompanijai laisvai pervesti išlaidas viršijančias pajamų sumas, kurias ši aviakompanija gauna pirmosios Susitariančios Šalies teritorijoje vykdydama sutartą susisiekimą.

3. Toks pervedimas turi būti atliekamas pagal Susitariančių Šalių tarpusavio finansinius santykius reguliuojančio susitarimo reikalavimus. Jei tokio susitarimo nėra arba jame nėra atitinkamų nuostatų, pervedimai gali būti atliekami laisvai konvertuojama valiuta pagal oficialų keitimo kursą, galiojantį pervedimo dieną, ir valiutos keitimo taisykles, kurias taiko Susitariančios Šalys.

13 straipsnis

Atleidimas nuo dvigubo apmokestinimo

Pajamas, kurias vienos Susitariančios Šalies paskirtoji aviakompanija gauna kitos Susitariančios Šalies teritorijoje vykdydama sutartą susisiekimą, pastaroji Susitarianči Šalis atleis nuo mokesčių, kurie turi arba gali būti imami pagal jos teisės aktus.

14 straipsnis **Komercinė veikla**

1. Sutartam oro susisiekimui vykdyti, vienos Susitariančios Šalies paskirtajai aviakompanijai suteikiama teisė įkurti kitos Susitariančios Šalies teritorijoje savo atstovybes su būtinu administraciniu, komerciniu ir techniniu personalu.
2. Vienos Susitariančios Šalies paskirtoji aviakompanija turės teisę kitos Susitariančios Šalies teritorijoje pardavinėti oro vežimus savais vežimo dokumentais savarankiškai ir/arba per jų pardavimo agentus pagal šios kitos Susitariančios Šalies įstatymus ir teisės aktus.
3. Jei vienos Susitariančios Šalies paskirtųjų aviakompanijų komercinės veiklos, taip pat pervežimų pardavimo kitos Susitariančios Šalies teritorijoje klausimus reguliuos specialus Susitariančių Šalių susitarimas, bus taikomas šis susitarimas.

15 straipsnis **Pažymėjimų ir liudijimų pripažinimas**

1. Tinkamumo skraidyti pažymėjimai ir kvalifikacijos liudijimai, taip pat pažymėjimai, kuriuos išdavė arba pripažino galiojančiais viena Susitarianči Šalis, bei kurių galiojimo terminas dar nėra pasibaigęs, bus pripažįstami kitos Susitariančios Šalies teritorijoje, bet su sąlyga, kad reikalavimai, pagal kuriuos tokie pažymėjimai ir liudijimai yra išduoti arba pripažinti galiojančiais atitinka arba viršija minimalius standartus, nustatytus pagal Konvencijos reikalavimus.
2. Kiekviena Susitarianči Šalis pasilieka teisę skrydžiams virš savo teritorijos nepripažinti kvalifikacijos pažymėjimus ir liudijimus, kuriuos bet kuriam jos piliečiui išdavė arba pripažino galiojančiais kita Susitarianči Šalis.

16 straipsnis **Aviacinis saugumas**

1. Remdamosi savo teisėmis ir įsipareigojimais pagal tarptautinę teisę, Susitariančios Šalys patvirtina, kad jų įsipareigojimai viena kitai ginti civilinės aviacijos saugumą nuo neteisėtų veiksmų yra sudėtinė šio Susitarimo dalis. Neribodamos savo teisių ir įsipareigojimų pagal tarptautinę teisę, Susitariančios Šalys veikia pagal Konvencijos dėl nusikaltimų ir tam tikrų kitų veiksmų, padarytų orlaivyje, pasirašytos 1963 m. rugsėjo 14 d. Tokijyje; Konvencijos dėl kovos su neteisėtu orlaivių pagrobimu, pasirašytos 1970 m. gruodžio 16 d. Hagoje; Konvencijos dėl kovos su neteisėtais veiksmais prieš civilinės aviacijos saugumą, pasirašytos 1971 m. rugsėjo 23 d. Monrealyje ir Protokolo dėl kovos su neteisėtais veiksmais tarptautinę civilinę aviaciją aptarnaujančiuose aerouostuose, pasirašytos 1988 m. vasario 24 d. Monrealyje; taip pat reikalavimus galiojančių dvišalių susitarimų, sudarytų tarp Susitariančių Šalių, bei susitarimų, kuriuos jos sudarys vėliau.

2. Susitariančios Šalys, paprašius, suteiks viena kitai reikiamą pagalbą neteisėtiems orlaivių pagrobimams ir kitiems neteisėtiems veiksams prieš orlaivių, jų keleivių ir įgulų, oro uostų ir oro navigacijos įrangos saugumą, bei bet kuriai kitai grėsmei civilinės aviacijos saugumui išvengti.

3. Susitariančios Šalys veikia pagal Tarptautinės Civilinės Aviacijos Organizacijos nustatytas ir Konvencijos Prieduose numatytas aviacijos saugumo sąlygas ir techninius reikalavimus, kiek tos sąlygos ir reikalavimai taikytini Susitariančioms Šalims; jos reikalauja, kad jų registro orlaivių naudotojai, naudotojai orlaivių, kurių pagrindinė veiklos arba nuolatinė buvimo vieta yra jų teritorijoje, ir jų teritorijoje esančių tarptautinių oro uostų naudotojai veiktų pagal šias aviacijos saugumo sąlygas ir reikalavimus.

4. Kiekviena Susitarianči Šalis sutinka, kad kita Susitarianči Šalis gali reikalauti, kad tokių orlaivių naudotojai laikytųsi šio straipsnio 3 punkte minimų aviacijos saugumo sąlygų ir reikalavimų, kuriuos pastaroji Susitarianči Šalis taiko atvykimui, išvykimui ir buvimui jos teritorijoje. Kiekviena Susitarianči Šalis garantuos, kad jos teritorijoje bus taikomos reikiamos priemonės orlaiviams apsaugoti ir keleiviams, įgulai, rankiniam bagažui, bagažui, kroviniui ir orlaivio atsargoms patikrinti prieš įlaipinimą arba pakrovimą ir jo metu. Kiekviena Susitarianči Šalis taip pat palankiai atsižvelgs į bet kurį kitos Susitariančios Šalies prašymą imtis specialių saugumo priemonių kilus konkrečiai grėsmei.

5. Kai įvyksta incidentas arba kyla tokio incidento grėsmė, susijusi su neteisėtu civilinių orlaivių pagrobimu arba kitokiais neteisėtais veiksmais prieš orlaivių, jų keleivių ir įgulos, oro uostų arba oro navigacijos įrangos saugumą, Susitariančios Šalys suteiks viena kitai pagalbą palengvindamos ryšį ir naudodamos atitinkamas priemones, įgalinančias greitai ir saugiai likviduoti incidentą arba jo grėsmę.

6. Jei kuri nors iš Susitariančių Šalių turi pakankamą pagrindą manyti, kad kita Susitarianči Šalis nesilaiko šiame straipsnyje numatytų aviacijos saugumo reikalavimų, šios Susitariančios Šalies aeronautikos vadovybė gali prašyti skubių konsultacijų su kitos Susitariančios Šalies aeronautikos vadovybe. Nepasiekus priimtino sprendimo per 15 dienų nuo prašymo apie konsultacijas pateikimo dienos arba atsiradus tiesioginiam pavojui civilinei aviacijai, atsiranda pagrindas taikyti šio Susitarimo 4 straipsnio 1 punktą.

17 straipsnis Konsultacijos

Glaudžiam bendradarbiavimui visais klausimais, susijusiais su šio Susitarimo vykdymu, garantuoti Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybės periodiškai konsultuosis.

18 straipsnis **Statistinių duomenų pateikimas**

Vienos Susitariančios Šalies aeronautikos vadovybė, kitos Susitariančios Šalies aeronautikos vadovybei paprašius, pateiks tokius statistinius duomenis, kurių gali būti pagrįstai pareikalauta, siekiant nustatyti pirmosios Susitariančios Šalies paskirtosios aviakompanijos sutartu susisiekimu vykdomų vežimų apimtis.

19 straipsnis **Ginčų sprendimas**

1. Kilus bet kuriam ginčui dėl šio Susitarimo arba jo Priedo aiškinimo ar taikymo, abiejų Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybės turi stengtis pirmiausia jį išspręsti tiesioginėmis derybomis.

2. Jei Susitariančios Šalys nesusitaria derybų keliu, vienos iš Susitariančių Šalių reikalavimu ginčas perduodamas spręsti arbitražui, susidedančiam iš trijų arbitrų, kurių po vieną atitinkamai paskiria kiekviena Susitarianči Šalis, o trečiąjį – suderina paskirtieji arbitrai. Abi Susitariančios Šalys turi paskirti arbitrus per šešiasdešimt (60) dienų nuo tos dienos, kai viena Susitarianči Šalis gauna kitos Susitariančios Šalies užklausimą išspręsti ginčytinus klausimus arbitraže, o trečiasis arbitras turi būti paskirtas per kitas šešiasdešimt (60) dienų. Jei viena Susitarianči Šalis nepaskiria arbitro per nurodytą terminą arba trečiasis arbitras nepaskiriamas per numatytą terminą, Susitariančios Šalys gali kreiptis į Tarptautinės Civilinės Aviacijos Organizacijos Tarybos prezidentą prašydamos paskirti atitinkamai arbitrą arba arbitrus. Bet kuriuo atveju trečiasis arbitras turi būti trečiosios šalies pilietis ir vykdyti arbitražo pirmininko funkcijas.

3. Arbitražas sprendimus priima balsų dauguma ir Susitariančios Šalys įsipareigoja vykdyti jo sprendimus, priimtus pagal šio straipsnio 2 punktą.

4. Jei viena Susitarianči Šalis nevykdo arbitražo sprendimų pagal šio straipsnio 3 punktą, kita Susitarianči Šalis turi teisę apriboti, sustabdyti arba panaikinti šiuo Susitarimu kitai Susitariančiai Šaliai, nevykdančiai įsipareigojimų, suteiktas teises ir lengvatas.

5. Kiekviena Susitarianči Šalis apmokės savo arbitrams ir padengs jų išlaidas. Trečiojo arbitro išlaikymą ir išlaidas, susijusias su arbitražo darbu, Susitariančios Šalys apmoka po lygiai.

20 straipsnis **Pakeitimai ir papildymai**

Jei viena Susitarianči Šalis pasiūlys pakeisti šio Susitarimo arba jo Priedo sąlygas, Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybės konsultuosis dėl numatomo pakeitimo. Konsultacijos turi prasidėti per šešiasdešimt (60) dienų nuo užklausimo apie jų atlikimą dienos, jei Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybės nesusitaręs pratęsti šį terminą. Bet kuris Susitarimo pakeitimas įsigalios po to, kai jis bus patvirtintas pasikeičiant notomis

diplomatiniais kanalais. Priedo pakeitimai gali būti padaryti Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybių susitarimu.

21 straipsnis **Registravimas ICAO**

Šis Susitarimas ir bet kurie jo pakeitimai bus įregistruoti Tarptautinėje Civilinės Aviacijos Organizacijoje (ICAO).

22 straipsnis **Susitarimo nutraukimas**

Kiekviena Susitarianči Šalis gali bet kada diplomatiniais kanalais pranešti kitai Susitariančiai Šaliai apie savo ketinimą nutraukti šį Susitarimą. Toks pranešimas tuo pat metu turi būti pasiųstas ir Tarptautinei Civilinės Aviacijos Organizacijai. Šiuo atveju Susitarimo galiojimas nutrūksta po dvylikos (12) mėnesių nuo tos dienos, kai šį pranešimą gavo kita Susitarianči Šalis, jei minėtas pranešimas apie Susitarimo nutraukimą nebus atšauktas abipusiu susitarimu iki šio termino pabaigos. Negavus patvirtinimo apie tai, kad kita Susitarianči Šalis gavo pranešimą, bus manoma, kad jis gautas praėjus keturiolikai (14) dienų nuo to laiko, kai jį gavo Tarptautinė Civilinės Aviacijos Organizacija.

23 straipsnis **Galiojimo laikas ir įsigaliojimas**

1. Šis Susitarimas galioja penkis (5) metus. Jei nė viena Susitarianči Šalis ne mažiau kaip prieš šešis (6) mėnesius iki minėto penkerių metų termino pabaigos nepraneša kitai Susitariančiai Šaliai apie savo ketinimą nutraukti šį Susitarimą, jo galiojimas pratęsimas neribotam laikui.

2. Šis Susitarimas įsigalios nuo tos dienos, kai bus pasikeista diplomatinėmis notomis, pranešančiomis apie visų procedūrų, būtinų jo įsigaliojimui pagal Susitariančių Šalių nacionalinius įstatymus, įvykdymą.

Pasirašyta 1996 m. mėn. d. dviem tikrais egzemplioriais lietuvių, gruzinų ir rusų kalbomis, visi tekstai turi vienodą galią. Esant interpretavimo skirtumams, remiamasi tekstu rusų kalba.

LIETUVOS RESPUBLIKOS
VYRIAUSYBĖS VARDU



GRUZIJOS
VYRIAUSYBĖS VARDU



PRIEDAS

1. Lietuvos Respublikos Vyriausybės paskirtoji aviakompanija turi teisę vykdyti reguliarių oro susisiekimą šiais maršrutais:

Išvykimo punktai	Tarpiniai punktai	Atvykimo punktai	Punktai už Gruzijos ribų
punktai Lietuvoje		punktai Gruzijoje	

2. Gruzijos Vyriausybės paskirtoji aviakompanija turi teisę vykdyti reguliarių oro susisiekimą šiais maršrutais:

Išvykimo punktai	Tarpiniai punktai	Atvykimo punktai	Punktai už Lietuvos ribų
punktai Gruzijoje		punktai Lietuvoje	

3. Konkretūs punktai Susitariančių Šalių teritorijose bus nustatyti Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybių susitarimu.

4. Tarpiniai punktai ir punktai už Lietuvos ir Gruzijos ribų bus nustatomi Susitariančių Šalių aeronautikos vadovybių susitarimu.

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

СОГЛАШЕНИЕ

МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ЛИТОВСКОЙ РЕСПУБЛИКИ И ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ГРУЗИИ О ВОЗДУШНОМ СООБЩЕНИИ

Правительство Литовской Республики и Правительство Грузии, именуемые в дальнейшем "Договаривающимися Сторонами",

будучи сторонами Конвенции о международной гражданской авиации, открытой для подписания в Чикаго 7 декабря 1944 года,,

желая укреплять и развивать взаимное сотрудничество в области воздушного транспорта, и

желая заключить Соглашение с целью установления воздушного сообщения между их соответствующими территориями и за их пределы,

согласились о нижеследующем:

Статья 1

Определение терминов

1. Для целей настоящего Соглашения нижеследующие термины означают:

- а) "авиационные власти" в отношении Литовской Республики - Министерство сообщения, и в отношении Грузии - Министерство транспорта, или в обоих случаях любое лицо либо организацию, уполномоченные осуществлять функции, выполняемые в настоящее время упомянутыми властями;
- б) "Конвенция" - Конвенцию о международной гражданской авиации, открытую для подписания в Чикаго 7 декабря 1944 года со всеми приложениями, принятыми согласно статье 90 данной Конвенции, а также со всеми принятыми согласно статьям 90 и 94 изменениями в самой Конвенции или в ее приложениях в пределах, в какой они приняты Договаривающимися Сторонами и применимы к ним;?
- в) "назначенное авиапредприятие" - авиапредприятие, которое было назначено и уполномочено в соответствии со статьей 3 настоящего Соглашения;
- г) термины "территория", "воздушное сообщение", "международное воздушное сообщение", "авиапредприятие" и "остановка с некоммерческими целями" - имеют значения, указанные в статьях 2 и 96 Конвенции;
- д) "тариф" - ставки, оплачиваемые за перевозку пассажиров, багажа, груза и почты, и условия, на которых эти ставки применяются, включая ставки и условия агентских и других вспомогательных услуг;

- е) "емкость" в отношении воздушного судна - коммерческую загрузку этого воздушного судна на всем маршруте или части маршрута;
- ж) "емкость" в отношении договорной линии - емкость воздушного судна, используемого на данной линии, помноженную на частоту полетов, выполняемых этим воздушным судном в течении определенного периода на всем маршруте или части маршрута.

2. Приложение к настоящему Соглашению составляет его неотъемлемую часть.

Статья 2

Предоставление прав перевозок

1. Каждая Договаривающаяся Сторона предоставляет другой Договаривающейся Стороне права, предусмотренные настоящим Соглашением, с целью установления международных воздушных сообщений по маршрутам, указанным в Приложении к настоящему Соглашению (именуются в дальнейшем соответственно "договорные линии" и "установленные маршруты").

2. Авиапредприятие, назначенное каждой Договаривающейся Стороной, будет пользоваться при эксплуатации договорных линий по установленным маршрутам следующими правами:

- а) совершать пролет территории другой Договаривающейся Стороны без посадки;
- б) совершать посадки на территории другой Договаривающейся Стороны с некоммерческими целями;
- в) совершать посадки на территории другой Договаривающейся Стороны в пунктах, указанных в Приложении к настоящему Соглашению, с целью погрузки и/или выгрузки пассажиров, почты и груза, следующих между территориями Договаривающихся Сторон;
- г) совершать посадки на территории другой Договаривающейся Стороны в пунктах, указанных в Приложении к настоящему Соглашению, с целью погрузки и/или выгрузки пассажиров, почты и груза, следующих в/из пунктов третьих стран. Такое право будет предоставляться по согласованию между авиационными властями Договаривающихся Сторон.

3. Ничто в настоящей статье не будет рассматриваться как предоставление права назначенному авиапредприятию одной Договаривающейся Стороны брать на борт пассажиров, почту и груз для их перевозки между пунктами на территории другой Договаривающейся Стороны за вознаграждение или по найму.

Статья 3

Назначение и предоставление разрешения на полеты

1. Каждая Договаривающаяся Сторона будет иметь право назначить одно авиапредприятие с целью эксплуатации договорных линий по установленным маршрутам, уведомив об этом письменно другую Договаривающуюся Сторону.

2. По получении такого уведомления другая Договаривающаяся Сторона в соответствии с положениями пунктов 3 и 4 настоящей статьи незамедлительно предоставит каждому назначенному авиапредприятию соответствующее разрешение на полеты.

3. Авиационные власти одной Договаривающейся Стороны до выдачи разрешения на полеты могут потребовать от авиапредприятия, назначенного другой Договаривающейся Стороной, доказательств того, что оно способно выполнять условия, предписанные законами и правилами, обычно применяемыми этими властями при эксплуатации международных воздушных сообщений и не превышающими по своему уровню требований Конвенции.

4. Каждая Договаривающаяся Сторона будет иметь право отказать в предоставлении разрешения на полеты, указанного в пункте 2 настоящей статьи, или потребовать выполнения таких условий, которые она сочтет необходимыми при использовании назначенным авиапредприятием прав, указанных в статье 2 настоящего Соглашения, в любом случае, когда упомянутая Договаривающаяся Сторона не имеет доказательств того, что преимущественное владение и действительный контроль над этим авиапредприятием принадлежат Договаривающейся Стороне, назначившей это авиапредприятие, или ее гражданам.

5. Назначенное авиапредприятие, получившее указанное в настоящей статье разрешение, может начать эксплуатацию договорных линий при условии, что на таких линиях введены в действие тарифы, в соответствии со статьей 9 настоящего Соглашения.

6. Каждая Договаривающаяся Сторона вправе отозвать ранее назначенное авиапредприятие и назначить другое, письменно известив о своем решении другую Договаривающуюся Сторону.

Статья 4

Аннулирование разрешения или приостановление прав

1. Каждая Договаривающаяся Сторона будет иметь право аннулировать разрешение на полеты или приостановить пользование указанными в статье 2 настоящего Соглашения правами, предоставленными назначенному авиапредприятию другой Договаривающейся Стороны, или потребовать выполнения таких условий, которые она сочтет необходимыми при пользовании этими правами:

а) в любом случае, если она не убеждена в том, что преимущественное владение или действительный контроль над этим авиапредприятием принадлежит Договаривающейся Стороне, назначившей это авиапредприятие, или ее гражданам, или

б) в случае, если это авиапредприятие не соблюдает законы и правила Договаривающейся Стороны, предоставляющей эти права, или

в) в случае, если авиапредприятие каким-либо иным образом не соблюдает условия, предписанные настоящим Соглашением.

2. Если немедленное аннулирование разрешения, приостановление прав или требование выполнения условий, указанных в пункте 1 настоящей статьи, не является необходимым для предупреждения дальнейших нарушений законов и правил, то право, о котором говорится в этом пункте, будет использоваться только после консультации между авиационными властями Договаривающихся Сторон. Такие консультации должны начаться в течении шестидесяти (60) дней с даты получения запроса.

Статья 5

Применение национальных законов и правил

1. Законы и правила одной Договаривающейся Стороны, регулирующие прилет и вылет с ее территории воздушных судов, совершающих международные полеты, или эксплуатацию или навигацию этих воздушных судов во время их пребывания в пределах ее территории, будут применяться к воздушным судам авиапредприятия, назначенного другой Договаривающейся Стороной.

2. Законы и правила одной Договаривающейся Стороны, регулирующие прибытие, пребывание и отправление с ее территории пассажиров, экипажей, груза и почты, и, в частности, формальности, относящиеся к паспортным, таможенным, валютным и санитарным правилам, будут применяться к пассажирам, экипажам, грузу и почте воздушных судов авиапредприятия, назначенного другой Договаривающейся Стороной, во время их пребывания в пределах указанной территории.

Статья 6

Аэропортовые сборы

Сборы и другие платежи за пользование каждым аэропортом, включая его сооружения, технические и другие средства и услуги, а также любые платежи за пользование аэронавигационными средствами, средствами связи и услугами будут взиматься в соответствии со ставками и тарифами, установленными каждой Договаривающейся Стороной на своей территории, при условии, что такие сборы и платежи не должны превышать аналогичных сборов, взимаемых с воздушных судов других государств.

Статья 7

Прямой транзит

Пассажиры, багаж и груз, следующие прямым транзитом через территорию одной Договаривающейся Стороны и не покидающие района аэропорта, выделенного для этой цели, будут подвергаться лишь упрощенному контролю, если иное не вызывается мерами по обеспечению авиационной безопасности. Багаж и груз, следующие прямым транзитом, не будут облагаться таможенными пошлинами и другими подобными налогами и сборами.

Статья 8

Принципы эксплуатации и договорных линий

1. Каждая Договаривающаяся Сторона предоставит назначенным авиапредприятиям обеих Договаривающихся Сторон справедливые и равные

возможности эксплуатации договорных линий по установленным маршрутам между их соответствующими территориями.

2. При эксплуатации договорных линий, назначенное авиапредприятие одной Договаривающейся Стороны должно принимать во внимание интересы назначенного авиапредприятия другой Договаривающейся Стороны, с тем чтобы не нанести ущерба перевозкам, осуществляемым последним на всем маршруте или части маршрута.

3. Емкость, предоставляемая на договорных линиях назначенными авиапредприятиями Договаривающихся Сторон, должна соответствовать предполагаемым потребностям в перевозках и при разумном коэффициенте загрузки быть достаточной для удовлетворения потребностей в перевозках между территориями Договаривающихся Сторон.

4. Перевозки, осуществляемые назначенным авиапредприятием по настоящему Соглашению, должны соответствовать общему принципу, согласно которому емкость будет зависеть от:

- а) потребностей в перевозках между странами, в которых начинаются и оканчиваются перевозки;
- б) потребностей в перевозках того района, через который проходит авиалиния;
- в) потребностей в транзитных перевозках.

Статья 9 Тарифы

1. Тарифы на любой договорной линии должны устанавливаться на разумном уровне с учетом всех соответствующих факторов, включая эксплуатационные расходы, разумную прибыль, особенности перевозок (например, скорость и удобства) и тарифы других авиапредприятий для любой части установленного маршрута.

2. Тарифы, указанные в пункте 1 настоящей статьи, должны, по возможности, согласовываться по каждому из установленных маршрутов между назначенными авиапредприятиями обеих Договаривающихся Сторон. Такое согласование будет достигаться путем использования соответствующего международного механизма установления тарифов.

3. Тарифы, согласованные в соответствии с пунктом 2 настоящей статьи, будут представляться на утверждение авиационным властям обеих Договаривающихся Сторон не позднее, чем за шестьдесят (60) дней до предполагаемой даты введения тарифов. В особых случаях этот срок может быть сокращен по согласованию с упомянутыми властями.

4. Если авиационные власти ни одной из Договаривающихся Сторон не заявили о своем несогласии с предлагаемыми тарифами в течение тридцати (30) дней после даты представления, такие тарифы считаются утвержденными. В случаях сокращения срока представления в соответствии с пунктом 3 настоящей статьи,

авиационные власти могут также согласиться сократить срок представления уведомления о несогласии.

5. Если тариф не может быть согласован в соответствии с пунктом 2 настоящей статьи или если в течение срока, применимого в соответствии с пунктом 4 настоящей статьи, было направлено уведомление о несогласии, авиационные власти Договаривающихся Сторон должны попытаться определить тариф путем его согласования между собой.

6. Если авиационные власти не смогут достигнуть согласия по вопросу утверждения какого-либо тарифа, представленного им в соответствии с пунктом 3 настоящей статьи, или по установлению какого-либо тарифа в соответствии с пунктом 5 настоящей статьи, это разногласие должно быть урегулировано согласно условиям Статьи 19 настоящего Соглашения.

7. Тарифы, установленные в соответствии с положениями настоящей статьи, остается в силе до установления новых тарифов в соответствии с условиями настоящей статьи. В любом случае действие тарифа продлевается не более, чем на двенадцать (12) месяцев после даты истечения срока его действия.

Статья 10 Расписание полетов

1. Назначенное авиапредприятие каждой Договаривающейся Стороны должно не позднее, чем за тридцать (30) дней до начала полетов представить предполагаемое расписание авиационным властям другой Договаривающейся Стороны для утверждения, указав частоту полетов, тип воздушного судна, компоновку и предлагаемое для продажи число мест.

2. Любые последующие изменения в утвержденное расписание назначенного авиапредприятия должны представляться на утверждение авиационным властям другой Договаривающейся Стороны.

Статья 11 Освобождение от таможенных пошлин и прочих сборов

1. Воздушные суда, эксплуатируемые на договорных линиях назначенным авиапредприятием одной Договаривающейся Стороны, а также их табельное имущество, запасы топлива, смазочные материалы и бортовые запасы (включая продукты питания, напитки и табачные изделия), находящиеся на борту таких воздушных судов, будут освобождаться от всех таможенных пошлин и других налогов и сборов по прибытии на территорию другой Договаривающейся Стороны при условии, что эти имущество, материалы и запасы остаются на борту воздушного судна до момента их обратного вывоза.

2. Также будут освобождаться от таких пошлин, налогов и сборов, за исключением сборов за предоставленное обслуживание:

а) бортовые запасы, взятые на территории одной Договаривающейся Стороны в пределах лимитов, установленных соответствующими властями упомянутой Договаривающейся Стороны, и предназначенные для использования на борту

воздушного судна, эксплуатируемого на договорных линиях назначенным авиапредприятием другой Договаривающейся Стороны;

б) запасные части, ввезенные на территорию одной Договаривающейся Стороны для технического обслуживания или ремонта воздушного судна, эксплуатируемого на договорных линиях назначенным авиапредприятием другой Договаривающейся Стороны;

в) топливо и смазочные материалы, предназначенны для использования воздушным судном, эксплуатируемым на договорных линиях назначенным авиапредприятием одной Договаривающейся Стороны, даже если эти запасы будут использоваться на участке маршрута в пределах территории другой Договаривающейся Стороны, где они взяты на борт.

3. Указанные в пункте 2 настоящей статьи материалы и предметы могут быть поставлены по требованию под контроль или наблюдение таможенных властей.

4. Табельное имущество, запасные части и бортовые запасы, находящиеся на борту воздушного судна, эксплуатируемого назначенным авиапредприятием одной Договаривающейся Стороны, могут быть выгружены на территории другой Договаривающейся Стороны только с согласия таможенных властей этой другой Договаривающейся Стороны. В этом случае они могут быть помещены под наблюдение упомянутых властей до того момента, пока они не будут вывезены обратно или не получают другого назначения в соответствии с таможенными правилами.

5. Материалы, необходимые для эксплуатации договорных линий назначенным авиапредприятием одной Договаривающейся Стороны, включая рекламные материалы, сувенирные изделия и перевозочные документы, имеющие символику назначенного авиапредприятия и предназначенные исключительно для нужд представительств, будут освобождены на территории другой Договаривающейся Стороны от всех таможенных пошлин, сборов и налогов.

6. Автотранспорт, электронное оборудование для бронирования и связи и запасные части к ним, мебель и предметы для оборудования и деятельности представительств, доставленные или доставляемые назначенным авиапредприятием одной Договаривающейся Стороны для своих эксплуатационных нужд, будут освобождены от всех таможенных пошлин и других налогов и сборов при их ввозе, вывозе и во время нахождения на территории другой Договаривающейся Стороны.

Статья 12 Перевод доходов

1. Расчеты между назначенными авиапредприятиями будут производиться в соответствии с действующими между Договаривающимися Сторонами соглашениями о расчетах и платежах.

2. Каждая Договаривающаяся Сторона предоставляет назначенному авиапредприятию другой Договаривающейся Стороны право свободного перевода сумм, превышения доходов над расходами, полученных этим авиапредприятием на

территории первой Договаривающейся Стороны от эксплуатации договорных линий.

3. Такой перевод должен производиться в соответствии с положениями соглашения, регулирующего финансовые отношения между Договаривающимися Сторонами. В случае отсутствия такого соглашения или соответствующих положений в этом соглашении перевод может осуществляться в свободно конвертируемой валюте по официальному обменному курсу, действующему на день перевода, в соответствии с правилами валютного обмена, применяемыми Договаривающимися Сторонами.

Статья 13

Освобождение от двойного налогообложение

Доходы, полученные назначенным авиапредприятием одной Договаривающейся Стороны на территории другой Договаривающейся Стороны от эксплуатации договорных линий, будут освобождены этой Договаривающейся Стороной от налогообложения, которое должно или могло бы быть применимо в соответствии с правилами этой Договаривающейся Стороны.

Статья 14

Коммерческая деятельность

1. Для обеспечения эксплуатации договорных линий назначенному авиапредприятию одной Договаривающейся Стороны предоставляется право открыть на территории другой Договаривающейся Стороны свои представительства с необходимым административным, коммерческим и техническим персоналом.

2. Назначенное авиапредприятие одной Договаривающейся Стороны на территории другой Договаривающейся Стороны будет иметь право продажи авиаперевозок на собственных перевозочных документах самостоятельно и/или через агентов по их продаже в соответствии с законами и правилами этой другой Договаривающейся Стороны.

3. Если вопросы коммерческой деятельности назначенных авиапредприятий одной Договаривающейся Стороны на территории другой Договаривающейся Стороны, включая продажу перевозок, будут регулироваться специальным соглашением между Договаривающимися Сторонами, то будет применяться это соглашение.

Статья 15

Признание удостоверений и свидетельств

1. Удостоверения о годности к полетам и удостоверения о квалификации, а также свидетельства, выданные или признанные действительными одной Договаривающейся Стороной и не просроченные, будут признаваться действительными на территории другой Договаривающейся Стороны при условии, что требования, в соответствии с которыми такие свидетельства и удостоверения выданы или признаны действительными, соответствуют или превышают

минимальные стандарты, устанавливаемые в соответствии с требованиями Конвенции.

2. Каждая Договаривающаяся Сторона сохраняет за собой право при выполнении полетов над своей собственной территорией отказать в признании свидетельств и удостоверений, выданных ее собственным гражданам или признанных для них действительными другой Договаривающейся Стороной.

Статья 16 Авиационная безопасность

1. В соответствии со своими правами и обязательствами, вытекающими из международного права, Договаривающиеся Стороны подтверждают, что взятое ими по отношению друг к другу обязательство защищать безопасность гражданской авиации от актов незаконного вмешательства составляет неотъемлемую часть настоящего Соглашения. Не ограничивая общую применимость своих прав и обязательств по международному праву, Договаривающиеся Стороны действуют в соответствии с положениями Конвенции о преступлениях и некоторых других актах, совершаемых на борту воздушных судов, подписанной в Токио 14 сентября 1963 года, Конвенции о борьбе с незаконным захватом воздушных судов, подписанной в Гааге 16 декабря 1970 года, Конвенции о борьбе с незаконными актами, направленными против безопасности гражданской авиации, подписанной в Монреале 23 сентября 1971 года, Протокола о борьбе с незаконными актами насилия в международных аэропортах, подписанного в Монреале 24 февраля 1988 года, положениями действующих двусторонних соглашений между Договаривающимися Сторонами, а также тех соглашений, которые будут заключены между ними в последующем.

2. Договаривающиеся Стороны оказывают по просьбе всю необходимую помощь друг другу по предотвращению незаконного захвата воздушных судов и других незаконных актов, направленных против безопасности воздушных судов, их пассажиров и экипажей, аэропортов и аэронавигационных средств, а также любой другой угрозы безопасности гражданской авиации.

3. Договаривающиеся Стороны действуют в соответствии с положениями по авиационной безопасности и техническими требованиями, устанавливаемыми Международной организацией гражданской авиации и предусмотренными Приложениями к Конвенции, в той степени, в которой такие положения и требования применимы к Договаривающимся Сторонам; они будут требовать, чтобы эксплуатанты воздушных судов их регистрации и эксплуатанты воздушных судов, основное место деятельности или постоянное местопребывание которых находится на их территории, и эксплуатанты международных аэропортов на их территории, действовали в соответствии с такими положениями и требованиями по авиационной безопасности.

4. Каждая Договаривающаяся Сторона соглашается с тем, что другая Договаривающаяся Сторона может потребовать от таких эксплуатантов воздушных судов соблюдения упомянутых в пункте 3 настоящей статьи положений и требований по авиационной безопасности, которые предусматриваются этой другой Договаривающейся Стороной для въезда, выезда и нахождения в пределах ее территории. Каждая Договаривающаяся Сторона будет обеспечивать применение надлежащих мер в пределах ее территории для защиты воздушных судов и проверки пассажиров, экипажа,

ручной клади, багажа, груза и бортовых запасов до и во время посадки или погрузки. Каждая Договаривающаяся Сторона также благожелательно рассмотрит любую просьбу другой Договаривающейся Стороны о принятии специальных мер безопасности в связи с конкретной угрозой.

5. Когда имеет место инцидент или угроза инцидента, связанного с незаконным захватом гражданского воздушного судна или с другими незаконными актами, направленными против безопасности воздушных судов, их пассажиров и экипажа, аэропортов или аэронавигационных средств, Договаривающиеся Стороны будут оказывать друг другу помощь посредством облегчения связи и принятия соответствующих мер в целях быстрого и безопасного пресечения такого инцидента или его угрозы.

6. Если какая-либо из Договаривающихся Сторон имеет достаточные основания полагать, что другая Договаривающаяся Сторона отступает от положений по авиационной безопасности настоящей Статьи, авиационные власти этой Договаривающейся Стороны могут просить о проведении немедленных консультаций с авиационными властями другой Договаривающейся Стороны. В случае недостижения приемлемой договоренности в течение пятнадцати (15) дней с даты обращения с просьбой о проведении консультаций или появления непосредственной угрозы безопасности гражданской авиации возникает основание для применения пункта 1 статьи 4 настоящего Соглашения.

Статья 17

Проведение консультаций

Для обеспечения тесного сотрудничества по всем вопросам, относящимся к выполнению настоящего Соглашения, между авиационными властями Договаривающихся Сторон периодически будут проводиться консультации.

Статья 18

Предоставление статистических данных

Авиационные власти одной Договаривающейся Стороны будут предоставлять авиационным властям другой Договаривающейся Стороны по их запросу такие статистические данные, какие могут разумно запрашиваться с целью определения объема перевозок, выполняемых назначенным авиапредприятием первой Договаривающейся Стороны на договорных линиях.

Статья 19

Урегулирование споров

1. При возникновении любого спора по толкованию или применению настоящего Соглашения или Приложения к нему авиационные власти обеих Договаривающихся Сторон должны в первую очередь стараться урегулировать его путем прямых переговоров..

2. Если Договаривающиеся Стороны не могут прийти к согласию путем переговоров, то по требованию одной Договаривающейся Стороны спор передается для решения Арбитражу, состоящему из трех арбитров, из которых по одному будут соответственно назначены каждой из Договаривающихся Сторон, а

третий арбитр - по согласованию с двумя вышеуказанными. Обе Договаривающиеся Стороны должны назначить арбитров в течение шестидесяти (60) дней с даты получения одной из Договаривающихся Сторон от другой Договаривающейся Стороны запроса о решении вопроса Арбитражем, и третий арбитр должен быть назначен в течение следующих шестидесяти (60) дней. Если одна из Договаривающихся Сторон не назначит своего арбитра в течение указанного срока или если третий арбитр не будет назначен в течение необходимого периода, Договаривающиеся Стороны могут обратиться к Президенту Совета ИКАО с просьбой назначить арбитра или арбитров, как требуется. В любом случае, третий арбитр должен быть гражданином третьей страны и выполнять функции председателя Арбитража.

3. Арбитраж выносит свое решение большинством голосов и Договаривающиеся Стороны обязуются выполнять его решения, принятые в соответствии с пунктом 2 настоящей статьи.

4. Если одна Договаривающихся Сторона не выполняет решений Арбитража в соответствии с пунктом 3 настоящей статьи, другая Договаривающаяся Сторона может ограничить, приостановить или аннулировать действие прав или привилегий, предоставленных настоящим Соглашением Договаривающейся Стороне, не выполняющей обязательств.

5. Каждая Договаривающаяся Сторона будет оплачивать все расходы и вознаграждения своих арбитров. Содержание третьего арбитра и расходы по ведению арбитража Договаривающиеся Стороны оплачивают пополам.

Статья 20 Изменения и дополнения

Если одна из Договаривающихся Сторон предложит изменить условия настоящего Соглашения или Приложения к нему, между авиационными властями Договаривающихся Сторон будут проводиться консультации относительно предполагаемого изменения. Консультации должны начаться в течение шестидесяти (60) дней с даты запроса об их проведении, если только авиационные власти Договаривающихся Сторон не договорятся о продлении этого срока. Любое изменение настоящего Соглашения вступит в силу после подтверждения путем обмена нотами по дипломатическим каналам. Изменения в Приложения могут быть внесены по согласованию между авиационными властями Договаривающихся Сторон.

Статья 21 Регистрация в ИКАО

Настоящее Соглашение и любые поправки к нему будут зарегистрированы в Международной организации гражданской авиации (ИКАО).

Статья 22
Прекращение действия Соглашения

Каждая Договаривающаяся Сторона может в любое время уведомить по дипломатическим каналам другую Договаривающуюся Сторону о своем намерении прекратить действие настоящего Соглашения. Такое уведомление должно быть одновременно направлено в Международную организацию гражданской авиации. В этом случае действие Соглашения прекращается через двенадцать (12) месяцев с даты получения такого уведомления другой Договаривающейся Стороной, если указанное уведомление о прекращении действия Соглашения не будет отозвано по обоюдному согласию Договаривающихся Сторон до истечения этого срока. При отсутствии подтверждения получения другой Договаривающейся Стороной уведомления, оно будет считаться полученным через четырнадцать (14) дней после получения уведомления Международной организацией гражданской авиации.

Статья 23
Срок действия и вступления в силу

1. Настоящее Соглашение остается в силе в течении пяти (5) лет. Если ни одна Договаривающаяся Сторона не менее чем за шесть (6) месяцев до истечения упомянутого пятилетнего срока не уведомит другую Договаривающуюся Сторону о своем намерении прекратить действие настоящего Соглашения, оно считается продленным на неопределенный срок.

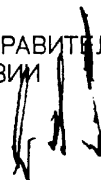
2. Настоящее Соглашение вступит в силу с момента обмена дипломатическими нотами, извещающими о выполнении всех процедур, необходимых для вступления его в силу в соответствии с национальным законодательством каждой из Договаривающихся Сторон.

Совершено в г. "...." 1996 года, в двух подлинных экземплярах, каждый на литовском, грузинском и русском языках, причем все тексты имеют одинаковую силу. В случае различного толкования за основу будет принят текст на русском языке.

ЗА ПРАВИТЕЛЬСТВО
ЛИТОВСКОЙ РЕСПУБЛИКИ



ЗА ПРАВИТЕЛЬСТВО
ГРУЗИИ



ПРИЛОЖЕНИЕ

1. Авиапредприятие, назначенное Правительством Литовской Республики имеет право на регулярную эксплуатацию договорных линий по следующим маршрутам:

Пункты отправления	Промежуточные пункты	Пункты назначения	Пункты за пределами Грузии
Пункты в Литве		Пункты в Грузии	

2. Авиапредприятие, назначенное Правительством Грузии, имеет право на регулярную эксплуатацию договорных линий по следующим маршрутам:

Пункты отправления	Промежуточные пункты	Пункты назначения	Пункты за пределами Литвы
Пункты в Грузии		Пункты в Литве	

3. Конкретные пункты на территориях Договаривающихся Сторон будут определены по соглашению между авиационными властями Договаривающихся Сторон.

4. Промежуточные пункты и пункты за пределами Литвы и Грузии будут определяться по согласованию между авиационными властями Договаривающихся Сторон.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AIR TRANSPORT AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE GOVERNMENT OF GEORGIA

The Government of the Republic of Lithuania and the Government of Georgia, hereinafter referred to as the "Contracting Parties",

Being Parties to the Convention on International Civil Aviation, opened for signature at Chicago on 7 December 1944,

Desiring to strengthen and develop mutual cooperation in air transport, and

Desiring to conclude an Agreement with a view to establishing air transport between their respective territories and beyond,

Have agreed as follows:

Article 1. Definition of terms

1. For the purposes of this Agreement the following terms shall mean:

(a) "Aeronautical authorities" shall mean, in the case of the Republic of Lithuania, the Ministry of Transport and, in the case of Georgia, the Ministry of Transport or, in both instances, any person or organization authorized to carry out the functions currently exercised by these authorities;

(b) "Convention" shall mean the Convention on International Civil Aviation, opened for signature at Chicago on 7 December 1944, and any annexes adopted in accordance with article 90 of the Convention, as well as any amendments to the Convention or to its annexes adopted in accordance with articles 90 and 94, to the extent that they have been accepted by and are applicable to the Contracting Parties;

(c) "Designated airline" shall mean an airline designated and authorized under article 3 of this Agreement;

(d) "Territory", "air service", "international air service", "airline", and "stop for non traffic purposes" shall have the same meanings as in articles 2 and 96 of the Convention;

(e) "Tariff" shall mean the prices to be paid for the carriage of passengers, baggage, cargo and mail and the conditions under which those prices apply, including prices and conditions for agency and other auxiliary services;

(f) "Capacity" in relation to an aircraft shall mean the commercial payload of that aircraft over the entire route or part thereof;

(g) "Capacity" in relation to an agreed service shall mean the capacity of an aircraft used on that service multiplied by the number of flights made by that aircraft during a specific period over the entire route or part thereof.

2. The annex to this Agreement shall form an integral part thereof.

Article 2. Granting of carriage rights

1. Each Contracting Party shall grant to the other Contracting Party the rights specified in this Agreement for the purpose of establishing international air services on the routes specified in the annex to this Agreement (which shall hereinafter be referred to as "agreed services" and "specified routes" respectively).

2. The designated airline of each Contracting Party shall, while operating agreed services on specified routes, enjoy the following rights:

(a) The right to overfly the territory of the other Contracting Party without stopping;

(b) The right to make stops in the territory of the other Contracting Party for non traffic purposes;

(c) The right to make stops in the territory of the other Contracting Party at points specified in the annex to this Agreement for the purpose of picking up and/or setting down passengers, mail and cargo being conveyed between the territories of the Contracting Parties;

(d) The right to make stops in the territory of the other Contracting Party at points specified in the annex to this Agreement for the purpose of picking up and/or setting down passengers, mail and cargo being conveyed to or from points in third countries. This right shall be granted subject to agreement by the aeronautical authorities of the Contracting Parties.

3. Nothing in this Agreement shall be interpreted as conferring on the designated airline of one Contracting Party the right to take on passengers, mail and cargo carried for remuneration or hire between points in the territory of the other Contracting Party.

Article 3. Designation and granting of operating permits

1. Each Contracting Party shall have the right to designate in writing to the other Contracting Party one airline which is to operate the agreed services on the specified routes.

2. On receiving such notice, the other Contracting Party shall without delay, subject to the provisions of paragraphs 3 and 4 of this article, grant the appropriate operating permit to the designated airline.

3. The aeronautical authorities of one Contracting Party may, prior to issuing an operating permit, require the designated airline of the other Contracting Party to show proof that it is qualified to fulfil the conditions prescribed under the laws and regulations normally applied by those authorities to the operation of international air services, which shall not, however, exceed the requirements of the Convention.

4. Each Contracting Party shall have the right to withhold the operating permit referred to in paragraph 2 of this article or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise by a designated airline of the rights specified in article 2 of this Agreement if it is not satisfied that substantial ownership and effective control of this airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in its nationals.

5. A designated airline which has received the operating permit referred to in this article may commence operation of the agreed services provided that the tariffs laid down for these services in accordance with article 9 of this Agreement have entered into force.

6. Each Contracting Party shall have the right to change the airline previously designated and to designate another airline, and it shall notify the other Contracting Party of its decision in writing.

Article 4. Cancellation of operating permits and suspension of rights

1. Each Contracting Party shall have the right to cancel the operating permit granted to the designated airline of the other Contracting Party, to suspend the exercise by such airline of the rights specified in article 2 of this Agreement or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of these rights:

(a) In any case where it is not satisfied that substantial ownership or effective control of that airline is vested in the Contracting Party designating the airline or in its nationals; or

(b) In case of a failure by that airline to comply with the laws and regulations in force of the Contracting Party granting these rights; or

(c) In case the airline otherwise fails to comply with the conditions prescribed under the present Agreement.

2. Unless immediate cancellation of an operating permit, suspension of rights or imposing of the conditions specified in paragraph 1 of this article is essential to prevent further infringements of the laws or regulations, the right referred to in that paragraph shall be exercised only after consultation with the aeronautical authorities of the other Contracting Party. Such consultations shall begin within sixty (60) days of the date of the request.

Article 5. Application of national laws and regulations

1. The laws and regulations applicable in the territory of each Contracting Party to the entry and departure of aircraft engaged in international air services and to the operation or navigation of such aircraft while within its territory shall apply to aircraft of the designated airline of the other Contracting Party.

2. The laws and regulations applicable in the territory of each Contracting Party to the entry, stay and departure of passengers, crew, cargo and mail and, in particular, the formalities relating to immigration, customs, foreign exchange and sanitary measures shall be applied to passengers, crew, cargo and mail carried by aircraft of the designated airline of the other Contracting Party while within the said territory.

Article 6. Airport fees

Fees and other payments for the use of each airport, including its facilities and any technical and other equipment and services, as well as any payments for the use of aeronautical navigation equipment, communications and other services, shall be levied at the rates

and tariffs established by each Contracting Party in its territory, on condition that these fees and payments do not exceed analogous fees levied on the aircraft of other states.

Article 7. Direct transit

Passengers, baggage and cargo in direct transit across the territory of either Contracting Party which remain in the section of the airport designated for that purpose shall be subject to no more than a simplified control, unless otherwise required to ensure air safety. Baggage and cargo in direct transit shall be exempt from customs duties and other similar charges and fees.

Article 8. Principles of operation and agreed services

1. Each Contracting Party shall accord to the designated airlines of both Contracting Parties fair and equal terms in the operation of agreed services on specified routes between their respective territories.

2. In operating the agreed services the designated airline of each Contracting Party shall take into account the interests of the designated airline of the other Contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provides over the entire route or part thereof.

3. The capacity provided on the agreed services by the designated airlines of the Contracting Parties shall be commensurate with projected transportation requirements and, assuming a reasonable load factor, be adequate to satisfy the requirements for carriage between the territories of the Contracting Parties.

4. The air services provided by a designated airline under this Agreement shall follow the general principle that capacity shall depend on:

- (a) The requirements of traffic between the countries of origin and destination;
- (b) The requirements of traffic of the area through which the airline passes;
- (c) The requirements for through airline operations.

Article 9. Tariffs

1. The tariffs charged for any agreed service shall be fixed at a reasonable level, due regard being paid to all relevant factors, including operational costs, reasonable profit, the characteristics of the transportation (for example, speed and comfort) and the tariffs of other airlines for any part of the specified route.

2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this article shall, as far as possible, be agreed by the designated airlines of both Contracting Parties for each of the specified routes. Such agreement shall be reached using the applicable international tariff setting mechanism.

3. The tariffs agreed on under paragraph 2 of this article shall be submitted for approval by the aeronautical authorities of both Contracting Parties at least sixty (60) days be-

fore the proposed date of their introduction. In special cases, this period may be reduced, subject to agreement by the said authorities.

4. If neither of the aeronautical authorities of the Contracting Parties has expressed its disagreement with the proposed tariffs within thirty (30) days of the date of their submission, these tariffs shall be considered approved. If the time limit for submission under paragraph 3 of this article is reduced, the aeronautical authorities may also agree to reduce the time limit for notification of disagreement.

5. If a tariff cannot be agreed upon in accordance with paragraph 2 of this article, or if notification of disagreement has been sent within the time limit applicable under paragraph 4 of this article, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall endeavour to determine the tariff by agreement between them.

6. If the aeronautical authorities cannot agree on the approval of any tariff submitted to them under paragraph 3 of this article or on the determination of any tariff under paragraph 5 of this article, the dispute shall be settled in accordance with the provisions of article 19 of this Agreement.

7. The tariffs established in accordance with the provisions of this article shall remain in force until new tariffs have been established in accordance with the provisions of this article. In any event, a tariff may be extended for no more than twelve (12) months beyond its original date of expiry.

Article 10. Flight schedules

1. The designated airline of each Contracting Party shall at least thirty (30) days prior to the first flight submit a proposed schedule to the aeronautical authorities of the other Contracting Party for approval, specifying the frequency of flights, the type of aircraft to be used, their configuration and the number of seats offered for sale.

2. A designated airline shall submit any subsequent changes in its approved schedule to the aeronautical authorities of the other Contracting Party for approval.

Article 11. Exemption from customs duties and other fees

1. Aircraft used on agreed services by the designated airline of one Contracting Party, together with their regular equipment, supplies of fuel and lubricants and aircraft stores (including food, beverages and tobacco) on board these aircraft, shall be exempt from all customs duties and other charges and fees on arrival in the territory of the other Contracting Party, provided that the said equipment, fuel and lubricants and stores remain on board the aircraft until re-exported.

2. The following shall likewise be exempt from such duties, charges and fees, excluding fees levied in respect of services rendered:

(a) Aircraft stores taken on board in the territory of one Contracting Party which are within the limits established by the appropriate authorities of said Contracting Party and intended for consumption on board aircraft operated on agreed services by the designated airline of the other Contracting Party;

(b) Spare parts imported into the territory of one Contracting Party for the maintenance or repair of aircraft operated on agreed services by the designated airline of the other Contracting Party;

(c) Fuel and lubricants intended for use by aircraft operated on agreed services by the designated airline of one Contracting Party, even when such supplies are consumed during that part of the flight which takes place over the territory of the other Contracting Party in which they were taken on board.

3. The materials and items referred to in paragraph 2 of this article may be required to be kept under customs control or supervision.

4. The regular equipment, spare parts and aircraft stores on board an aircraft operated by the designated airline of one Contracting Party may not be unloaded in the territory of the other Contracting Party save with the consent of the customs authorities of that other Contracting Party. When so unloaded, they may be placed under the supervision of the said authorities until they are re-exported and/or otherwise disposed of in accordance with customs regulations.

5. Materials required for the operation of agreed services by the designated airline of one Contracting Party, including publicity materials, souvenirs and transportation documents bearing the symbol of the designated airline and intended exclusively for office use, shall be exempt from all customs duties, charges and fees in the territory of the other Contracting Party.

6. Vehicles, electronic equipment used for reservations and communications as well as spare parts therefor, and furniture and office equipment provided by the designated airline of one Contracting Party for its own operational needs shall be exempt from all customs duties and other charges and fees on import and export and while in the territory of the other Contracting Party.

Article 12. Transfer of revenue

1. The designated airlines shall settle their accounts with each other in accordance with the agreements on settlements and payments in force between the Contracting Parties.

2. Each Contracting Party shall grant to the designated airline of the other Contracting Party the right to transfer freely the excess of revenue over expenditure earned by this designated airline in the territory of the former Contracting Party from the operation of agreed services.

3. Such transfer shall be made in accordance with the provisions of the agreement regulating financial matters between the Contracting Parties. In the absence of such an agreement or of applicable provisions in that Agreement, the transfer shall be effected in hard convertible currency at the official exchange rate in force on the day of the transfer in accordance with the foreign exchange regulations of the Contracting Parties.

Article 13. Exemption from double taxation

Revenue from the operation of agreed services which accrues to the designated airline of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party shall be exempted

by this Contracting Party from taxation which should or could be levied under the regulations of this Contracting Party.

Article 14. Commercial activity

1. In order to ensure the operation of agreed services, the designated airline of each Contracting Party shall be granted the right to open its own representative offices in the territory of the other Contracting Party with the necessary administrative, commercial and technical personnel.

2. The designated airline of each Contracting Party shall have the right to sell its air services in the territory of the other Contracting Party using its own transportation documents either directly or through agents for their sale in accordance with the laws and regulations of the other Contracting Party.

3. If matters relating to commercial activity by the designated airline of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party, including the sale of air services, are governed by a special agreement between the Contracting Parties, that agreement shall be applied.

Article 15. Recognition of certificates and licences

1. Certificates of airworthiness and competency and licences issued or rendered valid by one Contracting Party and not expired shall be recognized as valid in the territory of the other Contracting Party, provided that the requirements governing the issuance or recognition of such certificates and licences conform to or exceed the minimum standards established in accordance with the requirements of the Convention.

2. Each Contracting Party reserves the right to refuse to recognize as valid, for the purpose of flights above its own territory, certificates and licences issued to its own nationals by the other Contracting Party.

Article 16. Aviation security

1. Consistent with their rights and obligations under international law, the Contracting Parties reaffirm that their obligation to each other to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference forms an integral part of this Agreement. Without limiting the generality of their rights and obligations under international law, the Contracting Parties shall act in conformity with the provisions of the Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft, signed at Tokyo on 14 September 1963; the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, signed at The Hague on 16 December 1970; the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, signed at Montreal on 23 September 1971; the Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation, signed at Montreal on 24 February 1988; and the provisions of bilateral agreements in force between the Contracting Parties as well as their agreements to be signed subsequently.

2. The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities, and any other threat to the security of civil aviation.

3. The Contracting Parties shall act in conformity with the aviation security provisions and technical requirements established by the International Civil Aviation Organization and designated as annexes to the Convention to the extent that such provisions and requirements are applicable to the Contracting Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry, operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory and operators of international airports in their territory act in conformity with such aviation security provisions and requirements.

4. Each Contracting Party agrees that the other Contracting Party may require such operators of aircraft to observe the aviation security provisions and requirements referred to in paragraph 3 of this article required by the other Contracting Party for entry into, departure from and stay within its territory. Each Contracting Party shall ensure that appropriate measures are applied within its territory to protect aircraft and inspect passengers, crew, carry on items, baggage, cargo and aircraft stores prior to and during boarding or loading. Each Contracting Party shall also give sympathetic consideration to any request from the other Contracting Party to take special security measures to meet a particular threat.

5. When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and taking other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.

6. If either Contracting Party has sufficient grounds to believe that the other Contracting Party has departed from the aviation security provisions of this article, the aeronautical authorities of the former Contracting Party may request immediate consultations with the aeronautical authorities of the other Contracting Party. Failure to reach an acceptable agreement within fifteen (15) days of the request for consultations or of the appearance of an immediate threat to the security of civil aviation shall constitute cause for the application of article 4, paragraph 1, of this Agreement.

Article 17. Conduct of consultations

In order to ensure close cooperation in all matters relating to the implementation of this Agreement, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall consult together from time to time.

Article 18. Submission of statistical information

The aeronautical authorities of each Contracting Party shall submit to the aeronautical authorities of the other Contracting Party, at their request, such statistical information as

may reasonably be requested for the purpose of determining the volume of traffic operated by the designated airline of the first Contracting Party on the agreed services.

Article 19. Settlement of disputes

1. The aeronautical authorities of the two Contracting Parties shall endeavour to settle any dispute relating to the interpretation or application of this Agreement or its annex in the first instance by direct negotiations between them.

2. If the Contracting Parties cannot reach agreement through negotiations, the dispute may, at the request of either Contracting Party, be submitted for consideration to a Board of Arbitration consisting of three arbitrators, of whom the Contracting Parties shall appoint one each; a third arbitrator shall be appointed by agreement between the two said arbitrators. Both Contracting Parties shall appoint their respective arbitrators within sixty (60) days of the date on which one Contracting Party receives from the other Contracting Party a request to settle the dispute through the Board of Arbitration; the third arbitrator shall be appointed during the following sixty (60) days. If either Contracting Party fails to appoint its arbitrator or if the third arbitrator is not appointed within the prescribed period, the Contracting Parties may request the President of the Council of the International Civil Aviation Organization to appoint the arbitrator or arbitrators, as required. In any event, the third arbitrator shall be a national of a third country and shall perform the functions of Chairman of the Board of Arbitration.

3. The Board of Arbitration shall issue its decision by a majority of votes, and the Contracting Parties shall undertake to implement its decisions, taken in accordance with paragraph 2 of this article.

4. If either Contracting Party fails to implement the decisions of the Board of Arbitration in accordance with paragraph 3 of this article, the other Contracting Party shall be entitled to limit, suspend, or revoke the rights and privileges granted under this Agreement to the Contracting Party which has failed to carry out its obligations.

5. Each Contracting Party shall pay all the expenses and the remuneration of its arbitrator. The honorarium of the third arbitrator and any expenses associated with the conduct of the arbitration shall be defrayed equally by the Contracting Parties.

Article 20. Modifications and additions

If either Contracting Party proposes a modification to any provision of this Agreement or its annex, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall hold consultations relating to the proposed modification. The consultations shall begin within sixty (60) days of the date of the request, unless the aeronautical authorities of the Contracting Parties agree to extend this period. Any modification to this Agreement shall enter into force after its confirmation by an exchange of notes through the diplomatic channel. Modifications to the annex may be made by agreement between the aeronautical authorities of the Contracting Parties.

Article 21. Registration with ICAO

This Agreement and any amendments thereto shall be registered with the International Civil Aviation Organization.

Article 22. Denunciation of the Agreement

Either Contracting Party may at any time give notice to the other Contracting Party through the diplomatic channel of its intention to denounce this Agreement. The same notice shall be sent simultaneously to the International Civil Aviation Organization. In this case, the Agreement shall terminate twelve (12) months after the date on which the other Contracting Party receives the notice, unless the said notice is withdrawn by mutual agreement of the Contracting Parties before the expiry of this period. If the other Contracting Party fails to confirm receipt of the notice, it shall be deemed received fourteen (14) days after receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization.

Article 23. Period of validity and entry into force

1. This Agreement shall remain in force for five (5) years. The Agreement shall be extended for an indefinite period, unless one Contracting Party gives notice to the other Contracting Party of its intention to denounce it at least six (6) months before the expiry of the said five-year period.

2. This Agreement shall enter into force on the date of the exchange of diplomatic notes announcing the completion of all the procedures necessary for its entry into force in accordance with the national legislation of each Contracting Party.

Done at _____ on _____ 1996, in two originals, each in the Lithuanian, Georgian and Russian languages, all texts being equally authentic. In case of divergence of interpretation, the Russian text shall prevail.

For the Government of the Republic of Lithuania:

For the Government of Georgia:

ANNEX

1. The airline designated by the Government of the Republic of Lithuania shall be entitled to operate agreed services over the following routes on a regular basis:

Point of departure	Intermediate points	Destination	Destinations outside Georgia
Points in the Republic of Lithuania		Points in Georgia	

2. The airline designated by the Government of Georgia shall be entitled to operate agreed services over the following routes on a regular basis:

Point of departure	Intermediate points	Destination	Destinations outside the Republic of Lithuania
Points in Georgia		Points in the Republic of Lithuania	

3. Specific points in the territories of the Contracting Parties shall be determined by mutual agreement between the aeronautical authorities of the Contracting Parties.

4. Intermediate points and points outside the territories of the Republic of Lithuania and Georgia shall be determined by mutual agreement between the aeronautical authorities of the Contracting Parties.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA GÉORGIE RELATIF AU TRANSPORT AÉRIEN

Le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement de la Géorgie, ci-après dénommés les "Parties contractantes",

Étant Parties à la Convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944,

Désireux de renforcer et de développer leur coopération en matière de transport aérien et,

Souhaitant conclure un accord aux fins d'établir des services aériens entre les territoires des deux pays et au-delà,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier. Définitions

1. Aux fins du présent Accord:

a) Les mots "autorités aéronautiques" s'entendent, dans le cas de la République de Lituanie, du Ministère des Communications et, dans le cas de la République de Géorgie, du Ministère des Transports ou, dans les deux cas, de toute personne ou organisme habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par les autorités susmentionnées;

b) Le terme "la Convention" s'entend de la Convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, avec toutes les annexes adoptées conformément à l'article 90 de ladite Convention, ainsi que tous les amendements à cette Convention ou à ses annexes qui auraient été adoptés conformément aux articles 90 et 94 de celle-ci, pour autant qu'ils soient adoptés par les Parties contractantes et leur soient applicables;

c) Les mots "entreprise de transports aériens désignée" s'entendent de l'entreprise de transports aériens qui aura été désignée et habilitée conformément à l'article 3 du présent Accord;

d) Les mots "territoire", "service aérien", "service aérien international ", "entreprise de transports aériens" et "escale non commerciale " ont, respectivement, le sens indiqué aux articles 2 et 96 de la Convention;

e) Le terme " les tarifs " s'entend des tarifs fixés pour le transport des passagers, des bagages, du fret et du courrier, ainsi que des conditions d'application de ces tarifs, y compris les tarifs et conditions des services d'agences et autres services auxiliaires;

f) Le terme "capacité", appliqué à un aéronef, s'entend de la charge commerciale de l'aéronef sur la totalité ou une partie de sa route;

g) Le terme "capacité", appliqué aux services convenus, s'entend de la capacité des aéronefs affectés auxdits services, multipliée par le nombre de vols effectués par ces aéronefs sur la totalité ou une partie de la route au cours d'une période donnée.

2. L'Annexe au présent Accord en fait partie intégrante.

Article 2. Octroi des droits de transport

1. Chacune des Parties contractantes octroie à l'autre Partie contractante les droits prévus par le présent Accord aux fins de l'établissement des services aériens internationaux sur les routes spécifiées dans l'Annexe au présent Accord (ci-après dénommés "les services convenus" et "les routes spécifiées").

2. L'entreprise de services aériens désignée par chacune des Parties contractantes jouira, lors de l'exploitation des services convenus sur des routes spécifiées, des droits suivants:

- a) effectuer le survol du territoire de l'autre Partie contractante sans y atterrir;
- b) effectuer des escales à des fins non commerciales sur le territoire de l'autre Partie contractante;
- c) effectuer des escales sur le territoire de l'autre Partie contractante en des points indiqués dans l'Annexe au présent Accord afin d'y embarquer ou d'y débarquer des passagers, du courrier et des marchandises en trafic international entre les territoires respectifs des Parties contractantes;
- d) effectuer des escales sur le territoire de l'autre Partie contractante en des points indiqués dans l'Annexe au présent Accord afin d'y embarquer ou d'y débarquer des passagers, du courrier et des marchandises à destination de ou en provenance de points situés dans des pays tiers. Ce droit sera octroyé d'un commun accord entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes.

3. Rien dans le présent Accord ne pourra être considéré comme octroyant à l'entreprise de services aériens désignée de l'une des Parties contractantes le droit d'embarquer des passagers, du courrier et des marchandises pour les transporter entre des points du territoire de l'autre Partie contractante moyennant une rémunération ou en vertu d'un contrat de louage.

Article 3. Désignation et octroi des autorisations d'exploitation

1. Chaque Partie contractante aura le droit de désigner une entreprise de services aériens afin d'exploiter les services convenus sur les routes spécifiées, moyennant une notification écrite à l'autre Partie de cette désignation.

2. Dès réception d'une telle notification, l'autre Partie contractante, conformément aux paragraphes 3 et 4 du présent article, accordera sans délai à l'entreprise de services aériens désignée l'autorisation d'exploitation correspondante.

3. Les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes peuvent, avant d'accorder l'autorisation d'exploitation, exiger que l'entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie contractante établisse la preuve qu'elle est à même de satisfaire aux con-

ditions prévues dans les lois et règlements normalement appliqués par ces autorités à l'exploitation des services internationaux et ne dépassant pas par leur niveau les exigences de la Convention.

4. Chaque Partie contractante aura le droit de refuser les autorisations d'exploitation visées au paragraphe 2 du présent article ou d'exiger la réalisation de conditions qu'elle jugera nécessaire dans l'exercice par l'entreprise désignée des droits visés à l'article 2 du présent Accord dans tous les cas où elle n'a pas la certitude que la majeure partie de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise sont entre les mains de la Partie contractante qui l'a désignée ou des ressortissants de cette Partie.

5. L'entreprise de transports aériens désignée, ayant reçu l'autorisation mentionnée dans le présent article a le droit de commencer à exploiter les services convenus, à condition que soient appliqués sur ces services des tarifs établis conformément à l'article 9 du présent Accord.

6. Chacune des Parties contractantes a le droit de révoquer une entreprise de transports aériens précédemment désignée et d'en désigner une autre, à condition d'en informer par écrit l'autre Partie contractante.

Article 4. Révocation de l'autorisation et suspension des droits

1. Chaque Partie contractante a le droit de révoquer une autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice des droits exposés à l'article 2 du présent Accord par une entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie contractante ou d'exiger la réalisation des conditions qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ces droits:

a) Dans tous les cas où elle n'a pas la certitude qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise sont entre les mains de la Partie contractante qui a désigné cette entreprise de transports aériens ou de ses ressortissants, ou

b) Dans le cas où cette entreprise de transports aériens ne respecte pas les lois et règlements de la Partie contractante qui octroie ces droits, ou

c) Lorsque l'entreprise de transports aériens ne se conforme pas, d'une quelconque manière, aux conditions prescrites par le présent Accord.

2. À moins qu'une révocation de l'autorisation ou une suspension des droits ou encore l'imposition des conditions énoncées au paragraphe 1 du présent article ne s'avère indispensable à la prévention de nouvelles infractions aux lois et règlements, le droit exposé au présent paragraphe ne sera exercé qu'après consultation entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes. De telles consultations devront commencer dans les soixante (60) jours après réception d'une demande en ce sens.

Article 5. Application des lois et règlements nationaux

1. Les lois et règlements de l'une des Parties contractantes régissant l'entrée sur son territoire et la sortie de son territoire d'aéronefs effectuant des vols internationaux ou l'exploitation et la navigation de ces aéronefs pendant leur séjour sur ledit territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie contractante.

2. Les lois et règlements de l'une des Parties contractantes régissant l'arrivée, le séjour et le départ de son territoire de passagers, d'équipages, de marchandises et de courrier et, en particulier, les règlements prescrivant les formalités relatives aux passeports ainsi qu'aux questions de douane et de change, s'appliquent aux passagers, équipages, marchandises et courrier transportés par les aéronefs de l'entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie contractante pendant leur séjour dans les limites dudit territoire.

Article 6. Taxes aéroportuaires

Les taxes et autres redevances pour l'utilisation de chaque aéroport, y compris ses infrastructures, ses moyens et services techniques ou autres, ainsi que toute redevance pour l'utilisation des moyens de navigation aérienne, de communication ou d'autres services, seront prélevées conformément aux taux et tarifs fixés par chacune des Parties contractantes, dans la mesure où elles n'excèdent pas les taxes analogues prélevées sur les aéronefs d'autres États.

Article 7. Transit direct

Les passagers, les bagages et les marchandises en transit direct à travers le territoire de l'une des Parties contractantes et qui ne quittent pas la zone aéroportuaire prévue à cet effet seront seulement soumis à un contrôle douanier restreint, à moins qu'ils soient de nature à susciter l'application de mesures visant à garantir la sécurité aéronautique. Les bagages et marchandises en transit direct seront exemptés de taxes douanières et autres impôts et redevances similaires.

Article 8. Principes d'exploitation des services convenus

1. Chaque Partie contractante procure aux entreprises de transports aériens désignées des deux Parties contractantes des possibilités justes et équitables d'exploitation des services convenus suivant des routes spécifiées entre leurs territoires respectifs.

2. Dans l'exercice des services convenus, l'entreprise de transports aériens désignée de l'une des Parties contractantes doit tenir compte des intérêts de l'entreprise de transports aériens désignée de l'autre Partie contractante, afin de ne pas porter préjudice aux transports effectués par cette dernière sur toutes les routes spécifiées ou une partie de ces routes.

3. La capacité offerte par les entreprises de transports aériens des Parties contractantes pour les services convenus doit correspondre aux besoins présumés des transports et, compte tenu d'un coefficient de remplissage raisonnable, être suffisante pour satisfaire aux besoins des transports entre les territoires respectifs des Parties contractantes.

4. Les transports effectués par une entreprise de transports aériens désignée en vertu du présent Accord doivent correspondre au principe général suivant lequel la capacité dépendra:

- a) des besoins des transports entre les pays dans lesquels commencent et dans lesquels finissent ces transports;
- b) des besoins des transports en fonction de la région traversée par une ligne aérienne;

- c) des besoins des transports en transit.

Article 9. Tarifs

1. Les tarifs perçus pour tout service convenu doivent être fixés à des taux raisonnables, compte tenu de tous les facteurs correspondants, notamment du coût d'exploitation, d'un bénéfice raisonnable, des spécificités des transports (telles que la vitesse et le confort) et des tarifs des autres entreprises de transports aériens sur toute portion d'une route spécifiée.

2. Les tarifs visés au paragraphe 1 du présent article doivent, si possible, être fixés de commun accord entre les entreprises de transports aériens désignées des Parties contractantes pour chacune des routes spécifiées. Un tel accord sera atteint via la mise en œuvre du mécanisme international correspondant d'établissement des tarifs.

3. Les tarifs convenus conformément au paragraphe 2 du présent article seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des Parties contractantes, au plus tard soixante (60) jours avant la date prévue de leur entrée en vigueur. Dans certains cas, ce délai peut être raccourci suivant un accord entre les autorités susmentionnées.

4. Si les autorités aéronautiques d'aucune des Parties contractantes n'ont manifesté leur désaccord avec les tarifs proposés dans les trente (30) jours à dater de leur soumission, ces tarifs seront considérés comme approuvés. En cas de raccourcissement du délai de soumission conformément au paragraphe 3 du présent article, lesdites autorités aéronautiques auront également le droit de raccourcir le délai de notification de leur désaccord.

5. Si un tarif ne peut être fixé conformément au paragraphe 2 du présent article ou si, au cours du délai appliqué conformément au paragraphe 4 du présent article, une notification de désaccord a été adressée, les autorités aéronautiques des Parties contractantes doivent s'efforcer de fixer le tarif par accord mutuel.

6. Si les autorités aéronautiques ne parviennent pas à un accord au sujet de l'approbation d'un quelconque tarif qui leur est proposé conformément au paragraphe 3 du présent article ou relatif à l'instauration d'un quelconque tarif conformément au paragraphe 5 du présent article, le différend sera réglé conformément aux conditions fixées à l'article 19 du présent Accord.

7. Les tarifs fixés conformément aux dispositions du présent article restent en vigueur jusqu'à l'établissement de nouveaux tarifs fixés conformément aux conditions du présent article. En tout cas, l'effet d'un tarif ne se prolonge pas pour un délai de plus de douze (12) mois à dater de l'échéance dudit effet.

Article 10. Horaire des vols

1. L'entreprise de transports aériens désignée de chacune des Parties contractantes est tenue de soumettre à l'approbation des autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante, dans un délai de trente (30) jours avant le début des vols, l'horaire prévu pour ceux-ci, en indiquant leur fréquence, le type d'aéronef utilisé, la disposition et le nombre de places prévues à la vente.

2. Toute modification ultérieure dans l'horaire approuvé d'une entreprise de transports aériens désignée d'une Partie contractante doit être soumis à l'approbation des autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante.

Article 11. Exonération des taxes douanières et autres redevances

1. Les aéronefs exploités sur les services convenus par une entreprise de transports aériens désignée d'une Partie contractante, de même que leurs équipements normaux, les carburants, les lubrifiants et les provisions de bord (notamment les denrées alimentaires, les boissons et les tabacs) se trouvant à bord desdits aéronefs seront exonérés de toutes taxes douanières, droits ou autres redevances similaires à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie contractante, à condition que ces équipements, matériels et provisions demeurent à bord de l'aéronef jusqu'à ce qu'ils soient réexportés.

2. Seront également exonérés de ces taxes, droits et redevances, à l'exception des redevances correspondant à des services rendus:

a) les provisions de bord embarquées sur le territoire de l'une des Parties contractantes dans des zones délimitées par les autorités de ladite Partie contractante et destinées à l'avitaillement des aéronefs exploités sur les services convenus par une entreprise de transports aériens désignée de l'autre Partie contractante;

b) Les pièces de rechange importées sur le territoire de l'une des Parties contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs exploités sur les services convenus par une entreprise de transports aériens désignée de l'autre Partie contractante;

c) Les carburants et lubrifiants destinés à l'avitaillement des aéronefs exploités sur les services convenus par une entreprise de transports aériens désignée de l'une des Parties contractantes, même lorsque ces fournitures sont utilisés sur la section du parcours située dans les limites du territoire de l'autre Partie contractante où elles ont été embarquées.

3. Les matériels et articles visés au paragraphe 2 du présent article peuvent, sur demande être placés sous le contrôle ou la surveillance des autorités douanières.

4. Les équipements normaux, les pièces de rechange et autres fournitures de bord se trouvant à bord des aéronefs exploités sur les services convenus par une entreprise de transports aériens désignée d'une Partie contractante ne peuvent être déchargés sur le territoire de l'autre Partie contractante qu'avec l'assentiment des autorités douanières de cette Partie contractante. Auquel cas, ils peuvent être placés sous la surveillance desdites autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'il en soit autrement disposé conformément aux règlements douaniers.

5. Les matériels indispensables à l'exploitation des services convenus par une entreprise de transports aériens désignée de l'une des Parties contractantes, notamment les matériels publicitaires, les articles souvenirs et les documents de transport ayant la symbolique d'une entreprise de transports aériens et destinés exclusivement aux besoins des représentations, seront exonérés sur le territoire de l'autre Partie contractante de toutes taxes douanières, redevances et droits.

6. Les véhicules automobiles, l'équipement électronique destiné à la réservation et à la transmission, et leurs pièces de rechange, le mobilier et les articles pour l'équipement et

le fonctionnement des représentations, fournis par une entreprise de transports aériens d'une Partie contractante pour ses besoins d'exploitation, seront exonérés de toutes taxes douanières et autres droits et redevances lors de leur importation dans, de leur exportation du et de leur séjour sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 12. Transfert des recettes

1. Les règlements entre les entreprises de transports aériens désignées auront lieu conformément aux accords en vigueur entre les Parties contractantes relatifs aux règlements et paiements.

2. Chacune des Parties contractantes accorde à toute entreprise de transports aériens désignée de l'autre Partie contractante le droit de transférer librement le solde excédentaire des recettes sur les dépenses provenant de l'exploitation des services convenus par ladite entreprise de transports aériens sur le territoire de la première Partie contractante.

3. Un tel transfert doit avoir lieu conformément aux dispositions d'un accord régissant les relations financières entre les Parties contractantes. En l'absence d'un tel accord ou de dispositions correspondantes dans ledit accord, ledit transfert peut être effectué en monnaie librement convertible au taux de change officiel en vigueur le jour dudit transfert, conformément aux réglementations en matière de change applicables par les Parties contractantes.

Article 13. Exonération de la double imposition

Les recettes obtenues de l'exploitation des services convenus par une entreprise de transports aériens désignée de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante seront exemptées des impôts qui peuvent ou pourraient être réclamés conformément à la réglementation de cette Partie contractante.

Article 14. Activité commerciale

1. Le droit d'ouvrir sur le territoire de l'autre Partie contractante sa représentation comprenant le personnel administratif, commercial et technique indispensable est accordé à l'entreprise de transports aériens désignée de chacune des Parties contractantes pour assurer l'exploitation des services convenus.

2. L'entreprise de transports aériens désignée de chacune des Parties contractantes aura le droit de vendre sur le territoire de l'autre Partie contractante des transports aériens établis sur ses propres titres de transports, de manière autonome et/ou via des agents préposés à la vente desdits titres de transports, conformément aux lois et règlements de cette autre Partie contractante.

3. Si les questions relatives aux activités commerciales des entreprises de transports aériens désignées d'une Partie contractante, y compris la vente des titres de transport, sont régies par un accord spécial entre les Parties contractantes, ledit accord sera d'application.

Article 15. Reconnaissance des licences et certificats

1. Les licences d'aptitude à effectuer des vols et les licences de qualification de vols, ainsi que les certificats délivrés ou reconnus valides par l'une des Parties contractantes et non périmés, seront reconnus comme valides sur le territoire de l'autre Partie contractante, à condition que les exigences conformément auxquelles lesdits certificats ou licences sont délivrés ou validés correspondent ou dépassent les normes minimales établies conformément aux exigences de la Convention.

2. Chacune des Parties contractantes se réserve le droit de ne pas reconnaître la validité, pour le survol de son territoire de certificats ou de licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Partie contractante.

Article 16. Sécurité aérienne

1. Conformément à leurs droits et obligations découlant du droit international, les Parties contractantes confirment que leur obligation mutuelle de protéger la sécurité de l'aviation civile contre toute intervention illicite fait partie intégrante du présent Accord. Sans restriction de l'applicabilité générale des droits et obligations qui leur incombent en vertu du droit international, les Parties contractantes agissent conformément aux dispositions de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970, de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971, du Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, signé à Montréal le 24 février 1988, et aux dispositions des accords bilatéraux en vigueur entre lesdites Parties contractantes, ainsi que des accords qui pourraient être conclus entre elles à l'avenir.

2. Les Parties contractantes s'accordent mutuellement sur demande toute l'assistance nécessaire pour prévenir la capture illicite d'aéronefs et autres actes illicites dirigés contre la sécurité des aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports et des moyens de navigation aérienne, ainsi que toute autre menace à la sécurité de l'aviation civile.

3. Les Parties contractantes agissent conformément aux dispositions relatives à la sécurité de l'aviation et aux prescriptions techniques établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et visées par les dispositions des Annexes à la Convention, dans la mesure où ces dispositions et prescriptions sont applicables auxdites Parties contractantes; elles exigeront que les exploitants d'aéronefs de leur pavillon et les exploitants d'aéronefs dont le principal établissement ou la résidence permanente sont situés sur leur territoire ainsi que les exploitants d'aéroports situés sur leur territoire, se conforment à ces dispositions et prescriptions relatives à la sécurité de l'aviation.

4. Chaque Partie contractante convient que l'autre Partie contractante peut exiger desdits exploitants d'aéronefs qu'ils se conforment aux dispositions et prescriptions relatives à la sécurité de l'aviation civile visées au paragraphe 3 du présent article, qui sont prévues par cette autre Partie contractante pour l'entrée dans, la sortie de et le séjour dans les limites de

son territoire. Chaque Partie contractante assurera l'application dans les limites de son territoire des mesures appropriées pour la protection des aéronefs, l'inspection des passagers, de l'équipage, des bagages à main, des marchandises et provisions de bord, avant et pendant l'escale ou l'embarquement. En outre, chacune des Parties contractantes examinera favorablement toute demande de l'autre Partie contractante concernant l'adoption de mesures spéciales de sécurité liées à une menace concrète.

5. En cas d'incident ou de risque d'incident lié à la capture illicite d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité d'aéronefs, de leurs passagers et de leur équipage, des aéroports ou des installations de navigation aérienne, les Parties contractantes se prêteront mutuellement assistance en facilitant les télécommunications et en prenant toutes les mesures adéquates pour mettre fin, rapidement et sans danger, à un tel incident ou risque d'incident.

6. Si l'une quelconque des Parties contractantes dispose de raisons suffisantes pour estimer que l'autre Partie contractante déroge aux dispositions relatives à la sécurité aérienne exposées au présent article, les autorités aéronautiques de cette Partie contractante peuvent demander que des consultations aient lieu d'urgence avec les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante. Au cas où un accord acceptable n'aurait pas été atteint dans un délai de quinze (15) jours à dater de l'adresse d'une demande de consultation ou de l'apparition d'une menace directe à la sécurité de l'aviation civile, cette absence d'accord constitue un fondement pour l'application des dispositions du premier paragraphe de l'article 4 du présent Accord.

Article 17. Organisation de consultations

Afin d'assurer une étroite coopération sur toutes les questions liées à l'exécution du présent Accord, des consultations auront lieu périodiquement entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes.

Article 18. Transmission de données statistiques

Les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes, à la demande des autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante, transmettront les données statistiques qui peuvent être raisonnablement requises afin de déterminer le volume des transports effectués par l'entreprise de transports aériens désignée de la première Partie contractante sur les services convenus.

Article 19. Règlement des différends

1. Au cas où un différend surgit au sujet de l'interprétation du présent Accord ou de son Annexe, les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes doivent, en première instance, s'efforcer de le régler au moyen de négociations directes.

2. Si les Parties contractantes ne parviennent pas à une entente par voie de négociations, le différend sera soumis, à la demande de l'une d'entre elles, à l'examen d'un tribunal arbitral composé de trois arbitres; deux de ces arbitres seront désignés chacun respectivement par l'une et l'autre des Parties contractantes et en désigneront de commun accord un

troisième. Chacune des Parties contractantes est tenue de désigner son arbitre dans les soixante (60) jours à dater de la réception par l'une des Parties contractantes de la demande de l'autre Partie contractante de régler la question litigieuse par voie d'arbitrage. Le troisième arbitre devra quant à lui être désigné dans les soixante (60) jours suivants. Si dans les délais impartis, l'une des Parties contractantes n'a pas désigné d'arbitre ou si le troisième n'a pas été désigné, les Parties contractantes pourront demander au Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale de procéder à la désignation du ou des arbitres faisant défaut. En tout cas, le troisième arbitre devra être un ressortissant d'un pays tiers et assumera les fonctions de président du tribunal arbitral.

3. Le tribunal arbitral se prononce à la majorité des voix et les Parties contractantes s'engagent à exécuter la sentence rendue par ledit tribunal conformément au paragraphe 2 du présent article.

4. Si l'une des Parties contractantes n'observe pas la sentence arbitrale conformément au paragraphe 3 du présent article, l'autre Partie contractante peut restreindre, suspendre ou révoquer l'effet des droits ou privilèges accordés en vertu du présent Accord à la Partie contractante ne remplissant pas ses obligations.

5. Chaque Partie contractante prend à sa charge la totalité des dépenses et honoraires de son arbitre respectif. Les frais et honoraires du troisième arbitre et les dépenses liées à la procédure arbitrale seront couverts à part égale par les Parties contractantes.

Article 20. Modifications et amendements

Si l'une des Parties contractantes propose de modifier les conditions du présent Accord ou de son Annexe, des consultations auront lieu entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes au sujet de la modification proposée. Ces consultations devront commencer dans les soixante (60) jours à compter de la date à laquelle leur ouverture a été demandée, à moins que les autorités aéronautiques des Parties contractantes ne conviennent de prolonger ce délai. Toute modification du présent Accord entrera en vigueur après avoir été confirmée au moyen d'échange de notes par la voie diplomatique. L'Annexe au présent Accord peut être modifiée d'un commun accord entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes.

Article 21. Enregistrement auprès de l'OACI

Le présent Accord et tout amendement s'y rapportant seront enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Article 22. Dénonciation

Chaque Partie contractante peut à tout moment notifier à l'autre Partie contractante par la voie diplomatique son intention de mettre un terme au présent Accord. Une telle notification doit être envoyée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale. Dans ce cas, l'effet de l'Accord cessera dans un délai de douze mois à dater de la réception par l'autre Partie contractante de ladite notification, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant l'expiration de cette période. En

l'absence d'accusé de réception par l'autre Partie contractante de ladite notification, celle-ci sera considérée comme reçue quatorze (14) jours après sa réception par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 23. Durée et entrée en vigueur

1. Le présent Accord reste en vigueur pendant cinq (5) ans. Si aucune des Parties contractantes ne notifie à l'autre Partie contractante son intention de mettre fin au présent Accord dans un délai de six (6) mois avant l'expiration dudit délai de cinq ans, le présent Accord sera prolongé pour une durée indéterminée.

2. Le présent Accord entrera en vigueur dès que les Parties contractantes se seront échangé les notes diplomatiques annonçant qu'elles ont exécuté toutes les procédures requises par leur législation nationale respective.

Fait à _____ le _____ 1996, en deux exemplaires authentiques, chacun en langue lituanienne, géorgienne et russe, les trois textes faisant également foi. En cas de divergences d'opinion quant à l'interprétation du présent Accord, le texte en langue russe prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

Pour le Gouvernement de la Géorgie :

ANNEXE

1. L'entreprise de transports aériens désignée par le Gouvernement de la République de Lituanie a le droit d'exploiter régulièrement des services convenus sur les routes spécifiées suivantes:

Points de départ	Points intermédiaires	Points de destination	Points situés au-delà des limites de la Géorgie
Points situés en République de Lituanie		Points situés en Géorgie	

2. L'entreprise de transports aériens désignée par le Gouvernement de la Géorgie a le droit d'exploiter régulièrement des services convenus sur les routes spécifiées suivantes:

Points de départ	Points intermédiaires	Points de destination	Points situés au-delà des limites de la République de Lituanie
Points situés en Géorgie		Points situés en République de Lituanie	

3. Les points de départ et de destination sur les territoires respectifs des Parties contractantes seront définis par un accord entre les autorités aéronautiques desdites Parties contractantes.

4. Les points intermédiaires et les points situés au-delà des limites de la Lituanie et de la Géorgie seront définis par un accord entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes.

No. 42075

**Lithuania
and
Georgia**

Consular Convention between the Republic of Lithuania and Georgia. Vilnius, 12 July 1999

Entry into force: *8 March 2005 by signature, in accordance with article 47*

Authentic texts: *Georgian, Lithuanian and Russian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Lithuania, 1 December 2005*

**Lituanie
et
Géorgie**

Convention consulaire entre la République de Lituanie et la Géorgie. Vilnius, 12 juillet 1999

Entrée en vigueur : *8 mars 2005 par signature, conformément à l'article 47*

Textes authentiques : *géorgien, lituanien et russe*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Lituanie, 1er décembre 2005*

[GEORGIAN TEXT — TEXTE GÉORGIEN]

ლიტვის რესპუბლიკისა და საქართველოს

საკონსულო კონვენცია

ლიტვის რესპუბლიკა და საქართველო, შემდგომში „ხელშეკრულ მხარეებად“ წოდებულნი,

ხელმძღვანელობენ რა სურვილით განავითარონ თავიანთი საკონსულო ურთიერთობები, ხელი შეუწყონ ორივე სახელმწიფოსა და მათი მოქალაქეების ინტერესების დაცვას და ხელშეკრულ მხარეებს შორის მეგობრობისა და თანამშრომლობის განმტკიცებას,

„საკონსულო ურთიერთობათა შესახებ“ ვენის 1963 წლის 24 აპრილის კონვენციის დებულებების განსავითარებლად,

გადაწყვიტეს დადონ წინამდებარე კონვენცია და შეთანხმდნენ შემდეგზე:

ნაწილი I

განსაზღვრებანი

მუხლი 1

წინამდებარე კონვენციაში ქვემოთ მოყვანილ ტერმინებს აქვთ შემდეგი მნიშვნელობა :

1) „საკონსულო დაწესებულება“ ნიშნავს ნებისმიერ გენერალურ საკონსულოს, საკონსულოს, ვიცე-საკონსულოს ან საკონსულო სააგენტოს;

2) „საკონსულო ოლქი“ ნიშნავს რაიონს, რომელიც საკონსულო დაწესებულებას გამოეყოფა საკონსულო ფუნქციების შესასრულებლად;

3) „საკონსულო დაწესებულების მეთაური“ ნიშნავს პიროვნებას, რომელსაც დავალებული აქვს იმოქმედოს ამ სახით;

4) „საკონსულო თანამდებობის პირი“ ნიშნავს ნებისმიერ პირს, მათ შორის საკონსულო დაწესებულების მეთაურს, რომელსაც ამ სახით დავალებული აქვს საკონსულო ფუნქციების შესრულება;

5) „საკონსულოს მოსამსახურე“ ნიშნავს ნებისმიერ პირს, რომელიც საკონსულო დაწესებულებაში ასრულებს ადმინისტრაციულ ან ტექნიკურ მოვალეობებს;

6) „მომსახურე პერსონალის მუშაკი“ ნიშნავს ნებისმიერ პირს, რომელიც ასრულებს საკონსულო დაწესებულების მომსახურების მოვალეობას;

7) „საკონსულო დაწესებულების მუშაკი“ ნიშნავს საკონსულო თანამდებობის პირებს, საკონსულოს მოსამსახურეებსა და მომსახურე პერსონალის მუშაკებს;

8) „ოჯახის წევრი“ ნიშნავს საკონსულო დაწესებულების მუშაკის მეუღლეს, შვილებს, მშობლებს და აგრეთვე სხვა პირებს, რომლებიც ცხოვრობენ მასთან ერთად და რომლებიც მის კმაყოფილებაზე იმყოფებიან;

9) „საკონსულო კარ-მიდამო“ ნიშნავს მხოლოდ საკონსულო დაწესებულების მიზნებისათვის გამოყენებულ შენობებს ან შენობათა ნაწილებს და მიმდებარე მიწის ნაკვეთებს, ვისაც არ უნდა ეკუთვნოდეს მათზე საკუთრების უფლება;

10) „საკონსულო არქივები“ გულისხმობს ყველა იმ ქაღალდს, დოკუმენტს, კორესპონდენციას, წიგნს, ფილმს, დაგროვების ტექნიკურ საშუალებას, ინფორმაციის შენახვისა და გამოყენების საშუალებას, საკონსულო დაწესებულების რეესტრს შიფრების, კოდების, კარტოთეკებისა და მათი დაცვისა და შენახვისათვის განკუთვნილი ნებისმიერი საავიჯო საგნების ჩათვლით;

11) „ხომალდი“ ნიშნავს ყველა იმ სამოქალაქო ხომალდს, რომელსაც აქვს წარმდგენი სახელმწიფოს დროშის აღმართვის უფლება.

12) „საჰაერო ხომალდი“, ნიშნავს ნებისმიერ სამოქალაქო საჰაერო ხომალდს, რომელსაც აქვს წარმდგენი სახელმწიფოს ამოსაცნობი ნიშნების გამოყენების უფლება.

ნაწილი II

საკონსულო ურთიერთობათა შესახებ ზოგადი დებულებები

მუხლი 2

საკონსულო დაწესებულების გახსნა

1. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ტერიტორიაზე საკონსულო დაწესებულების გახსნა შეიძლება მხოლოდ ამ სახელმწიფოს თანხმობით.

2. საკონსულო დაწესებულების ადგილსამყოფელი, მისი კლასი, საკონსულო ოლქი, ასევე ამ მიმართებით რაიმე ცვლილება განისაზღვრება მხოლოდ წარმდგენ სახელმწიფოსა და ადგილსამყოფელ სახელმწიფოს შორის მოლაპარაკების საფუძველზე.

მუხლი 3

საკონსულო დაწესებულების მეთაურის დანიშვნა

1. საკონსულო დაწესებულების მეთაურის დანიშვნისათვის წარმდგენმა სახელმწიფომ ადგილსამყოფელი სახელმწიფოსაგან უნდა მიიღოს წინასწარი თანხმობა. თუ ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ამაზე თანახმა

არ არის, იგი ვალდებული არ არის შეატყობინოს მეორე მხარეს თავისი გადაწყვეტილების მოტივი.

2. წარმდგენი სახელმწიფო ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს საგარეო საქმეთა სამინისტროს გადასცემს საკონსულო პატენტს ან შეტყობინებას საკონსულო დაწესებულების მეთაურის დანიშვნის შესახებ.

3. საკონსულო პატენტის წარმდგენის შემდეგ ადგილსამყოფელი სახელმწიფო შეძლებისდაგვარად მოკლე ვადაში გასცემს ეგზეკვატურას საკონსულო დაწესებულების მეთაურზე.

4. საკონსულო დაწესებულების მეთაურს შეუძლია შეუდგეს თავისი მოვალეობების შესრულებას მას შემდეგ, როცა ადგილსამყოფელი სახელმწიფო გასცემს მასზე ეგზეკვატურას.

5. ადგილსამყოფელ სახელმწიფოს ეგზეკვატურის გაცემამდე შეუძლია ნება დართოს საკონსულო დაწესებულების მეთაურს დროებით შეასრულოს თავისი ფუნქციები.

6. საკონსულო დაწესებულების მეთაურზე ეგზეკვატურის ან თავისი ფუნქციების დროებითი განხორციელების შესახებ ნებართვის გაცემის შემდეგ, ადგილსამყოფელი სახელმწიფო დაუყოვნებლივ ატყობინებს საკონსულო ოლქის ხელისუფლებას და იღებს ყველა აუცილებელ ღონისძიებას, რათა საკონსულო დაწესებულების მეთაურს შეუქმნას თავისი მოვალეობების განხორციელების შესაძლებლობა და სარგებლობდეს ყველა უფლებებით, შეღავათებით, პრივილეგიებითა და იმუნიტეტებით, რომლებიც გათვალისწინებულია წინამდებარე კონვენციით.

მუხლი 4

საკონსულო დაწესებულების მეთაურის ფუნქციების დროებითი შესრულება

1. თუ საკონსულო დაწესებულების მეთაურს, არ შეუძლია შეასრულოს თავისი ფუნქციები, ან თუ საკონსულო დაწესებულების მეთაურის თანამდებობა ვაკანტურია, საკონსულო დაწესებულების მეთაურის ფუნქციები დროებით შეიძლება სრულდებოდეს საკონსულო დაწესებულების მეთაურის მოვალეობის შემსრულებლის მიერ.

2. საკონსულო დაწესებულების მეთაურის დროებითი მოვალეობის შემსრულებლის სრული სახელი და გვარი ეცნობება ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს საგარეო საქმეთა სამინისტროს საკონსულო დაწესებულების მეთაურის მიერ, ან თუ მას არ ძალუძს ამის გაკეთება, წარმდგენი სახელმწიფოს ნებისმიერი კომპეტენტური ორგანოს მიერ. როგორც წესი ეს შეტყობინება ხდება წინასწარ.

3. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები საკონსულო დაწესებულების მეთაურის მოვალეობის შემსრულებელს აღმოუჩენენ მფარველობასა და დახმარებას. სანამ იგი ასრულებს

საკონსულო დაწესებულების მეთაურის მოვალეობას, მასზე ვრცელდება წინამდებარე კონვენციის დებულებები ისევე, როგორც საკონსულო დაწესებულების მეთაურზე.

მუხლი 5

ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს შეტყობინება დანიშნის,
ჩამოსვლისა და გამგზავრების თაობაზე

წარმდგენი სახელმწიფო, თავისი კომპეტენტური ორგანოების სახით წინასწარ წერილობით ატყობინებს ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს საგარეო საქმეთა სამინისტროს შემდეგს:

1) საკონსულო დაწესებულების მუშაკთა გვარს, სახელს, მოქალაქეობას, რანგს, თანამდებობას, მათი ჩასვლისა და საბოლოო გამგზავრების, მათი ფუნქციების შეწყვეტის თარიღს, ასევე საკონსულო დაწესებულებაში მუშაობის მანძილზე მათი სტატუსის ნებისმიერ ცვლილებას.

2) საკონსულო დაწესებულების ნებისმიერი მუშაკის ოჯახის წევრთა გვარს, სახელს, მოქალაქეობას, მათი ჩასვლისა და საბოლოო გამგზავრების თარიღს, ასევე ამა თუ იმ პირის ოჯახის ასეთ წევრად გახდომის ან შეწყვეტის შესახებ.

ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ხელისუფლება ამ სახელმწიფოს დადგენილი წესის თანახმად, საკონსულო დაწესებულების მუშაკებზე, მათი ოჯახების წევრებზე, გარდა იმ პირებისა, რომლებიც ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს მოქალაქეები არიან ან მუდმივად ცხოვრობენ იქ, უფასოდ გასცემს მოწმობებს.

მუხლი 6

საკონსულო თანამდებობის პირთა მოქალაქეობა

საკონსულო თანამდებობის პირები უნდა იყვნენ წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეები.

მუხლი 7

„Persona non grata“-დ ან მოუღებლად გამოცხადებული პირები

ადგილსამყოფელ სახელმწიფოს ნებისმიერ დროს შეუძლია დიპლომატიური არსებით აცნობოს წარმდგენ სახელმწიფოს იმის შესახებ, რომ ესა თუ ის საკონსულო თანამდებობის პირი გამოცხადებულია „Persona non grata“-დ ან საკონსულო დაწესებულების ნებისმიერი მუშაკი მოუღებელია, ამასთანავე ვალდებული არ არის შეატყობინოს თავისი გადაწყვეტილების მოტივები. ასეთ შემთხვევაში, წარმდგენი სახელმწიფო

გაღებულა გამოიძახოს შესაბამისი პიროვნება. თუ წარმდგენი სახელმწიფო მიღებულ ვადაში არ შეასრულებს ამ მოვალეობას, მაშინ ადგილსამყოფელ სახელმწიფოს უფლება აქვს უარი თქვას აღნიშნული პიროვნების საკონსულო დაწესებულების მუშაკად აღიარებაზე.

მუხლი 8

საპატიო საკონსულო თანამდებობის პირები

თითოეული ხელშეკრულ მხარეთაგანი თავისუფალია გადაწყვეტოს მიიღებს ან დანიშნავს თუ არა საპატიო საკონსულო თანამდებობის პირებს.

საპატიო საკონსულო თანამდებობის პირის დანიშვნის საკითხი, მისი სტატუსისა და ფუნქციონალური მოვალეობების განსაზღვრა ხდება ხელშეკრული მხარეების მიერ დიპლომატიური გზით.

ნაწილი III

საკონსულო ფუნქციები

მუხლი 9

ზოგადი დებულებები

საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს:

1. დაიცვას წარმდგენი სახელმწიფოს, თავისი მოქალაქეების, ასევე იურიდიული პირების უფლებები, დაენმაროს და ხელი შეუწყოს მათ საერთაშორისო სამართლისა და ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებით დაშვებულ ფარგლებში.

2. ხელი შეუწყოს საგაჭრო, ეკონომიკური, სამართლებრივი, ტურისტული, კულტურული, ეკოლოგიური, სამეცნიერო-ტექნიკური, ინფორმაციული, ჰუმანიტარული კავშირების და ურთიერთობების განვითარებას წარმდგენ სახელმწიფოსა და ადგილსამყოფელ სახელმწიფოს შორის განათლების სფეროში, ასევე ხელი შეუწყოს მეგობრულ ურთიერთობებს სხვა საშუალებებითაც.

3. ყველა კანონიერი საშუალებით დაადგინოს ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს საგაჭრო, ეკონომიკური, კულტურული, სამეცნიერო ცხოვრების მოვლენები და პირობები და აცნობოს მათ შესახებ წარმდგენი სახელმწიფოს მთავრობას.

4. შეასრულოს საკონსულო დაწესებულებაზე წარმდგენი სახელმწიფოს მიერ დაკისრებული სხვა ფუნქციები, რომლებიც აკრძალული არ არის ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონმდებლობით.

მუხლი 10

მოქალაქეობასთან და მოქალაქეობრივ მდგომარეობასთან დაკავშირებული ფუნქციები

1. საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს:

1.1 აწარმოოს წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეების აღრიცხვა.

1.2 მიიღოს მოქალაქეობის საკითხებთან დაკავშირებული ნებისმიერი განცხადება,

1.3 ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოებისაგან მიიღოს ცნობები წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეების დაბადებისა და გარდაცვალების შესახებ, რეგისტრაცია გაუკეთოს ასეთი მოქალაქეების დაბადებასა და გარდაცვალებას და შეადგინოს შესაბამისი აქტები,

1.4 რეგისტრაცია გაუკეთოს ქორწინებას წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეებს შორის წარმდგენი სახელმწიფოს კანონმდებლობასთან შესაბამისად,

1.5 რეგისტრაცია გაუკეთოს წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეებს შორის განქორწინებას წარმდგენი სახელმწიფოს კანონმდებლობასთან შესაბამისად.

2. მოცემული მუხლის 1 პუნქტის დებულებანი არ ათავისუფლებენ დაინტერესებულ პირებს მოვალეობისაგან დაიცვან ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონები და წესები.

მუხლი 11

პასპორტებთან და ვიზებთან დაკავშირებული ფუნქციები

საკონსულოს თანამდებობის პირს უფლება აქვს:

1. გასცეს, განაახლოს, ამოიღოს წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეთა პასპორტები, გააგრძელოს მათი მოქმედების ვადები, შეიტანოს მათში აუცილებელი აღნიშვნები, აგრეთვე გასცეს მოქალაქეებზე სხვა დოკუმენტები, რომლებიც იძლევიან საზღვრის გადაკვეთის უფლებას.

2. გასცეს, ვადა გაუგრძელოს, ანუღირება გაუკეთოს წარმდგენ სახელმწიფოში შესვლის ვიზებს, აგრეთვე ვიზებს, რომლებიც იძლევიან წარმდგენი სახელმწიფოს ტერიტორიაზე ტრანზიტული გავლის უფლებას.

მუხლი 12 ლეგალიზაცია და დადასტურება

1. საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს განახორციელოს შემდეგი მოქმედებანი:

1.1 ნებისმიერი მოქალაქის განცხადების საფუძველზე შეადგინოს აქტები და დოკუმენტები მათი წარმდგენ სახელმწიფოსა და მის საზღვრებს გარეთ გამოყენებისათვის,

1.2 გადათარგმნოს ოფიციალური აქტები და დოკუმენტები წარმდგენი სახელმწიფოს ან ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ენაზე და დაადასტუროს, რომ ეს თარგმანი შეესაბამება ორიგინალს,

1.3 შეასრულოს ნებისმიერი სხვა სანოტარო ფუნქცია დავალებული წარმდგენი სახელმწიფოს მიერ,

1.4 ლეგალიზება გაუკეთოს ოფიციალურ დოკუმენტებს, ამ დოკუმენტების ასლებს, ამონაწერებსა და თარგმანებს,

1.5. დაადასტუროს დოკუმენტებზე წარმდგენი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოების და ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს საგარეო საქმეთა სამინისტროს ხელმოწერების და ბეჭდების სინამდვილე.

2. საკონსულოს თანამდებობის პირის მიერ შედგენილ, ლეგალიზებულ ან დამოწმებულ დოკუმენტებს, თუ ისინი არ ეწინააღმდეგებიან ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებსა და ნორმებს, ექნებათ ისეთივე იურიდიული ძალა, როგორც დოკუმენტებს შედგენილის, ლეგალიზებულს ან დამოწმებულს ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოების მიერ.

მუხლი 13 შეტყობინება დაკავების, დაპატიმრების და მონახულების შესახებ

1. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები დაუყოვნებლივ აცნობებენ წარმდგენი სახელმწიფოს შესაბამის საკონსულო თანამდებობის პირს წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქის დაკავების, დაპატიმრების ან ნებისმიერი სხვა სახით თავისუფლების შეზღუდვის შესახებ.

იმავდროულად ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები დაუყოვნებლივ გადასცემენ ამ პირის ნებისმიერ ცნობას, რომელიც განკუთვნილია საკონსულო დაწესებულებისათვის.

2. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები დაუყოვნებლივ მაგრამ არა უგვიანეს ოთხი დღისა წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქის დაკავების, დაპატიმრების ან თავისუფლების სხვაგვარი შეზღუდვის მომენტიდან, უზრუნველყოფენ საკონსულო

თანამდებობის პირის უფლებას მოინახულოს ან დაუკავშირდეს ასეთ მოქალაქეს.

3. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები წარმდგენი სახელმწიფოს შესაბამის მოქალაქეს ატყობინებენ მისი უფლებების შესახებ, ამ მუხლის 1 და 2 პუნქტების შესაბამისად.

4. მოცემული მუხლის 1 და 2 პუნქტებში მითითებული უფლებები ხორციელდება ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებისა და წესების შესაბამისად, იმ პირობით, რომ ზემოთხსენებული კანონები და წესები არ უნდა აუქმებდნენ ამ უფლებებს.

მუხლი 14

წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეებისათვის დახმარების გაწევა

1. საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს:

1.1. ურთიერთობა ჰქონდეს და მოინახულოს წარმდგენი სახელმწიფოს ნებისმიერი მოქალაქე, რომელიც იმყოფება საკონსულო ოლქის ტერიტორიაზე, ხოლო ადგილსამყოფელი სახელმწიფო არ დააბრკოლებს ურთიერთობებს საკონსულოსა და წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეებს შორის და არ შეზღუდავს მათ დაშვებას საკონსულო დაწესებულებაში.

1.2. დროებით შესანახად მიიღოს წარმდგენი სახელმწიფოს ნებისმიერი მოქალაქისა და იურიდიული პირის ფულადი სახსრები, ფასეულობები და დოკუმენტები, თუკი ეს არ ეწინააღმდეგება ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონმდებლობასა და წესებს,

1.3. მოითხოვოს ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოებისაგან ინფორმაციის დაუყოვნებლივი მოწოდება, ნებისმიერი შემთხვევის შესახებ, რომლის შედეგადაც სახეზეა ადამიანთა მსხვერპლი და მატერიალური ზარალი, ავტოსატრანსპორტო საშუალებათა დაკავება და უბედური შემთხვევები, რომლებთანაც დაკავშირებულნი არიან წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეები,

1.4. დახმარებისათვის მიმართოს ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტურ ორგანოებს წარმდგენი სახელმწიფოს უგზო-უკვლოდ დაკარგული მოქალაქეების ძებნაში.

2. იმ შემთხვევაში, თუკი წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეს არ შეუძლია დროულად დაიცვას თავისი უფლებები და ინტერესები ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებისა და წესების შესაბამისად, საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს წარმოადგინოს იგი ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს სასამართლო ან სხვა კომპეტენტურ ორგანოებში ან უზრუნველყოს მისთვის ადეკვატური წარმომადგენლობა მანამ, სანამ იგი არ დანიშნავს თავის წარმომადგენელს ან არ შეძლებს თავად დაიცვას თავისი უფლებები და ინტერესები.

მუხლი 15 მეურვეობა და მზრუნველობა

1. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ხელისუფალნი გადაუდებლად ატყობინებენ საკონსულო დაწესებულებას წარმდგენი სახელმწიფოს იმ მოქალაქეზე მეურვის ან მეთვალყურის დანიშვნის აუცილებლობის შესახებ, რომელიც არაქმედუნარიანია ან გააჩნია შეზღუდული ქმედუნარიანობა, იმისთვის რომ იმოქმედოს საკუთარი სახელით.

2. საკონსულო თანამდებობის პირს, ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებისა და წესების შესაბამისად უფლება აქვს დაიცვას წარმდგენი სახელმწიფოს იმ მოქალაქის უფლებები და ინტერესები, რომელიც არაქმედუნარიანია ან გააჩნია შეზღუდული ქმედუნარიანობა იმისათვის, რომ იმოქმედოს საკუთარი სახელით და აუცილებლობის შემთხვევაში, რეკომენდაცია გაუწიოს ან დაუნიშნოს მეურვე ან მზრუნველი ამგვარ პირს და თვალყური ადევნოს იმ მოქმედებებს, რომლებიც ეხება მეურვეობასა და მზრუნველობას.

მუხლი 16 შეტყობინება გარდაცვალების შესახებ

წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქის გარდაცვალების შემთხვევაში, ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები დაუყოვნებლივ აცნობებენ ამის შესახებ საკონსულო დაწესებულებას. საკონსულო დაწესებულების თხოვნის საფუძველზე ისინი გადასცემენ მას მოწმობას ან სხვა დოკუმენტებს გარდაცვალების შესახებ.

მუხლი 17 მემკვიდრეობასთან დაკავშირებული ფუნქციები

1. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები შეძლებისდაგვარად მოკლე ვადაში ატყობინებენ საკონსულო თანამდებობის პირს საკონსულო ოლქის ტერიტორიაზე წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქის გარდაცვალების შესახებ, აგრეთვე საკონსულო თანამდებობის პირს აწვდიან ინფორმაციას სამკვიდრო ქონების, ანდერძის არსებობის შესახებ, აგრეთვე ამა თუ იმ პიროვნების, რომელიც იმყოფება ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ტერიტორიაზე, ამ ქონების განმკარგველად დანიშვნის შესახებ.

2. საკონსულო თანამდებობის პირი უფლებამოსილია ამ მუხლის 1 პუნქტის გათვალისწინებით, ქონების არსებობის შემთხვევაში, დაესწროს

ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოების მიერ ქონების აღწერას და მის დალუქვას.

3. იმ შემთხვევაში, როცა წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეს აქვს იმ პირის ქონებაზე მემკვიდრეობის უფლება, რომელიც გარდაიცვალა ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ტერიტორიაზე, მიუხედავად გარდაცვლილი პირის მოქალაქეობისა, ამ სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები დაუყონებლივ ატყობინებენ ამის შესახებ საკონსულო დაწესებულებებს.

4. თუ წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეს აქვს უფლება ან პრეტენზია უფლებაზე, რომ მიიღოს მემკვიდრეობა ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში, მაგრამ არც მას და არც მის წარმომადგენელს არ შეუძლიათ მონაწილეობა მიიღონ მემკვიდრეობის შესახებ საქმის განხილვაში, საკონსულო თანამდებობის პირს შეუძლია პირადად ან თავისი წარმომადგენლის მეშვეობით წარმოადგინოს ეს მოქალაქე სასამართლოში, ან ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს სხვა კომპეტენტურ ორგანოებში.

5. საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქის სახელით, რომელიც მუდმივად არ ცხოვრობს ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში, მიიღოს ამ მოქალაქისათვის გადასაცემად ნებისმიერი სახის მემკვიდრეობა, რომელიც მას ეკუთვნის.

6. თუ წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქე, რომელიც მუდმივად არ ცხოვრობს ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში, გარდაიცვლება ამ სახელმწიფოში, საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს დროებითი შენახვის მიზნით მიიღოს ყველა დოკუმენტი, ფულადი სახსრები და გარდაცვლილის პირადი ქონება მათ მემკვიდრეებზე, განმკარგველებზე, ან სხვა უფლებამოსილ პირებზე გადასაცემად.

7. საკონსულო თანამდებობის პირს, წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქის სახელით, თუკი ეს მოქალაქე არ იმყოფება ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ტერიტორიაზე, შეუძლია სასამართლოსაგან, ხელისუფლებისაგან და სხვა ცალკეული პირებისაგან მიიღოს ფული ან სხვა სახის საკუთრება, რომელზედაც მოცემულ მოქალაქეს უფლება აქვს ნებისმიერი პირის გარდაცვალებასთან დაკავშირებით, მათ შორის სამკვიდრო ქონების, უბედურ შემთხვევებთან დაკავშირებით ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონმდებლობით გათვალისწინებული კომპენსაციის გადასახადების, აგრეთვე სიცოცხლის დაზღვევასთან დაკავშირებული სადაზღვევო პოლისების გადასახადების ჩათვლით.

8. წინამდებარე მუხლის 4, 5, 6, 7 პუნქტებით გათვალისწინებული ფუნქციების განხორციელებისას საკონსულო თანამდებობის პირი ვალდებულია დაიცვას ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონები და წესები.

მუხლი 18

დახმარება, გაწეული წარმდგენი სახელმწიფოს ხომალდებისადმი

1. საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს თავისი საკონსულო ოლქის ფარგლებში დახმარება გაუწიოს წარმდგენი სახელმწიფოს ხომალდებს, რომლებიც იმყოფებიან ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს შიდა წყლებში ან ტერიტორიულ ზღვაში, ამ ხომალდების კაპიტანებს და ეკიპაჟის წევრებს, აგრეთვე:

1.1 ავიდეს ხომალდის გემბანზე, გამოკითხოს კაპიტანი და ეკიპაჟის ნებისმიერი წევრი, აგრეთვე მიიღოს ინფორმაცია ხომალდის საქმიანობის, ნაოსნობისა და ტვირთის შესახებ.

1.2 ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ხელისუფლების უფლებებისათვის ზიანის მიუყენებლად, გამოიძიოს ნებისმიერი უბედური შემთხვევა, რომელიც მოხდა ნაოსნობის დროს.

1.3 გადაწყვიტოს დაგები კაპიტანსა და ეკიპაჟის წევრებს შორის, იმ დაგების ჩათვლით, რომლებიც ეხება ხელფასსა და იმ გალდებულებებს, რომლებიც გათვალისწინებულია დაქირავების ხელშეკრულებით, აგრეთვე მიიღოს ზომები ხომალდის გემბანზე უსაფრთხოების უზრუნველსაყოფად.

1.4 მიიღოს ზომები ხომალდის კაპიტანისა და ეკიპაჟის ნებისმიერი წევრისათვის სამედიცინო დახმარების, რეპატრიაციის უზრუნველსაყოფად.

1.5 მიიღოს, განიხილოს, შეადგინოს, ხელი მოაწეროს, ან დაადასტუროს დოკუმენტები, რომლებიც ეხებიან ხომალდს.

1.6 გადაწყვიტოს სხვა პრობლემები, რომლებიც ეხება ხომალდს წარმდგენი სახელმწიფოს დავალებით.

2. კაპიტანსა და ეკიპაჟის წევრებს უფლება აქვთ უშუალოდ დაუკავშირდნენ საკონსულო თანამდებობის პირს, ამასთან ისინი არ უნდა არღვევდნენ ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებსა და წესებს.

მუხლი 19

წარმდგენი სახელმწიფოს დროშის ქვეშ მცურავი ხომალდის წინააღმდეგ იძულების ღონისძიების შემთხვევაში ხომალდის დაცვა

1. იმ შემთხვევაში, თუ ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს სასამართლო ან სხვა კომპეტენტური ორგანოები აპირებენ გამოიყენონ ამა თუ იმ სახის იძულებითი ღონისძიებანი ან დააჯალონ აწარმოონ რაიმე სახის გამოძიება წარმდგენი სახელმწიფოს ხომალდის გემბანზე, ისინი აღნიშნულის შესახებ წინასწარ ატყობინებენ საკონსულო დაწესებულებას იმისათვის, რომ საკონსულო თანამდებობის პირი ან მისი წარმომადგენელი ესწრებოდეს ამ მოქმედებების განხორციელებას. თუ დროის სიმცირის შემთხვევაში

წინასწარი გაფრთხილება შეუძლებელია, საკონსულო დაწესებულება დაუყონებლივ უნდა იქნას ინფორმირებული იმ მოქმედებათა შესახებ, რომლებიც განახორციელებს ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტურმა ორგანოებმა, ხოლო საკონსულო თანამდებობის პირის თხოვნის შემთხვევაში მას აცნობონ მიღებული ზომების შედეგებიც.

2. ამ მუხლის პირველ პუნქტში აღნიშნული დებულებანი შესაბამისად ვრცელდება იმ მოქმედებებზეც, რომლებსაც ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები ახორციელებენ ხმელეთზე სომალდის კაპიტანის ან ეკიპაჟის რომელიმე წევრის მიმართ.

3. ამ მუხლის პირველი და მე-2 პუნქტები არ გამოიყენება უბრალო ინსპექციების გატარებისას, რომლებსაც ახორციელებენ ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები საბაჟოების, პორტების ადმინისტრაციის, კარანტინის, სასაზღვრო კონტროლის ხაზით, აგრეთვე იმ ზომების მიღებისას, რომლებიც მიმართულია ნაოსნობის უსაფრთხოების უზრუნველსაყოფად ან წყლების დაბინძურების თავიდან ასაცილებლად.

4. სომალდის კაპიტანის ან წარმდგენი სახელმწიფოს საკონსულო თანამდებობის პირის პირადი თხოვნის ან თანხმობის გარეშე ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტურ ორგანოებს არ შეუძლიათ ჩაერიონ წარმდგენი სახელმწიფოს სომალდის საშინაო საქმეებში, თუ არ ირღვევა ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს, სიმშვიდე, უსაფრთხოება და საზოგადოებრივი წესრიგი.

მუხლი 20

დახმარება სომალდებისადმი, რომლებმაც ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს შიდა ან ტერიტორიულ წყლებში განიცადეს ავარია, დაჯდნენ მეჩქრზე ან სხვა რომელიმე მიზეზით არ ძალუძთ დამოუკიდებლად განაგრძონ ცურვა

1. თუ სომალდი, რომელიც დაცურავს წარმდგენი სახელმწიფოს დროშით, განიცდის ავარიას, დაჯდება მეჩქრზე ან სხვა რომელიმე მიზეზის გამო ვერ შეძლებს დამოუკიდებლად განაგრძოს ცურვა, ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები დაუყონებლივ აცნობენ საკონსულო დაწესებულებას სომალდის გემბანზე არსებული ეკიპაჟისა და მგზავრების, ტვირთის და სხვა ქონების გადასარჩენად მიღებული ზომების შესახებ.

2. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოები არ აბრკოლებენ საკონსულო თანამდებობის პირს, რათა მან დახმარება აღმოუჩინოს ნებისმიერ სომალდს, რომელმაც მარცხი ან ავარია განიცადა, დაჯდა მეჩქრზე ან სხვა რომელიმე მიზეზის გამო არ შეუძლია დამოუკიდებლად განაგრძოს ცურვა, აგრეთვე მის ეკიპაჟს და მგზავრებს

და ამ მიზნით მას შეუძლია დახმარებისათვის მიმართოს ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ხელისუფალთ.

3. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ხელისუფალნი დაუყონებლივ ატყობინებენ საკონსულო დაწესებულებას, თუ წარმდგენი სახელმწიფოს ხომალდი განიცდის ავარიას, დაჯდება მეჩქჩე ან სხვა რაიმე მიზეზის გამო ვერ შეძლებს დამოუკიდებლად ცურვის გაგრძელებას, ან ნებისმიერი საგანი, აგრეთვე ტვირთი რომელიც ეკუთვნის ხომალდს, ნაპოვნი იქნება ნაპირზე ან მიტანილი იქნება ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს პორტში, თუ კაპიტანი, მფლობელი ან სადაზღვევო კომპანიის წარმომადგენელი არ ესწრება, ან არ შეუძლია მიიღოს ზომები ზემოაღნიშნული ქონების შენახვისა და განკარგვისათვის, ამ შემთხვევაში საკონსულო თანამდებობის პირს შეუძლია მიიღოს აუცილებელი ზომები მათი სახელით.

4. წარმდგენი სახელმწიფოს ხომალდისაგან, რომელმაც განიცადა ავარია, დაჯდა მეჩქჩე ან სხვა რაიმე მიზეზის გამო ვერ შეძლო დამოუკიდებლად ცურვის გაგრძელება, ტვირთსა და ხომალდის ქონებაზე არ აიკრიფება რაიმე სახის საბაჟო გადასახადი, იმ შემთხვევების გარდა, როცა მათი რეალიზება და გამოყენება ხდება ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში.

5. საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს დაესწროს ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოების მიერ ხომალდის ავარიის, მისი მეჩქჩე დაჯდომის, ან მის მიერ ცურვის დამოუკიდებლად გაგრძელების შეუძლებლობის მიზეზების გამოკვლევას.

მუხლი 21

წარმდგენი სახელმწიფოს საჰაერო ხომალდი

წინამდებარე კონვენციის დებულებანი წარმდგენი სახელმწიფოს ხომალდების შესახებ შესაბამისად გამოიყენებიან წარმდგენი სახელმწიფოს საჰაერო ხომალდებზეც, იმ პირობით, რომ ისინი არ ეწინააღმდეგებიან სხვა ორმხრივი შეთანხმების დებულებებს წარმდგენი და ადგილსამყოფელ სახელმწიფოებს შორის ან მრავალმხრივ შეთანხმებებს, რომელთა მონაწილეც არის ორივე სახელმწიფო.

მუხლი 22

სამართლებრივი დოკუმენტების გადაცემა

საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს გადასცეს სასამართლო და არასასამართლო დოკუმენტები, თუ ეს ნებადართულია ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებითა და წესებით. თუ წარმდგენ სახელმწიფოსა და ადგილსამყოფელ სახელმწიფოს შორის მოქმედებს სხვა ხელშეკრულებანი, გამოყენებული უნდა იყოს მათი დებულებანი.

მუხლი 23

საკონსულო ფუნქციების შესასრულებლად
გათვალისწინებული ტერიტორია

საკონსულო თანამდებობის პირი საკონსულო ფუნქციებს ასრულებს საკონსულო ოლქის ფარგლებში. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს თანხმობით, მას შეუძლია შეასრულოს თავისი ფუნქციები საკონსულო ოლქის ფარგლებს გარეთაც.

მუხლი 24

ურთიერთობები ადგილსამყოფელი
სახელმწიფოს ორგანოებთან

თავისი ფუნქციების შესრულებისას საკონსულო თანამდებობის პირს უფლება აქვს მიმართოს:

1. თავისი საკონსულო ოლქის ადგილობრივ კომპეტენტურ ორგანოებს,

2. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ცენტრალურ კომპეტენტურ ორგანოებს, რამდენადაც ეს ნებადართულია ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებით, წესებითა და ტრადიციებით ან შესაბამისი საერთაშორისო ხელშეკრულებებით.

მუხლი 25

შეტყობინება ადგილსამყოფელ სახელმწიფოს კანონმდებლობაში
ცვლილებების შესახებ, რომლებსაც შეიძლება კავშირი ჰქონდეთ
წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეებთან

ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ატყობინებს საკონსულო დაწესებულებას კანონმდებლობაში იმ ცვლილებების შესახებ, რომლებსაც შეიძლება კავშირი ჰქონდეთ წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქეების უფლებებთან და ინტერესებთან.

ნაწილი IV

შელავათები, პრივილეგიები და იმუნიტეტები

მუხლი 26

საკონსულო დაწესებულების და საკონსულო დაწესებულების მუშაკების შეღავათები

1. ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ხელს უწყობს საკონსულო დაწესებულებას მისი ფუნქციის შესრულებაში.
2. წინამდებარე კონვენციის თანახმად ადგილსამყოფელი სახელმწიფო საკონსულო დაწესებულების მუშაკებს მოეპყრობა სათანადო ყურადღებით და მიიღებს სათანადო ზომებს მათი ფუნქციების შესრულების უზრუნველსაყოფად.

მუხლი 27

საკონსულო და საცხოვრებელი სათავსოები

1. ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ვალდებულია თავის ტერიტორიაზე ხელი შეუწყოს წარმდგენ სახელმწიფოს საკონსულო დაწესებულებებისათვის სათავსოების შეძენაში, მის კანონმდებლობისა და წესების შესაბამისად, ან გაუწიოს დახმარება შენობა ნაგებობის სხვა გზით მიღებაში.
2. ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ასევე ვალდებულია აუცილებლობის შემთხვევაში დახმარება გაუწიოს საკონსულო დაწესებულებას მისი მუშაკებისათვის საცხოვრებელი ნაგებობების მიღებაში.
3. ამ მუხლში არაფერი არ შეიძლება განმარტებულ იქნას ისე, თითქოს წარმდგენი სახელმწიფო თავისუფლდება ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებისა და წესების დაცვის პასუხისმგებლობისაგან, რომლებიც არეგულირებენ შენობათა განლაგებასა და კონსტრუქციას, ასევე კანონები და წესები, რომლებიც არეგულირებენ საქალაქო დაგეგმარებასა და რაიონირებას.

მუხლი 28

სახელმწიფო დროშითა და ღერბით სარგებლობა

1. წარმდგენ სახელმწიფოს უფლება აქვს ისარგებლოს თავისი სახელმწიფოს დროშითა და ღერბით ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში ამ მუხლის დებულებების თანახმად.

2. წარმდგენი სახელმწიფოს სახელმწიფო დროშა შეიძლება იყოს გამოფენილი და მისი სახელმწიფო ღერბი მიმაგრებული შენობაზე, რომელიც დაკავებულია საკონსულო დაწესებულების მიერ, მის შესასვლელ კარებზე საკონსულო დაწესებულების მეთაურის რეზიდენციაზე, გადაადგილების საშუალებებზე, რომლებიც გამოიყენება ოფიციალური ფუნქციების შესრულების დროს.

მუხლი 29

საკონსულო კარ-მიდამო და საკონსულო
თანამდებობის პირების საცხოვრებელი სათავსოების ხელშეუხებლობა

1. საკონსულო ნაგებობანი და საკონსულო თანამდებობის პირების საცხოვრებელი სათავსოები ხელშეუხებელია. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ხელისუფალთ არ შეუძლიათ შევიდნენ საკონსულო კარ-მიდამოში და საცხოვრებელ სათავსოებში საკონსულო დაწესებულების ან დიპლომატიური წარმომადგენლობის მეთაურის თანხმობის გარეშე, ან იმ პირის თანხმობის გარეშე, რომელიც დანიშნულია ერთ-ერთი მათგანის მიერ.

2. ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ყველა ღონეს იხმარს საკონსულო ნაგებობებისა და საკონსულო თანამდებობის პირების საცხოვრებელ სათავსოებში ყოველგვარი შეჭრისა და ზიანის მიყენებისაგან დასაცავად, აგრეთვე, საკონსულო დაწესებულების სიმშვიდის ყოველგვარი დარღვევისა და მისი ღირსების შელახვის თავიდან ასაცილებლად.

მუხლი 30

საკონსულო კარ-მიდამოს იმუნიტეტი რეკვიზიციისაგან

საკონსულო კარ-მიდამო, საკონსულო დაწესებულებების მთელი ქონება, აგრეთვე მისი კუთვნილი გადაადგილების საშუალებები სარეგებლობს იმუნიტეტით ნებისმიერი სახის რეკვიზიციისაგან სახელმწიფო უშიშროების თუ საზოგადოებრივი მოთხოვნილებების მიზნით.

მუხლი 31

საკონსულო არქივების ხელშეუხებლობა

საკონსულო არქივები ხელშეუხებელია დროისა და ადგილმდებარეობის მიუხედავად.

მუხლი 32

გადაადგილების თავისუფლება

რამდენადაც ეს არ ეწინააღმდეგება კანონებს და წესებს იმ ზონების შესახებ, სადაც შესვლა აკრძალულია ან რეგულირდება სახელმწიფო უშიშროების მოსაზრებებით, ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ვალდებულია უზრუნველყოს მის ტერიტორიაზე საკონსულო დაწესებულების ყველა მუშაკის გადაადგილების ან მოგზაურობის თავისუფლება. ამასთანავე, ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ყველა შემთხვევაში უზრუნველყოფს საკონსულო თანამდებობის პირის მიერ მისი სამსახურებრივი მოვალეობების შესრულების შესაძლებლობას.

მუხლი 33

ურთიერთობის თავისუფლება

1. ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ნებას რთავს და იცავს საკონსულო დაწესებულების ურთიერთობის თავისუფლებას ყველა ოფიციალური მიზნისათვის. წარმდგენი სახელმწიფოს მთავრობასთან, დიპლომატიურ წარმომადგენლობებთან და სხვა საკონსულო დაწესებულებებთან ურთიერთობისას, საკონსულო დაწესებულებას შეუძლია ისარგებლოს ყველა სათანადო საშუალებით, მათ შორის დიპლომატიური და საკონსულო კურიერებით, კოდირებული და დაშიფრული დეპეშებით, დიპლომატიური და საკონსულო ვალიზებით. საკონსულო დაწესებულებას შეუძლია დააყენოს და ისარგებლოს რადიოგადამცემებით მხოლოდ ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ნებართვით.

2. საკონსულო დაწესებულების ოფიციალური კორესპონდენცია ხელშეუხებელია. საკონსულო ვალიზა არ ექვემდებარება გახსნას ან დაკავებას. მას უნდა ჰქონდეს გარეგანი ნიშნები, რაც მიუთითებს მის ხასიათზე და უნდა შეიცავდეს მხოლოდ ოფიციალურ კორესპონდენციას, ოფიციალურ დოკუმენტებს და საგნებს, რაც განსაზღვრულია მხოლოდ ოფიციალური სარგებლობისათვის.

3. საკონსულო კურიერი უნდა იყოს წარმდგენი სახელმწიფოს მოქალაქე, მაგრამ არა პირი, რომელიც მუდმივად ცხოვრობს ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში. ის სარგებლობს იგივე შეღავათებით, პრივილეგიებით და იმუნიტეტით ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში როგორც დიპლომატიური კურიერი.

4. წარმდგენი სახელმწიფო ან საკონსულო დაწესებულება უფლებამოსილია დანიშნოს საკონსულო კურიერები ad hoc. ასეთ შემთხვევაში ამ მუხლის მე-3 პუნქტი გამოიყენება იმ განსვავებით, რომ მასში აღნიშნული იმუნიტეტი წყდება ასეთი კურიერის მიერ მისთვის

მინდობილი საკონსულო ვალიზების დანიშნულების ადგილას მიტანის მომენტიდან.

5. საკონსულო ვალიზა შეიძლება მინდობილ იქნას წარმდგენი სახელმწიფოს საზღვაო გემის ან საჰაერო ნომალდის კაპიტანისათვის, რომელსაც უნდა ჰქონდეს ოფიციალური დოკუმენტი, სადაც მითითებულია საკონსულო ვალიზის შემაღენელი შეკვრების რაოდენობა, მაგრამ ის არ ჩაითვლება საკონსულო კურიერად. საკონსულო დაწესებულების მუშაკებს შეუძლიათ თავისუფლად და პირადად გადასცენ საზღვაო ან საჰაერო ნომალდების კაპიტანს და მიიღონ მათგან საკონსულო ვალიზა.

მუხლი 34

საკონსულო ბაჟი და მოსაკრებლები

1. საკონსულო დაწესებულებას შეუძლია აკრიფოს მოსაკრებელი და ბაჟი ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ტერიტორიაზე საკონსულო მომსახურებისათვის, რომლებიც გათვალისწინებულია წარმდგენი სახელმწიფოს კანონებითა და წესებით.

2. ამ მუხლის პირველ პუნქტში გათვალისწინებული მოსაკრებელი და ბაჟი ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში თავისუფლდება ნებისმიერი გადასახადისა და მოსაკრებლებისაგან.

მუხლი 35

საკონსულო თანამდებობის პირების ხელშეუხებლობა

საკონსულო თანამდებობის პირები სარგებლობენ პირადი ხელშეუხებლობით და არ შეიძლება მათი დაკავება ან დაპატიმრება. ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ატარებს სათანადო ღონისძიებებს თავისუფლებაზე და ღირსებაზე ყველანაირი თავდასხმის ასაცილებლად.

მუხლი 36

იმუნიტეტი იურისდიქციისადმი

1. საკონსულო თანამდებობის პირები სრული მოცულობით სარგებლობენ დიპლომატიური პრივილეგიებითა და იმუნიტეტით, როგორც დიპლომატიური აგენტები, 1961 წლის 18 აპრილის დიპლომატიური ურთიერთობების შესახებ ვენის კონვენციის შესაბამისად.

2. საკონსულოს მუშაკები და მომსახურე პერსონალის მუშაკები არ ექვემდებარებიან ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს იურისდიქციას, იმ მოქმედებებთან დაკავშირებით, რომლებსაც ისინი ახორციელებენ თავიანთი სამსახურებრივი მოვალეობების შესრულების დროს.

3. ამ მუხლის მე-2 პუნქტში მოცემული დებულებები არ გამოიყენება იმ სამოქალაქო სარჩელის მიმართ:

3.1. გამომდინარე, იმ ხელშეკრულებიდან რომელიც დადებულია საკონსულო მუშაკის ან საკონსულო დაწესებულების მომსახურე პერსონალის მუშაკის მიერ, რომლითაც მან პირდაპირ ან ირიბად საკუთარ თავზე არ აიღო მოვალეობები როგორც წარმდგენი სახელმწიფოს აგენტმა, ან

3.2. რომელიც აღძრულია მესამე მხარისათვის ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში უბედური შემთხვევით მიყენებული ზიანისათვის, რომელიც გამოწვეულია საგზაო-სატრანსპორტო საშუალებით, გემით ან საჰაერო ხომალდით.

მუხლი 37

მოწმის ჩვენების მიცემის ვალდებულება

1. საკონსულო თანამდებობის პირები ვალდებული არ არიან მისცენ მოწმის ჩვენება.

2. საკონსულო მოსამსახურე და საკონსულოს მომსახურე პერსონალის მუშაკები შეიძლება გამოძახებულ იქნან ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში სასამართლო და ადმინისტრაციულ საქმეთა წარმოებისას მოწმის ჩვენების მისაცემად. ამ მუხლის მე-3 პუნქტში გათვალისწინებული შემთხვევების გარდა, მათ არ შეუძლიათ უარი განაცხადონ მოწმის ჩვენების მიცემაზე.

3. საკონსულოს მოსამსახურე და მომსახურე პერსონალის მუშაკები არ არიან ვალდებული მისცენ ჩვენება მათ სამსახურებრივ ფუნქციებთან დაკავშირებულ საკითხებზე ან წარმოადგინონ მათ ფუნქციებთან დაკავშირებული ოფიციალური კორესპონდენცია ან დოკუმენტები. მათ უფლება აქვთ მისცენ მოწმის ჩვენება როგორც წარმდგენი სახელმწიფოს კანონმდებლობის ექსპერტებმა, თუ არსებობს საკონსულო დაწესებულების ხელმძღვანელის თანხმობა, თუმცა მათ უფლება აქვთ უარი თქვან მოწმის ჩვენების მიცემაზე როგორც ექსპერტებმა.

4. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტურ ხელისუფალთ, რომელთაც სჭირდებათ საკონსულო დაწესებულების რომელიმე მოსამსახურის ან მომსახურე პერსონალის მუშაკის ჩვენება, არ უნდა შეუშალონ ხელი ამ პირს თავისი სამსახურებრივი მოვალეობის შესრულებაში. ამ ხელისუფალთ შეუძლიათ მოისმინონ ეს ჩვენებები, როცა ეს შესაძლებელია, ამ პირის საცხოვრებელ ადგილას, საკონსულო დაწესებულების შენობაში ან მიიღონ მისგან წერილობითი ჩვენება.

მუხლი 38

ვალდებულებებისაგან გათავისუფლება

საკონსულო დაწესებულების მუშაკი თავისუფლდება ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში ყველა პირადი, საზოგადოებრივი და სამხედრო ვალდებულებებისაგან, აგრეთვე ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებითა და წესებით გათვალისწინებული რაიმე მოთხოვნის შესრულებისაგან, რომლებიც ეხება უცხოელთა რეგისტრაციას და ცხოვრების ნებართვის მიღებას.

მუხლი 39

გათავისუფლება გადასახადებისა და მოსაკრებლებისაგან

1. ადგილსამყოფელი სახელმწიფო ათავისუფლებს გადასახადებისა და მოსაკრებლისაგან:

1.1. საკონსულო კარ-მიდამოს და საკონსულო დაწესებულების მუშაკების საცხოვრებელ სათავსოებს, რომლის მფლობელი ან დამქირავებელია წარმდგენი სახელმწიფო, რომელიც მიღებულია წარმდგენი სახელმწიფოს ან მისი წარმომადგენლის სახელით, აგრეთვე მასთან დაკავშირებულ ხელშეკრულებებსა და აქტებს.

1.2. მოძრავ ქონებასა და სატრანსპორტო საშუალებებს, რომელიც კანონიერად შეძენილია საკონსულო დაწესებულების მიერ ოფიციალური მიზნებისათვის, აგრეთვე მათ ყიდვას, ფლობასა და შენახვას.

2. ამ მუხლის პირველ პუნქტში აღნიშნული გარემოებანი არ გამოიყენება:

2.1. იმ გადასახადებისა და მოსაკრებლების მიმართ, რომლებიც აიკრიფება როგორც სპეციალური მომსახურების საფასური.

2.2. იმ გადასახადებისა და მოსაკრებლების მიმართ, რომლებიც გადაიხდებიან ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებითა და წესებით იმ პირთაგან, რომლებმაც დადეს ხელშეკრულება ადგილსამყოფელ სახელმწიფოსთან ან მის წარმომადგენელთან.

მუხლი 40

საკონსულო მუშაკის გათავისუფლება გადასახადებისაგან

1. საკონსულო დაწესებულების მუშაკები, აგრეთვე მათი ოჯახის წევრები, რომლებიც ცხოვრობენ მათთან ერთად, თავისუფლდებიან ყველა სახის პირადი და ქონებრივი, სახელმწიფო, რაიონული და მუნიციპალური გადასახადებისა და ბაჟისაგან, გარდა:

1.1. არაპირდაპირი გადასახადებისა, რომლებსაც ჩვეულებრივ შეიცავს საქონლისა და მომსახურების ღირებულება.

1.2. გადასახადებისა და ბაჟისა კერძო უძრავ ქონებაზე, რომელიც მდებარეობს ადგილსამყოფელ სახელმწიფოს ტერიტორიაზე, 39-ე მუხლით გათვალისწინებულის გარდა.

1.3. გადასახადებისა სამკვიდრო ქონებაზე, მათ შორის ბაჟი მემკვიდრეობაზე, გადასახადი დაკავშირებული ქონების გადაცემასთან, 44-ე მუხლის მე-2 პუნქტში გათვალისწინებულის გარდა.

1.4. გადასახადისა და ბაჟისა კერძო შემოსავალზე, მათ შორის შემოსავალზე იმ კაპიტალიდან, რომლის წყარო მდებარეობს ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ტერიტორიაზე, აგრეთვე ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ფინანსურ და კომერციულ საწარმოებში გაკეთებული კაპიტალდაბანდებების გადასახადისა.

1.5. გადასახადებისა და ბაჟისა, რომელიც გადაიხდება რაიმე კონკრეტული მომსახურებისათვის, სასამართლო და სარეესტრო გადასახადი, იპოთეკური და საგერბო მოსაკრებელი, 39-ე მუხლში გათვალისწინებულის გარდა.

2. საკონსულო დაწესებულების მუშაკები თავისუფლდებიან გადასახადების, ბაჟისა და მოსაკრებლებისაგან, რომლებიც გადაიხდებიან საკონსულო მუშაობისათვის მიღებული ხელფასიდან.

3. საკონსულო დაწესებულების მუშაკები, რომლებიც ქირაობენ პირებს, რომელთა ხელფასიც არ არის გათავისუფლებული საშემოსავლო გადასახადებისაგან ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში, ასრულებენ ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებითა და წესებით დამქირავებელზე დაკისრებულ ვალდებულებებს, რომლებიც ეხება საშემოსავლო გადასახადების აკრეფას.

მუხლი 41

გათავისუფლება საბაჟო კონტროლისა და ბაჟისაგან

1. ადგილსამყოფელი სახელმწიფო, თავისი კანონებისა და წესების გათვალისწინებით, ნებას რთავს შემოტანასა და გატანაზე საბაჟო კონტროლისა და საბაჟო გადასახადის გარეშე, გარდა იმისა, რომლებიც გადაიხდებიან შენახვაზე, გადაზიდვასა და სხვა ამგვარ მომსახურებაზე:

1.1. საგნები, რომლებიც განკუთვნილია საკონსულო დაწესებულების ოფიციალური გამოყენებისათვის.

1.2. საგნები, რომლებიც განკუთვნილის საკონსულო თანამდებობის პირების პირადი სარგებლობისათვის.

1.3. საგნები რომლებიც შეტანილია საკონსულო მუშაკების და მომსახურე პერსონალის პირველ ჩამოსვლასთან დაკავშირებით საყოფაცხოვრებო საგნების ჩათვლით.

2. საგნები, აღნიშნული ამ მუხლის პირველი პუნქტის მე-2 და მე-3 ქვეპუნქტებში არ უნდა აჭარბებდნენ შესაბამისი პირების პირადი სარგებლობისათვის საჭირო რაოდენობას.

3. საკონსულო თანამდებობის პირის პირადი ბარგი თავისუფლდება საბაჟო კონტროლისაგან. ის შეიძლება შემოწმდეს ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კომპეტენტური ორგანოების მიერ მხოლოდ იმ შემთხვევაში, თუ არსებობს სერიოზული საფუძველი, რომ იგი შეიცავს სხვა საგნებს გარდა ამ მუხლის 1 პუნქტის მე-2 ქვეპუნქტში მითითებული საგნებისა, ან საგნების, რომელთა შემოტანა და გატანა აკრძალულია ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებით და წესებით, ან საკარანტინო წესებით. ამ შემთხვევაში შემოწმება ხდება საკონსულო თანამდებობის პირის ან მისი წარმომადგენლის თანდასწრებით.

მუხლი 42

ოჯახის წევრების პრივილეგიები და იმუნიტეტი

1. საკონსულო დაწესებულების მუშაკის ოჯახის წევრები სარგებლობენ იგივე პრივილეგიებით და იმუნიტეტით, რითაც საკონსულო დაწესებულების შესაბამისი მუშაკი.

2. ამ მუხლის პირველი პუნქტი არ ვრცელდება ოჯახის იმ წევრებზე, რომლებიც ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს მოქალაქეები არიან ან მუდმივად ცხოვრობენ მის ტერიტორიაზე, ან დაკავებული არიან პროფესიული ან კომერციული საქმიანობით ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში, რომელიც დაკავშირებულია კერძო შემოსავლების მიღებასთან.

მუხლი 43

პირები, რომლებიც არ სარგებლობენ პრივილეგიებით და იმუნიტეტით

1. საკონსულო დაწესებულების მუშაკები და მომსახურე პერსონალი, რომლებიც ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს მოქალაქეები არიან ან მუდმივად ცხოვრობენ ამ სახელმწიფოში, არ სარგებლობენ იმ პრივილეგიებით და იმუნიტეტით, რაც გათვალისწინებულია წინამდებარე კონვენციით, გარდა 37-ე მუხლის მე-3 პუნქტში აღნიშნული შემთხვევებისა.

2. საკონსულო დაწესებულების მუშაკის ოჯახის წევრები, რომლებიც ცხოვრობენ მასთან ერთად, სარგებლობენ პრივილეგიებით და იმუნიტეტით, რომლებიც გათვალისწინებულია წინამდებარე კონვენციით, ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში შესვლის ან იმ მომენტიდან როდესაც ისინი გახდნენ ოჯახის წევრები.

3. როდესაც საკონსულო დაწესებულების მუშაკის ფუნქციები წყდება, მისი და მასთან ერთად მცხოვრები ოჯახის წევრების პრივილეგიები და იმუნიტეტები წყდება იმ მომენტიდან, როდესაც ეს პირი დატოვებს ადგილსამყოფელ სახელმწიფოს ან ამოწურება ამის გასაკეთებელი შესაბამისი დრო. საკონსულო დაწესებულების მუშაკის ოჯახის წევრების პრივილეგიები და იმუნიტეტები წყდება, როდესაც ისინი აღარ არიან ოჯახის წევრები. იმ შემთხვევაში, თუ პირები აპირებენ დატოვონ ადგილსამყოფელი სახელმწიფო შესაბამისი გადაში, მათი პრივილეგიები და იმუნიტეტები შეუნარჩუნდებათ გამგზავრების მომენტამდე.

4. საკონსულო დაწესებულების მუშაკის გარდაცვალების შემთხვევაში მასთან მცხოვრები მისი ოჯახის წევრები განაგრძობენ მათთვის მინიჭებული პრივილეგიებითა და იმუნიტეტებით სარგებლობას მათ მიერ ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს დატოვებამდე ან ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს დატოვებისათვის საჭირო შესაბამისი ვადის გასვლამდე.

მუხლი 44

უარის თქმა პრივილეგიებსა და იმუნიტეტზე

1. წარმდგენმა სახელმწიფომ შეუძლია უარი თქვას წინამდებარე კონვენციით გათვალისწინებულ პრივილეგიებსა და იმუნიტეტებზე, რომლებითაც სარგებლობენ შესაბამისი პირები. ყველა შემთხვევაში ამგვარი უარი უნდა იყოს განსაზღვრულად გამოხატული და მის შესახებ წერილობითი ფორმით უნდა ეცნობოს ადგილსამყოფელ სახელმწიფოს.

2. სარჩელის აღძვრა ნებისმიერი პირის მიერ მაშინ, როცა მას შეეძლო ესარგებლა იმუნიტეტით იურისდიქციისადმი წინამდებარე კონვენციის შესაბამისად, ართმევს პირს უფლებას იურისდიქციისადმი იმუნიტეტზე იმ შემთხვევაში თუ არსებობს შემგვედრი სარჩელი, რომელიც დაკავშირებულია ძირითად სარჩელთან.

3. უარის თქმა იურისდიქციისადმი იმუნიტეტზე, რაც დაკავშირებულია სამოქალაქო ან ადმინისტრაციულ საქმეებთან, არ ნიშნავს იმუნიტეტზე უარის თქმას სასამართლო განაჩენისადმი, რომლის მიმართ საჭიროა წერილობითი გამოხატული ცალკე უარი.

მუხლი 45

საკონსულო ფუნქციების შესრულება დიპლომატიურ წარმომადგენლობების მიერ

1. წინამდებარე კონვენციის დებულებები ვრცელდება იმ შემთხვევაშიც თუ საკონსულო ფუნქციებს ასრულებენ დიპლომატიური წარმომადგენლობები იმდენად, რამდენადაც ეს გამომდინარეობს კონტექსტიდან.

2. დიპლომატიური წარმომადგენლობების მუშაკების გვარები, რომელთაც აკისრიათ საკონსულო ფუნქციების შესრულება, ეცნობება ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს საგარეო საქმეთა სამინისტროს ან ორგანოს, რომელსაც მიუთითებს ეს სამინისტრო.

3. საკონსულო ფუნქციების შესრულების დროს დიპლომატიურ წარმომადგენლობას შეუძლია მიმართოს:

3.1. საკონსულო ოლქის ადგილობრივ ხელისუფლებას;

3.2. ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს ცენტრალურ ხელისუფლებას, თუ ეს არ ეწინააღმდეგება ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებს, წესებს და ჩვეულებებს, ან შესაბამის საერთაშორისო ხელშეკრულებებს.

4. დიპლომატიური წარმომადგენლობის იმ მუშაკების პრივილეგიები და იმუნიტეტი, რომლებზეც საუბარია ამ მუხლის მე-3 პუნქტში, რეგულირდება საერთაშორისო სამართლის ნორმებით, რომლებიც დაკავშირებულია დიპლომატიურ ურთიერთობებთან.

ნაწილი V

ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებისა და წესების პატივისცემა

მუხლი 46

1. წინამდებარე კონვენციით გათვალისწინებული პრივილეგიებისა იმუნიტეტის დარღვევის გარეშე, პირებმა, რომლებიც სარგებლობენ ამ პრივილეგიებით და იმუნიტეტებით, პატივი უნდა სცენ ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებს და წესებს, მათ შორის საგზაო მოძრაობის წესებს.

2. საკონსულო დაწესებულების შენობების გამოყენება არ შეიძლება იმ მიზნებისათვის, რომელიც შეუთავსებელია საკონსულო ფუნქციების შესრულებასთან.

3. საკონსულო დაწესებულება, საკონსულო დაწესებულების მუშაკები და მათი ოჯახის წევრები ვალდებული არიან პატივი სცენ ადგილსამყოფელი სახელმწიფოს კანონებსა და წესებს, რომელიც ეხება ავტოსატრანსპორტო საშუალებების დაზღვევას.

4. წარმდგენი სახელმწიფოს საკონსულო დაწესებულების მუშაკებს არ შეუძლიათ ადგილსამყოფელ სახელმწიფოში პროფესიული ან კომერციული საქმიანობა პირადი შემოსავლის მიღების მიზნით იმ შემთხვევების გარდა, რომლებიც დაკავშირებულია მათი ოფიციალური ფუნქციების შესრულებასთან.

ნაწილი VI

დასკვნითი დებულებები

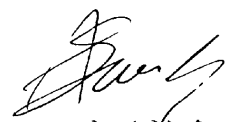
მუხლი 47

რათიფიკაცია, ძალაში შესვლა, დენონსაცია

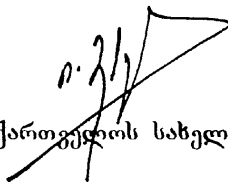
1. წინამდებარე კონვენცია ექვემდებარება რათიფიკაციას და ძალაში შედის სარათიფიკაციო სიგელების გაცვლიდან 30-ე დღეს.

2. წინამდებარე კონვენცია იდება განუსაზღვრელი ვადით და ძალაში იქნება ნ თვინი ვადის გასვლამდე იმ დღიდან, როცა ერთ-ერთი ხელშეკრული მხარე შეატყობინებს მეორე ხელშეკრულ მხარეს თავის გადაწყვეტილებას კონვენციის დენონსირების შესახებ წერილობითი ფორმით.

შესრულებულია ქ. ვილნიუსში 1999 წლის 12 ივლისს ორ ეგზემპლარად, თითოეული ლიტვურ, ქართულ და რუსულ ენებზე, ამასთან სამივე ტექსტი თანაბრად ავთენტურია. ლიტვური და ქართული ტექსტების განმარტებისას უთანხმოების შემთხვევაში, ხელშეკრულების მონაწილე მხარეები უპირატესობას აძლევენ რუსულ ტექსტს.



ლიტვის რესპუბლიკის
სახელით



საქართველოს სახელით

[LITHUANIAN TEXT — TEXTE LITUANIEN]

LIETUVOS RESPUBLIKOS

IR

GRUZIJOS

KONSULINĖ KONVENCIJA

Lietuvos Respublika ir Gruzija, toliau vadinamos "Susitariančiosiomis Šalimis",

siekdamos vystyti tarpusavio konsulinius santykius, užtikrinti abiejų valstybių, o taip pat jų piliečių teisių ir interesų gynybą, stiprinti Susitariančiųjų Šalių draugystės ryšius ir bendradarbiavimą,

išplėsdamos 1963 m. balandžio 24 d. Vienos konvencijos dėl konsulinių santykių nuostatas,

nutarė sudaryti šią Konvenciją ir s u s i t a r ė:

I SKYRIUS

SAVOKOS

1 straipsnis

Žemiau pateikiamos sąvokos šioje Konvencijoje turi tokias reikšmes:

- 1) "konsulinė įstaiga" - kiekvienas generalinis konsulas, konsulas, vicekonsulas arba konsulinė agentūra,
- 2) "konsulinė apygarda" - teritorijos dalis, skirta konsulinei įstaigai konsulinėms funkcijoms vykdyti,
- 3) "konsulinės įstaigos vadovas" - asmuo, įgaliotas tokio pobūdžio veiklai,
- 4) "konsulinis pareigūnas" - kiekvienas asmuo, įskaitant konsulinės įstaigos vadovą, įgaliotas vykdyti konsulines funkcijas,
- 5) "konsulinis tarnautojas" - kiekvienas asmuo, konsulinėje įstaigoje vykdamas administracines arba technines funkcijas,
- 6) "aptarnaujančiojo personalo darbuotojas" - kiekvienas asmuo, vykdamas konsulinės įstaigos aptarnavimo pareigas,
- 7) "konsulinės įstaigos darbuotojai" - konsuliniai pareigūnai, konsuliniai tarnautojai ir aptarnaujančiojo personalo darbuotojai,

8) "šėimos narys" - konsulinės įstaigos darbuotojo sutuoktinis, vaikai, tėvai, o taip pat kiti asmenys, kurie kartus su juo gyvena ir yra jo išlaikomi,

9) "konsulinės patalpos" - tik konsulinės įstaigos tikslams naudojami pastatai arba pastatų dalys ir šiems pastatams arba pastatų dalims priklausantis žemės sklypas, nepriklausomai nuo to, kam nuosavybės teise jie priklauso,

10) "konsuliniai archyvai" - visi konsulinės įstaigos raštai, dokumentai, korespondencija, knygos, filmai, techninės informacijos kaupimo, laikymo ir naudojimo priemonės, registrai kartu su šifrais ir kodais, kartotekomis bei bet kokia įranga, skirta jų saugojimui arba laikymui,

11) "laivas" - kiekvienas civilinis laivas, turintis teisę pakelti atstovaujamosios valstybės vėliavą,

12) "orlaivis" - kiekvienas civilinis oro laivas, turintis teisę naudoti atstovaujamosios valstybės skiriamuosius ženklus.

II SKYRIUS

BENDROS NUOSTATOS DĖL KONSULINIŲ SANTYKIŲ

2 straipsnis

Konsulinės įstaigos steigimas

1. Konsulinė įstaiga buvimo valstybės teritorijoje gali būti įsteigta tik šiai valstybei sutikus.

2. Konsulinės įstaigos buvimo vieta, klasė, konsulinė apygarda, o taip pat bet kokie pakeitimai šioje srityje nustatomi atstovaujamosios valstybės ir buvimo valstybės susitarimu.

3 straipsnis

Konsulinės įstaigos vadovų skyrimas ir leidimas vykdyti funkcijas

1. Skirdama konsulinės įstaigos vadovą, atstovaujamoji valstybė turi gauti buvimo valstybės išankstinį sutikimą. Jeigu buvimo valstybė nesutinka, ji neprivalo motyvuoti tokio sprendimo.

2. Atstovaujamoji valstybė perduoda buvimo valstybės Užsienio reikalų ministerijai konsulinį patentą arba praneša apie konsulinės įstaigos vadovo paskyrimą.

3. Po konsulinio patento pateikimo buvimo valstybė nedelsdama išduoda konsulinės įstaigos vadovui egzekvatūrą.

4. Konsulinės įstaigos vadovas gali pradėti vykdyti savo funkcijas po to, kai buvimo valstybė jam išduoda egzekvatūrą.

5. Iki egzekvatūros išdavimo buvimo valstybė gali laikinai leisti konsulinės įstaigos vadovui vykdyti savo funkcijas.

6. Konsulinės įstaigos vadovui išdavusi egzekvatūrą ar leidusi laikinai vykdyti savo funkcijas, buvimo valstybė nedelsdama praneša konsulinės apygardos valdžios organams ir imasi visų būtinų priemonių, kad konsulinės įstaigos vadovas galėtų vykdyti savo pareigas ir naudotis šioje Konvencijoje numatytomis teisėmis, lengvatomis, privilegijomis ir imunitetais.

4 straipsnis

Laikinas konsulinės įstaigos vadovo funkcijų vykdymas

1. Jeigu konsulinės įstaigos vadovas negali vykdyti savo funkcijų arba jeigu konsulinės įstaigos vadovo pareigybė neužimta, konsulinės įstaigos vadovo funkcijas gali vykdyti laikinai einantis konsulinės įstaigos vadovo pareigas.

2. Konsulinės įstaigos vadovas arba, jeigu jis negali to padaryti, kitas kompetentingas atstovaujamosios valstybės organas praneša buvimo valstybės Užsienio reikalų ministerijai laikinai einančio konsulinės įstaigos vadovo vardą ir pavardę. Paprastai apie tai pranešama iš anksto.

3. Laikinei einančiam konsulinės įstaigos vadovo pareigas buvimo valstybės kompetentingi organai teikia pagalbą ir gynybą. Konsulinės įstaigos vadovo pareigų ėjimo metu jam taikomos šios Konvencijos nuostatos taip pat, kaip ir konsulinės įstaigos vadovui.

5 straipsnis

Pranešimas buvimo valstybei apie paskyrimą, atvykimą ir išvykimą

Atstovaujamosios valstybės kompetentingi organai iš anksto praneša raštu buvimo valstybės Užsienio reikalų ministerijai:

1) konsulinės įstaigos darbuotojų pavardes, vardus, pilietybę, rangus, pareigas, atvykimo ir galutinio išvykimo arba jų funkcijų pasibaigimo datas, o taip pat apie jų statuso pasikeitimus jų darbo konsulinėje įstaigoje metu,

2) kiekvieno konsulinės įstaigos darbuotojo šeimos narių pavardes, vardus, pilietybę, atvykimo ir galutinio išvykimo datas, o taip pat apie tai, kad vienas ar kitas asmuo tapo šeimos nariu ar nustojo juo būti.

Kompetentingi buvimo valstybės valdžios organai pagal nustatytą šios valstybės tvarką nemokamai išduoda pažymėjimus konsulinės įstaigos darbuotojams ir jų šeimos nariams, išskyrus buvimo valstybės piliečius ar nuolatinius gyventojus.

6 straipsnis

Konsulinių pareigūnų pilietybė

Konsuliniai pareigūnai turi būti atstovaujamosios valstybės piliečiai.

7 straipsnis

Asmenys, pripažįstami "*persona non grata*" arba nepageidaujamais

Buvimo valstybė bet kuriuo metu gali pranešti diplomatiniais kanalais atstovaujamajai valstybei apie tai, kad kuris nors konsulinis pareigūnas pripažintas "*persona non grata*", arba kuris nors konsulinės įstaigos darbuotojas pripažintas nepageidaujamu, neprivalėdama motyvuoti savo sprendimo. Tokiu atveju atstovaujamoji valstybė privalo atšaukti tokį asmenį. Jeigu atstovaujamoji valstybė per deramą laikotarpį neįvykdys šios pareigos, buvimo valstybė gali nebepripažinti tokio asmens konsulinės įstaigos darbuotoju.

8 straipsnis

Garbės konsulai

Kiekviena iš Susitariančiųjų Šalių sprendžia, ar ji skirs ir priims garbės konsulus. Susitariančiosios Šalys diplomatinio keliu sprendžia garbės konsulų skyrimo, jų statuso ir funkcijų nustatymo klausimus.

III SKYRIUS

KONSULINĖS FUNKCIJOS

9 straipsnis

Bendrosios nuostatos

Konsulinis pareigūnas turi teisę:

1) ginti atstovaujamosios valstybės ir jos piliečių, o taip pat juridinių asmenų teises ir interesus, teikti jiems pagalbą ir paramą tarptautinės teisės ir buvimo valstybės įstatymų nustatytoje ribose.

2) skatinti atstovaujamosios valstybės ir buvimo valstybės prekybinių, ekonominių, teisinių, turistinių, ekologinių, mokslinių - techninių, informacinių, kultūrinių, humanitarinių ryšių ir ryšių švietimo srityje vystymą, o taip pat kitais būdais skatinti draugiškus santykius tarp jų,

3) visais teisėtais būdais rinkti duomenis apie prekybinio, ekonominio, kultūrinio, mokslinio buvimo valstybės gyvenimo sąlygas bei įvykius, apie tai informuoti atstovaujamosios valstybės Vyriausybę,

4) vykdyti kitas atstovaujamosios valstybės konsulinei įstaigai pavestas funkcijas, kurių nedraudžia buvimo valstybės įstatymai.

10 straipsnis

Funkcijos pilietybės ir civilinės būklės srityje

1. Konsulinis pareigūnas turi teisę:
 - 1.1. vykdyti atstovaujamosios valstybės piliečių apskaitą,
 - 1.2. priimti atstovaujamosios valstybės piliečių pareiškimus pilietybės klausimais,
 - 1.3. gauti iš buvimo valstybės kompetentingų organų pranešimus apie atstovaujamosios valstybės piliečių gimimą ir mirtį, registruoti šių piliečių gimimus ir mirtis ir surašyti atitinkamus aktus,
 - 1.4. įregistruoti atstovaujamosios valstybės piliečių santuokas pagal atstovaujamosios valstybės teisės reikalavimus,
 - 1.5. įregistruoti atstovaujamosios valstybės piliečių ištuokas pagal atstovaujamosios valstybės teisės reikalavimus.
2. Šio Straipsnio 1 punkto nuostatos neatleidžia suinteresuotųjų asmenų nuo pareigos laikytis buvimo valstybės įstatymų ir taisyklių.

11 straipsnis

Funkcijos pasų ir vizų srityje

- Konsulinis pareigūnas turi teisę:
- 1) išduoti, atnaujinti atstovaujamosios valstybės piliečiams pasus, juos paimti, pratęsti jų galiojimo laiką, daryti juose reikalingas žymas, o taip pat išduoti piliečiams kitus dokumentus, suteikiančius teisę vykti per valstybės sieną,
 - 2) išduoti, pratęsti, panaikinti atstovaujamosios valstybės įvažiavimo ir tranzitines vizas.

12 straipsnis

Legalizavimas ir tvirtinimas

1. Konsulinis pareigūnas turi teisę atlikti šiuos veiksmus:
 - 1.1. pagal piliečių pareiškimus surašyti aktus ir dokumentus, kurie bus naudojami atstovaujamojoje valstybėje ir už jos ribų,
 - 1.2. versti oficialius aktus ir dokumentus į atstovaujamosios ar buvimo valstybės kalbą ir tvirtinti šių vertimų autentiškumą,
 - 1.3. atlikti kitus atstovaujamosios valstybės pavestus notarinius veiksmus,
 - 1.4. legalizuoti oficialius dokumentus ir šių dokumentų kopijas, išrašus bei vertimus,
 - 1.5. tvirtinti parašų ir antspaudų tikrumą atstovaujamosios valstybės kompetentingų organų išduotuose dokumentuose ir buvimo valstybės Užsienio reikalų ministerijos parašus ir antspaudus.

2. Konsulinio pareigūno surašyti, legalizuoti ar patvirtinti dokumentai, jeigu jie neprieštarauja buvimo valstybės įstatymams ir taisyklėms, turės tokią pačią juridinę galią kaip ir buvimo valstybės kompetentingų organų surašyti, legalizuoti ar patvirtinti dokumentai.

13 straipsnis

Pranešimas apie sulaikymą, areštą, įkalinimą ir lankymą

1. Kompetentingi buvimo valstybės organai nedelsdami praneša atstovaujamosios valstybės konsuliniam pareigūnui apie atstovaujamosios valstybės piliečio sulaikymą, areštą ar laisvės apribojimą kitu būdu.

Kartu kompetentingi buvimo valstybės organai nedelsdami perduoda konsulinei įstaigai kiekvieną pranešimą, kurį jai adresuota minėtas asmuo.

2. Kompetentingi buvimo valstybės organai nedelsdami, ne vėliau kaip keturios dienos po atstovaujamosios valstybės piliečio sulaikymo, arešto ar laisvės apribojimo kitu būdu užtikrina konsuliniam pareigūnui teisę aplankyti arba susisiekti su šiuo piliečiu.

3. Kompetentingi buvimo valstybės organai supažindina atstovaujamosios valstybės pilietį su jo teisėmis pagal šio straipsnio 1 ir 2 punktus.

4. Šio straipsnio 1 ir 2 punktuose nurodytos teisės turi būti įgyvendinamos pagal buvimo valstybės įstatymus ir taisykles, su sąlyga, kad minėti įstatymai ir taisyklės nepanaikina šių teisių.

14 straipsnis

Pagalbos teikimas atstovaujamosios valstybės piliečiams

1. Konsulinis pareigūnas turi teisę:

1.1. susisiekti ir lankyti bet kurį atstovaujamosios valstybės pilietį, esantį konsulinės apygardos teritorijoje, o buvimo valstybė netrukdys susisiekti atstovaujamosios valstybės piliečiams su konsuline įstaiga ir nekliudys patekti jiems į konsulinę įstaigą,

1.2. priimti laikinam saugojimui bet kurio atstovaujamosios valstybės piliečio ar juridinio asmens turtą, pinigus, vertybes ir dokumentus, jeigu tai neprieštarauja buvimo valstybės įstatymams ir taisyklėms,

1.3. prašyti kompetentingų buvimo valstybės organų nedelsiant pateikti informaciją apie bet koki įvykį, sukėlusį materialinę žalą arba žmonių aukas, autotransporto priemonių sulaikymą ir nelaimingus atsitikimus, kuriuose dalyvavo atstovaujamosios valstybės piliečiai,

1.4. prašyti kompetentingų buvimo valstybės organų pagalbos, ieškant dingusių be žinios atstovaujamosios valstybės piliečių.

2. Jeigu atstovaujamosios valstybės pilietis negali laiku apginti savo teisių ir interesų pagal buvimo valstybės įstatymus ir taisykles, konsulinis pareigūnas gali jam atstovauti teismo ir kituose buvimo valstybės kompetentinguose organuose arba užtikrinti adekvatų atstovavimą iki tol, kol jis paskirs savo atstovą arba sugebės pats apginti savo teises ir interesus.

15 straipsnis

Globa ir rūpyba

1. Kompetentingi buvimo valstybės valdžios organai nedelsdami praneša konsulinei įstaigai apie būtinumą steigti globą ar rūpybą atstovaujamosios valstybės piliečiui, kuris yra neveiksnus ar kurio veiksnumas veikti savo vardu yra ribotas.

2. Konsulinis pareigūnas turi teisę pagal buvimo valstybės įstatymus ir taisykles ginti atstovaujamosios valstybės piliečio, kuris yra neveiksnus ar kurio veiksnumas veikti savo vardu yra ribotas, teises bei interesus ir, kai tai yra būtina, rekomenduoti arba paskirti šio asmens globėją ar rūpintoją ir prižiūrėti su globa bei rūpyba susijusius veiksmus.

16 straipsnis

Pranešimas apie mirtį

Kompetentingi buvimo valstybės organai, mirus atstovaujamosios valstybės piliečiui, nedelsdami praneša apie tai konsulinei įstaigai. Konsulinės įstaigos prašymu, jie išduoda konsulinei įstaigai mirties liudijimą ar kitus mirties faktą patvirtinančius dokumentus.

17 straipsnis

Funkcijos palikimo srityje

1. Kompetentingi buvimo valstybės organai nedelsdami praneša konsuliniam pareigūnui apie jo konsulinėje apygardoje mirusį atstovaujamosios valstybės pilietį, informuoja konsulinį pareigūną apie palikimą, testamentą, o taip pat apie tai, kad kuris nors asmuo, esantis ar atstovaujamas buvimo valstybės teritorijoje yra paskirtas to turto tvarkytoju.

2. Konsulinis pareigūnas turi teisę dalyvauti, kompetentingiems buvimo valstybės organams aprašant ar užantspauduojant turą, nurodytą šio straipsnio 1 punkte.

3. Kai atstovaujamosios valstybės pilietis turi teisę į mirusio buvimo valstybės teritorijoje asmens, nepriklausomai nuo šio asmens pilietybės, palikimą, šios valstybės kompetentingi organai nedelsdami praneša apie tai konsulinei įstaigai.

4. Jeigu atstovaujamosios valstybės pilietis turi teisę arba pretenduoja įgyti teisę į buvimo valstybėje esantį palikimą, bet nei jis, nei jo atstovas negali dalyvauti nagrinėjant palikimo klausimus, konsulinis pareigūnas asmeniškai ar per savo atstovą gali atstovauti šiam piliečiui teismuose ir kituose kompetinguose buvimo valstybės organuose.

5. Konsulinis pareigūnas turi teisę atstovaujamosios valstybės piliečio, kuris nėra nuolatinis buvimo valstybės gyventojas, vardą gauti ir perduoti šiam piliečiui priklausantį palikimą.

6. Jeigu atstovaujamosios valstybės pilietis, kuris nėra nuolatinis buvimo valstybės gyventojas, miršta toje valstybėje, konsulinis pareigūnas turi teisę paimiti laikinam saugojimui visus dokumentus, pinigus ir asmeninį mirusiojo turą tam, kad perduotų juos paveldėtojams, turto tvarkytojui ar kitiems įgaliotiems asmenims.

7. Konsulinis pareigūnas atstovaujamosios valstybės piliečio, jei to piliečio nėra buvimo valstybėje, vardu gali gauti iš teismo, valdžios organų ar atskirų asmenų pinigus ar kitą nuosavybę, į kurią minėtas pilietis turi teisę dėl kurio nors asmens mirties, įskaitant palikimą, išmokas, gaunamas pagal įstatymą dėl kompensacijų nelaimingų atsitikimų atvejais, o taip pat išmokas pagal draudimo polius gyvybės draudimo atvejais.

8. Vykdydamas šio straipsnio 4, 5, 6 ir 7 punktuose numatytas funkcijas, konsulinis pareigūnas privalo laikytis buvimo valstybės įstatymų ir taisyklių.

18 straipsnis

Atstovaujamosios valstybės laivams teikiama parama

1. Konsulinis pareigūnas turi teisę savo konsulinėje apygardoje teikti pagalbą atstovaujamosios valstybės laivams, esantiems buvimo valstybės vidaus vandenyse ar teritorinėje jūroje, šių laivų kapitonams ir įgulos nariams, o taip pat:

1.1. patekti į laivą, apklausti kapitoną ir bet kurį įgulos narį bei gauti informaciją apie laivą, jo judėjimą ir krovinį,

1.2. tirti bet koki nelaimingą atsitikimą, įvykusį plaukiojimo metu, nepažeisdamas buvimo valstybės valdžios organų teisių,

1.3. spręsti ginčus tarp kapitono ir įgulos narių, įskaitant ginčus, susijusius su darbo užmokesčiu ir prievolėmis, numatytais darbo sutartyje, o taip pat užtikrinti saugumą laive,

1.4. užtikrinti laivo kapitonui ir bet kuriam įgulos nariui medicininę pagalbą arba repatriaciją,

1.5. priimti, svarstyti, surašyti, pasirašyti ar patvirtinti susijusius su laivu dokumentus,

1.6. atstovaujamosios valstybės pavedimu spręsti ir kitus susijusias su laivu klausimus.

2. Kapitonas ir įgulos nariai turi teisę betarpiškai susisiekti su konsuliniu pareigūnu, nepažeisdami buvimo valstybės įstatymų ir taisyklių.

19 straipsnis

Su atstovaujamosios valstybės vėliava plaukiojančio laivo gynyba prievartos priemonių taikymo atveju

1. Jeigu buvimo valstybės teismas ar kiti kompetentingi organai numato imtis kokių nors prievartos priemonių ar pavesti vykdyti tyrimą atstovaujamosios valstybės laive, jie iš anksto informuoja konsulinę įstaigą, kad konsulinis pareigūnas arba jo atstovas galėtų dalyvauti atliekant šiuos veiksmus. Jeigu skubiu atveju išankstinis informavimas neįmanomas, konsulinei įstaigai turi būti nedelsiant pranešta apie buvimo valstybės kompetentingų organų atliktus veiksmus, o konsulinio pareigūno prašymu - apie atliktų veiksmų rezultatus.

2. Šio straipsnio 1 punkto nuostatos taikomos ir veiksams, kuriuos buvimo valstybės kompetentingi organai atlieka krante laivo kapitono ar kurio nors įgulos nario atžvilgiu.

3. Šio straipsnio 1 ir 2 punktų nuostatos netaikomos buvimo valstybės kompetentingiems organams, vykdant muitinės, uosto administracijos, karantino, pasienio kontrolės tikrinimą, o taip pat siekiant užtikrinti navigacijos saugumą arba išvengti vandens užteršimo.

4. Jeigu nėra trikdoma buvimo valstybės ramybė, saugumas ir viešoji tvarka, buvimo valstybės kompetentingi organai negali kištis į atstovaujamosios valstybės laivo vidaus reikalus, išskyrus atvejus, kai to prašo laivo kapitonas, ar jam sutikus arba, kai yra gautas atstovaujamosios valstybės konsulinio pareigūno sutikimas.

20 straipsnis

Vidaus vandenyse ir teritorinėje jūroje esantiems laivams, sudužusiems arba patyrusiems avariją, užplaukusiems ant seklumos arba dėl kokių nors priežasčių negalintiems savarankiškai tęsti plaukiojimo teikiama pagalba

1. Jeigu atstovaujamosios valstybės laivas sudūžta ar patiria avariją, užplaukia ant seklumos arba dėl kokių nors priežasčių negali savarankiškai tęsti plaukiojimo, kompetentingi buvimo valstybės organai nedelsdami praneša konsulinei įstaigai apie priemones, kurių jau imtasi gelbėjant žmones laive, laivo krovinį ir kitą turtą.

2. Buvimo valstybės kompetentingi organai neturi trukdyti konsuliniam pareigūnui teikti pagalbą kokiam nors sudužusiam ar patyrusiam avariją, užplaukusiam ant seklumos arba dėl kokių nors priežasčių negalinčiam savarankiškai tęsti plaukiojimo laivui, jo įgulai ir keleiviams; šiuo atveju jis gali kreiptis pagalbos į buvimo valstybės valdžios organus.

3. Jeigu laivas sudužo ar patyrė avariją, užplaukė ant seklumos arba dėl kokių nors priežasčių negali savarankiškai tęsti plaukiojimo, arba koks nors laivui priklausantis daiktas arba kroviny's bus rastas ant buvimo valstybės kranto ar nugabentas į jos uostą, o laivo kapitonas, savininkas, laivo agentas arba draudimo kompanijos atstovas nedalyvauja ar negali imtis priemonių, siekdami nurodytą turtą išsaugoti ar tvarkyti, buvimo valstybės valdžios organai nedelsiant praneša apie tai konsulinei įstaigai. Šiuo atveju konsulinis pareigūnas turi teisę imtis būtinų priemonių jų vardu.

4. Atstovaujamosios valstybės sudužusio ar patyrusio avariją, užplaukusio ant seklumos ar dėl kokių nors priežasčių negalinčio toliau savarankiškai tęsti plaukiojimo laivo kroviny's ir turtas buvimo valstybėje neapmokestinami jokiais mokesčiais, išskyrus atvejus, kai šis turtas buvo realizuotas arba naudotas buvimo valstybėje.

5. Konsulinis pareigūnas turi teisę dalyvauti buvimo valstybės kompetentingiems organams nustatant laivo avarijos, užplaukimo ant seklumos arba negalėjimo toliau savarankiškai tęsti plaukiojimą priežastis.

21 straipsnis

Atstovaujamosios valstybės orlaivis

Šios Konvencijos nuostatos dėl atstovaujamosios valstybės laivų taip pat taikomos ir atstovaujamosios valstybės orlaiviams, jei jos neprieštarauja kitų atstovaujamosios valstybės ir buvimo valstybės dvišalių ir daugiašalių sutarčių, kurių dalyvėmis yra abi valstybės, nuostatomis.

22 straipsnis

Teisinių dokumentų perdavimas

Konsulinis pareigūnas turi teisę perduoti teismo ir neteisminius dokumentus, jei tai leidžia buvimo valstybės įstatymai ir taisyklės. Jeigu tarp atstovaujamosios valstybės ir buvimo valstybės galioja kiti susitarimai, taikomos pastarųjų nuostatos.

23 straipsnis

Konsulinių funkcijų vykdymui skirta teritorija

Konsulinis pareigūnas vykdo konsulinės funkcijas konsulinėje apygardoje. Buvimo valstybei sutikus, konsulinis pareigūnas gali vykdyti savo funkcijas už konsulinės apygardos ribų.

24 straipsnis

Santykiai su buvimo valstybės organais

Vykdydamas savo funkcijas, konsulinis pareigūnas gali kreiptis:

1. į savo konsulinės apygardos kompetentingus vietinius organus,
2. į buvimo valstybės kompetentingus centrinius organus, kiek tai leidžiama buvimo valstybės įstatymais, taisyklėmis ir papročiais arba atitinkamais tarptautiniais susitarimais.

25 straipsnis

Pranešimas apie buvimo valstybės teisės aktų pakeitimus, kurie gali būti susiję su atstovaujamosios valstybės piliečiais

Buvimo valstybė praneša konsulinei įstaigai apie teisės aktų pakeitimus, kurie gali būti susiję su atstovaujamosios valstybės piliečių teisėmis ir interesais.

IV SKYRIUS

LENGVATOS, PRIVILEGIJOS IR IMUNITETAİ

26 straipsnis

Konsulinės įstaigos ir konsulinės įstaigos darbuotojų lengvatos

1. Buvimo valstybė suteikia visas galimybes konsulinei įstaigai vykdyti savo funkcijas.
2. Buvimo valstybė skirs deramą dėmesį konsulinės įstaigos darbuotojams ir imsis būtinų priemonių tam, kad jie galėtų vykdyti savo funkcijas pagal šią Konvenciją.

27 straipsnis

Konsulinės ir gyvenamosios patalpos

1. Buvimo valstybė pagal savo įstatymus ir taisykles privalo teikti paramą savo teritorijoje atstovaujamajai valstybei įsigyjant konsulinėms įstaigoms būtinas patalpas arba padėti gauti patalpas kitu būdu.
2. Buvimo valstybė taip pat privalo, esant būtinumui, teikti paramą konsulinei įstaigai, šiai įsigyjant tinkamas gyvenamąsias patalpas savo darbuotojams.
3. Šio straipsnio nuostatos negali būti suprantamos kaip atstovaujamosios valstybės atleidimas nuo pareigos laikytis buvimo valstybės įstatymų ir taisyklių, reglamentuojančių pastatų išdėstymą ir konstrukciją, o taip pat įstatymų ir taisyklių, reguliuojančių miestų planavimą ir rajonavimą.

28 straipsnis

Valstybinės vėliavos ir herbo naudojimas

1. Konsulinė įstaiga turi teisę naudoti savo valstybės vėliavą ir herbą buvimo valstybėje sutinkamai su šio straipsnio nuostatomis.
2. Atstovaujamosios valstybės vėliava gali būti iškelta, o valstybinis herbas pritvirtintas prie pastato, kuriame įsikūrusi konsulinė įstaiga, ant išorinių pastato durų, taip pat konsulinės įstaigos vadovo rezidencijos ir, kai tai susiję su tarnybinių funkcijų vykdymu, ant jo transporto priemonių.

29 straipsnis

Konsulinių patalpų ir konsulinių pareigūnų gyvenamųjų patalpų neliečiamybė

1. Konsulinės patalpos ir konsulinių pareigūnų gyvenamosios patalpos neliečiamos. Buvimo valstybės valdžios atstovai gali įeiti į konsulinių pareigūnų konsulines patalpas, tik atstovaujamosios valstybės buvimo valstybėje konsulinės įstaigos ar diplomatinės atstovybės vadovui, arba jų paskirtam asmeniui sutikus.

2. Buvimo valstybė imsis visų būtinų priemonių konsulinių patalpų ir konsulinių pareigūnų gyvenamųjų patalpų apsaugai nuo bet kokio įsiveržimo arba žalos padarymo ir nuo bet kokių konsulinės įstaigos rimties trikdymų arba jos orumo žeminimo.

30 straipsnis

Konsulinių patalpų imunitetas nuo rekvizicijos

Konsulinėms patalpoms, konsulinės įstaigos nuosavybei bei jos transporto priemonėms taikomas imunitetas nuo bet kokio pobūdžio rekvizicijos valstybės gynybos ar visuomeniniams reikalams.

31 straipsnis

Konsulinių archyvų neliečiamybė

Konsuliniai archyvai neliečiami bet kuriuo metu ir nepriklausomai nuo jų buvimo vietos.

32 straipsnis

Judėjimo laisvė

Jei tai neprieštarauja buvimo valstybės įstatymams ir taisyklėms dėl rajonų, į kuriuos įvažiavimas draudžiamas arba reguliuojamas valstybės saugumo sumetimais, buvimo valstybė privalo užtikrinti savo teritorijoje judėjimo ir kelionių laisvę visiems konsulinės įstaigos darbuotojams. Tačiau buvimo valstybė visais atvejais suteikia galimybę konsuliniam pareigūnui vykdyti savo tarnybines pareigas.

33 straipsnis

Susisiekimo laisvė

1. Buvimo valstybė suteiks ir saugos konsulinės įstaigos susisiekimo laisvę visiems oficialiems tikslams. Susisiekdama su atstovaujamosios valstybės vyriausybe, diplomatinėmis atstovybėmis ir kitomis konsulinėmis įstaigomis, konsulinė įstaiga gali naudotis visomis tinkamomis priemonėmis, įskaitant diplomatinius ir konsulinius kurjerius, užkoduotas ir šifruotas depešas, diplomatinį ir konsulinį paštą. Konsulinė įstaiga gali įrengti ir naudotis radijo ryšio siųstuvu, tik buvimo valstybei sutikus.

2. Oficiali konsulinės įstaigos korespondencija neliečiama. Konsulinis paštas negali būti nei atplėšiamas, nei sulaikomas. Jis privalo turėti matomus išorinius ženklus, nurodančius jo pobūdį, ir juose gali būti tik oficiali korespondencija, oficialūs dokumentai ir daiktai, skirti tik oficialiam naudojimui.

3. Konsulinis kurjeris turi būti atstovaujamosios valstybės pilietis ir negali būti buvimo valstybės nuolatinis gyventojas. Buvimo valstybėje jis naudojasi tomis pačiomis lengvatomis, privilegijomis ir imunitetais kaip ir diplomatinis kurjeris.

4. Atstovaujamoji valstybė arba konsulinė įstaiga gali paskirti konsulinius kurjerius *ad hoc*. Tokiais atvejais šio straipsnio 3 punkto nuostatos taip pat taikomos, išskyrus tai, kad jame nurodyti imunitetai baigiasi nuo tokiam kurjeriui patikėto konsulinio pašto pristatymo į paskirties vietą momento.

5. Konsulinis paštas gali būti patikėtas atstovaujamosios valstybės laivo kapitonui arba orlaivio vadui, kuris privalo turėti oficialų dokumentą, kuriame nurodomas konsulinį paštą sudarančių vienetų skaičius, tačiau jis nelaikomas konsuliniu kurjeriu. Konsulinės įstaigos darbuotojai gali tiesiogiai ir netrukdomai laivo kapitonui ar orlaivio vadui įduoti arba priimti iš jų konsulinį paštą.

34 straipsnis

Konsuliniai mokesčiai ir rinkliavos

1. Konsulinė įstaiga už teikiamas konsulines paslaugas buvimo valstybės teritorijoje gali imti mokesčius ir rinkliavas, numatytus atstovaujamosios valstybės įstatymais ir taisyklėmis.

2. Šio straipsnio 1 punkte numatyti mokesčiai ir rinkliavos buvimo valstybėje neapmokestinami.

35 straipsnis

Konsulinių pareigūnų neliečiamybė

1. Konsuliniai pareigūnai naudojasi asmens neliečiamybe ir negali būti sulaikomi arba areštuojami. Buvimo valstybė imasi reikalingų priemonių, kad išvengtų bet kokio kėsینimosi į jų laisvę ir orumą.

36 straipsnis

Imunitetas nuo jurisdikcijos

1. Konsuliniai pareigūnai naudojami diplomatinėmis privilegijomis ir imunitetais tokia pačia apimtimi kaip ir diplomatiniai agentai pagal 1961 metų balandžio 18 d. Vienos konvencijos dėl diplomatinio santykių nuostatas.

2. Konsulinės įstaigos konsuliniais tarnautojams ir aptarnaujančio personalo darbuotojams netaikoma buvimo valstybės jurisdikcija veiksmų, atliktų vykdant tarnybines pareigas, atžvilgiu.

3. Šio straipsnio 2 punkto nuostatos netaikomos civiliniams ieškiniams:

3.1 pareikštiems dėl konsulinės įstaigos konsulinio tarnautojo arba aptarnaujančio personalo darbuotojo sudarytos sutarties, kuria jis tiesiogiai ar netiesiogiai neįsipareigoja kaip atstovaujamosios valstybės agentas, arba

3.2 pareikštiems trečiosios šalies dėl buvimo valstybėje įvykusio nelaimingo atsitikimo, kurį sukėlė kelių transporto priemonė, laivas arba orlaivis, padarytos žalos.

37 straipsnis

Pareiga duoti liudytojo parodymus

1. Konsuliniai pareigūnai neprivalo duoti liudytojo parodymų.

2. Konsuliniai tarnautojai ir aptarnaujančio personalo darbuotojai gali būti kviečiami duoti liudytojo parodymus, nagrinėjant buvimo valstybėje teismo ir administracines bylas. Jie negali atsisakyti duoti liudytojo parodymų, išskyrus šio straipsnio 3 punkte nurodytais atvejais.

3. Konsuliniai tarnautojai ir aptarnaujančio personalo darbuotojai neprivalo duoti liudytojo parodymų klausimais, susijusiais su jų pareigų vykdymu, arba pateikti su jų funkcijomis susijusią oficialią korespondenciją ar dokumentus. Jie turi teisę duoti liudytojo parodymus apie atstovaujamosios valstybės teisės aktus kaip ekspertai, jei yra gautas konsulinės įstaigos vadovo sutikimas, tačiau jie gali atsisakyti duoti parodymus kaip ekspertai.

4. Buvimo valstybės kompetentingi valdžios organai, kuriems reikia kurio nors konsulinio tarnautojo arba aptarnaujančio personalo darbuotojo parodymų, neturi trukdyti šio asmens tarnybinių pareigų vykdymui. Esant galimybei, šie valdžios organai gali išklausti šiuos parodymus šio asmens gyvenamojoje vietoje, konsulinės įstaigos patalpose arba priimti jo parodymus raštu.

38 straipsnis

Atleidimas nuo prievolių

Buvimo valstybėje konsulinės įstaigos darbuotojas atleidžiamas nuo visų asmeninių, visuomeninių pareigų ir karinių prievolių, o taip pat nuo buvimo valstybės įstatymais ir taisyklėmis numatytų bet kokių reikalavimų, susijusių su užsieniečių registracija ir leidimo gyventi gavimu, vykdymo.

39 straipsnis

Atleidimas nuo mokesčių ir rinkliavų

1. Buvimo valstybė neapmokestina mokesčiais ir rinkliavomis:

1.1. konsulinių patalpų ir konsulinės įstaigos darbuotojų gyvenamųjų patalpų, kurių savininke arba nuomininke yra atstovaujamoji valstybė, gautų iš atstovaujamosios valstybės ar jos atstovo, o taip pat su tuo susijusių sutarčių ir aktų,

1.2 konsulinės įstaigos oficialiems tikslams teisėtai įgyto kilnojamojo turto ir transporto priemonių, o taip pat jų įgijimo, valdymo ir išlaikymo.

2. Šio straipsnio 1 punkto nuostatos netaikomos:

2.1. mokesčiams ir rinkliavoms už specialias paslaugas,

2.2. mokesčiams ir rinkliavoms, imamoms pagal buvimo valstybės įstatymus ir taisykles iš asmens, kuris sudarė sutartį su buvimo valstybe ar jos atstovu.

40 straipsnis

Konsulinės įstaigos darbuotojų atleidimas nuo mokesčių

1. Konsulinės įstaigos darbuotojai, o taip pat jų šeimos nariai, gyvenantys kartu su jais, atleidžiami nuo visų asmeninių ir turtinių, valstybinių, rajoninių ir municipalinių mokesčių bei rinkliavų, išskyrus:

1.1. netiesioginius mokesčius, kurie paprastai įskaičiuojami į prekių ir paslaugų kainą,

1.2. mokesčius ir rinkliavas už privatų nekilnojamą turtą, esantį buvimo valstybės teritorijoje, su 39 straipsnyje numatytais išimtimis,

1.3. mokesčius už paveldimą turtą: paveldėjimo rinkliavas, mokesčius už turto perėjimą su 44 straipsnio 2 punkte numatytais išimtimis,

1.4. mokesčius ir rinkliavas už asmenines pajamas, įskaitant pajamas iš kapitalo, kurio šaltinis yra buvimo valstybėje, o taip pat mokesčius už kapitalo investavimą į komercines ir finansines įmones buvimo valstybėje,

1.5. mokesčius ir rinkliavas už konkrečias aptarnavimo rūšis, registracinius, teismo ir rejestro mokesčius, hipotekos ir žyminius mokesčius su 39 straipsnio nuostatų numatytais išimtimis.

2. Konsulinės įstaigos darbuotojai atleidžiami nuo mokesčių ir rinkliavų už darbo užmokestį, gaunamą už savo darbą konsulinėje įstaigoje.

3. Konsulinės įstaigos darbuotojai, samdantys asmenis, kurie buvimo valstybėje nėra atleidžiami nuo pajamų mokesčio už darbo užmokestį, vykdo valstybės įstatymais ir taisyklėmis darbdaviams numatytas pareigas, susijusias su pajamų mokesčių ėmimu.

41 straipsnis

Atleidimas nuo muitinės kontrolės ir maito mokesčių

1. Buvimo valstybė, vadovaudamasi savo įstatymais ir taisyklėmis, leidžia įvežti ir išvežti be maito mokesčių, išskyrus tuos, kurie imami už saugojimą, pervežimą ir panašaus pobūdžio paslaugas:

- 1.1. daiktus, skirtus oficialiam konsulinės įstaigos naudojimui,
- 1.2. daiktus, skirtus konsulinių pareigūnų asmeniniam naudojimui,
- 1.3. daiktus, taip pat ir buitinius reikmenis, kuriuos konsulinės įstaigos konsuliniai tarnautojai ir aptarnaujančio personalo tarnautojai įsiveža pirmą kartą atvykdami.

2. Šio straipsnio 1 punkto 2 ir 3 papunkčiuose nurodytų daiktų kiekis neturi viršyti šių asmenų asmeniniam naudojimui būtino kiekio.

3. Asmeninis konsulinio pareigūno bagažas atleidžiamas nuo muitinės kontrolės. Buvimo valstybės kompetentingi organai gali jį kontroliuoti tik, jeigu yra rimtas pagrindas manyti, kad jame yra kitų daiktų, nenurodytų šio straipsnio 1 punkto 2 papunktyje, arba daiktų, kurių įvežimas ir išvežimas uždraustas buvimo valstybės įstatymais ir taisyklėmis arba karantino taisyklėmis. Šiuo atveju kontrolė atliekama, dalyvaujant konsuliniam pareigūnui arba jo įgaliotam atstovui.

42 straipsnis

Šeimos narių privilegijos ir imunitetai

1. Konsulinės įstaigos darbuotojų šeimos nariai turi tuos pačius privilegijas ir imunitetus kaip ir konsulinės įstaigos atitinkamas darbuotojas.

2. Šio straipsnio 1 punkto nuostatos netaikomos šeimos nariams, kurie yra buvimo valstybės piliečiai arba nuolatiniai gyventojai, arba užsiima profesine ar komercine veikla, siekdami gauti pajamas buvimo valstybėje.

43 straipsnis

Asmenys, neturintys privilegijų ir imunitetų

1. Konsulinės įstaigos konsuliniai tarnautojai ir aptarnaujančio personalo darbuotojai, esantys buvimo valstybės piliečiais arba nuolatiniais gyventojais, neturi šioje Konvencijoje numatytų privilegijų ir imunitetų, išskyrus numatytus 37 straipsnio 3 punkte.

2. Konsulinės įstaigos darbuotojo šeimos nariai, gyvenantys kartu su juo, pradeda naudotis šioje Konvencijoje numatytomis privilegijomis ir imunitetais nuo atvykimo į buvimo valstybę momento arba nuo to momento, kai jie tapo šeimos nariais.

3. Kai konsulinės įstaigos darbuotojo funkcijos pasibaigia, jo privilegijos ir imunitetai, o taip pat jo šeimos narių, gyvenančių kartu su juo, privilegijos ir imunitetai pasibaigia tuo momentu, kai minėtas asmuo išvyksta iš buvimo valstybės arba pasibaigia priimtinas terminas, per kurį jis galėjo išvykti. Konsulinės įstaigos darbuotojo šeimos narių privilegijos ir imunitetai pasibaigia, kai jie nustoja būti jo šeimos nariais. Tačiau jei asmenys ketina išvykti iš buvimo valstybės per priimtinus terminus, jų privilegijos ir imunitetai tęsiasi iki jų išvykimo.

4. Konsulinės įstaigos darbuotojo mirties atveju, jo šeimos nariai, gyvenę kartu su juo, turi jiems suteiktas privilegijas ir imunitetus iki momento, kol jie išvyksta iš buvimo valstybės arba pasibaigia priimtinas terminas, per kurį jie galėjo išvykti.

44 straipsnis

Privilegijų ir imunitetų atsisakymas

1. Atstovaujamoji valstybė gali atsisakyti nuo bet kurių šioje Konvencijoje numatytų privilegijų ir imunitetų, kurias turi atitinkami asmenys. Visais atvejais šis atsisakymas turi būti aiškiai išreikštas ir apie jį turi būti raštu pranešta buvimo valstybei.

2. Kai bet kuris asmuo pareiškia ieškinį byloje, kurioje jis galėtų turėti imunitetą nuo jurisdikcijos pagal šią Konvenciją, jis netenka teisės remtis imunitetu nuo jurisdikcijos priešieškinio, susijusio su pagrindiniu ieškiniu, atveju.

3. Imuniteto nuo jurisdikcijos civilinėje arba administracinėje byloje atsisakymas nereiškia, kad atsisakoma imuniteto nuo teismo sprendimų, kurių atvejais reikia atskiro raštiško atsisakymo nuo imuniteto, vykdymo.

45 straipsnis

Diplomatinių atstovybių vykdomos konsulinės funkcijos

1. Šios Konvencijos nuostatos taip pat taikomos tais atvejais, kai konsulines funkcijas vykdo diplomatinės atstovybės.

2. Diplomatinės atstovybės darbuotojų, kuriems pavesta vykdyti konsulines funkcijas, pavardės pranešamos buvimo valstybės Užsienio reikalų ministerijai arba šios ministerijos nurodytam organui.

3. Vykdydama konsulines funkcijas, diplomatinė atstovybė gali kreiptis:

3.1. į konsulinėje apygardoje esančius vietinės valdžios organus,

3.2. į buvimo valstybės centrinius valdžios organus, jeigu tai neprieštarauja buvimo valstybės įstatymams, taisyklėms ir papročiams arba atitinkamiems tarptautiniams susitarimams.

4. Šio Straipsnio 3 punkte nurodytų diplomatinės atstovybės darbuotojų privilegijas ir imunitetus reguliuoja tarptautinės teisės normos, susijusios su diplomatiniais santykiais.

V SKYRIUS

BUVIMO VALSTYBĖS ĮSTATYMŲ IR TAISYKLIŲ GERBIMAS

46 straipsnis

1. Asmenys, kurie turi šioje Konvencijoje numatytas privilegijas ir imunitetus, be žalos šioms privilegijoms ir imunitetams, privalo gerbti buvimo valstybės įstatymus ir taisykles, taip pat ir kelių eismo taisykles.

2. Konsulinės patalpos negali būti naudojamos tikslams, nesuderinamiems su konsulinių funkcijų vykdymu.

3. Konsulinė įstaiga, konsulinės įstaigos darbuotojai ir jų šeimos nariai privalo gerbti buvimo valstybės įstatymus ir taisykles transporto priemonių draudimo srityje.

4. Atstovaujamosios valstybės konsulinės įstaigos darbuotojai negali, siekdami gauti asmenines pajamas, užsiimti buvimo valstybėje profesine arba komercine veikla, išskyrus su oficialių funkcijų vykdymu susijusią veiklą.

VI SKYRIUS

BAIGIAMOSIOS NUOSTATOS

47 straipsnis

Ratifikavimas, įsigaliojimas, denonsavimas

1. Ši Konvencija turi būti ratifikuota ir įsigalioja trisdešimtą (30) dieną po pasikeitimo ratifikaciniais raštais dienos.

2. Ši Konvencija sudaryta neapibrėžtam terminui ir galios dar šešis (6) mėnesius nuo vienos iš Susitariančiųjų Šalių pranešimo raštu kitai Susitariančiajai Šaliai apie savo ketinimą denonsuoti šią Konvenciją dienos.

Sudaryta *Vilniuje* 1999 metų liepos 12 d., dviem egzemplioriais lietuvių, gruzinų ir rusų kalbomis, visiems trims tekstams turint vienodą galią. Iškilus nesutarimams aiškinant lietuvišką ar gruzinišką tekstą, Susitariančiosios Šalys remsis šios Konvencijos tekstu rusų kalba.



Lietuvos Respublikos vardu



Gruzijos vardu

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

КОНСУЛЬСКАЯ КОНВЕНЦИЯ
МЕЖДУ ЛИТОВСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И ГРУЗИЕЙ

Литовская Республика и Грузия, именуемые далее "Договаривающиеся Стороны",

руководствуясь желанием развивать свои консульские отношения, содействовать защите прав и интересов обоих государств, а также их граждан, укреплению дружбы и сотрудничества между Договаривающимися Сторонами,

в развитие положений Венской Конвенции о консульских сношениях от 24 апреля 1963 года,

решили заключить настоящую Конвенцию и договорились о нижеследующем:

РАЗДЕЛ I
ОПРЕДЕЛЕНИЯ

Статья 1

В настоящей Конвенции приводимые ниже термины имеют следующее значение:

1) "консульское учреждение" означает любое генеральное консульство, консульство, вице — консульство или консульское агентство,

2) "консульский округ" означает район, отведенный консульскому учреждению для выполнения консульских функций,

3) "глава консульского учреждения" означает лицо, которому поручено действовать в этом качестве,

4) "консульское должностное лицо" означает любое лицо включая главу консульского учреждения, которому поручено в этом качестве выполнение консульских функций,

5) "консульский служащий" означает любое лицо, выполняющее административные или технические обязанности в консульском учреждении,

6) "работник обслуживающего персонала" означает любое лицо, выполняющее обязанности по обслуживанию консульского учреждения,

7) "работники консульского учреждения" означает консульские должностные лица, консульские служащие и работники обслуживающего персонала,

8) "член семьи" означает жену (мужа), детей, родителей работника консульского учреждения, а также других лиц, которые проживают с ним и находятся на его иждивении,

9) "консульские помещения" означает используемые исключительно для консульского учреждения здания или части зданий и обслуживающий данное здание или части зданий земельный участок, кому бы ни принадлежало право собственности на них,

10) "консульские архивы" включают все бумаги, документы, корреспонденцию, книги, фильмы, технические средства накопления, хранения и использования информации, реестры консульского учреждения вместе с шифрами и кодами, картотеками и любыми предметами обстановки, предназначенными для обеспечения их сохранности или хранения,

11) "судно" означает любое гражданское судно, которое имеет право на поднятие флага представляемого государства,

12) "воздушное судно" означает любое гражданское воздушное судно, которое имеет право на использование опознавательных знаков представляемого государства.

РАЗДЕЛ II ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ О КОНСУЛЬСКИХ СНОШЕНИЯХ

Статья 2 Открытие консульского учреждения

1. Консульское учреждение может быть открыто на территории государства пребывания только с согласия этого государства.

2. Местонахождение консульского учреждения, его класс, консульский округ, а также любые изменения в этом отношении определяются только по договоренности между представляемым государством и государством пребывания.

Статья 3 Назначение и допущение глав консульских учреждений

1. Для назначения главы консульского учреждения представляемое государство должно получить предварительное согласие государства пребывания. Если государство пребывания не согласно на это, оно не обязано сообщать мотивы своего решения.

2. Представляемое государство передает Министерству Иностранных Дел государства пребывания консульский патент или уведомление о назначении главы консульского учреждения.

3. По представлении консульского патента государство пребывания в возможно короткий срок выдает главе консульского учреждения экзекватуру.

4. Глава консульского учреждения может приступить к исполнению своих обязанностей после того, как государство пребывания выдаст ему экзекватуру.

5. Государство пребывания до выдачи экзекватуры может разрешить главе консульского учреждения временно выполнять свои функции.

6. После выдачи главе консульского учреждения экзекватуры или разрешения временно выполнять свои функции государство пребывания немедленно оповещает власти консульского округа и принимает все необходимые меры, чтобы предоставить главе консульского учреждения возможность выполнять свои обязанности и пользоваться всеми правами, льготами, привилегиями и иммунитетами, предусмотренными настоящей Конвенцией.

Статья 4

Временное выполнение функций главы консульского учреждения

1. Если глава консульского учреждения не может выполнять свои функции или если должность главы консульского учреждения вакантна, функции главы консульского учреждения могут временно выполняться исполняющим обязанности главы консульского учреждения.

2. Полное имя и фамилия исполняющего обязанности главы консульского учреждения сообщаются Министерству Иностранных Дел государства пребывания, главой консульского учреждения или, если он не в состоянии этого сделать, любым компетентным органом представляемого государства. Как общее правило, это сообщение делается заранее.

3. Компетентные органы государства пребывания оказывают исполняющему обязанности главы консульского учреждения помощь и защиту. Пока он исполняет обязанности главы консульского учреждения, на него распространяются положения настоящей Конвенции в той же степени, что и на главу консульского учреждения.

Статья 5

Уведомление государства пребывания о назначении, прибытии и отъезде

Представляемое государство в лице своих компетентных органов заранее письменно уведомляет Министерство Иностранных Дел государства пребывания о следующем:

1) Фамилия, имя, гражданство, ранг, должность работников консульского учреждения, дата их прибытия и окончательного отъезда, или о прекращении их функций, а также о любом изменении их статуса в период их работы в консульском учреждении,

2) Фамилия, имя, гражданство, дата прибытия, окончательного отбытия членов семьи каждого работника консульского учреждения,

2) Фамилия, имя, гражданство, дата прибытия, окончательного отбытия членов семьи каждого работника консульского учреждения, а также о том, что то или иное лицо становится или перестает быть таким членом семьи.

Компетентные власти государства пребывания выдают бесплатно, в соответствии с установленным порядком этого государства, удостоверение работникам консульского учреждения и членам их семей, за исключением тех, которые являются гражданами государства пребывания или постоянно проживают в нем.

Статья 6

Гражданство консульских должностных лиц

Консульские должностные лица должны быть гражданами представляемого государства.

Статья 7

Лица, признаваемые "persona non grata" или неприемлимыми

Государство пребывания может в любое время уведомить по дипломатическим каналам представляемое государство о том, что то или иное консульское должностное лицо является "persona non grata" или один из работников консульского учреждения является неприемлимым, не будучи обязанным обосновывать мотивы своего решения. В таком случае представляемое государство должно отозвать соответствующее лицо. Если представляемое государство не выполнит в течении разумного срока этого обязательства, то государство пребывания может отказаться признавать данное лицо работником консульского учреждения.

Статья 8

Почетные консульские должностные лица

Каждая из Договаривающихся Сторон свободна решать, будет ли она назначать и принимать почетных консульских должностных лиц.

Вопрос назначения почетного консульского должностного лица, определение его статуса и круга функциональных обязанностей решаются Договаривающимися Сторонами дипломатическим путем.

РАЗДЕЛ III
КОНСУЛЬСКИЕ ФУНКЦИИ

Статья 9
Общие положения

Консульское должностное лицо имеет право:

1. Защищать права и интересы представляемого государства, своих граждан, а также юридических лиц, оказывать им помощь и содействие в пределах, допускаемых международным правом и законами государства пребывания.

2. Содействовать развитию торговых, экономических, правовых, туристических, экологических, научно — технических, информационных, культурных, гуманитарных связей и связей в области просвещения между представляемым государством и государством пребывания, а также содействовать дружественным отношениям между ними иным образом.

3. Выяснять всеми законными путями условия и события в торговой, экономической, культурной, научной жизни государства пребывания, сообщать о них правительству представляемого государства.

4. Выполнять другие функции, возложенные на консульское учреждение представляемым государством, которые не запрещаются законами государства пребывания.

Статья 10
Функции относительно гражданства и гражданского состояния

1. Консульское должностное лицо имеет право:

1.1. вести учет граждан представляемого государства,

1.2. принимать любые заявления по вопросам гражданства,

1.3. получать сообщения от компетентных органов государства пребывания о рождении и смерти граждан представляемого государства, регистрировать рождение и смерть таких граждан и составлять соответствующие акты,

1.4. регистрировать заключение браков между гражданами представляемого государства в соответствии с законодательством представляемого государства,

1.5. регистрировать расторжение браков между гражданами представляемого государства в соответствии с законодательством представляемого государства.

2. Положения пункта 1 настоящей статьи не освобождают заинтересованных лиц от обязанности соблюдать законы и правила государства пребывания.

Статья 11
Функции относительно паспортов и виз

Консульское должностное лицо имеет право:

1. Выдавать, возобновлять, изъять паспорта граждан представляемого государства, продлевать срок их действия, вносить в них необходимые отметки, а также выдавать гражданам другие документы, дающие право на пересечение границы.

2. Выдавать, продлевать, аннулировать визы для въезда в представляемое государство, а также для транзитного проезда через его территорию.

Статья 12
Легализация и удостоверение

1. Консульское должностное лицо имеет право производить следующие действия:

1.1. составлять по заявлению любого гражданина акты и документы для использования в представляемом государстве и за его пределами,

1.2. переводить официальные акты и документы на язык представляемого государства или государства пребывания и удостоверить, что эти переводы соответствуют оригиналу,

1.3. выполнять любые другие нотариальные функции, порученные представляемым государством,

1.4. легализовать официальные документы, копии, выписки и переводы этих документов,

1.5. удостоверить подлинность подписей и печатей на документах компетентных органов представляемого государства и подписи и печати Министерства Иностранных Дел государства пребывания.

2. Документы, составленные, легализованные или удостоверенные консульским должностным лицом, если они не противоречат законам и нормам государства пребывания, будут иметь такую же юридическую силу, как и документы, составленные, легализованные или удостоверенные компетентными органами государства пребывания.

Статья 13
Уведомление о задержании, аресте, заключении и посещении

1. Компетентные органы государства пребывания незамедлительно, уведомляют соответствующее консульское должностное лицо представляемого государства о задержании, аресте или любом ином ограничении свободы гражданина представляемого государства.

Одновременно компетентные органы государства пребывания безотлагательно передают любое сообщение, адресованное консульскому учреждению данным лицом.

2. Компетентные органы государства пребывания незамедлительно, но не позднее, чем через четыре дня с момента задержания, ареста или иного ограничения свободы гражданина представляемого государства, обеспечат реализацию права консульского должностного лица посетить или связаться с таким гражданином.

3. Компетентные органы государства пребывания уведомляют соответствующего гражданина представляемого государства о его правах в соответствии с пунктами 1 и 2 настоящей статьи.

4. Права, указанные в пунктах 1 и 2 настоящей статьи, осуществляются в соответствии с законами и правилами государства пребывания при условии, однако, что упомянутые законы и правила не должны аннулировать этих прав.

Статья 14

Оказание помощи гражданам представляемого государства

1. Консульское должностное лицо имеет право:

1.1. сноситься и посещать любого гражданина представляемого государства, находящегося на территории консульского округа, а государство пребывания не будет препятствовать сношениям между гражданами представляемого государства и консульским учреждением и ограничивать им доступ в консульское учреждение,

1.2. принимать на временное хранение имущество, денежные средства, ценности и документы любого гражданина или юридического лица представляемого государства, если это не противоречит законодательству и правилам государства пребывания,

1.3. запрашивать компетентные органы государства пребывания о немедленном предоставлении информации относительно любого происшествия, результатом которого является материальный ущерб и человеческие жертвы, задержание автотранспортных средств и несчастные случаи, к которым причастны граждане представляемого государства,

1.4. обращаться к компетентным органам государства пребывания за содействием в розыске пропавших без вести граждан представляемого государства,

2. В случае, если гражданин представляемого государства не может своевременно защитить свои права и интересы в соответствии с законами и правилами государства пребывания, консульское должностное лицо может представлять его в судебных и других компетентных органах государства пребывания или обеспечить ему адекватное преставительство до тех пор, пока он не назначит своего представителя или не сможет сам защищать свои права и интересы.

Статья 15
Опека и попечительство

1. Компетентные власти государства пребывания безотлагательно сообщают консульскому учреждению о необходимости установления опеки или попечительства над гражданином представляемого государства, который недееспособен или имеет ограниченную дееспособность, чтобы действовать от собственного имени.

2. Консульское должностное лицо имеет право защищать в соответствии с законами и правилами государства пребывания права и интересы гражданина представляемого государства, чтобы действовать от своего имени, и тогда, когда это необходимо, рекомендовать или назначать опекуна или попечителя такого лица и наблюдать за действиями, которые касаются опеки и попечительства.

Статья 16
Сообщение о смерти

В случае смерти гражданина представляемого государства в государстве пребывания компетентные органы государства пребывания незамедлительно уведомляют об этом консульское учреждение. По просьбе консульского учреждения они выдают ему свидетельство о смерти или другие документы о смерти.

Статья 17
Функции в отношении наследства

1. Компетентные органы государства пребывания в кратчайший возможный срок уведомляют консульское должностное лицо о смерти на территории его консульского округа гражданина представляемого государства, а также информируют консульское должностное лицо о наличии наследственного имущества, завещания, а также о том, что какое-либо лицо, находящееся или представленное на территории государства пребывания, назначено распорядителем этого имущества.

2. Консульское должностное лицо имеет право присутствовать в случае наличия наследства, предусмотренного в пункте 1 этой статьи, при составлении описи имущества и его опечатывании компетентными органами государства пребывания.

3. В случае, когда гражданин представляемого государства имеет право на наследство лица, умершего на территории государства пребывания, независимо от гражданства этого лица, компетентные органы этого государства безотлагательно информируют об этом консульское учреждение.

4. Если гражданин представляемого государства имеет или претендует на право получить наследство в государстве пребывания,

однако ни он, ни его представитель не могут принять участие в рассмотрении дела о наследстве, консульское должностное лицо может лично или через своего представителя представлять этого гражданина в судебных или других компетентных органах государства пребывания.

5. Консульское должностное лицо имеет право от имени гражданина представляемого государства, который постоянно не проживает в государстве пребывания, получить в государстве пребывания для передачи этому гражданину любого рода наследство, которое ему принадлежит.

6. Если гражданин представляемого государства, который постоянно не проживает в государстве пребывания, умирает в этом государстве, консульское должностное лицо имеет право взять на временное хранение все документы, денежные средства и личное имущество умершего, для передачи их наследникам, распорядителю или другим уполномоченным лицам.

7. Консульское должностное лицо может от имени гражданина представляемого государства, если такой гражданин не находится на территории государства пребывания, получить от суда, властей или отдельных лиц деньги или иную собственность, на которую данный гражданин имеет право в связи со смертью любого лица, включая наследственное имущество, платежи, сделанные в соответствии с законами о выплате компенсаций в связи с несчастными случаями, а также платежи страховым полисом в связи со страхованием жизни.

8. При выполнении функций, упомянутых в пунктах 4, 5, 6 и 7 настоящей статьи, консульское должностное лицо обязано придерживаться законов и правил государства пребывания.

Статья 18

Содействие, оказываемое судам представляемого государства

1. Консульское должностное лицо имеет право в пределах своего консульского округа оказывать помощь судам представляемого государства, которые находятся во внутренних водах или территориальном море государства пребывания, капитанам и членам экипажей этих судов, а также:

1.1. подниматься на борт судна, опрашивать капитана и любого члена экипажа, а также получать информацию о деятельности судна, плавании и его грузе,

1.2. расследовать любой несчастный случай, который произошел во время плавания, без ущерба для прав властей государства пребывания,

1.3. разрешать споры между капитаном и членами экипажа, включая споры, касающиеся заработной платы и обязательств, предусмотренных договором о найме, а также принимать меры по безопасности на борту судна,

1.4. принимать меры по обеспечению капитану судна и любому члену экипажа медицинской помощи или репатриации,

1.5. принимать, рассматривать, составлять, подписывать или удостоверять документы, касающиеся судна,

1.6. решать также и другие проблемы, которые касаются судна по поручению представляемого государства.

2. Капитан и члены экипажа имеют право связываться непосредственно с консульским должностным лицом, не нарушая при этом законов и правил государства пребывания.

Статья 19

Защита в случае принудительных мер против судна, которое плавает под флагом представляемого государства

1. В случае, если суды или другие компетентные органы государства пребывания намерены предпринять какие-либо принудительные меры или поручить провести какое-либо расследование на борту судна представляемого государства, они заблаговременно уведомляют консульское учреждение с тем чтобы консульское должностное лицо или его представитель присутствовал при осуществлении этих действий. Если, в случае срочности, заблаговременное уведомление невозможно, консульское учреждение должно быть немедленно уведомлено о действиях, предпринятых компетентными органами государства пребывания, а по просьбе консульского должностного лица о результатах предпринятых действий.

2. Положения пункта 1 настоящей статьи касаются соответствующим образом и действий, предпринятых на суше компетентными органами государства пребывания в отношении капитана судна или какого-либо члена экипажа.

3. Положения пунктов 1 и 2 настоящей статьи не применяются при обычных инспекциях, проводимых компетентными органами государства пребывания по линии таможен, администрации портов, карантина, пограничного контроля, а также при принятии мер, направленных на обеспечение безопасности навигации на море или предотвращение загрязнения вод.

4. Компетентные органы государства пребывания не могут вмешиваться во внутренние дела какого-либо судна представляемого государства, если не нарушается спокойствие, безопасность и общественный порядок в государстве пребывания, за исключением тех случаев, когда это совершается по личной просьбе капитана судна или по его согласию, либо по согласию консульского должностного лица представляемого государства.

Статья 20

Помощь, оказываемая во внутренних водах и территориальном море судам, которые потерпели крушение или аварию, сели на мель или по каким—либо причинам не могут самостоятельно продолжать плавание

1. Если судно, плавающее под флагом представляемого государства, потерпит крушение или аварию, сядет на мель или по каким—либо причинам не сможет самостоятельно продолжать плавание, компетентные органы государства пребывания незамедлительно уведомят консульское учреждение о мерах, принятых по спасению людей на борту судна, груза и другого имущества.

2. Компетентные органы государства пребывания не препятствуют консульскому должностному лицу оказывать помощь какому—либо судну, которое потерпело крушение или аварию, село на мель или по каким—либо причинам не может самостоятельно продолжать плавание, его экипажу и пассажирам, и с этой целью он может обращаться за содействием к властям государства пребывания.

3. Власти государства пребывания незамедлительно уведомляют консульское учреждение в случае, если судно представляемого государства потерпело крушение или аварию, село на мель или по каким—либо причинам не может самостоятельно продолжать плавание или какой—либо предмет, принадлежащий судну, а также груз будут найдены на берегу или доставлены в порт государства пребывания, а капитан, владелец, судовой агент или представитель страховой компании не присутствуют или не могут принять меры по сохранению или распоряжению ими. В этом случае консульское должностное лицо может принять необходимые меры от их имени.

4. Никакие таможенные сборы не могут взиматься с судна представляемого государства, которое потерпело крушение или аварию, село на мель или по каким—либо причинам не может самостоятельно продолжать плавание, за груз или имущество судна, за исключением случаев, когда они реализовались или использовались в государстве пребывания.

5. Консульское должностное лицо имеет право присутствовать во время определения компетентными органами государства пребывания причины аварии судна, посадки его на мель или когда оно не может самостоятельно продолжать плавание.

Статья 21

Воздушное судно представляемого государства

Положения настоящей Конвенции относительно судов представляемого государства применяются соответственно и к воздушным судам представляемого государства при условии, что они

не противоречат положениям других двусторонних соглашений между представляемым государством и государством пребывания или многосторонних соглашений, участниками которых являются оба государства.

Статья 22

Передача правовых документов

Консульское должностное лицо имеет право передавать судебные и несудебные документы, если это разрешено законами и правилами государства пребывания. Если между представляемым государством и государством пребывания действуют другие договоры, следует применять их положения.

Статья 23

Территория, предусмотренная для выполнения консульских функций

Консульское должностное лицо выполняет консульские функции в пределах консульского округа. При согласии государства пребывания оно может выполнять свои функции и вне территории консульского округа.

Статья 24

Сношения с органами государства пребывания

При выполнении своих функций консульские должностные лица могут обращаться :

1. в компетентные местные органы своего консульского округа,
2. в компетентные центральные органы государства пребывания в той степени, в каком это допускается законами, правилами и обычаями государства пребывания или соответствующими международными договорами.

Статья 25

Уведомление об изменениях в законодательстве государства пребывания, которые могут иметь отношение к гражданам представляемого государства

Государство пребывания уведомляет консульское учреждение об изменениях в законодательстве, которые могут иметь отношение к правам и интересам граждан представляемого государства.

РАЗДЕЛ IV
Льготы, привилегии и иммунитеты

Статья 26
Льготы консульского учреждения и работников
консульского учреждения

1. Государство пребывания предоставляет консульскому учреждению все возможности для выполнения его функций.

2. Государство пребывания будет относиться к работникам консульского учреждения с должным вниманием и будет принимать необходимые меры для обеспечения выполнения их функций в соответствии с настоящей Конвенцией.

Статья 27
Консульские и жилые помещения

1. Государство пребывания обязано содействовать представляемому государству в приобретении на своей территории, в соответствии со своим законодательством и правилами, помещений, необходимых для его консульских учреждений, или оказывать помощь ему в получении помещений иным путем.

2. Государство пребывания также обязано в случае необходимости оказывать помощь консульскому учреждению в получении подходящих жилых помещений для его работников.

3. Ничто в настоящей статье не следует толковать как освобождающее представляемое государство от ответственности за соблюдение законов и правил государства пребывания, регулирующих расположение и конструкцию зданий, а также законов о правах, регулирующих городское планирование и районирование.

Статья 28
Пользование государственным флагом и гербом

1. Представляемое государство имеет право пользоваться своим государственным флагом и гербом в государстве пребывания в соответствии с положениями настоящей статьи.

2. Государственный флаг представляемого государства может быть вывешен и его государственный герб укреплен на здании, занимаемом консульским учреждением, на его входных дверях, а также на резиденции главы консульского учреждения и, когда это связано с исполнением служебных обязанностей, на его средствах передвижения.

Статья 29

Неприкосновенность консульских помещений и жилых помещений консульских должностных лиц

1. Консульские помещения и жилые помещения консульских должностных лиц являются неприкосновенными. Власти государства пребывания не могут входить в консульские помещения консульских должностных лиц без согласия на это главы консульского учреждения или главы дипломатического представительства представляемого государства в государстве пребывания или лица, назначенного одним из них.

2. Государство пребывания будет принимать все необходимые меры по защите консульских помещений и жилых помещений консульских должностных лиц от любого вторжения или причинения ущерба, и по предотвращению любого нарушения спокойствия консульского учреждения или оскорбления его достоинства.

Статья 30

Иммунитет от реквизиции консульских помещений

Консульские помещения, все имущество консульского учреждения, а также его средства передвижения пользуются иммунитетом от каких-либо видов реквизиции в целях государственной обороны или общественных потребностей.

Статья 31

Неприкосновенность консульских архивов

Консульские архивы неприкосновенны в любое время и независимо от их места нахождения.

Статья 32

Свобода передвижения

Поскольку это не противоречит законам и правилам о зонах, въезд в которые запрещается или регулируется по соображениям государственной безопасности, государство пребывания должно обеспечивать всем работникам консульского учреждения свободу передвижений или путешествий по его территории. Однако, во всех случаях государство пребывания обеспечивает консульскому должностному лицу возможность выполнения его служебных обязанностей.

Статья 33

Свобода сношений

1. Государство пребывания будет разрешать и охранять свободу сношений консульского учреждения для всех официальных целей.

При сношениях с правительством, дипломатическими представительствами и другими консульскими учреждениями представляемого государства, консульское учреждение может пользоваться всеми подходящими средствами, включая дипломатических и консульских курьеров, закодированные и шифрованные депеши, дипломатические и консульские вализы. Консульское учреждение может установить и пользоваться радиопередатчиком только при согласии государства пребывания.

2. Официальная корреспонденция консульского учреждения неприкосновенна. Консульская вализа не подлежит ни вскрытию, ни задержанию. Она должна иметь внешние видимые знаки, указывающие на ее характер, и может содержать только официальную корреспонденцию, официальные документы и предметы, предназначенные исключительно для официального пользования.

3. Консульский курьер должен быть гражданином представляемого государства, но не лицом, постоянно проживающим в государстве пребывания. Он пользуется теми же льготами, привилегиями и иммунитетами в государстве пребывания как и дипломатический курьер.

4. Представляемое государство или консульское учреждение могут назначать консульских курьеров *ad hoc*. В таких случаях положения пункта 3 настоящей статьи также применяется за тем исключением, что упомянутые в нем иммунитеты прекращаются в момент доставки таким курьером вверенной ему консульской вализы по назначению.

5. Консульская вализа может быть вверена капитану судна или воздушного судна представляемого государства, который должен иметь официальный документ с указанием числа мест, составляющих консульскую вализу, но он не будет считаться консульским курьером. Работники консульского учреждения могут свободно и непосредственно вручать капитану судна или воздушного судна и принимать от них консульскую вализу.

Статья 34 консульские сборы и пошлины

1. Консульское учреждение может взимать на территории государства пребывания сборы и пошлины за консульские услуги, предусматриваемые законами и правилами представляемого государства.

2. Сборы и пошлины, предусмотренные в пункте 1 настоящей статьи, освобождаются в государстве пребывания от всех налогов и сборов.

Статья 35

Неприкосновенность консульских должностных лиц

Консульские должностные лица пользуются личной неприкосновенностью и не могут подвергаться задержанию или аресту. Государство пребывания принимает надлежащие меры для предотвращения каких-либо посягательств на свободу и достоинство.

Статья 36

Иммунитет от юрисдикции

1. Консульские должностные лица пользуются дипломатическими привилегиями и иммунитетами в полном объеме как дипломатические агенты, в соответствии с положениями Венской конвенции о дипломатических сношениях от 18 апреля 1961 года.

2. Консульские служащие и работники обслуживающего персонала консульского учреждения не подлежат юрисдикции государства пребывания в отношении действий, совершаемых ими при выполнении своих служебных обязанностей.

3. Положения пункта 2 настоящей статьи не применяются в отношении гражданского иска:

3.1. вытекающего из договора, заключенного консульским служащим или работником обслуживающего персонала консульского учреждения, по которому он прямо или косвенно не принял на себя обязательств в качестве агента представляемого государства, либо

3.2. третьей стороной за вред причиненный несчастным случаем в государстве пребывания, вызванным дорожным транспортным средством, судном или самолетом.

Статья 37

Обязанность давать свидетельские показания

1. Консульские должностные лица не обязаны давать свидетельские показания.

2. Консульские служащие и работники обслуживающего персонала могут вызываться для дачи свидетельских показаний при производстве судебных и административных дел в государстве пребывания. За исключением случаев, упомянутых в пункте 3 настоящей статьи, они не могут отказываться давать показания.

3. Консульские служащие и работники обслуживающего персонала не обязаны давать показания по вопросам, связанным с выполнением ими своих функций, или представлять относящуюся к их функциям официальную корреспонденцию или документы. Они имеют право давать свидетельские показания в качестве экспертов относительно законодательства представляемого государства, если

на это имеется согласие главы консульского учреждения, однако они имеют право отказаться давать свидетельские показания в качестве экспертов.

4. Компетентные власти государства пребывания, которым требуются показания какого-либо консульского служащего или работника обслуживающего персонала, не должны препятствовать выполнению этим лицом его служебных обязанностей. Эти власти могут, когда это возможно, заслушивать эти показания по месту жительства этого лица, в помещении консульского учреждения или принимать у него письменные показания.

Статья 38

Освобождение от повинностей

Работник консульского учреждения освобождается в государстве пребывания от всех личных, общественных обязательств и воинских повинностей, а также от выполнения каких-либо требований, предусмотренных законами и правилами государства пребывания относительно регистрации иностранцев и получения разрешения на жительство.

Статья 39

Освобождение от налогов и сборов

1. Государство пребывания освобождает от налогов и сборов:

1.1. консульские помещения и жилые помещения работников консульского учреждения, владельцем или арендатором которых является представляемое государство, полученные от имени представляемого государства или его представителя, а также договоры и акты относительно этого,

1.2. движимое имущество и транспортные средства, законно приобретенные консульским учреждением для официальных целей, а также их приобретение, владение или содержание.

2. Положения пункта 1 настоящей статьи не применяются по отношению к:

2.1. налогам и сборам, взимаемым в качестве оплаты за специальные услуги,

2.2. налогам и сборам, взимаемым в соответствии с законами и правилами государства пребывания с лица, которое заключило договор с представляемым государством или его представителем.

Статья 40

Освобождение от налогов работников консульского учреждения

1. Работники консульского учреждения, а также члены их семей, которые проживают совместно с ними, освобождаются от

всех налогов и пошлин, личных и имущественных, государственных, районных и муниципальных за исключением:

1.1. косвенных налогов, которые обычно включаются в стоимость товаров и услуг,

1.2. налогов и пошлин на частное недвижимое имущество, находящееся на территории государства пребывания, с изъятиями, предусмотренными в статье 39,

1.3. налогов на наследственное имущество, пошлин на наследство, налогов в связи с переходом имущества с изъятиями, предусмотренными в пункте 2 статьи 44,

1.4. налогов и пошлин на частные доходы, включая доходы с капитала, источник которого находится в государстве пребывания, а также налогов на капиталовложения в коммерческие и финансовые предприятия государства пребывания,

1.5. налогов и пошлин, которые взимаются за конкретные виды обслуживания, регистрационных, судебных и реестровых пошлин, ипотечных и гербовых сборов с изъятиями, предусмотренными положениями статьи 39.

2. Работники консульского учреждения освобождаются от налогов, пошлин и сборов на заработную плату, полученную ими за свою работу в консульском учреждении.

3. Работники консульского учреждения, нанимающие лиц, заработная плата которых не освобождена от подоходного налога в государстве пребывания, выполняют обязательства, налагаемые законами и правилами государства на нанимателей, в том, что касается взимания подоходного налога.

Статья 41

Освобождение от таможенного контроля и пошлин

1. В соответствии со своими законами и правилами государство пребывания разрешает ввозить и вывозить с освобождением от таможенных пошлин, кроме тех, которые взимаются за хранение, перевозку и другие подобные услуги:

1.1. предметы, предназначенные для официального использования консульским учреждением,

1.2. предметы, предназначенные для личного пользования консульским должностным лицом,

1.3. предметы, ввозимые в случаях первого приезда консульских служащих и работников обслуживающего персонала консульского учреждения, включая предметы бытового характера.

2. Предметы, указанные в подпунктах 2 и 3 пункта 1 настоящей статьи, не должны превышать количество, необходимое для личного пользования соответствующих лиц.

3. Личный багаж консульского должностного лица освобождается от таможенного контроля. Он может

контролироваться компетентными органами государства пребывания только, если существуют серьезные мотивы считать, что в нем имеются другие предметы, кроме указанных в подпункте 2 пункта 1 настоящей статьи, или предметы, ввоз и вывоз которых запрещен законами и правилами государства пребывания, либо карантинными правилами. В этом случае контроль проводится в присутствии консульского должностного лица или его уполномоченного представителя.

Статья 42

Привилегии и иммунитеты членов семьи

1. Члены семьи работников консульского учреждения пользуются привилегиями и иммунитетами в том же объеме, что и соответствующий работник консульского учреждения.

2. Положения пункта 1 настоящей статьи не распространяются на членов семьи, которые равняются гражданами государства пребывания или постоянно проживают в этом государстве, либо занимаются профессиональной или коммерческой деятельностью с целью получения доходов в государстве пребывания.

Статья 43

Лица которые не пользуются привилегиями и иммунитетами

1. Консульские служащие и работники обслуживающего персонала консульского учреждения, которые являются гражданами государства пребывания или постоянно проживают в этом государстве, не пользуются привилегиями и иммунитетами, предусмотренными настоящей конвенцией, за исключением положений пункта 3 статьи 37.

2. Члены семьи работника консульского учреждения, проживающие вместе с ним, пользуются привилегиями и иммунитетами, предусмотренными настоящей Конвенцией, с момента их въезда на территорию государства пребывания или с момента, когда они стали членами семьи.

3. Когда функции работника консульского учреждения прекращаются, его привилегии и иммунитеты, а также привилегии и иммунитеты членов его семьи, проживающих вместе с ним, прекращаются в момент, когда данное лицо оставляет государство пребывания, или по истечении разумного срока, чтобы это сделать. Привилегии и иммунитеты членов семьи работника консульского учреждения прекращаются, когда они перестают быть членами его семьи. Однако если лица намереваются покинуть государство пребывания в течении разумного срока, то их привилегии и иммунитеты сохраняются до момента их отъезда.

4. В случае смерти работника консульского учреждения члены его семьи, проживающие вместе с ним, продолжают пользоваться

представленными им привилегиями и иммунитетами до момента оставления ими государства пребывания или до истечения разумного срока на оставление государства пребывания.

Статья 44

Отказ от привилегий и иммунитетов

1. Представляемое государство может отказаться от любых привилегий и иммунитетов, которыми пользуются соответствующие лица в соответствии с положениями настоящей Конвенции. Во всех случаях такой отказ должен быть определенно выраженным, и о нем должно быть сообщено государству пребывания в письменной форме.

2. Подача любым лицом иска по делу в тех случаях, когда оно могло бы воспользоваться иммунитетом от юрисдикции согласно настоящей Конвенции, лишает такое лицо права ссылаться на иммунитет от юрисдикции в случае встречного иска, связанного с основным иском.

3. Отказ от иммунитета от юрисдикции в отношении гражданского или административного дела не означает отказа от иммунитета от исполнения решений суда, в отношении которых необходим отдельный отказ в письменной форме.

Статья 45

Выполнение консульских функций дипломатическими представительствами

1. Положения настоящей Конвенции распространяются также в той степени, в какой это вытекает из контекста, на случаи выполнения консульских функций дипломатическими представительствами.

2. Фамилии работников дипломатического представительства, которым поручено осуществление консульских функций, сообщаются Министерству Иностранных Дел государства пребывания или органу, указанному этим министерством.

3. При осуществлении консульских функций дипломатическое представительство, может обращаться:

3.1. к местным властям консульского округа,

3.2. к центральным властям государства пребывания, если это не противоречит законам, правилам и обычаям государства пребывания или соответствующим международным соглашениям.

4. Привилегии и иммунитеты работников дипломатического представительства, о которых идет речь в пункте 3 настоящей статьи, продолжают регулироваться нормами международного права, касающимися дипломатических сношений.

РАЗДЕЛ V
УВАЖЕНИЕ ЗАКОНОВ И ПРАВИЛ
ГОСУДАРСТВО ПРЕБЫВАНИЯ

Статья 46

1. Не нарушая привилегий и иммунитетов, предусмотренных настоящей Конвенцией, лица, которые пользуются этими привилегиями и иммунитетами, обязаны уважать законы и правила государства пребывания, включая и правила дорожного движения.

2. Консульские помещения не могут использоваться в целях, не совместимых с выполнением консульских функций.

3. Консульское учреждение, работники консульского учреждения и члены их семей обязаны уважать законы и правила государства пребывания в отношении страхования транспортных средств.

4. Работники консульского учреждения представляемого государства не могут осуществлять профессиональную или коммерческую деятельность с целью получения личных доходов в государстве пребывания за исключением той, которая связана с выполнением официальных функций.

РАЗДЕЛ VI
ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 47

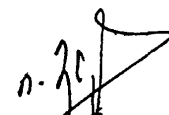
Ратификация, вступление в силу, денонсация

1. Настоящая Конвенция подлежит ратификации и вступает в силу на тридцатый (30) день после обмена ратификационными грамотами.

2. Настоящая Конвенция заключается на неопределенный срок и будет действовать впредь до истечения шести (6) месяцев со дня, когда одна из Договаривающихся Сторон уведомит другую Договаривающуюся Сторону в письменной форме о своем решении денонсировать настоящую Конвенцию.

Совершено в г. Вильнюс 12 июля 1999 года в двух экземплярах, каждый на литовском, грузинском и русском языках, при этом все тексты равно аутентичны. В случае разночтений в трактовке литовского или грузинского текста, Договаривающиеся Стороны будут основываться на русском тексте настоящей Конвенции.


ЗА ЛИТОВСКУЮ
РЕСПУБЛИКУ


ЗА ГРУЗИЮ

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONSULAR CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND GEORGIA

The Republic of Lithuania and Georgia, hereinafter referred to as the "Contracting Parties",

Desiring to develop their consular relations and to contribute to the protection of the rights and interests of both States, and also of their nationals, and to strengthen friendship and cooperation between the Contracting Parties,

In furtherance of the provisions of the Vienna Convention on Consular Relations of 24 April 1963,

Have decided to conclude this Convention and have agreed as follows:

SECTION I. DEFINITIONS

Article 1

For the purposes of this Convention, the following expressions shall have the meanings hereunder assigned to them:

1. "Consular post" means any consulate-general, consulate, vice-consulate or consular agency;
2. "Consular district" means the area assigned to a consular post for the exercise of consular functions;
3. "Head of consular post" means the person charged with the duty of acting in that capacity;
4. "Consular officer" means any person, including the head of a consular post, entrusted in that capacity with the exercise of consular functions;
5. "Consular employee" means any person employed in the administrative or technical service of a consular post;
6. "Member of the service staff" means any person employed in the domestic service of a consular post;
7. "Members of the consular post" means consular officers, consular employees and members of the service staff;
8. "Family member" means the wife (husband), children and parents of a member of a consular post and also other persons who reside with him and are dependent on him;
9. "Consular premises" means the buildings or parts of buildings and the land ancillary thereto, irrespective of ownership, used exclusively for the purposes of the consular post;
10. "Consular archives" includes all the papers, documents, correspondence, books, films, equipment for the retrieval, storage and use of information, registers of the consular

post, together with the ciphers and codes, the card indexes and any article of furniture intended for their protection or safekeeping;

11. "Vessel" means any civilian vessel entitled to fly the flag of the sending State;

12. "Aircraft" means any civilian aircraft entitled to use the national insignia of the sending State.

SECTION II. GENERAL PROVISIONS ON CONSULAR RELATIONS

Article 2. Establishment of a consular post

1. A consular post may be established in the territory of the receiving State only with that State's consent;

2. The seat of the consular post, its classification and the consular district, and also any changes in this regard, may be determined only by agreement between the sending State and the receiving State.

Article 3. Appointment and admission of heads of consular posts

1. Prior to the appointment of the head of a consular post, the sending State must obtain the consent of the receiving State. If the receiving State withholds its consent, it is not obliged to give the reasons for its decision.

2. The sending State shall transmit to the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State the consular commission or notification of the appointment of the head of the consular post.

3. Upon receipt of the consular commission, the receiving State shall issue an exequatur to the head of the consular post as expeditiously as possible.

4. The head of a consular post may enter upon his duties after the receiving State has issued an exequatur to him.

5. The receiving State may admit the head of a consular post to the exercise of his functions on a provisional basis pending delivery of the exequatur.

6. As soon as the head of a consular post has received an exequatur or authorization to exercise his functions on a provisional basis, the receiving State shall immediately notify the authorities of the consular district and take all necessary measures to enable the head of a consular post to carry out his duties and enjoy all the rights, benefits, privileges and immunities afforded under this Convention.

Article 4. Temporary exercise of the functions of the head of a consular post

1. If the head of a consular post is unable to carry out his functions or the position of head of consular post is vacant, an acting head of post may act provisionally as head of the consular post.

2. The full name of the acting head of post shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State by the head of the consular post or, if he is unable to do so,

by any competent authority of the sending State. As a general rule, this notification shall be given in advance.

3. The competent authorities of the receiving State shall afford assistance and protection to the acting head of post. While he is in charge of the post, the provisions of this Convention shall apply to him on the same basis as to the head of the consular post concerned.

Article 5. Notification to the receiving State of appointments, arrivals and departures

The competent authorities of the sending State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State in advance and in writing of:

1. The full name, nationality, rank and office of the members of the consular post, the dates of their arrival and final departure or of the termination of their functions and any changes in their status that may occur in the course of their service with the consular post;

2. The full name, nationality and dates of arrival and final departure of family members of each member of the consular post and the fact that a person becomes or ceases to be a family member;

The competent authorities of the receiving State shall issue free of charge and in accordance with the established procedure of that State a certificate for members of the consular post and their family members, except for those who are nationals of the receiving State or permanent residents therein.

Article 6. Nationality of consular officers

Consular officers should have the nationality of the sending State.

Article 7. Persons declared "non grata"

The receiving State may at any time notify the sending State through the diplomatic channel that a consular officer is *persona non grata* or that any other member of the consular post is not acceptable and is not obliged to give the reasons for its decision. In that event, the sending State shall recall the person concerned. If the sending State fails to carry out this obligation within a reasonable period of time, the receiving State may refuse to consider him as a member of the consular post.

Article 8. Honorary consular officers

Each of the Contracting Parties is free to decide whether to appoint and accept honorary consular officers.

The question of appointing an honorary consular officer and determining his status and functional responsibilities shall be decided by the Contracting Parties through the diplomatic channel.

SECTION III. CONSULAR FUNCTIONS

Article 9. General provisions

A consular officer is entitled:

1. To protect the rights and interests of the sending State and of its nationals as well as its bodies corporate and to afford them help and assistance within the limits permitted by international law and the laws of the receiving State.
2. To promote the development of commercial, economic, legal, touristic, environmental, scientific, technical, information, cultural and humanitarian relations and relations in the area of education between the sending State and the receiving State as well as otherwise promoting friendly relations between them.
3. To ascertain by all lawful means conditions and developments in the commercial, economic, cultural and scientific life of the receiving State, reporting thereon to the Government of the sending State.
4. To perform any other functions entrusted to a consular post by the sending State which are not prohibited by the laws of the receiving State.

Article 10. Functions regarding nationality and civil status

1. A consular officer is entitled:

- 1.1. To maintain a register of nationals of the sending State,
 - 1.2. To accept any application relating to matters of nationality,
 - 1.3. To receive reports from competent authorities of the receiving State on births and deaths of nationals of the sending State, to register births and deaths of such nationals and to draw up the relevant documents,
 - 1.4. To register marriages between nationals of the sending State in accordance with the laws of the sending State,
 - 1.5. To register divorces between nationals of the sending State in accordance with the laws of the sending State.
2. The provisions of paragraph 1 of this article do not exempt the persons concerned from the obligations to comply with the laws and regulations of the receiving State.

Article 11. Functions regarding passports and visas

A consular officer is entitled:

1. To issue, renew, revoke and extend passports of nationals of the sending State, make any necessary notations in them and also issue nationals other documents entitling them to cross the border.
2. To issue, extend and cancel visas for entry into the sending State as well as for transit across its territory.

Article 12. Legalization and certification

1. A consular officer is entitled to perform the following actions:
 - 1.1. To draw up, at the request of any national, instruments and documents for use in the sending State and beyond its borders,
 - 1.2. To translate official instruments and documents into the language of the sending State or the receiving State and to certify that these translations correspond to the original,
 - 1.3. To perform any other notarial functions mandated by the sending State,
 - 1.4. To legalize official documents and copies, excerpts and translations thereof,
 - 1.5. To certify the authenticity of the signatures and seals on the documents of competent authorities of the sending State and the signatures and seals of the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State.
2. Documents drawn up, legalized or certified by a consular officer, if they do not contradict the laws and regulations of the receiving State, shall have the same legal force as documents drawn up, legalized or certified by the competent authorities of the receiving State.

Article 13. Notification of detention, arrest, imprisonment and visitation

1. If a national of the sending State has been detained, arrested or subjected to any other form of limitation on his personal freedom, the competent authorities of the receiving State shall promptly notify the appropriate consular officer of the sending State.

At the same time, the competent authorities of the receiving State shall forward, without delay, any communication addressed to the consular post by the person concerned.
2. The competent authorities of the receiving State, without delay and within four days following the detention, arrest or other limitation of the personal freedom of the national of the sending State, shall ensure the right of a consular officer to visit or contact the national concerned.
3. The competent authorities of the receiving State shall inform the national of the sending State of his rights under paragraphs 1 and 2 of this article.
4. The rights referred to in paragraphs 1 and 2 of this article shall be exercised in accordance with the laws and regulations of the receiving State provided, however, that such laws and regulations do not cancel those rights.

Article 14. Rendering assistance to nationals of the sending State

1. A consular officer is entitled:
 - 1.1. To communicate with and visit any national of the sending State in the territory of the consular district; at the same time the receiving State shall not hinder communications between nationals of the sending State and the consular post or limit their access to the consular post,

- 1.2. To accept for temporary safekeeping property, funds, valuables and documents of any national or body corporate of the sending State provided that there is nothing contrary thereto in the laws and regulations of the receiving State,
- 1.3. To request that the competent authorities of the receiving State immediately supply information regarding any event resulting in material damage and personal injury, the detention of vehicles and accidents involving nationals of the sending State,
- 1.4. To request assistance from the competent authorities of the receiving State in searching for missing nationals of the sending State.

2. If a national of the sending State cannot in a timely fashion defend his own rights and interests in accordance with the laws and regulations of the receiving State, a consular officer may represent him before the tribunals and other competent authorities of the receiving State or arrange appropriate representation until such time as he appoints his own representative or is able to defend his own rights and interests.

Article 15. Guardianship and trusteeship

1. The competent authorities of the receiving State shall inform the consular post without delay of the need to appoint a guardian or trustee for a national of the sending State who is incompetent or of limited competence to act on his own behalf.

2. A consular officer is entitled to defend in accordance with the laws and regulations of the receiving State the rights and interests of a national of the sending State to act on his own behalf and, when necessary, to recommend or appoint a guardian or trustee for such a person and monitor actions that affect any guardianship or trusteeship.

Article 16. Notification of death

If a national of the sending State dies in the receiving State, the competent authorities of the receiving State shall immediately inform the consular post and, at the request of the consular post, issue to it a death certificate or other documents about the death.

Article 17. Functions in respect of inheritance

1. The competent authorities of the receiving State shall notify a consular officer as soon as possible of the death within his consular district of a national of the sending State and shall also inform the consular officer of the existence of an estate, or a will and whether a person present or represented in the territory of the receiving State has been appointed to administer that estate.

2. If an estate does exist as provided in paragraph 1 of this article, a consular officer is entitled to be present when the property is inventoried and sealed by the competent authorities of the receiving State.

3. If a national of the sending State is entitled to the estate of a person who has died in the territory of the receiving State, regardless of the nationality of that person, the competent authorities of that State shall immediately inform the consular post.

4. If a national of the sending State is entitled or lays claim to an estate in the receiving State and is neither present nor represented at the probate hearing, a consular officer may personally or through his representative represent such national before the tribunals or other competent authorities of the receiving State.

5. A consular officer is entitled to take possession in the receiving State of any type of inheritance to which a national of the sending State who does not reside permanently in the receiving State is entitled and to transfer it to such national.

6. If a national of the sending State who does not reside permanently in the receiving State dies in that State, a consular officer is entitled to take into temporary custody all documents, funds and personal property of the deceased, to be transferred to his heirs, duly appointed administrator or other authorized persons.

7. A consular officer may on behalf of a national of the sending State, if such a national is not present in the territory of the receiving State, receive from a court, authorities or individuals money or other property to which the national concerned is entitled as a consequence of the death of any person, including the estate, payments made in accordance with accident compensation laws and the proceeds of life insurance policies.

8. In performing the functions referred to in paragraphs 4, 5, 6 and 7 of this article, a consular officer is required to comply with the laws and regulations of the receiving State.

Article 18. Rendering assistance to vessels of the sending State

1. A consular officer is entitled within his consular district to render assistance to vessels of the sending State which are in the internal waters or territorial sea of the receiving State and to the captains and crew members of such vessels and also:

- 1.1. To board the vessel, question the captain and any crew member and also obtain information regarding the voyage of the vessel and its cargo,
- 1.2. To investigate any incident which has occurred on a voyage, without prejudice to the rights of the authorities of the receiving State,
- 1.3. To settle disputes between a captain and crew members, including disputes concerning wages and obligations under employment contracts, as well as to take safety measures on board the vessel,
- 1.4. To secure medical treatment for the captain or any crew member or to arrange for their repatriation,
- 1.5. To receive, examine, draw up, sign or certify any document in regard to the vessel,
- 1.6. To address any other problems which concern the vessel, on the instructions of the sending State.

2. The captain and crew members shall be entitled to communicate directly with a consular officer, provided that doing so does not violate the laws and regulations of the receiving State.

Article 19. Protection in the event of coercive measures taken against a vessel sailing under the flag of the sending State

1. In the event that the courts or other competent authorities of the receiving State intend to take coercive measures or to order the conduct of an investigation on board a vessel of the sending State, they shall notify the consular post in advance so that a consular officer or his representative can be present when such action is taken. If the urgency of the situation does not allow prior notification, the consular post must be notified without delay of the action taken by the competent authorities of the receiving State and, at the request of a consular officer, of the results of the action taken.

2. The provisions of paragraph 1 of this article shall also apply, *mutatis mutandis*, to any action taken on shore by the competent authorities of the receiving State with respect to the captain of the vessel or any crew member.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this article shall not apply to routine inspections conducted by the competent authorities of the receiving State in respect of customs, port administration, quarantine or border control, or to other measures undertaken to ensure the safety of navigation or the prevention of water pollution.

4. The competent authorities of the receiving State may not interfere in the internal affairs of any vessel of the sending State provided that the peace, safety and public order of the receiving State are not violated with the exception of cases in which action is taken at the personal request of the captain of the vessel or with his consent, or with the consent of a consular officer of the sending State.

Article 20. Assistance rendered in internal waters or in the territorial sea to vessels which have been wrecked or damaged or have run aground or for any other reason are no longer seaworthy

1. If a vessel sailing under the flag of the sending State is wrecked or damaged or runs aground or for any other reason is no longer seaworthy, the competent authorities of the receiving State shall inform the consular post without delay of the measures taken to save the people on board the vessel and salvage its cargo and other property.

2. The competent authorities of the receiving State shall not prevent a consular officer from rendering assistance to any vessel that has been wrecked or damaged, or has run aground or for any other reason is no longer seaworthy, and to its crew and passengers, and for this purpose he may request the authorities of the receiving State to provide assistance.

3. The authorities of the receiving State shall inform the consular post without delay if a vessel of the sending State has been wrecked or damaged or has run aground or for any other reason is no longer seaworthy or if any object belonging to the vessel or any cargo is found on shore or brought to the port of the receiving State and the captain, owner, shipping agent or insurance company representative is not present or cannot take measures to safe-

guard or dispose of them. In such case the consular officer may take the necessary measures on their behalf.

4. No customs duties may be levied from a vessel of the sending State that has been wrecked or damaged or has run aground or for any other reason is no longer seaworthy in respect of cargo or property of the vessel, except in cases where they have been sold or used in the receiving State.

5. A consular officer is entitled to be present during any determination by the competent authorities of the receiving State of the reason why a vessel was wrecked, ran aground or is no longer seaworthy.

Article 21. Aircraft of the sending State

The provisions of this Convention concerning vessels of the sending State shall also apply, *mutatis mutandis*, to aircraft of the sending State, provided that they are not contrary to any provisions of other bilateral agreements between the sending State and the receiving State or multilateral agreements to which both States are party.

Article 22. Transmittal of judicial documents

A consular officer is entitled to transmit judicial and extrajudicial documents, provided the laws and regulations of the receiving State so permit. If other agreements are in force between the sending State and the receiving State, their provisions shall apply.

Article 23. Territorial scope of the exercise of consular functions

A consular officer shall exercise his consular functions within his consular district. With the consent of the receiving State, he may exercise these functions outside his consular district as well.

Article 24. Communication with the authorities of the receiving State

In the exercise of their functions, consular officers may address:

1. The competent local authorities of their consular district.
2. The competent central authorities of the receiving State to the extent that this is allowed by the laws, regulations and usages of the receiving State or by the relevant international agreements.

Article 25. Notification of changes in the laws of the receiving State that may affect nationals of the sending State

The receiving State shall inform the consular post of any changes in its laws that may affect the rights and interests of nationals of the sending State.

SECTION IV. FACILITIES, PRIVILEGES AND IMMUNITIES

Article 26. Facilities of the consular post and of members of the consular post

1. The receiving State shall accord full facilities for the performance of the functions of the consular post.
2. The receiving State shall treat members of the consular post with due respect and take all necessary measures to enable them to exercise their functions under this Convention.

Article 27. Consular premises and residences

1. The receiving State, in accordance with its laws and regulations, shall assist the sending State in acquiring in its territory the premises necessary for its consular posts or in obtaining accommodation in some other way.
2. The receiving State shall also, where necessary, assist the consular post in obtaining suitable accommodation for its staff.
3. Nothing in this article shall be construed as exempting the sending State from responsibility for complying with the laws and regulations of the receiving State relating to the location and design of buildings, and the laws and regulations relating to town planning and zoning.

Article 28. Use of national flag and coat-of-arms

1. The sending State shall have the right to the use of its national flag and coat-of-arms in the receiving State in accordance with the provisions of this article.
2. The national flag of the sending State may be flown and its coat-of-arms displayed on the building occupied by the consular post and at the entrance door thereof, on the residence of the head of the consular post and on his means of transport when used on official business.

Article 29. Inviolability of the consular premises and residences of consular officers

1. Consular premises and residences of consular officers shall be inviolable. The authorities of the receiving State shall not enter the consular premises of consular officers except with the consent of the head of the consular post or the head of the diplomatic mission of the sending State in the receiving State or of a person designated by one of the aforementioned.
2. The receiving State shall take all appropriate steps to protect the consular premises and residences of consular officers against any intrusion or damage and to prevent any disturbance of the peace of the consular post or impairment of its dignity.

Article 30. Immunity from requisition of consular premises

The consular premises, all property of the consular post and its means of transport shall be immune from any form of requisition for purposes of national defence or public utility.

Article 31. Inviolability of the consular archives

The consular archives shall be inviolable at all times and wherever they may be.

Article 32. Freedom of movement

Subject to its laws and regulations concerning zones entry into which is prohibited or regulated for reasons of national security, the receiving State shall ensure freedom of movement and travel in its territory to all members of the consular post. However, in all cases the receiving State shall allow the consular officer to perform his official duties.

Article 33. Freedom of communication

1. The receiving State shall permit and protect freedom of communication on the part of the consular post for all official purposes. In communicating with the Government, the diplomatic missions and other consular posts of the sending State, the consular post may employ all appropriate means, including diplomatic or consular couriers, messages in code or cipher and diplomatic or consular bags. The consular post may install and use a wireless transmitter only with the consent of the receiving State.

2. The official correspondence of the consular post shall be inviolable. The consular bag shall be neither opened nor detained; it shall bear visible external marks of its character and may contain only official correspondence, official documents and articles intended exclusively for official use.

3. The consular courier must be a national of the sending State but shall not be a permanent resident of the receiving State. He shall enjoy the same facilities, privileges and immunities in the receiving State as a diplomatic courier.

4. The sending State or the consular post may designate consular couriers ad hoc. In such cases, the provisions of paragraph 3 of this article shall also apply except that the immunities therein mentioned shall cease to apply when such a courier has delivered to the consignee the consular bag in his charge.

5. A consular bag may be entrusted to the captain of a ship or aircraft of the sending State, who shall be provided with an official document indicating the number of packages constituting the consular bag, but he shall not be considered to be a consular courier. A member of the consular post may entrust a consular bag, or take possession of a bag, freely and directly to or from the captain of a ship or aircraft.

Article 34. Consular fees and charges

1. The consular post may levy in the territory of the receiving State the fees and charges provided by the laws and regulations of the sending State for consular services.
2. The fees and charges referred to in paragraph 1 of this article shall be exempt from all taxes and dues in the receiving State.

Article 35. Personal inviolability of consular officers

Consular officers shall enjoy personal inviolability and shall not be liable to arrest or detention. The receiving State shall take all appropriate steps to prevent any attack upon their freedom or dignity

Article 36. Immunity from jurisdiction

1. Consular officers shall enjoy diplomatic privileges and immunities in full as diplomatic agents, under the provisions of the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961.
2. Consular employees and members of the service staff of the consular post shall not be amenable to the jurisdiction of the receiving State in respect of acts performed in the exercise of their official functions.
3. The provisions of paragraph 2 of this article shall not apply in respect of civil actions:
 - 3.1. Arising out of a contract concluded by a consular employee or member of the service staff of the consular post in which he did not contract expressly or impliedly as an agent of the sending State; or
 - 3.2. By a third party for damage arising from an accident in the receiving State caused by a vehicle, vessel or aircraft.

Article 37. Liability to give evidence

1. Consular officers are under no obligation to give evidence.
2. Consular employees and members of the service staff may be called upon to attend as witnesses in the course of judicial or administrative proceedings in the receiving State and may not, except in the cases mentioned in paragraph 3 of this article, decline to give evidence.
3. Consular employees and members of the service staff are under no obligation to give evidence concerning matters connected with the exercise of their functions or to produce official correspondence or documents relating thereto. They are entitled to give evidence as expert witnesses with regard to the law of the sending State if the head of the consular post gives his consent. However, they are entitled to decline to give evidence as expert witnesses.

4. The competent authorities of the receiving State requiring the evidence of any consular employee or member of the service staff shall avoid interference with the performance of his official functions. These authorities may, when possible, take such evidence at his residence or at the consular post or accept a statement from him in writing.

Article 38. Exemption from personal services

The receiving State shall exempt members of the consular post from all personal and public services and military obligations as well as from fulfilling all obligations under the laws and regulations of the receiving State in regard to the registration of aliens and residence permits.

Article 39. Exemption from taxes and charges

1. The receiving State shall exempt the following from taxes and charges:
 - 1.1. Consular premises and residences of members of the consular post whose owner or lessee is the sending State and which have been obtained on behalf of the sending State or its representative and also related contracts and documents,
 - 1.2. Movable property and vehicles legally acquired by the consular post for official use as well as their acquisition, ownership or maintenance.
2. The provisions of paragraph 1 of this article shall not apply to:
 - 2.1. Taxes and charges levied as payment for special services,
 - 2.2. Taxes and charges levied in accordance with the laws and regulations of the receiving State from a person who has entered into a contract with the sending State or its representative.

Article 40. Exemption from taxes for members of the consular post

1. Members of the consular post and members of their families domiciled with them shall be exempt from all taxes and dues, personal or real, national, regional or municipal, except:
 - 1.1. Indirect taxes of a kind which are normally incorporated in the price of goods or services,
 - 1.2. Taxes and dues on private immovable property situated in the territory of the receiving State, subject to the provisions of article 39,
 - 1.3. Estate, succession or inheritance duties, and duties on transfers, subject to the provisions of article 44, paragraph 2,
 - 1.4. Taxes and dues on private income, including capital gains, having its source in the receiving State and taxes relating to capital investments made in commercial or financial undertakings in the receiving State,

- 1.5. Taxes and dues levied for specific types of service, registration, court or record fees, mortgage dues and stamp duties, subject to the provisions of article 39.
2. Members of the consular post shall be exempt from taxes, dues and fees on the wages or salaries which they receive for their work at the consular post.
3. Members of the consular post who employ persons whose wages or salaries are not exempt from income tax in the receiving State shall observe the obligations which the laws and regulations of the State impose upon employers concerning the levying of income tax.

Article 41. Exemption from customs inspection and duties

1. The receiving State shall, in accordance with its laws and regulations, permit the import and export, exempt from all customs duties, other than charges for storage, cartage and similar services, of:
 - 1.1. Articles for the official use of the consular post,
 - 1.2. Articles for the personal use of a consular officer,
 - 1.3. Articles imported upon initial arrival by consular employees and members of the service staff of the consular post, including items of a domestic nature.
2. Articles specified in paragraph 1, subparagraphs 2 and 3, of this article shall not exceed the quantities necessary for direct utilization by the persons concerned.
3. Personal baggage accompanying a consular officer shall be exempt from customs inspection and may be inspected by the competent authorities of the receiving State only if there is serious reason to believe that it contains articles other than those referred to in paragraph 1, subparagraph 2, of this article or articles the import and export of which is prohibited by the laws and regulations of the receiving State or which are subject to its quarantine laws and regulations. Such inspection shall be carried out in the presence of the consular officer or his authorized representative.

Article 42. Privileges and immunities of family members

1. Members of the family of members of the consular post shall enjoy the same privileges and immunities as the corresponding member of the consular post.
2. The provisions of paragraph 1 of this article shall not apply to family members who are nationals of the receiving State or permanent residents in that State or who engage in professional or commercial activity for remuneration in the receiving State.

Article 43. Persons who do not enjoy privileges and immunities

1. Consular employees and members of the service staff of the consular post who are nationals of the receiving State or permanent residents in that State shall not enjoy the privileges and immunities provided in this Convention, with the exception of the provisions of article 37, paragraph 3.

2. Members of the family of a member of the consular post who are domiciled with him shall enjoy the privileges and immunities provided in this Convention from the date of their entry into the territory of the receiving State or from the date of their becoming a member of such family.

3. When the functions of a member of the consular post have come to an end, his privileges and immunities and those of members of his family domiciled with him shall cease at the moment when the person concerned leaves the receiving State or on the expiry of a reasonable period in which to do so. The privileges and immunities of members of the family of a member of the consular post shall come to an end when they cease to be members of his family; however, if such persons intend to leave the receiving State within a reasonable period thereafter, their privileges and immunities shall subsist until the time of their departure.

4. In the event of the death of a member of the consular post, the members of his family domiciled with him shall continue to enjoy the privileges and immunities accorded to them until they leave the receiving State or until the expiry of a reasonable period enabling them to do so.

Article 44. Waiver of privileges and immunities

1. The sending State may waive any of the privileges and immunities enjoyed by the corresponding persons under the provisions of this Convention. Such waiver shall in all cases be express and shall be communicated to the receiving State in writing.

2. The initiation of proceedings by any person in a matter where he might enjoy immunity from jurisdiction under this Convention shall preclude him from invoking immunity from jurisdiction in respect of any counterclaim directly connected with the principal claim.

3. The waiver of immunity from jurisdiction for the purposes of civil or administrative proceedings shall not be deemed to imply the waiver of immunity from the measures of execution resulting from the judicial decision; in respect of such measures, a separate waiver in written form shall be necessary.

Article 45. Exercise of consular functions by diplomatic missions

1. The provisions of this Convention apply also, so far as the context permits, to the exercise of consular functions by diplomatic missions.

2. The names of the members of a diplomatic mission charged with the exercise of consular functions shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State or to the authority designated by that Ministry.

3. In the exercise of consular functions, a diplomatic mission may address:

3.1. The local authorities of the consular district,

3.2. The central authorities of the receiving State if this is allowed by the laws, regulations and usages of the receiving State or by relevant international agreements.

4. The privileges and immunities of the members of a diplomatic mission referred to in paragraph 3 of this article shall continue to be governed by the rules of international law concerning diplomatic relations.

SECTION V. RESPECT FOR THE LAWS AND REGULATIONS OF THE RECEIVING STATE

Article 46

1. Without prejudice to the privileges and immunities provided in this Convention, it is the duty of all persons enjoying such privileges and immunities to respect the laws and regulations of the receiving State, including its traffic regulations.

2. The consular premises may not be used for purposes which are incompatible with the exercise of consular functions.

3. The consular post, members of the consular post, and members of their families are required to respect the laws and regulations of the receiving State with respect to vehicular insurance.

4. Members of the consular post of the sending State may not carry out professional or commercial activities for personal profit in the receiving State unless such activities are connected with the exercise of their official functions.

SECTION VI. FINAL PROVISIONS

Article 47. Ratification, entry into force and termination

1. This Convention is subject to ratification and shall enter into force on the thirtieth day following the date of the exchange of instruments of ratification.

2. This Convention is concluded for an indefinite period and shall remain in force until the expiration of six months from the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party in writing of its intention to terminate this Convention.

Done at Vilnius on 12 July 1999, in duplicate in the Lithuanian, Georgian, and Russian languages, all texts being equally authentic. In case of divergence of interpretation between the Lithuanian and Georgian texts, the Contracting Parties shall base themselves on the Russian text of this Convention.

For the Republic of Lithuania:

For Georgia:

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION CONSULAIRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE ET LA GÉORGIE

La République de Lituanie et la Géorgie, ci-après dénommées "Les Parties contractantes",

Désireuses de développer leurs relations consulaires et de concourir à la défense des droits et des intérêts de chacun des deux pays ainsi que de leurs ressortissants, et au renforcement de l'amitié et de la collaboration entre les deux Parties contractantes,

Dans le développement des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963,

Ont décidé de conclure la présente Convention et sont convenues de ce qui suit:

SECTION I. DÉFINITIONS

Article premier

Dans la présente Convention, les termes et expressions énoncés ci-après auront la signification suivante:

- 1) L'expression "poste consulaire" s'entend de tout consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire;
- 2) L'expression "circonscription consulaire" s'entend du territoire attribué à un poste consulaire pour l'exercice des fonctions consulaires;
- 3) L'expression "chef de poste consulaire" s'entend de la personne chargée d'agir en cette qualité;
- 4) L'expression "fonctionnaire consulaire" s'entend de toute personne, y compris le chef de poste consulaire, chargée en cette qualité de l'exercice de fonctions consulaires;
- 5) L'expression "employé consulaire" s'entend de toute personne employée dans les services administratifs ou techniques d'un poste consulaire;
- 6) L'expression "membre du personnel de service" s'entend de toute personne affectée au service domestique d'un poste consulaire;
- 7) L'expression "membres du poste consulaire" s'entend des fonctionnaires consulaires, employés consulaires et membres du personnel de service;
- 8) L'expression "membre de la famille" s'entend de l'épouse (époux) et des enfants d'un membre du poste consulaire, ainsi que de toute autre personne vivant avec ce dernier et étant à sa charge;
- 9) L'expression "locaux consulaires" s'entend des bâtiments ou des parties de bâtiment et du terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés exclusivement aux fins du poste consulaire;

10) L'expression "archives consulaires" comprend tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, moyens techniques d'accumulation, de conservation et d'utilisation de l'information, registres du poste consulaire, ainsi que les chiffres, codes, cartothèques et les meubles destinés à les protéger et à les conserver;

11) Le terme "navire" s'entend de tout navire civil admis à battre pavillon de l'État d'envoi;

12) Le terme "aéronef" s'entend de tout aéronef civil admis à porter les insignes de l'État d'envoi.

SECTION II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES RELATIONS CONSULAIRES

Article 2. Établissement d'un poste consulaire

1. Un poste consulaire ne peut être établi par l'État d'envoi sur le territoire de l'État de résidence qu'avec l'accord de cet État.

2. Le siège du poste consulaire, sa classe, la circonscription consulaire, ainsi que toutes les modifications à cet égard ne peuvent être fixés que par un accord entre l'État d'envoi et l'État de résidence.

Article 3. Nomination et admission des chefs de postes consulaires

1. Aux fins de la nomination du chef de poste consulaire, l'État d'envoi doit obtenir le consentement préalable de l'État de résidence à ce sujet. Si l'État de résidence refuse la nomination de cette personne, il n'est pas tenu de communiquer à l'État d'envoi les motifs de son refus.

2. L'État d'envoi transmet au Ministère des Affaires étrangères de l'État de résidence la lettre de provision ou un document analogue relatif à la nomination du chef de poste consulaire.

3. Après la remise de la lettre de provision, l'État de résidence délivre dans le plus bref délai possible au chef de poste consulaire l'exequatur.

4. Le chef du poste consulaire n'est admis à l'exercice de ses fonctions qu'après la délivrance par l'État de résidence de cet exequatur.

5. L'État de résidence peut autoriser le chef du poste consulaire à exercer ces fonctions à titre provisoire en attendant la délivrance de l'exequatur.

6. Après la délivrance au chef de poste consulaire de l'exequatur ou de l'autorisation provisoire d'exercer ses fonctions, l'État de résidence en informe immédiatement les autorités compétentes de la circonscription consulaire et prend les mesures nécessaires afin que le chef de poste consulaire puisse s'acquitter de ses devoirs et bénéficier de tous les droits, avantages, privilèges et immunités prévus par la présente Convention.

Article 4. Exercice à titre temporaire des fonctions de chef de poste consulaire

1. Si le chef de poste consulaire est empêché d'exercer ses fonctions ou si son poste est vacant, un gérant intérimaire peut agir à titre provisoire comme un chef de poste consulaire.

2. Les nom et prénom complets du gérant intérimaire sont notifiés au Ministère des Affaires étrangères de l'État de résidence par le chef du poste consulaire ou, s'il est empêché de le faire, par tout organe compétent de l'État d'envoi. En règle générale, cette notification doit être faite à l'avance.

3. Les organes compétents de l'État de résidence doivent prêter assistance et protection au gérant intérimaire. Pendant sa gestion, les dispositions de la présente Convention lui sont applicables au même titre qu'au chef de poste consulaire

Article 5. Notification à l'État de résidence des nominations, arrivées et départs

Les autorités compétentes de l'État d'envoi notifie à l'avance et par écrit au Ministère des Affaires étrangères de l'État de résidence ce qui suit:

1) Les nom et prénoms, la nationalité, le rang et la fonction des membres du poste consulaire, la date de leur arrivée et de leur départ définitif ou de la cessation de leurs fonctions ainsi que tous les autres changements intéressant leur statut au cours de leur période de service au poste consulaire.

2) Les nom et prénoms, la nationalité, la date d'arrivée et de départ définitif des membres de la famille de tout membre du poste consulaire et le fait que l'une de ces personnes ou une autre personne devienne ou cesse d'être membre de la famille.

Les autorités compétentes de l'État de résidence délivrent gratuitement, conformément à l'ordre établi de cet État, une carte d'identité aux membres du poste consulaire et aux membres de leur famille, à l'exception de ceux qui sont ressortissants de l'État de résidence ou y résident de manière permanente.

Article 6. Nationalité des fonctionnaires consulaires

Les fonctionnaires consulaires doivent avoir la nationalité de l'État d'envoi.

Article 7. Personnes déclarées " non grata " ou inacceptables

L'État de résidence peut à tout moment informer l'État d'envoi par la voie diplomatique qu'un quelconque fonctionnaire consulaire est "persona non grata" ou que l'un des membres du poste consulaire est inacceptable, sans être obligé de fonder les motifs de sa décision. Dans ce cas, l'État d'envoi doit rappeler la personne en cause. Si l'État d'envoi ne remplit pas cette obligation au cours d'un délai raisonnable, alors, l'État de résidence aura le droit de refuser de considérer la personne en cause comme membre du personnel consulaire.

Article 8. Fonctionnaires consulaires honoraires

Chacune des Parties contractantes est libre de décider de la nomination et de l'admission de fonctionnaires consulaires honoraires.

La question de la nomination d'un fonctionnaire consulaire honoraire, la détermination de son statut et de la circonscription de ses obligations fonctionnelles sont décidées par les Parties contractantes, par la voie diplomatique.

SECTION III. FONCTIONS CONSULAIRES

Article 9. Dispositions générales

Le fonctionnaire consulaire a le droit suivant:

1. Défendre les droits et les intérêts de l'État d'envoi, de ses ressortissants ainsi que de ses personnes morales, leur apporter aide et assistance dans les limites admises par le droit international et les lois de l'État de résidence.

2. Favoriser le développement des relations commerciales, économiques, juridiques, touristiques, écologiques, scientifiques et techniques, informatives, culturelles, humanitaires et les relations dans le domaine de l'éducation entre l'État d'envoi et l'État de résidence, et promouvoir de toute autre manière des relations amicales entre eux.

3. S'informer par tous les moyens licites, des conditions et de l'évolution de la vie commerciale, économique, culturelle et scientifique de l'État de résidence, faire rapport à ce sujet au gouvernement de l'État d'envoi.

4. Exercer les autres fonctions confiées à un poste consulaire par l'État d'envoi que n'interdisent pas les lois de l'État de résidence.

Article 10. Fonctions concernant la nationalité et l'état civil

1. Un fonctionnaire consulaire a le droit:

1.1 De tenir le registre des ressortissants de l'État d'envoi;

1.2 D'admettre toute demande ou déclaration concernant la nationalité;

1.3 De recevoir les communiqués des organes compétents de l'État de résidence concernant les naissances et décès des ressortissants de l'État d'envoi, d'enregistrer la naissance et le décès de tels ressortissants et d'établir les actes correspondants;

1.4 D'enregistrer la conclusion de mariages entre ressortissants de l'État d'envoi, en conformité avec la législation de l'État d'envoi;

1.5 D'enregistrer la dissolution de mariages entre ressortissants de l'État d'envoi, en conformité avec la législation de l'État d'envoi.

2. Les dispositions du premier paragraphe du présent article ne dispensent pas les personnes concernées de leur obligation de respecter les lois et règlements de l'État de résidence.

Article 11. Fonctions concernant les passeports et visas

Un fonctionnaire consulaire a le droit:

1. De délivrer, renouveler et retirer les passeports de ressortissants de l'État d'envoi; de prolonger leur échéance, d'y apporter les remarques indispensables, ainsi que de délivrer à ces ressortissants d'autres documents leur donnant le droit de franchir la frontière de l'État d'envoi.
2. De délivrer, prolonger, annuler les visas d'entrée dans l'État d'envoi, ainsi que ceux destinés au passage transitoire à travers le territoire de cet État.

Article 12. Légalisation et certification

1. Un fonctionnaire consulaire a le droit d'exécuter les actes suivants:

- 1.1 Établir sur demande de tout ressortissant de l'État d'envoi les actes et documents destinés à être utilisés dans l'État d'envoi et hors des limites de cet État;
- 1.2 Traduire les actes et documents officiels dans la langue de l'État d'envoi ou de l'État de résidence et certifier que ces traductions sont conformes à leur original;
- 1.3 Exercer toutes les fonctions notariales qui lui sont confiées par l'État d'envoi;
- 1.4 Légaliser tout document officiel, ses copies, les extraits et traduction de ce document;
- 1.5 Certifier l'authenticité des signatures et sceaux présents sur les documents des organes compétents de l'État d'envoi et la signature et le sceau du Ministère des Affaires étrangères de l'État de résidence.

2. Les documents établis, légalisés ou certifiés par un fonctionnaire consulaire, sous réserve de toute contradiction avec les lois et normes de l'État de résidence, auront la même force juridique que les documents établis, légalisés ou certifiés par l'organe compétent de l'État de résidence.

Article 13. Notification de rétention, arrestation, détention et visite

1. Les organes compétents de l'État de résidence doivent avertir sans retard le fonctionnaire consulaire correspondant de l'État d'envoi de la détention, de l'arrestation ou de toute autre restriction de la liberté d'un ressortissant de l'État d'envoi.

Simultanément, les organes compétents de l'État de résidence transmettent sans délai toute communication adressée au poste consulaire par le ressortissant en question.

2. Les organes compétents de l'État de résidence garantissent incontinent, mais pas plus tard que quatre jours à compter du moment de la mise en détention, de l'arrestation ou de toute restriction de la liberté d'un ressortissant de l'État d'envoi la réalisation du droit du fonctionnaire consulaire à visiter ou entrer en relation avec un tel ressortissant.

3. Les organes compétents de l'État de résidence notifient au ressortissant concerné de l'État d'envoi ses droits, conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

4. Les droits énoncés aux paragraphes 1 et 2 du présent article se réalisent en conformité avec les lois et règlements de l'État de résidence, à condition toutefois que les lois et règlements invoqués ne soient pas de nature à annuler ces droits.

Article 14. Aide aux ressortissants de l'État d'envoi

1. Un fonctionnaire consulaire a le droit:

- 1.1 De communiquer avec tout ressortissant de l'État d'envoi se trouvant sur le territoire de la circonscription consulaire et de se rendre auprès de lui, et le gouvernement de l'État de résidence n'entravera pas les communications entre les ressortissants de l'État d'envoi et le poste consulaire, ni ne limitera leur accès à ce dernier;
- 1.2 De recevoir pour les conserver temporairement, les avoirs, les moyens financiers, les valeurs et documents de tout ressortissant ou personne morale de l'État d'envoi, pour autant que cela ne soit pas en contradiction avec la législation et les règlements de l'État de résidence;
- 1.3 De réclamer aux organes compétents de l'État de résidence qu'ils lui procurent immédiatement les informations relatives à tout incident dont résulte des dommages et des victimes humaines, à toute suspension du fonctionnement des moyens de transport et à tout accident, auxquels sont mêlés des ressortissants de l'État d'envoi;
- 1.4. De s'adresser aux organes compétents de l'État de résidence établis sur le territoire de la circonscription consulaire pour les questions d'assistance dans la recherche de ressortissants de l'État d'envoi portés disparus.

2. Au cas où un ressortissant de l'État d'envoi serait temporairement dans l'incapacité de défendre ses droits et intérêts, conformément aux lois et règlements de l'État de résidence, le fonctionnaire consulaire a le droit de le représenter devant les tribunaux et autres organes compétents de l'État de résidence ou lui procurer la représentation adéquate, jusqu'à ce qu'il désigne lui-même son représentant ou puisse assurer seul la défense de ses droits et intérêts.

Article 15. Tutelle et curatelle

1. Les autorités compétentes de l'État de résidence communiqueront sans délai au poste consulaire la nécessité de pourvoir à la tutelle ou à la curatelle sur un ressortissant de l'État d'envoi incapable ou limité dans sa capacité à agir en son propre nom.

2. Le fonctionnaire consulaire a le droit de défendre, en conformité avec les lois et règlements de l'État de résidence, les droits et intérêts d'un ressortissant de l'État d'envoi, d'agir en son nom et, s'il y lieu, de désigner un tuteur ou un curateur pour une telle personne, et de contrôler l'évolution des démarches concernant la tutelle ou la curatelle.

Article 16. Notification de décès

En cas de décès d'un ressortissant de l'État d'envoi, survenu dans l'État de résidence, les organes compétents de l'État de résidence en informeront le poste consulaire et à la demande du poste consulaire, ils lui délivreront un certificat de décès ou d'autres documents analogues.

Article 17. Fonctions concernant la succession

1. Les organes compétents de l'État de résidence notifieront dans les plus brefs délais au fonctionnaire consulaire le décès sur le territoire de sa circonscription consulaire d'un ressortissant de l'État d'envoi, et ils informeront également le fonctionnaire consulaire de l'existence d'une succession de ce ressortissant ou d'un testament laissé par lui, ainsi que de l'existence d'une personne, présente ou représentée sur le territoire de l'État de résidence et désignée pour gérer cette succession.

2. Le fonctionnaire consulaire a le droit d'être présent, dans le cas de l'existence d'une succession visée au premier paragraphe du présent article, à l'inventaire ou à la mise sous scellés des biens de cette succession par les organes compétents de l'État de résidence.

3. Au cas où un ressortissant de l'État d'envoi aurait un quelconque droit sur la succession de la personne décédée sur le territoire de l'État de résidence, indépendamment de la nationalité de cette personne, les organes compétents de cet État en informeront sans retard le poste consulaire.

4. Si un ressortissant de l'État d'envoi dispose du droit ou revendique le droit à recevoir une succession dans l'État de résidence, mais que ni lui-même, ni son représentant ne sont en mesure de prendre part à l'examen des documents concernant cette succession, un fonctionnaire consulaire peut, à titre personnel ou via sa représentation, représenter ce ressortissant auprès des organes judiciaires ou autres organes compétents de l'État de résidence.

5. Le fonctionnaire consulaire a le droit, au nom d'un ressortissant de l'État d'envoi qui n'est pas résident permanent de l'État de résidence, de recevoir dans l'État de résidence tout type de succession, afin de la transmettre à ce ressortissant qui en est le légataire.

6. Si un ressortissant de l'État d'envoi qui n'est pas résident permanent de l'État de résidence vient à décéder dans cet État, le fonctionnaire consulaire a le droit d'assurer la garde provisoire de tous les documents, de l'argent et des biens personnels du défunt, afin de les transmettre aux héritiers, à la personne chargée d'administrer la succession ou à tous autres mandataires.

7. Le fonctionnaire consulaire peut, pour le compte d'un ressortissant de l'État d'envoi, si ce ressortissant ne se trouve pas sur le territoire de l'État de résidence, se voir confier par un tribunal, par des autorités ou des personnes physiques, de l'argent ou toute autre propriété auxquels ce ressortissant a droit du fait du décès d'une personne quelle qu'elle soit, y compris l'héritage, les indemnités versées en application des lois sur l'indemnisation en cas d'accident, ainsi que les indemnités au titre de l'assurance-vie.

8. En exécutant les fonctions référées aux paragraphes 4, 5, 6 et 7 de cet article, le fonctionnaire consulaire est tenu de se conformer aux lois et règlements de l'État de résidence.

Article 18. Assistance aux navires de l'État d'envoi

1. Un fonctionnaire consulaire a le droit, dans les limites de sa circonscription consulaire, de prêter assistance aux navires de l'État d'envoi se trouvant dans les eaux territoriales ou intérieures de l'État de résidence, aux capitaines et membres d'équipage de ces navires, ainsi que:

- 1.1 De monter à bord d'un navire, d'interroger le capitaine ou un quelconque membre de l'équipage, ainsi que d'obtenir des renseignements sur l'activité de ce navire, son voyage et la cargaison qu'il transporte;
- 1.2 D'enquêter sur tout accident, survenu en cours de navigation, sans préjudice des droits de l'État de résidence;
- 1.3 De régler les litiges concernant les questions de salaire et d'obligations, prévues par le contrat d'embauche, ainsi que de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité à bord d'un navire;
- 1.4 De prendre les mesures nécessaires à assurer au capitaine et à tout membre de l'équipage une assistance médicale ou le rapatriement;
- 1.5 De recevoir, examiner, établir, signer ou certifier des documents concernant un navire;
- 1.6 De régler tout autre problème en rapport avec un navire, à la demande de l'État d'envoi.

2. Le capitaine et les membres d'équipage ont le droit d'entrer en contact direct avec le fonctionnaire consulaire, sans enfreindre ce faisant les lois et règlements de l'État de résidence.

Article 19. Protection en cas de mesures coercitives à l'encontre d'un navire naviguant sous pavillon de l'État d'envoi

1. Au cas où les tribunaux ou d'autres organes compétents de l'État de résidence ont l'intention d'adopter de quelconques mesures coercitives ou de mener une quelconque enquête à bord d'un navire de l'État d'envoi, ils en notifieront en temps utile le poste consulaire, afin que le fonctionnaire consulaire ou son représentant puisse assister à la réalisation de ces mesures. Si en cas d'urgence, la notification d'une telle intention en temps utile est impossible, le fonctionnaire consulaire doit alors être immédiatement informé des actions entreprises par les organes compétents de l'État de résidence et, à sa demande, être informé des résultats des actions entreprises par cet État.

2. Les dispositions du premier paragraphe du présent article concernent dans la même mesure les actions entreprises sur la terre ferme par les organes compétents de l'État de résidence et relatives au capitaine du navire ou à tout membre de son équipage.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas aux inspections usuelles, effectuées par les organes compétents de l'État de résidence, et relatives aux contrôles douaniers, à l'administration des ports, à la quarantaine, aux contrôles d'immigration, ainsi qu'à la prise de mesures destinées à protéger la sécurité de la navigation maritime ou à prévenir la pollution des eaux.

4. Les organes compétents de l'État de résidence ne peuvent se mêler des affaires internes d'un navire de l'État d'envoi, quel qu'il soit, si celui-ci ne trouble pas la tranquillité, la sécurité et l'ordre public de l'État de résidence, à l'exception des cas où cette immixtion est réclamée à la demande personnelle du capitaine du navire, ou avec son consentement, ou encore avec le consentement du fonctionnaire consulaire de l'État d'envoi.

Article 20. Secours porté dans les eaux intérieures ou territoriales aux navires ayant fait naufrage, subi une avarie, échoué sur un bas-fond ou qui, pour des raisons quelles qu'elles soient, ne sont pas en mesure de continuer leur voyage de manière autonome

1. Si un navire battant pavillon de l'État d'envoi subit un naufrage ou une avarie, échoue sur un bas-fond ou, pour de quelconques raisons, n'est pas en mesure de poursuivre son trajet, les organes compétents de l'État de résidence communiqueront sans retard au poste consulaire les mesures prises pour assurer le sauvetage des personnes se trouvant à bord de ce navire, de sa cargaison ou de tout autre bien qu'il renferme.

2. Les organes compétents de l'État de résidence n'entraveront pas le fonctionnaire consulaire dans ses démarches visant à prêter secours à un quelconque navire ayant subi un naufrage ou une avarie, ayant échoué sur un bas-fond ou se trouvant, pour des raisons quelles qu'elles soient, dans l'incapacité de poursuivre son trajet de manière autonome, à son équipage et ses passagers, et le fonctionnaire consulaire pourra s'adresser aux autorités compétentes de l'État de résidence afin de leur demander leur concours dans ses démarches.

3. Les autorités de l'État de résidence avertiront immédiatement le poste consulaire au cas où un navire de l'État d'envoi subit un naufrage ou une avarie, échoue sur un bas-fond ou, pour quelque raison que ce soit, n'est pas en mesure de poursuivre son voyage de manière autonome, ou si un quelconque objet ou la cargaison de ce navire étaient retrouvés sur le littoral ou débarqués dans le port de l'État de résidence et que ni le capitaine, ni le propriétaire, l'agent de navigation ou le représentant de la compagnie d'assurances ne peuvent être présents ou adopter les mesures propres à les conserver ou en disposer.

4. Aucunes taxes douanières ne peuvent être perçues pour la cargaison ou les biens d'un navire de l'État d'envoi ayant subi un naufrage ou une avarie, ayant échoué sur un bas-fond ou qui, pour de quelconques raisons ne peut prolonger son voyage de manière autonome, à l'exception du cas où ces biens ou cette cargaison auraient été réalisés ou utilisés dans l'État de résidence.

5. Un fonctionnaire consulaire a le droit d'assister à l'enquête menée par les organes de l'État de résidence et visant à déterminer les causes de l'avarie du navire, de son échouement sur un bas-fond ou lorsque celui-ci ne peut continuer son voyage de manière autonome.

Article 21. Aéronef de l'État d'envoi

Les dispositions de la présente Convention relatives aux navires de l'État d'envoi s'appliquent en concordance aux aéronefs de l'État d'envoi, à condition qu'elles ne soient pas en contradiction avec les dispositions d'autres accords bilatéraux entre l'État d'envoi et l'État de résidence ou d'accords multilatéraux auxquels les deux États sont Parties.

Article 22. Transmission de documents légaux

Un fonctionnaire consulaire a le droit de transmettre des documents judiciaires et non judiciaires, si les lois et règlements de l'État de résidence le permettent. Si d'autres accords entre l'État d'envoi et l'État de résidence sont en vigueur, il convient d'en appliquer les dispositions.

Article 23. Territoire assigné à l'exercice des fonctions consulaires

Un fonctionnaire consulaire exerce les fonctions consulaires dans les limites de la circonscription consulaire. Moyennant l'accord de l'État de résidence, il a le droit d'exercer ses fonctions également hors du territoire de la circonscription consulaire.

Article 24. Communications avec les organes de l'État de résidence

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires consulaires peuvent s'adresser :

1. Aux organes compétents de leur circonscription consulaire;
2. Aux organes centraux compétents de l'État de résidence dans la mesure où cela est admis par les lois, règlements et usages de l'État de résidence ou par les accords internationaux en la matière.

Article 25. Notification de changements dans la législation de l'État de résidence, qui peuvent avoir rapport aux ressortissants de l'État d'envoi

L'État de résidence notifiera au poste consulaire les changements dans sa législation qui peuvent avoir trait aux droits et intérêts des ressortissants de l'État d'envoi.

SECTION IV. FACILITÉS, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Article 26. Facilités accordées au poste consulaire et à ses membres

1. L'État de résidence accorde au poste consulaire toutes les facilités pour l'accomplissement de ses fonctions.
2. L'État de résidence traitera les membres du poste consulaire avec l'attention qui leur est due et prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir l'exécution de leurs fonctions en conformité avec la présente Convention.

Article 27. Locaux consulaires et résidences

1. L'État de résidence est tenu d'assister l'État d'envoi dans l'acquisition sur son territoire, conformément à ses lois et règlements, des locaux nécessaires à ses postes consulaires ou de l'assister dans l'obtention de tels locaux de toute autre manière.

2. L'État de résidence est également tenu, en cas de besoin, de prêter assistance au poste consulaire dans l'obtention de résidences convenables pour les membres du poste consulaire.

3. Aucune disposition du présent article ne doit être interprétée comme dispensant l'État d'envoi de respecter les lois et règlements de l'État de résidence qui régissent l'implantation et la construction de bâtiments ainsi que l'aménagement et le zonage urbains.

Article 28. Usage du pavillon et de l'écusson nationaux

1. L'État d'envoi a le droit de faire usage de ses pavillon et écusson étatiques dans l'État de résidence, en conformité avec les dispositions du présent article.

2. Le pavillon national de l'État d'envoi peut être arboré et l'écusson aux armes de l'État placé sur le bâtiment occupé par le poste consulaire, sur sa porte d'entrée, ainsi que sur la résidence du chef de poste consulaire et sur ses moyens de locomotion lorsque ceux-ci sont utilisés pour les besoins du service.

Article 29. Inviolabilité des locaux consulaires et des résidences des fonctionnaires consulaires

1. Les locaux consulaires et les résidences des fonctionnaires consulaires sont inviolables. Les autorités de l'État de résidence n'ont pas le droit de pénétrer dans les installations des fonctionnaires consulaires sans le consentement du chef de poste consulaire ou du chef de la mission diplomatique de l'État d'envoi dans l'État de résidence ou de la personne désignée par l'un ou l'autre.

2. L'État de résidence prendra toutes les mesures nécessaires à la protection des locaux consulaires et des résidences des fonctionnaires consulaires contre toute invasion ou dommage et à la prévention de tout trouble de la paix du poste consulaire ou amoindrissement de sa dignité.

Article 30. Immunité contre la réquisition des locaux consulaires

Les locaux consulaires, tous les biens du poste consulaire, ainsi que ses moyens de transport jouissent de l'immunité contre tous types de réquisition à des fins de défense de l'État ou d'utilité publique.

Article 31. Inviolabilité des archives consulaires

Les archives consulaires sont inviolables, à tout moment et en quelque lieu qu'elles se trouvent.

Article 32. Liberté de mouvement

Dans le mesure ou cela n'enfreint pas les lois et règlements relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou réglementé pour des raisons de sécurité nationale, l'État de résidence est tenu de garantir à tous les membres du poste consulaire la liberté de mouvement et de déplacement sur son territoire. Toutefois, dans tous les cas, l'État de résidence garantit au fonctionnaire consulaire la possibilité d'exercice de ses obligations de service.

Article 33. Liberté de communication

1. L'État de résidence permettra et protégera la liberté de communication du poste consulaire pour toutes fins officielles. Lors de communications avec le gouvernement, les missions diplomatiques et d'autres postes consulaires de l'État d'envoi, le poste consulaire a le droit d'utiliser tous les moyens appropriés, y compris les courriers diplomatiques et consulaires, les dépêches chiffrées et codées, les valises diplomatiques et consulaires. Le poste consulaire ne peut installer et se servir d'un poste émetteur de radio qu'avec l'accord de l'État de résidence.

2. La correspondance officielle du poste consulaire est inviolable. La valise consulaire ne sera ni ouverte ni retenue. Elle doit porter les signes extérieurs visibles indiquant son caractère, et ne doit contenir que la correspondance officielle, les documents officiels et les objets destinés exclusivement à un usage officiel.

3. Le courrier consulaire doit être un ressortissant de l'État d'envoi, mais pas une personne résidant en permanence dans l'État de résidence. Il jouit des mêmes facilités, privilèges et immunités dans l'État de résidence que celles accordées à un courrier diplomatique.

4. L'État d'envoi ou le poste consulaire peuvent désigner des courriers consulaires ad hoc. Dans ce cas, les dispositions du paragraphe 3 du présent article s'appliquent également, sous réserve que les immunités qui y sont mentionnées cesseront de s'appliquer dès que le courrier aura remis au destinataire la valise consulaire dont il a la charge.

5. La valise consulaire peut être confiée au commandant d'un navire ou d'un aéronef de l'État d'envoi qui doit être porteur d'un document officiel indiquant le nombre de colis constituant la valise, mais il n'est pas considéré comme un courrier consulaire. Les membres d'un poste consulaire peuvent librement et directement confier au capitaine d'un navire ou d'un aéronef de l'État d'envoi et recevoir de ses mains la valise consulaire.

Article 34. Taxes et droits consulaires

1. Un poste consulaire a le droit de percevoir sur le territoire de l'État de résidence des taxes et des droits pour l'exercice des services consulaires prévus par les lois et règlements de l'État d'envoi.

2. Les taxes et droits mentionnés au premier paragraphe du présent article sont exempts de tout impôt ou taxe dans l'État de résidence.

Article 35. Inviolabilité personnelle des fonctionnaires consulaires

Les fonctionnaires consulaires bénéficient de l'inviolabilité personnelle et ne peuvent être mis en état d'arrestation ni soumis à aucune forme de détention. L'État de résidence prend toutes les mesures adéquates pour prévenir toute atteinte à leur liberté ou à leur dignité.

Article 36. Immunité de juridiction

1. Les fonctionnaires consulaires bénéficient de tous les privilèges et immunités diplomatiques, dans la pleine étendue de ceux dont bénéficient les agents diplomatiques, conformément aux dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961.

2. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'État de résidence pour les actes accomplis dans l'exercice des fonctions consulaires.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne s'appliquent pas en cas d'action civile:

- 3.1 Résultant de la conclusion d'un contrat passé par un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire qu'il n'a pas conclu expressément ou implicitement en tant que mandataire de l'Etat d'envoi; ou
- 3.2 Intentée par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé dans l'Etat de résidence par un véhicule, un navire ou un aéronef.

Article 37. Obligation de répondre comme témoin

1. Les fonctionnaires consulaires ne sont pas tenus de répondre comme témoins.

2. Les employés et les membres du personnel de service du poste consulaire peuvent être appelés à répondre comme témoins au cours de procédures judiciaires et administratives dans l'État de résidence. Ils ne doivent pas refuser de répondre comme témoins, si ce n'est dans les cas mentionnés au paragraphe 3 du présent article.

3. Les membres d'un poste consulaire ne sont pas tenus de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et de produire la correspondance et les documents officiels relatifs. Ils ont le droit de témoigner en tant qu'experts sur la législation de l'État d'envoi, moyennant l'accord du chef de poste consulaire. Toutefois, ils ont également le droit de refuser de témoigner en cette qualité d'experts.

4. Les autorités compétentes de l'État de résidence qui requièrent le témoignage d'un quelconque employé ou membre du personnel de service du poste consulaire ne doivent pas gêner cette personne dans l'accomplissement de ses fonctions. Ces autorités peuvent recueillir son témoignage à sa résidence ou au poste consulaire, ou accepter une déclaration écrite de sa part, toutes les fois que cela est possible.

Article 38. Exemptions d'obligations

Un membre d'un poste consulaire est exempt dans l'État de résidence de toutes les obligations personnelles d'intérêt public et des charges militaires, ainsi que de l'exécution de toutes les exigences prévues par les lois et règlements de l'État de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

Article 39. Exemption fiscale

1. L'État de résidence exempt d'impôts et taxes:
 - 1.1 Les locaux consulaires et les résidences des membres du poste consulaire dont l'État d'envoi est propriétaire ou locataire, ou reçus au nom de l'État d'envoi ou de son représentant, ainsi que tous les contrats et actes y relatifs;
 - 1.2. Les biens meubles et les moyens de transport, légalement acquis par le poste consulaire à des fins officielles, ainsi que leur acquisition, leur possession et leur conservation.
2. Les dispositions du premier paragraphe du présent article ne s'appliquent pas en ce qui concerne:
 - 2.1. Les impôts et taxes prélevés en qualité de paiement pour les services spéciaux ;
 - 2.2. Les impôts et taxes prélevés d'une personne qui a conclu un contrat avec l'État d'envoi ou son représentant, en conformité avec les lois et règlements de l'État de résidence.

Article 40. Exemption fiscale des membres d'un poste consulaire

1. Les membres d'un poste consulaire, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer sont exempts de tous impôts et taxes, personnels ou réels, nationaux, régionaux et communaux, à l'exception:
 - 1.1. Des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services;
 - 1.2. Des impôts et taxes sur les biens immeubles privés situés sur le territoire de l'État de résidence, sous réserve des dérogations prévues à l'article 39;
 - 1.3. Des droits de succession, taxes de succession, impôts relatifs à la mutation de propriété, sous réserve des dérogations prévues au paragraphe 2 de l'article 44;
 - 1.4. Des impôts et taxes sur les revenus privés, y compris les gains en capital, qui ont leur source dans l'État de résidence, et des impôts sur le capital prélevés sur les investissements effectués dans des entreprises commerciales ou financières situées dans l'État de résidence;
 - 1.5. Des impôts et taxes prélevés pour des types de service concrets, des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre, sous réserve des dérogations prévues par les dispositions de l'article 39.

2. Les membres du poste consulaire sont exempts des impôts, taxes et droits sur les salaires qu'ils reçoivent du fait de leur fonction au poste consulaire.

3. Les membres du poste consulaire qui emploient des personnes dont les traitements ou salaires ne sont pas exemptés de l'impôt sur le revenu dans l'État de résidence doivent respecter les obligations que les lois et règlements dudit État imposent aux employeurs en matière de perception de l'impôt sur le revenu.

Article 41. Exemption des droits de douane et de la visite douanière

1. Suivant les dispositions législatives et réglementaires qu'il peut adopter, l'Etat de résidence autorise l'entrée et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues, pour:

- 1.1. Les objets destinés à l'usage officiel du poste consulaire;
- 1.2. Les objets destinés à l'usage personnel du fonctionnaire consulaire;
- 1.3. Les objets importés dans les cas de première installation d'employés consulaires ou de membres du personnel de service du poste consulaire, y compris les objets à caractère usuel.

2. Les objets mentionnés aux alinéas 2 et 3 du premier paragraphe du présent article, ne doivent pas dépasser les quantités nécessaires pour leur utilisation personnelle par les intéressés.

3. Les bagages personnels du fonctionnaire consulaire sont exemptés de la visite douanière. Ils ne peuvent être contrôlés par les organes compétents de l'État de résidence que s'il y a de sérieux motifs de supposer qu'ils contiennent des objets autres que ceux mentionnés à l'alinéa 2 du premier paragraphe du présent article, ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par les lois et règlements de l'État de résidence ou soumise à ses lois et règlements de quarantaine. Dans ce cas, la visite a lieu en présence du fonctionnaire consulaire ou de son représentant plénipotentiaire.

Article 42. Privilèges et immunités des membres de la famille

1. Les membres de la famille de membres d'un poste consulaire bénéficient des mêmes privilèges et immunités et dans la même étendue que ceux octroyés au membre de poste consulaire correspondant.

2. Les dispositions du premier paragraphe du présent article ne s'étendent pas aux membres de la famille assimilables à des ressortissants de l'État de résidence ou qui résident en permanence dans cet État ou qui y exercent une activité professionnelle ou commerciale à des fins lucratives.

Article 43. Personnes ne bénéficiant pas des privilèges et immunités

1. Les employés et les membres du personnel de service d'un poste consulaire qui sont des ressortissants de l'État de résidence ou y résident en permanence ne bénéficient pas

des privilèges et immunités prévus par la présente Convention, à l'exception des dispositions du paragraphe 3 de l'article 37.

2. Les membres de la famille d'un membre d'un poste consulaire, vivant au foyer de ce dernier, bénéficient des privilèges et immunités prévus par la présente Convention, à partir du moment de leur arrivée sur le territoire de l'État de résidence ou à partir du moment où ils sont devenus membres de la famille.

3. Lorsque les fonctions d'un membre d'un poste consulaire prennent fin, ses privilèges et immunités, ainsi que les privilèges et immunités accordés aux membres de sa famille vivant à son foyer cessent, à partir du moment où cette personne quitte le territoire de l'État de résidence, ou à l'expiration d'un délai raisonnable qui lui aura été accordé à cette fin. Les privilèges et immunités des membres de la famille d'un membre d'un poste consulaire prennent fin lorsqu'ils cessent d'être membres de la famille de ce membre du poste consulaire. Toutefois, si ces personnes ont l'intention de quitter l'État de résidence dans un délai raisonnable, ils conservent leurs privilèges et immunités jusqu'au moment de leur départ.

4. En cas de décès d'un membre d'un poste consulaire, les membres de sa famille vivant à son foyer continuent à bénéficier des privilèges et immunités qui lui avaient été accordés, jusqu'au moment où ils quittent l'État de résidence, ou à l'expiration d'un délai raisonnable pour quitter cet État.

Article 44. Refus des privilèges et immunités

1. L'État d'envoi peut refuser tous privilèges et immunités dont bénéficient les personnes correspondantes en conformité avec les dispositions de la présente Convention. Dans tous les cas, un tel refus doit être clairement exprimé et communiqué à l'État de résidence par écrit.

2. La présentation par un quelconque individu d'une demande portant sur une affaire pour laquelle il aurait pu bénéficier de l'immunité de juridiction, conformément à la présente Convention, prive cet individu du droit d'invoquer cette immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle directement liée à la demande principale.

3. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas censée impliquer la renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement, pour lesquelles une renonciation distincte et écrite est nécessaire.

Article 45. Exercice de fonctions consulaires par les missions diplomatiques

1. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent également, dans la mesure où le contexte le permet, à l'exercice de fonctions consulaires par les missions diplomatiques.

2. Les noms des membres de la mission diplomatique chargés de l'exercice des fonctions consulaires de la mission sont notifiés au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat de résidence ou à l'autorité désignée par ce ministère.

3. Dans l'exercice de fonctions consulaires, la mission diplomatique peut s'adresser:

3.1. Aux autorités locales de la circonscription consulaire;

3.2 Aux autorités centrales de l'État de résidence si les lois, règlements et usages de l'Etat de résidence ou les accords internationaux en la matière le permettent.

4. Les privilèges et immunités des membres de la mission diplomatique, mentionnés au paragraphe 3 du présent article, demeurent déterminés par les règles du droit international concernant les relations diplomatiques.

SECTION V. RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENTS DE L'ÉTAT DE RÉSIDENCE

Article 46

1. Sans préjudice des privilèges et immunités prévus par la présente Convention, toutes les personnes qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'État de résidence, y compris les règles de la circulation routière.

2. Les locaux consulaires ne seront pas utilisés d'une manière incompatible avec l'exercice des fonctions consulaires.

3. Le poste consulaire, les membres du poste consulaire et les membres de leurs familles doivent se conformer à toutes les obligations imposées par les lois et règlements de l'État de résidence en matière d'assurance de responsabilité civile pour l'utilisation de tout moyen de transport.

4. Les membres d'un poste consulaire de l'État d'envoi ne peuvent exercer aucune activité professionnelle ou commerciale pour leur profit personnel à l'exception de celles liées à l'accomplissement de leurs fonctions officielles.

SECTION VI. DISPOSITIONS FINALES

Article 47. Ratification, entrée en vigueur, dénonciation

1. La présente Convention sera soumise à ratification et entrera en vigueur trente (30) jours après échange des instruments de ratification.

2. La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six (6) mois à dater du jour où l'une des Parties contractantes notifie par écrit à l'autre Partie contractante sa décision de dénoncer la présente Convention.

Fait à Vilnius le 12 juillet 1999 en double exemplaire, en langues lituanienne, géorgienne et russe, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation du texte lituanien ou géorgien, les Parties contractantes se baseront sur le texte russe de la présente Convention.

Pour la République de Lituanie :

Pour la Géorgie :

UNITED
NATIONS

TREATY
SERIES

Volume
2347

2005

I. Nos.
42069-42075

RECUEIL
DES
TRAITÉS

NATIONS
UNIES

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

عكس الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم، استعمل عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

ISBN 978-92-1-900312-5



9 789219 003125

Printed in U.S.A.

07-49672—January 2009—1,150

ISSN 0379-8267

